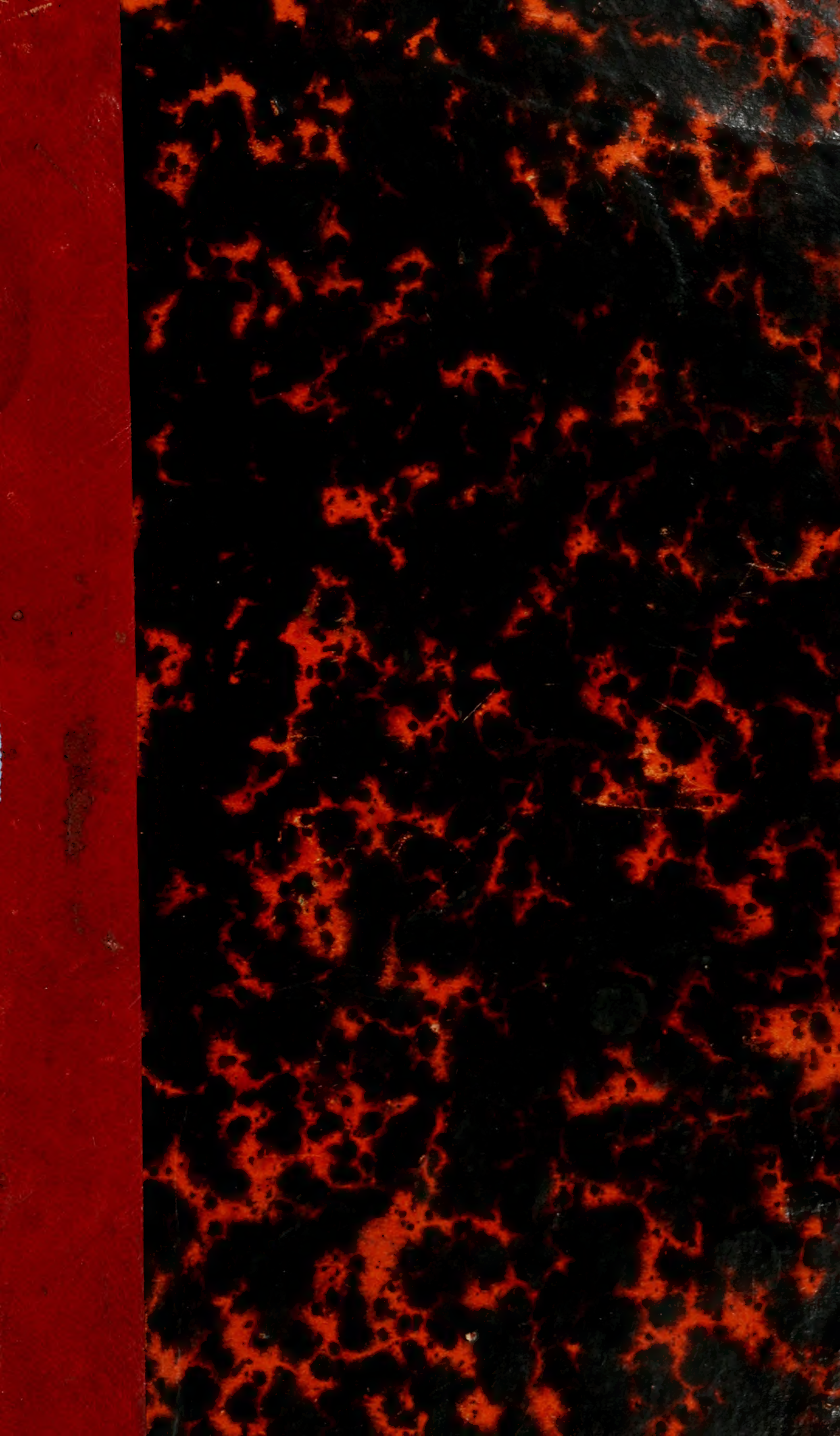
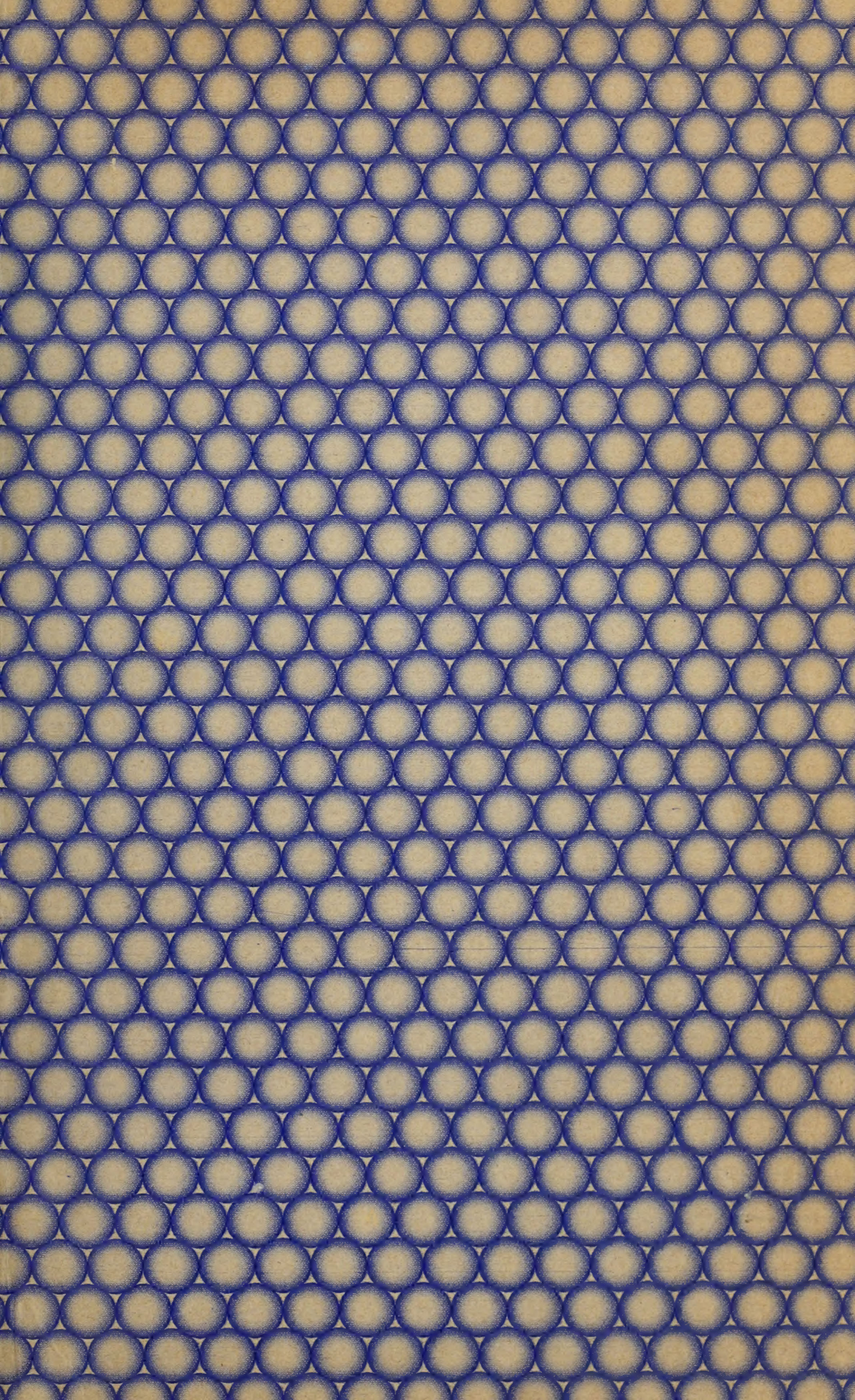



EX·LIBRIS
ROMERO & MARTINEZ



HISTOIRE

DE FRANCE,

DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DES FRANCS DANS LA GAULE JUSQU'EN 1830.

Typographie LACRAMPE et Comp., rue Damiette, 2.

HISTOIRE
DE FRANCE,

DEPUIS

L'ÉTABLISSEMENT DES FRANCS DANS LA GAULE JUSQU'EN 1830,

PAR

THÉODOSE BURETTE,

Professeur d'Histoire à l'Académie de Paris.

ENRICHIE DE 500 DESSINS PAR JULES DAVID,

gravés par V. CHEVIN.

Deuxième Volume.

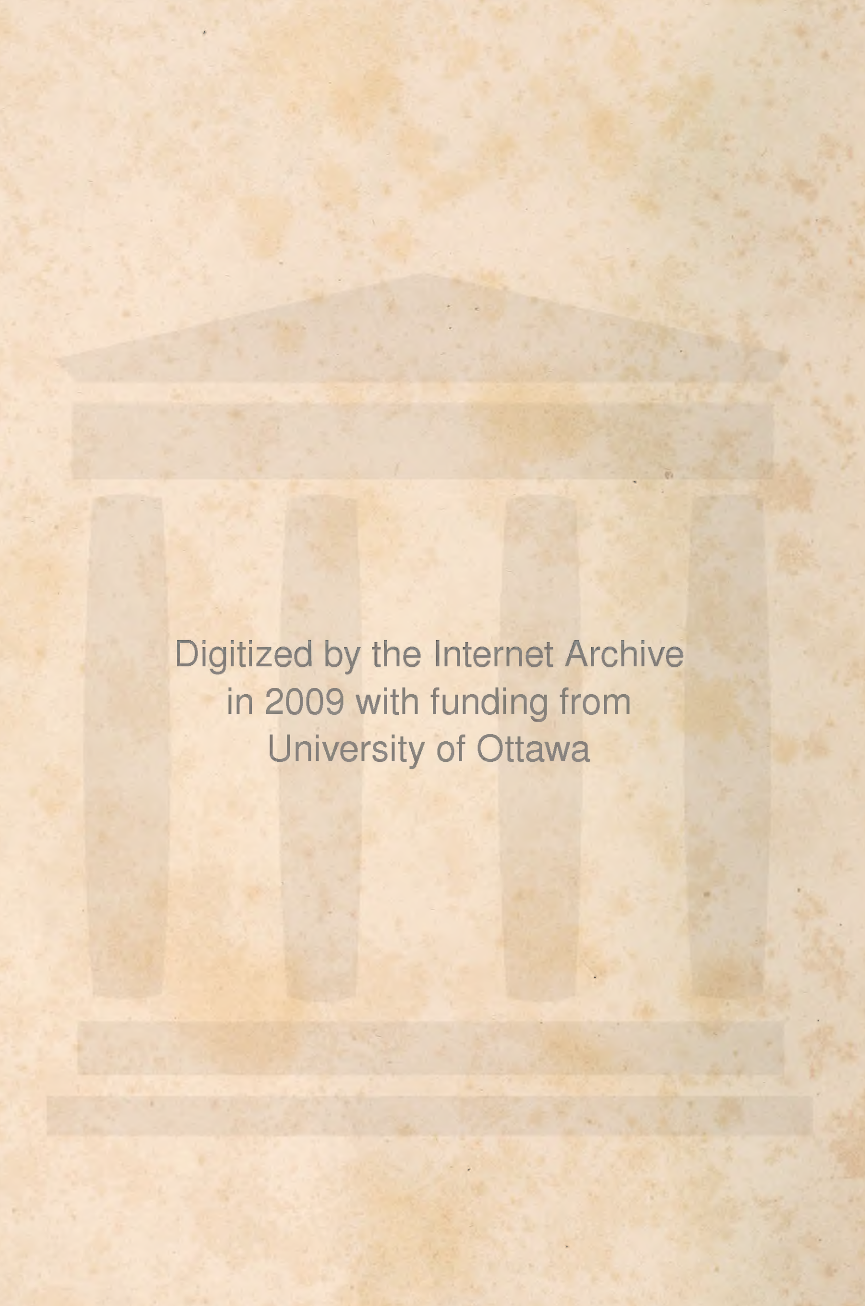
BENOIST, ÉDITEUR.

PARIS,

LIBRAIRIE DE E. DUCROCQ,

RUE HAUTEFEUILLE, 22.

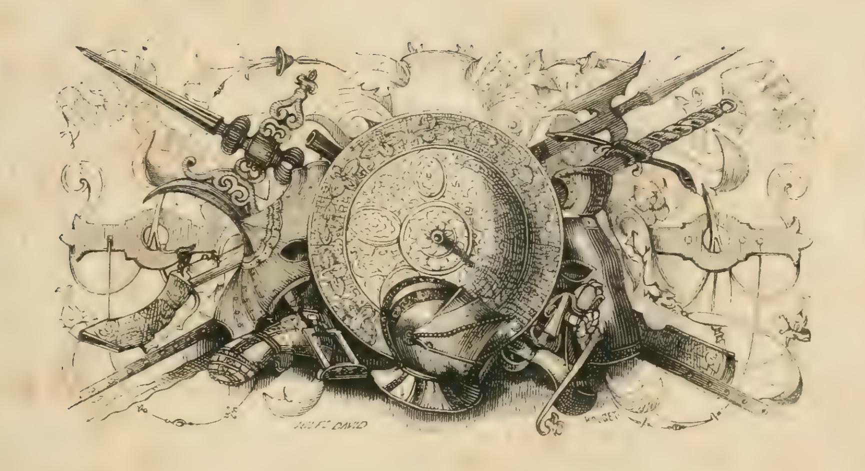
1840.







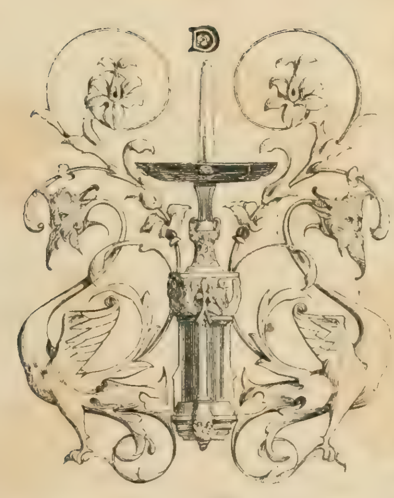
Une passe d'Armes sous Philippe-le-Hardi.



CHAPITRE VI.

De Charles VIII à François II. — Guerres d'Italie

1494 — 1559.



DEPUIS l'expédition du frère de saint Louis, la maison d'Anjou n'avait cessé de revendiquer le royaume de Naples comme sa propriété, et jamais en France il ne s'était élevé un doute sur la légitimité de ses prétentions. Plus d'une fois même elle voulut protester contre l'usurpation aragonaise. La victoire seule lui fit défaut. Son droit restait donc entier, et, passé dans des mains plus puissantes que celles des maîtres de la Provence et de l'Anjou, il menaçait plus que jamais les descendants de Pierre d'Aragon. C'était alors le temps des grandes

aventures, des révolutions merveilleuses, des conquêtes de tout genre. Christophe Colomb découvrait le Nouveau-Monde, et les navigateurs portugais étaient à la recherche du grand problème du passage aux Indes. L'Angleterre venait de donner trois fois en quinze ans le spectacle d'une couronne gagnée en une bataille. Ferdinand le Catholique et la reine Isabelle tenaient l'Europe en émoi au bruit de leur guerre avec les Maures de Grenade. D'une autre part, les janissaires de Mahomet II et de Bajazet semblaient défier au combat la chevalerie chrétienne, et l'antique esprit des croisades s'était ravivé à la nouvelle de la prise de Constantinople. En même temps, l'érudition moderne, à son début, exhumait avec une sorte de passion fiévreuse les souvenirs si longtemps enfouis de l'antiquité. Les héros grecs et romains reparaissaient au jour, illuminés de je ne sais quelle auréole chevaleresque, dernière tradition du moyen-âge expirant. Il n'en fallait pas tant pour inspirer au jeune homme qui régnait en France l'ambition jalouse des exploits guerriers et l'amour des grands coups d'épée. Ardent, inconsidéré, avide de bruit et de mouvement, dominé par tous les instincts matériels, il rappelait admirablement, avec ses appétits héroïques et la sauvagerie de son caractère d'enfant, la jeunesse de ce roi infortuné que nous avons vu finir par la folie. Dans les premières années de son règne, pendant qu'Anne de Beaujeu faisait tête à la féodalité, à Maximilien, aux rois d'Angleterre et d'Aragon, et préparait la réunion de la Bretagne au domaine royal, Charles passait ses journées avec ses chiens et ses faucons, qu'il parait de colliers et de sonnettes, et courait les chemins avec ses *enfants d'honneur*, arrêtant les écoliers, les jeunes filles et les ménétriers. Maintenant roi de fait, il se trouvait jeté au pouvoir, entièrement neuf sur le présent, ne connaissant du passé que les batailles d'Alexandre et les guerres de César, traduites exprès pour lui par son précepteur Gaguin.

A un tel roi, l'héritage des droits de la maison d'Anjou était une bonne fortune qu'il ne pouvait laisser échapper. Naples ne lui suffisait même pas. Comme autrefois Charles d'Anjou, et ensuite Charles de Valois, derrière Naples Charles VIII voyait la Grèce et l'empire d'Orient, et cette terre d'Asie où il allait retrouver les traces d'Alexandre, son héros. D'ailleurs, il avait à ses côtés un homme qui rêvait aussi une autre conquête en Italie : c'était son ami Louis d'Orléans, son maître de joutes et de passes d'armes, qui nourrissait sur le duché de Milan des prétentions plus récentes et plus positives que celles du roi

sur la terre de Naples, et qui n'avait pas assez d'Asti dans le pays où avait régné la famille de sa grand'mère, Valentine de Milan. L'Italie elle-même semblait aller au-devant de l'invasion. Les barons napolitains, opprimés par leur roi Ferdinand, appelaient la domination française à grands cris. Ceux de Rome, qui s'étaient donné le surnom insolent de *menottes du pape*, étaient d'avance au premier conquérant qui les délivrerait de la tyrannie des Borgia. A Florence, Jérôme Savonarole, ce fougueux prédicateur, qui eût été le précurseur de la réforme en Italie, si l'Italie eût pu accepter la réforme, Savonarole annonçait l'arrivée des *Barbares*, et préparait les populations, par ses accents prophétiques, à laisser passer les *Envoyés de Dieu*. La Savoie était à moitié française depuis Louis XI et Charles le Téméraire. Gênes eût appartenu déjà à la France, si Louis XI l'avait voulu. Le sénat de Venise, sondé par les ambassadeurs de Charles VIII, avait répondu que « plutôt ils lui aideraient qu'ils ne lui feraient ennui. » Enfin, le maître actuel de Milan, menacé par le roi de Naples, qui prenait en main la cause de son gendre, Jean-Marie Galéas, l'héritier légitime du duché, Ludovic le More songeait à lui opposer le roi de France. Sans s'inquiéter s'il aurait ensuite à rendre compte de la succession des Visconti au duc d'Orléans, et préoccupé seulement de ses terreurs du jour, Ludovic s'agitait pour donner à son usurpation l'appui des armes françaises qui devaient le renverser quelques années plus tard. Il attachait tant d'importance à cette intervention de l'étranger, qu'il avait séduit tout exprès de Vesc et Briçonnet, les deux favoris de Charles VIII, et ce fut peut-être leur influence qui détermina plus que tout le reste l'expédition des Français en Italie.

Mais, avant de partir, il fallait s'assurer la paix sur les frontières, et les trois puissances ennemies qui avaient failli enlever au roi Anne de Bretagne et son duché, menaçaient d'envahir le royaume pendant que toutes ses forces seraient employées de l'autre côté des Alpes. Rien ne coûta au futur conquérant de Naples et de Constantinople pour se défaire de ces rivalités mesquines que l'on pouvait satisfaire avec quelques lambeaux de provinces. Maximilien et Henri VIII faisaient mine déjà de commencer la guerre. Le premier s'empara d'Arras par surprise et souleva quelques troubles dans la Franche-Comté. Le second débarqua à Calais avec une armée; mais dès sa première tentative, il échoua contre Boulogne. Au lieu d'envoyer contre eux ses hommes d'armes, qui brûlaient d'en venir aux mains et s'engageaient à les re-

jeter hors du royaume, Charles se hâta maladroitement d'en finir par des concessions avec des ennemis qu'il dédaignait. Henri demanda 745,000 écus d'or (près de 8,000,000); Maximilien, l'Artois et la Franche-Comté. Tout leur fut accordé aux traités d'Étaples et de Senlis, conclus en 1492 et 1493. Quant à Ferdinand le Catholique, il lui fallait la Cerdagne et le Roussillon, et ne se fiant pas encore assez sur l'empressement du roi à mettre en ordre ses affaires, il fit jouer un ressort d'un nouveau genre sur cette âme simple et candide, prête à tout accepter sur parole. Le père Maillard, confesseur de Charles VIII, lui fit accroire que l'âme de Louis XI était détenue dans le Purgatoire pour avoir injustement ravi à la couronne d'Aragon les deux provinces en litige, et par piété filiale, le *bon petit roi*, comme l'appelaient les siens, anéantit d'un trait de plume cette importante acquisition de son père, à laquelle il avait dépensé tant d'adresse et d'opiniâtre énergie. En échange, Ferdinand s'engageait par serment à lui abandonner la maison aragonaise de Naples, et Charles crut encore avoir fait un bon marché. Cependant le roi pressait les préparatifs de son voyage. A Gênes, à Marseille, à Villefranche, on rassemblait des vivres et des vaisseaux. Les logements s'apprêtaient déjà dans les palais Spinola et Doria, sous la direction de d'Urfé, le grand écuyer de France. Charles VIII était venu s'établir à Lyon, et là, en attendant la guerre, « il s'ébattait à plaisir parmi les princes et gentilshommes, menant joyeuse vie à faire joustes et tournois chaque jour, et au soir, danser et baller avec les dames du lieu, qui sont voulontiers belles et de bonne grâce. » (*Mém. de Bayard.*) La bonne grâce et la beauté des dames de Lyon agirent même tellement sur le roi, qu'il hésita, dit-on, s'il irait plus loin. De Vesc, son valet de chambre, et surtout Briçonnet, l'évêque de Saint-Malo, qui ne pensait qu'à Rome et au chapeau de cardinal, le ramenèrent à des idées plus belliqueuses. L'argent manquait : on engagea les revenus du domaine. Les banquiers de Gênes et de Milan avancèrent de grosses sommes, à 56 pour cent d'intérêt et à quatre mois d'échéance. Enfin, le 29 août, l'armée française partit de Grenoble, forte de trente mille hommes, et traînant avec elle cent quarante canons en fonte, sans compter mille à douze cents pièces de montagne, comme on les appelait alors, dont les unes étaient montées sur deux roues, les autres portées par deux hommes, ou s'appuyaient dans le combat sur une fourchette en fer plantée en terre par sa tige. Parmi les trente mille hommes de Charles VIII, on remar-

quait surtout six mille Suisses rangés en gros bataillons carrés de mille hommes, que l'on appelait *hérissons*, par allusion aux piques qui les débordaient de toutes parts. Celles du huitième rang avaient jusqu'à seize et dix-huit pieds de long. Les chevaux des hommes d'armes étaient la plupart bardés de fer; quelques-uns d'une espèce de coque en cuir bouilli à la manière italienne. Six mille Gascons marchaient en éclaireurs, petits, sales, la barbe et les cheveux en désordre, tels qu'ils s'étaient montrés aux Parisiens du temps des Armagnacs. « C'étaient la plupart, dit Brantôme, gens de sac et de corde, fort marqués de la fleur de lis sur l'épaule, d'ailleurs habillés à la pendarde, portant chemises longues qui leur duraient plus de trois mois sans changer; montrant poitrine velue, pelue, et, à travers leurs chausses bigarrées et déchiquetées, la chair de leurs cuisses et même



de leurs..... » A ces terribles soldats, à cette artillerie si leste qui suivait, dit Paul Jove, toutes les évolutions de l'infanterie et même de la cavalerie, les Italiens n'avaient guère rien à opposer avec leurs lourds canons traînés par des bœufs, leurs troupes insignifiantes de *condottieri*, guerriers timides et vantards, qui, à défaut de bravoure, cherchaient à inspirer la terreur par les surnoms formidables qu'ils se donnaient, *fracassa*, *taglia-costa*, *braccio di ferro*. Néanmoins la supériorité des Français n'était qu'apparente. Comines, le grand juge de

l'époque, met à nu le néant de toute cette force et de tout ce fracas. « Toutes choses nécessaires leur défailloient, dit-il; le roi, qui ne faisoit que saillir du nid, jeune d'âge, faible de corps et plein de son vouloir, étoit peu accompagné de sages gens ne de bons chefs, et n'avoit nul argent comptant. Ils n'avoient ne tentes, ne pavillons, et si commencèrent en hiver à entrer en Lombardie! une chose avoient-ils bonne, c'étoit une gaillarde compagnie, pleine de jeunes gentilshommes, mais en peu d'obéissance; ainsi faut conclure que ce voyage fut conduit de Dieu, tant à l'aller qu'au retourner; car le sens des conducteurs que j'ay dit n'y servit de guère. »

Après deux mois de lenteurs, Charles avait enfin passé le mont Genèvre, laissant le gouvernement de ses états, en son absence, à monsieur et à madame de Beaujeu. Sous la main ferme et prudente d'Anne de Beaujeu, rien ne bougea dans le royaume tant que dura l'expédition. D'ailleurs son frère emmenait toute la noblesse avec lui; et puis c'était la première fois depuis les croisades qu'un roi de France s'engageait à la tête des siens dans une de ces guerres aventureuses qui ont le privilége d'appeler sur elles toutes les sympathies nationales. L'attente du dehors était trop grande pour que les esprits se laissassent détourner par les préoccupations intérieures. A peine entré en Italie, Charles y fut reçu comme en triomphe. A Turin, la duchesse de Savoie vint au-devant de lui à la tête de ses damoiselles, « ordonnées et équipées de si bonne manière, qu'enfin il n'y avoit rien à redire. » On jouait des mystères sur de grands échafauds dressés dans les rues, qui étaient tendues de drap d'or et de soie. La ville offrit ensuite au roi un si beau cheval, qu'il en fit son cheval de bataille pour toute la guerre. Il l'avait nommé *Savoie* « par courtoisie, » et par imitation des soucis d'Alexandre le Grand pour son fameux Bucéphale, il exigea, dit-on, du sire de la Vigne, qui rédigeait le journal de son voyage, qu'il parlât plusieurs fois de *Savoie*.

Pendant ce temps, Louis d'Orléans et d'Aubigny, auxquels il avait fait prendre les devants avec les milices suisses, lui préparaient les voies en battant les soldats napolitains. Le vieux roi de Naples, Ferdinand, était mort de frayeur à la nouvelle de ce qui se préparait en France contre lui. Son fils, Alphonse, essaya de faire tête à l'invasion, en coupant à la fois aux Français la route de terre par le Ferrarais et la Romagne, et celle de mer par le golfe de Gênes. Mais les Suisses battirent à Rapallo les troupes qu'il avait débarquées près de Gênes;

d'Aubigny repoussa celles qui s'avançaient sur Ferrare, et le Napolitain se vit forcé de regagner honteusement son royaume pour y attendre l'arrivée de ses ennemis.

Il les attendit encore cinq mois. Charles VIII semblait regarder son voyage comme une promenade joyeuse et tranquille. Il jouissait à l'aise de l'effet qu'il produisait sur ces populations impressionnables de l'Italie, et se laissait arrêter à tous les accidents du chemin. Après avoir épuisé les fêtes qu'on lui avait préparées à Turin, il se remit lentement en route pour Asti, emportant les diamants de la duchesse de Savoie, dont la générosité ne fut peut-être pas entièrement libre. A Chiéri, la fille d'un gentilhomme chez lequel il logea, Anne Soleri, le retint pendant trois jours. Arrivé à Asti, Ludovic vint le rejoindre avec toute une troupe de jeunes filles nobles, qui firent une entrée triomphale dans la ville sur six chars, et sur vingt-trois chevaux tout couverts de drap d'or et de velours. Ce n'était pas sans motif que l'usurpateur du duché de Milan avait appelé à son secours les charmes de ces beautés faciles. Louis d'Orléans ne pouvait plus se contenir, en se voyant si près de son héritage, avec une aussi formidable armée. Blanche de Savoie, qui détestait le More, l'avait perdu dans l'esprit de Charles lors de son passage à Turin. Tout semblait inviter le roi de France à signaler par quelque grand coup son entrée en Italie, et à préparer sa conquête de Naples en se ménageant un point d'appui dans la Péninsule. Les belles auxiliaires du duc de Milan lui ramenèrent le jeune homme en deux jours, « et se mit le roi, dit Comines, à ordonner de son affaire selon le vouloir et conduicte dudit seigneur Ludovic. » Les fêtes et les bals commencèrent à Asti pendant que d'Aubigny soutenait dans le Ferrarais tout l'effort de l'armée napolitaine; mais, au milieu de ces plaisirs intempestifs, un mal nouveau, importé, disait-on, en Europe par les compagnons de Christophe Colomb, vint fondre sur le roi et menaça de réduire à néant, dès le début, cette bruyante et fastueuse expédition. Charles, atteint de la petite vérole, demeura sept jours entre la vie et la mort; Louis d'Orléans, qui vint le rejoindre avec les vainqueurs de Rapallo, tomba lui-même malade d'une fièvre quarte, qui devait le retenir à Asti jusqu'à la fin de la guerre. Enfin la santé revint au roi. Après un séjour d'environ un mois dans cette petite ville, où il avait failli périr victime de ses débauches, Charles partit le 6 octobre et arriva le 10 à Pavie. Tout tremblait à l'approche de cette brutale soldatesque, qui venait de bou-

leverser à Rapallo tout le système militaire du pays, qui, laissant là les charges simulées, les voltes, les passes de tournois des *condottieri*, se ruait droit à l'ennemi, frappant pour de bon, et massacrant ses prisonniers, au lieu de les dépouiller *jusqu'à la chemise*, comme c'était l'usage. « Nos fourriers, dit Brantôme, marchaient devant l'armée, la craie à la main, et allaient de porte en porte marquer à leur gré les logis. » En dépit de ses précautions, Ludovic ne les vit pas sans crainte entrer à Pavie, où il retenait captif son cousin Galéas; et pour éviter tout contact entre Charles et l'héritier du duché de Milan, il avait fait préparer d'avance un palais pour le roi dans l'intérieur de la ville; mais le caprice des Français en décida autrement, et le quartier royal vint s'établir dans le château, précisément au lieu qui renfermait Galéas. Une scène douloureuse l'y attendait. Ayant exigé qu'on lui fît voir le jeune duc, qu'il trouva pâle et défait, atteint d'un mal caché que Théodore de Pavie, le médecin du roi, voulut expliquer par le poison, une porte secrète s'ouvrit tout à coup pendant qu'il échangeait avec Galéas quelques lieux communs embarrassés; la duchesse Isabelle, se précipitant tout échevelée dans la chambre de son mari, se jeta en

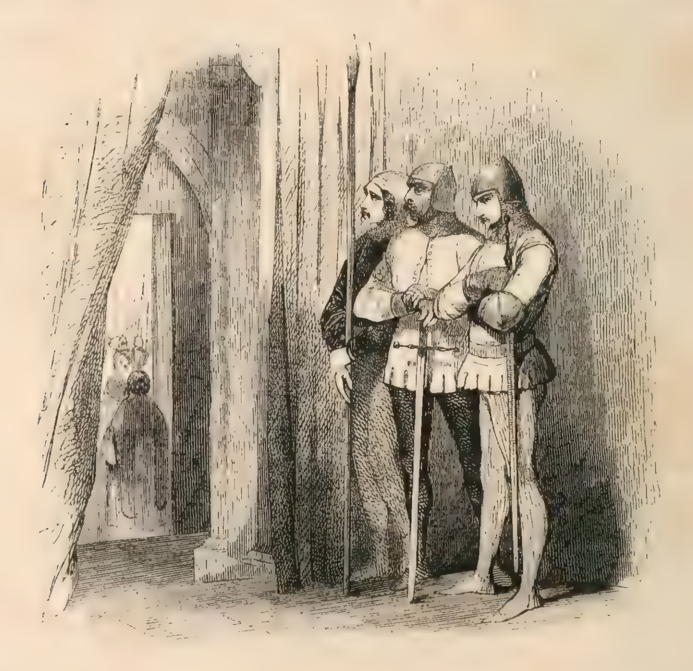


larmes aux pieds du roi et lui demanda sa protection pour elle, pour ses enfants, et pour cet infortuné jeune homme qui se mourait. Ses

pleurs allaient l'emporter; mais elle parla de son père, et Charles, refroidi par le souvenir de l'expédition de Naples, fut emmené aussitôt par Ludovic, qui se hâta de le conduire hors du duché. L'armée arrivait à Plaisance, quand on apprit que Galéas venait de mourir. Déjà l'on touchait à la Toscane; l'argent manquait au camp et l'on commençait à désirer Naples. Malgré Comines et Briçonnet, qui conseillaient au roi de revenir sur ses pas, et de faire justice, par une confiscation, du crime de Ludovic, Charles VIII passa outre.

La Toscane restait indécise entre ses antipathies nationales et l'attitude passive qu'elle avait promis de garder. Pierre de Médicis détestait les Français, et dès leur entrée dans le pays il essaya d'arrêter leur marche; mais le sort de Sarzane et du bourg de Savizano, qui se trouvèrent dès l'abord sur leur passage, épouvanta les autres villes et Pierre lui-même. Tout fut massacré à Savizano. Les Suisses enfoncèrent d'un seul choc un corps de trois cents cavaliers, qui venaient au secours de Sarzane. « L'usage des rançons était tombé; les prisonniers, étant mis au butin commun, ne valaient que cinq ou six sous; on les tuait par goût et pour s'en débarrasser. » (De Ségur, *Hist. de Charles VIII.*) Pierre, éperdu, se soumit à toutes les conditions du roi de France, qui lui demanda cinq de ses places tant que durerait la guerre, puis 200,000 ducats, puis toutes les forteresses du pays, et déclara qu'il viendrait signer le traité à Florence même. Ce honteux accommodement fut conclu le 6 novembre à Sarzane. Le 8 au soir, Pierre rentra dans sa capitale, dont il avait répondu à Charles VIII. Mais si bas que fût tombée cette vieille république sous le joug d'une famille de marchands, elle ne put supporter de se voir ainsi livrée sans combat. Dès le lendemain de son arrivée, Pierre trouva toute la ville en armes. Déjà les cailloux sifflaient autour de sa tête. En vain son frère, le cardinal Jean de Médicis, voulut rallier ses partisans en criant dans les rues : *Palle, Palle!* le cri de guerre de sa famille. Les corporations d'artisans se rassemblaient sur la place publique, ayant à leur tête Francesco Valori, l'ennemi des Médicis. Pierre s'enfuit par la porte de Bologne; traqué dans la campagne par les paysans, il se vit obligé de se déguiser en valet, et ne s'arrêta dans sa fuite que lorsqu'il eut atteint les lagunes de Venise. Son palais fut pillé; sa bibliothèque et son musée, collections inestimables de manuscrits et d'antiquités rassemblés à si grands frais par Cosme et Laurent le Magnifique, furent vendus à l'encan. Dans le premier mouvement de rage, les Flo-

rentins voulurent même abolir ce nom glorieux de Médicis. Ceux qui restaient de la famille de Pierre le remplacèrent par celui de Popolani. Il fallut pourtant rabattre de cette indignation patriotique quand les Français parurent sous les murs de la ville. En passant à Pise, Charles VIII, séduit par les transports du peuple, qui le recevait à genoux en criant *liberté*, l'avait affranchi, d'un mot, de la domination florentine, et le Lion de Florence, précipité aussitôt dans l'Arno, avait fait place à la statue du monarque libérateur. Savonarole, qui vint haranguer Charles VIII au nom de ses compatriotes, fut à peine écouté du roi. Charles ne vit qu'un prédicateur dans le prophète, et lui fit une réponse dérisoire. Une seconde ambassade n'eut pas plus de succès. D'Aubigny était venu rejoindre l'armée avec ses trois mille Suisses et ses deux mille chevaux. Enfin, le 17, on arriva aux portes de Florence, qui avait tapissé ses rues et préparé un logement au roi dans le palais de marbre des Médicis. Mais derrière cet appareil de fête se cachaient des précautions hostiles. La *seigneurie* tenait ses *condottieri* postés à



l'écart; chaque bourgeois avait appelé les paysans de sa *villa* et les cachait dans sa maison de ville. L'attitude des Français ne justifiait que

trop ces préparatifs de défense. Fidèle à son système d'intimidation, Charles passa sous les arcs de triomphe que lui avait élevés Florence, armé de toutes pièces, monté sur *Savoie*, son cheval de bataille, et la lance en arrêt sur la cuisse. Les bastardeurs (artilleurs) marchaient en tête, l'épée haute, les mèches allumées. Les arbalétriers avaient leurs arcs bandés et leurs flèches en main. Tout cet attirail belliqueux n'en imposa qu'à demi aux Florentins. Charles voulait parler en maître dans la ville et y faire proclamer à son de trompe ses édits, disant qu'elle était sa conquête, puisqu'il y était entré la lance sur la cuisse; et même il signifiait à la seigneurie qu'elle eût à se soumettre à la surveillance de *ses conseillers à robe longue.* Pierre Capponi, le négociateur de la république, arracha des mains du secrétaire royal le papier sur lequel étaient écrites ces étranges propositions et le mit en pièces. « Faites sonner vos trompettes, s'écria-t-il, nous allons faire sonner nos cloches. » On se radoucit, mais Florence fut obligée d'en revenir aux conditions acceptées par Pierre de Médicis, et de révoquer les arrêts de mort qu'elle avait rendus contre le signataire du traité de Sarzane.

L'humiliation de Florence excitait des transports d'allégresse dans toutes les villes qu'elle avait soumises. Les Siennois renouvelèrent les démonstrations d'enthousiasme de ceux de Pise quand ils virent arriver l'armée française. C'était la liberté qu'ils demandaient, eux aussi. Charles VIII n'avait entendu que ce mot sur toute sa route, mot qu'il traduisait arbitrairement, aumône qu'il faisait plus arbitrairement encore. Rassemblant tout ce qu'ils savaient de français, les Siennois avaient composé ces deux vers, qu'ils chantaient partout dans les rues :

> Vive le roi, vive celui qui par sa grand'bonté
> Maintiendra Sienne en vraye liberté!

Pour inaugurer l'avénement de cette *vraye liberté*, Sienne avait abattu ses portes et un pan de ses murailles, afin d'offrir une entrée plus commode aux Français, et le grand libérateur lui laissa une garnison en partant.

Cependant on arrivait sur les terres de l'Eglise. Ferdinand, le fils du roi de Naples, était à Rome avec son armée. Alexandre VI, toujours plus irrésolu à mesure que se rapprochait le danger, ne pouvait se résoudre ni à laisser passer, ni à attaquer les Français. Le 7 décembre, Charles entrait à Acqua-Pendente, dont le clergé était venu le recevoir

en procession, avec la croix, les reliques et le saint-sacrement. Arrivé à Viterbe, il apprit que le pape avait jeté ses ambassadeurs en prison, et l'on sut, quelques jours après, qu'il venait de les relâcher. Mais rien n'inquiétait Charles VIII. Pendant que son armée se répandait dans le pays et que l'on entamait de nouvelles négociations avec le saint-siége, il n'avait d'autre souci que de courir les églises de Viterbe et d'aller avec sa cour *faire ses dévotions* au tombeau de sainte Rose. La fortune se chargeait de lui aplanir tous les obstacles. Les Colonne et les Orsini se déclarèrent à Rome pour les Français et commencèrent à courir la campagne sur la rive gauche du Tibre. Un pan de muraille s'était écroulé par accident, précisément du côté par où arrivait l'armée de Charles, et faisait une brèche de plus de vingt brasses aux remparts. Rome se voyait déjà menacée de la famine par l'entrée des Suisses à Ostie et à Civita-Vecchia : la populace s'attroupait dans les rues en criant : *La paix, la paix!* Ferdinand, frappé de terreur, s'enfuit de Rome avec ses Napolitains. Le pape alla se cacher avec cinq cardinaux dans le château Saint-Ange. Enfin le 31 décembre, deux heures avant la fin du jour, les enseignes françaises flottèrent aux portes de Rome sur le mont Mario. Charles avait perdu insoucieusement douze jours près de Bracciano à fouiller « une haute et vaste futaie toute remplie de porcs-épics et d'autres animaux sauvages. » Mais à la vue de Rome, il ne sut plus contenir son impatience, et sur-le-champ il ordonna que son armée fît son entrée aux flambeaux. Elle se fit dans le même ordre imposant qui avait été adopté à Florence, Charles monté sur *Savoie*, armé de toutes pièces, prenant au sérieux cette guerre sans combat, et se figurant égaler, avec ces entrées triomphales, la gloire des plus fameux conquérants. Un soulèvement des juifs, qui massacrèrent quelques Suisses « dans les tavernes et autres mauvais lieux, » servit merveilleusement ce besoin de domination extérieure. Charles éleva une potence au Champ-de-Fiore, une autre à la rue des Juifs, et y fit attacher quelques-uns des séditieux ; d'autres eurent la tête tranchée, et le reste fut jeté dans le Tibre. « En cela, dit Brantôme, il fit voir manifestement qu'il avait dans Rome, comme à Paris, haute, moyenne et basse justice. » Une occasion se présentait de faire plus en grand une preuve véritable de force et d'autorité. La majorité des cardinaux pressait Charles VIII de délivrer l'Église de cette famille infâme des Borgia, qui semblait avoir entassé comme à plaisir tous les vices et tous les crimes possibles ; mais le *bon petit roi*, qui, au premier bruit d'une résistance d'Alexan-



Entrée de Charles VIII a Rome.

dre VI, avait fait dresser à grand fracas ses batteries devant le château Saint-Ange, recula devant la responsabilité morale de la convocation d'un concile. Briçonnet, poursuivi sans cesse par son rêve du chapeau de cardinal, se laissa prendre facilement aux offres du Borgia, et détourna le coup qui le menaçait. En vain Savonarole, qui régnait maintenant à Florence, où, du haut de sa chaire, il venait d'établir le suffrage universel et l'égalité primitive du code évangélique, écrivit-il à Charles VIII pour le menacer de la colère de Dieu s'il ne renversait *cette Babylone prostituée*. Sa parole n'eut pas plus d'influence sur le roi de France de loin que de près. Briçonnet fut cardinal, et Alexandre VI en fut quitte pour laisser aux mains des Français trois de ses places fortes, pour leur donner en otage son fils César Borgia, et enfin pour leur livrer Zizim, le frère de Bajazet, qui était venu chercher à Rome un asile contre le cordon des muets. Ce traité, signé le 15 janvier, réconcilia, du moins en apparence, le pape et le roi, qui se promenèrent côte à côte dans la ville, rivalisant de pompe et de cérémonial. Alexandre VI fit proclamer par trois fois, en italien, en latin et en français, l'indulgence plénière qu'il accordait à toute l'armée de Charles VIII. Le lendemain, celui-ci, pour faire montre à son tour de la part de pouvoir surnaturel qui lui était échue, toucha dans Saint-Pierre les écrouelles à plus de cinq cents personnes. C'était une vieille tradition de la monarchie qui accordait aux rois de France le droit de guérir, en les touchant, les écrouelles, sitôt qu'ils avaient été sacrés à Reims avec l'huile de la sainte ampoule. Louis XI se confessait tous les huit jours pour se maintenir dans ce précieux privilége, car il cessait dès que le roi n'était plus en état de grâce.

Le 28 janvier, Charles s'arracha enfin à ces triomphes d'amour-propre, et se mit définitivement en route pour ce royaume de Naples qui l'attendait depuis si longtemps. Des gages qu'il avait obtenus d'Alexandre VI, il ne lui en resta bientôt guère. L'armée n'était pas encore sortie de la campagne de Rome, où les forteresses des Conti la retinrent quelques jours, que César Borgia se déguisa en palefrenier et s'enfuit du camp. Zizim, dont la présence devait tant aider à la conquête de Constantinople, échappait en même temps à Charles VIII. Il s'agissait pour Alexandre VI de 300,000 ducats, que lui avait promis Bajazet s'il le débarrassait de ce dangereux rival. La Vannoza, la maîtresse du pape, fit mettre de la *cantarella*, le poison favori des Borgia, dans le sucre dont se servait Zizim, et quelques jours après son départ

il expirait dans la tente royale. En même temps, l'on apprit qu'Alexandre VI intriguait déjà auprès du roi d'Aragon pour l'appeler au secours de la maison de Naples; mais il était trop tard pour revenir sur ses pas, et les nouvelles qui arrivèrent de Naples sur ces entrefaites précipitèrent encore la marche des Français.

Le nouveau roi de Naples, Alphonse VI, se sentait trop détesté de ses sujets pour essayer de résister à cette armée invincible qui venait de voir l'Italie entière se prosterner à ses pieds. Avide et tyrannique, il avait soulevé toutes les classes de ses sujets contre lui. Il vendait les abbayes à des éleveurs de faucons, et les évêchés à des juifs. Dans les campagnes, il achetait sur pied les récoltes, et, au moyen de famines factices, il les revendait en détail au prix qu'il voulait. Dans le seul but de dépouiller ses barons de leurs héritages, il les attirait hors de leurs forteresses, et les faisait assommer dans ses cachots. Aussi les populations s'agitaient de toutes parts à l'approche des Français, et la haine se soulageait d'avance au moyen des présages. Dans la Pouille, on avait vu trois soleils accompagnés d'éclairs et de foudres. A Arezza, les statues des saints s'étaient couvertes de sueur et de larmes. Des bataillons innombrables de cavaliers avaient traversé les airs avec un grand bruit de timbales et de trompettes. Alphonse VI n'eut pas de peine à reconnaître à ces signes que c'en était fait de sa maison s'il restait sur le trône. Le jour même où les Français sortaient de Rome, il chargea ses trésors sur quatre galères, et se réfugia à Mazzara, en Sicile, dans le couvent des Olivétans, laissant sa couronne à son fils Ferdinand, brave et malheureux guerrier, qui, dès le commencement de la guerre, avait couru au-devant de l'invasion, sans pouvoir faire autre chose que reculer pas à pas devant elle, depuis Gênes et Ferrare jusqu'aux frontières de son propre royaume. Là, Ferdinand essaya encore une fois d'arrêter ses ennemis. Il vint se poster, avec cinquante escadrons et six mille fantassins, au milieu du défilé de San-Germano, où la route, encaissée entre des bois, de hautes montagnes et des marais, était défendue par trois châteaux, et coupée par le Garigliano. Ferdinand avait juré de s'y défendre jusqu'à la mort. Cependant l'armée française arrivait en désordre; les hommes d'armes cheminant sur leurs courtauds, en vestes du matin et en pantoufles garnies d'un éperon de bois, et s'écartant pour piller de droite et de gauche. On commençait à se serrer en approchant de San-Germano, quand les coureurs de Louis d'Armagnac, comte de

Guise, qui marchait à l'avant-garde avec deux mille fantassins et trois cents lances, vinrent annoncer tout à coup que le défilé avait été abandonné. Une terreur panique s'était emparée du camp de Ferdinand. Tout avait été fait à l'aventure, avec une telle précipitation que huit



pièces d'artillerie avaient été laissées sur le chemin. Bientôt la défection devient générale. Le Milanais Jean-Jacques Trivulce, un des plus braves généraux de Ferdinand, vient tout armé trouver Charles VIII à Calvi, et lui ouvre les portes de Capoue. L'infortuné roi, rentré dans sa capitale, y trouve le peuple soulevé et tout prêt à recevoir les Français. En vain tente-t-il de le haranguer sur la place du Château-Neuf : il avait à peine fini de parler, que la populace alla piller ses écuries. Ferdinand se renferma alors dans le Château-Neuf, avec les cinq cents Allemands que commandait le marquis de Pescaire, et pendant que ceux-ci ne songeaient qu'à se partager les meubles du château dont il leur avait fait présent, il sortit par la porte dite *du Secours*, avec sa fille et sa grand'mère, et monta sur une galère qui cingla vers Ischia. Tant qu'il demeura en vue de Naples, Ferdinand tint les yeux constam-

ment fixés sur elle, en répétant ce verset du *Psalmiste* : « Si le Seigneur ne garde la ville, c'est en vain que veille celui qui la garde. » [21 février 1495.]

Le jour suivant, Charles VIII faisait son entrée triomphale à Naples. Accueilli par le peuple avec des transports de joie, il lui fut permis plus que jamais de croire à sa fortune. Depuis qu'il avait quitté la France, à peine ses lieutenants avaient-ils trouvé l'occasion de tirer l'épée, et maintenant voici qu'il pouvait se parer du titre de conquérant sans avoir assisté à une seule bataille. Les Allemands de Pescaire tinrent encore quelques jours dans le Château-Neuf, et vinrent bientôt demander merci à genoux sur la brèche. De proche en proche, tout le pays se trouva soumis en quinze jours, à l'exception de Brindes, de Gallipoli et de trois châteaux de la Calabre, oubliés en quelque sorte par les Français dans ce pays sauvage et presque inaccessible. Le 12 mars, Charles, auquel il fallait des pompes guerrières à tout prix, fit une seconde entrée à Naples, couvert d'un grand manteau d'écarlate fourré d'hermine, une couronne d'or sur la tête, tenant un sceptre de la main droite, de l'autre la pomme d'or, attribut de la dignité impériale. En passant à Turin, Charles avait acheté, d'André Paléologue, les droits illusoires de sa famille sur Constantinople, et déjà il se croyait empereur d'Orient. En attendant, on ne songeait qu'à mettre à profit les instants à la cour française de Naples. Le royaume entier était au pillage. Non contents de s'arracher les villes et les châteaux, les capitaines s'emparaient des magasins de l'état et vendaient les munitions, les armes et jusqu'aux approvisionnements des places fortes. Six semaines après la conquête, il ne restait plus un seigneur indigène qui n'eût été dépouillé de quelque partie de ses domaines. Aragonnais, Angevins, tous les partis avaient été compris dans cette proscription universelle, et déjà l'engouement des Napolitains pour les nouveaux venus avait fait place à une haine qui croissait de jour en jour. On commençait à jouer des stylets dans les rues de Naples. En même temps, les pays que l'on avait traversés l'épée haute reprenaient courage en l'absence de ces insolents guerriers, et s'apprêtaient à leur faire payer cher la gloire facile de leurs premiers triomphes. Charles, cependant, n'avait souci de rien, aussi à l'aise au fond de l'Italie, séparé de son royaume par tant de peuples ennemis, qu'il l'eût été à Lyon ou dans ses châteaux de la Loire. Renfermé à Ponge-Réale, la maison de plaisance des rois de Naples, aux pieds

de la jeune duchesse de Melfi, hardie amazone, qui domptait des chevaux fougueux devant lui, il oubliait les haines qui grondaient à ses



oreilles et les trames qui s'ourdissaient derrière lui. « Ce gentil roy ne songeoit qu'à donner aux seigneurs et aux dames force beaux plaisirs et passe-temps, et de beaux tournois à la mode de France, qui ont toujours emporté le prix par-dessus tous les autres; jeux guerriers où, entouré de ses mignons, Galliot, Chastillon, Bourdillon et Bonneval, il étoit toujours des mieux tenans et des mieux faisans. » BRANTÔME.

Une lettre de Comines, qui vint tomber au milieu de ces *beaux plaisirs et passe-temps*, en interrompit brusquement le cours. De Venise, où il avait été envoyé en ambassade, Comines veillait sur cet enfant étourdi dont toute la politique se réduisait à ce mot de Brantôme, qu'il faut citer à chaque instant dans l'histoire de cette époque dont il est l'interprète le plus naïf et le plus vrai : « S'il y a rien qui branle, me voici prest avec mes armes et mes gens pour charger et fouldroyer tout. » A Milan, à Florence, à Rome, les missives de Comines, parfois même mal reçues, étaient venues avertir le roi des piéges qui se creu-

saient sous ses pas. C'était le seul de toute cette cour qui fût demeuré fidèle à la politique froide et prudente de Louis XI, politique, au reste, qui était venue souvent s'inspirer à ses conseils. Sur la fin du carême de 1495, Comines écrivit au roi qu'une ligue formidable s'était formée contre lui entre le pape, les Vénitiens, le duc de Milan, Ferdinand le Catholique et l'empereur Maximilien. On voulait lui fermer le chemin de la France et l'écraser dans son royaume de Naples avec toute cette armée de vainqueurs qui n'avaient encore vu la guerre que de loin. Ce fut le 30 mars que fut signée cette ligue à Venise. Le 20 mai, Charles VIII se remettait en route pour la France avec la moitié de son armée. Au lieu de dire un franc adieu à une conquête perdue, il avait voulu transiger avec la fortune : il emmenait neuf mille hommes, et laissait le reste à d'Aubigny et à Montpensier, rendant à la fois, par ce fractionnement maladroit, la défense impossible à ses généraux et la retraite mille fois plus aventureuse à lui-même.

Dix jours après leur départ de Naples, les Français étaient à Rome, dont le souverain avait pris la fuite. Les cardinaux essayèrent de nouvelles tentatives pour lui arracher la déposition de Borgia; mais le temps pressait, et d'ailleurs, quoique les trahisons d'Alexandre VI semblassent inviter Charles à la vengeance, il n'y avait pas l'étoffe d'un réformateur dans le *bon petit roi*. Il ne s'arrêta que vingt-quatre heures à Rome, et, s'avançant en toute hâte sur la Toscane, il entra le 18 juin à Sienne, où l'attendait Comines. Ce fut là qu'on eut les premières nouvelles de cette formidable armée de la ligue, au-devant de laquelle couraient les Français. Elle s'assemblait à Parme, et comptait quarante mille hommes. Comines conseillait de se hâter et de sortir au plus vite de cette terre de crimes et de trahisons. Mais les jeunes fous qui entouraient le roi tournèrent en ridicule la tournure et les paroles du vieux ministre de Louis XI, qui finit par s'écrier « qu'ils sembloient en vérité ne pas même croire qu'il y eût en toute l'Italie autres gens qu'eux qui portassent armes. » Comme si la petite troupe de Charles VIII eût été déjà trop nombreuse pour les quarante mille hommes que l'on allait rencontrer, le *libérateur* de Sienne et de Pise s'amusa à renforcer, sur son passage, les garnisons qui devaient protéger ces deux villes contre Florence. Celle-ci offrait pourtant 100,000 ducats et un corps de trois mille huit cents hommes pour ressaisir sa domination sur deux anciennes rivales. Savonarole, de son côté, était venu haranguer le roi dans son camp et l'avait menacé d'*un coup du*

fouet céleste s'il ne restituait à Florence ses possessions. Charles hésita, dit-on; mais l'esprit brutalement chevaleresque de ses gentilshommes l'empêcha de revenir sur ce mot de liberté qu'il avait jeté tant à la légère aux Siennois et aux Pisans. Cinquante d'entre eux montèrent en tumulte à sa chambre, la hache au cou, et leur chef, Sallezard, vint insulter aux côtés du roi ceux qui parlaient de concessions, les accusant de vendre aux Florentins «l'honneur du roi et



du nom français.» Sallezard eut gain de cause, mais les Français n'étaient plus que huit mille quand ils arrivèrent à Sarzane, au pied de l'Apennin. Louis d'Orléans, qui devait, avec les troupes qui lui avaient été laissées à Asti et celles qui avaient passé récemment les Alpes, venir au secours du roi, lui fit défaut tout à coup. Le voisinage du duché de Milan irritait sans cesse les désirs du petit-fils de Valentine. Tenté par un traître, qui offre de lui livrer Novarre, à dix lieues de Milan, il y conduit ses troupes, et s'y voit bientôt assiégé par San-Severino, le général de Ludovic. Il fallait donc renoncer à

tout secours de ce côté. L'armée française allait néanmoins toujours en avant, joyeuse et ne demandant qu'à voir l'ennemi. Auparavant il fallut franchir l'Apennin et faire passer l'artillerie par des sentiers qui n'étaient pratiqués que par les pâtres. Les Suisses s'attelèrent par centaines aux canons; ils mirent les balles, les poudres et les boulets dans leurs bonnets et dans les pans de leurs casaques. La Trémouille, qui dirigeait le passage, donnait lui-même l'exemple. Dépouillé de son armure et d'une partie de ses vêtements, il portait deux boulets dans ses mains. L'enthousiasme gagna l'armée : pages, archers, hommes d'armes, et jusqu'aux officiers de la maison du roi, prêtèrent leurs chevaux pour aider au transport de l'artillerie, et se mirent eux-mêmes aux cordes. On se traîna ainsi pendant trois jours à travers les rochers et les précipices, avec des peines infinies et par une chaleur si forte, que, quand La Trémouille reparut devant le roi pour lui annoncer que l'Apennin était franchi, il était devenu, dit Lavigne, *noir comme un More*. Pour Charles VIII, il s'était tenu à l'abri dans sa tente, et Lavigne loue naïvement ses mignons d'avoir su le bien divertir pendant ces trois jours.

En descendant le mont Croce, le dernier obstacle qui se présenta [3 juillet], l'armée se trouva à Fornoue, sur la rive droite du Taro, où le maréchal de Gié, passé le premier à la tête de l'avant-garde, tenait depuis trois jours en échec les quarante mille hommes de Ludovic et de Venise, avec huit cents Suisses et cent soixante lances. La bataille ne pouvait tarder. En deux jours, toute l'artillerie avait été remise en ordre. Pendant toute la nuit du 5 au 6 juillet, on se prépara dans le camp français au combat, au milieu d'un ouragan si terrible, « qu'il sembloit, dit Comines, que le ciel et la terre se fondissent. » A sept heures du matin, Charles VIII, « après avoir ouï bien dévotement la messe, » se fit amener *Savoie*, et vint, armé de toutes pièces, se mettre au milieu de ses hommes d'armes. Sans attendre l'ennemi, les Français se précipitèrent hardiment au travers du Taro, qui roulait avec un horrible fracas ses eaux grossies par l'orage, et passèrent du premier choc sur le corps des condottieri. Une heure suffit à la *furia francese*, comme l'appelaient les Italiens, pour mettre en déroute ce rassemblement formidable qui se tenait déjà sûr de la victoire. Si Charles avait décliné les ennuis de ce travail de pionniers si généreusement abordé par La Trémouille, en revanche, il paya bravement de sa personne à Fornoue. On avait su dans le camp que les

Vénitiens s'étaient fait instruire du lieu où il combattrait et de la couleur de ses armes, et les *neuf preux* dont il s'était entouré, à l'imitation des anciens héros de la chevalerie, ceux que Lavigne, en langage plus moderne, appelle *ses mignons*, de Ligny, Montberon, de Pienne, d'Archiac, le bâtard de Bourbon, « pour donner *la bricole* aux ennemis, » s'étaient couverts, chacun de leur côté, d'armes et de couleurs pareilles à celles du roi. Peu effrayé du danger qu'il courait, le *bon petit roi* se jeta au premier rang, et dans la fluctuation de la mêlée, ayant été séparé des siens un instant, il se trouva entouré par les hommes d'armes du marquis de Gonzague, qui mettaient déjà la main sur la bride de son cheval. *Savoie* devint furieux et le tira de leurs mains. Mais pendant que la victoire se décidait pour les Français sur le lieu même des combats, les Stradiotes, cavaliers à demi barbares, que Venise tirait de l'Illyrie, sortant tout à coup d'un taillis, le long du Taro, se jetèrent sur les bagages confiés à la garde des valets, et enlevèrent même l'épée royale et le manteau de Charles VIII, dont on fit parade à Venise.

Malgré cet échec inaperçu, les Français avaient vaincu, puisqu'ils avaient passé outre. Quelques-uns parlaient même de revenir sur les ennemis dispersés en désordre dans la plaine; mais l'on était las, autour du roi, des misères qui terminaient une expédition si glorieuse et si facile en commençant : les vainqueurs continuèrent à marches forcées leur retraite sur Asti, serrés de près par les Stradiotes, coureurs infatigables, auxquels Venise payait un ducat d'or pour chaque tête d'ennemi qu'ils rapportaient. Ils arrivèrent à Asti le 15 juillet, après des fatigues inouïes. « Ladite armée, dit Lavigne, avoit enduré grande faim et soif, grand travail et chaleur, très-grande faute de dormir; tous les habillements gâtés et rompus. Avoit fallu apporter les vivres des chevaux entre ses bras. Et fus deux jours sans manger que pain bien méchant, et si j'étois de ceux qui avoient moindres nécessités; et fut le plus pénible voyage que vis oncques jamais en ma vie! Et si en avois veu, avec le duc Charles de Bourgogne, de bien aspres! » Il tardait à tous ces gentilshommes « épuisés de finances » d'aller retrouver leurs manoirs et les douceurs de la vie de cour; mais on ne pouvait abandonner ainsi l'Italie, laissant Louis d'Orléans dans Novarre, à la merci de Ludovic. Ce ne fut que le 22 septembre que Charles parvint à dégager son cousin; et comme on s'apprêtait à partir, il arriva vingt mille Suisses, qui, poussés par « avarice et

grandes pauvretés, » venaient en quelque sorte imposer aux Français, déjà las de la guerre, l'appui forcé de leurs armes. Quand ils virent que le roi traitait avec Ludovic, furieux d'être venus en vain, ils se rassemblèrent par cantons, au son de leurs tambourins de guerre; quelques-uns criaient qu'il fallait emmener en Suisse Charles et ses principaux seigneurs. Le roi de France, effrayé, s'enfuit de Verceil, où ils étaient, jusqu'à Trino; mais les Suisses s'emparent de ses bagages et arrêtent le bailli de Dijon, qui les avait enrôlés. Il fallut, pour les apaiser, qu'on leur promît 500,000 francs, prix de leur solde pour trois mois, et encore dut-on s'estimer heureux qu'ils se contentassent d'un billet du roi avec des otages et des cautions, car il n'y avait point d'argent comptant à leur donner. Enfin, le 24 octobre 1495, Charles VIII remit le pied sur la terre de France, et remercia Dieu « de la grâce d'avoir parachevé son entreprise avec si grand honneur. »

Cependant de tristes nouvelles arrivèrent bientôt du royaume de Naples. A peine le roi avait-il repris le chemin de la France, que Ferdinand d'Aragon reparut dans ses états, soutenu par les Vénitiens, qui s'emparèrent des ports de la Pouille, et par Gonzalve de Cordoue, *le grand capitaine*, que Ferdinand le Catholique lui avait envoyé avec huit cents chevaux. En même temps, la révolte commença. Gaëte voulut massacrer sa garnison gasconne; Naples s'agitait et redemandait son ancien roi. D'Aubigny arrêta d'abord le mouvement par la victoire qu'il remporta à Séminara; mais ce n'étaient pas quelques milliers d'hommes qui pouvaient sauver une domination menacée de tous les côtés à la fois. Gonzalve, au sortir de sa défaite, vint dans la Calabre, qu'il soumit en courant. Le 7 juillet, le lendemain même de la bataille de Fornoue, Ferdinand rentrait à pleines voiles dans le port de Naples, et Montpensier, le vice-roi de Naples, assiégé dans les châteaux de la ville, se trouva bientôt réduit à l'extrémité, malgré les efforts de ses lieutenants pour le dégager. Précy, l'un d'eux, enfonça près d'Éboli, avec deux mille huit cents hommes, onze cents Napolitains; mais il n'osa pas s'aventurer sous le double feu de l'artillerie de la place et de la flotte aragonnaise. Un mois après cette victoire infructueuse, le vice-roi s'embarqua furtivement au milieu de la nuit et vint se réfugier à Salerne, d'où le chassa bientôt la révolte des barons napolitains. Montpensier n'était pas l'homme qu'il fallait pour cette guerre difficile. « C'étoit, dit Comines, un bon chevalier et hardy, mais peu sage, et qui ne se levoit qu'il ne fust midy. » Ses capitaines

et ses soldats, habitués par Charles VIII à l'indiscipline, se riaient impunément de ce chef sans vigueur et sans méthode. Au milieu de 1496, les milices suisses, qui depuis un an ne touchaient plus leur solde, refusèrent net de marcher à l'ennemi. Enfin, le 20 juillet, Montpensier, surpris par le roi de Naples à Atella, dans une espèce d'entonnoir, au milieu des bois et des montagnes, fut obligé de signer une honteuse capitulation. Il s'engageait, au bout de trente jours, s'il ne lui venait un secours de France, à livrer à Ferdinand toute son artillerie et les places qui lui restaient dans le royaume. Avant l'expiration du terme, la peste l'avait enlevé avec presque tous ses soldats sur le rivage de Pouzzoles. De quatre mille Français qu'il avait à Atella, cinq cents seulement revirent la France. D'Aubigny et les autres chefs capitulèrent ensuite l'un après l'autre, et regagnèrent la France comme ils purent, par la route laborieuse que leur avait tracée Charles VIII [1496].

Une fois rentré dans son royaume, Charles avait paru dégoûté pour toujours de l'Italie. Pendant qu'il abandonnait ainsi Montpensier et d'Aubigny à toutes les horreurs d'une lutte inégale, sans même accorder un souvenir à ses anciens compagnons d'armes, il laissait, au nord de l'Italie, Ludovic regagner tout le terrain que lui avait fait perdre l'invasion française, renfermer Trivulce dans Asti, et remettre Gênes sous sa domination. Une incursion des Espagnols dans le Languedoc l'occupa encore quelque temps d'idées de guerre; mais Ferdinand le Catholique, attaqué à son tour dans le Roussillon, s'empressa de faire sa paix, et l'esprit mobile du roi, habilement dirigé par Briçonnet, porta bientôt sa fougue enfantine du côté de l'administration et de la *réforme*, ce grand mot de tout le quinzième siècle, que le siècle suivant devait relever avec tant d'audace. Portant la main sur les vieux abus de l'Église, il s'efforça de réformer l'ordre de Saint-Benoît *et les autres religions.* « Il avoit bon vouloir, s'il eût pu, qu'un évêque n'eût que son évêché. » Plusieurs en avaient jusqu'à trois et quatre, sans compter les abbayes. Un autre de ses rêves était l'abaissement des tailles, qu'il eût voulu réduire de 2,500,000 francs à 1,200,000. « Quant à luy, il estoit résolu à ne vivre que de son domaine, comme anciennement faisoyent les roys; ce qu'il pouvoit, car le domaine est bien grand, et, avec les aides et gabelles, passe 1,000,000 de francs. » La justice surtout avait attiré les regards du roi dans la nouvelle voie où il entrait. Il fit commencer dans chaque bailliage, par une commission de notables des trois ordres, le recueil

des traditions et des coutumes qui formaient toute la jurisprudence de ce temps. Mais, dans son besoin d'agir, Charles ne se contenta pas de ce travail commandé, œuvre d'ailleurs de longue haleine, et qui ne devait se terminer que sous Charles IX; lui-même voulut mettre la main à l'œuvre. Il se mit à tenir des audiences publiques, où, *comme monsieur saint Louis procédoit*, «il escoutoit tout le monde, et par espécial les pauvres; et si faisoit de bonnes expéditions.»

Le charme de ces occupations nouvelles n'avait point empêché le jeune roi «de faire bonne chère, comme il avoit accoutumé.» Son corps chétif et disproportionné succombait déjà sous le poids des excès. A vingt-huit ans, dit Marillac, il étoit autant et plus usé que ne seroit un personnage de soixante ans.» Lui, cependant, ne songeait qu'à jouir de sa royauté. Au mois d'avril de l'année 1498, il se trouvait à Amboise, entouré de peintres et d'architectes italiens, qui venaient de lui élever ce merveilleux château d'Amboise «où l'on montoit à cheval jusqu'au sommet des murs,» et déjà on lui soumettait les plans et les devis de grandes constructions qu'il projetait pour la ville, «entreprise de roi jeune, et qui ne songeoit à la mort.» Le 7, après dîner, il voulut conduire Anne de Bretagne dans les fossés du château pour y voir jouer à la paume, et je ne sais quelle fatalité lui fit prendre par la galerie Haquelebac, où il passait pour la première fois. «C'estoit pourtant, dit Comines, le plus déshonneste lieu de céans; car tout le monde y p.....; elle estoit même rompue à l'entrée, et s'y heurta le roi du front contre l'uys, combien qu'il fust bien petit.» Il continua de marcher, et resta longtemps à voir les joueurs, «en devisant à tout le monde.» Mais au retour, comme il repassait dans cette même galerie, il tomba tout à coup à la renverse, frappé d'une attaque d'apoplexie. Il resta là pendant neuf heures, au milieu des allants et venants, «toute personne qui vouloit y entrer le trouvant couché sur une pauvre paillasse, dont jamais il ne partit jusqu'à ce qu'il eust rendu l'âme.» En dépit de ses fautes et de sa nullité politique, le *bon petit roi* était aimé des siens. «Jamais, dit Brantôme, ne s'estoit vu roi de France si doux, si bénin et si libéral.» L'un de ses archers et l'un de ses sommeliers expirèrent de douleur au moment où son corps fut descendu dans les caveaux de Saint-Denis. De pareilles oraisons funèbres, si elles honorent la mémoire de l'homme, ne prouvent rien, il est vrai, pour le roi. Louis XI, qui avait fait avec tant de conscience son métier de roi, Louis XI, mort sur la brèche en combattant jus-

qu'au bout pour son royaume et sa couronne, Louis XI n'avait eu qu'Olivier le Daim et Tristan l'Ermite pour pleurer à son convoi, encore pleuraient-ils sur eux-mêmes!

Charles VIII mourant sans laisser d'enfants, Louis d'Orléans, son cousin, lui succéda sans contestation. Rien jusqu'alors n'annonçait en celui-ci le monarque doux et tranquille, qui devait éclipser le souvenir du *bon petit roi*. Le *Père du peuple* entrait dans sa trente-septième année. Hardi cavalier, hardi chasseur, hardi jouteur de tournois, c'était un homme de l'école brutale des premiers Valois, n'ayant de passion qu'aux choses du corps. On montrait à Châteauneuf, dans l'Orléanais, un fossé de quinze pieds, qu'on appela le *Saut du Roi*, et qu'il avait franchi un jour en se divertissant. Enfant, la violence de son caractère était telle, que la duchesse sa mère, quand il fallait le châtier, faisait masquer le serviteur chargé de ce soin, pour le dérober



à la vengeance du coupable. Tout cet emportement tomba comme par enchantement dès qu'il eut mis le pied sur les marches du trône. « Le roi de France ne venge point les injures du duc d'Orléans, » tel fut le premier mot de son règne. Et pourtant le duc d'Orléans avait bien des injures à venger. Le parlement, l'Université, la bourgeoisie même, lui avaient été hostiles alors qu'il agitait la *guerre folle*. On pouvait encore lui faire voir à la tour de Bourges la cage de fer dans la-

quelle l'avait enfermé Anne de Beaujeu, en le recevant des mains de la Trémouille. Louis se contenta de marquer d'une croix rouge, sur la liste des officiers de la couronne, les noms de ceux qui avaient été



ses ennemis, et quand il sut leurs alarmes, il demanda en riant si, depuis Jésus-Christ, la croix n'était pas le *signe de la rédemption*. Le vainqueur de Saint-Aubin demeura à la tête de ses compagnies, et quant à l'ancienne régente, la seule vengeance que Louis XII tira d'elle fut de renoncer, en faveur de Suzanne, sa fille, au duché de Bourbon, qui, faute de mâles, allait revenir, par la mort de madame Anne, à la couronne.

Louis fut moins généreux avec sa femme Jeanne de France, aimante et pieuse créature, aux larmes de laquelle il était redevable de sa délivrance en 1491. Jeanne était laide, si laide que son père, qui per-

dait volontiers de vue sa famille au milieu des soucis de la royauté, avait reculé en se signant quand, au moment de la marier au duc, il se la fit amener au Plessis-les-Tours. Le duc pleurait de rage à l'approche du mariage, et s'écriait « qu'il aimerait mieux épouser une simple demoiselle de Beauce, » et Jeanne elle-même se sentait honteuse de cette union forcée. « Ah! maître Salmon, disait-elle à son médecin, je n'ai pas personnage pour un tel prince. » Mais Louis XI n'entendait pas raillerie sur ce point. On conservait une de ses lettres à Chabanne, écrite en ces termes : « Monsieur le grand-maître, je me suis délibéré de faire le mariage de ma petite-fille Jeanne et du petit duc d'Orléans, parce qu'il me semble que les enfants qu'ils auront ensemble ne leur coûteront guère à nourrir, vous avertissant que j'espère faire ledit mariage, ou autrement ceux qui iront au contraire ne seront jamais assurés de leur vie en mon royaume; pourquoi il me semble que j'en ferai le tout à mon intention. » A dire le vrai, cependant, cette barrière de dégoût qui s'élevait d'abord entre les deux fiancés s'était bien abaissée depuis devant les grandes qualités que Jeanne cachait sous cette enveloppe disgracieuse; seule, elle n'aurait plus suffi pour déterminer le nouveau roi au scandale d'un divorce; mais une raison plus puissante acheva de le décider. Anne de Bretagne, devenue veuve, s'en retournait dans son duché, aux termes du contrat signé à Langeais, et cette importante province de la Bretagne allait échapper à la couronne. Louis, d'ailleurs, n'avait pas oublié cet ancien amour dont il avait fait de si bonne grâce le sacrifice à Charles VIII. Un tribunal fut rassemblé à Tours pour prononcer sur la validité de son mariage avec la fille de Louis XI, et malgré les efforts de Jeanne, qui disputa jusqu'à la fin à sa rivale un mari qu'elle aimait, le tribunal rendit une sentence conforme aux volontés du roi. L'épouse disgraciée se retira en silence dans le Berri, dont on lui laissait la jouissance. Toutefois le peuple, qui se laisse rarement guider par la raison d'état, ne put la voir partir sans murmures. A Paris, où l'on aimait Louis XI, ce jovial compère des échevins, le mécontentement éclata d'une façon presque menaçante. Les prédicateurs en parlèrent hardiment en chaire, et l'Université, dont l'autorité morale était si grande, en outre de ses vingt-cinq mille étudiants, se déclara tout entière contre la décision des juges de Tours. Mais Louis, sans s'arrêter à cette opposition maladroite, courut à Nantes, où l'attendait Anne de Bretagne, et s'étant fait délivrer une dispense de parenté par Alexandre VI, qui la lui ven-

dit au prix du duché de Valence, donné à César Borgia, il conclut enfin cette alliance, dont les préliminaires dataient de quinze ans. [1499.]

Cette grande affaire conclue, rien ne retenait plus Louis XII en France. Il y avait assez longtemps qu'il couvait de l'œil, en quelque sorte, ce beau duché de Milan, respecté par lui, tant à regret, lors de l'expédition des Français en Italie. Maintenant qu'il était le maître et qu'il disposait à son gré des forces du royaume, le moment était venu où les droits si longtemps méconnus de la maison des Visconti allaient enfin prévaloir contre l'usurpation des Sforza. Afin de mieux assurer sa conquête, Louis XII commença par solliciter partout des alliances ou plutôt des neutralités. La cession du duché de Valence lui avait gagné déjà César Borgia, qui, jetant de côté sa robe de prêtre et sa barrette de cardinal, avait endossé la cuirasse et chaussé les éperons de l'homme d'armes, et ne se faisait plus appeler que le duc de Valentinois. Pour l'achever, il lui donna 20,000 livres de pension, une compagnie de cent lances, et s'engagea à lui faire épouser Charlotte de Foix, la sœur du roi de Navarre. Aux Vénitiens, le roi de France promit Crémone, et le pays entre l'Adda, l'Oglio et le Pô, s'ils lui aidaient à dépouiller Ludovic. Celui-ci s'agitait en vain pour trouver quelque appui dans cette lutte inégale. Maximilien était en guerre avec les Suisses, et son fils Philippe le Beau venait de rendre solennellement hommage à l'ancienne mode féodale, entre les mains du chancelier de France, pour ses comtés de Flandre, d'Artois et de Charolais. Henri VII, indifférent à ces querelles lointaines, renouvelait avec joie le traité d'Étaples, dans lequel Charles VIII lui avait assuré de si grands avantages pécuniaires. La dynastie napolitaine n'avait pas encore pardonné au duc de Milan l'empoisonnement de Galéas Sforza et les larmes d'Isabelle. Ferdinand, enfin, comme s'il eût été las déjà de l'Italie, venait de donner ordre à Gonzalve, son général, de revenir en Espagne, abandonnant dédaigneusement au nouveau roi Frédéric les villes de la Pouille, que le *grand capitaine* avait enlevées aux Français. Dans cette extrémité, Ludovic s'adressa au seul peuple qu'il lui fût permis d'espérer pour allié, aux Suisses, dont l'alliance était à vendre. Mais ils la vendirent aussi à Louis XII, et quand celui-ci parut dans le Milanais avec son armée, les Suisses du camp français débauchèrent les autres. Ce fut plutôt une prise de possession qu'une conquête. Les places se rendaient avant même d'avoir essuyé le feu d'un seul canon.

et les Vénitiens s'avançant de leur côté par Crémone et Caravaggio, Ludovic n'eut bientôt plus d'autre ressource que de s'enfuir avec ses trésors sur les terres de Maximilien. [1499.]

Dans le premier transport de joie, Louis XII se montra prodigue de caresses et de faveurs envers des sujets qui semblaient être venus au-devant de sa domination. Les impôts furent diminués des deux tiers. La noblesse rentra dans ses droits de chasse, dont les derniers ducs l'avaient dépouillée. En vertu d'une vieille coutume, chaque clerc en dignité fournissait tous les ans un bœuf pour la table ducale. Louis XII affectant une sévérité exagérée de principes, voulut savoir sur quoi se fondait cette redevance, et comme on ne put lui présenter de titres, il l'abolit aussitôt. Malheureusement Louis XII ne suivit pas les conseils de cette politique prudente dans le choix du gouverneur qu'il laissa en partant au duché conquis. Il nomma Trivulce, le réfugié milanais, qui rapportait dans sa patrie tous les ressentiments de l'exil et les petites passions de l'esprit de parti. Longtemps le chef des Guelfes à Milan, Trivulce ne songea plus qu'à relever sa faction en opprimant les familles gibelines, qui furent presque toutes atteintes par la confiscation. La leçon reçue à Naples n'avait point guéri les Français. Leur avidité, leur insolence, et par-dessus tout cette incorrigible galanterie qui ne respectait rien, leur firent bientôt semer partout des haines mortelles, et la révolte ne tarda pas à éclater. A Milan, les bouchers se soulevèrent à l'occasion de la perception des droits sur la viande. Trivulce comprima l'émeute en poignardant les chefs sur la grande place; mais cette violence ne servit qu'à aigrir encore les esprits. Pendant ce temps Ludovic, retiré sur les bords du lac de Côme, songeait à profiter des fautes de ses ennemis. Il lui arrivait par le lac, «à combles barques et à pleines gabarres, gens armez qui ne demandoient que la guerre.» Au mois de février de l'année suivante, il rentra dans le Milanais avec une armée de trente mille hommes, et le reprit aux Français aussi rapidement qu'il l'avait perdu. Déjà Trivulce avait peine à se soutenir contre les Lombards eux-mêmes. Assailli tout à coup par une foule furieuse dans la maison de ville, à Milan, il aurait été massacré sans un gentilhomme de Savoie, nommé Coursingue, qui osa traverser tout ce peuple avec soixante cavaliers seulement, et vint l'enlever, en quelque sorte, au moment où, adossé contre la porte, il repoussait les assaillants à grands coups de hache d'armes. On le suivit à la citadelle, « et n'y eult ne grand, ne petit,

qui parler sceult, qui à haulte voix ne crialt : *More! more!* Plus de trois heures durèrent leurs huées. Et avec ce plus de cent mille



hommes armez se meirent en place. » (JEAN D'AUTUN.) Trivulce et le comte de Ligny, qui avait essayé en vain d'arrêter la marche de Ludovic sur le chemin de Côme, se retirèrent avec toutes leurs troupes à Mortare, sur les bords du Tésin, attendant, derrière de formidables retranchements, qu'il leur vînt un secours de France. Ils n'attendirent pas longtemps. A la première nouvelle du retour de Ludovic, Louis XII avait envoyé en Suisse le bailli de Dijon, son négociateur habituel avec les cantons, et dix mille hommes s'étaient fait inscrire aussitôt sur les rôles. La Trémouille passa les Alpes au mois de mars, et surprit aussitôt Ludovic dans Novarre, dont il venait de s'emparer, afin de couper le chemin aux Français. On comptait en France sur quelque grande bataille, si bien qu'une foule de jeunes gentilshommes qui étaient à Lyon avec le roi *partirent en poste* pour aller rejoindre l'armée de Mortare, et firent cent lieues en trois jours et demi, ce qui passait alors pour une vitesse merveilleuse. Mais les *Seigneurs des ligues* mandèrent à ceux de leurs gens qui étaient dans les deux camps qu'ils se donnassent bien de garde de combattre les uns contre les autres. Déjà les deux armées étaient en présence. Les Suisses de Ludovic et ceux du bailli de Dijon « allaient et venaient ensemble, comme si entre eux feust trêve. » Dans la nuit, le capitaine des Pierres vint se

ranger sous la bannière du comte de Ligny, et le lendemain tous ses camarades offrirent d'abandonner la partie, ne demandant que la liberté de regagner leurs montagnes avec armes et bagages [avril 1500]. Ludovic, désespéré, ne chercha plus qu'à fuir avec eux, et, déguisé en cordelier, il les suivait sur un mauvais cheval, comme s'il eût été l'un de leurs aumôniers. Le bailli de Dijon se fit livrer le secret pour deux cents écus, et Ludovic, saisi dans les rangs des Suisses, fut envoyé prisonnier dans le château de Chinon, où il mourut dix ans après, demandant toujours à voir le roi, qui refusa constamment.

La prise de Ludovic replaçait le Milanais sous la domination française, et Louis XII devenait dès lors l'arbitre de toute l'Italie. Naturellement ses regards devaient se reporter sur le royaume de Naples, où la France avait à prendre une revanche. Mais avant de recommencer l'expédition de Charles VIII, Louis voulut mettre toutes les autres puissances de son côté. Il fournit des soldats à César Borgia pour dompter les petits barons voisins, les Malatesta à Rimini, les Manfredi à Faenza, les Bentivoglio à Bologne, pour se constituer une principauté indépendante dans la Romagne. Depuis le passage de Charles VIII, Florence n'avait pu encore avoir raison de la rébellion de Pise, qui défendait sa liberté contre elle avec tout l'acharnement d'une ancienne rivale. La seigneurie s'adressa à Louis XII, qui, pour utiliser ses garnisons inactives de la Lombardie, lui envoya six cents lances et sept cents fantassins suisses et gascons, sous la conduite du seigneur de Beaumont. Mais, en dépit de cette intervention hostile du roi de France, les Pisans s'obstinèrent à ne voir dans les Français que des amis et des alliés. Jannet d'Arbouville et Hector de Montemart, envoyés par Beaumont pour les sommer de retourner à leurs anciens maîtres, furent reçus en grande cérémonie par les magistrats, qui les conduisirent à l'Hôtel-de-Ville, devant le portrait de Charles VIII, leur demandant, les mains jointes, s'ils auraient le courage de détruire l'œuvre du *bon petit roi*. Pendant qu'ils étaient encore dans la salle, elle fut envahie tout à coup par cinq cents jeunes filles vêtues de blanc, les cheveux épars, qui se jetèrent à leurs genoux, « et, sur toutes prières aux Français, comme tuteurs des orphelins, défenseurs des veufves, et champions des dames, baillirent en garde la pudicité recommandable de tant de pauvres pucelles..... Devant l'imaige Nostre-Dame commencèrent les pucelles à chanter tant piteusement, et de voix si très lamentable, que là n'y eut Français ne autre à qui du plus pro-

fond endroit du cœur jusque aux yeux ne montassent les chauldes larmes. » (JEAN D'AUTUN.) Tout cet appareil de supplications dramatiques ne fléchit point Beaumont, vieux capitaine endurci de longue main aux choses de la guerre. Il mena ses troupes à l'assaut; mais les Pisans protestaient, jusque sur les remparts, de leur amitié pour les Français. Il était impossible à ceux-ci d'attaquer sérieusement un pareil ennemi. Bientôt l'armée se débanda; les Suisses reprirent le chemin de leur pays, les Gascons quittèrent le siége, et Beaumont fut obligé de le lever tout à fait. « Après que l'armée feust éloignée, sur le soir saillirent de Pise avec torches et fallots les femmes de la ville, faisant la recherche par les hayes et buissons, pour trouver les malades et blessez. Et tous ceulx qu'elles peuvent veoir et rencontrer, amiablement prindrent par les mains, et doucement les levèrent. Puis par soubs les bras, les emmenèrent peu à peu jusque à la ville; et dedans leurs hôtels les logèrent, où feurent tant traitez à souhait, et soigneusement pansez, que oncques ne feurent mieux venus. » [Juillet 1500.]

La politique, peut-être un peu craintive, qui avait déterminé Louis XII à sacrifier aux Florentins ces amis pour ainsi dire acharnés de la France, le poussa bientôt à une mesure plus fausse encore. Redoutant que Ferdinand le Catholique ne vînt se jeter à la traverse, il voulut l'intéresser lui-même à la spoliation du roi de Naples, et, par le traité de Grenade, partagea d'avance avec lui les dépouilles de Frédéric. L'appât de quelques principautés fit entrer Alexandre VI dans cet odieux marché; il le signa et le bénit. Ferdinand le Catholique, assuré de sa proie, se servit alors, pour s'en emparer avec moins de peine, d'un stratagème infâme, tel qu'il se plaisait à en inventer. Enveloppant d'un profond mystère le traité de Grenade, il envoya Gonzalve de Cordoue à l'infortuné Frédéric, qui, se croyant toujours soutenu par les Espagnols, leur livra, comme à ses défenseurs, ses places de la Calabre et ses arsenaux. Les Français arrivés à Rome, Gonzalve jette le masque, et Frédéric éperdu, sans même essayer de résister, court se réfugier à Ischia, où il est bientôt rejoint par l'amiral français Ravestein, qui le force, par la menace d'un assaut, à se constituer prisonnier. Frédéric, gracieusement reçu par Louis XII, alla mener un train de grand seigneur dans le Maine, avec une pension de plus de 30,000 livres, que le roi lui continua même alors qu'il ne possédait plus un pouce de terrain dans le royaume de Naples [1501]. Son fils fut moins heureux. Assiégé dans Tarente par Gonzalve de Cordoue, il



Les blessés français secourus par les femmes de Pise.

rendit enfin la place après que le *grand capitaine* eut juré, en présence de toute l'armée, la main étendue sur une hostie, qu'il respecterait la liberté du jeune prince et de toute la garnison. Mais ni le serment ni l'hostie consacrée n'en imposèrent au général de Ferdinand *le Catholique*, une fois qu'il eut passé les portes de Tarente. Il mit la main sur le dernier rejeton de la branche bâtarde d'Aragon et le fit transporter en Espagne, où Ferdinand le retint prisonnier jusqu'à sa mort.

Il y a je ne sais quoi de honteux et de misérable dans les guerres du commencement de ce règne, guerres où la peur et la trahison jouent constamment le premier rôle, et qui laissent à peine place aux exploits personnels des derniers représentants de la chevalerie. Après s'être tant remué pour préparer son expédition de Naples, Louis XII n'avait pas même daigné y prendre part. Il s'était arrêté à Lyon, où, abandonnant au hasard le succès de ses armes en Italie, il ne songeait qu'à célébrer par des danses et de somptueux banquets les fiançailles prématurées de sa fille Claude de France, alors âgée de trois ans, avec l'enfant qui devait être Charles-Quint. Ferdinand ne s'endormait pas ainsi. A peine la spoliation de la dynastie napolitaine est-elle consommée, qu'il convoite déjà la part que Louis XII s'est réservée. La Calabre et la Pouille avaient été cédées aux Espagnols dans le traité de partage; Gonzalve de Cordoue revendiqua bientôt la Basilicate et la Capitanate, comme faisant partie de la Pouille. Le duc de Nemours, vice-roi de Naples, soutenait de son côté qu'elles n'étaient qu'une dépendance des Abruzzes. C'était par la Capitanate qu'avait lieu le grand passage des bestiaux dans la Pouille en hiver. Il en venait quelquefois de plus de cent lieues, attirés par les herbages de la côte, qui sont à cette époque « dans toute leur verdure et puissance. » Le péage, qui se montait tous les ans à 200,000 ducats, était regardé comme le revenu le plus clair des anciens rois de Naples, et valait bien la peine qu'on se le disputât. La querelle s'envenimant chaque jour, on finit par en venir bientôt aux mains. Les Français, plus nombreux, eurent d'abord l'avantage. Gonzalve, obligé de se jeter dans Barletta, les voyait se répandre impunément sur les possessions espagnoles, et peut-être la fortune allait-elle réparer la faute commise par Louis XII quand il avait appelé Ferdinand au partage de sa conquête; mais le *bon roi*, comme l'appelle Machiavel, se laissa prendre encore une fois aux piéges du *Catholique*. Ferdinand, désavouant hautement les préten-

tions de son général, envoya l'archiduc Philippe à Lyon pour négocier un accommodement avec la cour de France, et Louis donna ordre aussitôt à ses capitaines de Naples d'interrompre les hostilités. Pendant ce temps, l'Aragonais faisait filer secrètement ses escadres sur la Calabre et la Pouille, et sitôt que Gonzalve se retrouva en forces, les négociations de Lyon furent rompues tout à coup. La conduite du grand capitaine et de son maître dans toute cette guerre ne semble qu'une longue perfidie; elle se retrouve jusque dans ces combats singuliers à la manière du fameux combat des *Trente*, dont les vieilles traditions de chevalerie perpétuaient encore la mode. Les hommes d'armes français avaient alors une réputation d'invincibles dans ces sortes de rencontres. Gonzalve, pour aguerrir ses Espagnols, dont la renommée n'était pas encore faite, leur enseigna des ruses déloyales, telles qu'on les aurait huées autrefois dans les cours de France, d'Angleterre et de Bourgogne. Onze Espagnols, combattant onze Français sous les murs de Trani, visèrent aux chevaux, contre toutes les règles de chevalerie, et démontèrent neuf de leurs adversaires du premier choc. Dans un autre combat de douze Français contre douze Italiens, ceux-ci cachèrent à leur ceinture un fer pointu et tranchant; se glissant, quand ils étaient démontés, entre les combattants, ils percèrent le ventre aux chevaux de leurs ennemis, et gagnèrent ainsi frauduleusement la victoire.

Gonzalve passa bientôt de ces jeux à des combats plus sérieux. Toutes les compagnies françaises de la Lombardie se trouvaient alors retenues sur les bords du lac Majeur par une guerre avec les Suisses, qui, au retour de l'expédition contre Ludovic, s'étaient emparés de Bellinzona en nantissement des arrérages de leur solde, et qui, inquiétés par Chaumont, le gouverneur de Milan, dans la possession de cette place, vinrent s'emparer de Locarno et de la Muzata. Quinze mille Suisses ou Grisons envahissaient déjà la Lombardie. Chaumont, par ses habiles manœuvres, les rejeta dans leur pays; mais cette grave diversion priva de tout renfort l'armée de Naples, qui vit bientôt se renouveler les désastres de la campagne de 1495. Le 21 avril 1503, d'Aubigny fut battu par Andrada dans la plaine de Séminara, au lieu même où, six ans auparavant, il avait mis en déroute les forces réunies de Gonzalve et de Ferdinand. La journée de Cérignola fut plus désastreuse encore pour les Français. Gonzalve, poursuivi par le duc de Nemours dans la campagne de Barletta, s'était retiré dans un camp dressé sur une éminence, avec un retranchement de palissades et de

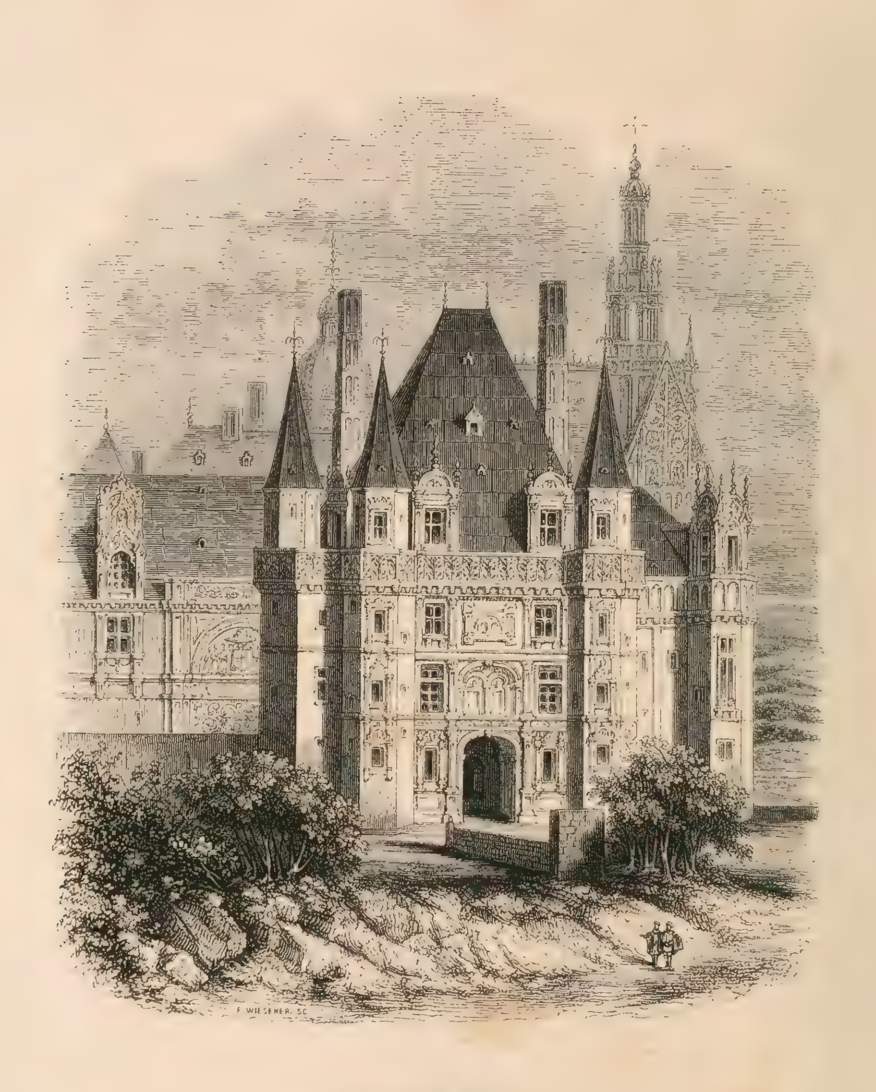
grands fossés. L'armée française arriva sur le soir: il restait à peine deux heures de soleil. Néanmoins, dans le conseil, d'Alègre entraîna tous les capitaines; et, malgré le duc de Nemours, il fut décidé qu'on attaquerait sur-le-champ. « Vous verrez, disait Nemours, que ce brave, après nous avoir engagés, trouvera le moyen de se sauver. » Les Suisses, qui avaient presque exigé le combat, s'élancèrent vaillamment pour arracher les pieux des palissades; mais les canons ennemis, qui plongeaient de haut en bas, faisaient des ravages affreux dans leurs rangs, tandis que l'artillerie française pouvait à peine manœuvrer sur un terrain mouvant, coupé partout de fossés, de vignobles et de haies. Quelques barils de poudre ayant pris feu tout à coup dans le camp espagnol, Nemours s'avança à la tête de huit cents gendarmes afin de profiter du tumulte; mais le fossé l'arrêta tout court, et pendant qu'il essayait de le longer pour aller chercher une des portes, il fut étendu raide mort d'un coup d'arquebuse. La nuit, qui survint, augmenta encore le désordre; toute l'armée se dispersa dans les bois, abandonnant ses bagages et son artillerie. Trois à quatre mille Français restaient sur le champ de bataille, et Gonzalve n'avait perdu, dit-on, que neuf hommes. Ce fut le vendredi 28 avril qu'eut lieu cette triste défaite. Le 21, où l'on s'était battu à Séminara, tombait aussi un vendredi. « Depuis ce temps-là, les Espagnols regardèrent ce jour de la semaine comme un jour heureux pour leur nation, et la superstition des Français en fit un jour malheureux pour la leur, idée bizarre qui n'est pas encore tout à fait effacée. » (Daniel.)

La journée de Cérignola livrait le royaume de Naples à Gonzalve. En quelques jours il ne resta plus aux Français que Gaëte, Venouse et Troia. Cependant d'Alègre, Louis d'Ars, d'Aubigny, Bayard, La Palice, et tous les héros de ces guerres inutiles, se soutenaient encore à force de courage, et disputaient le terrain pied à pied au *grand capitaine.* Louis XII fit un effort désespéré pour venger l'honneur de ses armes. Alain d'Albret et le maréchal de Rieux reçurent l'ordre d'entrer à la fois en Espagne par la Navarre et le Roussillon, pendant qu'une flotte s'équipait à Marseille, et que La Trémouille partait pour l'Italie avec dix-huit cents hommes d'armes, dix mille fantassins et huit mille Suisses amenés en France par le bailli de Dijon. Mais Alain refusa d'aventurer ses Gascons aux hasards d'une guerre incertaine. De Rieux tomba malade au milieu de l'expédition, et fut obligé de remettre son armée au petit-fils du grand Dunois; celui-ci, attaqué par quarante

mille hommes, se réfugia précipitamment en France, et fut poursuivi jusque sous les murs de Narbonne. La flotte de Marseille, assaillie par la tempête, rentra dans le port sans avoir fait de mal à l'ennemi. La Trémouille, enfin, au moment où il allait donner la main aux assiégés de Venouse et de Gaëte, fut tout à coup arrêté dans sa marche par un événement imprévu que l'ambition maladroite du cardinal Georges d'Amboise, le ministre favori de Louis XII, rendit funeste à la France, sans qu'il sût en profiter pour lui-même. Le 18 août 1503, comme l'armée française passait sur les terres de l'Église, Alexandre VI et son fils César furent rapportés tout à coup de leur *vigne* du Belvédère, l'un mort, l'autre moribond. Ils venaient de s'empoisonner avec le vin des-



tiné au cardinal Corneto, qu'ils avaient amené à la *vigne* avec eux. D'Amboise, à cette nouvelle, se rendit au poste du camp d'Italie, et retint les Suisses et les hommes d'armes à Nepi; mais au lieu de s'arroger d'autorité la tiare, que personne n'eût osé lui disputer de front, d'Amboise s'engagea dans un labyrinthe d'intrigues et de petites négociations à l'italienne, dans lesquelles la victoire devait rester aux gens



Le Château Gaillon.

du pays. Le 31 octobre, Julien de La Rovère, après s'être joué tour à tour d'Amboise et de César, se fit enfin proclamer pape. Ses batteries étaient si bien préparées d'avance, qu'il n'y eut pas même l'ombre d'une délibération dans le conclave; le pape était nommé avant qu'on eût eu le temps d'y enfermer les cardinaux, et d'Amboise, forcé de s'humilier devant le maître qu'il s'était laissé imposer, alla cacher sa honte et son dépit dans son château de Gaillon, où il mourut en 1510, répétant tristement au pauvre religieux qui le servait : « Ah! frère Jean, mon ami, que n'ai-je été toute ma vie frère Jean! »

Cependant l'armée s'était remise en marche; mais, arrivée sur les bords du Garigliano, elle rencontra Gonzalve de Cordoue qui l'attendait, campé dans les fameux marais de Minturnes. Sans argent, sans vivres, couchant dans la fange sous des cabanes de feuillage, les Espagnols se maintinrent là plus de trois mois, pendant lesquels la famine et les fièvres détruisirent la moitié des Français. Déjà le marquis de Mantoue, qui avait remplacé La Trémouille resté malade à Parme, las d'une guerre sans résultat, s'était remis en route pour sa petite principauté. Le marquis de Saluces, qui le remplaça à son tour, vit bientôt Gonzalve reprendre l'offensive, et ne put tenir avec une armée démoralisée contre ces hommes de fer, dont pas un seul, durant ces trois mois, ne s'était écarté de plus d'un mille du lieu où ils stationnaient dans la boue. Le premier janvier de l'année 1504, tout fut dit pour les Français à Naples. Ceux qui restaient rendirent Gaëte à l'ennemi pour obtenir la permission de retourner dans leur pays. Louis d'Ars fut le seul qui revint avec les honneurs de la guerre. Il arrêta encore un an Gonzalve de Cordoue devant Venoza, et ne rendit la place qu'après avoir été rappelé par son maître. « Alors il part, il s'en retourne, passe par le mitan de Naples et de toute l'Italie, lui et tous ses gens, la lance sur la cuisse, armé de toutes pièces; tient les champs, et vit à discrétion de gré à gré partout où il loge; marche toujours en forme de guerre; rapporte sa vie et son honneur de luy et de ses compagnons, leurs bagages et leurs butins sauves : vint jusqu'à Blois en tel ordre faire la révérence au roi son maistre, et à la reine sa maistresse, qui lui firent tel honneur de le voir arriver en si bel arroy, qu'après lui avoir fait bonne chère et grand honneur, et à ses compagnons, ne se purent saouler de louer sa valeur et vertu, et de luy et d'eux, et de les récompenser. » (Brantôme.)

Toutefois, malgré l'éclat de ces exploits isolés, le royaume de Na-

ples n'en était pas moins irrévocablement perdu. Mais la France n'avait pas encore fini avec l'Italie. Le Milanais lui restait, fatale possession, qui devait ramener nos soldats plus d'une fois encore sur cette terre meurtrière. Tant d'intérêts qui avaient été soulevés depuis le jour où Charles VIII avait passé les Alpes, ne pouvaient rentrer subitement dans le repos. Loin de là, cette universelle agitation, au lieu de tendre à se calmer, semblait croître de jour en jour. La question grandissait. Toutes ces nations, imprudemment remuées par le caprice d'un enfant, commençaient à déplacer le terrain de la lutte. De Naples et du Milanais, les hostilités cherchaient à envahir la France elle-même. Maximilien, l'allié de Ferdinand, et son fils Philippe le Beau, le gendre du roi Catholique, remettaient en jeu la cause toujours pendante de la succession de Bourgogne. Notre histoire se complique alors d'une interminable série de négociations sans franchise et sans dignité, essais malheureux de la diplomatie naissante, qui absorbent tout le récit, et donnent quelque chose d'insignifiant et de monotone à cette époque indécise.

« La France était affaiblie par la perte de plusieurs armées et d'un matériel immense. Ses ennemis semblaient invités à la dépouiller du Milanais, et même à envahir son territoire. Louis XII conjura ce danger par le traité de Blois. L'intérêt de Ferdinand le Catholique, de Maximilien et de son fils Philippe le Beau, était alors étroitement uni : Ferdinand avait marié sa fille unique, Jeanne, à Philippe le Beau; et le fils de ce dernier, Charles de Luxembourg, devait hériter tout à la fois des états autrichiens, des Pays-Bas, des royaumes d'Espagne, de Sicile et de Naples. Ferdinand accorda une trêve, et Maximilien l'investiture du duché de Milan à Louis XII. Le roi, de son côté, promit sa fille Claude à Charles, fils de Philippe le Beau, avec la Bretagne, la Bourgogne et le duché de Milan pour dot. Si ce traité, signé à Blois au mois de septembre 1504, eût reçu son exécution, nul doute que Charles de Luxembourg, plus tard Charles V, n'eût accablé la France, démembrée à son profit, et n'eût réalisé les projets de monarchie universelle qui l'occupèrent pendant tout son règne. Anne de Bretagne fut accusée d'avoir abusé en cette occasion de son influence sur le roi pour assurer la grandeur de sa fille aux dépens du royaume. Anne n'avait jamais regardé la France comme sa véritable patrie : Louis XII ayant failli mourir à Blois en 1504, elle fit des préparatifs pour se retirer dans son duché, et peut-être pour

se saisir de la personne de François d'Angoulême, héritier présomptif de la couronne. Le maréchal de Gié, et ceux qui étaient attachés au jeune prince, craignirent qu'après la mort du roi, Anne, dans l'espoir de placer un jour sa fille sur les trônes réunis de l'Empire, de l'Espagne et de la France, ne cherchât à enfreindre la loi salique et à assurer la couronne à sa fille, qu'elle marierait à Charles de Luxembourg. Ils ne doutèrent pas, au moins, qu'elle ne fût dans la disposition d'assurer à la princesse Claude et à Charles la dot de la Bretagne, de la Bourgogne et de Milan, stipulée par le traité de Blois. Ils prirent des mesures pour rompre ses projets. Gié poussa même si loin ses précautions, qu'il fit arrêter à Saumur les meubles et les bijoux de la reine,



qui les faisait descendre déjà par la Loire. Quoique Louis XII, échappé au danger, sacrifiât Gié au ressentiment de sa femme, il partagea les appréhensions du maréchal, et résolut d'assurer au plus tôt le sort de la France, en rompant l'union projetée de sa fille avec Charles de Luxembourg.

«Les dissensions survenues entre les maisons d'Espagne et d'Au-

triche permirent à Louis d'accomplir son projet et de rompre le désastreux traité de Blois, sans exposer la France à l'attaque d'une partie de l'Europe. Au mois de novembre 1504, la reine Isabelle était morte. Son mari Ferdinand, et son gendre Philippe le Beau, se disputaient la Castille. Ferdinand, voulant s'affermir dans ce royaume et déshériter ses petits-fils, demanda à Louis XII son alliance et un mariage. Par un nouveau traité, également signé à Blois le 12 octobre 1505, Louis et Ferdinand contractèrent une étroite confédération : Louis accorda à Ferdinand, avec la main de sa nièce Germaine de Foix, toutes ses prétentions sur le royaume de Naples, dans le cas où des enfants naîtraient de ce nouveau mariage. Assuré du côté de Ferdinand, Louis songea à rompre les onéreux engagements qu'il avait contractés avec Philippe le Beau : il convoqua les états-généraux à Tours le 14 mai 1506. Les états lui représentèrent que la loi fondamentale de l'état défendait toute aliénation du domaine de la couronne, le supplièrent de rompre le traité de Blois, et d'accorder la main de sa fille Claude à François d'Angoulême, alors présomptif héritier de la couronne. Louis XII se rendit à leurs réclamations, qu'il avait provoquées, selon toute apparence, et, par les fiançailles de sa fille avec François d'Angoulême, assura l'intégrité du territoire et l'indépendance de la France. La prolongation des démêlés entre le roi d'Espagne et son gendre; bientôt après, la mort de Philippe le Beau [septembre 1506] et la minorité de ses enfants; la détresse habituelle de Maximilien, empereur sans autorité, et le plus souvent sans troupe, faute d'argent, épargnèrent à la France la guerre qui devait être la suite naturelle de cette rupture, et lui laissèrent la possession du Milanais. » (Poirson.)

Une fois sorti de cette complication d'alliances et de contre-alliances, Louis reporta ses regards sur l'Italie, où l'attendaient d'autres intrigues mille fois plus compliquées encore. Pendant que le sort de Naples et du Milanais se décidait ainsi pêle-mêle avec mille autres intérêts entre la France, l'Autriche et l'Espagne, l'Italie cherchait à protester, par d'impuissantes agitations, contre cet insolent protectorat des *Barbares*. Le mot avait été renouvelé de Savonarole par le nouveau pape Jules II, âme ardente et fière, espèce de Grégoire VII au siècle des Borgia, qui, forcé de descendre du rôle solennel de l'ancienne papauté au rôle mesquin et honteux de petit prince italien, acceptait franchement cette position nouvelle, et cherchait à satisfaire du moins par la guerre et la politique ses impérieux besoins d'autorité. Jules II se sentait mal à l'aise en présence

de ces soldats grossiers et brutaux, de ces Suisses, de ces Gascons, qui tranchaient tout à leur gré, et devant lesquels Alexandre VI s'était humilié tant de fois. Et puis son amour-propre national s'indignait quand il voyait ces étrangers se partager entre eux sa patrie comme une proie. Chasser les *Barbares* de l'Italie, la rallier tout entière autour de la chaire pontificale, tel fut le rêve politique de Jules II. Par malheur, à côté de cette grande ambition il avait laissé place à une autre ; le prince des états romains le disputait en lui à l'Italien et au pontife; César Borgia l'emportait parfois sur Hildebrand. L'autre rêve de Jules II, c'était l'agrandissement de ses petits domaines. En propriétaire intéressé, pour arrondir plus à l'aise le patrimoine de saint Pierre, il commença par s'unir à ces mêmes *Barbares* dont il avait juré la ruine. En 1506, il se fit aider par les Français pour conquérir Pérouse et Bologne, qu'il ne déroba qu'à grand'peine ensuite aux insultes de ses alliés. Déjà il jetait un regard d'envie sur Faenza et Rimini, que Venise avait enlevées au saint-siége lors de la chute des Borgia, et ses légats avaient tenté les premières ouvertures du traité qui fut conclu deux ans plus tard à Cambrai. Une révolution faite le 18 juillet de cette année par les Génois, ses compatriotes, le ramena pour quelque temps à son premier dessein.

Depuis qu'un gouverneur français tenait à Gênes la place des anciens doges, magistrats d'origine plébéienne, le parti aristocratique, sous la protection des gentilshommes d'au delà les monts, dominait insolemment le peuple qu'il avait été habitué à respecter jusque-là. L'arrogance des nobles allait déjà si loin, qu'ils avaient fait graver sur les manches de leurs poignards *castiga villano* (châtie-vilain). Mais la bourgeoisie italienne, riche et nombreuse, dressée de longue main à toutes les allures démocratiques, n'était pas d'humeur à imiter la soumission servile des populations féodales, aux ordres, et même aux caprices de la classe seigneuriale. L'irritation croissait chaque jour. Elle était à son comble, quand une querelle futile survenue le 18 juillet 1506, sur le marché aux herbes, fit éclater tout à coup une terrible insurrection. « Là feut un nommé Guillon, de ceulx du peuple, lequel marchandoit à quelqu'un qui là estoit, des potirons, que les aulcuns appellent champignons, et iceux voulut emporter, ce que vouloit aussi le vicomte Doria, gentilhomme, et meit la main au panier où estoient lesdits potirons. Celui Guillon, qui encore ne les avoit payés, les voulut emporter, disant que premier les avoit marchandés, et qu'il les

auroit; et voyant cela, ledit gentilhomme donne un coup de poing au travers du visage dudit Guillon, en disant : « Emporte cela, villain, et j'emporterai les potirons. » Et de fait, tira une dague qu'il avoit, et voulut frapper ledit Guillon, qui tantost quitta le gaige, et, comme oultragé d'avoir été battu, tout plein d'ire et de courroux,



commence à crier : *Pople! pople!* sur les gentilshommes, dont tout à coup se meut le peuple....... Si qu'en moins d'une heure, plus de dix mille villains furent armés par les rues. » (Jean d'Autun.) Les nobles, chassés de la ville, essayèrent en vain de s'abriter derrière le sire de Ravestein, gouverneur d'Asti. Les Génois tinrent peu de compte de l'intervention hostile des Français. Ils dépêchèrent à Jules II et à Maximilien, qui se déclarèrent pour eux, et bientôt Gênes se mit en hostilité ouverte avec la France, en rejetant son protectorat par la nomination d'un nouveau doge. Son choix tomba sur le teinturier Paul de Novi, homme intelligent et brave, mais qui ne put défendre sa patrie dégénérée. Depuis ses dernières luttes avec Venise, Gênes avait re-

noncé à la mer et aux armes. On n'y voyait plus que des tisserands et des manufacturiers. A peine lui restait-il assez de matelots et de soldats pour armer les deux ou trois galères employées à la garde du port. Quand Louis XII, attiré en Italie par le bruit de cette rébellion inattendue, parut auprès des montagnes de Gênes, son avant-garde, commandée par Bayard, mit en déroute, dès le premier choc, les troupes que Paul de Novi avait postées à l'entrée de la vallée de la Polsévera et sur les hauteurs du Belvédère. « Ores, marchands, criait *le bon chevalier* aux soldats qui fuyaient devant lui, défendez-vous avec vos aulnes, et laissez les piques et lances, lesquelles vous n'êtes accoutumés. » Le 29 avril 1507, Louis XII entra dans Gênes à cheval, l'épée nue à la main. Le peuple était à genoux, tenant des branches d'olivier et criant miséricorde. Il en coûta la vie aux chefs de la révolte, qui furent pendus en différents endroits de la ville. Paul de Novi s'était réfugié à Pise : il fut vendu par un de ses amis. On exposa sa tête au bout d'une pique, sur la tour du Prétoire, et chacun de ses membres fut suspendu à l'une des portes de la ville. Pour assurer la domination française à Gênes, Louis XII fit élever à la Lanterne un fort inexpugnable qui commandait à la fois le port et la cité. Enfin l'on se déchargea sur les vaincus des frais de la guerre, en leur imposant une contribution militaire de 800,000 florins, qui plus tard fut réduite à 200,000.

Jules II, qui s'apprêtait déjà à se faire de Gênes un point d'appui pour la guerre nationale qu'il méditait, fut ramené, par la défaite de cette république, à l'exécution de ses plans d'intérêt personnel. Il lui était facile d'ameuter de nombreux ennemis contre Venise. Avec son système de politique avide et sans foi, celle-ci avait eu le secret de s'aliéner tous les esprits, sans avoir pris part à peine aux luttes engagées depuis treize ans sur tous les points de l'Italie. « Le gouvernement de Venise avait su profiter des fautes et des malheurs de toutes les autres puissances; il avait gagné à la chute de Ludovic More, à l'expulsion des Français de Naples, à la ruine de César Borgia. Tant de succès excitaient la crainte et la jalousie des puissances italiennes elles-mêmes, qui auraient dû souhaiter la grandeur de Venise. « Vos seigneuries, écrivait Machiavel aux Florentins, m'ont toujours dit que c'étaient les Vénitiens qui menaçaient la liberté de l'Italie. » Dès l'an 1503, M. de Chaumont, lieutenant du roi dans le Milanais, disait au même ambassadeur : « On fera en sorte que les Vénitiens ne s'occupent plus que de la pêche; quant aux Suisses, on en est sûr [22 janvier]. »

Cette conjuration contre Venise, qui existait dès 1504 (Traité de Blois), fut renouvelée en 1508 (Ligue de Cambray, 10 décembre) par l'imprudence de Jules II, qui voulait à tout prix recouvrer quelques villes de la Romagne. Le pape, l'empereur et le roi de France offrirent au roi de Hongrie d'entrer dans la confédération pour reprendre la Dalmatie et l'Esclavonie. Il n'y eut pas jusqu'aux ducs de Savoie et de Ferrare, jusqu'au marquis de Mantoue, qui ne voulussent aussi porter un coup à ceux qu'ils avaient craints si longtemps. » (MICHELET, *Histoire moderne.*) Venise ne s'abandonna pas dans ce pressant danger. Elle fit des recrues en toute hâte chez les Stradiotes, tira un corps de quinze mille fantassins des milices de ses états de terre-ferme, en solda autant, et réunit deux mille hommes d'armes. L'Alviane et le sire de Petigliano, deux des plus fameux capitaines de l'Italie, furent mis à la tête de cette imposante armée, et vinrent reprendre Trévi, dont le maréchal de Chaumont, gouverneur du Milanais, s'était emparé au premier bruit d'une déclaration de guerre. Cependant Louis XII était arrivé à Milan avec deux mille sept cents lances, huit mille Suisses et dix à douze mille fantassins gascons [mai 1509]. Le 14, il était au cœur des états vénitiens et marchait sur Pandoné à travers la campagne d'Agnadel. L'armée vénitienne s'ébranla pour aller occuper ce poste important, qui assurait ses communications avec Crème et Crémone, et prit un chemin parallèle à celui que suivaient les Français. Une forêt de buissons, au milieu desquels passait un torrent à demi desséché, séparait les deux armées, de sorte qu'elles avançaient sans se voir. L'avant-garde des Français, à un détour de la route, se trouva tout à coup en face de l'arrière-garde vénitienne, commandée par l'Alviane, qui fut bientôt cerné de toutes parts. En vain fit-il avertir Petigliano de revenir sur ses pas : Petigliano était son ennemi ; il le laissa se débattre seul avec les Français. L'Alviane, dans ce danger pressant, ne démentit pas sa réputation de bravoure et d'habileté. Il se posta sur la digue du torrent avec six pièces d'artillerie et sa bande de *brisighella*, intrépide milice que lui-même avait formée, et qui se reconnaissait dans les combats à ses casaques mi-parties de rouge et de blanc. Là, il soutint quelque temps l'effort de la gendarmerie ennemie, qui, embarrassée dans les buissons et les fossés, pouvait à peine avancer sous le feu de son artillerie. Les Français franchirent enfin ces obstacles avec leur valeur et leur gaieté accoutumées. « Que ceux qui ont peur se mettent derrière moi ! » s'était écrié Louis XII en voyant les boulets pleuvoir autour de lui. Gri-

gnol de Taleyrand, blâmé plus tard pour s'être trop enfoncé dans la mêlée, répondit qu'il avait un cheval plus courageux que lui. Vandenesse poussa jusqu'à l'Alviane, le renversa d'un coup de lance qui lui creva l'œil, et le fit prisonnier. L'arrivée tardive de Petigliano avec quelques escadrons ne put arrêter la déroute. Les *brisighella* se firent hacher sur la digue. En trois heures, Venise avait perdu huit mille de ses meilleurs soldats; quelques-uns disent quinze et vingt mille. «Le roi poursuivit les fuyards jusque sur les bords de la mer, à la Chafousine; et de là, contemplant à son aise la ville de Venise, et ne pouvant aller à elle à cause de son large fossé de mer, avant que de s'en retourner, fait braquer, en signe de triomphe et de trophée, six longues couleuvrines, dont trois étoient de leurs prises et trois françoises, ainsi que je le tiens et d'Italiens et de François; il fait tirer à coups perdus cinq ou six cents volées de canon dans la ville, afin qu'il fût dit pour l'avenir que le roi de France Louis XII avoit canonné la ville imprenable de Venise.» (Brantôme.)



On put croire alors que Venise avait perdu sa cause. Dans les premiers jours qui suivirent Agnadel, toutes ses possessions de terreferme lui échappèrent à la fois. Jules II reprit ses villes de la Romagne.

le marquis de Mantoue, Asola et Lunato, le duc de Ferrare, le Polésin de Rovigo, grand domaine entre le Tanar et l'Adige, que les Vénitiens lui avaient enlevé il y avait bien longtemps déjà. Deux des généraux de Maximilien, le duc de Brunswik et Christophe Frangipani, vinrent à Trieste et s'emparèrent à la fois du Frioul et de l'Istrie. A Trente, l'évêque chassa la garnison vénitienne. Louis, de son côté, avait mis la main sur toutes les villes de l'ancienne Vénétie. L'orgueilleuse république se trouvait acculée dans ses lagunes, dépouillée en quelques jours de tous ces états achetés pièce à pièce par tant d'intrigues et de calculs. Son imperturbable sang-froid et sa prudence proverbiale la sauvèrent d'une ruine complète. Mettant à profit ses pertes elles-mêmes, qui faisaient tomber les jalousies et apaisaient les ressentiments, elle ne songea plus qu'à désunir le faisceau de ses ennemis. A la première nouvelle de la défaite d'Agnadel, le sénat avait rendu un décret qui déliait de leur serment de fidélité des sujets que la république ne pouvait plus défendre et leur donnait l'autorisation de traiter à leur convenance avec l'ennemi. Cette politique, adroitement paternelle, réchauffa les sympathies des masses pour une domination qui s'abdiquait si généreusement. Les paysans du Trévisan et du Crémonais se laissaient pendre plutôt que de crier *Vive le roi.* Bientôt les villes qui avaient ouvert leurs portes aux vainqueurs commencèrent à se révolter. Un cordonnier de Trévise, Marc Caligaro, souleva la ville en promenant dans les rues le drapeau de la république au cri de *Vive saint Marc!* et Venise, pour donner du retentissement à un exemple précieux pour elle, fit brûler solennellement sur la grande place de Trévise les rôles des contributions; elle affranchit cette ville fidèle de tout impôt pendant quinze ans. Ceux de Padoue, l'une des villes cédées par Louis XII à Maximilien, favorisèrent un coup de main qui remit la place entre les mains du provéditeur André Gritti. En même temps, Venise entamait des négociations avec Jules II, avec l'empereur et le roi d'Espagne. A celui-ci elle rendit de plein gré les places de la Pouille, qu'elle s'était fait donner pour sa part dans les dépouilles de la dynastie aragonnaise. Elle offrit au pape de lui remettre la citadelle de Ravenne et quelques châteaux qu'il assiégeait encore; à Maximilien, la restitution de tout ce qu'elle avait conquis sur la maison d'Autriche, et un tribut de 50,000 ducats. Jules II n'avait pas encore assez joui de l'humiliation de ses anciens rivaux; il répondit à Jacques Caroldo, l'envoyé du sénat, par des plaintes et des menaces, et



Rôles des impositions brûlés à Trévise.

consentit pourtant à ce que six des principaux sénateurs vinssent renouer de nouvelles négociations avec lui. Quant à Maximilien, il se retrancha dans les termes de la ligue de Cambray, et jura qu'il ne prêterait l'oreille à aucune proposition sans la participation du roi de France.

Maximilien était alors dans le premier feu de son amitié avec Louis XII. En passant à Spire, il avait fait brûler sous ses yeux un registre où l'on tenait consignés tous les délits de la France contre la maison d'Autriche. Le 17 septembre, l'armée impériale vint mettre le siége devant Padoue, forte de dix-huit mille Allemands, de six mille Espagnols et de six mille autres soldats de toutes nations. Le cardinal d'Este lui avait amené deux mille Italiens de la part du pape et du duc de Ferrare. Louis XII, qui venait de repasser les Alpes pour se dérober aux ardeurs du soleil de l'Italie, avait envoyé quatre mille chevaux sous les ordres de La Palice. L'artillerie, dont une partie appartenait à la France, était la plus formidable qui eût encore servi à un siége. On y comptait deux cents canons sur affûts et cent six montés sur des roues. Il y avait là huit bombardes si grosses, qu'elles ne pouvaient tirer que quatre coups par jour. Venise avait enfermé toutes ses troupes dans la place, avec Petigliano, son général, et le provéditeur André Gritti. Les paysans du voisinage s'étaient armés et massacraient sans pitié tout ce qui s'écartait du camp. Depuis quinze jours les innombrables canons de Maximilien battaient les remparts, et déjà l'un des bastions avait été démoli. Mais les fantassins allemands et espagnols commandés pour l'assaut avaient essuyé une telle résistance, qu'ils se dégoûtaient du siége et refusaient de retourner à la brèche. Pour leur rendre cœur, Maximilien écrivit à La Palice de mettre pied à terre avec ses hommes d'armes français, et de se tenir prêt sur le midi pour monter à la brèche aux côtés de ses lansquenets. Tout étonnés qu'ils furent d'abord à cet ordre étrange, les gentilshommes de La Palice allaient s'y prêter de bonne grâce; « car les nuits étaient froides et les bons vins commençaient à faillir. » Mais Bayard les rappela au sentiment de leur dignité : « Pense l'empereur, s'écria le bon chevalier, que ce soit chose raisonnable de mettre tant de noblesse en péril et hasard avec des piétons dont l'un est cordonnier, l'autre maréchal, l'autre boulanger, et gens mécaniques qui n'ont leur honneur en si grosse recommandation que gentilshommes; c'est trop regardé petitement, sauf sa grâce à lui..... Il a force comtes, seigneurs et gentilshommes d'Allemagne, qu'il les fasse mettre

à pié avec les gendarmes de France, et volontiers leur montreront le chemin, et puis ses lansquenets les suivront, s'ils connoissent qu'il y fasse bon. » Maximilien voulut en parler à ses Allemands, mais la morgue flegmatique de ceux-ci était encore plus difficile à désarmer que la vanité frivole des Français. Il n'y eut d'eux tous que le prince d'Anhalt et le capitaine Jacob qui accueillirent la proposition de l'empereur. Maximilien, irrité, sortit du camp dès que la nuit fut venue et s'en alla d'une seule course à quarante milles plus loin. De là il manda à toute cette *fleur de noblesse* allemande et française de lever un siége où elle avait tant craint de se compromettre.

La levée du siége de Padoue rétablit la fortune des Vénitiens. Leurs anciens sujets les rappelaient maintenant à grands cris et se soulevaient de tous côtés contre une soldatesque féroce qui laissait bien loin derrière elle tous les souvenirs des anciennes guerres du pays. Entre Vicence et Padoue, un capitaine français, nommé L'Hérisson, un de ces chefs d'aventuriers gascons qui continuaient les Routiers et les Ecorcheurs, avait enfumé, comme un terrier, une grotte immense où se tenait cachée une partie de la population. Nobles, paysans, femmes, enfants, vieillards, plus de six mille cadavres jonchaient la grotte quand on y pénétra. Il n'échappa qu'un jeune homme, qui parvint à se ménager un peu d'air en se collant contre une crevasse de la paroi. L'indignation vertueuse de Bayard, qui fit pendre sur la place deux des soldats de L'Hérisson, ne put étouffer les cris d'horreur qui s'élevèrent dans le pays à la nouvelle de cette barbarie, et la vengeance, plus encore que la fidélité, rejeta dans les bras de Venise ses anciens sujets. Vicence, Monselice, Montagnana, tout le Polésin, furent conquis en quelques jours par Petigliano. Le frère du duc de Ferrare, le cardinal Hippolyte d'Este, se vengea de ces pertes à la Polisetta. Angelo Trevisani, l'amiral vénitien, s'était engagé avec dix-sept galères dans le Pô pour venir assiéger Ferrare. C'était au mois de décembre. Les eaux du fleuve, grossies par les pluies d'automne, s'élevaient presque au niveau de la digue qui protégeait la campagne. Pendant une nuit, le cardinal fit établir secrètement une batterie le long de la digue, dans laquelle ses gens pratiquèrent des embrasures à fleur d'eau, le bruit des eaux, qui roulaient avec fracas, empêchant ceux de la flotte de rien entendre. Dès le matin l'on commença à canonner les galères d'Angelo à bout portant, sans qu'elles pussent se défendre contre un ennemi invisible. L'amiral vénitien perdit alors la tête : au lieu de chercher à noyer les assaillants en faisant rompre la

digue, il se jeta dans une petite barque et s'enfuit, laissant sa flotte exposée au feu du cardinal, qui la détruisit entièrement. Une grande partie des soldats gagna le bord à la nage, mais plus de deux mille furent pris ou assommés. Ce désastre partiel n'arrêta point la fortune renaissante



de Venise. Elle revint à la charge auprès de Jules II, qui céda enfin. Le 24 février 1510, il fit sa paix avec Venise, qui lui abandonna toute la Romagne et lui sacrifia même les priviléges de son clergé, de l'indépendance duquel elle avait fait jusque-là une affaire d'amour-propre.

Une fois Jules II conquis, Venise n'eut plus qu'à laisser faire le fougueux pontife. Maintenant que son ambition personnelle était satisfaite, il redevenait le champion de l'Italie, et l'on ne pouvait délivrer l'Italie sans débarrasser Venise des ennemis qui menaçaient de l'écraser. Jules II mit alors à son service toute cette activité intrigante qu'il avait employée contre elle. De toutes les nations *barbares* dont l'influence pesait sur la Péninsule, les Suisses, qui n'étaient en cause nulle part, étaient les plus faciles à gagner. Jules avait vu de bonne heure quel parti l'on pouvait tirer de ces combattants désintéressés. Dès 1505, il avait cherché à

se mettre en rapport avec les cantons, en se créant une garde d'honneur de deux cents Suisses. Leur compatriote Matthieu Scheiner, homme ardent et ambitieux, qui, d'une chaire de professeur dans un petit collége, s'était élevé par degrés à la dignité épiscopale, fut l'instrument dont il se servit pour les enlever à la France. Afin de donner plus d'autorité à son envoyé, Jules le décora, avant son départ, du chapeau de cardinal. Scheiner nourrissait une haine profonde contre Louis XII, qui avait dédaigné ses services. Il parcourut toute la Suisse, prêchant la haine de la France au nom de la religion, et faisant briller aux yeux des montagnards la gloire d'être les protecteurs du saint-siége, les soutiens de l'église. L'argent du pape, qu'il distribuait à pleines mains, lui répondait de ceux qu'il ne pouvait prendre par l'amour-propre. Toutefois, avant de se décider, les Suisses, avec leur rudesse et leur simplicité primitive, voulurent essayer s'il n'y aurait pas plus de profit pour eux à rester fidèles à leurs anciennes alliances, et demandèrent au roi de France qu'il augmentât leur paie et leurs pensions. Louis XII qui tournait, avec l'âge, à l'économie, rejeta bien loin leur proposition, et s'écria même, avec une sorte de colère, qu'ils le prenaient apparemment pour leur tributaire ou leur caissier. Ce mot mit un terme à leur indécision. Les cantons se jetèrent entre les bras du pape, qui faisait déjà une pension de 1,000 florins d'Allemagne à chacun d'eux.

D'une autre part, Jules s'était assuré de Ferdinand le Catholique, déjà l'allié de Venise, en lui accordant l'investiture du royaume de Naples. Il se crut alors assez fort pour attaquer, et envahit subitement les états du duc de Ferrare, resté fidèle à Louis XII, pendant qu'une flotte vénitienne cinglait sur Gênes, et que douze mille Suisses se mettaient en marche pour le Milanais. Contareno, l'amiral vénitien, fut prévenu par un croiseur français, Prégent de Bridoux, qui vint avec ses galères dans le port de Gênes et qui poursuivit les Vénitiens dans leur retraite jusqu'à Civitta-Vecchia. Les Suisses arrivèrent en désordre, sans artillerie, sans cavalerie, sans équipages de campagne, conduits par Matthieu Scheiner, le *général tondu*, comme on l'appelait. Le maréchal de Chaumont, qui avait fait enlever toutes les barques du lac de Côme et les attendait au défilé de Bellinzona avec un gros corps de cavalerie légère et d'infanterie, qu'il avait échelonné par petits pelotons dans la montagne, les fatigua tellement, qu'arrivés sur les bords de l'Adda ils refusèrent d'aller plus loin, et forcèrent le cardinal de les ramener par

la vallée de Lugara. Les efforts du pape étaient plus heureux. Il s'empara de Modène et de Reggio, et, soutenu par les galères de Venise, qui avaient remonté le Pô, il se préparait à assiéger Ferrare, en dépit des marches et des contre-marches du maréchal de Chaumont, qui, forcé de tenir en même temps la campagne sur les bords du Pô, à la descente des Alpes, du côté de Venise et dans la Ligurie, faisait manœuvrer ses troupes en camp volant, et courait d'une ville à l'autre, sans pouvoir frapper de grands coups.

Cependant Louis XII commençait à s'inquiéter de cette guerre, qu'il entendait qualifier d'impie, et des menaces d'excommunication qui grondaient déjà sourdement à la cour pontificale. C'était la première fois, depuis Philippe le Bel, qu'un roi de France se trouvait en lutte ouverte avec le chef de la chrétienté. Anne de Bretagne surtout, avec la dévotion étroite et craintive de sa race, s'agitait de cent façons pour détourner le roi d'une lutte sacrilége à ses yeux. Par une bizarrerie où se retrouve bien la femme, Anne, si douce et si respectueuse avec l'enfant brutal qui l'avait épousée l'épée à la main, et qui s'inquiétait peu d'elle, était devenue capricieuse et hautaine avec cet époux débonnaire et tendre, qui avait eu son premier amour, et qui lui demeurait bourgeoisement fidèle. Dans cette circonstance, elle plaida la cause du saint-siége avec un tel emportement, que les gens de la cour s'en étonnèrent. Mais Louis la laissait faire, et l'appelait en riant *sa Bretonnne*. « Il faut bien, disait-il avec bonhomie, souffrir quelque chose d'une femme, quand elle aime son honneur et son mari. » Toutefois, pour apaiser tant de scrupules et mettre un terme à ces orages domestiques, Louis XII voulut se retrancher derrière quelque grande autorité, et convoqua un concile national à Tours. Les prélats y vinrent escortés de tout ce qu'il y avait de plus célèbre parmi les légistes du royaume. En cette compagnie, et soutenus d'ailleurs par les traditions de l'église gallicane, ils donnèrent raison au roi sur tous les points, refusèrent au pape le droit de guerre hors de ses domaines, déclarèrent que ses excommunications seraient nulles en ce cas, et qu'il était permis de lui prendre ses places, et finirent par accorder un subside de 100,000 écus à prélever sur les biens ecclésiastiques, avec défense au clergé de faire passer désormais de l'argent à Rome. Sur ces entrefaites, cinq cardinaux mécontents s'étaient enfuis de Rome à Milan, et répandaient des manifestes contre le pape. Il ne s'agissait de rien moins que d'un concile général où Jules II serait appelé pour y rendre compte de sa con-

duite peu évangélique et de ses instincts belliqueux. L'assemblée de Tours rappela au roi les fameux conciles de Bâle et de Constance, et lui désigna Pise pour le lieu de réunion de celui qu'on méditait. Au moment de se séparer, l'on vit arriver l'évêque de Gurck, l'envoyé de Maximilien, qui donna, au nom de son maître, son consentement à la convocation d'un concile général, et annonça que dix mille lansquenets et trois mille chevaux passeraient les Alpes au printemps suivant pour pousser avec une nouvelle vigueur la guerre contre Venise. L'ambassadeur allemand renouvela, avant de partir, le traité de Cambrai, et l'acte en fut publié sur-le-champ à Tours, en présence même du concile.

Ces nouvelles ne firent qu'ajouter encore à l'acharnement de Jules II. Chaumont et Trivulce venaient de battre ses troupes dans le Modenois. On avait failli l'enlever dans Bologne. Ses cardinaux, las de se voir traînés à sa suite, au milieu des canons et des hommes d'armes, le fatiguaient de leurs plaintes et de leurs conseils de paix. Pour lui, se raidissant contre tous les obstacles, il semblait défier à la fois et la fortune et l'opinion, et pour répondre à ceux que scandalisait un pape sous les armes, il vint camper en plein hiver sous les murs de La Mirandole. Jules avait juré la ruine du duc de Ferrare. Se laissant emporter sur les traces de César Borgia, son modèle en politique, sinon en morale, on eût dit à ce siége qu'il abjurait décidément son caractère et sa robe de prêtre. L'hiver était, cette année, d'une rigueur inaccoutumée : Jules, malgré ses quatre-vingts ans, s'en allait à la tranchée sous la neige et la pluie, l'épée à la main et la cuirasse au dos, parlant aux soldats avec la verve et l'entrain d'un capitaine de compagnie franche. Il s'était logé d'abord dans une petite maison de paysan, à deux portées d'arbalète du rempart. Un boulet ennemi perça la maison et tua deux valets dans la cuisine. A son second voyage au camp, il se rapprocha encore du danger, et vint s'établir dans une petite église tout à côté de ses batteries. Au milieu de ces allées et venues, le belliqueux prélat faillit être victime de son audace guerrière. Il était allé passer quelques jours au château de San Felice, à trois lieues du camp de La Mirandole. Bayard, qui commandait une petite troupe à cinq lieues de là, résolut d'enlever le pape au retour, et, s'étant mis avant le jour en embuscade au bord du chemin, il chargea les équipages quand ils vinrent à passer. Mais Jules n'était pas avec eux. Comme il n'était encore qu'*à un jet de boule* de San Felice, il survint

la plus aspre et véhémente neige qu'on eût vue cent ans devant. Les cardinaux effrayés se récrièrent si fort, que le pape consentit à rebrousser chemin; mais à peine touchait-il le pont-levis, qu'on vit accourir ceux qui conduisaient les équipages, ayant Bayard à leurs trousses. Jules sauta à bas de sa litière et aida lui-même à relever le pont-levis. « Qui fut homme de bon esprit, car s'il eût autant demeuré qu'on mettrait à dire un *Pater noster*, il était croqué. » Les uns s'indignaient de voir le souverain pontife mener cette vie d'homme d'armes; mais en Italie, ses partisans lui en faisaient un mérite. Il courait dans le pays un pamphlet où l'on mettait en regard ce pape vieux et cassé, suivant les fantassins à la brèche, avec le roi de France, ce beau chevalier en retraite, qui demeurait tranquille à sa cour et laissait tout faire à ses capitaines. Cependant le siége avançait rapidement. Chaumont, jaloux de Trivulce, le père de la princesse de La Mirandole, ne se pressait point de secourir la place, et d'ailleurs une demoiselle qu'il aimait le retenait à Milan. Les batteries du saint-père avaient fait une large brèche au rempart, et l'eau du fossé, profondément gelée, ouvrait un passage aux assaillants. La place se rendit enfin. L'empressement de Jules à s'en voir enfin le maître était si grand, qu'il ne put attendre qu'on eût déblayé la brèche, et, se faisant apporter une échelle, il monta sur le rempart en escaladant les décombres.

Néanmoins ce triomphe eut plus d'éclat que de portée. A quelque temps de là, Trivulce, qui, par la mort de Chaumont, se trouvait chargé du commandement de la guerre, tailla en pièces l'armée du pape près de la Bastide, et délivra le Ferrarais. Au mois de mai [le 21], les Bentivoglio soulevèrent Bologne contre le légat Alidosi, qui y commandait pour le pape, et les Français, introduits avec eux dans la ville, se jetèrent à l'improviste sur les troupes du duc d'Urbin, campées au pied des remparts. La déroute du duc fut complète. Il y perdit son artillerie, ses bagages et ses étendards, et dans sa fureur, ayant rencontré, quelques jours après, Alidosi à Ravenne, il perça droit à lui et le poignarda au milieu de son escorte. Bientôt Jules II apprit que le concile dont on le menaçait avait été convoqué définitivement à Pise. A Modène, à Bologne, aux portes de presque toutes les églises d'Italie, on avait affiché des manifestes qui citaient le pape à y comparaître le 1er septembre. Rome commençait à remuer, excitée par les agents de Louis XII. Ce pontife altier, qui mettait en émoi toute la chrétienté, se vit contraint à se réfugier dans le château Saint-Ange pour échap-

per à la fureur de la populace. Louis XII, animé par la lutte, ne mettait plus de bornes à son ressentiment. Il venait de faire frapper une médaille avec cette légende, qu'on croirait antidatée et empruntée à Savonarole ou à Luther : *Perdam Babylonis nomen* (j'anéantirai le nom de Babylone). Babylone, c'était le pape et ses cardinaux, qui venaient de convoquer à Saint-Latran un concile rival de celui de Pise. Les projets du roi de France étaient à la hauteur de cette légende audacieuse. Il voulait envoyer à Rome une armée pour s'emparer de Jules II, le traîner devant son concile, et, après l'avoir déposé, se faire donner par son successeur l'investiture du royaume de Naples. Pour faire face à tant de dangers, Jules II étendit et resserra les liens de la ligue qu'il avait formée avec Venise et Ferdinand le Catholique. Tant qu'avait duré le règne de Henri VII, l'Angleterre, encore mal remise des agitations sans fin de cette longue et terrible guerre des deux Roses, s'était tenue tranquillement à l'écart, laissant la France, l'Empire et l'Espagne s'arracher les lambeaux de la malheureuse Italie. Mais Henri VIII, le fils et le successeur du vainqueur de Richemond, venait de trouver, en montant sur le trône, une nation reposée et un trésor rempli. Il avait hâte de faire peser à la fin dans la balance l'influence guerrière du peuple qui avait fourni, dans les derniers temps du moyen-âge, tant de braves soldats et de grands capitaines. Jules II, qui cherchait partout des ennemis à la France, crut l'instant favorable pour réveiller le souvenir des anciennes rivalités. Il avait fait cadeau cette année à Henri VIII de la rose d'or que le saint-siége envoyait tous les ans au monarque qu'il était censé chérir le plus. Au mois de novembre 1511, le roi anglais se réunit solennellement à la confédération formée par le pape, Venise, les Suisses et Ferdinand le Catholique. Elle prit alors le nom de *sainte ligue* ou *sainte union*. Les soldats des puissances liguées portaient les insignes de l'église pour justifier l'épithète donnée à cette coalition toute politique, et l'on vit alors les cavaliers turcs enrôlés par Venise arborer les clefs de saint Pierre à côté du croissant musulman. Ferdinand licencia ses bandes napolitaines, qui entrèrent aussitôt au service du pape. Il envoya dans le Milanais une puissante armée sous le commandement de Raymond de Cardonne et de Pierre Navarre. En même temps, seize mille Suisses arrivaient par le nord, ayant en tête leur grand étendard, au milieu duquel était représenté un crucifix, et qu'ils n'avaient point porté depuis la journée de Nanci. Bientôt les



Jules II au camp de la Mirandole.

Vénitiens donnèrent le signal de la guerre. Ils reprirent Crème, Crémone, presque toutes les places qu'ils avaient perdues après leur défaite à Agnadel. L'armée espagnole vint mettre le siége devant Bologne, et les Suisses se cantonnaient déjà dans les villages des environs de Milan, où s'était réfugié le concile de Pise, ne se croyant pas en sûreté si près de Jules II.



Gaston de Foix

Pour faire face à tant d'ennemis, les Français n'avaient qu'un général de vingt-deux ans. C'était Gaston de Foix, duc de Nemours, le neveu de Louis XII, tout récemment arrivé dans le Milanais, dont il venait d'être nommé gouverneur. Sans s'effrayer des dangers de cette guerre

multiple sur une terre inconnue, il marche d'abord aux Suisses, qui sont repoussés dans leurs montagnes sans autre exploit que l'incendie d'une vingtaine de villages. De là, Gaston court à Bologne, dont la garnison se défendait hardiment contre les seize mille fantassins et les dix-huit cents hommes d'armes qui la pressaient depuis bientôt un mois. Il n'y avait dans Bologne que deux mille lansquenets et deux cents gendarmes; mais ils étaient soutenus par la valeur et la renommée de leurs capitaines, Yves d'Alègre, Lautrec, Lafayette et le capitaine Vincent, espèce de géant d'une intrépidité à toute épreuve, que les Italiens avaient surnommé le *grand Diable*. Cependant l'artillerie ennemie, dirigée par Pierre Navarre, avait déjà fait une brèche de cent brasses à la muraille. Pierre Navarre, qui avait imaginé le premier l'emploi de la poudre à canon dans les mines, inspirait la terreur aux plus braves par ses formidables inventions. On racontait des choses merveilleuses des effets de ses mines au siége de Bologne. Une petite chapelle qui se trouvait sur le bord du fossé, lancée en l'air au moment de l'explosion, était retombée droit sur ses fondements, ayant à peine quelques fentes, tant la construction en était solide. Les Bolonais s'étaient empressés d'en faire une chapelle miraculeuse, sans s'inquiéter si réellement elle avait bougé de place; mais Pierre, loin de se laisser décourager par cet essai malheureux, s'était remis à l'œuvre, et la garnison était dans l'attente de quelque catastrophe imprévue, quand Gaston arriva dans la ville un matin, à la faveur d'une neige épaisse, avec onze mille fantassins et treize cents lances. Instruit de son arrivée, Raymond de Cardonne fit défiler à l'entrée de la nuit ses bagages et son artillerie, et le lendemain, à la pointe du jour, il évacua sur Imola [3 février 1512]. Ce jour-là même, Gaston reçut la nouvelle que le provéditeur André Gritti était entré dans Brescia avec huit mille hommes. La famille des Avogaro, dont le chef avait été insulté par les Gambara, les amis des Français, avait livré la place en ouvrant la grille du canal Gazzetta, qui passait sous le rempart. De Lude, le gouverneur, s'était frayé passage jusqu'au château l'épée à la main, au milieu de la foule des bourgeois, et appelait au secours. Gaston traverse le Mantouan en un jour, bat en chemin Jean-Paul Baglioni, dont les cinq mille hommes l'arrêtent à peine un quart d'heure, et paraît à l'improviste sous les murs de Brescia, dont il commence l'attaque sur-le-champ. Le 19 février, le jour du jeudi gras, Brescia fut emporté d'assaut, avec une perte de vingt mille hommes pour les Vénitiens, selon les Français, de

huit mille seulement au dire des Italiens. En montant à la brèche, Bayard avait reçu dans la cuisse un coup de pique qui le renversa dans le fossé, et sa chute décida, dit-on, la prise de la ville. « Enfants, vengeons le bon chevalier! » s'écria le duc de Nemours en sautant sur le retranchement, qui fut enlevé à l'instant même. Le pillage de Brescia dura plusieurs jours, et les Français y firent pour trois millions d'écus de butin. « Il n'est rien si certain que la prise de Bresse fut en Italie la ruine des Français, car ils avoient tant gaigné en cette ville de Bresse, que la plupart s'en retourna et laissa la guerre, et ils eussent fait bon métier à la journée de Ravenne, comme vous l'entendrez ci-après. »

Raymond de Cardonne évitait avec soin d'en venir aux mains avec les Français. Il attendait des nouvelles de la flotte que le roi d'Angleterre équipait sur les bords de la Tamise et dont la présence sur les côtes de France devait forcer Louis XII à rappeler une partie de son armée d'Italie. D'un autre côté, on avait entamé des négociations avec Maximilien, qui n'était plus retenu que par sa haine contre Venise : car sa bonne intelligence avec Louis XII n'avait guère duré. Ils en étaient venus là que le roi de France ne l'appelait plus que son *grand diable d'enfer*, et ce n'était qu'à son corps défendant, en quelque sorte, que l'empereur prêtait ses lansquenets aux Français. Les mêmes raisons faisaient désirer à Gaston une action décisive, et pour forcer Raymond à livrer bataille, il marcha sur Ravenne, qu'il réduisit bientôt à l'extrémité. La ville était sur le point de se rendre, quand arrivèrent des lettres de Maximilien, qui enjoignait à ses Allemands d'abandonner la partie. Heureusement qu'elles tombèrent entre les mains du capitaine Jacob, brave et loyal allié des Français, qui les tint secrètes et avertit le duc de Nemours. L'armée espagnole ayant paru sur ces entrefaites, Gaston n'hésita plus, et le jour de Pâques [11 avril] il l'attaqua dans ses retranchements. Cette journée présente un singulier mélange des anciennes mœurs chevaleresques et de la nouvelle tactique militaire, que le *grand capitaine* avait enseignée aux Espagnols. « Et avoit le sieur de Nemours, dit Fleuranges, de coutume, pour l'amour de sa mye, de ne point porter de harnois, fors la chemise depuis le coude en bas jusqu'au gantelet. Il prioit toute la compagnie de la gendarmerie, qu'à ce jour voulussent garder l'honneur de la France, le sien et le leur, et les exhortoit à bien faire, *pour l'amour de sa mye.* » Navarre sut imprimer à la bataille un caractère plus moderne. Il avait fait coucher ses fantassins à plat ventre sur le bord du fossé, pour les dérober au feu de

l'ennemi, et dès que les Français eurent passé le Ronco, qui les séparait de son camp, il les reçut à coups de canon. La canonnade se prolongea pendant trois heures de part et d'autre, sans qu'on hasardât un seul mouvement en avant. L'on fit bonne contenance du côté des Français. Molard et le capitaine Jacob vinrent s'asseoir à la tête de leurs bandes et se mirent à boire sous une grêle de boulets qui enlevaient leurs



hommes par files entières. Deux mille fantassins y périrent ; des quarante capitaines de compagnies, il n'en échappa que deux. Gaston, voyant ce ravage, fit avancer le duc de Ferrare avec ses couleuvrines, qui furent pointées sur les gendarmes de Fabrice Colonne. L'aile droite des Français débordait Fabrice et recevait une partie des boulets. « N'importe! criait le duc à ses artilleurs, tirez toujours ; ce sont tous des étrangers. » A la fin Fabrice, qui avait déjà perdu trois cents hommes d'armes, s'élança au delà du fossé et courut aux Français. Le combat reprit en ce moment l'ancienne allure chevaleresque. Après une demi-heure de charges successives, chaque parti se ralliant tour à tour pour reprendre haleine, Fabrice fut repoussé par Gaston, Bayard et d'Alègre,

et obligé de repasser le fossé en désordre. Cet échec effraya Raymond de Cardonne, guerrier douteux, que le pape avait surnommé *madame de Cardonne*. Il prit sur-le-champ la fuite avec toute sa cavalerie, qu'il emmena jusqu'à Ancône, à trente lieues de là. Pierre Navarre, resté seul sur le champ de bataille, soutint alors tout l'effort de l'armée française. Faisant relever tout à coup ses fantassins espagnols, qu'il avait tenus jusque là couchés sur le ventre, il borda le devant du fossé d'une épaisse rangée de piquiers et arrêta longtemps l'ennemi. Il y eut là une mêlée furieuse, où le capitaine Jacob fut tué d'un coup d'arquebuse au milieu du corps, avec Grammont, Maugiron, le capitaine Bonnet, Bardassan, et une foule d'autres. Un officier de lansquenets, nommé Fabien, qui était un des hommes les plus grands et les plus forts qu'il y eût alors en Europe, prit enfin sa pique par le travers, et appuyant avec force sur toutes celles des piquiers ennemis qu'il put atteindre, il les rabaissa jusqu'à terre. Fabien tomba aussitôt percé de coups; mais ses compagnons avaient pénétré dans les lignes espagnoles, et la trouée une fois faite, ce ne fut bientôt plus qu'une déroute universelle. Le fossé fut franchi, Navarre fait prisonnier. La bataille était gagnée, quand Gaston, qui se trouvait un peu à l'écart avec vingt ou trente hommes d'armes, aperçut une colonne de deux mille Espagnols qui se retirait au pas sur Ravenne, les piques en avant et les enseignes déployées. Poussé par je ne sais quel vertige, il demanda son casque, et, sans se donner le temps de rassembler ses compagnies éparses sur le champ de bataille, il vint se jeter à l'aveugle avec sa petite troupe au-devant de la colonne en retraite. Les Espagnols le reçurent sur la pointe de leurs piques, et du premier choc il fut enlevé hors de sa selle et jeté dans un fossé bourbeux, le corps traversé de quatorze blessures, dont il expira à l'instant même [11 avril 1512]. L'ennemi laissait douze mille hommes sur les bords du Ronco et du Lavio. Ravenne et les autres places de la Romagne se rendirent presque sans coup férir, Mais avec Gaston, la fortune de la France semblait être tombée à Ravenne. Quand on vint féliciter Louis XII de la victoire que venaient de remporter ses gens : « Souhaitez-en de pareilles à mes ennemis ! » répondit-il tristement.

Bientôt les revers commencèrent de toutes parts. Maximilien réitéra les ordres qu'il avait donnés avant la bataille, et le frère de Jacob prit congé, avec ses lansquenets, de La Palice, qui avait succédé à Gaston dans le commandement. A la nouvelle du danger qui menaçait le pape,

le *général tondu* ramena les Suisses au combat. Jules II en demandait six mille; dix-huit mille se rassemblèrent à Coire, sans demander d'avance d'autre solde qu'un florin du Rhin pour chacun d'eux. Dès qu'ils eurent joint les Vénitiens, le sort de la guerre ne fut plus douteux. La Palice, forcé de reculer devant des forces si supérieures aux siennes, se vit obligé d'évacuer le Milanais, qui retomba au pouvoir des Sforza. En même temps, les Médicis rentrent à Florence, Gênes se soulève une dernière fois et chasse les Français de ses murs. Partout la révolte aidait les projets des Suisses et des Vénitiens. Une haine profonde animait les populations contre ces étrangers, qui avaient donné le signal en Italie de cette longue et terrible guerre, dont nul n'apercevait encore la fin. A Milan, la populace se porta aux casernes et aux hôpitaux, dès que Trivulce eut abandonné la place, et massacra sans pitié les soldats retardataires ou malades. Quatre officiers de la citadelle de Ravenne furent enterrés jusqu'à la tête et lapidés par le peuple. Les derniers alliés de la France l'abandonnaient à leur tour. Le marquis de Mantoue, s'excusant auprès de La Palice sur son impuissance, ouvrit ses états aux confédérés. Alphonse de Ferrare, menacé d'être dépouillé des siens par Jules II, acheta la paix au prix de toutes les humiliations infligées autrefois par le clergé à ses ennemis repentants. Il vint chercher l'absolution la corde au cou, et prêta ses épaules à la baguette du grand pénitencier [14 juillet]. Par une grâce insigne, la cérémonie se fit à huis clos, dans le consistoire, au lieu d'avoir pour théâtre la porte de l'église, selon l'ancienne coutume, avec un peuple entier pour spectateurs. En même temps, la *sainte ligue* étendait ses bras hors de l'Italie et menaçait la France sur les Pyrénées. La flotte si longtemps attendue de Henri VIII avait enfin mis à la voile, conduite par le marquis de Dorset, qui débarqua six mille hommes sur la côte de Biscaye, où il réunit ses troupes à celles de Ferdinand le Catholique contre don Juan d'Albret, roi de Navarre, l'allié de Louis XII. Ferdinand eut beau jeu avec un prince indolent, uniquement occupé de ses plaisirs. Malgré toutes les remontrances de sa femme, Catherine de Foix, Juan laissa tranquillement approcher le Catholique, qui, sous le prétexte d'une expédition en France, faisait filer ses troupes sur la frontière. Le 20 juillet 1512, quand les Espagnols se virent à portée, ils fondirent à l'improviste sur la Navarre. Le 25, ils étaient maîtres de Pampelune, et bientôt il ne resta plus à l'imprévoyant monarque que la citadelle de Tudelle et quelques châteaux perdus dans les montagnes. En vain

Louis XII, se faisant un point d'honneur de réparer un désastre dont il pouvait se regarder comme la cause première, envoya-t-il en Navarre huit à dix mille hommes avec tous les héros des guerres d'Italie, La Palice, Bayard, Lautrec, guéri comme par miracle des vingt-deux coups de lance qu'il avait reçus à Ravenne, aux côtés de l'infortuné Gaston. Charles de Bourbon, qui commandait l'expédition, reprit d'abord presque toutes les places de la Navarre; mais il échoua devant Pampelune, et l'hiver étant survenu, il fallut qu'il abandonnât le pays, emmenant avec lui le roi dépossédé. On raconte qu'au passage des Pyrénées, Catherine de Foix se retourna du côté de la Navarre, et, jetant un dernier regard sur son royaume perdu : « Don Juan, mon ami, s'écria-t-elle, si nous fussions nés, vous Catherine, et moi don Juan, nous serions encore rois de Navarre ! »

La mort de Jules II, arrivée le 21 février de l'année suivante, fit diversion pour quelques instants aux revers de la France. Le génie remuant du pontife ne trouvait pas encore que ce fût assez d'avoir changé deux fois la fortune de l'Italie, et malgré ses quatre-vingt-deux ans, Jules s'apprêtait à renverser la puissance espagnole comme il avait fait de celles de la France et de Venise. On l'avait entendu s'écrier un jour, en frappant la terre de son bâton, que si Dieu lui prêtait vie, il saurait bien affranchir Naples du joug étranger. Une fièvre *petite et obstinée*, qui se compliqua bientôt de dyssenterie, l'enleva de la scène à temps pour Ferdinand, qui peut-être allait voir son surnom compromis. Fidèle jusqu'à la fin à sa manière d'entendre la papauté, Jules II mourut en signant une bulle qui dépouillait Louis XII de son royaume et donnait la France à qui la voudrait.

Malheureusement les choses se passaient pour la *sainte union* comme elles s'étaient passées pour la ligue de Cambray. Le succès avait desserré ses liens. Les Français chassés du Milanais, Venise se retrouva en présence des prétentions pontificales, et, toujours poursuivie d'ailleurs par le ressentiment de Maximilien, elle se détacha d'abord de l'*union*, et se jeta bientôt dans les bras de la France [14 mars 1513]. Le nouveau pape, Jean de Médicis, qui reçut le nom de Léon X, était un homme de mœurs douces et élégantes, sans autre passion réelle qu'un grand amour des lettres, des arts et des cérémonies pompeuses. Il dépensa 100,000 florins aux fêtes de son couronnement. Avec de pareilles préoccupations, Léon X ne pouvait prendre au sérieux cet héritage de haines et d'intrigues politiques que lui léguait Jules II. Cependant il

se trouvait lié par ses antécédents. A la bataille de Ravenne, il était venu, une croix d'argent à la main, exhorter les soldats de Pierre Navarre, et pendant qu'il leur donnait l'absolution, il pleurait de joie, dit



Giodo, en les voyant se presser autour de lui pour toucher ses vêtements. Le 15 avril, il renouvela l'alliance du saint-siége avec l'empire, l'Angleterre et l'Espagne (ligue de Malines), et la guerre recommença avec une nouvelle fureur en Italie. Louis XII avait essayé de regagner les Suisses; mais ceux-ci haussaient leurs prétentions à mesure qu'ils sentaient grandir leur importance. « Vous porterez à 50,000 écus, dirent-ils à La Trémouille, les pensions annuelles des cantons, et vous soudoierez quinze mille Suisses en paix comme en guerre. Promettez-vous cela? » La Trémouille s'étant récrié sur ces propositions, et ayant déclaré qu'il n'avait point de pouvoir pour en accepter de pareilles : « Eh bien! lui répondirent-ils, vous pouvez vous *houzer* (mettre vos bottes) et partir. »

Tout alla bien pour la France en commençant. Laissant faire ses révolutions aux étrangers, l'Italie ne pouvait plus que changer de joug, et le dernier lui semblait toujours le pire. Les Suisses, qui avaient conduit Maximilien Sforza à Milan, étaient maintenant les véritables maîtres de la Lombardie, à qui leur domination avide et brutale avait fait bien-

tôt regretter la légèreté insolente des Français. A l'ouverture de la campagne, Gênes et le Milanais se révoltèrent; La Trémouille, à l'aide des lansquenets achetés par la France malgré Maximilien, recouvra en un clin d'œil toutes les possessions perdues l'année précédente. Déjà il ne restait plus à Sforza que Côme et Novarre, et La Trémouille l'assiégeait dans cette dernière place. Les souvenirs du siége de 1500 semblaient un favorable augure pour celui-ci. Mais les Suisses défendirent mieux le fils qu'ils n'avaient défendu le père. L'artillerie française ayant fait au rempart une brèche par où cinquante hommes pouvaient passer de front, ceux de la ville parlaient d'élever derrière un nouveau retranchement; les Suisses s'y opposèrent. Par une sorte de fanfaronnade, ils se contentèrent d'étendre des draps de lit le long de la brèche, pour dérober seulement la vue de leurs mouvements à l'ennemi. Une grosse troupe de montagnards arrivait à leur secours par la vallée d'Aost. La Trémouille voulut s'avancer à sa rencontre, et vint s'établir à deux milles de Novarre, sur les bords du canal de Vigevano, dans un terrain marécageux, partout coupé de grands fossés au milieu desquels sa cavalerie pouvait à peine manœuvrer. Le renfort qu'on attendait ayant pénétré dans la place, le capitaine Mottino ouvrit l'avis d'aller attaquer les Français dans la position désavantageuse qu'ils avaient choisie. Le 6 juin, à minuit, dix-sept mille Suisses sortent en rangs serrés de Novarre, ayant en tête les deux cornes fameuses qui les avaient menés tant de fois au combat, le taureau d'Uri et la vache d'Unterwalden. A la pointe du jour, ils viennent fondre sur les lansquenets, qui étaient postés avec l'artillerie à l'entrée du camp. Ceux-ci se tenaient prêts à les recevoir, et leurs vingt-deux couleuvrines firent d'affreux ravages dans les épaisses colonnes des assaillants. Mais les Suisses avançaient toujours, remplissant à mesure les vides faits par les boulets dans leurs rangs, et ils rejoignirent enfin les lansquenets. On combattit corps à corps pendant deux heures avec un acharnement que redoublaient encore les jalousies de métier. Les Suisses étaient pleins de rage contre les lansquenets, qui leur avaient enlevé les bénéfices d'un service lucratif. Ils finirent par l'emporter et exterminèrent leurs rivaux.

La cavalerie de La Trémouille, engagée dans les marais et les fossés, ne put avancer au secours des lansquenets. Il n'y eut que Robert de La Marck, le père de Fleuranges, leur général, qui, faisant un effort désespéré, enfonça les rangs de piquiers qui flanquaient la colonne

suisse, et vint ramasser son fils sur le champ de bataille. Fleuranges avait reçu quarante-six blessures. Robert le fit mettre en travers, avec son frère Jamets, sur le cou des chevaux, et l'emporta au galop.



La bataille de Novarre chassa une seconde fois les Français de l'Italie. D'ailleurs, des soins plus importants appelaient autre part leur attention. Henri VIII se préparait à descendre à Calais avec trente mille hommes, et Maximilien se tenait en Flandre avec une armée, prêt à donner la main aux Anglais. La lutte s'engagea, sur les côtes de Bretagne, entre les marins de France et ceux d'Angleterre. Prégent Bridoux, que Louis XII avait enlevé à ses galères de la Méditerranée, battit les Anglais dans la rade de Brest, et vint faire chez eux une descente, dont ils se vengèrent bientôt en brûlant quelques villages à la pointe de Penmarck. Le jour de la Saint-Laurent [10 août], vingt gros navires de guerre, bretons et normands, furent attaqués à la hauteur de Saint-Mahé par une flotte de quatre-vingts voiles. *La Cordelière*, commandée par le Breton Primauguet, se défendit seule contre dix ou douze navires; c'était le plus gros vaisseau de France, et elle portait douze cents combattants, sans compter l'équipage. Primauguet allait sortir victorieux du combat, quand les Anglais parvinrent à incendier son vaisseau avec des feux d'artifice. Faisant alors force de voiles sur *la Régente* d'Angleterre, que montait l'amiral ennemi, il l'accrocha et lança les siens à l'abordage. En quelques instants, *la Régente* était en

feu, et l'incendie ayant gagné les poudres du vaisseau français, il fit sauter avec lui l'amiral anglais. A ce terrible spectacle, le combat cessa de part et d'autre, et l'on ne se mesura plus sur mer de tout le reste de la guerre.

Cependant Henri VIII avait débarqué à Calais, où l'empereur l'avait aussitôt rejoint. Mais c'était un bizarre allié que Maximilien. Du temps de la ligue de Cambray, il avait fallu lui payer deux ou trois fois la solde des troupes qu'il mena contre Venise. Henri VIII en fit autant pour les Suisses et les lansquenets qui lui arrivèrent de Flandre; bien plus, il eut en quelque sorte l'empereur lui-même à sa solde. Tous les jours, celui-ci touchait 100 écus *pour sa table*. Le monarque anglais marcha d'abord sur Térouanne, et pendant qu'il l'assiégeait, un corps de huit mille hommes, venu pour secourir la place, se trouva tout à coup sur les bords de la Lys, en présence de dix mille archers anglais et de quatre à cinq mille lansquenets. C'était le 17 août. La chaleur était si grande que la plupart des gendarmes venaient d'ôter leurs casques, et descendaient de cheval pour se désaltérer à la rivière. Surpris à l'improviste, ils n'eurent ni le temps ni la présence d'esprit de se reformer en ordre de bataille, et, malgré les efforts du duc de Longueville, de La Palice et de Bayard, qui combattirent en désespérés, la déroute se déclara dès le premier choc. On nomma cette journée *la journée des éperons*, parce que les gendarmes français s'y étaient plus servis de leurs éperons que de leurs épées. Quant aux lansquenets au service de la France, leurs rivaux, les Suisses, les surnommèrent à cette occasion *lièvres armés*. La malheureuse affaire de Guinegate fut bientôt suivie de la prise de Térouanne, qui fut ruinée de fond en comble; puis de celle de Tournay, que Maximilien réclamait comme ville impériale, et que le monarque anglais jugea à propos de garder pour lui. La mésintelligence se mettait parmi les confédérés de Malines. Ferdinand le Catholique, en échange du secours qu'il avait reçu pour conquérir la Navarre, avait promis aux Anglais de leur aider à reprendre la Guyenne, et maintenant il refusait de se mettre en campagne. En même temps La Trémouille venait de délivrer la France d'une attaque sur laquelle on comptait beaucoup dans le camp anglais. Au commencement de septembre, vingt-cinq mille Suisses, flanqués de deux mille chevaux et de la grosse artillerie de Maximilien, avaient envahi subitement la Bourgogne et étaient venus mettre le siége devant Dijon. L'alarme était grande dans le royaume, assailli ainsi de toutes parts. L'on venait d'ap-

prendre en même temps les infortunes des Vénitiens et des Écossais, les seuls alliés de la France. L'Alviane avait été battu à la Molta par les Espagnols; Jacques IV, le roi d'Écosse, par le duc de Norfolk, à Flowden, où il était resté sur le champ de bataille avec la fleur de sa noblesse. Plusieurs des bourgeois de Paris commençaient déjà à faire transporter leurs meubles de l'autre côté de la Loire, et les souvenirs du roi de Bourges revenaient en mémoire à la cour de Louis XII. La Trémouille, qui avait longtemps commandé les Suisses en Italie, détourna l'orage en les gagnant. Profitant des ennuis du siége et de la négligence de Henri VIII à payer leur solde aux soldats des cantons, il signa tout ce qu'ils voulurent et les renvoya dans leurs montagnes. Les Suisses, qui se déclaraient à la fois les protecteurs du saint-siége, de l'empereur et des Sforza, tranchaient en maîtres, dans l'acte d'accommodement, toutes les questions en jeu depuis quarante ans, la succession de Bourgogne, celle du Milanais, la querelle de l'église gallicane avec l'autorité papale, et, par-dessus le marché, ils s'adjugeaient 400,000 ducats. Louis XII se récria hautement quand il vit un pareil acte. « Par ma foi, sire, lui dit La Trémouille, j'ai été contraint de le faire par la mauvaise provision qui était par deçà, pour garder votre pays et royaume, et je vous ai détrappé d'un aussi gros fait que jamais gentilhomme vous détrappa. » De toutes ces conditions ambitieusement dictées par les Suisses, il leur revint 20,000 ducats, que La Trémouille tira, sur les lieux, de sa bourse et de celles de ses compagnons. Ils se contentèrent, pour le reste, de six otages, deux seigneurs et quatre bourgeois de Dijon. Ceux-ci, dit-on, n'étaient que des hommes de rien qu'on avait travestis en gros bourgeois.

Sur ces entrefaites, Anne de Bretagne mourut de la gravelle à Blois [9 janvier 1514]. Sa fille Claude, qui héritait de la Bretagne, fut mariée aussitôt au duc d'Angoulême, sur la tête duquel la couronne de France allait tomber, et, malgré les larmes de Louis XII, la place d'Anne fut bientôt occupée. Anglais, Français, Allemands, Espagnols, tous étaient las de la guerre. Léon X, qui s'était tenu presque en dehors de cette lutte, dont les proportions allaient toujours grandissant, Léon X consentit facilement à oublier le passé, sitôt que Louis XII eut renoncé aux conclusions schismatiques du concile de Pise. Ferdinand et Maximilien firent leur paix l'un après l'autre, et enfin, le 7 août 1514, le traité de Londres acheva la pacification provisoire de l'Europe. Louis XII prit pour femme Marie, la sœur de Henri VIII, qu'il épousa le 9 octobre, à

Abbeville, et promit à son beau-frère 1,000,000 d'écus payables en dix ans. C'était le duc de Longueville, devenu le prisonnier du roi anglais à Guinegate, qui, pendant sa captivité, avait négocié ce traité. Henri VIII n'en tint pas moins rigueur au diplomate, et fixa à 50,000 écus sa rançon; mais Longueville lui gagna presque toute la somme à la paume.

Ce mariage inopportun, car Louis XII avait cinquante-trois ans et la goutte, devint fatal à l'ancien époux d'Anne de Bretagne. Faible et crédule comme tous les vieux maris, il s'était mis en tête d'avoir un héritier; selon l'expression de Brantôme, il *faisoit le galant et le jeune homme* avec sa nouvelle épouse, princesse de dix-huit ans et l'une des plus belles de l'Europe. Pour mieux lui plaire, le bon roi se jeta à sa suite dans les plaisirs et les réjouissances, et changea toutes les habitudes tranquilles de son régime de vie : « Car où il souloit dîner à huit heures, il convenoit qu'il dînât à midi, et où il souloit se coucher à six heures, souvent se couchoit à minuit. » Au bout de six semaines de fêtes, il tomba malade d'une dyssenterie, et dans la nuit du 1er janvier 1515, à



Louis XII.

l'heure même où l'année commençait, il rendit l'âme, à Paris, dans son palais des Tournelles. Enfant violent, brillant chevalier, puis roi modéré et bientôt débonnaire, Louis XII finissait presque son règne et sa vie en vieillard ridicule. Le chef de la guerre folle, le maître de jou-

tes et de passes d'armes de Charles VIII, avait tourné au bourgeois, et non pas au bourgeois rude et brusque, tel qu'avait été Louis XI; les tendances pacifiques et l'inaltérable douceur de sa seconde nature contredisaient d'une façon trop formelle l'ancienne devise de son grand-père, qu'il avait conservée, un porc-épic avec cette légende : *Cominus et eminus* (de près et de loin). On garda longtemps à Paris le souvenir de la petite mule sur laquelle il se rendait au Palais familièrement et sans suite, venant s'asseoir parmi les juges et se promener au milieu du peuple dans le jardin du Palais, qui s'étendait derrière la grand'salle,



à l'endroit où est maintenant la place Dauphine. Avec cette bonté positive, cette bonhomie tranquille et sans préméditation, Louis XII laissait avec peine son peuple bien-aimé aux mains de François d'Angoulême, homme tout de faste et d'éclat, qui devait s'intituler plus tard *le premier gentilhomme* de son royaume, et qui n'était guère disposé à goûter cette maxime favorite *du père du peuple*, « qu'un bon pasteur ne saurait trop engraisser son troupeau. » « Hélas! s'écriait Louis XII avec ses confidents, hélas! nous travaillons en vain, ce gros garçon gâtera tout. »

François, comte d'Angoulême et duc de Valois, descendait, comme Louis XII, de l'infortuné Louis d'Orléans, assassiné dans la rue Barbette. Jean d'Orléans, son grand-père, était le troisième fils de Louis. Mais, malgré son origine royale, la maison de Jean d'Orléans, à part une impuissante démonstration au temps de la guerre folle, n'avait joué presque aucun rôle, ni au dedans, ni au dehors du royaume, jusqu'au moment où l'ordre de succession vint la faire passer tout à coup de cette obscurité profonde à l'éclat d'une couronne. Le premier des cinq rois qu'elle devait donner à la France était, à son avénement, un jeune homme de vingt et un ans, grand, bien fait, hardi à tous les exercices du corps, avec toutes les qualités et tous les défauts du gentilhomme. La transition était brusque du *bon roi* à cet impétueux et brillant personnage, et, comme s'il eût tenu à ne pas faire mentir le mot de Louis XII, la première pensée du nouveau souverain fut pour l'Italie. Se rejetant de gaieté de cœur dans cette lutte dangereuse dont Louis XII avait eu tant de peine à sortir, le jour de son couronnement, François Ier se fit proclamer à la fois roi de France et duc de Milan. Ce n'était pas un vain titre qu'il entendait se donner ainsi, et sur-le-champ il se mit en devoir de confirmer les armes à la main la proclamation un peu gratuite du héraut de Reims; car la France ne possédait plus rien dans le Milanais. D'abord il fait remplir les vides du trésor royal par son ami Duprat, qu'il venait de nommer chancelier, en lui laissant mettre à l'encan les charges de judicature, et avec l'argent qui provient de cette vente odieuse il soudoie vingt-deux mille lansquenets et six mille fantassins basques et gascons. A l'approche de l'orage qui allait fondre sur Maximilien Sforza, l'empereur, le roi d'Espagne et le pape se confédérent avec les Suisses et les Florentins pour protéger le faible prince contre son formidable rival. François oppose à cette ligue ennemie l'alliance de Henri VIII, de Charles d'Espagne qui tout à l'heure allait se nommer Charles-Quint, des Génois, des Vénitiens, du marquis de Saluces et du duc de Ferrare. Ensuite il se rend à Lyon, où bientôt se rassemble la plus imposante armée qui eût encore traversé les Alpes. Aux lansquenets et aux Gascons se trouvaient joints deux mille cinq cents lances (quinze mille cavaliers), sans compter *ceux de l'hôtel* (la garde du roi), et tout ce que la noblesse avait fourni de volontaires, huit compagnies de milices françaises, trois mille pionniers et d'immenses équipages de munitions et d'artillerie. La conquête du Milanais ne faisait pas l'objet d'un

doute à Lyon; mais il fallait auparavant franchir les Alpes, et vingt mille Suisses, échelonnés dans les montagnes, en gardaient tous les passages. Malgré leur résolution, François et ses hommes d'armes reculaient devant la nécessité d'attaquer ces terribles soldats au milieu des rochers et des précipices, sur un terrain qui leur était familier, dans des positions pour ainsi dire inexpugnables et qui jusqu'alors n'avaient jamais été sérieusement défendues. Un vieux montagnard, qui fut amené au camp par son seigneur, le comte de Morette, tira les Français d'embarras. Il les conduisit par un chemin qui n'était, à vrai dire, qu'un sentier de chasseurs; mais Pierre Navarre se fit fort de le rendre praticable, même à la grosse artillerie. Abandonné après la journée de Ravenne par l'ingrat Ferdinand, qui refusait de payer sa rançon, Navarre avait passé au service de la France; c'était lui qui commandait les Basques et les Gascons. Tout son art d'habile ingénieur fut mis en œuvre à ce passage; et, admirablement secondé par ses pionniers et ses fantassins, il vint à bout de son entreprise avant que les Suisses en eussent eu seulement connaissance. « Par-dessus ces effroyables montagnes par lesquelles il faut grimper dans une continuelle frayeur de la mort, par ces détroits horribles non-seulement à passer, mais encore à regarder, les François font monter leur artillerie et leurs charrois à force de bras et de poulies, les traînent de rocher en rocher avec une peine incroyable et un ardent travail. Les soldats mettoient la main à l'œuvre avec les pionniers; les capitaines ne s'épargnoient pas à remuer, qui la pioche, qui la cognée, à pousser aux roues et à tirer sur les cordages; tantôt ils dressoient des esplanades et cassoient des gros rochers; tantôt ils se servoient de ceux qu'ils ne pouvoient briser, pour appuyer les cabestans et tirer leurs fardeaux; en d'autres lieux, ils couvroient les précipices avec de grands arbres qu'ils renversoient de travers, jetant des fascines par-dessus, en telle sorte qu'après quatre ou cinq jours de fatigue, toute l'armée se trouve dans la vallée d'Argentières. » (MÉZERAY.)

Le reste semblait facile après cette épreuve. Les Français, tombant comme à l'improviste en Italie, du haut de la Roche-Sparvière, ne trouvèrent aucun obstacle en commençant. Prosper Colonne, qui commandait la gendarmerie du pape, fut enlevé à Villefranche par La Palice et Bayard, au moment où il allait se mettre à table. *Madame de Cardonne* n'osa pas faire un mouvement en présence de cette redou-

table armée. Maximilien était loin. Léon X et les Florentins hésitaient à se compromettre par une attaque inopportune. Il ne restait à Sforza que les Suisses, et ces guerriers mercenaires, ne voyant venir ni l'argent des Espagnols ni celui du pape, allaient accepter celui des Français et se retirer dans leurs montagnes. Déjà les 700,000 écus promis aux Suisses étaient ramassés, Albert de Berne s'était mis en marche avec les dix mille hommes de son canton; l'armée s'avançait paisiblement à travers le Milanais, et Milan avait envoyé faire sa soumission. Le duc de Gueldre, général des lansquenets, voyant la guerre terminée, laissa le commandement à son neveu, le comte de Guise, et prit la poste pour retourner dans ses états, que menaçaient les impériaux. Sur ces entrefaites, le cardinal de Sion arrive au camp des Suisses, et par ses prédications furibondes réveille dans leurs cœurs toutes les haines de la sainte ligue. Resch, le bourgmestre de Zurich, envoyé à son aide par les cantons, lui amène un renfort de vingt mille hommes. Malgré leur renommée de probité politique, les Suisses se laissent entraîner; Scheiner leur fait délivrer l'argent dû par l'Espagne, et les exhorte néanmoins à mettre la main sur celui que Lautrec leur portait à Bufalora. L'élève de Jules II appelait cela se venger du traité de Dijon. Par bonheur, Lautrec fut averti à temps et rebroussa chemin. Enfin, le jeudi 13 septembre, la veille de l'Exaltation de la sainte Croix, le *général tondu* rassemble ses Suisses sur la place de Milan, et dans un discours, moitié sermon, moitié harangue, leur ordonne de marcher au combat. Il finissait en leur accordant, au nom du pape, une absolution générale et des indulgences plénières.

Les Français étaient si proches, que, le matin même, leurs coureurs avaient tué neuf ou dix hommes dans les rues du faubourg. Après deux heures et demie de marche, les Suisses parurent entre trois et quatre heures du soir devant le camp français, fortifié, par Pierre Navarre, d'une palissade et d'un large fossé, devant lequel étaient rangés les lansquenets. En ce moment, l'Alviane arrivait à franc étrier de Lodi, où étaient les Vénitiens. Il prit sur-le-champ congé du roi et remonta à cheval pour aller chercher son armée. Sans s'arrêter un moment, les Suisses se précipitèrent sur les lansquenets au son rauque et lugubre de leurs fameuses cornes de bataille; malgré les effroyables décharges de l'artillerie, qui enlevaient des rangs entiers, ils poussèrent les lansquenets au delà du fossé, le passèrent avec eux, et déjà ils s'étaient emparés de quatre pièces de canon, quand survint François Ier avec Fleuranges

et les *bandes noires*. Les lansquenets de Fleuranges avaient à tirer vengeance de ce surnom de *lièvres armés* que les Suisses leur avaient donné après Guinegate : ils se jetèrent dans la mêlée comme des furieux. Le connétable de Bourbon avait ramassé une pique sur le champ de bataille et chargeait à leur tête. Bientôt on reprit les quatre pièces de canon ; les Suisses furent rejetés hors du fossé, et le combat se prolongea dans la campagne avec un acharnement et une confusion étranges. La nuit venait ; un nuage de poussière masquait la vue, et les combattants, engagés les uns au milieu des autres, distinguaient à peine amis et ennemis ; car les deux partis portaient en signe de ralliement la croix blanche. Ce n'était en quelque sorte que corps à corps que l'on pouvait reconnaître les clefs blanches que les Suisses avaient à l'épaule et sur l'estomac. L'obscurité, devenue complète, interrompit la bataille ; mais chacun, faute de savoir où se diriger, bivouaqua sur le lieu même où il se trouvait. François passa la nuit à cent pas d'un bataillon suisse, *l'armet en tête et le cul sur la selle*, comme il l'écrivait le lendemain à sa mère. Il prit seulement quelques instants de repos, couché sur l'affût d'un canon. Mais à la pointe du jour il fit sonner sa trompette, dont on connaissait le son dans toute l'armée, et les *bandes noires* se rallièrent autour de lui. Le combat recommença aussitôt avec la même rage et dans le même système que la veille. Les Suisses s'acharnaient sur l'artillerie, qui les écrasait en vain. Ils firent reculer encore une fois les lansquenets ; mais la gendarmerie accourut. Un soldat suisse, qui mettait déjà la main sur un canon pour l'enclouer, tomba percé de coups. Les morts s'entassaient sans résultat. Galiot de Genouillac, le grand-maître de l'artillerie, qui dominait tout le combat, dirigeait admirablement ses soixante-douze canons et portait le ravage dans les rangs des Suisses. Mais ceux-ci se tenaient imperturbablement serrés les uns contre les autres, et leurs carrés de piques demeuraient impénétrables à toutes les charges de la gendarmerie. Enfin, vers les neuf heures du matin, lassés de cette attente meurtrière, les Suisses détachèrent leur arrière-garde, qui s'enfonça dans une vallée creuse pour aller tourner le camp français. Ce fut là que commença leur déroute. Le détachement rencontra en chemin le duc d'Alençon et Pierre Navarre avec ses Gascons, qui le taillèrent en pièces. Le corps d'armée rétrograda alors du côté de Milan, et dans sa retraite dispersa encore quelques troupes françaises, qui vinrent se jeter dans les premiers rangs de la cavalerie vénitienne. Celle-ci avait marché toute la nuit, et s'avançait aux cris de *Marco!*

Marco! « Courage, enfants! cria l'Alviane aux fuyards; revenez avec moi; si la bataille est perdue, je la regagnerai. » Il chargea alors un corps de trois mille Suisses, qui furent massacrés dans les marais et sur les bords du Lambro. On vit passer plus de cinq cents cadavres sous les arches du pont de Marignan. Ce furent les dernières victimes de la journée. François Ier, voyant la bataille gagnée, défendit qu'on inquiétât la retraite des ennemis. Quinze mille Suisses et six mille Français avaient déjà perdu la vie dans ce sanglant combat. Trivulce, qui avait assisté à toutes les batailles des guerres d'Italie, disait que les autres n'étaient que des jeux d'enfants, mais que celle-ci était une bataille de géants. Le fils unique de La Trémouille, mort quelques jours après, y reçut soixante blessures. Le comte de Guise y porta dignement le nom de sa famille, qui paraissait pour la première fois au grand jour. Il fut retiré, après le combat, de dessous un tas de morts et de blessés, le corps percé de mille coups, dont il guérit heureusement. Son oncle, le duc de Gueldre, tomba malade de chagrin quand la nouvelle de la bataille lui fut apportée, et faillit en mourir à Lyon, où il était déjà. Quant à l'Alviane, il ne reçut aucune blessure à Marignan, mais il était resté vingt-quatre heures à cheval, malgré une descente dont il souffrait cruellement, et la fièvre l'emporta en quelques jours.

François, tout joyeux de cette journée, où, dans les termes de l'an-



cienne chevalerie, il avait loyalement gagné ses éperons, voulut à l'instant même être armé chevalier sur le champ de bataille. En *chevalerie*

tous les rangs s'effaçaient devant le mérite personnel. Ce fut au chevalier sans peur et sans reproche que s'adressa le roi de France. Bayard, le pauvre capitaine, se défendit longtemps de cet honneur insigne. A la fin, tirant son épée, il frappa du plat François sur le cou, selon le vieil usage : « Sire, dit-il, autant vaille que si c'était Roland ou Olivier, Godefroy, Baudouin son frère ! Certes, êtes le premier prince que oncques fis chevalier ; Dieu veuille qu'en guerre ne preniez la fuite ! » Considérant ensuite son épée : « Tu es bien heureuse, mon épée, s'écria-t-il, d'avoir aujourd'hui, à si vertueux et puissant roi, donné l'ordre de la chevalerie. Certes, ma bonne épée, vous serez bien moult comme relique gardée et sur toutes autres honorée, et ne vous porterai jamais, sinon contre Turcs, Sarrazins ou Maures. » — « Puis il feit deux sauts et remit son épée dans le fourreau. »

Le premier moment donné aux vieux souvenirs nationaux, François Ier revint vite aux préoccupations politiques du présent. La conquête du Milanais n'était plus qu'un jeu maintenant. Elle se fit en vingt jours. Maximilien Sforza n'avait pas hérité de l'ambition remuante de son père Ludovic. Pendant que les Suisses se faisaient tuer pour lui, il se tenait insoucieux et tranquille dans le château de Milan, ne songeant qu'à ses plaisirs, et ce fut sans regret qu'il échangea, contre une pension de 60,000 ducats, cette souveraineté précaire et dérisoire dont ses hautains protecteurs, le pape, les Suisses et les Espagnols, disposaient bien plus que lui. François reconquit en même temps toutes les dépendances du Milanais, dont chacune de ces trois puissances s'était emparée lors des malheurs de Louis XII ; il envoya des troupes aux Vénitiens pour reprendre à Maximilien ce que lui avait donné la ligue de Cambray, et refoula l'armée espagnole dans le royaume de Naples. Mais ce premier succès ne l'étourdit pas. Tout victorieux qu'il était, il avait appris à connaître les Suisses à Marignan, et le Milanais était à peine recouvré, qu'il s'empressa de renouer les liens d'amitié qui unissaient autrefois la France et les cantons. Ceux-ci estimèrent leur alliance un million d'écus d'or, et le vainqueur de Marignan ne crut pas la payer trop cher à ce prix. Il leur promit un secours de quinze cents cavaliers en cas d'invasion, et obtint en retour le droit de lever des troupes chez eux. Le traité fut conclu par l'entremise du duc de Savoie, et prit le nom de *paix perpétuelle*. Avec les Suisses, François avait songé aussi à gagner le pape, leur chef politique. Après d'assez longues négociations, conduites par Duprat, Léon X et François Ier se virent à Bologne dans le mois de dé-

cembre, et le premier sacrifia sans peine le rôle glorieux mais pénible que lui avait légué Jules II, aux intérêts de sa maison. L'autorité de Julien de Médicis fut maintenue à Florence, et il devint l'époux d'une princesse française, de Madeleine de Vendôme, qui devait donner le jour à la fameuse Catherine de Médicis. Laurent de Médicis eut le duché d'Urbin. Sa famille pourvue, Léon X s'occupa des affaires du saint-siége et remit sur le tapis cette grande question, depuis si longtemps débattue, de la pragmatique sanction de Bourges, qui soustrayait l'église gallicane à l'influence temporelle du saint-siége en rétablissant les élections canoniques, abolissait une foule d'impôts par où les papes tiraient à eux une partie du revenu des bénéfices, et admettait le principe de la supériorité d'un concile général sur le pape. François Ier, pressé d'en finir, fit bon marché du principe ; mais, ne pouvant consentir à faire rentrer tant de sommes dans le trésor pontifical, il prit le parti de partager avec lui. Il lui laissa les annates, c'est-à-dire le revenu d'une année de tous les bénéfices qui venaient à vaquer, et s'attribua à lui-même le droit de nommer aux bénéfices. Tel fut l'acte qu'on appela le *Concordat*, de l'accord mutuel qui avait eu lieu entre le pape et le roi ; mais cet acte, d'une si haute importance dans l'histoire de l'église gallicane, ne fut rendu public que l'année suivante, et l'on devait lui faire mauvais accueil en France.

Après avoir mis en ordre les affaires d'Italie, François repassa les Alpes avec son armée, laissant à Milan le connétable de Bourbon avec sept cents hommes d'armes, six mille lansquenets et quatre mille hommes des milices françaises. A peine le roi eut-il retourné en France, que Maximilien, qui n'avait osé remuer jusque là, envahit tout à coup le Milanais avec une armée de trente mille hommes, et vint assiéger les Français dans Milan. Volontiers fanfaron au début de toutes ses guerres, Maximilien éclata d'abord en menaces contre les habitants de Milan, s'ils ne se hâtaient de se rendre, et jura que sa vengeance serait plus terrible encore que celle de l'empereur Frédéric Barberousse, qui avait fait passer la charrue et semer du sel sur les débris de leur ville ; mais au bout de quelques jours, quatorze mille Suisses, conduits par Albert Peter, arrivèrent au secours des Français, et Maximilien commença à rabattre de cet emportement furibond. Il est vrai que ce ne fut guère qu'un secours pour la forme. Huit cantons seulement avaient accepté l'alliance française, les cinq autres s'étaient laissé retenir par le cardinal de Sion, et la moitié de l'armée impériale se composait de Suisses.

Quand le connétable parla de bataille aux gens d'Albert Peter, ils refusèrent net d'en venir aux mains avec leurs compatriotes; bientôt il survint des lettres du grand conseil, qui ordonnaient aux Suisses des deux camps de reprendre le chemin de leurs montagnes. Rien ne put les retenir ; mais le Milanais n'en fut pas moins sauvé. Maximilien, ne pouvant tenir ses engagements avec ceux qu'il avait enrôlés, prit la fuite en débiteur honteux, et courut se cacher au fond de l'Allemagne, laissant les Suisses ravager, en se retirant, Lodi, Saint-Ange, et toute la contrée de l'Adda. François, qui, grâce à Duprat, ne manquait jamais d'argent, profita de ce dernier mécompte des partisans de Matthieu Scheiner pour faire entrer dans *la paix perpétuelle* les cinq cantons retardataires. L'acte fut signé le 23 novembre 1516, à Fribourg; et moyennant de nouveaux sacrifices pécuniaires de la part de la France, les cantons s'obligèrent non-seulement à lui prêter main-forte, mais à ne plus souffrir que leurs sujets entrassent au service de ses ennemis.

Il était temps que les Suisses revinssent à la France. Ferdinand le Catholique était mort au commencement de cette année 1516, et Charles de Luxembourg, son petit-fils, appelé déjà à hériter de Maximilien par son père Philippe le Beau, se trouva tout d'un coup maître à la fois des Pays-Bas, de l'Espagne et du royaume de Naples, en attendant que la mort prochaine du vieil empereur fît tomber entre ses mains tous les états de la maison d'Autriche. Les fastueuses conquêtes que les aventuriers espagnols faisaient alors, à peu de frais, dans l'Amérique nouvellement découverte, et la renommée des mines d'or et d'argent du Nouveau-Monde, ajoutaient encore à cet immense empire je ne sais quel prestige d'étendue et de richesse mystérieuses qui en imposait peut-être plus que tout le reste. L'équilibre européen, maintenu si péniblement depuis Charles VIII par tant de marches et de contre-marches diplomatiques, se trouvait à la veille d'être violemment rompu, et comme si tout cet appareil de puissance et de grandeur n'eût pas encore suffi, Charles-Quint eut l'art d'y ajouter le titre d'empereur et de mettre l'Angleterre de son côté.

A son avénement, se sentant mal affermi dans ses états d'Espagne, qui s'agitaient sous le joug impopulaire d'un prince plus allemand qu'espagnol, et qui l'eussent secoué sans Ximenès, Charles, occupé lui-même à comprimer une révolte sérieuse des Pays-Bas, s'était en quelque sorte humilié devant François Ier, qui pouvait étouffer à sa naissance cette domination menaçante : « Je n'ai plus rien à cœur que de

vous complaire, comme tout bon fils doit faire à son bon père, » écrivait-il au roi de France. Dans le traité de Noyon, conclu au mois d'août 1516, il s'engageait à rendre la Navarre aux d'Albret dans huit mois, et prenait le parti des Vénitiens contre Maximilien, qui fut enfin forcé de leur rendre Vérone, le seul reste de ses anciennes conquêtes. François lui-même sembla d'abord l'emporter dans l'esprit de Henri VIII. Une pension de 12,000 livres qu'il fit à Wolsey, le favori du roi anglais, lui valut la reddition de Tournay et presque celle de Calais. Le dauphin de France et Marie d'Angleterre furent fiancés l'un à l'autre, quoiqu'ils fussent encore au berceau, avec la stipulation d'un dédit de 15,000,000 de sous tournois. Bientôt mourut Maximi-



lien [janvier 1519]. De son vivant, il avait fait d'inutiles efforts pour persuader aux électeurs de nommer son petit-fils roi des Romains, et la succession à la couronne impériale restait ouverte à chances égales pour les concurrents. François Ier et Charles-Quint se mirent sur les rangs avec une sorte d'indifférence apparente et un combat de géné-

rosité qui ne devait pas aller loin. « Nous faisons la cour à la même maîtresse, écrivait à son rival le *roi chevalier*. Conduisons-nous comme deux gentilshommes voisins et bons amis. » Néanmoins, tout fut mis en œuvre de part et d'autre, et dans cette lutte, qui s'annonçait si loyale, l'argent ne fut pas épargné. Il existe encore à Augsbourg un bordereau curieux des Fugger, les banquiers de Charles-Quint, qui avancèrent tous les fonds distribués aux électeurs. Henri VIII, sollicité des deux côtés, ne sut ni rester neutre ni se décider franchement. Il envoya Richard Pacé à Francfort, avec ordre de se conduire de telle sorte qu'il pût se faire honneur de l'élection, quel que fût le vainqueur. La question se débattit longtemps dans la sacristie de Saint-Barthélemy, où se tenait la diète. Les suffrages, à peu près également partagés, avaient peine à se fixer, et, à dire le vrai, ni l'un ni l'autre des deux concurrents ne plaisaient aux électeurs. Tous deux ils étaient trop puissants pour la liberté de l'Allemagne, et l'on sentait approcher de grands troubles. Il y avait deux ans déjà que Luther avait commencé à se mettre en guerre avec la papauté. Érasme, qui le tenait de l'évêque de Liége, un des agents de François I[er] dans cette affaire, prétend que, de guerre lasse, les électeurs avaient à la fin réuni leurs voix en faveur de Frédéric de Saxe, l'un d'eux, dont la faiblesse aurait laissé le champ libre à tous les essais d'indépendance, politique ou religieuse. Mais celui-ci déclina le périlleux honneur de l'emporter sur les deux plus puissants rois de la chrétienté, et renvoya la couronne impériale à Charles d'Espagne. La crainte des Turcs, qui de Constantinople menaçaient à chaque instant de fondre sur l'Autriche et la Hongrie, acheva de décider les électeurs: ils se donnèrent pour empereur celui qui pouvait le mieux les défendre. D'ailleurs, pendant que l'on délibérait, Charles avait fait avancer ses troupes sur Francfort, et déjà la diète était presque investie. Le 28 juin, d'un consentement unanime, l'on proclama enfin empereur Charles, *cinquième du nom*. Ce titre venait, il est vrai, couronner coquettement l'édifice de la grandeur du monarque espagnol; mais ce n'était, au fond, qu'un titre de plus, qui servait sa vanité plus encore que sa puissance, et dont toutes les misères de la vie de Maximilien venaient de montrer le vide. Il n'y avait pas là de quoi rêver Charlemagne, comme l'a supposé un poëte contemporain avec plus de poésie que de vérité.

Il n'en fut pas de même du second triomphe remporté par Charles-Quint sur François I[er]. Malgré toute son abnégation courtoise de gen-



Martin Luther.

tilhomme, celui-ci n'avait pu se voir vaincu sans un dépit violent. Charles ne parlait plus de rendre la Navarre, et les querelles d'Italie n'étaient pas si bien apaisées qu'elles ne pussent renaître au moindre prétexte. Dans l'attente d'une explosion qui ne pouvait tarder, les deux rivaux se disputaient à l'envi les alliances, celle surtout de Henri VIII, qui se donnait à bon droit cette devise orgueilleuse : « Qui j'accompagne est maître. » Le roi français crut se l'attacher irrévocablement à la fameuse entrevue du *camp de drap d'or* [juin 1520], qui ne fut qu'une brillante partie de plaisir, où les accessoires firent perdre de vue le principal. « Plusieurs, dit Martin du Bellay, y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules. » Ce fut à peine si, au milieu des tournois, des réceptions splendides et des grands repas, l'on prit le temps de penser à l'objet réel de cette entrevue. Henri se rembarqua avant même que ses ministres eussent réglé toutes les difficultés qui s'élevaient encore au sujet du traité de 1518. Charles-Quint prit mieux ses mesures. Le 22 mai, au moment même des préparatifs de l'entrevue, il s'était embarqué à la Corogne, laissant l'administration de l'Espagne à son ancien précepteur, Adrien d'Utrecht, et avait fait voile pour l'Angleterre, où, bientôt rejoint par Henri VIII, il traita ses affaires paisiblement et sans appareil. La grosse pension qu'il assura à Wolsey ne lui paraissant pas une garantie suffisante, il enlaça l'ambitieux prélat dans d'autres liens, en lui montrant en perspective le siége pontifical, que les infirmités précoces de Léon X semblaient devoir rendre bientôt vacant. Pour flatter l'amour-propre de Henri VIII, Charles parut accepter sa devise. Il le fit l'arbitre de ses différends avec le roi de France, à la condition qu'il prendrait les armes contre celui qui se refuserait à son arbitrage. C'était se l'assurer d'avance; car il n'était pas douteux que le fier et hautain roi de France ne repoussât bien loin une pareille proposition.

Cependant la guerre allait commencer. Aux termes du traité de Noyon, Charles devait restituer la Navarre à ses anciens maîtres; pour lui remettre en mémoire une promesse qu'il oubliait, François envoya une armée au delà des Pyrénées. Le moment était favorable pour attaquer Charles-Quint au centre même de sa puissance. Pendant qu'au sortir de son entrevue avec le roi d'Angleterre, il ceignait pompeusement la couronne impériale à Aix-la-Chapelle, l'Espagne, mal contenue par le faible Adrien d'Utrecht, se révoltait contre un prince qui foulait aux pieds ses priviléges et allait briguer ailleurs un autre scep-

tre et d'autres sujets. La faction française des Grammont subsistait toujours dans la Navarre; elle ouvrit le pays au sire de L'Esparre, le général de François I[er]. En un mois, tout fut subjugé, sauf le fort d'Annaya; mais L'Esparre voulut aller plus loin, et, s'avançant dans la Castille, il vint mettre le siége devant Logrono. Cette invasion subite attira sur lui une grosse armée qui repoussa les Français jusque sous les murs de Pampelune, et les y tailla en pièces. Le royaume de Juan d'Albret fut aussi promptement perdu que conquis. L'Esparre, forcé de rentrer précipitamment en France, put à peine conserver Saint-Jean-Pied-de-Port [juillet 1521]. Une seconde expédition, dirigée par Bonnivet, vers la fin de la même année, n'eut d'autre résultat que la prise de Fontarabie, et bientôt François I[er], attaqué dans ses propres états, se vit contraint de porter son attention sur un autre point. Robert de La Marck, seigneur de Bouillon, l'un des petits princes allemands qui s'étaient mis sous le patronage de la France, se trouvant en querelle avec les officiers impériaux, au sujet d'une petite ville qu'on voulait enlever aux enfants du prince de Chimay, ses pupilles, entra tout à coup dans le Luxembourg avec trois mille fantassins et cinq cents chevaux, et envoya un héraut à Worms, pour déclarer en son nom la guerre à Charles-Quint. Charles, étonné de cette audace, comprit facilement d'où partait le coup, et, passant à travers la petite principauté de Robert, vint assiéger Mouzon, qu'il prit en quelques jours, puis Mézières, où Bayard eut à peine le temps de se jeter avec Anne de Montmorency, celui qui devait être connétable un jour. Les fortifications de Mézières étaient délabrées, et Bayard n'avait qu'une poignée de soldats à opposer aux trente-cinq mille hommes de l'armée impériale; mais le *chevalier sans peur* se montra digne de la réputation qu'il s'était faite dans les guerres d'Italie. Sommé de se rendre par le trompette du comte de Nassau, il répondit qu'il ne sortirait de la place qu'en se faisant un pont avec les corps des ennemis, et il se défendit si vigoureusement, qu'il donna le temps au roi d'arriver avec une armée. François n'avait pas encore atteint Mézières, quand il écrivit à sa mère ce curieux billet, dont Baluze possédait l'original :

« *A Madame.*

« *Madame*, tout aseteure, ynsi que je me vouloys mettre o lyt, est aryvé Laval, lequel m'a aporté la sertenneté deu levemant deu syège de Mésyères. Je crois que nos anemys sont en grant pene, veu la honteuse

retrete qu'yl ont fet. Pour tout le jour de demayn, je soré le chemin qu'yl prandront. Et selon sela, il nous fodra gouverner. Et s'yl ont joué la pasyon, nous jouerons la vanyance. Vous suplyant, Madame, vouloyr mander par-tout pour fère remercyer Dieu. Car, sans point de fote, il a montre se coup qu'yl est bon François. Et fesant fyn à ma lettre, remetant le tout seur le porteur, pry à Dieu qu'yl vous doint très bonne vie et longue.

« Votre très humble et très obèyssant fyls, *François.* »

Mouzon fut repris en courant, et, reportant l'invasion dans le pays ennemi, François s'avança dans les Pays-Bas, où Charles-Quint se tenait campé près de Valenciennes. Pour aller jusqu'à lui, il fallait passer l'Escaut, en traversant les marais au milieu desquels il coule. L'empereur envoya le comte de Nassau avec vingt mille hommes pour défendre le passage ; mais quand ses troupes arrivèrent sur les bords du fleuve, elles se trouvèrent en présence des Français, qui l'avaient déjà franchi et s'étaient retranchés dans les marais. Heureusement pour le comte, un gros brouillard qui se leva lui permit de s'échapper. Le connétable de Bourbon, appuyé par Chabannes, La Trémouille, et tous les capitaines suisses, était d'avis qu'on se mît à sa poursuite. François, jaloux de Charles de Bourbon, qui s'attribuait tout l'honneur de la journée de Marignan, refusa de l'écouter, et, pour lui ôter tout espoir de rejoindre l'ennemi, lui enleva le commandement de l'avant-garde, qui lui appartenait de droit en sa qualité de connétable. On prétend que la reine mère était pour quelque chose dans cette espèce de guerre personnelle, qui fit manquer tout le succès de la campagne. Malgré son âge, Louise de Savoie nourrissait, dit-on, un tendre sentiment pour le duc de Bourbon, qui, jeune et beau, y prenait peu de garde, et, dans son dépit, elle abusait de son ascendant sur le roi pour se donner des plaisirs de vengeance, qui devaient coûter cher au royaume. Charles-Quint lui-même prouva par sa retraite précipitée que le conseil du connétable était bon. Le jour même où il reçut la nouvelle que les Français avaient passé l'Escaut, il donna des ordres de départ, et dans la nuit il décampa.

Jusque là les deux rivaux n'avaient fait en quelque sorte qu'escarmoucher; mais la guerre allait devenir sérieuse. Charles en appelle au jugement du roi d'Angleterre, et, dans les conférences qui s'ouvrent à Calais, ne demande rien moins que la Bourgogne, comme héritier des droits de Maximilien sur la succession de Charles le Téméraire. François, refu-

sant de prêter l'oreille à ces étranges propositions, Henri VIII, dont l'intervention est dédaignée, se décide à conclure une ligue défensive et offensive avec l'empereur, qui entraîne en même temps le souverain pontife dans son parti. François Ier avait droit de revendiquer l'appui de Léon X. La publication du Concordat venait de soulever de violents orages dans le royaume. Le clergé, l'Université, le Parlement, la noblesse elle-même, qui disposait à son gré des élections dans les provinces, tous réclamaient obstinément contre l'abolition de la pragmatique sanction, et le roi déployait toute son énergie pour maintenir l'œuvre qui lui était commune avec le pape. Au mépris des engagements formels qu'il avait pris avec la France, Léon se laissa gagner par Jean Manuel, l'ambassadeur espagnol, qui lui offrait Parme, Plaisance et les états du duc de Ferrare. Il fut convenu « qu'on veillerait à chasser les Français de l'Italie, » et l'occasion s'en présenta bientôt.



Trivulce venait de mourir, blessé au cœur de la froide indifférence de François Ier, qui, le voyant venir à lui dans sa chaise, tout cassé et goutteux, avait tourné la tête d'un autre côté, sans le regarder ni lui

répondre. L'auteur présumé de sa disgrâce était Lautrec, le frère de la maîtresse du roi, celui-là même qui avait été choisi pour remplacer le connétable de Bourbon dans le commandement du Milanais, et c'était là une mauvaise recommandation auprès des compatriotes de Trivulce. Lautrec, homme dur et brutal, leur rendit haine pour haine, et l'irritation croissant de part et d'autre, les choses en vinrent au point qu'il restait à peine à Milan la moitié de ses habitants. Léon X donnait asile aux bannis dans ses terres. En peu de temps leur nombre fut si grand, que le pape se crut assez fort, avec eux, pour commencer la guerre, et envoya Prosper Colonne, son général, dans le duché de Parme, où il fut rejoint quelques jours après par les lansquenets, les soldats de Florence et les Espagnols de Naples. Une double influence régnait alors à la cour de François Ier. Sa mère et sa maîtresse, Louise de Savoie et la comtesse de Châteaubriand, se disputaient, avec le cœur du roi, le gouvernement des affaires, et cherchaient par tous les moyens à se supplanter l'une l'autre. Quand la guerre commença dans le Milanais, la reine mère ne vit pas de ruse plus ingénieuse à employer contre la favorite que de mettre son frère hors d'état de défendre la province, afin que de Lautrec le blâme en rejaillît sur celle qui l'employait. En conséquence, Louise se fit remettre presque de force, par le surintendant Semblançay, les 400,000 écus affectés par le roi à la solde des Suisses de Lautrec. Ceux-ci, ne voyant pas arriver d'argent, abandonnent leur général au plus fort du danger; et les Français, incapables de résister seuls à tant d'ennemis réunis, se retirent dans le pays vénitien, abandonnant au pape Parme, Plaisance et toutes les places que le saint-siége convoitait depuis si longtemps. Léon X ne jouit pas longtemps de son triomphe. Une fièvre, qui le prit sur ces entrefaites, le mit au tombeau le 1er décembre 1521, le jour même où il reçut la nouvelle de la prise de Parme. Ce fut, assure-t-on, de joie qu'il mourut, d'autres disent de poison. Le plus probable, c'est que la vie manqua tout à coup et d'une façon naturelle au corps ruiné du voluptueux prélat. Il courut même un bruit irrévérencieux qui faisait intervenir un mal nouveau, le *mal français*, dans cette mort presque subite. Toutefois, et quelle qu'en fût la cause, elle ne porta aucun préjudice à son parti. Un moine augustin, André de Ferrare, *grand prédicateur*, dit du Bellay, abordant en chaire les questions nationales, prêchait une sorte de croisade contre les Français; et tout pleins encore du souvenir de leur lutte avec Lautrec, les bourgeois se laissaient si fort échauffer à ses paroles, que, « tel qui n'avait que

deux écus vaillant en portait un volontiers. » Loin de nuire à Charles-Quint, il arriva que la mort de Léon X servit admirablement, du moins pour le présent, cet habile politique. Charles avait promis la succession de Léon X à Wolsey ; mais celui-ci eût fait un pape trop redoutable. Les intrigues de l'ambassadeur espagnol dans le conclave firent tomber la tiare sur la tête d'Adrien d'Utrecht, homme faible et sans portée, aveuglément dévoué à son royal élève. Adrien était Allemand ; il n'avait de sa vie mis le pied en Italie, et de grandes huées s'élevèrent sur le pont Saint-Ange quand les cardinaux y passèrent en revenant de l'élection. Le cardinal de Gonzague se retourna vers le peuple, et s'écria qu'il était



bien indulgent de punir avec des injures ce qui méritait des pierres. Wolsey demeura impassible ; mais Charles devait lui payer cher un jour cette trahison.

En attendant, la fortune semblait se déclarer pour l'heureux empereur. Au mois de mars de 1522, Lautrec, ayant obtenu dix mille hommes des cantons, voulut essayer de réparer ses désastres de l'an-

née précédente, et, rentrant dans le Milanais avec les Vénitiens, il s'avança résolument jusque sous les murs de Milan. Pour combattre plus efficacement les Français, les confédérés avaient appelé dans le Milanais François Sforza, le dernier héritier des anciens ducs, et le même peuple qui avait soutenu si mollement les autres défendait celui-là avec une rage indicible. Au siége de Novarre par les Français, les assiégés arrachèrent le cœur à quelques-uns de leurs prisonniers et le mangèrent. A d'autres ils fendirent le ventre, le remplirent d'avoine, et y firent manger leurs chevaux pendant que les malheureux respiraient encore. Novarre emporté d'assaut, Anne de Montmorency fit pendre la garnison et une partie des bourgeois. Malgré cette furie, Lautrec gagnait pourtant du terrain et se voyait sur le point de recouvrer le Milanais, quand les Suisses vinrent encore une fois se jeter à la traverse, L'argent manquait toujours au camp français, et il y avait déjà longtemps que ceux des cantons n'avaient reçu de paie. A la nouvelle qu'un convoi d'argent impatiemment attendu avait été coupé par l'ennemi sur les bords du Tésin, ils vinrent en tumulte à la tente du général, auquel ils donnèrent sur-le-champ leur dernier mot : « Monsieur, ou argent, ou congé, ou bataille. » Ensuite ils rentrèrent à leurs quartiers, annonçant qu'ils partiraient dans deux jours si on ne les menait pas au combat le lendemain. Prosper Colonne était alors au château de la Bicoque, entre Milan et la Monza, et tenait ses troupes bien à l'abri dans le parc du château, derrière de grands fossés et de hautes murailles, sur lesquelles il avait disposé son artillerie, qui dominait toute la campagne. Il y avait folie à tenter de le forcer dans une pareille position ; mais il fallut céder aux Suisses, qui ne voulaient rien écouter. Anne de Montmorency s'étant mis à leur tête, ils l'entraînèrent aussitôt à l'attaque, sans prendre seulement le temps d'attendre l'artillerie et le corps de bataille qui devait donner d'un autre côté, et se précipitèrent au-devant des batteries italiennes, qui en tuèrent plus de mille aux premières décharges. Arrivée au bord du fossé, toute la colonne s'y jeta à corps perdu, et y resta prise comme dans un piége. La tranchée était à pic, et les murs si élevés qu'à peine pouvaient-ils en atteindre le haut du bout de leurs piques. Il s'en fit là un carnage effroyable, les balles et les boulets des ennemis plongeant à loisir dans cette foule entassée. Vingt-deux capitaines suisses, avec leur commandant Albert de la Pierre, furent tués sur la place. Montmorency fut jeté à terre d'une arquebu-

sade, qui, frappant sur une des pièces de son armure, l'étourdit seulement sans le blesser; mais ce ne fut qu'à grand'peine que l'on parvint à le retirer du fossé, à moitié étouffé sous un monceau de cadavres. Cette réception amortit si bien l'ardeur guerrière des Suisses, qu'on ne put jamais les ramener à l'assaut. Quoique les Français eussent eu l'avantage de leur côté, une morne consternation avait succédé à l'impétuosité de cette bravoure indocile et fanfaronne. Sans Pontdormi, qui protégea leur retraite avec ses gendarmes, ils se seraient laissé tailler en pièces par Antoine de Leyve, et deux jours après ils sortirent du camp. Lautrec, obligé d'évacuer le Milanais et de rentrer en France, accueillit mal les reproches du roi et se plaignit avec hauteur du dénuement dans lequel on l'avait laissé. Il fallut alors que Semblançay rendît compte des 400,000 écus; mais lorsqu'il renvoya à la reine mère, celle-ci répondit froidement qu'il avait menti. On raconte que Louise avait fait dérober la quittance par Gentil, l'amant d'une de ses femmes, et le principal commis de Semblançay. L'affaire traîna; mais elle avait été livrée au chancelier Duprat, l'ennemi du surintendant. Cinq ans après, Semblançay fut pendu à Montfaucon, « pour mauvaise administration des finances du royaume. »

Ces intrigues de femmes n'étaient pas à bout. La duchesse de Savoie ne se tenait pas quitte envers le connétable, pour l'affront qu'il avait eu par elle dans les Pays-Bas. On se rappelle que Louis XII, oublieux du passé, avait généreusement assuré à la fille de monsieur et de madame de Beaujeu la succession de Bourbon. A la mort de sire de Beaujeu, la branche de Montpensier ayant élevé des réclamations au nom de la loi salique contre cette libéralité gratuite de Louis XII, le *bon roi* termina le différend par un mariage entre Charles et Suzanne de Bourbon, les héritiers des deux familles de Montpensier et de Beaujeu [1505]. Par une clause du contrat, les deux époux se faisaient une donation mutuelle de leurs droits au duché, et Louis XII, à cette occasion, avait renoncé solennellement, tant pour lui que pour ses successeurs, à toutes les prétentions de la couronne sur cette grande succession, qui comprenait, avec le Bourbonnais, l'Auvergne, la Marche, le Beaujolais, le Forez et la principauté de Dombes. A la mort de Suzanne, on dit que Louise de Savoie revint à la charge et offrit sa main au connétable. L'offense d'un refus était irrémissible; Charles s'en rendit coupable, et bientôt les gens du roi mirent ses biens en séquestre provisoire [août 1522]. Ils en revendiquaient la moitié pour Louise, l'autre

pour son fils. L'affaire, soumise à Duprat, marchait déjà bon train, en dépit du droit évident du connétable. D'ailleurs la raison d'état était contre lui. François Ier, qui se vantait plus tard d'avoir mis les rois *hors de pages*, ne pouvait voir d'un bon œil, juste au centre du royaume, ce dernier débris des grandes fortunes féodales, et Louise avait eu peu de peine à le mettre de moitié dans une vengeance où il avait tant à gagner. Charles comprit d'abord quelle serait l'issue du procès, et



dans sa douleur, l'infortuné prêta l'oreille aux avances de Charles-Quint, qui, voyant les Français reparaître aux portes de l'Italie, où ils conservaient encore les châteaux de Crémone, de Novarre et de Milan, venait d'organiser contre eux la ligue la plus formidable que l'on eût encore vue dans toutes ces guerres de coalition : le pape, l'empereur, l'archiduc d'Autriche, l'Angleterre, l'Espagne, le Milanais, Florence, Gênes, Venise, presque toute l'Europe civilisée se trouvait réunie contre la France, réduite pour tout soutien aux Suisses, ces alliés impérieux et fantasques, qui l'avaient déjà tant de fois compromise. Pour faire oublier à Wolsey ses mécomptes d'ambition, Charles-Quint lui assurait, par le traité de Windsor, une pension de 80,000 écus. Celle du roi lui-même n'était que de 30,000 écus. Ce fut dans cette ligue qu'entra le connétable. On lui promettait une des trois grandes charges

de la couronne d'Espagne, des terres pour 100,000 écus de rente, et la main d'Eléonore, sœur de Charles-Quint, la veuve du roi de Portugal, Emmanuel le Grand. Bourbon, abusé par les souvenirs de l'ancienne féodalité, traita d'égal à égal avec ses nouveaux alliés. Il s'engageait à lever dans ses terres trois cents hommes d'armes et cinq mille fantassins, qui se trouveraient sous les armes dix jours après que l'armée impériale aurait passé la frontière. Félix et Guillaume de Furstemberg devaient entrer avec douze mille hommes en Bourgogne, et venir lui donner la main, pendant que les Anglais attaqueraient la Picardie, les Allemands la Champagne, et les Espagnols la Guyenne. Déjà Bourbon s'était fait sa part dans les dépouilles du fils de Louise; il ajoutait à ses domaines la Provence et le Dauphiné; Charles-Quint prenait la Champagne, la Bourgogne, la Picardie, le Languedoc; le reste était abandonné à l'Angleterre [août 1523].

Il fallut bientôt descendre des hauteurs de ce beau rêve. Bourbon avait voulu recommencer Charles le Téméraire; ce fut à peine s'il arriva au rôle de Robert d'Artois. Déjà le roi s'était mis en marche pour aller rejoindre à Lyon l'armée d'Italie. A Saint-Pierre-le-Moutier en Nivernais, deux gentilshommes normands de la maison du connétable, Matignon et d'Argouges, lui donnèrent les premiers avis du complot que tramait leur maître. Il attendit ses lansquenets, et vint, bien accompagné, à Moulins, où Charles, pour en imposer, gardait le lit, annonçant que sous peu de jours il allait se mettre en litière sur le chemin de Lyon. François passa outre; mais, en route, les bruits de trahison se confirmèrent. On apprit que Bourbon s'était retiré à Chantelles, une de ses forteresses, et François reçut une lettre de lui dans laquelle il mettait sa fidélité au prix de la restitution de ses biens. Aussitôt Chabannes et le bâtard de Savoie partirent pour arrêter le connétable, des détachements de cavalerie furent envoyés de tous côtés pour lui barrer le passage. Réduit aux hasards d'une fuite difficile, Charles s'échappa de nuit de Chantelles, suivi d'un seul gentilhomme nommé Pompérant, et se faisant passer partout pour son valet; après six semaines de fatigues et de dangers, il se trouva enfin en sûreté à Trente, d'où il alla attendre à Gênes les ordres de l'empereur. Sa position était bien changée : les gens du roi avaient mis à l'instant la main sur toutes ses places, et Charles-Quint ne pouvait plus voir un allié dans ce gentilhomme fugitif, qui n'avait plus, selon l'expression de Bourbon lui-même, que *la cape et l'épée ;* il en fit un de ses lieutenants et l'en-

voya commander, avec Prosper Colonne et Pescaire, les armées du Milanais.



Le connétable de Bourbon.

Cependant l'avortement du complot de Bourbon ne diminuait rien du danger que faisait courir à la France la ligue du mois d'août. François, inquiet des suites de cette trahison, ne voulut pas sortir du royaume : il savait bien que le connétable, dont la maison servait depuis longtemps de point de ralliement à tous les mécontents, avait de nombreux partisans dans la noblesse, et les trois invasions qui menaçaient ses frontières méritaient bien qu'il laissât à d'autres le soin des conquêtes étrangères. Néanmoins son amour-propre était engagé à ces guerres malheureuses de l'Italie. Bonnivet, qu'il envoya au delà des Alpes, emmenait les meilleures troupes du royaume, et les ennemis, qui y entrèrent bientôt de toutes parts, le trouvèrent presque dégarni. Charles-Quint s'était rendu en Navarre pour surveiller lui-même l'attaque du côté des Pyrénées. Son armée échoua devant Bayonne ; mais elle reprit Fontarabie, le seul fruit de l'expédition faite l'année précédente par Bonnivet. A l'est, Guillaume de Furstemberg commença par s'emparer de quelques places en Franche-Comté et sur les bords de la

Meuse. Le comte de Guise arrêta sa marche avec une poignée d'hommes d'armes derrière les murs de Chaumont en Bassigni; et la disette ayant réduit les lansquenets à battre en retraite du côté de la Lorraine, Guise, malgré son infériorité numérique, reprit aussitôt l'offensive. Il les rejoignit à Neufchâtel comme ils passaient la Meuse, et en vue de la ville, sous les yeux des dames de la cour de Lorraine, qui applaudissaient aux fenêtres, il tailla en pièces leur arrière-garde. La défense était moins facile au nord. Là les Anglais, réunis aux Flamands, formaient une armée de vingt-cinq à trente mille hommes de pied et de six mille chevaux. La Trémouille, à qui avait été confiée la garde de la Picardie, était trop faible pour tenir la campagne; il n'avait pas même assez de troupes pour mettre des garnisons partout, et tant que dura l'expédition on fut obligé de faire voyager les compagnies d'un point à l'autre, à mesure que les ennemis s'approchaient d'une place ou s'en éloignaient. Créqui de Pontdormi, l'un des braves du Milanais, porta à lui seul presque tout le poids de cette défense mobile : les Anglais et les Flamands le rencontrèrent à Dourlens, puis à Brai, à Corbie. Montdidier étant menacé à son tour, Créqui passa pendant une nuit à travers leurs bataillons pour aller y jeter du secours, et repartit aussitôt à la tête de cent soixante gendarmes, avec lesquels il se défendit contre deux mille cavaliers et rejoignit La Trémouille. Mais les efforts héroïques d'une poignée de guerriers qui semblaient se multiplier étaient impuissants pour arrêter la marche de ce grand corps d'armée, qui passait le long des places et avançait toujours dans l'intérieur du royaume. Roye et Montdidier furent pris et incendiés; déjà l'armée anglo-flamande touchait à l'Oise et n'était plus qu'à onze lieues de Paris. Toute la population de l'Ile-de-France était plongée dans une consternation inexprimable; de toutes parts on ne voyait que des bandes de paysans conduisant en hâte dans les villes leurs grains, leurs meubles et leurs bestiaux. Il n'y avait pas d'armée pour protéger la capitale. La disette et les pluies de l'automne contraignirent enfin les envahisseurs à la retraite. Le torrent s'écoula sans autre perte pour la France que les dégâts de son passage; mais c'était une dure leçon pour François Ier que le souvenir de son royaume ouvert sans défense aux ennemis pendant qu'il dépensait toute sa force au loin, et les nouvelles arrivées d'Italie la lui rendaient plus dure encore.

L'amiral Bonnivet, à qui avait été confié l'espoir coûteux de la conquête du Milanais, n'était pas un guerrier capable de tenir tête aux

trois grands généraux que les Français allaient avoir à combattre : Prosper Colonne, Pescaire, le connétable de Bourbon. Léger, vaniteux, imprévoyant, Guillaume Gouffier (c'était son premier nom) n'avait d'autre mérite militaire que d'être le favori du roi. Pendant que les défenseurs du territoire en étaient réduits à livrer des combats avec cent soixante gendarmes, Bonnivet arrivait sur le Tésin avec six mille lansquenets, six mille fantassins français, quinze mille Suisses, et quinze cents hommes d'armes suivis de leurs archers à cheval. Dès son arrivée, il pouvait marcher sur Milan, dont les fortifications, à moitié détruites au milieu de tous ces changements de domination, n'avaient pas encore été réparées. Prosper Colonne, qui commandait dans la ville, songeait déjà à l'abandonner. Mais Bonnivet, s'étant laissé amuser par de faux-semblants de négociations, laissa le temps aux habitants de réparer leurs murailles, et le blocus, dont il essaya ensuite, traîna tellement en longueur, qu'à l'approche de la mauvaise saison il se rapprocha du Tésin sans avoir rien fait, et vint prendre ses quartiers d'hiver à la Biagrassa, où, comme s'il eût été en pays ami, il licencia par économie plusieurs milliers de Suisses, et permit à la moitié de ses gendarmes de retourner en France. Prosper Colonne vint à mourir sur ces entrefaites, ayant tenu la campagne jusqu'à la fin, malgré ses quatre-vingts ans ; mais les armées confédérées s'aperçurent peu de cette perte avec Pescaire et Bourbon. Ceux-ci reprirent les hostilités dès le mois de mars de l'année 1524, et commencèrent par enlever Rebec, petit village à deux lieues de Biagrassa, ouvert de toutes parts à l'ennemi, et dans lequel, malgré ses représentations, Bayard avait été posté par l'amiral. Bientôt Bonnivet, cerné dans son camp, se retira sur la Sesia, pour aller au-devant de six mille Suisses qui lui arrivaient par Yvrée. Grandes furent sa douleur et sa surprise quand les nouveaux venus répondirent à ses envoyés qu'ils venaient chercher leurs compatriotes ; et en effet, les Suisses de l'armée, se débandant aussitôt, s'échappèrent par tous les gués qu'ils purent trouver dans la Sesia. Il fallut alors battre en retraite. Bonnivet, atteint par le connétable de Bourbon au moment où son arrière-garde défilait sur le pont de Romagnano, fut blessé d'une arquebusade dans le bras dès la première décharge ; et, obligé de se faire porter au delà du pont, il laissa le commandement de l'armée à Bayard, qui périt là avec Vandenesse, le frère de La Palice. Bayard, le dernier type de cette race perdue des chevaliers du moyen-âge, n'avait jamais pu se défendre d'un murmure de dépit contre l'a-

sage nouveau des arquebuses, qui devait détrôner pour jamais le système du combat corps à corps, si cher à la chevalerie. A cette fatale retraite de la Biagrassa, le *bon chevalier* reçut dans les reins un coup d'arquebuse qui lui brisa les vertèbres, et, se sentant mourir, il se fit adosser contre un arbre, le visage tourné contre l'ennemi, et la garde de son épée devant ses yeux, en guise de crucifix. Bourbon vint à passer en allant à la poursuite des Français : « Ah! Bayard, s'écria-t-il, il me fait grande pitié de vous voir en cet état! — Monsieur, répondit le mourant, ce n'est pas de moi, qui meurs en homme de bien, qu'il faut avoir pitié; c'est de vous, Français et prince de France, qui avez aux épaules les livrées d'Espagne, et aux mains, des armes toutes teintes du sang des Français. »

La mort de Bayard sembla ôter tout courage à l'armée de Bonnivet. Le comte de Saint-Pol, qui, à force de bravoure, en avait ramené les débris à Yvrée, y trouva un renfort qui le mettait en état de retourner à la charge; mais on n'osa rien entreprendre. Les Français repassèrent les Alpes, et furent suivis de près par les soldats de Charles-Quint, qui vinrent, au nombre de vingt mille, mettre le siége devant Marseille. Bourbon eût été d'avis qu'on attaquât par le Lyonnais, d'où il touchait presque à ses anciens domaines. Le connétable croyait toujours aux vieilles traditions féodales; il se figurait que ses vassaux et ses amis se lèveraient en masse dès qu'il aurait remis le pied sur les terres du royaume. Les paroles sévères de Bayard n'avaient pu le désenchanter; la réalité lui ouvrit enfin les yeux. Rien ne bougea, ni dans son duché ni ailleurs; il semblait même qu'on s'éloignât de lui dans le camp impérial, cette seconde patrie que lui avait faite la trahison. Pescaire, désigné par Charles-Quint pour lui servir de lieutenant, affectait avec lui une sorte d'opposition railleuse, et lui faisait sentir cruellement qu'un transfuge est méprisé de ceux-là mêmes qui se servent de lui. Préoccupé de l'idée que son nom aurait en France quelque influence magique, Bourbon s'était vanté, pendant qu'on allait à Marseille, qu'au troisième coup de canon les bons bourgeois viendraient la corde au cou lui apporter leurs clefs. La contenance des habitants démentit cette bravade. Leur nombreuse artillerie, servie avec intelligence par deux Marseillais, Gabriel Vivant et Jean de Caux, répondit victorieusement au feu des ennemis. Elle démontait leurs batteries et portait la mort dans le camp. Un boulet vint tuer un jour, dans la tente de Pescaire, deux gentilshommes et un prêtre qui



Mort de Bayard.

disait la messe. Le connétable accourut au bruit qui s'éleva et demanda ce que c'était. « Ce sont, Monsieur, dit Pescaire, les consuls de Marseille qui viennent apporter les clefs. » On parvint pourtant à pratiquer dans le mur une brèche de vingt-cinq toises; mais les assiégeants avaient élevé derrière le rempart des retranchements formidables, couverts par un fossé qu'ils avaient rempli de feux d'artifices. Bourbon, mal obéi des soldats de l'empereur, ne put les emmener à la brèche. Les lansquenets refusèrent d'abord, disant qu'ils n'étaient payés que pour se battre en rase campagne, et leur exemple fut suivi par les Espagnols et les Italiens. En vain le connétable promit-il 500 écus et une compagnie de cinq cents hommes à celui qui monterait le premier sur la brèche; en vain fit-il trancher la tête au plus mutin des capitaines: tout fut inutile. Pescaire lui-même se rangea du parti des rebelles. « Vous voyez, Messieurs, dit-il aux principaux du camp dans la tente même du général, vous voyez que les gens de Marseille tiennent toute prête une table bien couverte, afin de recevoir comme il faut ceux qui voudront les aller visiter. Si vous avez envie d'aller souper en paradis, courez-y, à la bonne heure. Pour moi, je n'ai pas envie d'y aller si tôt. Croyez-moi, retournons en Italie.» Il sortit ensuite sans dire un mot au connétable. Bon gré, mal gré, il fallut pourtant suivre l'avis de Pescaire, tout malveillant qu'il était. Les maladies étaient dans le camp, et François Ier venait d'arriver à Salon de Craux, entre Avignon et Marseille, avec une armée de trente-cinq mille hommes. Bourbon, réduit à une prompte retraite, embarqua ses gros canons sur la flotte qui tenait Marseille bloquée par mer; il fit scier ses pièces de campagne, dont les morceaux furent emportés à dos de mulet, et le 17 septembre 1524, quarante jours après l'ouverture du siége, il repassa précipitamment le Var, poursuivi par Chabannes et Montmorency, qui firent main-basse sur son arrière-garde et enlevèrent une partie de ses bagages. Ses soldats jetaient leurs cuirasses et leurs grosses arquebuses pour être plus agiles à la fuite. Plus d'un tiers était désarmé quand on se trouva réuni dans les environs de Gênes, où Bourbon rallia ses gens. Moncade, l'amiral espagnol, ne fut pas plus heureux dans sa retraite. Atteint près de Nice par le vice-amiral Lafayette et le Génois André Doria, qui lui coulèrent à fond trois galères, il fut obligé, pour sauver les autres de leurs mains, de les faire échouer à la côte et d'y mettre le feu lui-même.

Ces succès firent reprendre cœur aux Français. S'élançant à la

suite des fuyards, ils entrèrent presque en même temps qu'eux en Italie, et vinrent droit à Milan, qui leur ouvrit ses portes. Mais, au lieu de pousser à Lodi, où était l'armée impériale encore mal remise de sa déroute, François Ier, suivant le fatal conseil de Bonnivet, alla mettre le siége devant Pavie, celle peut-être de toutes les places du Milanais qui était en état de lui opposer une plus vigoureuse résistance. Antoine de Leyve, qui s'y était renfermé avec cinq mille lansquenets et trois cents hommes d'armes, fit perdre plus de huit mois au roi de France, et pendant ce temps les généraux de Charles-Quint rassemblèrent une nouvelle armée. Le vice-roi de Naples, Lannoy, engagea les revenus du royaume; Bourbon vendit ses bijoux et alla lever douze mille lansquenets en Allemagne. Cependant le pape essayait de s'interposer entre les deux partis. Ce n'était plus Adrien qui occupait le siége pontifical. Le précepteur de Charles-Quint était mort à la fin de 1552, et le jour de ses funérailles le peuple de Rome avait suspendu des guirlandes de fleurs à la porte de son médecin, avec cette inscription : *Au*



libérateur de sa patrie. Julien de Médicis, qui lui avait succédé sous le nom de Clément VII, ne partageait pas son aveugle engouement pour

la cause impériale, et, lors du siége de Pavie, il traita pour sa part avec le roi de France. Sa qualité de *père commun*, dit-il aux agents de Charles-Quint, ne lui permettait pas d'agir autrement. Mais ses efforts furent impuissants. L'empereur ne voulait pas entendre parler d'accommodement. François exigeait, avant tout, qu'on lui rendît Gènes et le Milanais. Le sort des armes décida enfin la querelle. Au mois de février 1526, Lannoy, Pescaire et Bourbon partirent de Lodi, suivis de dix-sept mille fantassins et de sept cents hommes d'armes, et vinrent se poster sur le bord du Vermicule, rivière petite mais profonde, à une portée de canon du camp français. On se canonna de part et d'autre pendant quatorze jours, sans en venir aux mains autrement que dans des combats d'avant-postes, où l'avantage resta le plus souvent aux impériaux, secondés par le feu de la place et les sorties d'Antoine de Leyve. Ils se résolurent enfin à tenter une attaque le 24, qui était le jour de la Saint-Mathias, l'anniversaire de la naissance de leur maître.

Dans la nuit du 23, un corps de pionniers s'avança sous les murs du parc du château de Mirabel, où le duc d'Alençon campait avec l'arrière-garde, et, protégés par le bruit de l'*arquebuserie* et du canon, y firent, sans être remarqués, une brèche de quarante à cinquante toises. A la pointe du jour, du Guast, le neveu de Pescaire, entra par la brèche avec trois mille arquebusiers espagnols. Son oncle le suivait de près à la tête des lansquenets ; aux deux ailes, Lannoy et Bourbon conduisaient la gendarmerie. La garnison du château fut passée en un instant au fil de l'épée; mais Jacques Galiot de Genouillac, le grand-maître de l'artillerie, avait admirablement disposé ses batteries dans le parc, et ses boulets, enfilant toutes les avenues, firent bientôt un tel ravage dans les rangs des arquebusiers de du Guast, que, ne pouvant soutenir le feu des batteries françaises, ils commencèrent à se mettre à couvert dans un chemin creux, où ils se réfugièrent en désordre. En ce moment arriva le roi avec les gentilshommes de son hôtel. Ne pouvant se contenir à la vue de l'ennemi, François courut à sa poursuite, et se plaça juste au devant des batteries. En vain Genouillac, qui n'osait plus tirer de peur de l'atteindre lui-même, l'envoya-t-il supplier de se retirer, se faisant fort de venir à bout des ennemis à lui seul. Pour le *roi chevalier* une bataille était encore une partie d'honneur ; il ne voulut pas qu'elle se jouât sans lui, et resta. L'artillerie française se taisant alors, les impériaux se rassurèrent et revinrent à la charge. Bourbon

mit en déroute le corps de Chabannes. Le duc d'Alençon, perdant la tête au milieu de la mêlée, fit sonner la retraite sans avoir combattu ; les Suisses, qui d'abord avaient fait reculer les gendarmes de Lannoy, lâchèrent pied à leur tour quand Pescaire accourut à la tête des lansquenets, et François, resté seul avec ses gentilshommes et les *bandes noires*, ne put disputer longtemps la victoire. Les lansquenets furent écrasés, et Suffolk, leur général, qu'ils appelaient la *Rose blanche*, resta sur la place avec François de Lorraine, Louis d'Ars, La Trémouille, le maréchal de Foix, Saint-Severin, Marafin, presque tous les officiers de l'hôtel, se firent tuer aux pieds du roi. Lui-même avait eu son cheval tué sous lui ; blessé au front et à la jambe, il combattait à pied, presque seul, au milieu des cadavres entassés. Il avait renversé sept hommes de sa main, entre autres Ferdinand de Castriot, le descendant des anciens rois d'Albanie. Mais tant d'efforts et le sang qui s'échappait de ses blessures eurent bientôt épuisé ses forces ; ses armes, faussées en mille endroits, le protégeaient à peine contre les coups qu'on lui portait de tous



côtés. Pompérant, ayant aperçu le roi dans ce pressant danger, perça la foule qui s'acharnait contre lui et vint se jeter à ses genoux, le con-

jurant de se rendre à son maître, qui combattait près de là. Mais François s'écria qu'il mourrait plutôt. Il fit appeler le vice-roi de Naples, et lui tendit son épée, que Lannoy reçut en lui baisant la main. Bonnivet, l'auteur de tout ce désastre, car c'était lui qui avait conduit le roi à Pavie, et qui, avant la bataille, s'était montré le plus emporté, Bonnivet n'osa point survivre « à cette grande désaventure et destruction. » Il releva la visière de son casque, et, se jetant à corps perdu dans la mêlée, tomba bientôt percé de coups. Bourbon, qui le regardait comme l'auteur de sa disgrâce, avait promis une récompense à qui le lui amènerait vif. « Ah ! malheureux, s'écria-t-il quand il aperçut son corps étendu, tu es cause de la perte de la France et de la mienne ! »

On sait le mot que François Ier écrivit à sa mère dans la tente de Lannoy : « Madame, tout est perdu, fors l'honneur ! » Tout n'était pas perdu cependant. A la première nouvelle de cette grande défaite, il y eut en France, il est vrai, un moment de surprise et de consternation générale. Henri VIII était sur la côte avec une nombreuse armée, tout prêt à reparaître à Calais. En Alsace, quatorze à quinze mille paysans attroupés menaçaient le royaume d'une invasion d'autant plus terrible qu'ils ne venaient pas au nom de l'empereur, et qu'il s'agissait d'un de ces soulèvements aveugles qu'enfantent les inégalités sociales, d'une sorte de jacquerie biblique, qui appliquait en grand les principes théologiques de la réforme. Au Midi, l'on tremblait à la fois pour les deux frontières de l'Espagne et de l'Italie. L'impopularité de la régente compliquait encore cette position difficile. Aux yeux du peuple, Louise seule était coupable de la défection de Bourbon, que l'orgueil national se plaisait à considérer comme la cause première de tant de malheurs, et tout l'odieux des fautes de Bonnivet retombait sur sa protectrice. Le parlement, qui n'avait oublié ni l'affaire de la vénalité des charges, ni celle du Concordat, voulut se venger de la royauté par une opposition maladroite dans cette circonstance critique. Soutenu par la municipalité parisienne, qui faisait cause commune avec lui, il offrit au duc de Vendôme de lui faire décerner la régence, qu'il pouvait revendiquer comme prince du sang. Mais Vendôme refusa de se prêter à une vengeance dont le moment était si mal choisi. Il alla rejoindre à Lyon la régente, qui le nomma chef du grand conseil ; et Louise, affermie dans son autorité, eut bientôt fait oublier de fâcheux antécédents par la sagesse et la promptitude de ses mesures. André Doria cingla sur-le-champ vers Civita-Vecchia, pour ramener en France les troupes en-

voyées sur la frontière de Naples. Les prisonniers faits à Pavie furent rachetés et dirigés sur la Champagne, avec les débris de l'armée d'Italie, pour faire tête à l'invasion des paysans allemands. Les inquiétudes que donnait l'armée anglaise ne se prolongèrent pas longtemps. Charles-Quint avait reçu froidement en apparence la nouvelle de la journée de Pavie, et avait déclaré aux habitants de Madrid qu'il ne convenait point de faire des réjouissances publiques pour une victoire remportée sur un *roi très-chrétien.* Mais sous ce calme affecté se cachait une joie immense d'ambition satisfaite; Charles se sentait le cœur enflé; il se figura que lui seul désormais serait maître en Europe, et commença par traiter à la légère ses anciens alliés, ceux-là même dont l'acquisition lui avait le plus coûté. A l'avénement de Clément VII, toutes les douleurs du ministre de Henri s'étaient réveillées : Wolsey avait compris que jamais il ne serait pape du fait de Charles-Quint; les blessures de la vanité vinrent aigrir encore celles de l'ambition. Avant Pavie, Charles écrivait entièrement de sa main les lettres qu'il adressait à Wolsey, et signait : *Votre fils et cousin Charles*; maintenant il les abandonnait à ses secrétaires, et ne signait plus que *Charles.* Henri épousa d'autant plus volontiers les petits ressentiments de son ministre, que lui-même avait à se plaindre de Charles-Quint, qui semblait refuser la main de sa sœur Marie, dont la dot se trouvait absorbée déjà par les subsides envoyés d'Angleterre en Espagne, en Allemagne, en Italie. Pressé par Jean de Brisson et Joachim Passano, les envoyés de Louise, Henri se détacha enfin de l'alliance impériale et conclut une ligue défensive avec la France, dans le traité de Moore, qui lui assurait une somme de 1,800,736 écus au soleil, valant chacun 36 sous tournois. Charles, réduit à l'impuissance en Espagne par le défaut d'argent, consentit volontiers à une trêve de six mois demandée par la régente. Les paysans allemands furent bientôt mis hors de combat par le comte de Guise, qui alla les chercher en Alsace, en battit six mille à Luffestein, et traqua si bien le reste à Saverne, qu'ils rendirent leurs armes et reprirent le chemin du Rhin. Pendant qu'ils défilaient désarmés au milieu du camp français, insultant peut-être aux vainqueurs avec leur enthousiasme déclamatoire, les soldats se jetèrent sur eux et les massacrèrent.

En Italie, la crainte de l'oppression et les justes alarmes qu'inspirait une puissance désormais sans contre-poids avaient ramené les sympathies à la France. L'embarras de Pescaire et de Lannoy fut étrange dans

le premier moment qui suivit leur victoire. Maîtres à peine de leurs soldats, qu'ils ne pouvaient payer, ils ne savaient à qui confier leur royal prisonnier. Bourbon était ébranlé, disait-on, par ce grand désastre ; il n'avait pas cru que les choses iraient jusque là, et l'on craignait un coup de main de ses lansquenets, qui lui étaient dévoués corps et âme. Venise, Florence, François Sforza et Clément VII ne cachaient pas leur éloignement de la cause impériale. Déjà même quelques-uns des gentilshommes français que la déroute avait dispersés dans les bois et les montagnes, ralliaient à eux des bandes italiennes et s'apprêtaient à venir arracher le roi du château de Pizzighitone, où l'avait fait conduire le vice-roi de Naples. Celui-ci, pour mettre son captif en sûreté, voulut l'emmener dans sa province ; mais François, effrayé de se voir traîner au fond de l'Italie, préféra une prison en Espagne même. Se croyant encore au temps où Charles et lui n'étaient que *deux gentilshommes voisins et bons amis*, le *roi chevalier* se figurait que toutes les difficultés allaient tomber du moment qu'il aurait touché la main de l'empereur. Dans cette illusion, lui-même donna des ordres pour rassurer ses gardiens. Doria, qui croisait dans la Méditerranée, pour l'enlever au passage, fut contremandé. Bien plus, les Espagnols ne voulant pas se priver de la flotte qui les soutenait en Italie, François fit venir de Toulon des galères pour le transporter avec son escorte.

Le désenchantement du roi fut cruel quand son rival le tint, à Madrid, entre ses mains. François, qui s'attendait tout au moins à une captivité libre et joyeuse, telle qu'avait été celle du roi Jean, fut étroitement resserré dans le château, ne pouvant sortir qu'entouré de gardes, et pacifiquement monté sur une mule. Pour l'achever, Charles-Quint refusait obstinément de le voir. Ses gens n'apportaient au prisonnier que des conditions honteuses, la cession de ses droits au royaume de Naples, au Milanais, et surtout celle de la Bourgogne, l'abandon de son allié le roi de Navarre, et la restitution des biens du connétable, dont la trahison n'était que plus odieuse depuis qu'elle avait été comme couronnée par la victoire. Mal préparé par ses idées et ses habitudes à l'adversité, François tomba bientôt dans le désespoir. Les nouvelles qui lui étaient venues de France le rassuraient sur le sort du royaume, mais ne le consolaient pas de ses infortunes personnelles. Le chagrin, l'ennui, sans doute aussi le climat brûlant de la Castille minèrent en peu de temps sa santé, et les médecins vinrent annoncer à l'empereur qu'il était menacé de perdre son prisonnier, s'il n'adoucissait les rigueurs de sa captivité. Ce

n'était pas le compte de Charles-Quint, qui, revenant par calcul à des procédés plus humains, se rendit auprès du lit de François, l'appela son frère et son ami, jura de le mettre en liberté, le suppliant



de ne penser qu'à recouvrer sa santé. François guérit; mais sa position restait la même. Il refusait absolument de céder la Bourgogne, et l'on s'obstinait à en faire une condition *sine quâ non* de sa délivrance. Lassé enfin de cette persistance exigeante, le captif joua la magnanimité; il déclara solennellement qu'il ne céderait pas, dût-il lui en coûter la couronne, remit un acte d'abdication en faveur de son fils aîné, entre les mains de sa sœur, la fameuse Marguerite de Navarre, venue à Madrid au moment de sa maladie, et fit demander à l'empereur une résidence convenable pour y passer le reste de ses jours. Malheureusement, cette exaltation généreuse ne se soutint pas. François, toujours plus étroitement resserré à mesure qu'il s'opiniâtrait dans sa résistance, succomba enfin à l'ennui, et signa le traité de Ma-

drid, où il aventura bien un peu ce qu'il avait sauvé à Pavie, car trois heures avant qu'on lui apportât le traité, il avait fait enregistrer en secret, par-devant notaires, une protestation juridique « de la violence qu'on lui faisait, de nullités de tous pactes, conventions, transactions, renonciations, quittances, dérogations et serments, qu'on pourrait lui faire faire contre *son honneur*, et le bien de son état. » [14 janvier 1526.]

On conçoit qu'avec cette manière commode de se mettre la conscience en repos, les concessions ne coûtaient plus guère au *roi chevalier*. Outre le désistement de ses prétentions sur l'Italie et l'abandon nécessaire de la Bourgogne, qu'il cédait en toute souveraineté à l'empereur et à ses héritiers des deux sexes, avec ses dépendances de Noyers, du Charollais et de Château-Chinon, il se mettait en quelque sorte au service de l'empereur, en s'engageant à lui fournir, pour une expédition qu'il méditait contre le Milanais, cinq cents hommes d'armes, quatre-vingt seize fantassins et quatorze galères, plus 200,000 écus au soleil, « dont des marchands riches et solvables seraient caution. » Par une sorte d'ironie, Charles se déchargeait sur lui de la dette qu'il avait contractée dans les dernières guerres avec Henri VIII, et lui faisait promettre de rembourser l'argent même qui avait été employé contre lui. Il y avait trois paiements à faire, chacun de 103,305 écus au soleil, 300,000 ducats de dommages et intérêts étaient alloués aux états de Castille et à celles des provinces espagnoles qui avaient souffert des dommages de la part des Français. Bourbon était réintégré dans ses domaines, ceux qui s'étaient attachés à sa fortune graciés, admis à rentrer dans le royaume, et rétablis dans leurs biens. Enfin, le roi retirait sa protection de la maison d'Albret, du duc de Gueldre, du comte de La Marck, et de toute cette noblesse de la frontière allemande qui, depuis Louis XII, avait si bravement combattu pour la France. Il y avait là bien de la honte ; mais la liberté, la couronne, le retour à cette vie splendide et voluptueuse que l'on menait à Saint-Germain et à Fontainebleau, tout cela valait bien un trait de plume, et François ne s'en fit pas faute. Charles-Quint le sentait bien lui-même, aussi avait-il fait ajouter au traité, que si dans quatre mois il n'avait pas reçu son exécution, le roi reviendrait se mettre en son pouvoir, et pour plus de sûreté, il demandait en ôtage ou les deux fils aînés du roi, ou l'aîné seulement avec douze gentilshommes, au choix de l'empereur. Mais celui-ci fit tomber son choix sur ce que la

France avait de meilleurs généraux, et François préféra livrer ses deux fils. Encore le rusé monarque n'avait-il pas l'esprit tranquille; il voulut reconduire lui-même son prisonnier au sortir de Madrid, et sur le chemin, il lui demandait sans cesse « sur sa foi de gentilhomme » s'il était bien résolu à tenir ce qu'il avait promis. Etrange et inutile question à laquelle François Ier pouvait répondre hardiment, prémuni comme il l'était par avance contre tout serment compromettant. Enfin, le 18 mars 1527, se termina cette grande affaire de la délivrance du roi. Lannoy l'amena sur le bord de la Bidassoa avec une escorte de cinquante chevaux, et trouva Lautrec sur la rive opposée avec les deux princes qui devaient servir d'ôtages, et une escorte égale. Au milieu de la rivière était arrêtée une grosse barque vide où se fit l'échange. A peine Lautrec eut-il remis entre les mains de Lannoy les deux ôtages, dont l'aîné n'avait que huit ans, que le roi sauta dans le bateau français, sans prendre seulement le temps d'embrasser ses enfants. Un cheval turc l'attendait sur le rivage; il le lança au galop jusqu'à Saint-Jean-de-Luz, osant croire à peine à sa liberté tant qu'il serait en vue de cette terre espagnole qu'il faillit ne jamais quitter.

Après une réclusion de deux ans, François Ier avait plus hâte encore de retrouver sa vie de grand seigneur que les soucis de la royauté. Sa première pensée fut pour les plaisirs dont il avait été sevré si longtemps. Ce fut à Bordeaux, pendant qu'il allait rejoindre la cour, qu'il commença sa liaison avec Anne de Pisseleu, celle qui fut la duchesse d'Étampes, et qui devait renouveler ce rôle d'Agnès Sorel si commun depuis dans notre histoire. A Cognac, le lieu de sa naissance, François tomba de cheval en courant un cerf, et pensa rester sur la place. Il fallut pourtant que les affaires sérieuses eussent enfin leur tour. L'Europe entière avait les yeux fixés sur lui, et attendait les grands résultats du traité de Madrid. L'Italie, surtout, était intéressée à ce que les scrupules de conscience ne l'emportassent pas trop loin. Pendant sa captivité, une ligue s'était formée entre le pape, le duc de Milan, Venise et Florence, pour soustraire la péninsule au joug impérial; et pour en avoir plus facilement raison, on avait offert à Pescaire de le faire roi de Naples s'il voulait y prêter les mains. Mais Pescaire, tout soldat de fortune qu'il était, resta fidèle à son maître. Feignant de tremper dans le complot, dont il instruisit l'empereur, il attira dans un piége Jérôme Moroné, le chancelier de François Sforze, le chef réel du parti national, et le fit jeter en prison. Ensuite il conduisit une armée dans le Milanais,



Retour de François Ier en France.

qui fut conquis en courant, comme il l'avait été déjà tant de fois. Sforze se maintint longtemps dans le château de Milan, mais le 24 juillet 1526 il fut obligé de se rendre, et le Milanais tomba enfin au pouvoir de la maison d'Autriche, qui crut se l'être annexé pour toujours. Pescaire était mort dans l'intervalle, et Bourbon avait pris le commandement des troupes impériales, qui soutenaient péniblement la lutte avec toutes ces populations ameutées contre elles. Sur ces entrefaites, le capitaine Georges Frondsberg était venu prendre part à la guerre, à la tête de quatorze mille lansquenets levés à ses dépens, tous luthériens comme lui, attirés à la fois en Italie par les instincts pillards de l'aventurier et les haines religieuses du sectaire. Les bandes des *saints de Dieu* firent d'affreux ravages dans la mère patrie du papiste, sur cette *terre de prostitution*, qu'ils avaient si bien appris à maudire dans les pamphlets que composait Luther en buvant sa bière avec Mélanchton. Bourbon, jeté dans cette foule grossière et turbulente, jouait son rôle avec courage, et laissait oublier de bonne grâce le grand seigneur d'autrefois. Ses soldats avaient composé une chanson qu'il chantait avec eux, et dans laquelle il disait: «Je suis un pauvre cavalier; je n'ai pas un sou non plus que vous autres.» Mais tout dévoués qu'ils étaient à ce général populaire, jurant qu'ils le suivraient «quelque part qu'il voulût aller, fût-ce à tous les diables,» il leur fallait de l'argent, et Charles-Quint, ruiné par ses premières guerres, n'en avait pas à lui donner. Chaque jour voyait éclater de nouvelles émeutes dans son camp; ses équipages avaient été pillés déjà plusieurs fois, et lui-même était, pour ainsi dire, en danger permanent de mort au milieu de cette armée de fidèles, les seuls soutiens de sa fortune. Pour satisfaire d'un coup ces besoins sans cesse renaissants, il fallait leur livrer quelque grand butin, et, se dirigeant tout à coup au centre de l'Italie, il leur annonça qu'il allait les mener à Rome. Mézerai assure qu'il ne voulait pas s'arrêter là. C'était, en effet, chose trop dure au connétable de France de n'être plus qu'*un pauvre* cavalier. Il pensait à se ménager une rentrée en France, et entretenait une correspondance avec son ancien maître. «Naples, lui disait-il dans une lettre *écrite en bon lieu*, Naples vous assurera de ma reconnaissance.» Mais la fortune, cruelle avec lui jusqu'au bout, ne lui permit pas cet essai de réhabilitation, si tant est qu'il y eût songé. Le 6 mai 1527, Bourbon, arrivé sous les murs de Rome, donna le signal de l'assaut par le faubourg du Vatican, du côté du mont Saint-Esprit. Pour ranimer les

siens qui chancelaient, il mesure de sa pique une ancienne brêche mal réparée, et y applique hardiment une échelle. Un coup d'arquebuse l'atteignit dans les reins pendant qu'il montait, et le renversa dans le fossé. Se sentant frappé à mort, l'infortuné appela Jonas, un capitaine gascon, un de ces soldats cosmopolites qui engageaient leurs épées au hasard, et lui commanda de le faire transporter au camp recouvert d'un manteau, pour dérober aux soldats la vue de



son corps. A peine arrivé dans sa tente, Bourbon rendit le dernier soupir. Rome fut emportée d'assaut néanmoins, et le pape fait prisonnier; mais cette victoire posthume ne faisait que rendre plus odieuse encore la mémoire du connétable. On lui demanda compte des violences inouïes exercées pendant deux mois entiers par les vainqueurs sur la capitale du monde chrétien. Par arrêt du parlement, on raya son nom de l'arbre généalogique de sa maison, « comme ayant notoirement dégénéré des mœurs et fidélité des antécesseurs de ladite maison de Bourbon; » et un conseiller fut envoyé dans les domaines qu'il avait eus, pour y faire effacer partout ses armes.

En vain Charles-Quint s'efforça-t-il de décliner la responsabilité de ce qu'avaient fait ses soldats ; il prit le deuil, suspendit les fêtes de la naissance de son fils Philippe, et envoya de tous côtés des circulaires qui désavouaient formellement l'entreprise de Bourbon. Et, à dire le vrai, tout cela s'était fait sans lui, même malgré lui ; car Lannoy avait envoyé au connétable, dans sa marche, dépêches sur depêches pour le supplier de respecter le pape et sa ville. Mais l'empereur inspirait alors trop de haines et de craintes pour que l'on consentît à écouter sa justification. D'ailleurs, tout en cherchant à faire retomber sur ses soldats l'impiété de ce coup de main, il en acceptait le profit. Des processions expiatoires avaient été commandées à Madrid ; mais en attendant, Clément VII éprouvait le sort de François Ier, et sa délivrance était mise au prix d'un traité désastreux qu'il refusait de signer. Henri VIII, entraîné par Wolsey, resserra les liens qui l'unissaient déjà au roi de France. L'Italie, ne pouvant tenir seule contre les vingt-quatre mille hommes qui composaient l'armée impériale, appelait les Français à grands cris. Déjà, l'année précédente, Venise, Florence et Clément VII s'étaient ligués à Cognac avec le rival de Charles-Quint ; mais François Ier, uniquement occupé alors à se tirer du traité de Madrid, n'avait pris qu'une part inactive à la guerre, et s'était contenté d'envoyer quelques milliers de Suisses aux confédérés. Cette année, Lautrec passa les Alpes à la tête de trente mille hommes ; Doria sortit du port de Marseille avec quatorze galères. Tout alla bien d'abord. Lautrec, à son entrée en Italie, s'empara de Gènes, à l'aide de Doria, qui bloquait le port. Alexandrie, Vigevano, Biagrassa, toute la Lommeline, tombèrent tour à tour en son pouvoir, et Pavie, emportée d'assaut en quatre jours, expia cruellement le triste souvenir qui se rattachait à son nom. De là, les Français vinrent à Plaisance, où leur arrivée détermina enfin les impériaux à remettre Clément VII en liberté, moyennant toutefois 350,000 ducats, dont il paya une partie comptant. Lautrec, encouragé par ses premiers succès, avait résolu de pousser jusqu'à Naples. Mais les approches de l'hiver interrompirent les opérations de la campagne. Craignant de s'aventurer dans la mauvaise saison au milieu des Apennins, les Français vinrent prendre leurs quartiers à Bologne, pendant que l'infatigable Doria continuait à tenir la mer malgré la tempête, et menait en Sardaigne une flotte italienne, qui, dispersée par les gros temps, ne put qu'aborder à Sassari, et remit à la voile après un glorieux engagement où cinq mille Espagnols

furent taillés en pièces par deux mille hommes. Cependant François se débattait toujours sous le poids de l'inexécutable traité de Madrid. Aussitôt en reprenant les rênes du gouvernement, il avait assemblé les notables à Cognac, et là il s'était fait déclarer qu'il n'était point le maître de démembrer son royaume, et qu'il serait désobéi s'il entendait faire honneur à sa parole. Les états de Bourgogne allèrent plus loin. Ils jurèrent que l'on prendrait les armes dans la province, si le roi s'obstinait à la céder aux ennemis. L'impérieux monarque résistait mollement aux rebelles et se laissait forcer la main sans colère. Il envoya dire à Charles-Quint qu'il n'était pas le maître chez lui et qu'on ne lui permettait pas même de revenir à Madrid. En échange de ce qu'il avait promis, François offrait deux millions, sous la condition que ses enfants lui seraient rendus. Charles renvoya bien loin cette proposition ; mais le roi de France avait pour lui l'Angleterre et les puissances italiennes; les princes allemands avaient écouté favorablement sa justification à la diète de Spire : il laissa son rival crier à la trahison, et maintint les conditions nouvelles qu'il lui faisait. Tous ces pourparlers avaient lieu pendant que la guerre recommençait en Italie. Au commencement de 1528, après la campagne de Lautrec, Charles, aigri par les revers qu'il venait d'essuyer dans le Milanais, s'emporta à la fin contre cet adversaire déloyal. Guyenne et Clarence, les hérauts d'armes de France et d'Angleterre, étaient venus le 22 janvier à Burgos, pour lui déclarer la guerre au nom des deux rois, s'il n'accédait point à ces propositions. Cinq jours après, il rendit à François et à Henri leur déclaration de guerre et renvoya leurs ambassadeurs, avec ordre de dire de sa part au roi de France qu'il avait « faussé sa foi, » et que, quand il le voudrait, *il le lui soutiendrait seul à seul.* François Ier n'était pas homme à laisser tomber à terre une parole qui sentait son gentilhomme plus qu'on n'aurait pu l'attendre de Charles-Quint. Prenant au mot son adversaire, il lui envoya sur-le-champ un cartel qui se terminait ainsi : « Vous faisons entendre que, si vous « nous avez voulu ou voulez charger.... que jamais nous ayons fait « chose qu'un gentilhomme aimant son honneur ne doive faire, « nous disons que vous avez menti par la gorge, et qu'autant de fois « que vous le direz, vous mentirez ; estant délibéré de défendre notre « honneur jusqu'au dernier bout de notre vie. Pourquoi, puisque « contre vérité, vous nous avez voulu charger, désormais ne nous « écrivez aucune chose, mais nous assurez le camp, et nous vous por-

« terons les armes, protestant que si, après cette déclaration, en « autres lieux, vous écrivez ou dites paroles qui soit contre nostre « honneur, que la honte du délai du combat en sera vostre; vu que, « venant audit combat, c'est la fin de toutes écritures. Fait en nostre « bonne ville et cité de Paris, le vingt-huitième jour de mars l'an 1527 « [1528], avant Pâques. FRANÇOIS. » Charles-Quint fit bonne conte-



nance en recevant ce cartel, qu'on croirait écrit pour quelque prince des anciennes maisons de Bourgogne ou d'Anjou; mais il se donna bien de garde de le prendre au sérieux. François Ier lui-même avait peut-être en cette occasion sacrifié plutôt à l'ostentation qu'à un sentiment véritable d'honneur offensé. Tout s'arrangea de telle sorte que ce duel, annoncé avec tant de fracas, n'eut pas lieu, et que les Français en firent retomber la faute sur Charles-Quint, les Espagnols sur François Ier.

C'était aux armées des deux rois qu'il était réservé de vider ce différend. Après quelques semaines de repos, Lautrec se remit en marche dès les premiers jours de l'année, et, faisant route le long de l'Adriatique, il envahit le royaume de Naples par l'Abruzze, qui se soumit en un instant. Puis il passa dans la Capitanate, où il força la douane de lui livrer les 100,000 ducats produits par le droit de passage des bestiaux. La population napolitaine, lassée du joug espagnol, était toute prête à un changement. Les progrès de Lautrec furent si rapides.

qu'à la fin d'avril il ne restait plus aux généraux espagnols que Naples et Gaëte. Il voulut presser sa conquête, et au lieu d'attendre les renforts que devait lui amener le comte de Saint-Pol, il vint camper sous les murs de la capitale, où sa fortune vint échouer. La flotte impériale, conduite par Moncade, qui voulait s'assurer la mer, fut d'abord détruite, à la sortie du port de Naples, par André Doria; mais ce fut le dernier service rendu à la France par cet habile marin. Doria avait à se plaindre du roi de France, qui venait d'enlever à sa patrie le commerce du sel, et qui l'avait lésé lui-même à la fois dans son amour-propre et dans ses intérêts, en nommant à sa place M. de Barbezieux amiral du Levant, et en refusant de lui rembourser la rançon du prince d'Orange, fait prisonnier par lui avant la bataille de Pavie. On disait même que l'on avait délibéré dans le conseil si on ne lui ferait point couper la tête, comme à un homme dont on se défiait. Le marquis du Guast, qui était tombé entre ses mains dans cette dernière rencontre, exploita habilement les ressentiments du Génois, et l'attira dans le parti de son maître, lui promettant, s'il quittait un allié si peu reconnaissant, la liberté de sa patrie et 60,000 ducats par an. A ce prix, Doria passa aux Espagnols, et commença par ravitailler Naples à la vue des Français. Cependant le siége traînait en longueur; les maladies s'étaient mises dans le camp; Lautrec en fut atteint à son tour, et mourut dans la nuit du 15 au 16 août. Le marquis de Saluces, qui prit le commandement à sa place, n'osant plus tenir la campagne, courut se jeter dans Aversa, où il fut assiégé à son tour et fait prisonnier avec Pierre Navarre. Celui-ci était doublement odieux aux Espagnols, qui se rappelaient avec douleur qu'il avait été l'élève du *grand capitaine*. Ils le jetèrent dans un des cachots du château de l'Œuf, et l'y étouffèrent. Les débris de l'armée vaincue, forcés de se rendre à discrétion, furent renvoyés en France sans armes et sans drapeau, abandonnant pour toujours cette terre meurtrière où tant d'hommes et d'argent étaient venus se perdre en vain. François Ier ne voulut pas en avoir le démenti; une nouvelle armée parut en Italie, sous les ordres de François de Bourbon, comte de Saint-Pol; le général des impériaux, Antonio de Leyva, défendit savamment le Milanais avec une poignée d'hommes. Les Français, réunis aux Vénitiens sous les ordres de la Rovère, duc d'Urbin, s'emparèrent de Pavie. A cette nouvelle, Leyva, quoique cruellement tourmenté de la goutte, fit une marche rapide en litière, comme plus tard le paralytique

Torstenson, surprit Saint-Pol à Landriano, et le battit complétement [21 juin 1529]. Le comte demeura prisonnier ; son artillerie et ses bagages furent enlevés ; le reste de l'armée disparut vers les gorges des Alpes.

Cependant les deux partis épuisaient inutilement leurs forces à cette guerre sans grandeur et sans résultat. Charles-Quint n'espérait plus imposer à la France l'exécution du traité de Madrid. François, battu sur tous les points, sentait bien qu'il fallait céder quelque chose à son heureux rival ; mais tous les intérêts qui se trouvaient compromis dans la ligue de 1526 compliquaient cruellement les difficultés d'un accommodement. Charles et François s'entendirent pour que la question se débattît à huis clos entre eux deux. Le premier envoya sa tante Marguerite d'Autriche, le second, sa mère, à Cambrai, où elles entamèrent les conférences pour la paix générale. Toute la confédération avait envoyé là ses ambassadeurs, qui se tourmentaient fort pour pénétrer le mystère de la négociation. Mais les princesses s'étaient logées dans deux maisons contiguës, avec une porte de communi-



cation qu'elles avaient fait pratiquer exprès. Pendant trois semaines, elles se virent tous les jours en secret, passant ensemble plusieurs heures

de suite, sans que rien pût transpirer au dehors. Ce ne fut que le 5 août, lorsque le traité fut publié, que l'on sut à quelles conditions la paix allait être rétablie. François I[er] gardait ses provinces, du moins momentanément; car l'empereur se réservait de faire valoir ses droits en justice quand il le jugerait à propos. Celui-ci acceptait les 2,000,000 d'écus d'or proposés pour la rançon du dauphin et de son frère; mais il faisait payer assez cher cette condescendance, si lucrative déjà pour lui. François, qui, en dépit de ses allures chevaleresques, savait rentrer dans le positif au besoin, lui abandonnait sans pudeur tous ses alliés, les Florentins, les Vénitiens, le duc de Ferrare, ceux des barons napolitains qui s'étaient déclarés pour la France, le roi de Navarre lui-même, quoiqu'il fût devenu son beau-frère en épousant la duchesse d'Alençon. Il renonçait à l'Italie et faisait le sacrifice de ses droits de suzeraineté sur la Flandre et l'Artois. Enfin il s'engageait à fournir vingt navires au roi d'Espagne pour le voyage qu'il projetait en Italie, et à lui payer 100,000 écus d'or en échange du secours de troupes stipulé dans le traité de Madrid. Tel fut le fameux traité de Cambrai, que l'on surnomma dans le temps *le traité des dames*, par allusion à la manière dont il avait été négocié. Cinq mois après, l'Italie fut pacifiée à son tour par le traité de Bologne [janvier 1529], qui rétablissait les Médicis à Florence, Sforza à Milan, mais avec les conditions les plus dures, et sous la dépendance immédiate de l'empereur, et reprenait à Venise les villes maritimes du royaume de Naples, dont elle s'était emparée lors de l'expédition de Lautrec.

« Après la paix de Cambrai, les hostilités demeurèrent suspendues pendant sept ans entre la France et l'Espagne. Durant ce temps, François I[er] travailla activement, par les alliances qu'il contracta et les mesures qu'il prit à l'intérieur, non-seulement à empêcher Charles-Quint d'étendre sa puissance, mais même à diminuer celle qu'il avait acquise, et à rendre à la France ce qu'elle avait perdu par le traité de Cambrai.

« Henri VIII poursuivait alors son divorce avec Catherine d'Aragon, tante de Charles V, et cherchait des appuis contre les ressentiments de l'empereur. Les princes protestants se liguaient à Smalkalden, pour mettre à l'abri leurs personnes, leur religion et la liberté germanique. Soliman disputait la Hongrie à Ferdinand, portait ses armes jusqu'en Autriche et mettait le siége devant Vienne. D'un bout de l'Europe à l'autre, François I[er] donna la main à tous ces ennemis de Charles V et

de son frère. Il s'unit étroitement avec Henri VIII, et sollicita dans les universités de France et d'Italie des sentences favorables à son divorce



Henry VIII.

[1530, 1533]. Il forma secrètement avec les princes luthériens d'Allemagne la ligue de Smalkalden [1528, 1530]; il s'allia ensuite publiquement avec eux à Eslingen [1532]; il profita de la vente du comté de Montbelliard pour leur envoyer 120,000 écus, et les aida à enlever le duché de Wittemberg à Ferdinand et à le rendre à Ulric, l'un des confédérés. Le supplice de quelques réformés à Paris refroidit un moment les luthériens d'Allemagne à l'égard de François Ier; mais en 1536 il renouvela avec eux la ligue de Smalkalden. Depuis 1525, il entretenait des rapports clandestins avec Soliman; il les changea, l'an 1534, en une ligue défensive et un traité de commerce. En provoquant des résistances contre Charles V au sein de l'Allemagne, François Ier détruisait l'unité d'impulsion que l'empereur aurait pu lui donner contre la France; en y excitant des dissensions, il usait contre lui-même une partie des forces de ce grand corps. D'une autre part, si la France se trouvait pressée entre l'Espagne au sud, les Pays-Bas et les pays autrichiens au nord et à l'est, au moyen de son alliance avec Soliman, le roi

plaçait à son tour les possessions autrichiennes entre la double attaque de la France à l'occident, de la Turquie à l'orient. Les Italiens avaient prouvé dans la dernière guerre quel fond il fallait faire sur leur assistance. Tout en la plaçant en dernière ligne, le roi ne la négligea pas; il s'assura de Clément VII en mariant son second fils à Catherine de Médicis, et il s'efforça également de détacher le duc de Milan du parti de l'empereur.

« A l'intérieur, François accrut, par diverses mesures, les ressources et les forces de la France. Il profita de la mort de sa mère et de celle de Duprat [1531, 1533] pour remplir le trésor. Il exigea 100,000 écus des héritiers de Duprat. Sa mère, aussi avare qu'ambitieuse, avait laissé l'énorme somme de 1,500,000 écus d'or : il en employa le tiers à racheter les terres de la maison de Vendôme, situées dans les Pays-Bas, pour rentrer lui-même dans celles qu'il avait cédées en échange. En même temps, il publia une ordonnance portant réunion à la couronne de tous les domaines aliénés, à l'exception des apanages. Il abolit les stipulations de la reine Anne en faveur de ses collatéraux, et annexa définitivement la Bretagne à la France. Il gagna l'affection du peuple, épuisé par la guerre, en parcourant le royaume, surveillant la justice, réprimant partout les abus. En 1533, lors de l'établissement des légions, il porta à quarante-deux mille le nombre des fantassins nationaux. » (Poirson.)

Tant de soins et de démarches annonçaient assez que la paix de Cambrai n'irait pas loin. L'Allemagne, déchirée par la réforme sur l'Elbe et le Rhin, menacée à chaque instant d'une invasion sur le Danube; l'Italie, tremblante sous le hautain protectorat de l'empereur; l'Angleterre, lancée enfin dans la voie scabreuse de la réforme par l'amant d'Anne de Boulen; l'Espagne et la France elles-mêmes encore mal remises de tant d'efforts; toutes ces nations, épuisées ou souffrantes, emportées comme malgré elles dans le mouvement, attendaient avec anxiété le moment où allait avoir lieu le choc inévitable. C'était sur l'Italie, le théâtre ordinaire de toutes les grandes luttes de ce temps, que les regards se portaient de préférence; ce fut là que la guerre éclata. Désireux de se soustraire à l'état de sujétion dans lequel le tenait Charles-Quint, Sforza avait accueilli avec joie les ouvertures du roi de France; mais ce n'était pas là une négociation qui pût se faire à ciel ouvert : il fallut, pour apaiser les terreurs du timide Sforza, qu'on lui dépêchât en cachette un ambassadeur sans mission

apparente. Le choix tomba sur un gentilhomme du pays, nommé Maraviglia (Merveille), oncle du chancelier de Milan, Francisque Taverne. Maraviglia était venu s'établir en France sous Louis XII, attiré par la faveur du roi, qui l'avait enrichi en peu de temps. Il prétexta un voyage d'affaires et se rendit à Milan, muni de lettres-créances qu'il devait montrer au duc seulement. Mais quel que fût le mystère dont on eût entouré tout ceci, le bruit en vint aux oreilles de Charles-Quint. Déjà l'orage grondait contre le duc; la peur le prit, et, sans calculer autre chose que le danger présent, il ne songea qu'à se débarrasser de l'hôte incommode dont la présence portait ombrage au tout-puissant empereur. La chose se fit à l'italienne. Un Castiglione affichait le plus outrageant mépris pour Maraviglia. Passant un jour devant son hôtel avec des gens armés, il insulta ses domestiques. Tout l'hôtel prit aussitôt les armes, et Castiglione fut tué dans la mêlée. Depuis Clodius et Milon, l'Italie avait assez vu de ces sortes de scènes pour que la justice ducale ne s'en émût qu'à moitié. Tout au contraire, elle déploya dans cette circonstance un luxe de sévérité inaccoutumé. Maraviglia fut jeté en prison, jugé, exécuté, le tout en l'espace de quelques jours, et son cadavre parut sur la place de Milan avant même que la cour de France eût eu avis du procès. Sforza rentra ainsi dans les bonnes grâces de Charles-Quint; mais il n'avait fait pour ainsi dire que se jeter de Charybde en Scylla. François, furieux de la mort de son envoyé, après en avoir demandé vainement raison au duc et à l'empereur, fit mettre en équipage sa cavalerie, rassembla les légions provinciales, donna ordre au comte Guillaume de Furstemberg de lever vingt enseignes de lansquenets, et vint à Lyon, d'où il envoya demander le passage au duc de Savoie. Sur son refus, l'amiral Chabot envahit la Bresse et le Bugey, et mena si rudement le duc, qu'il ne lui resta bientôt plus en deçà du Mont-Cenis que quelques places dans la Tarentaise. Pendant ce temps, Sforza était mort sans laisser d'héritiers [24 octobre 1535]. François n'en fit sonner que plus haut ses prétentions sur le Milanais, et s'il eût voulu, rien n'était plus facile que de s'en emparer à l'instant même. L'empereur revenait de sa glorieuse et stérile expédition de Tunis, dans laquelle il avait forcé Barberousse à demander grâce, mais dont les frais avaient épuisé son trésor. Il n'avait plus d'armée en Espagne. En Italie, Antoine de Leyve, réduit à une poignée d'hommes, ne pouvait opposer de résistance sérieuse aux Français. Au lieu d'user hardiment du droit du plus fort, François,

qui n'avait pas toujours été si timoré, voulut, en cette occasion, faire parade d'une équité généreuse, assez mal à sa place. Il retira ses troupes, même des villes de la Savoie, dont il garda trois seulement, Turin, Fossano et Coni, et envoya cérémonieusement demander à l'empereur l'investiture du Milanais, dans la possession duquel il rentrait légitimement, aux termes mêmes du traité de Cambrai, par l'extinction de la famille des Sforza. Charles était trop habile pour lui tenir rigueur dans ce moment : il offrit l'investiture du Milanais; mais afin de gagner du temps, tantôt il la destinait au second fils du roi, le duc d'Orléans, et tantôt au troisième, le duc d'Angoulême. François se laissa prendre quelque temps à ces offres insidieuses; mais la négociation, menée par Granvelle, traînant à la fin trop en longueur, il fit rentrer son armée en Savoie au commencement de 1536, et déjà, avec l'aide des Suisses, il avait repris presque tout le pays, quand la scène changea tout à coup. Charles, à la faveur du répit, avait rassemblé de l'argent et des hommes. Naples et la Sicile avaient accordé de forts subsides; des bandes de lansquenets étaient arrivées d'Allemagne. Déjà Antoine de Leyve comptait douze mille fantassins et six cents chevaux dans son camp; il attendait un corps de cinq mille Savoyards. Quand Charles-Quint se crut assez fort, il vint à Rome, où le pape le reçut avec une grande pompe, et, jetant tout à coup le masque, il prononça en plein consistoire un discours qui étonna tous les assistants. Revenant sur le fameux cartel de 1528, il offrait à son tour le combat singulier « dans une île, sur un pont, ou dans un bateau, à pied ou à cheval, et même en chemise, l'épée et le poignard, à la mort, » pourvu qu'on mît pour enjeux de la partie le Milanais d'un côté, la Bourgogne de l'autre; il jura ensuite de pousser la guerre jusqu'à ce qu'il eût fait de François *le plus pauvre gentilhomme de son pays;* et, prenant en pitié subite les capitaines et les soldats français, il s'écria que, « si lui-même n'en avait que de pareils, il irait tout à l'heure, les mains liées et la corde au cou, implorer la miséricorde de son ennemi. » Tant de bravades dans une bouche si circonspecte d'ordinaire annonçaient quelque projet de guerre désespérée. François, rendu prudent par l'adversité, choisit lui-même le terrain de manœuvre sur son propre royaume; il fit repasser les Alpes aux six mille hommes de l'amiral Chabot, disposa des troupes dans le Dauphiné, dans la Provence, dans les passages des montagnes, et vint s'établir à Valence avec toute la noblesse de France, le ban et l'arrière-ban, pendant que le maré-

chal Anne de Montmorency prenait position près d'Avignon, dans un camp inexpugnable, entre le Rhône et la Durance, et se préparait à bien recevoir l'ennemi, en transformant en désert le pays qu'il allait envahir. « On fit de grandes brèches aux murailles de toutes les villes qu'on abandonnait ; on brûla tous les fourrages et tous les grains que les particuliers avaient négligé de transporter dans des lieux sûrs. On détruisit les fours, les moulins, on en brisa les meubles et on en enleva tout le fer qui pouvait servir à les rétablir ; on mena au camp d'Avignon tous les artisans, dont les ennemis auraient pu s'aider ; on défonça tous les tonneaux de vin ; on jeta du blé dans les puits, et d'autres choses qui pouvaient en gâter l'eau ; mais on ne toucha point aux arbres ni aux vignes, dont les fruits étaient déjà avancés, et dont l'abondance était propre à causer des maladies dans le camp ennemi. » DANIEL, tome IX.



Bonneval, chargé de cette exécution, s'en acquitta avec la dureté d'un vieux partisan. Des villages entiers disparurent sous les feux qu'il alluma. Deux petites villes ayant osé lui fermer leurs portes, il les enleva d'assaut et les saccagea comme de bonne guerre. Il ne resta

debout qu'Arles et Marseille, où l'on mit de fortes garnisons. Cependant Charles-Quint s'avançait avec une armée de cinquante à soixante mille hommes, qui, favorisée par la trahison du marquis de Saluces, reprit en passant ce qui restait aux Français de leurs conquêtes en Savoie. Comme si Charles eût pris à cœur de se maintenir à la hauteur du discours qu'il avait prononcé à Rome, il n'appelait plus la Provence que son comté; il avait inscrit d'avance sur un registre les noms des capitaines auxquels il devait distribuer les terres des seigneurs provençaux. Passant en revue son armée devant le seigneur de La Roche, alors en otage dans le camp espagnol, il lui demanda, comme par bravade, combien il aurait de journées jusqu'à Paris. « Si par journées, s'écria La Roche, vous entendez des batailles, comptez-en plus de douze, à moins que l'agresseur n'ait la tête cassée à la première. » Pour commencer, le futur conquérant de la Provence et de la France faillit périr dans les Alpes. Les montagnards, dévoués à la cause française, se tenaient, pour ainsi dire, à l'affût derrière leurs rochers, et criblaient les impériaux de décharges continuelles. Cinquante chasseurs cachés dans une tour jurèrent de tuer l'empereur au passage, quoi qu'il dût leur arriver; et de fait, ayant aperçu un seigneur en magnifique équipage, que l'on entourait d'égards et de respects, ils l'étendirent mort sur la place. Mais ce n'était pas Charles-Quint. On fit venir du canon, et les cinquante chasseurs furent tous pendus. Comme l'on débouchait en Provence, le dauphin François mourut subitement à Lyon, dans la dix-huitième année de son âge; et son échanson, l'Italien Montecuculli, avoua dans la question qu'il l'avait empoisonné, non sans faire retomber sur Charles-Quint et ses généraux la responsabilité morale de ce crime, qui devait aller plus loin, disait-on, et s'étendre non-seulement au roi, mais à tous ses enfants. Vrai ou faux, ce bruit ajouta encore à la haine qu'inspiraient les envahisseurs. Sollicités par le sieur de Langey, les lansquenets levés par le roi des Romains se débandèrent comme ils étaient déjà en marche pour entrer dans la Champagne. Bientôt huit mille Suisses arrivèrent au camp d'Avignon, et les cantons promettaient d'en envoyer encore autant. Charles, descendu dans *son comté*, se trouva pris au dépourvu. Il comptait sur une guerre, il ne trouva qu'un pays abandonné, des campagnes dévastées, des villes désertes et démantelées. Antoine de Leyve voulait d'abord qu'on forçât le camp d'Avignon; mais ceux qui furent envoyés à la découverte jugèrent qu'il y aurait folie à l'entre-

prendre. Après un séjour meurtrier sous les murs d'Aix, l'armée impériale, déjà travaillée par la famine, fut obligée de se rapprocher de la côte, où la flotte d'André Doria pouvait au moins l'approvisionner. Elle vint mettre le siége devant Marseille, qui la repoussa; puis alla escarmoucher sous les murs d'Arles, et fit mine enfin de se diriger sur le camp d'Avignon. La noblesse y était accourue de tous les points du royaume. Henri, le nouveau dauphin, et le roi lui-même, avaient rejoint Montmorency. « Il ne sera pas dit, s'était écrié François en abandonnant le commandement du corps de réserve, que l'empereur vienne attaquer mon camp les armes à la main, et que je me contente de faire à Valence la charge de commissaire des vivres pour les convois. » Tous demandaient à grands cris que Montmorency les menât au combat; mais le maréchal ne voulut pas risquer le succès infaillible de son plan de défense, au hasard d'une journée. Il se contenta d'envoyer de nombreux détachements, qui tombaient à chaque instant sur les fourrageurs ennemis, et qui achevèrent de ruiner les envahisseurs. Réduits à vivre des fruits qu'une perfide négligence leur avait abandonnés, ils furent bientôt décimés par les maladies, si bien que, quand Charles-Quint se décida enfin à battre en retraite, il ne lui restait pas plus de vingt-cinq à trente mille hommes. Sa retraite fut encore plus pénible que ne l'avait été celle de Bourbon. Les paysans attroupés ramassaient les armes laissées dans le camp et assommaient les traînards à tous les détours des routes. Ce fut bien pis encore quand la cavalerie française arriva du camp d'Avignon. Les impériaux, entourés d'ennemis, n'osaient s'écarter du gros pour aller aux vivres ou au fourrage. Beaucoup périrent de faim entre Aix et Fréjus. Les chemins et les champs étaient couverts de morts, de mourants, d'armes, de chevaux, de bagages abandonnés. Langey, l'historien de cette guerre, dit que rien dans sa vie ne lui représenta plus sensiblement la désolation de Jérusalem par les Romains, du temps de l'empereur Vespasien.

L'invasion n'avait pas été plus heureuse au nord, où Péronne l'arrêta tout court. Cependant l'alarme fut grande dans le royaume, qui se trouvait ainsi pris entre deux attaques. Paris, dont le rôle avait si fort baissé depuis que toute la vie du royaume s'était portée au dehors, Paris retrouva dans ce moment de crise son ancienne énergie. Le prévôt et les échevins offrirent sur-le-champ dix mille hommes, cinquante mille pionniers pour fortifier les faubourgs, des munitions de guerre et un train d'artillerie. En quelques jours on rassembla assez de vivres

pour nourrir pendant un an la ville et une garnison de trente mille hommes. Un effort si puissant en imposa au comte de Nassau, qui décampa pendant une nuit et gagna à la hâte le chemin des Pays-Bas. Mais à peine l'ennemi était-il sorti du royaume, que François reprit l'offensive à son tour. Il tenta en vain de s'emparer du Milanais; en revanche, Montmorency chassa du Guast du Piémont, et réduisit la plus grande partie de la Savoie. Au commencement de l'année suivante, François se donna une représentation des anciennes cérémonies féodales. Il assigna Charles-Quint par-devant la cour des Pairs, et sur le réquisitoire de maître Capelle, l'avocat-général, « Charles d'Autriche, empereur, atteint notoirement de rébellion et de félonie, » fut dépouillé des comtés de Flandre, d'Artois et de Charollais, par lesquels il était vassal de la couronne de France. Charles-Quint s'inquiéta peu



Charles-Quint.

d'abord de cet arrêt solennel, autre espèce de bravade dans le genre de sa fameuse harangue de Rome, et envoya une armée de trente-cinq mille hommes pour défendre ses comtés. Mais François, venu lui-même veiller à l'exécution de la sentence de son parlement, commença par s'emparer de Saint-Pol, de Saint-Venant, de Hesdin et d'un grand

nombre de places de Flandre et d'Artois. Le comte de Barres, qui commandait l'armée impériale, reprit Saint-Pol et Montreuil, et vint mettre le siége devant Térouanne. Le dauphin Henri accourut avec le maréchal de Montmorency, et l'on s'attendait à un grand combat, quand arriva un trompette, envoyé par madame Marie, sœur de Charles-Quint et gouvernante des Pays-Bas, qui donnait avis d'une suspension d'armes convenue entre elle et sa sœur Éléonore, que les traités de Madrid et de Cambrai avaient donnée pour épouse à François Ier. Après quelques conférences, on convint d'une trêve de dix mois [30 juillet], mais sur ce point seulement, et la guerre continua dans le Piémont avec plus de fureur que jamais. Le roi, pour donner plus de cœur à ses troupes, voulut aller y diriger lui-même les hostilités. Il força en quelques heures le Pas de Suze, que César de Naples défendait avec dix mille hommes, et fit poursuivre par le dauphin, jusqu'au delà du Pô, le marquis du Guast, qui abandonna bientôt aux Français son camp de Moncalier, où l'on trouva de si prodigieux amas de blé, qu'après avoir pourvu à la subsistance de l'armée, il en resta de quoi approvisionner Turin pendant un an. Pendant ce temps, Soliman, l'allié de François Ier, envoyait Barberousse faire une descente dans le royaume de Naples ou de Tarente. A Brindes, tout fut mis à feu et à sang. Une armée turque entrait à la même époque en Hongrie, et remportait une grande victoire à Elsek, sur les bords de la Drave. Au lieu d'user de sa fortune et de presser son rival aux abois, François prêta l'oreille aux propositions de paix que lui fit Charles-Quint, par l'entremise du pape et de sa sœur Éléonore, et consentit à la trêve de Nice, qui maintenait pour dix ans le *statu quo*. François renonçait de nouveau au Milanais, mais il gardait la Savoie et le Piémont. Les deux monarques s'engageaient à envoyer leurs plénipotentiaires à Rome pour y arrêter les bases d'une paix générale et définitive.

Cependant, jusque là l'empereur et le roi de France restaient toujours sur ce pied de haine officielle qui datait de Madrid et de Pavie. A Nice, Charles et François avaient refusé de se voir, quoiqu'ils ne fussent qu'à un quart de lieue l'un de l'autre. Le premier se décida enfin à faire les avances. A tant de soucis, qui l'agitaient depuis si longtemps, venaient de se joindre encore de nouveaux embarras. Ses sujets des Pays-Bas, excités sous main par les Gantois, commençaient à se lasser du joug espagnol. L'opposition protestante semblait grandir de jour en jour, et les Turcs revenaient à la charge avec une effrayante opiniâtreté;

jamais le manque d'argent ne s'était fait si cruellement sentir dans les armées impériales. Des bruits de révolte arrivaient à la cour de toutes parts; l'Espagne elle-même était mécontente; cette vaste domination menaçait de s'écrouler sous son propre poids. Charles-Quint, forcé de capter les bonnes grâces de son ancien prisonnier, vint à l'île Sainte-Marguerite, et envoya un de ses gentilshommes à Avignon, où était le roi, pour lui dire qu'il désirait le voir, et que, « s'il le voulait bien, » il descendrait à terre à Aigues-Mortes. C'en fut assez pour gagner François Ier, qui ne pouvait manquer une pareille occasion de déployer sa courtoisie chevaleresque. Dès la première entrevue, ils s'embrassèrent tous deux, et François, prenant au sérieux la réconciliation, ne songea plus qu'à prouver à son nouvel ami qu'il avait tout oublié. Ce fut juste à ce moment qu'arriva la débâcle universelle des affaires de Charles-Quint. Les Gantois prennent les armes [1539] et envoient au roi de France une députation pour lui offrir la souveraineté du comté. Les soldats du Milanais se paient de leurs mains l'arriéré de leur solde, en ravageant le pays confié à leur garde. Les bandes campées en Sicile vont plus loin encore. Elles chassent les officiers de l'empereur, en élisent de nouveaux, et battent un corps d'armée envoyé contre eux par le vice-roi de Naples. En Afrique, la garnison de la Goulette menace de livrer le fort à Barberousse. Au même instant, les cortès de Castille faisaient retentir un langage séditieux aux oreilles de l'empereur, et réclamaient avec menace le rétablissement des franchises et des priviléges de la noblesse. Charles-Quint était perdu si François Ier eût voulu prêter à ce soulèvement général l'appui de ses armes et de son nom. L'accolade fraternelle d'Aigues-Mortes le protégea. François le laissa tranquillement ramasser les sommes nécessaires pour apaiser ses soldats révoltés. Il renvoya les députés des Gantois, et livra leurs lettres à l'empereur. Bien plus, il lui ouvrit un passage à travers la France pour aller soumettre les rebelles, et le délivra ainsi des protestants d'Allemagne et des croiseurs anglais, qui lui barraient à la fois les deux chemins de terre et de mer. En reconnaissance d'un si grand service, Charles promettait de donner au duc d'Orléans l'investiture du Milanais, et l'on était d'avis dans le conseil qu'il commençât par livrer le duché aux soldats du roi. Anne de Montmorency représenta qu'une pareille précaution « était indigne de la magnanimité du roi, » et cette raison d'amour-propre suffit pour décider François Ier. Voyant cela, Charles-Quint se piqua d'honneur et fit le généreux à son

tour. En renvoyant la députation flamande, François s'était écrié, sans doute par un oubli de mémoire, « qu'il estimait plus sa parole que l'empire de l'univers. » Charles ramassa le mot, et quand, à la frontière, le dauphin et le duc d'Orléans vinrent se présenter pour otages jusqu'à ce qu'il eût atteint les Pays-Bas, il répondit « que la parole du roi son frère serait son unique sûreté. » Cette confiance qu'il affectait était pourtant loin de son âme. Il ne manquait pas de gens auprès du roi qui lui conseillaient de ne pas laisser partir ainsi son rival, sans se venger de Madrid; Charles le savait, et, au milieu des fêtes magnifiques qui l'accueillirent partout sur son passage et qui coûtèrent plus de quatre millions à la France, il se sentait dévoré d'une inquiétude mortelle. Un jour, le duc d'Orléans, qui n'était encore qu'un enfant, s'étant élancé sur la croupe de son cheval et ayant jeté ses bras autour



de lui en s'écriant gaiement « Je vous fais mon prisonnier, » on vit l'empereur pâlir, et il fut quelque temps à se remettre. Triboulet, le fou de la cour, tenait un registre qu'il avait intitulé *le Journal des Fous;* il y inscrivit le nom de l'empereur à son entrée en France, et comme

il le montrait à tous : « Que feras-tu, lui dit le roi, si je le laisse passer? — J'effacerai son nom, reprit Triboulet, et j'y mettrai le vôtre. » Malgré ses craintes, Charles évitait avec soin de se compromettre. Montmorency, qui voulut, dans une fête à Chantilly, obtenir de lui une promesse écrite relativement à l'investiture du Milanais, ne put en tirer que quelques mots équivoques. A peine arrivé à Valenciennes, où il avoua ingénûment qu'il allait dormir tranquille pour la première fois depuis sa sortie d'Espagne, il répondit aux gens du roi venus pour lui rappeler sa promesse, qu'il en parlerait à son conseil, et quand le calme fut rétabli dans les Pays-Bas, il nia tout net qu'il eût jamais rien promis, et demanda froidement qu'on lui montrât un écrit.

Il fallait dès lors s'attendre à la guerre, et Charles-Quint se mit en mesure. Par un excès maladroit de confiance, François Ier s'était livré avec lui à quelques railleries, à Aigues-Mortes, sur le compte du roi d'Angleterre et des protestants d'Allemagne; il en profita sans scrupule pour enlever à l'imprudent monarque ces deux alliances importantes, qui furent mal remplacées par celles des rois de Suède et de Danemark. Les efforts heureux de Jacques V pour renouer les anciens nœuds d'amitié entre l'Écosse et la France achevèrent de décider Henri VIII, et les dernières répugnances de la ligue de Smalkalden disparurent devant le traité de Ratisbonne, qui accordait aux protestants le libre exercice de leur religion, et laissait aux princes la jouissance des biens ecclésiastiques envahis par eux. En même temps, Charles-Quint cherchait à gagner les Vénitiens et travaillait par ses agents auprès de Soliman, qui ne comprenait rien à ces brusques changements du roi de France, à ces retours d'amitié envers l'ennemi commun. François, averti à temps, se hâta de parer le coup et fit partir pour Constantinople deux de ses affidés, le Génois César Frégose et l'Espagnol Antoine Rincon, qui avaient ordre de passer à Venise pour s'y entendre avec la seigneurie. Le secret de leur mission avait été surpris par les espions de Charles-Quint, et comme ils descendaient le Pô sur une barque bien montée et fournie par Langey, le gouverneur du Piémont, la garnison de Pavie, par les ordres de du Guast, tomba sur eux à l'improviste près de l'embouchure du Tésin, et dans la lutte qui s'engagea ils furent égorgés tous les deux. Du Guast n'avait commandé ce crime que pour avoir leurs dépêches; on ne les trouva pas : ils les avaient remises à Langey en passant dans le Piémont, et le baron de La Garde les porta lui-même à Venise, ou il s'embarqua pour Constantinople [1541].

Cette nouvelle violence était plus criante encore que l'exécution de Maraviglia. François Ier demanda sur-le-champ vengeance, et déclara qu'il reprendrait les armes s'il ne l'avait pas dans quatre mois. L'empereur resta impassible. Pressé par le pape de désavouer son général, il le justifia hautement, et comme pour narguer l'impuissance du roi de France, il s'en alla, sous le coup d'une menace de guerre, attaquer au loin les pirates d'Alger, emmenant avec lui toute sa flotte et ses meilleures troupes. On eût trouvé de la grandeur à cette manière de répondre aux réclamations du roi de France si l'expédition eût réussi; mais Charles, arrivé devant Alger à la fin d'octobre, y fut accueilli par d'effroyables orages. Le camp, les travaux, tout fut noyé par les pluies; la tempête brisa une partie de ses vaisseaux à la côte; la famine et les maladies mirent le comble au désastre. Forcé de battre en retraite et de se remettre en mer avec les débris de ses troupes, Charles y retrouva l'ouragan, qui, plus furieux que jamais, le rejeta en Afrique. Doria s'écriait que, depuis cinquante ans qu'il tenait la mer, il n'avait encore rien vu de pareil. L'empereur toucha enfin le rivage espagnol, ayant à peine vu l'ennemi et ayant perdu cent trente navires, quinze galères, la plupart de ses canons et de ses bagages, et les deux tiers de ses troupes. Les malheurs gratuits de cette lutte sans gloire avec les éléments donnaient beau jeu à François Ier. Deux armées entrèrent à la fois dans le Luxembourg et le Roussillon. La première, commandée par le duc d'Orléans, qui avait avec lui le duc de Guise et son fils François, le comte d'Enghien et les seigneurs de La Marck, s'empara dès l'abord de tout le duché, à l'exception de Thionville. En même temps, Antoine de Bourbon avait envahi l'Artois, et le maréchal de Gueldre, le Brabant. Le prince d'Orange, trop faible pour résister à tant d'ennemis, se tenait enfermé dans les places fortes, et l'on pouvait en peu de temps pousser jusqu'au Rhin la frontière de ce côté du royaume; mais le duc d'Orléans, sur le faux bruit que le dauphin son frère allait livrer bataille à Perpignan, abandonna tout à coup son poste, emmenant une partie des troupes, et pendant qu'il courait aux Pyrénées, l'ennemi regagna dans le nord tout le terrain qu'il avait perdu. Le Roussillon avait été conquis rapidement; mais quand on vint à Perpignan, on y trouva le duc d'Albe avec les vieilles bandes espagnoles, et tout le canon sauvé de l'expédition d'Alger. Alvarès arrêta trois mois les Français, et, l'hiver approchant, la crainte de voir son camp inondé par les torrents qui tombent des montagnes dans

cette saison, força le dauphin Henri de quitter la place. Trois jours après son départ, la campagne était déjà comme une mer; une partie de l'arrière-garde fut emportée par les eaux.

Ce n'était là, en quelque sorte, que les préludes des hostilités, et les plaintes éclataient de toutes parts dans le royaume contre un souverain dont le règne n'avait été, pour ainsi dire, qu'une longue guerre. L'armée arrivait à peine du Roussillon, que François la conduisit dans les provinces de l'Ouest, qui venaient de se soulever à l'occasion d'un nouvel impôt. L'Aunis, le Poitou, la Saintonge, Bordeaux, La Rochelle, toutes les villes de la Garonne et de la Dordogne formaient déjà une coalition menaçante pour l'autorité royale. Mais le roi avait trop bien dressé son peuple à l'obéissance. Ce ne fut qu'un feu de paille qu'il éteignit en passant, et, sans plus s'inquiéter du malaise intérieur, il revint aussitôt à la grande affaire de sa lutte avec l'empereur.

Jamais rois ennemis ne s'étaient plus inquiétés de l'opinion. Tout l'hiver de 1543 fut employé par les deux rivaux à répandre l'un contre l'autre des manifestes dans lesquels ils s'accusaient réciproquement d'avoir trahi la chrétienté, François, par son alliance avec les Turcs, Charles, en tolérant les protestants d'Allemagne. Malgré la réforme et le progrès des idées politiques, c'était encore une chose importante que d'avoir l'Église de son côté. Charles et François s'efforcèrent à l'envi pour gagner le pape, et lui soumirent, en quelque sorte, leurs plaidoyers respectifs; mais Paul III, moins intéressé dans la querelle depuis que le véritable théâtre de la guerre n'était plus en Italie, refusa de se compromettre et repoussa toutes leurs avances. L'alliance de Henri VIII dédommagea amplement Charles-Quint de cet échec, partagé, au reste, par son ennemi. Jacques V venait de mourir [1543], et le roi anglais s'était vu sur le point de réunir l'Écosse à sa couronne, en faisant épouser à son fils Édouard la fille de Jacques, la fameuse Marie Stuart. François intervint. Les troupes qu'il envoya à Marie de Lorraine, la veuve du roi défunt, continrent si bien la faction anglaise, à la tête de laquelle était le comte d'Arran, Jacques Hamilton, que l'union projetée fut rompue, et, dans son dépit, Henri VIII conclut sur-le-champ une ligue défensive et offensive avec l'empereur. Dix mille Anglais débarquèrent quelques jours après dans les Pays-Bas.

C'était de ce côté qu'allait tomber tout le poids de la guerre. Charles vint à Bonn pour passer en revue son armée, qui se trouva forte de

quarante-quatre mille hommes, et commença par attaquer Guillaume, duc de Clèves et de Juliers, un des plus zélés partisans de la France. Guillaume essaya en vain de résister : ses villes tombaient l'une après l'autre au pouvoir de l'empereur. Les princes allemands, qui d'abord avaient fait mine de prendre les armes en sa faveur, le laissaient se débattre seul; il vint demander grâce à Charles-Quint, qui lui prit la Gueldre et son meilleur général, Martin Rossem, et le força de renoncer à l'alliance du roi de France. Pendant ce temps, le dauphin était entré dans les Pays-Bas et s'était emparé de Landrecies, de Maubeuge et de Barlemont. Charles-Quint, renforcé par les dix mille Anglais que lui avait envoyés Henri VIII, s'avança sous les murs de Landrecies, dont le comte de Rœux avait déjà commencé le siége. La Lande et d'Essé, qui commandaient la place, soutinrent bravement l'attaque des impériaux, et donnèrent au roi le temps d'arriver avec une grosse armée, qui vint s'établir à Cateau-Cambrésis, sur la gauche de la Sambre, juste en face du camp ennemi. Les deux armées, postées sur deux hauteurs opposées, n'étaient séparées que par une vallée, au milieu de laquelle coulait un petit ruisseau profondément encaissé dans un ravin. On s'attendait à une bataille, et l'empereur, qui était au Quesnoy, accourut au camp de Landrecies pour y assister. Mais il fallait de part ou d'autre, pour se rejoindre, descendre dans la vallée et monter à l'assaut du camp ennemi, et nul n'osait en courir le risque. Le jour de la Toussaint, François mit son armée sous les armes et envoya escarmoucher sur le bord du ruisseau, comme s'il eût voulu le passer. Les impériaux, abusés par ce mouvement, vinrent se ranger en bataille sur le bord opposé. Mais ce n'était qu'une fausse alerte. Pendant que l'on se canonnait dans la vallée, Martin du Bellay traversait la plaine à la tête d'un convoi et le conduisait à Landrecies, qui se trouva ravitaillé pour quinze jours. La saison des pluies était venue. Charles pouvait à peine tenir encore une semaine dans ses lignes. François, tranquille sur le sort de la place, se retira sur Guise, et l'empereur, qui en quittant Juliers avait promis à ses troupes de les mener droit à Paris, dut s'estimer trop heureux de se rabattre, dans sa retraite, sur Cambrai, ville libre et impériale, dont il s'empara, sous prétexte d'intelligences avec les agents du roi de France. En revanche, le duc d'Orléans s'empara de nouveau du Luxembourg, qui lui resta cette fois. En Italie, François avait pris l'offensive, mais sans honneur ni profit. Jusqu'alors, les Turcs n'avaient été ses alliés que de loin, et

cependant le vieux préjugé du moyen-âge s'était assez révolté contre cette alliance anti-chrétienne. Ce fut bien pis encore cette année. Barberousse, parti des Dardanelles à la tête de cent cinquante voiles, s'avança jusque dans le golfe de Lyon, ravageant sur son chemin les côtes de Naples, des états de l'Église et de la Toscane, et vint rejoindre à Toulon le comte d'Enghien, qui était devenu gouverneur du Piémont depuis la retraite de Guillaume du Bellay, mort de la goutte, le 9 janvier, près de la montagne de Tarare. Barberousse et d'Enghien, naviguant de conserve, forcèrent l'entrée du port de Nice, s'emparèrent de la ville le 22 août, et rejetèrent la garnison dans le fort. Nice était la seule place sûre qui restât au duc de Savoie; il jeta les hauts cris en voyant le croissant arboré dans ses murs, côte à côte avec les lis de France. Du Guast et Doria se préparèrent aussitôt à venir secourir le gouverneur de Nice, André de Montfort, qui se défendait courageusement contre l'armée combinée des assiégeants. Le fort de Nice, bâti sur un rocher, était à l'épreuve de la mine et du canon. On y avait



retiré les vivres, les munitions de guerre, et jusqu'aux cloches des églises. D'Enghien, dont la flotte était chargée de provisions de bouche et de vins, manquait d'armes et de poudre; il fut obligé d'en emprun-

ter aux gens de Barberousse, qui étaient armés jusqu'aux dents. Ce partage déplut au vieux pirate. Il traita de haut les gentilshommes qui s'étaient mis en mer avec lui, et des lettres interceptées ayant appris que du Guast et Doria approchaient, il remit à la voile en maugréant [8 septembre], et retourna à Toulon avec cette *flotte d'eau douce*, comme il l'appelait; puis il revint à Constantinople, en pillant les côtes de la Catalogne, du royaume de Valence et de la Calabre. Le duc de Savoie fit frapper, à cette occasion, des monnaies d'argent ayant la croix de Savoie d'un côté, et de l'autre cette inscription : *Nicea à Turcis et Gallis obsessa* (Nice assiégée par les Turcs et les Français). La perte de Mont-Devis et de Carignan fut plus sensible à François I[er] que cette vengeance inoffensive; mais à Mont-Devis, les Espagnols ayant, au mépris de la capitulation, massacré une partie de la garnison, les cantons indignés envoyèrent un renfort de huit mille hommes aux Français, et la guerre se prolongea sur ce point jusqu'au cœur de l'hiver.

C'était une bonne fortune pour Charles-Quint que le spectacle odieux donné par son rival, sous les murs de Nice, à l'Europe. Il eut soin d'en tirer parti à la diète qui se tint à Spire dans le mois de février de l'année suivante. En vain le cardinal du Bellay, venu pour défendre son maître, essaya-t-il de le justifier dans un long mémoire, alléguant en sa faveur « les exemples d'Abraham, de David et des Machabées, dans l'Ancien Testament; ceux du grand Constantin, de Théodose et d'Honorius, dans le Nouveau; » la diète ne voulut rien entendre. Elle décida que la guerre serait déclarée à la France, au nom de l'empire germanique, et que les princes fourniraient à l'empereur vingt-quatre mille hommes de pied et quatre mille chevaux. Henri VIII se décida à prendre une part plus active encore à la guerre. Il fut convenu qu'il viendrait lui-même à Calais et qu'il envahirait le royaume par la Picardie, pendant que l'empereur entrerait en Champagne. Le rendez-vous était assigné sous les murs de Paris, et, comme il n'arrive que trop souvent dans ces grands essais d'invasion, les deux monarques se faisaient d'avance le partage des provinces françaises. La triste issue de tant d'autres expéditions pouvait apprendre cependant à Charles-Quint que rien n'était moins certain qu'une conquête, et il rassemblait encore ses troupes, quand il lui vint du Piémont des nouvelles qui durent au moins ébranler sa confiance.

Le duc d'Enghien, envoyé au delà des Alpes au milieu de l'hiver, avait mis le siége devant Carignan, qui interceptait la communication avec Turin, et, ne pouvant ouvrir la tranchée dans les terres durcies par le froid, il avait fait cantonner ses troupes dans les villages environnants et tenait la place bloquée, quand, au moment où le blocus tirait à sa fin, le marquis du Guast arriva avec une armée et un grand convoi de vivres et de munitions. Il fallait ou quitter la place ou se débarrasser par une victoire de l'armée espagnole. Ce dernier parti semblait à d'Enghien le seul convenable, mais il était contraire à ses instructions. En présence de tant d'ennemis prêts à passer la frontière, Francois Ier n'avait pas voulu exposer ses soldats aux hasards d'une bataille, avec un général de vingt-cinq ans. D'Enghien lui envoya Blaise de Montluc, un cadet de Gascogne, venu pour faire fortune dans les camps d'Italie, où il avait commencé par être simple soldat, et qui, malgré ses quarante ans, gardait encore toute cette verve juvénile déjà si loin du roi. François le reçut entouré de ses vieux conseillers, qui débattirent longuement les chances d'une ba-



taille et conclurent tous au rejet. Montluc, qui se contenait à peine, prit enfin la parole, sur l'ordre du roi, et, « jetant de tous côtés des

regards menaçants, trépignant des pieds, s'escrimant à droite et à gauche, » le cadet gascon finit par l'emporter sur la prudence inquiète de l'ancien soldat de Marignan et de Pavie. François posa son bonnet sur la table, joignit les mains, leva les yeux au ciel, et après une courte prière *au Père des lumières*, « Qu'ils combattent! qu'ils combattent! » s'écria-t-il enfin. Montluc s'élança aussitôt de la chambre du conseil, bondissant de joie et criant « Bataille! bataille! Que ceux qui veulent en tâter se dépêchent! » Plus de mille gentilshommes le suivirent au camp de Carignan. Du Guast avait bien dix mille hommes de plus que d'Enghien; mais celui-ci n'hésita pas. Le lundi de Pâques, 11 avril, il décampa à une heure après minuit, et s'avança dans la plaine de Cérisoles, dans laquelle s'étendait l'armée ennemie, protégée par vingt pièces de canon qui étaient placées sur les hauteurs de Carmagnole. A la vue des batteries espagnoles, le duc arrêta sa marche et attendit que l'on vînt à lui. Les deux armées restèrent en présence jusqu'à midi, s'essayant par des escarmouches à la mêlée générale, que l'on ne voulait entamer d'aucun côté. Déjà près de cinq mille arquebusiers combattaient en enfants perdus dans la plaine; les dix mille lansquenets qui formaient le corps de bataille des impériaux s'ébranlèrent enfin et vinrent au petit pas attaquer les quatre mille Suisses du duc d'Enghien. Le colonel Tais accourut au secours avec quatre mille hommes des anciennes légions; mais au même instant, le prince de Salerne s'étant avancé avec dix mille fantassins italiens et la cavalerie florentine pour soutenir les lansquenets, d'Enghien et Tais allaient être écrasés par le nombre, quand de Thermes s'élança à la tête de la gendarmerie française, rompit les Florentins et les renversa sur les fantassins du prince de Salerne, qui ne purent rejoindre le corps de bataille. Là le combat s'était engagé avec une furie sans égale. Derrière le premier rang de piquiers on avait mis un rang de soldats armés d'arquebuses du côté des Français, de pistolets du côté des impériaux. Le feu des Français devint à la fin supérieur, et Boutières ayant chargé à la tête de ses gendarmes les bataillons éclaircis des lansquenets, on n'eut plus que la peine de les égorger. Pendant ce temps, les Grisons et les Italiens, qui combattaient à l'aile gauche des Français, avaient lâché pied devant les vieilles bandes espagnoles et allemandes. D'Enghien, qui avait quitté le corps de bataille pour venir encourager ses alliés, dont la valeur lui était suspecte, se vit tout à coup entouré d'ennemis. Il se trouvait alors derrière une petite colline qui lui ca-

chait la vue du combat, et, croyant avoir perdu la journée, il ne songeait plus qu'à mourir à la tête des cent cavaliers qui l'accompagnaient, quand, à la nouvelle de la déroute des lansquenets, les Espagnols se débandèrent tout à coup et s'enfuirent sur Asti, entraînant avec eux le marquis du Guast, blessé d'une arquebusade à la cuisse. Les Suisses couraient comme des furieux sur le champ de bataille, criant à pleine tête *Mont-Devis! Mont-Devis!* pour s'exciter à venger leurs compatriotes, et massacrant sans pitié les fuyards. Les impériaux laissèrent dix à douze mille morts dans la plaine de Cérisoles, et ce qui rendit leur défaite plus humiliante encore, c'est qu'on trouva, dit-on, dans leur camp, quatre mille chaînes et autant de cadenas, destinés par du Guast aux prisonniers qu'il comptait faire sur les Français. De jour



en jour, la nouvelle tactique gagnait du terrain. Presque tout le poids de cette journée avait porté sur l'infanterie. Cependant il restait encore quelque chose des anciennes mœurs militaires. Montluc, qui commandait à Cérisoles les enfants perdus et qui y avait reproduit au sérieux son énergique pantomime dans le conseil royal, fut fait chevalier sur le champ de bataille, de la main du duc d'Enghien.

Rien ne pouvait venir plus à propos pour rassurer les trembleurs



François Ier.

de la cour. Toutefois ce n'était là qu'un glorieux épisode dans une guerre sans importance réelle, et le vainqueur de Cérisoles, forcé d'envoyer au roi douze mille de ses meilleurs soldats, ne put profiter de l'avantage que lui donnait ce grand succès. La France devait passer avant l'Italie. Charles-Quint avait réuni cinquante mille fantassins; Henri VIII, trente mille. Ils avaient en outre, à eux deux, près de vingt mille chevaux, et l'artillerie la plus nombreuse qu'on eût encore vue. Henri VIII, arrivé le premier, trouva la frontière de Picardie dégarnie de troupes, la meilleure partie des soldats de François Ier étant allée avec le dauphin en Champagne, à la rencontre de Charles-Quint. Mais, au lieu de marcher droit sur Paris, comme il en était convenu avec l'empereur, le roi anglais se laissa prendre à des calculs d'intérêt personnel, et voulut s'assurer d'abord des places de la Picardie qui lui revenaient dans leur partage. Pendant qu'il faisait une halte maladroite sous les murs de Montreuil et de Boulogne, Charles-Quint s'était mis en marche à la fin. Il reprit le Luxembourg, s'empara, en traversant la Lorraine, de Commercy et de Ligny en Barrois, et entra en Champagne [juillet 1544], où il vint mettre le siége devant Saint-Dizier. Le comte de Sancerre l'y retint pendant sept semaines, avec cent hommes d'armes et deux mille fantassins, devant un rempart dérisoire, et, forcé de capituler à la fin du mois d'août, il sortit de la place à la tête de la garnison, tambour battant et enseignes déployées, emmenant armes et bagages et quatre pièces d'artillerie. Pendant ce temps, l'armée du dauphin grossissait et comptait bientôt cinquante mille hommes. Les maladies et la désertion avaient enlevé à l'empereur un tiers de ses soldats. Henri, auquel il avait écrit de se hâter, répondait que son honneur était engagé à la prise de Boulogne et de Montreuil, et restait immobile. Affaibli, découragé, manquant de vivres et de munitions, Charles craignait, s'il entrait plus avant dans le royaume, de se voir couper la retraite. Il entama des conférences à la Chaussée, entre Châlons et Vitry; mais il s'était déjà trop aventuré. Beaucoup s'écriaient qu'il fallait lui faire expier à cette heure tant de guerres et d'invasions. La trahison vint à son aide. Il avait proposé, dans les conférences de la Chaussée, de donner sa fille au duc d'Orléans, et pour dot, ou le Milanais ou les Pays-Bas. François vieillissait; on sentait approcher la fin de son règne, et la duchesse d'Etampes, en hostilité ouverte avec le dauphin, qui était déjà sous l'empire d'une autre femme, de Diane de Poitiers, désirait se préparer une retraite pour le nouveau règne. Elle pro-

tégea donc le duc d'Orléans, pour en être protégée à son tour, et comme le dénuement dans lequel se trouvait l'empereur empêchait qu'on ne prêtât l'oreille à ses propositions, elle rendit les gens du roi plus souples en livrant à Charles-Quint Epernay et Château-Thierry, où étaient les magasins de l'armée française. Le seigneur de Bossu, qui était tout à elle, gagna le capitaine chargé de rompre le pont d'Epernay ; Charles, averti par la duchesse, arriva à l'improviste et s'empara des deux villes, par où son armée, refaite, entra dans le Soissonnais, et poussa des reconnaissances jusqu'aux portes de Meaux. Ce fut le tour des Français à trembler. Paris se crut sur le point d'être assiégé. «Tout le monde s'enfuyait éperdu et empressé, sans savoir où il devait se retirer, à Rouen ou à Orléans, les uns par eau, les autres par terre. C'était un déménagement général ; la campagne était pleine de chariots et de chevaux avec lesquels les Parisiens entraînaient les plus riches meubles, de femmes et d'enfants qui s'enfuyaient, de bétail que les paysans chassaient devant eux. La rivière était couverte de bateaux, où se jetaient en si grande



foule meubles et gens, qu'ils en firent aller plusieurs à fond, et les chemins tout pavés de diverses hardes, qu'ils laissaient choir de trop de

hâte de s'enfuir, et qui avaient été laissées par les voleurs et pillards, lesquels, s'étant débandés de notre camp en grand nombre, couraient sus à ces pauvres gens et renversaient tout leur équipage pour y trouver de l'argent. » (MEZERAY.)

On apprit sur ces entrefaites que Boulogne, aux abois, allait bientôt être forcée de se rendre, et l'on reprit avec empressement la négociation interrompue. « La paix ne pouvait manquer de se faire entre l'empereur et le roi, disait le Florentin Louis Alamanni, parce que l'un en avait grande envie, et l'autre grand besoin. » Le 18 septembre, un traité fut conclu à Crespy en Valois. L'empereur se retirait sans être inquiété, et obtenait la renonciation des droits de la France sur le royaume de Naples, moyennant quoi il rendait les villes de Champagne, et donnait sa fille au duc d'Orléans, avec la dot promise à la Chaussée. La favorite était arrivée à ses fins; mais son triomphe fut de courte durée. Il advint de ce traité comme des autres. Le duc d'Orléans étant mort au mois de septembre de l'année suivante, avant d'avoir consommé le mariage, Charles-Quint garda la dot de sa fille, et, sommé par le roi de France de lui accorder quelque dédommagement, se contenta de répondre à l'envoyé français : « S'il me laisse en paix, je l'y laisserai. »

Cependant Henri VIII n'avait point adhéré au traité de Crespy. Quatre jours avant la signature, Boulogne lui avait ouvert ses portes, et ses troupes pressaient toujours Montreuil. Mais à la nouvelle de l'approche du dauphin, qui, libre enfin du côté de la Champagne, venait défendre la Picardie, le monarque anglais se retira précipitamment sur Calais, d'où il repassa en Angleterre. L'année suivante, François Ier ouvrit les hostilités par le siége de Boulogne, que ravitailla la flotte anglaise. Le 18 juillet, l'amiral d'Annebaut tenta une diversion en Angleterre, et fit une descente dans l'île de Wight, après avoir combattu la flotte anglaise, forte de soixante voiles. L'expédition n'eut d'autre résultat que la défaite d'une poignée d'insulaires et l'incendie de quelques villes. En France, les deux partis se livraient d'inutiles combats dans le pays qui est entre Boulogne et Calais. Charles-Quint s'étant retiré de la lice, la guerre n'avait plus de motif sérieux. L'on s'en lassa à la fin, et les conférences ouvertes au mois de juin, entre Guines et Ardres, la terminèrent bientôt. Le traité fut signé le 7 juin. Boulogne devait rester huit ans encore aux Anglais, et, pendant ce temps, François s'engageait à leur payer 800,000 écus d'or, pour les dédommager des frais de la guerre, et des fortifications faites par eux à

Boulogne et dans les petites places environnantes. Le paiement achevé, il rentrait en possession du Boulonnais. En outre, Henri VIII exigeait une pension annuelle de 1,000,000 d'écus, et comprenait dans le traité les Ecossais en qualité d'alliés de la France.

Les traités de Crespy et d'Ardres n'avaient été conclus que par lassitude. Cette génération de rois, qui occupait la scène depuis vingt-cinq ans, se sentait épuisée à la fin, et commençait à s'en aller. Charles-Quint était devenu goutteux. « Voyez, avait-il dit à l'amiral d'Annebaut, quand celui-ci vint le trouver à Bruxelles pour la ratification du traité de Crespy, voyez si je ne suis pas pour garder ces articles, puisque celui qui ne peut tenir une plume pourrait moins encore empoigner une lance. » Au commencement de 1547, sept mois après le traité d'Ardres, on vint annoncer à François Ier que Henri VIII était mort le 28 janvier. « Mon aîné est parti, dit-il douloureusement, mon tour ne tardera pas! » Depuis six à sept ans, un ulcère honteux rongeait le roi, qui n'en vivait pas plus chastement. Il s'aggrava au mois de février de cette année et se compliqua d'une fièvre lente que François voulut en vain secouer, en courant chasser d'un château à l'autre, à la Muette, à Limours, à Rochefort, à Saint-Germain, enfin à Rambouillet, où il fallut garder le lit.

Ce fut là qu'expira le *roi chevalier* [31 mars], recommandant son âme à Dieu et son peuple à son fils, deux choses qui ne l'avaient guère préoccupé de son vivant. Pierre Castelan, qui fit son oraison funèbre, dit en pleine chaire que sa pieuse mort avait dû, à son avis, le dispenser de l'épreuve du purgatoire, et qu'il était allé tout droit en paradis. L'Université, qui, depuis l'affaire du Concordat, n'avait jamais pardonné au *Père des lettres*, jugea la proposition hérétique, et envoya une commission de docteurs se plaindre du panégyriste à la cour. « Vous venez, Messieurs, leur dit l'Espagnol Jean Mendose, le maître d'hôtel du défunt, pour débattre avec M. le grand-aumônier le lieu où peut être l'âme du défunt roi notre bon maître? Si vous voulez vous en rapporter à moi, qui l'ai mieux connu qu'homme du monde, je puis vous assurer qu'il n'était pas d'humeur à s'arrêter longtemps en quelque lieu que ce fût, lors même qu'il y était à son aise; et qu'ainsi, s'il a été en purgatoire, il n'y aura guère demeuré, et qu'il n'aura fait tout au plus qu'y goûter le vin en passant, selon sa coutume. » Au fond de cette nature sensuelle et capricieuse, se cachait cependant, en dehors des scènes de parade, quelque chose de

généreux et de noble qui fait de François Ier une figure à part dans la galerie de nos rois. C'est le type parfait du gentilhomme, avec sa grandeur dédaigneuse de manières, son besoin de paraître, et cet honneur chatouilleux, moins sévère pourtant que la probité bourgeoise.

François entrait dans la trente-troisième année de son règne quand il mourut. Il avait cinquante-deux ans six mois dix-neuf jours. Son fils, Henri II, qui lui succédait, atteignait juste sa vingt-neuvième année le jour qu'il monta sur le trône.

Henri II continua la politique extérieure de son père avec la même alternative de revers et de succès; mais, à l'intérieur, il ne sut pas assez tenir, comme lui, en respect les influences subalternes qui régnaient à sa cour. François Ier n'avait été faible qu'avec sa mère et sa maîtresse; je ne sais quel instinct de méfiance l'éloignait des grands seigneurs, de ceux même qui lui étaient le plus utiles. Montmorenci, après avoir sauvé le royaume au camp d'Avignon, avait passé dans la disgrâce les dernières années du règne qui venait de s'écouler. Dans son testament, François recommandait à son fils de se défier des Guises, qui, depuis Marignan, jouaient un si noble rôle à la tête de ses armées. Henri, élevé pour ainsi dire dans les camps de son père, avait eu pour compagnons d'armes ces illustres suspects, et avait contracté avec eux des habitudes d'amicale familiarité qui le suivirent sur le trône. Montmorenci, qu'il appelait son *compère*, fut rappelé aussitôt de Chantilly, où il vivait dans une sorte d'exil, et prit la direction des affaires, que François avait léguée, en mourant, à l'amiral d'Annebaut. François de Lorraine, duc d'Aumale, le compagnon d'enfance du dauphin, fut introduit par le roi de France dans le conseil, où il remplaça le cardinal de Tournon, l'un des vieux et fidèles serviteurs du roi défunt. Le changement s'opéra si vite, que le troisième jour après la mort de François Ier, Montmorenci était à Saint-Germain-en-Laye, et recevait les députés de Paris venus pour complimenter le nouveau roi. La duchesse d'Étampes, honteusement renvoyée à son mari, céda la place d'honneur qu'elle occupait à la cour à la duchesse de Valentinois, la belle Diane de Poitiers, et alla vieillir obscure dans une de ses terres. Cruellement éclipsée par la favorite, la femme de Henri II, Catherine de Médicis, en prenait, sans fausse honte, son parti, et s'exerçait par avance aux ruses de sa politique nationale, flattant, pour se les ménager, toutes les influences rivales de la sienne, quelque odieuses qu'elles pussent lui être. A elles quatre, les factions réunies des princes

lorrains, de Montmorenci, de Diane et de Catherine, entouraient le roi de toutes parts. « Rien ne leur échappait, dit un écrivain du temps, non plus que les mouches aux hirondelles, que tout ne fût englouti... De sorte qu'il était quasi impossible à ce prince débonnaire d'étendre à d'autres sa libéralité; car ils étaient quatre qui le dévoraient, comme un lion dévore sa proie. »

Le premier usage que François de Lorraine fit de sa nouvelle autorité, fut en faveur de sa nièce Marie Stuart. L'ambition de la famille était de voir la couronne de France sur la tête de la jeune reine d'Écosse. De son côté, le duc de Sommerset, qui gouvernait l'Angleterre sous le titre de *Protecteur*, voulait faire épouser Marie à son pupille Édouard VI. Appelant les armes à l'appui de ses négociations, il venait de gagner à Pin-Kinceluht une grande victoire sur les Écossais, et il proposait au conseil d'Écosse de réunir les deux royaumes et de faire abandonner à Édouard le titre de roi d'Angleterre pour celui de roi de la Grande-Bretagne. L'intérêt de la France, autant que celui de la maison de Lorraine, s'opposait à cette réunion. D'Essé, envoyé en Écosse avec six mille hommes, repoussa les Anglais hors du pays, et fit conduire Marie Stuart en France, pour y être élevée à la cour jusqu'au moment de son mariage avec le dauphin. Cette énergique démonstration replaçait la France en quelque sorte sur le pied de guerre avec l'Angleterre. Une révolte qui éclata sur ces entrefaites dans les provinces de l'ancienne Aquitaine, faillit fournir à Sommerset l'occasion de prendre une cruelle revanche de l'intervention française en Écosse. On se rappelle le soulèvement qu'avait excité, sous le dernier roi, l'établissement de la gabelle dans cette contrée. La force en avait fait promptement justice; mais l'irritation des esprits subsistait toujours : les troubles se renouvelèrent en 1548, et sous un aspect bien plus menaçant.

Quelques commis de la gabelle, qui s'en allaient prélever les droits par les villages, furent maltraités par les gens de Laurignac, et poursuivis jusqu'aux portes de Cognac. A cette nouvelle, toutes les campagnes voisines se soulèvent; on sonne le tocsin, et une foule d'hommes armés de faux, de fourches, de vieilles épées, de fléaux, de broches et de bâtons, se répandent dans les champs pour assommer les *archers du sel*. Les insurgés mirent à leur tête Bois-Menir, surnommé Galaffre, bourgeois de Blansac, et un gentilhomme appelé Puimoreau, qui envoyèrent des billets par les bourgs et les villages, ordonnant, sous peine de mort, aux habitants de venir se joindre à eux, afin de les aider

à exterminer les gabeleurs. En peu de jours, ils eurent cinq à six mille hommes sous leurs ordres. Antoine de Bourbon, le père de Henri IV, qui commandait dans ces quartiers, rassembla trois cents hommes d'armes pour étouffer la révolte naissante; mais à peine la petite troupe eut-elle paru en campagne, que le tocsin se mit à sonner de tous côtés, et, de peur d'être enveloppés, les hommes d'armes battirent en retraite. L'attroupement grossit aussitôt à un tel point, que Bois-Menir et Puimoreau se virent bientôt à la tête de quarante mille hommes. Dans l'Agénois, le Périgord, le Limousin, le Poitou, la Gascogne, les paysans commençaient à prendre les armes. Il fallut faire monter la noblesse à cheval, et les compagnies bourgeoises veillaient chaque nuit sur les remparts, avec autant d'inquiétude que si une armée d'ennemis eût été au cœur du royaume. Les chefs de la révolte, se sentant grandir à l'improviste, envoyèrent offrir à Sommerset de remettre tout le pays sous l'ancienne domination anglaise, et le soulèvement de Bordeaux, qui se déclara pour eux, donnait déjà quelque poids à cette audacieuse proposition. La populace bordelaise massacra le commandant Tristan de Monnies; elle ouvrit le corps et le remplit de sel, en haine de la gabelle. Le parlement, qui voulut s'interposer, fut brutalement éconduit d'abord, et les conseillers, forcés de monter la garde avec les gens du peuple, parurent sur la place, la pique à la main, en costume de matelots. Ils reprirent pourtant le dessus. Un petit marchand, François Lavergne, qui, le premier, avait sonné le tocsin, fut tiré à quatre chevaux en face de l'Hôtel-de-Ville, et la sédition s'apaisait d'elle-même, quand arrivèrent, par Toulouse, le duc d'Aumale, et Montmorenci, le *grand rabroueur de personnes*. Les dix mille fantassins et les mille chevaux qu'ils avaient avec eux furent rejoints en route par toute la noblesse du pays, menacée un moment de voir se renouveler les scènes du temps des Jacques et des Pastoureaux. Montmorenci marcha sur Bordeaux en ordre de bataille, précédé de dix-huit pièces d'artillerie, et, les montrant aux *Jurats* qui venaient humblement lui apporter les clefs de la ville : « Allez, allez, dit-il, avec vos clefs; je n'en ai que faire; j'en ai d'autres que je mène avec moi qui me feront autre ouverture que les vôtres. » Il fit ensuite son entrée, l'épée à la main, tambour battant et enseignes déployées; et, par ses ordres, on dressa aussitôt sur la place de l'Hôtel-de-Ville une foule de potences et d'échafauds. Plus de cent bourgeois périrent dans les supplices. Bois-Menir, et un autre chef nommé Talamagne, furent couronnés de fer

rouge, et rompus vifs. Puimoreau, en sa qualité de gentilhomme, eut seulement la tête tranchée. Cent vingt bourgeois, suivis de tous les jurats, s'en allèrent, en habits de deuil, au lieu où était le corps de Monnies; ils le déterrèrent avec leurs ongles, et le portèrent sur leurs épaules devant l'hôtel du connétable, où ils se mirent à genoux en criant miséricorde.



ricorde. Bordeaux en fut quitte pour une rançon de deux cent mille livres et pour la perte de ses priviléges, dont les titres furent jetés au feu (26 octobre). Ensuite le connétable s'en revint à la cour par le Poitou, cassant les priviléges, brisant les cloches qui avaient servi à sonner le tocsin, et laissant partout sur son passage les chefs avoués de la révolte accrochés au gibet.

Tout cela s'était fait trop rapidement pour que Sommerset eût eu le temps de donner suite aux propositions des révoltés; mais on avait découvert le secret à la cour. On savait que Charles-Quint avait envoyé des émissaires dans les campagnes insurgées, et qu'il était convenu

d'envahir la France par la Champagne, pour faciliter aux Anglais la conquête de la Guyenne. Henri II considéra ces menées hostiles comme autant d'infractions aux derniers traités; et, profitant de la guerre civile qui déchirait en ce moment l'Angleterre, où Thomas Seymour disputait le gouvernement à son frère le duc de Sommerset, il rassembla, au mois de juillet 1549, ses gendarmes et sa noblesse à Paris, sous le prétexte des fêtes du couronnement de la reine; puis tout à coup partit pour la Picardie, et vint mettre le siége devant Boulogne, qui, malgré la perte de ses forts avancés, résista jusqu'à l'hiver, où il fallut convertir le siége en blocus.

Un combat heureux de Léon Strozzi, qui battit la flotte anglaise dans les parages de Boulogne, et les succès de Paul de Thermes, qui avait remplacé d'Essé en Écosse, décidèrent le conseil d'Angleterre à demander la paix. Les deux millions d'écus d'or promis à Henri pour la rançon de Boulogne furent réduits à 400,000, et les Anglais s'engagèrent à rendre, moyennant une somme, les châteaux et les villes qu'ils occupaient encore en Écosse (traité d'Outre-Eau, 24 mars 1450). Le 15 mai, Henri II fit son entrée à Boulogne, et les deux rois s'envoyèrent l'un à l'autre le collier de leur ordre en signe de parfaite réconciliation.

Ce n'était pas de ce côté qu'était le plus grand danger. Travaillée par la révolution religieuse dont Henri VIII avait donné le signal, traînée bientôt de la réforme au catholicisme, du catholicisme à la réforme, au caprice de ses souverains, l'Angleterre ne devait plus de longtemps inspirer de crainte sérieuse à la France. Restaient la maison d'Autriche et son redoutable chef, Charles-Quint. Depuis le traité de Crespy, celui-ci n'avait cessé de remuer et de grandir; renonçant, du moins en apparence, à ses projets de conquêtes en France, il portait ailleurs ses vues ambitieuses. «Ce prince avait résolu de substituer en Allemagne le gouvernement monarchique à la constitution existante, d'après laquelle l'empereur n'était que le magistrat suprême du pays dans la paix et la guerre; le chef, et non le maître, des électeurs et autres princes qui jouissaient des droits régaliens dans leurs états respectifs. En 1545, son conseil aulique s'était emparé de la juridiction souveraine dans l'empire, après en avoir dépouillé la chambre impériale; en 1547, quelques mois après l'avénement de Henri II, il avait détruit à Muhlberg la ligue de Smalkalden, rempart de la liberté germanique, opposition permanente et armée à ses volontés. Depuis lors il avait ôté et donné

le duché de Saxe, désarmé la Hesse, jeté dans les fers les souverains de ces deux pays, ordonné aux électeurs et aux autres états de l'empire de frapper monnaie à son effigie. Il préludait par ces actes à la destruction de la féodalité, qu'il semblait vouloir traiter, en Allemagne, comme les rois, depuis Philippe Auguste jusqu'à Louis XI, l'avaient traitée en France. En Italie, déjà maître du royaume de Naples et du Milanais, c'est-à-dire de tout le Midi et de la moitié du Nord, il commençait la conquête du centre par l'introduction d'une garnison espagnole à Sienne, par l'invasion de Plaisance et l'attaque de Parme, après la mort de Pierre Farnèse, qu'il avait fait assassiner par son lieutenant Gonzague. La conséquence naturelle de ces nouveaux essais d'agrandissement était l'exécution de son projet de monarchie ou de suprématie universelle. Aussi renouvelait-il les sollicitations auprès de son frère Ferdinand, pour qu'il cédât à l'instant à don Philippe ses prétentions sur la couronne impériale; 1550. » (Poirson.)

La France était le seul obstacle sérieux qui pût s'opposer à cette gigantesque ambition. Henri II ne recula pas devant le rôle que son père avait joué si longtemps à ses risques et périls. Ce fut en Italie qu'il entama la lutte. Là, la grande question du moment était celle de la maison Farnèse. Pierre Farnèse, celui dont Charles-Quint venait de se débarrasser d'une façon si violente, était le fils du pape Paul III, qui avait démembré en sa faveur, des États de l'Église, les deux duchés de Parme et de Plaisance. Paul III, se sentant près de mourir, et voyant que l'empereur se mettait en mesure de prendre Parme après Plaisance, crut qu'il donnerait une sauvegarde à la ville menacée en la réunissant au domaine de saint Pierre, et fit offrir à son petit-fils, Octave, Camerino et Nepi, en échange de l'héritage paternel. Octave écrivit à son grand-père qu'il allait traiter avec les impériaux, si Parme n'était remise sur-le-champ entre ses mains, et le vieillard fut si outré quand le frère d'Octave, le cardinal Farnèse, lui remit cette lettre insolente, qu'il tomba sans connaissance, à la renverse. Il revint à lui, pris d'une fièvre violente qui l'enleva en quelques jours, et sa mort, arrivée le 10 novembre de l'an 1549, laissa les Farnèse sans appui pour se maintenir dans la position usurpée où les avait placés le népotisme. Jules III, qui monta ensuite sur le siége pontifical, reprit, avec plus d'énergie encore, les projets de réunion de son prédécesseur, et Octave, pressé entre le pape et l'empereur, résolut enfin d'appeler la France à son secours. Henri II n'attendait que l'occasion de se mettre sur le chemin de l'empereur. Il répondit avec

empressement à l'appel des Farnèse, et envoya le seigneur de Thermes, qui se jeta dans Parme avec un corps de troupes françaises. Gonzague rassembla aussitôt son armée à Bersella, se tenant prêt à secourir le pape. Toutefois, Espagnols et Français ne figuraient là que comme auxiliaires, les premiers, de Jules III, les autres, d'Octave, et la guerre n'était pas encore déclarée entre les deux nations. Mais la garnison de la Mirandole, qui se trouvait alors en litige entre les mains de Henri II, ayant fait une incursion dans le Bolonais, Gonzague fit attaquer Parme et la Mirandole par ses soldats, et Henri prit sur-le-champ la guerre à son compte. Les hostilités commencèrent alors sur les frontières de Champagne et de Picardie; Cossé de Brissac, qui venait d'être nommé gouverneur du Piémont, se mit en campagne, s'empara de Quiers, de Saint-Damien, et s'avança si loin dans le Montferrat, que Gonzague, inquiet pour le Milanais, rappela ses troupes du Parmesan. Les Turcs, excités par d'Aramon, l'ambassadeur français, envoyèrent dans la Méditerranée une flotte commandée par Dragut, qui descendit en Sicile, à Malte, à Goze, et reprit Tripoli aux Espagnols. A mesure que grandissaient les proportions de la lutte, Jules III s'effrayait de s'y voir mêlé. Sa douleur et son effroi augmentèrent encore lors de la seconde convocation du concile de Trente. Henri II, à la première nouvelle qu'il en eut, envoya à tous les évêques du royaume une circulaire par laquelle il leur enjoignait de reconnaître les nombreux abus qui régnaient dans leurs diocèses, afin d'en faire leur rapport dans un concile national. Jacques Amyot, le célèbre traducteur de Plutarque, déclara en plein concile de Trente que le roi son maître ne regarderait jamais cette assemblée que comme une faction, aux décrets de laquelle ni lui, ni ses sujets, n'étaient tenus de se soumettre. L'édit de Fontainebleau vint en même temps défendre à tous ceux du royaume de faire passer aucun argent à Rome, et soustraire les bénéfices à la juridiction pontificale. Tout zélé qu'il paraissait pour la cause catholique, jusqu'à faire pendre et brûler les protestants par centaines, Henri II s'engageait ouvertement sur les traces de Henri VIII; il remontait au moins au temps de la pragmatique, si odieuse à Rome.

Jules III eut peur, et écrivit au roi *Très-Chrétien*, qui fit enfin sa paix avec lui, le 20 avril 1552. Il fut convenu qu'Octave Farnèse garderait Parme pendant deux ans, au bout desquels il serait libre de traiter à son gré avec le Saint-Siége, et l'édit de Fontainebleau fut révoqué.

Cette transaction avec Jules III venait à propos pour le roi de France, qui venait d'entrer dans la ligue formée en Allemagne par l'électeur de Saxe, Maurice, pour s'opposer aux tentatives du despotisme impérial. Henri II, despote lui-même dans son royaume, se déclara chez ses voisins le protecteur de la liberté, de la même façon qu'il y protégeait la réforme, et même avec encore plus d'emportement. Au moment de marcher vers la frontière du Rhin, il fit répandre dans les provinces allemandes un manifeste, à la tête duquel était gravé un bonnet phrygien entre deux poignards, symbole de la liberté dans les médailles antiques, avec sa devise, *Liberté*, et pour légende, *Henri, protecteur de la Germanie et des princes captifs.* Les préparatifs pour la nouvelle expédition étaient formidables; quinze mille hommes d'infanterie française, neuf mille lansquenets, sept mille Suisses, quinze cents lances, la maison du roi, quatre cents archers de la garde, deux mille chevau-légers, douze cents arquebusiers à cheval, deux mille hommes de l'arrière-ban, cinq cents cavaliers anglais et une bonne artillerie; trente galères équipées dans la Méditerranée allaient rejoindre la flotte de Soliman; vingt-cinq autres devaient sillonner l'Océan et bloquer les ports de l'Espagne ou des Pays-Bas; enfin, le maréchal de Brissac commandait vingt mille hommes dans le Piémont. Henri II se mit à la tête de la grande armée, et commença sa lutte en faveur des libertés germaniques par ajouter à ses domaines Metz, Toul et Verdun, que l'on appelait les Trois-Évêchés, et qui formaient une sorte de république fédérative, à la manière des villes libres de l'Empire. Les Trois-Évêchés, menacés depuis longtemps par l'empereur, qui, sous divers prétextes, avait mis successivement la main sur Cambrai, sur Liége et sur Utrecht, villes libres comme eux, et se voyant réduits presque à choisir entre deux maîtres, n'opposèrent qu'une faible résistance aux troupes françaises. Toul et Verdun ouvrirent leurs portes à la première sommation. Metz fit mine de se mettre en défense; mais les préparatifs de l'attaque n'étaient pas encore terminés, que les habitants se rendirent de bonne grâce. De là les Français descendirent dans l'Alsace, qu'ils se préparaient à conquérir comme les Trois-Évêchés; mais Strasbourg, qui dominait toute la province, fit meilleure contenance que les villes libres de Lorraine. Les Strasbourgeois avaient levé cinq mille hommes, et ramassé une nombreuse artillerie. Leurs faubourgs rasés, les nouvelles fortifications qu'ils avaient élevées, les vivres et les

munitions dont ils avaient rempli leur ville, tout annonçait qu'ils étaient prêts à se défendre jusqu'à la dernière extrémité.



Henri II.

Henri II ne jugea pas à propos de mettre leur courage à l'essai. Il venait d'apprendre que ses alliés d'Allemagne avaient traité avec l'empereur à Passau, sans faire seulement mention de lui dans l'acte d'accommodement. Déjà les troupes des Pays-Bas commençaient le dégât en Picardie et en Champagne, et le roi de France allait avoir lui-même sur les bras toute cette puissance impériale dont il travaillait tant à préserver les autres. Bientôt on apprit que Charles-Quint s'avançait sur Metz, à la tête de cent mille hommes. François de Lorraine, devenu duc de Guise par la mort de Claude son père, se jeta dans la place, suivi de toute la noblesse; et pendant que l'empereur faisait halte à Landau pour attendre son gros canon et faire reposer ses troupes, il répara en toute hâte les fortifications délabrées de la place. Metz avait alors huit à neuf mille pas de tour. A l'ouest et au sud, elle

n'était protégée que par un gros boulevard mal flanqué, et un étroit fossé interrompu çà et là par des cabanes et des jardins. La Seille et la Moselle, qui l'entouraient à l'est et au nord, formaient sa seule défense de ce côté. Guise fit raser les faubourgs, établit en toute hâte des ouvrages avancés pour y disposer ses batteries, et construisit derrière la muraille un second retranchement, auquel il mit la main lui-même avec ses capitaines, pour encourager les soldats et les bourgeois à l'ouvrage; puis, ayant chassé de la place toutes les bouches inutiles, donné ses ordres pour les magasins et les hôpitaux, et fait brûler, autour de la ville, les moulins, les blés et les fourrages, il attendit tranquillement l'armée impériale, qui vint étendre ses lignes sous les murs de Metz, le dernier jour d'octobre. Tous les efforts et le génie du duc d'Albe, qui dirigeait les opérations du siége, vinrent échouer contre la prudence et la valeur de François; en vain le vieil empereur, dans les moments de répit que lui laissait sa goutte, venait-il, sous les pluies, à la tranchée, exhorter lui-même ses soldats. Le 28 novembre, un large pan de la muraille s'étant écroulé tout à coup entre les tours de Vessieux et de Lignières, de grands cris de joie s'élevèrent dans le camp impérial; mais quand la poussière fut dissipée, on aperçut derrière le mur écroulé un gros rempart bien flanqué, tout bordé d'arquebusiers, et la brèche était si raide, que jamais Charles-Quint ne put décider ses gens à tenter l'assaut. Cependant l'on avançait dans l'hiver. Les impériaux, campés au milieu de la neige, périssaient en foule sous leurs tentes; chaque jour les assiégés les tenaient en alerte par de vigoureuses sorties, où toute cette noblesse accourue à la voix de Guise, les Montmorenci, les Navailles, les Soubise, les La Trémouille, combattaient pêle-mêle avec le simple soldat. Le prince de Condé se mit un jour de la partie, déguisé en chevau-léger. Enfin, le 10 janvier 1533, Charles-Quint battit en retraite avec les troupes du camp de la Belle-Croix et celles qui composaient le corps de la grande attaque à la porte Champenèse. Le reste le suivit à quelques jours de distance. On estimait à quarante mille le nombre des soldats que l'empereur avait perdus à cette malheureuse entreprise. Ceux qu'il emmenait étaient dans un tel état de faiblesse et de dénuement, que les Français eux-mêmes en eurent pitié. On les rencontrait, dit Salignac, qui a écrit le récit de ce siége mémorable, errant sur les routes, à moitié morts de froid et de faim. Quelques-uns, couchés derrière les haies et dans les fossés, pouvaient lutter à peine contre les chiens et les oiseaux de proie, qui les dévoraient

tout vivants. Les Français furent aussi généreux qu'ils avaient été



braves. Ils nourrirent eux-mêmes leurs ennemis, et portèrent aux hôpitaux de la ville les blessés et les malades laissés dans le camp. On envoya des bateaux au duc d'Albe, pour faire transporter à Thionville ceux qu'il traînait à sa suite. En revanche, la gaieté nationale s'exerça sans pitié aux dépens de l'empereur. Charles-Quint avait pris pour devise les Colonnes d'Hercule, avec ce mot orgueilleux : *ultra* (au delà). Entre autres médailles satiriques frappées en France à l'occasion de la levée du siége de Metz, il en parut une qui représentait un aigle enchaîné à deux colonnes, avec cette inscription plaisamment équivoque : *Non ultra Metas.* (Metas, en latin, signifie indifféremment Metz ou bornes.)

Les armes françaises obtenaient le même succès au milieu des Alpes et dans les plaines de l'Italie. Le maréchal de Brissac surprit Albe, et s'empara de Verrue [1552]. Le grand but de la France était d'enlever à l'Espagne le royaume de Naples, sauf à le laisser en main tierce après la conquête. La flotte turque, qui rôdait sans cesse autour des côtes napolitaines, n'attendait qu'un moment favorable pour rejoindre les galères françaises. Afin de mener à bien les opérations militaires, Bris-

sac ne demandait qu'un pied-à-terre dans la Toscane, d'où il pût à son aise lancer des troupes sur la route de Naples. On jeta les yeux sur Sienne, dont les habitants, anciens clients de la France, attendaient un libérateur avec impatience. Espagnole depuis 1547, Sienne avait pour gouverneur le marquis Diégo Hurtado de Mendoza, dont la fierté toute méridionale avait semé la haine dans le cœur du peuple. Les mécontents envoyèrent un agent à Venise, auprès du cardinal de Tournon, ambassadeur de France, et le complot fut arrêté. Le 3 août 1552, deux conjurés ardents, Énée Piccolomini et Amerigho Amerighi, sortirent sur la place publique, l'épée à la main, et haranguèrent la bourgeoisie.



Toute la population se rendit en armes devant les postes espagnols, et la garnison ennemie fut chassée de Sienne. De Thermes entra aussitôt dans la place, où douze mille hommes se trouvèrent en peu de temps réunis sous la conduite du cardinal Hippolyte de Ferrare, archevêque de Milan, qui prit le commandement de la place. En vain le vice-roi de Naples, Garcia de Tolède, voulut-il arracher la ville rebelle a ses nouveaux possesseurs; il en était encore aux approches de la place quand l'apparition de Dragut sur les côtes de Naples le rappela brusquement dans son gouvernement. L'amiral turc avait battu Doria, trop faible pour lui tenir tête; et si le prince de Palerme, qui arrivait de Marseille avec vingt-cinq galères, l'eût rejoint à temps, Naples eût peut-être

changé de maître à son tour. Mais quand l'exilé napolitain atteignit Dragut, celui-ci avait déjà remonté la côte jusqu'en vue de la Toscane, et rien ne put le déterminer à revenir sur Naples, où le prince avait une puissante faction. Tout ce qu'on put obtenir de lui, ce fut qu'il prît part à une expédition en Corse, où les Français allaient se montrer pour la première fois [1553].

Jamais Charles-Quint n'avait essuyé tant de revers à la fois. Il cherchait à faire bonne contenance, et plaisantait la fortune, qui n'aimait pas, disait-il, les vieillards. Mais cette ironie chagrine déguisait mal son dépit; et l'armée que le comte de Rœux conduisit au mois d'avril en Picardie, épousant les ressentiments de son maître, signala son passage par les plus horribles dévastations. Noyon, Nesle, Roye, Chauni, plus de sept cents villages furent réduits en cendres. Les impériaux renversèrent de fond en comble, par ordre exprès de la gouvernante des Pays-Bas, le beau château de Folembray, que François Ier avait fait bâtir. Il n'y eut que deux affaires importantes dans cette campagne toute de ravages : le siége de Thérouanne et celui d'Hesdin. D'Essé-Montalembert, déjà célèbre sous le dernier règne par la défense de Landrecies, avait été choisi par Henri II pour commander dans Thérouanne. Le vieux guerrier, malade alors de la jaunisse, redoutait presque déjà de se voir mourir dans son lit : « Sire, s'écria-t-il plein de joie en recevant le commandement de la ville menacée, quand on vous annoncera la prise de « Thérouanne, assurez hardiment que d'Essé est guéri de la jaunisse. » Il périt, en effet, sur la brèche, en repoussant un assaut qui dura dix heures; mais la place tint quelque temps encore. Enfin, le 20 juin, les mineurs ennemis étant arrivés sous la muraille, on fit jouer la mine, et elle fit une telle ouverture au rempart, que l'on pouvait entrer à cheval. Le fils du connétable, jeune homme sans expérience, qui s'était emparé presque d'autorité de la survivance du brave d'Essé, perdit la tête dans ce moment critique. Il fit battre la chamade, et demanda à capituler; mais, au milieu des pourparlers, les Allemands s'élancèrent en foule sur la brèche, et passèrent au fil de l'épée la population de Thérouanne. Cette place servait à la France de poste avancé entre Arras et Tournay, et les ravages continuels que sa garnison exerçait dans les campagnes voisines à la première apparence d'une guerre, l'avaient rendue la terreur des environs. Après le massacre des habitants de Thérouanne, l'armée victorieuse abandonna les murs et les maisons aux paysans d'alentour, qui accoururent en foule, et la démolirent en huit

jours, mais avec un tel acharnement de rage, qu'il n'en resta pas, à la lettre, pierre sur pierre, et qu'on sait à peine aujourd'hui en quel lieu elle était située.

Hesdin, pris de la même manière, et dans le temps que les assiégés parlementaient, fut traité avec autant de rigueur que Thérouanne. Charles-Quint en conserva seulement le nom à une ville nouvelle qu'il fit construire l'année suivante sur l'emplacement de l'ancienne; c'est celle qui le porte aujourd'hui. Henri restait spectateur immobile de tous ces désastres. Il attendait les Suisses et les Grisons, qui n'arrivèrent qu'à la fin d'août. L'armée se dirigea sur-le-champ du côté de Cambrai, qui devait porter la peine du traitement infligé aux gens de Thérouanne et d'Hesdin; mais, comme on se mettait en route, les pluies commencèrent à tomber avec une telle violence, qu'en peu de temps les chemins devinrent impraticables à l'artillerie, et il fallut aussitôt revenir sur ses pas.

La vengeance, remise à l'année suivante, n'en fut que plus cruelle. Le 19 juin, trois armées se trouvèrent sur pied à la fois; l'une entra dans l'Artois, qu'elle mit à feu et à sang; l'autre s'enfonça dans les Ardennes, dont les vieilles forêts recélaient une foule de châteaux forts, où les bandes de pillards allemands se tenaient cantonnées. Elle détruisit leurs repaires, et vint rejoindre la troisième armée, qui, sous les ordres du connétable, avait envahi les Pays-Bas. Faisant mine de se porter sur Avesnes, Montmorenci attira de ce côté une grande partie des troupes ennemies; il se rabattit alors tout à coup sur la droite, et vint assiéger Mariembourg. Cette place n'était autrefois qu'un gros bourg; mais la gouvernante des Pays-Bas, Marie de Hongrie, en avait fait une place importante en l'entourant de remparts formidables, et lui avait donné son nom. Comptant sur l'état impraticable dans lequel elle avait fait mettre les chemins qui conduisaient à sa ville, Marie n'y avait laissé qu'une faible garnison. L'intelligence et l'ardeur des pionniers français déjouèrent ce calcul. L'artillerie du connétable était arrivée devant la place avant même qu'on eût eu le temps d'y jeter du secours. Elle se rendit le 28 juin, après un siége de trois jours; et Henri, qui arriva au camp le dernier jour du mois, changea son nom en celui de Henri-Bourg, fantaisie royale dont l'usage n'a pas tenu compte. De là le roi marcha vers Bouvines et Dinant, qu'il emporta d'assaut, et dont les habitants furent passés au fil de l'épée. Les ordres impitoyables donnés par Marie de Hongrie dans la dernière campagne avaient si fort irrité

les Français contre elle, qu'ils lui faisaient une guerre personnelle, en quelque sorte. Après avoir pris et débaptisé la ville qu'elle avait comme fondée, ils s'acharnèrent sur le Hainaut, sa province de prédilection. Là étaient Mariemont, sa maison de plaisance, et ce magnifique palais qu'elle s'était fait bâtir à Binche, où les soldats de Charles-Quint, son frère, lui avaient apporté d'Italie une des plus riches collections d'antiques qui fût alors au monde. Mariemont et le palais de Binche furent réduits en cendres; la collection périt, dispersée ou brûlée. C'était lui faire payer assez cher l'incendie brutal de Folembray; mais, à force de s'abandonner à leurs vengeances, les envahisseurs ruinèrent tellement le pays, qu'il leur devint impossible d'y subsister. Ils se replièrent sur le Cambrésis, qu'ils traversèrent en le dévastant, et vinrent en Artois, où ils mirent le siége devant Renti, château-fort jeté au milieu de vastes marécages, à deux ou trois lieues de l'endroit où gisaient les décombres de Thérouanne. Renti couvrait l'Artois, et menaçait en même temps la frontière française du côté de Boulogne. Déjà l'artillerie du roi avait ruiné une partie des murailles; mais Charles-Quint ne pouvait se laisser enlever sans résistance un poste aussi important. Il se mit à la tête de son armée, qui, rassemblée depuis longtemps sous les ordres d'Emmanuel Philibert de Savoie, cherchait l'occasion d'en venir aux mains avec l'ennemi, et vint camper derrière le bois de Renti, dit le Bois-Guillaume, à une portée de canon des lignes françaises, dont il n'était séparé que par une étroite vallée. Dès le lendemain de son arrivée [13 août], 15,000 hommes entrèrent dans le bois, où le duc de Guise avait posté une troupe de piquiers et d'arquebusiers; Guise s'étant avancé pour soutenir l'attaque avec une partie de la cavalerie légère, et l'infanterie nationale commandée par Coligny, on crut d'abord qu'une grande bataille allait s'engager. Guise et Coligny enfoncèrent du premier choc tout ce qui se présenta devant eux. La déroute des impériaux fut si complète, que Granvelle, Gonzague et le duc de Savoie furent obligés, pour ne pas être pris, de laisser là leurs chevaux et de s'enfoncer dans l'épaisseur du bois. Mais Montmorenci, qui n'était pas d'avis qu'on livrât la bataille, ayant retardé à dessein la marche du corps d'armée et celle des Suisses, à la tête desquels s'était mis le roi, Charles-Quint fit sonner à temps la retraite, et tout se réduisit à une affaire d'avant-garde. Ce n'était pas assez pour faire quitter la place aux nouveaux venus. Bientôt Henri, bloqué lui-même dans ces terrains marécageux, désespéra de venir à bout de son entreprise.

et se retira sur Boulogne. Toutefois, avant de décamper, il envoya dire à l'empereur, que s'il partait, c'était seulement faute de fourrages, et qu'il lui offrait le combat dans la plaine, s'il voulait l'accepter. Charles-Quint répondit froidement qu'il verrait ce qu'il aurait à faire, et le laissa partir. Lui-même s'en retourna à Bruxelles, chassé pour ainsi dire de son camp par ses continuels accès de goutte, et le reste de la campagne se passa en ravages obscurs de part et d'autre sur les confins de la Picardie et de l'Artois.

Du temps que les deux armées étaient encore en présence sous les murs de Renti, de grands cris de joie, qui s'élevèrent un jour dans le camp des impériaux, et une décharge générale de leur artillerie, avaient appris à Henri II que ses armes venaient d'essuyer un échec en Italie. La présence des Français à Sienne avait jeté l'alarme à la petite cour de Florence; mais Cosme de Médicis, partagé entre sa haine pour la France et la peur qu'elle lui inspirait, n'avait point encore osé remuer, quand, vers la fin de 1553, Henri II choisit pour commander à Sienne, en remplacement de M. de Thermes, toujours occupé en Corse, Pierre Strozzi, un banni Florentin, dont le père s'était tué après trois jours de tortures dans les prisons de Cosme, laissant gravé sur le mur ce vers menaçant, mis par Virgile dans la bouche de Didon :

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor.

Avant de partir, Strozzi avait fait une sorte de marché avec Catherine de Médicis, qui abandonnait le duc à sa vengeance, sous la condition qu'il la mettrait en possession du duché. Mais Cosme prévint la *vendetta* du banni. Il leva une armée qu'il confia au marquis de Marignan, l'un des plus célèbres capitaines italiens, et l'envoya à l'attaque de Sienne. Marignan, arrivant sous la place à l'improviste pendant que Strozzi courait la campagne, faillit s'en emparer au premier assaut [27 janvier 1554]. Il avait enlevé déjà un bastion, et presque forcé l'une des portes; Strozzi accourut et le força de lâcher prise. On se fit alors une guerre de détail qui se prolongea jusqu'au 3 août, où les deux généraux se décidèrent enfin à une action générale devant Marciano. Strozzi, battu, se réfugia à Montalcino, et le vainqueur retourna sous les murs de Sienne, d'où il ne bougea plus qu'elle ne se fût à la fin rendue, après huit mois de siége. Montluc, qui avait pris le commandement en l'absence de Strozzi, avait fait passer dans l'âme des habitants une partie de l'enthousiasme militaire qui l'animait, tout malade qu'il était de la dyssenterie. La faim seule put réduire les Siennois à

ouvrir leurs portes [22 avril 1555]. Il ne restait plus, quand ils s'y décidèrent, que trois chevaux dans la ville; le petit peuple avait mangé jusqu'aux herbes qui croissaient le long des murailles et dans le fossé. Quant au capitaine gascon, il tint bon jusqu'au bout. Il déclara que jamais le nom de Montluc ne paraîtrait au bas d'une capitulation, et qu'il sortirait de la ville l'épée à la main, avec armes et bagages, et même son canon, prêt à tenir tête à qui voudrait l'attaquer. Cette bravade eût pu lui coûter cher, car ses gens, comme il le dit lui-même dans ses Commentaires, avaient tous des visages de morts plutôt que d'hommes vivants; et, de Sienne à Montalcino, il en périt une cinquantaine de faiblesse. Heureusement que Marignan fut généreux avec lui. Ils étaient l'un et l'autre, dit-il aux négociateurs de la capitulation, *deux pauvres gentilshommes de leur estoc*, et quand Montluc sortit de la ville, il vint le recevoir comme un frère, l'embrassa, lui donna



une escorte, et poussa ses marques d'affection jusqu'à envoyer sur le chemin qu'il avait à parcourir, des chariots chargés de rafraîchissements.

Sienne et son territoire n'en furent pas moins perdus pour la France.

et dans le Piémont, Brissac ne se soutenait qu'à force d'audace et de génie contre le duc d'Albe, qui le pressait avec 30,000 hommes. Il parvint pourtant à s'emparer du Vignal, d'Yvrée, de Casal [7 octobre 1555], au grand dépit du duc d'Albe, qui fit pendre le commandant de cette dernière place. Mais ces conquêtes pénibles, entre-mêlées de revers, étaient plutôt de nature à prolonger la guerre qu'à la terminer. De même, aux Pays-Bas et sur les bords du Rhin, tout se passait en coups de main, en tentatives trop souvent avortées. La garnison du nouveau Hesdin essaya de surprendre Abbeville; le gouverneur de Thionville pratiqua des intelligences avec ceux de Metz pour se faire livrer la place; ces deux entreprises échouèrent complétement, et furent bientôt punies par la prise de Cateau-Cambrésis, qu'Albon de Saint-André enleva par escalade. Des propositions d'accommodement s'étaient fait entendre au milieu de ces hostilités indécises; mais Henri demandait le Milanais, et Charles-Quint la Bourgogne. Tous deux réclamaient en outre au nom du roi de Navarre et du duc de Savoie, et ces prétentions rivales ne pouvant s'accorder, Charles, lassé de cette lutte interminable, et succombant sous le poids de l'âge et des infirmités, prit enfin une résolution étrange, qu'un esprit comme le sien, à la fois positif et ami du merveilleux, pouvait seul concevoir. Le 25 octobre, il assembla à Bruxelles, dans la grande salle du Palais, les Etats des Pays-Bas et l'ordre de la Toison-d'Or, et, se tenant appuyé sur le prince d'Orange, le fameux Guillaume de Nassau, il raconta, un papier à la main, avec une simplicité qui avait bien son ambition, toutes les agitations de son règne, fit l'énumération de ses guerres, de ses traités, de ses voyages, et termina en appelant son fils Philippe II, auquel il remit tous ses états, en lui recommandant de les conserver dans la crainte de Dieu, et de veiller avec zèle au maintien de la religion catholique. Philippe, en épousant Marie Tudor, s'était acquis le titre de roi d'Angleterre, et ce rêve de monarchie universelle dont s'était bercé son père eût pu se réaliser sous lui, s'il avait recueilli en entier l'héritage paternel; mais Charles n'osa point affronter l'antipathie déclarée des princes allemands pour un projet qui mettait leur liberté en péril. Avant de partir pour le monastère de Saint-Just, où, selon son expression, il allait se préparer à mourir, il envoya le sceptre et la couronne de l'empire à son frère Ferdinand, nommé depuis longtemps roi des Romains. Mais avant d'abandonner pour toujours le gouvernement des affaires aux mains de son fils, Charles ne voulut pas qu'il trouvât une guerre à soutenir pour

son début ; et le 5 février 1556, le jour même où il lui remit définitivement la couronne d'Espagne, il signa, à Vaucelles, une trêve de cinq ans avec la France.

Les conditions de la trêve de Vaucelles se ressentaient du besoin que l'ex-empereur avait d'en finir. Il laissait au roi de France toutes les conquêtes qu'il avait faites dans les Pays-Bas, en Lorraine, en Corse, dans le Piémont, et n'exigeait rien en retour. Toutefois, quelque avantageux que pût paraître cet accommodement, Henri ne s'y tint pas longtemps. Il s'était déjà engagé ailleurs, et on ne le laissa pas sacrifier les anciens traités aux nouveaux. Cette fois, la guerre vint du pape, l'apôtre ordinaire de la paix.

« Fils du comte Montario, d'une illustre famille napolitaine, qui avait toujours combattu pour la branche angevine, puis pour les droits de la dynastie française, Jean-Pierre Caraffa, doyen du sacré-collége, était ennemi juré des Espagnols. Dans ce siècle de débauches pontificales, sa vie était restée pure de toute souillure ; une austérité je dirais presque puritaine, si le mot n'était hérétique, lui avait fait fonder le couvent des moines théatins, quand Paul III l'appela à Rome. Là, le moine rigide se laissa doucement prendre aux illusions de l'ambition ; peu à peu il accepta le chapeau de cardinal, le cumul des bénéfices, le titre de doyen du sacré-collége; enfin, après la mort du pape Marcel II, il fut élevé au pontificat. Nous insistons longuement sur la vie du saint-père, parce qu'il eut une grande influence sur le mouvement politique de l'Europe. La haine de la maison d'Autriche et le népotisme, si commun à Rome, furent les deux principaux mobiles de ce retour vers les choses du monde. Les neveux de Paul IV, les Caraffa, aspiraient au rang que les Farnèse s'étaient créé dans l'Italie ; or, comme ils n'espéraient pas de leur oncle une sécularisation du patrimoine de l'Eglise en leur faveur, ils comptaient sur une conflagration générale pour se constituer une principauté indépendante ; l'un fut nommé gouverneur de Rome ; l'autre, cardinal et légat de Bologne.

« Le pape avait conçu des desseins inexécutables; Henri II aurait été investi du royaume de Naples; la Toscane eût chassé les Médicis et recouvré la liberté avec le titre de république. Les possessions de l'empire en Italie, morcelées en une foule de principautés, seraient devenues le partage des Caraffa, de la maison d'Este, alliée des Guises, et de l'État de l'Église. Les princes lorrains étaient entrés avec ardeur dans les projets de Paul IV. Au dire des historiens, le cardinal de Lorraine,

le chef politique de cette ambitieuse maison, réservait à son frère, le duc de Guise, la couronne de Naples; à lui-même la tiare pontificale après la mort du pape, vieillard de quatre-vingts ans; au duc d'Aumale, gendre de la duchesse de Valentinois, une principauté dans la Lombardie. L'entreprise était hardie; elle eût haut placé la famille de Lorraine, qu'on soupçonna plus tard, et peut-être avec raison, d'aspirer au trône de France; son élévation eût alors moins coûté à la branche de Valois.

« Ce n'était donc pas le compte du pape que le roi de France conclût une trêve avec le roi d'Espagne. Deux mois auparavant [16 novembre 1555], une alliance secrète avait été signée entre Paul IV et Henri II, pour la conquête du royaume de Naples; le saint-père envoya son neveu, le cardinal Caraffa, rappeler au roi ce traité antérieur. Le faible Henri II penchait vers le maintien de la paix; l'influence de Diane de Poitiers et des princes lorrains fut victorieuse, malgré l'opposition du vieux connétable, qui avait fait conclure la trêve de Vaucelles. L'alliance fut renouvelée avec le pape [28 juin 1556]. Le cardinal Caraffa jouait admirablement son rôle à double entente. Il promettait à Henri II le royaume de Naples, et le duché de Milan pour deux de ses fils; à Catherine de Médicis le grand-duché de Toscane, l'héritage de sa famille; d'autre part, comme nous l'avons dit, il faisait secrètement à la famille de Lorraine, et à la duchesse de Valentinois, les offres les plus brillantes. Toutes ces menées eurent un plein succès. La trêve de Vaucelles fut rompue, et la guerre commença à la fois en Italie et dans les Pays-Bas. » (*Cahiers d'Histoire.*)

Le duc d'Albe, qui était venu se poster en observation dans le royaume de Naples, n'ignorait pas ce qui se tramait à Rome et à la cour de France. Tout semblait respirer la guerre dans les États de l'Église. Paul IV passait ses milices en revue; il s'était fait une garde de cent gentilshommes qui logeaient dans le Vatican; six mille fantassins et trois cents chevaux avaient été levés dans la Marche d'Ancône et l'Ombrie; le premier janvier, le comte Montorio, l'un des quatre Caraffa, avait été nommé en grande cérémonie, dans la chapelle du pape, généralissime des troupes de l'Église; l'on fortifiait Paliano et d'autres points de la frontière de Naples. Toutefois Paul IV attendait, pour se déclarer, que les bandes gasconnes alors en Corse, et l'armée du duc de Guise, fussent arrivées à Rome; mais le duc d'Albe ne leur en laissa pas le temps. Le 5 septembre, sous le prétexte de venger l'ar-

restation de Garcilaso de Vega, agent du roi d'Espagne à Rome, il entra à main armée sur les terres du pape, s'empara de Frosione, de Ponte-Corvo, et enleva tous les bestiaux errants dans la campagne. Monluc et Strozzi, qui vinrent au secours des Caraffa avec une partie des troupes de la Toscane, essayèrent en vain d'arrêter les progrès du général espagnol. Anagnie, Tivoli, Nettuna, Civita-Vecchia, tombèrent tour à tour en son pouvoir. Ostie lui ouvrit ses portes au mois de novembre; et le pape, bloqué pour ainsi dire dans sa capitale, se vit enfin réduit à demander une suspension d'armes, que le vice-roi lui accorda volontiers par l'ordre de son maître. Les Farnèse s'allièrent alors au roi d'Espagne, qui offrait de leur rendre Plaisance; mais l'arrivée du duc de Guise, qui parut enfin en Italie au commencement de 1557, les empêcha de faire aucun mouvement en faveur de leur nouvel allié. Il en fut de même pour le duc de Florence, qui se fit donner Sienne, en laissant croire qu'il allait passer aux Français, et qui resta les bras croisés pendant toute la durée de la guerre. Les alliés de la France restèrent au surplus dans la même inaction. Paul IV, aux termes du traité, s'était engagé à grossir l'armée française de quinze mille fantassins et de mille chevaux; il fournit à peine quelques compagnies. Le duc de Ferrare, qui par déférence pour les princes italiens avait été nommé généralissime



des soldats du pape, et même de ceux du roi, prit à peine le temps de recevoir de la main de Guise le bâton de commandant, à la tête de

l'armée, et se retira sur-le-champ dans ses domaines. Non-seulement il emmena ses troupes avec lui, mais il fallut, au milieu de la campagne, lui envoyer deux mille Suisses et mille Gascons pour l'aider à se soutenir contre le gouverneur du Milanais. Toutefois, Guise se sentait assez fort à lui seul pour entamer une guerre au bout de laquelle il avait une couronne en perspective. Quand il passa son armée en revue à Rimini, elle se trouva forte de vingt mille hommes, parmi lesquels on comptait cinq mille Suisses et une foule de jeunes seigneurs qui avaient abandonné la guerre nationale, celle qui se faisait alors en Picardie, pour venir en Italie servir la cause de la maison de Lorraine. Guise entra en campagne vers le milieu d'avril, et vint mettre le siége devant Civitella, dont il abandonna le siége après trois semaines d'inutiles efforts. Pour réparer cet échec, il offrit la bataille au duc d'Albe, qui s'était approché, à la tête de vingt-quatre mille hommes, de la place assiégée. Mais le général espagnol n'eût garde d'en courir la chance. Il ruinait son ennemi avec des marches et des contre-marches dans ce pays montueux et difficile. La saison des chaleurs arrivait, et l'on savait de reste ce que le soleil d'Italie avait coûté d'hommes à la France. D'ailleurs, les Caraffa se lassaient déjà de la protection insolente des princes lorrains. Guise avait en quelque sorte renvoyé de son camp le marquis de Montebello, et s'était fait livrer comme otage le fils du duc de Paliano, que Strozzi conduisait déjà à la cour de France. Le cardinal Caraffa, le plus jeune et le plus habile des quatre frères, avait bien d'autres soucis avec les prétentions à la tiare du cardinal de Lorraine. Le duc de Guise menaçait d'abandonner la partie si le pape ne faisait une promotion de cardinaux français. C'était assurer d'avance la nomination de son frère : les Caraffa préférèrent traiter avec le duc d'Albe. Ils se croyaient parvenus à leur but, qui était de se créer une importance politique, et Philippe prenait trop au sérieux son titre de roi très-catholique pour ne pas acheter de quelques sacrifices en leur faveur la paix avec le chef de la chrétienté. La guerre allait donc finir d'elle-même de ce côté : les secours que Guise attendait de la mer s'étaient réduits à une apparition du marquis de La Garde sur les côtes de Naples, où il avait pris une petite ville; Dragut, qui devait lui amener une grosse flotte, n'était pas même sorti du Bosphore. L'armée française, affaiblie par les maladies, commençait à se replier sur le territoire romain, quand les nouvelles venues de France déterminèrent le duc de Guise à une retraite précipitée.

La guerre avait commencé aux Pays-Bas en même temps qu'en Italie. Au mois de janvier 1557, dans la nuit qui précédait la fête des Rois, l'amiral de Coligny s'avança secrètement jusque sous les remparts de Douai, et déjà il plantait ses échelles contre le mur, quand une vieille femme qui vint à passer donna l'alarme dans la ville. Les bourgeois, qui étaient tous à table, fêtant à l'ancienne manière la solennité du lendemain, accoururent au rempart, et Coligny, forcé de renoncer à son entreprise, se retira dans son gouvernement de Picardie, non toutefois sans avoir saccagé la petite ville de Lens, et ravagé sur son passage les campagnes de l'Artois. Ce fut le signal des hostilités. L'Angleterre, entraînée par Marie dans le parti de Philippe II, lui envoya dix mille hommes, qui vinrent se joindre près de Charlemont à l'armée espagnole, déjà forte de plus de soixante mille hommes. Emmanuel Philibert, duc de Savoie, le général de Philippe II, fit manœuvrer cette masse imposante avec tant d'habileté, qu'il trompa toutes les prévisions de l'ennemi. « Le duc de Savoie, ayant passé la Meuse, tint quelques jours le roi et les généraux français en suspens par diverses marches, paraissant tantôt menacer Mariembourg, et tantôt Rocroy. Il tourna enfin du côté de Guise, campa pendant trois jours devant cette ville, et on ne fit nul doute qu'il ne l'assiégeât; mais, ayant détaché subitement toute sa cavalerie légère, il l'envoya investir Saint-Quentin, et la suivit aussitôt après. » (Daniel). Les premières marches d'Emmanuel avaient détourné l'attention de ce point, et Saint-Quentin se trouvait dégarnie au profit de Guise et des places de la Champagne. Coligny, furieux de voir la guerre le surprendre à l'improviste dans son gouvernement, rassembla à la hâte quelque noblesse, plusieurs compagnies de gens d'armes et une poignée d'infanterie, et, à la tête de cette petite armée, il se lança en désespéré à travers le camp espagnol pour secourir Saint-Quentin. Lui-même se fit jour jusqu'aux portes de la ville, mais suivi seulement du tiers de sa troupe; le reste fut coupé et obligé de se retirer. D'Andelot, son frère, qui se présenta à quelques jours de là avec deux mille fantassins, ne put forcer les lignes ennemies quoique les travaux du camp ne fussent pas encore entièrement terminés. Montmorenci arriva bientôt à la tête de l'armée de Champagne; mais il trouva la ville si bien entourée, que rien ne pouvait plus y entrer; et, trop faible avec ses vingt-huit mille hommes pour forcer le passage, il allait se retirer, quand il reçut un message de Coligny, message fatal qui décida la journée malheureuse de Saint-Quentin. Entre La Fère et la rivière de Somme,

du côté du faubourg d'Ile, s'étendait alors un vaste marais qui venait finir aux fossés de la place. Les Espagnols, le croyant impraticable, n'avaient mis ni corps-de-garde ni sentinelles de ce côté. Mais au mois d'août, où l'on était alors, les terres desséchées offraient en certains endroits un passage, et Coligny, ayant fait reconnaître le marais, envoya proposer au connétable de faire entrer par là, dans Saint-Quentin, un secours d'infanterie, dont on manquait dans la ville. Le 10 août, jour de Saint-Laurent, Montmorenci fit donner l'alarme au camp des Espagnols pendant que d'Andelot s'enfonçait en toute hâte dans le marais avec l'infanterie qu'il devait conduire dans la place. Mais l'expédition avait été mal calculée. Au lieu d'arriver à quatre heures du matin, comme il avait été convenu avec l'amiral, le secours ne parut qu'à neuf heures. Au milieu du marais se trouvait un gros ruisseau où Coligny avait fait tenir des bateaux tout prêts pour passer les troupes. Les soldats, exposés au feu des batteries du faubourg d'Ile, se portèrent en foule dans les bateaux, qui s'embourbèrent, et ne purent être remis à flot assez promptement pour le passage. Chacun gagna la ville comme il put,



mais beaucoup restèrent dans la vase; les boulets espagnols pleuvaient toujours : d'Andelot avait à peine cinq cents hommes quand il atteignit le fossé. Pendant ce temps, le duc de Savoie avait mis ses gens sous les armes, et tournait le marais à la tête de sa cavalerie. Malgré les avis de ses capitaines, Montmorenci s'obstinait à rester pour protéger la troupe de d'Andelot; il comptait sur un gué qui devait arrêter la marche de l'ennemi, et qui était défendu par un corps de cavaliers allemands, de ceux qu'on nommait alors *pistoliers*, parce qu'ils étaient armés de pistolets. Le comte d'Egmont les enfonça du premier choc, et bientôt toute la cavalerie d'Emmanuel se déploya dans la plaine et marcha droit aux Français. Le connétable sentit alors sa faute, et, s'adressant au capitaine d'Oignon, qui était lieutenant dans sa compagnie d'hommes d'armes : « Bonhomme, dit-il, que faut-il faire? — Je n'en sais rien, répondit brusquement le vieux soldat; mais il y a deux heures que je le savais bien! » Toutefois, Montmorenci commença sa retraite sur La Fère, au petit pas, faisant si bonne contenance que les ennemis n'osaient l'attaquer. Il n'était plus qu'à une heure de chemin d'un bois où il pouvait se jouer de leur poursuite, quand une terreur panique s'empara des vivandiers et des goujats qui marchaient pêle-mêle avec les bagages au milieu des bataillons. Ils se jetèrent en désordre au milieu des rangs, qu'ils rompirent; d'Egmont, ayant saisi l'instant favorable, chargea aussitôt l'arrière-garde avec les arquebusiers à cheval de Brunswich et les gendarmes du comte de Horn, et la dispersa tout entière. Le connétable, demeuré seul avec son infanterie, tint bon jusqu'à Blancheface, entre Essigni et Liserolles; mais là il fut rejoint par l'artillerie du duc de Savoie, qui mit ses carrés en pièces; lui-même, entouré de toutes parts et blessé à la hanche, fut obligé de se rendre, et l'ennemi s'empara du maréchal de Saint-André, des ducs de Longueville et de Montpensier, de trois cents gentilshommes et de quatre mille soldats. Quatre mille soldats et six cents gentilshommes étaient restés sur le champ de bataille; tout le matériel de l'armée, drapeaux, bagages, munitions, tomba au pouvoir des ennemis; deux pièces de canon furent seules sauvées par le sire de Bourdillon. La perte des Espagnols montait à quatre-vingts hommes.

Tout le fracas de cette fameuse journée aboutit à la prise de Saint-Quentin et de quelques petites places environnantes. « Mon fils est-il à Paris? » demanda Charles-Quint quand la nouvelle de la bataille pénétra dans sa retraite. Et sur la réponse négative, il s'était écrié : « Rien

n'est fait! » Les reproches adressés à cette occasion au duc de Savoie



rappellent ceux que s'est attirés Annibal pour n'avoir pas marché sur Rome au sortir de Cannes. L'occasion qu'on reproche au vainqueur de Saint-Quentin d'avoir manquée, n'était pas si belle après tout. Le duc de Nevers avait ramené les débris de l'armée à La Fère, et du champ de bataille à Paris, il y avait encore bien des places fortes qu'il était imprudent de laisser derrière soi. Paris se préparait à une vigoureuse résistance; les compagnies de bourgeois s'organisaient sous la direction du prince de la Roche-sur-Yon; l'on travaillait aux remparts et l'on fortifiait Montmartre. Cent mille écus avaient été votés à l'Hôtel-de-Ville, et les autres cités avaient suivi cet exemple. Le ban et l'arrière-ban étaient convoqués à Lyon; tout gentilhomme en état de porter les armes avait ordre de venir rejoindre le roi, sous peine d'être dégradé de noblesse. On avait l'argent pour lever quatorze mille Suisses, autant d'Allemands; on attendait Guise avec l'armée de Naples, et les levées qui se faisaient dans toutes les provinces allaient bientôt sup-

pléer largement à un déficit de quelques milliers de soldats. Si le duc de Savoie s'était piqué d'honneur, il lui fût arrivé, comme dit l'Espagnol Louis Cabrera, ce qui arriva lors de l'expédition de Provence au duc son père, qui entra en France mangeant des faisans et en sortit mangeant des racines. Ce que l'Espagne gagna de plus net à la victoire de son général, ce fut le beau monastère de l'Escurial, bâti par Philippe II, en forme de gril, en l'honneur du saint dont la fête tombait le jour du combat.

L'hiver approchant, Emmanuel se vit forcé de battre en retraite. Ses Allemands se mutinèrent faute de paye. Les Anglais demandaient à grands cris à retourner dans leur pays, menacé par les Écossais. Philippe II, qui était venu rejoindre son armée devant Saint-Quentin, congédia ces alliés si peu zélés, et se retira à Bruxelles.

Bientôt le duc de Guise arriva d'Italie. Nommé lieutenant-général du royaume, il prit le commandement de la nouvelle armée des Pays-Bas, et releva les esprits abattus par un succès inespéré, obtenu au milieu de l'hiver. Ce fut la prise de Calais, cette vieille conquête de l'Angleterre, que l'on ne s'attendait guère à voir rendue à la France, au sortir d'une défaite qui avait fait pousser de si grands cris de joie à ses ennemis. Le gouverneur de Boulogne, Senarpont, venait de donner des détails précieux sur l'état de dénuement de cette place, sur le peu de solidité des fortifications, et l'amiral de Coligny appuyait fortement le projet du siége. Guise l'exécuta avec autant de bonheur que d'habileté. Pour détourner les soupçons, une partie de son armée marcha vers le Luxembourg, d'où elle avait ordre de se rabattre sur sa gauche, à la hauteur de Calais; et lui-même, avec le reste de ses troupes, vint s'établir dans les marécages qui entouraient la plaine de Calais. Au moyen de claies poissées on établit un chemin à droite et à gauche dans le marais, et l'on avança ainsi jusqu'aux forts qui protégeaient la ville de ce côté. Ils furent enlevés en deux ou trois jours. Les murs du château étaient en mauvais état; mais à la marée haute, la mer, qui venait les baigner, en rendait les approches impossibles. Guise le fit attaquer au moment du reflux, par Grammont et d'Andelot, à la tête de quinze cents fantassins armés de piques et d'arquebuses. Lui-même commanda l'assaut, se jeta le premier dans le fossé, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Une batterie de quinze gros canons, dressée à la hâte sur la plage, avait fait promptement une brèche aux remparts; les Français, y montant de tous côtés, passèrent la garnison au fil de l'épée, et s'établirent

dans le château, où ils n'étaient plus séparés de la ville que par un simple fossé. Quand vint le flux, d'Aumale et d'Elbeuf furent laissés dans la citadelle, où ils firent tête toute la nuit aux Anglais, qui retournaient sans cesse à la charge, impatients de les débusquer de là avant qu'on eût pu venir à leur secours. Le lendemain matin, les flots, en se retirant, livrèrent passage à l'armée du duc. Milord Dumfort, qui commandait dans Calais, voyant que la résistance était impossible, fit battre alors la chamade, et demanda à capituler [8 janvier 1558]. Huit jours avaient suffi à l'heureux duc de Guise pour enlever, au cœur de l'hiver, une place qui avait coûté onze mois de siége au grand Édouard. Il y avait deux cent dix ans que les Anglais l'occupaient, et ils la croyaient tellement imprenable qu'ils avaient mis sur une des portes cette inscription fanfaronne : *Les Français reprendront Calais quand le plomb nagera sur l'eau comme le liége.* Lorsque Paul IV apprit que l'Angleterre avait perdu Calais, il s'écria que ce serait là le douaire de Marie; et en effet, comme dit Daniel, ce fut là tout ce que lui valut son mariage avec Philippe II. La prise de Guines, emportée d'assaut le 17 janvier, acheva de débarrasser le royaume de ce dernier souvenir des anciennes guerres du moyen-âge; mais, par malheur, ce grand triomphe n'était pas l'ouvrage du roi de France, et la reconnaissance nationale grandit tellement cette maison de Lorraine, dont se défiait déjà François Ier, qu'elle se trouva toute prête pour présider aux nouvelles luttes que la féodalité, transformée pour la seconde fois, allait engager avec l'autorité royale.

En attendant, la guerre se continuait avec plus d'ardeur que jamais. Calais faisait plus que racheter Saint-Quentin, et, dans le premier moment d'enthousiasme, les états rassemblés à Paris votèrent par acclamation trois millions d'écus d'or à Henri II. « Jamais argent n'a été offert avec plus d'empressement que celui de ces états-généraux. On était dans l'ivresse de la joie pour la prise de Calais. Les membres chargèrent le duc de Lorraine de dire au roi que si la somme qu'ils votaient actuellement ne suffisait pas à ses besoins, il pouvait les rassembler hardiment, et qu'ils en fourniraient de nouvelles. Il y eut de grandes réjouissances à Paris; le roi voulut y assister avec toute sa cour : il envoya demander à souper à l'Hôtel-de-Ville pour le jeudi gras. Vingt-cinq bourgeoises les plus apparentes, femmes et filles des principaux magistrats, en uniforme de soie, se distribuèrent le service de la table. Le plancher de la salle, par grand luxe, était couvert de nattes; le plafond, orné de branches de lierre entrelacées de guirlandes; les murailles, de riches tapis-

series surchargées des écussons du roi, de la reine, du duc de Guise, du cardinal de Lorraine, et, ce qui est à remarquer, de la duchesse de Valentinois. » (ANQUETIL.) Les succès de la guerre ne répondirent toutefois qu'à demi à cet enthousiasme général. Guise prit Thionville; le maréchal de Thermes, Dunkerque et Bergues-Saint-Vinox; mais, au moment où celui-ci s'avançait sur Nieuport, le comte d'Egmont accourut avec une partie de l'armée espagnole et l'atteignit à Gravelines, sur les bords de la rivière d'Aa, où il l'assaillit avec la même bravoure dont il avait fait preuve à Saint-Quentin. A la première charge, d'Egmont eut son cheval tué d'un coup de boulet, et la victoire semblait pencher déjà du côté du maréchal, quand douze navires anglais, qui se trouvaient sur la côte, attirés par le bruit de la canonnade, entrèrent dans la rivière à la faveur du flux, et vinrent s'embosser en face de l'aile droite des Français, qu'ils foudroyèrent en un instant. Ce renfort inattendu donna gain de cause au comte d'Egmont. Deux mille Français restèrent sur le champ de bataille, sans compter ceux qui se noyèrent dans l'Aa, ou qui furent assommés dans la fuite par les paysans [13 juillet]. On apprit en même temps que sept mille Anglais commandés par Clinton avaient fait une descente dans la Basse-Bretagne, ou ils avaient pillé le Conquet. Kersimon, un gentilhomme du pays, avait battu les envahisseurs à la tête des milices bretonnes, et les avait obligés à regagner leurs navires. Mais trente vaisseaux flamands étaient déjà à l'île de Wight, où la flotte anglaise devait aller les rejoindre, et l'on sut par un prisonnier hollandais qu'ils se préparaient tous ensemble à venir assiéger Brest.

Cette alternative de succès et de revers lassait à la fin les deux partis. Dans l'enivrement de leur ovation populaire, les Guises avaient cru pouvoir négliger la favorite, leur ancienne alliée. Ils s'étaient unis à la reine, et le vainqueur de Calais avait osé se permettre sur le compte de la belle Diane de Poitiers, alors âgée, il faut le dire, de soixante-dix-neuf ans, quelques paroles piquantes que l'on ne manqua pas de lui rapporter. Diane, pour se venger, fit cause commune avec Montmorenci, qui, tout prisonnier qu'il était, n'avait rien perdu de son influence sur Henri II. Dans une entrevue qu'il eut avec lui sur parole au camp d'Amiens, Henri, impatient de le revoir, alla bien loin à sa rencontre; il le serra tendrement dans ses bras, et pour ne rien perdre du temps qui leur était donné, il lui fit partager sa chambre et son lit. Montmorenci s'ennuyait de sa captivité; avant tout, il désirait la fin

d'une guerre qui donnait tant d'importance aux Guises, ses rivaux. Le roi se laissa entraîner par sa maîtresse et son ami; mais, toujours faible, il n'osa pas marcher tête levée : il se cachait en quelque sorte des princes lorrains, et ne rougissait pas, dit Garnier, de s'abaisser jusqu'à servir d'espion au connétable, qu'il mettait au courant des intrigues de ses ennemis et des propos de cour. Diane était de moitié dans la correspondance. « Le monarque, tantôt servait à cette dame de secré-



taire, tantôt lui cédait, puis reprenait la plume, comme on peut s'en assurer par quelques lettres de cette correspondance secrète, conservées à la Bibliothèque du Roi, qui sont de deux écritures, et qui finissent ordinairement par cette formule : *Vos anciens et meilleurs amis, Diane et Henri.* » (GARNIER.) Les négociations commencées sous ces auspices mystérieux furent bientôt rendues plus faciles par la mort de Marie [17 novembre], qui changea brusquement l'état politique des affaires. Marie avait élevé des bûchers contre l'anglicanisme, poussée qu'elle était par l'influence de l'inquisition espagnole. Elle avait fait violence aux sympathies nationales en se laissant traîner, elle et son

royaume, comme à la remorque de Philippe II, son mari. Sa sœur Élisabeth, protestante de cœur, et par là ennemie naturelle du roi *Très-Catholique*, suivit une marche tout opposée. Elle laissa les bûchers debout, mais pour y faire monter les catholiques; et le premier acte de son règne fut de rompre l'alliance de l'Angleterre avec l'Espagne, et d'envoyer des plénipotentiaires à Cateau-Cambrésis, où avait été transporté le siége des conférences. Les Guises, qui commençaient à se rapprocher de l'Espagne, et à se poser en défenseurs du catholicisme, les Guises faillirent tout rompre par une manifestation impolitique qu'ils arrachèrent au roi. Élisabeth régnait en vertu du testament de Henri VIII; mais elle n'était, aux yeux des catholiques, que la fille illégitime de cette infortunée Anne de Boulen, la cause première de la révolution religieuse en Angleterre. Les princes lorrains lui opposèrent les droits de leur nièce Marie Stuart, arrière-petite-fille de Henri VII par son père Jacques V. Il fut résolu dans le conseil que Marie, reine d'Écosse, épouse de M. le Dauphin, prendrait le titre de reine d'Angleterre, et dès lors elle réunit les armes d'Angleterre à celles de France et d'Écosse, qui figuraient déjà dans son écusson; misérable satisfaction de vanité qu'elle devait payer cher un jour. En même temps, Philippe II, faisant plier ses affections religieuses devant la raison d'état, sollicitait auprès d'Élisabeth la faveur de lui offrir sa couronne et sa main. Déjà même, sans attendre le résultat de sa demande, il avait envoyé demander à Rome des dispenses pour ce mariage. Mais la fille d'Anne de Boulen avait une ligne tracée d'avance dont rien ne put la détourner : elle repoussa les avances du roi d'Espagne; Diane et Montmorenci lui obtinrent satisfaction à la cour de France; et, s'étant décidée enfin à traiter en son nom avec Henri II, son exemple entraîna Philippe.

Le 3 avril 1559, la paix fut signée à Cateau-Cambrésis entre la France, l'Espagne et l'Angleterre. Calais resta au dernier possesseur avec toutes ses dépendances pour huit ans; il fut stipulé qu'au bout de ce terme Henri II rendrait la ville à l'Angleterre, ou bien qu'il lui paierait cinq cent mille couronnes, pour la solde desquelles sept ou huit maisons de commerce non françaises devaient donner caution; que cinq Français de distinction seraient livrés comme otages jusqu'à ce que l'on eût présenté ces sûretés. Après même le paiement des cinq cent mille couronnes, les droits de l'Angleterre sur Calais lui restaient dans toute leur intégrité : si le roi de France ou ses alliés violaient la paix,

Calais devait à l'instant même être restitué; et réciproquement, si la rupture venait de la part des Anglais, Henri II était délié de tout engagement; et c'est ainsi, en effet, qu'il éluda le paiement de la somme convenue. On régla en même temps les différends de l'Écosse avec l'Angleterre, et Marie Stuart fut comprise dans le traité à titre d'alliée de la France.



Marie-Stuart.

Le traité de paix entre la France et l'Espagne embrassa presque toute la chrétienté européenne; le pape, l'empereur, les rois de Suède, de Danemark, de Pologne, de Portugal, le roi et la reine d'Écosse, et nombre de princes secondaires y entrèrent comme alliés de Philippe ou de Henri II. Les deux rois s'entendirent quant à la destruction de l'hérésie et à la convocation d'un concile général à cet effet. Les intérêts temporels, longtemps débattus, furent réglés ainsi qu'il suit : la France recouvra Saint-Quentin, Ham et le Catelet, mais elle rendit Thionville, Marienbourg, Yvoi, Damvilliers, Montmédi, Valence, Hesdin et le comté de Charollais à l'Espagne; Bouvines et Bouillon à l'évêque de Liége; les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, lui restèrent par une

concession tacite. Du côté de l'Italie, le duc de Savoie et les états italiens avaient de graves intérêts à démêler avec le parti français ; Henri II s'engagea à évacuer sur-le-champ toutes les places qu'il occupait en Toscane et dans le territoire de Sienne; à rendre le marquisat de Montferrat au duc de Mantoue; à pardonner aux Génois, et à leur restituer l'île de Corse qu'il avait conquise en partie, mais à condition que les princes ou états en faveur desquels il se désistait de ses prétentions, oublieraient complétement le passé quant aux villes et provinces qu'il leur restituait. Le duc de Savoie, Emmanuel Philibert, épousa la sœur du roi, Marguerite de France, âgée de trente-six ans; et, en faveur de ce mariage, Henri lui remit la Bresse, le Bugey, la Savoie, le Piémont, à la réserve de Turin, Pignerol, Quiers, Chivaz et Villeneuve d'Asti, dont il devait rester en possession jusqu'à ce que ses prétentions sur ces places, du chef de son aïeule, Louise de Savoie, eussent été jugées; en attendant le jugement, Philippe devait conserver des garnisons dans Verceil et Asti. Le différend ne fut vidé que le 12 décembre 1562, et le duc de Savoie sacrifia Pignerol, Pérouse, Savigliano et l'abbaye de Génole, limitrophe du marquisat de Saluces, placé sous la souveraineté de la France. La dernière clause du traité de Cateau-Cambrésis fut le mariage de Philippe II avec Élisabeth de France, fille aînée de Henri II, qui obtint une dot de 400,000 livres.

Ce fut au milieu des fêtes de ce mariage que se termina le règne de Henri II. Philippe était venu le célébrer au mois de juin, à Paris, accompagné d'Emmanuel de Savoie, du duc d'Albe, du comte d'Egmont, du prince d'Orange, de tous les grands capitaines qui avaient combattu pour lui dans cette guerre mémorable. Parmi tous les divertissements que le roi donnait à ses illustres hôtes, il imagina de publier ce que l'on appelait *un pas d'armes*, à l'instar de ces anciens tournois de la chevalerie, dont son père lui avait transmis le goût expirant. Les lices furent établies dans la rue Saint-Antoine, et lui-même voulut être un des tenants avec le prince de Ferrare, les ducs de Guise et de Nemours. Le 30 juin, au soir, Henri, qui depuis trois jours rompait des lances, aux grands applaudissements du peuple et de la cour, s'obstina, malgré les prières de la reine, à en rompre une dernière avec Montgommeri, le capitaine de sa garde écossaise. « Ils entrèrent tous deux en lice, coururent l'un contre l'autre, et rompirent leurs lances, de l'une desquelles un éclat passant au travers de la visière du casque du roi, lui entra fort avant dans l'œil droit. Ce coup le fit chanceler; ses

écuyers accoururent promptement pour le secourir; M. le Dauphin, le duc de Savoie, le cardinal de Bourbon, le connétable et toute la cour fort alarmée, s'assemblèrent autour de lui. Il leur dit que ce n'était rien, et qu'il pardonnait à Montgommeri. Le sang qui sortait à gros bouillons par la blessure leur fit connaître le danger. On le transporta à son palais des Tournelles, et, le premier appareil ayant été levé, la plaie parut si mauvaise que l'on désespéra bientôt de sa vie. Le duc de Savoie, dont le mariage avec Marguerite avait été remis après celui de Philippe, vint, fort inquiet, trouver le roi, craignant qu'à sa mort la cour ne changeât de résolution touchant ce mariage. Henri, pour l'apaiser, fit venir sa sœur et ordonna qu'on les mariât dans sa chambre le neuvième de juillet. Il expira le lendemain, qui était l'onzième jour depuis sa blessure, dans la quarante et unième année de son âge, et la treizième de son règne. » (Daniel, tome 9.)

Ici se termine l'époque des guerres d'Italie, époque d'agitations stériles, si l'on se tient à ce récit parfois monotone de conquêtes avortées et de traités impuissants qui semble la remplir à lui seul; mais derrière ce bruyant appareil d'intrigues politiques et de combats sans fin, qui absorbe à son profit toute l'attention, de graves événements s'accomplissaient à petit bruit au dedans. La centralisation royale s'organisait en grand; l'art et la science se régénéraient; la réforme naissait et grandissait par tout le royaume. Maintenant le roi mettait au bas de ses actes cette formule de l'absolutisme : *Car tel est notre bon plaisir*; il vendait les offices de judicature, disposait à son gré des bénéfices, faisait juger par des commissions ceux qu'il voulait trouver coupables; et les bandes étrangères, les milices nationales qui composaient le fonds des armées, étaient entièrement à sa disposition. Il n'y avait pas jusqu'à ce mouvement de régénération intellectuelle, déterminé par la découverte de l'imprimerie et le contact avec l'Italie, qui ne semblât se faire à la plus grande gloire de la royauté. François Ier, *le père des lettres*, pensionnait les poëtes et les savants; il fondait le collége de France, dont l'enseignement rival allait bientôt éclipser celui de la vieille Université : c'était pour lui que les artistes arrivaient en foule d'Italie; et tous les grands morceaux d'architecture et de sculpture, Follembray, Chambord, le Louvre, la fontaine des Innocents, étaient exécutés pour lui ou payés de ses deniers. Déjà tout le système monarchique, tel qu'il fut réalisé sous Louis XIV, avait été posé en quelque sorte, et ce mot que François Ier se fit adresser en plein parlement :



Le château de Chambord.

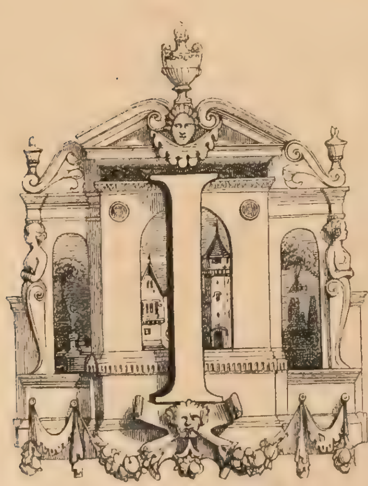
« qu'il était au-dessus des lois » , ne le cède guère à cet autre si fameux du *grand roi :* « L'Etat, c'est moi ! » Toutefois il n'y avait encore eu, à vrai dire, que commencement d'exécution. La féodalité, devenue la Cour, rongeait son frein avec dépit. La main brutale mais vacillante de Henri II lui avait plus d'une fois rendu la bride, et bientôt les idées nouvelles, qui fermentaient dans le peuple, allaient ouvrir le champ à toutes les révoltes, à toutes les ambitions. Le travail intérieur avait étendu silencieusement ses progrès au milieu de ce fracas d'armes et de négociations; à peine le traité de Cateau-Cambrésis eut-il enfin calmé ce grand soulèvement militaire de l'Europe, dont le fils de Louis XI avait donné le signal, que la France se trouva mûre pour une existence nouvelle. Depuis soixante ans toute la vie se portait au dehors, et l'histoire de France se passait à Naples, à Milan, à Madrid, aux Pays-Bas; elle rentre ici sur son véritable terrain, rappelée en France par les bruits précurseurs de guerre civile qui s'élèvent déjà de toutes parts.





CHAPITRE VII.

Histoire de France depuis l'avènement de François II, jusqu'à l'entrée de Henri IV à Paris (1559-1594). — Guerres de religion.



Il faut remonter presque aux premières prédications de Luther pour arriver au commencement de l'histoire de la réforme en France. Dès 1521, une partie du clergé de Meaux s'était ralliée à sa doctrine : les cardeurs en laine et les drapiers du diocèse avaient embrassé la réforme à la suite de l'évêque Briçonnet. Le Code pénal du moyen-âge, qui mettait au nombre des crimes les dissidences religieuses, avait encore force de loi. Le cardeur en laine Jean Leclerc fut la première victime de la foi nouvelle. Chassé de Meaux, il alla détruire les images dans une petite chapelle près de Metz, et fut tenaillé, puis jeté au feu. Après lui, vint un moine augustin qui prêchait à Metz en 1524; mais l'autorité royale n'eut rien à revendiquer dans ces

deux exécutions; elles furent l'œuvre de l'évêque de Metz, Jean de Lorraine, et servirent en quelque sorte de prélude à cette lutte corps à corps que la maison de Lorraine devait entamer en France avec la réforme. François Ier laissa d'abord les prédications suivre tranquillement leur cours; mais bientôt le clergé s'indigna. L'Université, le Parlement, firent entendre d'énergiques protestations. Quand arriva le désastre de Pavie, les zélés s'écrièrent que la colère de Dieu avait été attirée sur le royaume par cette indulgence coupable, et Louise de Savoie fit brûler à Paris deux réformés, que l'on conduisit au supplice au son du bourdon de Notre-Dame. Vinrent ensuite les fureurs des anabaptistes de Munster. Les théories politiques et sociales contenues en germe dans l'enseignement théologique de Luther, se faisaient jour de toutes parts. Les doctrines de Zwingle et de Calvin, ces deux hérétiques républicains, commencèrent à pénétrer en France, et l'austérité de mœurs, dont les nouveaux convertis faisaient étalage, ne faisait que les mettre en opposition plus frappante avec la cour frivole et galante du *roi-chevalier*. On avait bien outre-passé cette modeste réforme des mœurs cléricales et des abus ecclésiastiques que demandaient jadis les conciles de Bâle et de Constance. D'ailleurs, les disciples de Calvin, emportés, eux aussi, par le zèle, ne se contentaient pas de la liberté, et, tout chétif qu'était encore leur parti, ils se posaient déjà en agresseurs. Au mois de mai 1528, une image de la Vierge, placée au coin de la rue des Rosiers, à Paris, fut trouvée un matin percée de coups de poignard. La ferveur sauvage des *saints de Dieu* devenait plus menaçante de jour en jour; les libelles se répandaient et les placards séditieux s'affichaient aux murs. François Ier prit alors le parti de la répression, et les supplices se multiplièrent en peu de temps par tout le royaume. Berquin fut étranglé sur la place Maubert [1529]; Denys de Rieux, brûlé à Meaux; à Vienne on brûla un cordelier, et de vingt protestants jetés en prison, dix périrent par suite de mauvais traitements. Dans le Languedoc, patrie de l'inquisition, les inquisiteurs jugeaient les hérétiques à tribunal ouvert. Il y eut à Toulouse un *auto-da-fé* (acte de foi), où figurèrent trente-deux protestants; un licencié en droit fut condamné au feu. La secte grossissant au milieu des supplices, l'impétueux monarque se piqua au jeu, et des placards contre la messe, qu'il trouva affichés dans le château de Blois, à la porte même de sa chambre, le mirent en une telle fureur qu'il fit brûler six protestants sous ses yeux à Paris, et lança un édit de proscription contre leurs frères en religion. La lutte se prolongea ainsi jusqu'à

la fin du règne, chaque parti rivalisant de violence à sa manière, et pendant ce temps la réforme envahissait tout, le peuple, le clergé, la noblesse, et la famille royale elle-même; la sœur chérie du roi, sa compagne de captivité, Marguerite de Navarre, se laissa prendre aux discours de Roussel et de Le Fèvre, deux compatriotes de Calvin, jusque là que le *grand rabroueur* Montmorenci conseilla au roi de commencer par elle l'extermination des hérétiques. « Ne parlons pas de celle-là, s'écria François, elle m'aime trop; elle ne croira jamais que ce que je voudrai, et ne prendra de religion qui préjudicie à mon état. » Les Vaudois, que de pareilles considérations ne pouvaient protéger, lui servirent, à défaut de sa sœur, à faire un exemple pour le moins aussi terrible que l'eût été le supplice de Marguerite. C'était une petite colonie des anciens Vaudois, les frères des Albigeois, qui vivait retirée au fond d'une vallée des environs d'Aix, où elle occupait les deux villes de Cabrières et Mérindol avec une trentaine de villages. Longtemps poursuivis par quelques prélats intolérants, qui les confondaient dans une haine commune avec les nouveaux réformés, ces hommes paisibles échappèrent longtemps aux persécutions, protégés par Chasseneux, président du Parlement d'Aix, et par les protestants d'Allemagne. Leurs ennemis l'emportèrent enfin en 1545. D'Oppède et le baron de Lagarde, envoyés avec une armée, entrèrent de nuit dans la vallée, massacrèrent hommes, femmes et enfants, rasèrent les maisons, coupèrent les bois, arrachèrent les arbres des jardins, réduisirent en un désert inculte ce coin de pays, qui était un des plus fertiles et des plus peuplés du Midi. Un cri d'indignation s'éleva dans le royaume, même parmi les catholiques, à la première nouvelle de cette horrible exécution. Elle ne fit qu'exalter encore le fanatisme des *saints de Dieu*, qui commencèrent alors à braver ouvertement les bourreaux du roi. Jusqu'alors leurs assemblées s'étaient tenues à l'écart et dans l'ombre, comme celles des premiers chrétiens, la nuit, au milieu des bois et des rochers; l'année qui suivit le massacre des Vaudois, une église de réformés s'établit à Paris, et bientôt toutes les grandes villes du royaume eurent la leur. Trente-trois villes et dix-sept provinces étaient déjà remplies de réformés à la mort de François Ier. La nouvelle église s'organisait de toutes parts, dirigée de Genève par son chef Calvin, et le mouvement imprimé aux esprits allait toujours se précipitant, quand le pouvoir passa aux mains de Henri II.

« La cour parut d'abord condamner les rigueurs exercées sous le der-



Henri II et Diane de Poitiers regardant brûler des protestants

nier règne contre les Vaudois et les réformés. On accueillit les plaintes des seigneurs que le massacre des Vaudois avait ruinés. Mais le cardinal de Lorraine et Diane de Poitiers ramenèrent bientôt Henri II et son cabinet à la haine et aux persécutions contre les dissidents. Au mois de juillet 1549, à l'issue d'une procession générale à laquelle le roi avait assisté, plusieurs calvinistes furent tirés des prisons où on les détenait, et brûlés en cinq places différentes de Paris; Henri II lui-même fut spectateur de leur supplice en retournant au palais des Tournelles. On brûla également les sectaires à Lyon, à Angers, à Blois, à Bordeaux. C'étaient là, sans doute, des coups terribles frappés par le pouvoir; mais on craignit que, si rudes et si redoublés qu'on les rendît, ils ne demeurassent impuissants à écraser les nouvelles doctrines. On songea en conséquence à organiser un système complet et régulier de persécution, en appelant la loi et la magistrature comme auxiliaires du gouvernement dans son combat contre la réforme. En effet, d'un côté, après cinquante audiences, le Parlement de Paris prononça l'absolution de Lagarde, d'Oppède, de Lafont, et des autres magistrats du Parlement d'Aix qui avaient massacré les Vaudois; le seul Guérin fut condamné, mais pour des délits étrangers à la cause : le crédit et les intrigues des Guises obtinrent cet arrêt de la première cour judiciaire de France [1551-1552]. D'une autre part, après l'édit royal de Châteaubriand [1551], vinrent et l'arrêt du Parlement qui défendait les *écoles buissonnières*, c'est-à-dire les écoles que les réformés tenaient dans la campagne [1552]; et l'édit d'Écouen [1559] qui condamnait à mort les religionnaires, avec défense aux juges de diminuer la peine; et les ordonnances qui enjoignaient aux tribunaux de faire arrêter comme coupables d'hérésie tous ceux qui sollicitaient en faveur des hérétiques.

« Il y eut donc toute une législation de sang contre les réformés, et l'on commit à son application des juges ordinaires et extraordinaires. Nul corps n'était aussi intéressé à l'extirpation de l'hérésie que le clergé, menacé par elle dans ses biens, sa puissance, son existence même. En 1557, on admit pour juges dans les procès extraordinaires qu'on faisait aux réformés, des ecclésiastiques avec le titre d'inquisiteurs : l'inquisition, dont nous avons déjà signalé les commencements sous François Ier, prenait un développement remarquable en se mêlant à la justice civile, dont elle avait été jusqu'alors séparée. Deux Chambres du Parlement, la Grand'Chambre et la Tournelle, furent désignées en même temps pour prendre connaissance du crime d'hérésie. En ou-

tre, le roi forma des commissions extraordinaires nommées Chambres ardentes, pour poursuivre les délinquants. Les Guises surveillèrent les sentiments et la conduite de ces divers tribunaux, et, pour y maintenir l'ardeur de la persécution, entraînèrent la royauté dans une démarche inouïe jusqu'alors. Au temps de l'affaire des Vaudois, les membres du Parlement avaient été à peu près unanimes dans leurs principes d'intolérance et de dévouement aux volontés des Guises. Depuis lors, la pitié avait gagné les uns, les autres s'étaient éclairés par la lecture et par la réflexion. Bien peu avaient embrassé les nouvelles opinions; mais beaucoup étaient d'avis qu'il fallait convoquer un concile général pour réformer les abus existant dans l'Église, et, en attendant, suspendre les poursuites contre les réformés. Au mois d'avril 1559, un président et huit conseillers proposèrent au Parlement d'aviser aux moyens d'atteindre ce double but. Poussé par les Guises, le roi se transporta au Parlement et ordonna de débattre librement la question en sa présence. Trois conseillers, se fiant à la parole royale, plaidèrent la cause de la liberté de conscience; et deux d'entre eux, Dufaur et Anne Dubourg, ajoutèrent à leurs raisonnements de sévères avis adressés au roi sur son gouvernement et sur sa conduite. Henri II ordonna au connétable de les arrêter sur-le-champ, et avec eux trois autres conseillers qui précédemment avaient parlé en faveur de la tolérance religieuse. Le procès de Dufaur et de Dubourg commença immédiatement. Le manque de respect à la majesté royale n'était pour rien dans cette rigueur; en effet, les trois conseillers arrêtés avec Dufaur et Dubourg ne s'étaient en aucune manière rendus coupables de cette offense; et l'action intentée contre Dufaur et Dubourg eux-mêmes porta, non sur les reproches adressés au souverain, mais sur leurs opinions religieuses. D'après les règlements du Parlement, toutes les délibérations de cette compagnie étaient secrètes : aucune poursuite ne pouvait donc avoir lieu contre aucun membre pour opinion émise par lui, puisqu'en droit cette opinion ne pouvait jamais être connue. Or, on avait introduit le roi au Parlement pour enlever frauduleusement à Dufaur et à Dubourg le secret derrière lequel se retranchait leur inviolabilité; et pour obtenir d'eux une déclaration de leurs sentiments sur laquelle il devînt possible de les poursuivre, on les avait provoqués par la bouche du roi à une liberté dont on devait leur faire un crime. Ainsi on souillait la majesté royale d'un guet-apens juridique et d'un parjure, afin d'intenter une accusation capitale contre deux membres du Parlement. L'affaire fut

suspendue par la mort de Henri II, et reprise au commencement du règne de son successeur; la fin fut digne en tout du commencement. Dufaur et Dubourg avaient le droit incontestable d'être jugés par leurs pairs, c'est-à-dire par les chambres du Parlement assemblées. On viola ce droit. Comme Dubourg était diacre, on saisit ce prétexte pour le renvoyer devant les officialités de Paris, de Sens, de Lyon. Sur l'exposé de ses croyances, il fut condamné comme hérétique, et livré au bras séculier, qui le brûla en place de Grève [1559].

« Ces violences, ces illégalités, loin d'étouffer les nouvelles doctrines, leur donnèrent chaque jour des partisans plus nombreux, comme au temps de François I[er], et par les mêmes causes. Nous avons vu, sous ce prince, deux églises réformées se former, en 1546, à Senlis et à Meaux; il s'en établit une au milieu de Paris en 1555; et bientôt toutes les principales villes du royaume, Rouen, Angoulême, Blois, Tours, Poitiers, Marseille, etc., etc., eurent la leur. Des cités, l'hérésie se répandit dans les campagnes, où les réformés se réunirent jusqu'au nombre de dix mille. En 1557, ils tinrent à Paris une assemblée qui donna lieu à un mouvement populaire : bientôt leurs promenades au Pré-aux-Clercs at-



tirèrent un concours prodigieux. Non-seulement le peuple, mais la noblesse et la cour abandonnaient les fêtes pour venir chan' r avec eux les psaumes de Marot. Ils comptaient au nombre de leurs prosélytes le roi de Navarre, sa femme Jeanne d'Albret, Coligny, d'Andelot, colonel

de l'infanterie française; celui-ci osait bien dire en face au roi qu'il aimait mieux mourir que d'aller à la messe. Leur nombre et leur confiance éclatèrent en 1558 par la procession publique qu'ils firent à Paris. Au temps du colloque de Poissy, en 1561, deux ans après la mort de Henri II, leurs églises, soit publiques, soit particulières, s'élevaient dans tout le royaume à deux mille cent cinquante; et ils avaient pour eux la sixième partie de la population. C'est de Bèze qui fournit ces indications dans son livre IV. » (POIRSON).

« Henri II laissait quatre fils, dont l'aîné, qui lui succéda, avait à peine seize ans. Une régence de fait devait s'ensuivre; mais qui devait en être revêtu? Le roi signera puisqu'il est majeur; mais qui guidera la main? Femme de roi et mère de roi, Catherine se présente. Elle a pour elle tous les précédents de l'histoire. Point de loi salique pour ce qui est d'une ambition de ce genre. Mais, soit rancune pour le nom italien, qu'elle rappelle trop par ses mœurs, par sa politique; soit ressentiment contre Henri II, qui a continué François Ier seulement dans ce qu'il avait de dur et de despotique, Catherine de Médicis n'est point populaire. De plus, l'époque est féconde en hommes qui veulent être grands par eux-mêmes et pour eux-mêmes, et, indépendamment des questions de personnes, le protestantisme sème partout la méfiance et se prépare à entraver la marche du gouvernement.

« Pendant onze jours qui s'écoulèrent entre la blessure de Henri II et sa mort, Anne de Montmorenci, connétable de France, avait mis tout en œuvre pour conserver quelque part dans le gouvernement : il écrivit aux princes du sang, les exhortant à venir prendre leur place dans le conseil du roi. Ses instances s'adressaient surtout à Antoine de Bourbon, roi de Navarre, le plus proche héritier du trône après les frères du roi. Il lui mandait de se hâter, que le moindre délai allait donner à des étrangers une supériorité qu'on ne pourrait plus leur ravir.

« Ces étrangers étaient les Guises : l'un est un brave guerrier, habile capitaine, juste envers les soldats, rattachant à son nom de nobles souvenirs de gloire; l'autre, le cardinal, est un érudit, beau parleur; il entraîne au conseil par son éloquence, et ne s'oublie jamais dans ses péroraisons. Il est en regard une autre famille qui compte aussi un guerrier et un cardinal : c'est Coligny et le cardinal de Châtillon; l'amiral a toute la bravoure de François de Guise, mais moins de fermeté, de résolution; souvent il ne sait pas prévoir l'événement, mais une fois engagé dans la lutte, il la soutient opiniâtrement; et telle est la confiance

qu'il inspire, que jamais la responsabilité d'une défaite n'a pesé sur lui; son frère, le facile évêque, se jette à corps perdu dans les libertés qu'accorde la réforme.

« Viennent ensuite les princes du sang, Antoine de Bourbon, le père de notre Henri IV, qui se laisse conduire comme l'on veut, excepté comme le veut sa rude femme, Jeanne d'Albret; le prince de Condé, qui aime mieux avoir la première place dans le parti protestant que la seconde dans le parti catholique; chef actif, infatigable, payant de sa personne en toute occasion, et merveilleusement organisé pour cette vie d'intrigue et d'action. A leur suite s'agite le vieux Montmorenci, dont le meilleur temps est passé; et enfin, mentionnons Lhôpital, comme l'expression de ce que nous appelons le tiers-parti, qu'on nommait alors *politique*. Le chancelier, intègre comme ne le furent jamais les Duprat, les d'Amboise, voulut arrêter le torrent des révolutions menaçantes; et ses efforts, pour être demeurés inutiles, n'en sont pas moins les plus beaux titres qu'il ait acquis à la reconnaissance de la postérité. Telles sont, en résumé, les principales figures qui animent le tableau que nous allons présenter des *guerres dites de religion.* »

A peine Henri II avait-il expiré, que les Guises attirèrent à eux tout le pouvoir. Catherine leur rendait alors l'appui qu'ils venaient de lui prêter contre la favorite et le connétable, et, par leur nièce Marie Stuart, ils n'eurent pas de peine à s'emparer du jeune roi. En vain Montmorenci, pendant les onze jours qui s'écoulèrent entre la blessure et la mort du jeune roi, avait-il écrit lettres sur lettres aux princes de la maison de Bourbon, leur mandant de se hâter, que s'ils tardaient à venir se présenter au conseil, le royaume allait *tomber aux mains des étrangers.* Quand les députés du Parlement vinrent saluer le nouveau roi, il les renvoya à ses deux oncles, le duc et le cardinal, et déclara qu'il se reposait sur eux du gouvernement de son état. Le premier prit aussitôt le commandement des armées; le second, le maniement des finances. Au retour des funérailles royales, Montmorenci vint à son tour saluer François II, qui lui conseilla froidement d'aller prendre du repos dans ses terres; et, sur-le-champ, il se retira dans son château de Chantilly, entraînant dans sa disgrâce son gendre Coligny. Le prince de Condé fut envoyé en ambassade aux Pays-Bas; et pour lui rendre plus sensible l'affront déguisé de cette espèce d'exil, le cardinal de Lorraine, sachant bien que sa fortune n'était pas à la hauteur du nom qu'il portait, ne voulut lui donner que 500 écus d'or pour ses frais d'ambassade. Le roi

de Navarre s'avançait à petites journées vers la cour, ralliant en chemin les mécontents autour de lui. A Vendôme, il s'était tenu une assemblée où Montmorenci avait envoyé Dardois son secrétaire, et dans laquelle la perte des princes lorrains avait été résolue. Ceux-ci, qui avaient des espions jusqu'auprès du roi de Navarre, l'abreuvèrent d'affronts et de dégoût tout le temps que dura son séjour à la cour; ils lui firent peur du roi d'Espagne pour ce qui lui restait de son royaume, et lui donnèrent enfin le soin de conduire à Philippe II sa nouvelle épouse, Élisabeth de France.

Dans les premiers jours de sa régence, Catherine, éperdue au milieu des partis dont elle était entourée, et des orages qui grondaient à ses oreilles, avait, par une démarche anti-nationale, mendié maladroitement la protection de son redoutable gendre, et déjà Philippe se posait fièrement en dominateur du royaume. Il avait écrit aux Guises, désormais ses fidèles alliés, une lettre pleine de bravades, où il menaçait d'écraser de sa puissance quiconque serait assez audacieux pour oser s'attaquer à leur autorité. Fiers de ce patronage impopulaire, les oncles du roi tranchaient du souverain et s'emparaient avec une sorte d'impudeur, pour eux et leurs amis, des places, des pensions, des dignités. Ils distribuèrent le cordon de Saint-Michel avec une telle profusion, qu'il perdit toute sa valeur et qu'on le surnomma *le collier à toutes bêtes*. Guise dépouilla à son profit le connétable de la charge de grand-maître de la maison du roi. Brissac, son confident, eut le gouvernement de Picardie, dont Coligny, qui le possédait alors, entendait disposer en faveur du prince de Condé. Bientôt ce fut autour des deux ministres un immense concours de solliciteurs, accourus de tous les points du royaume. Tous voulaient être d'un parti où il y avait tant à gagner; mais le cardinal, à qui s'adressaient surtout ces offres intéressées de service, « avait cela, dit Brantôme, qu'en sa prospérité il était fort insolent et aveuglé, ne regardant guère les personnes, et n'en faisant cas. » Fatigué de ces importunités, il s'avisa de faire planter auprès du château de Fontainebleau, où la cour était alors, une potence, et les crieurs allèrent publier sur la place, à son de trompe, que l'on y pendrait quiconque, venu à la cour pour solliciter, n'aurait pas vidé la ville dans les vingt-quatre heures. C'était jouer gros jeu avec cette race pointilleuse de gentilshommes, qui n'aurait pas pardonné au roi lui-même un affront de ce genre, et les querelles religieuses vinrent encore augmenter le péril.

Le procès d'Anne du Bourg, interrompu si à propos par l'accident de la rue Saint-Antoine, avait été repris sous les nouveaux ministres, que leur alliance avec l'Espagne semblait précipiter encore plus avant dans les voies de la persécution. Le président Minard, un de leurs plus zélés partisans, fut en vain récusé par du Bourg; en dépit de ses sommations, et même de ses menaces, il continua à siéger sur le banc des juges; mais le parti persécuté commençait à rêver vengeance : Minard fut tué d'un coup de pistolet à la porte de sa maison, dans la rue Vieille du Temple, comme il revenait du palais, monté sur sa mule. Cette



violence ne fit que hâter le supplice du conseiller protestant, qui fut pendu onze jours après en place de Grève [23 décembre 1559]. De jour en jour les haines allaient s'envenimant. Les Guises, attaqués de toutes parts par les libelles des réformés, ne songeaient plus qu'à échauffer encore le zèle des catholiques. Ceux-ci se mirent alors à imiter les processions religieuses du Pré-aux-Clercs. Ils s'assemblaient dans les rues et chantaient des cantiques devant ces images de la Vierge exposées au devant des maisons, comme on en retrouve encore dans les vieux quartiers de Paris. Les passants étaient invités à grossir les chœurs, et ceux qui refusaient étaient injuriés et battus. On ne pouvait sortir de là que par quelque grand coup. Coligny, d'Andelot, et les autres chefs du parti, reprirent en sous-œuvre l'intrigue de l'assemblée de Vendôme. On se réunit à La Ferté, dans un château du prince de Condé. Là, Co-

ligny ayant fait voir, par des rôles sûrs, qu'il y avait en France plus de deux millions de réformés en état de porter les armes, il fut convenu que l'on arracherait le roi à ses deux ministres, et que l'on arrêterait ceux-ci pour leur faire leur procès. Mais il fallait un chef à cette audacieuse conspiration, et Condé était un protestant trop tiède pour en accepter le rôle. Plus occupé de ses plaisirs que de la messe et du pape, « il se convertit, dit l'historien de Coligny, et ne changea ni ses goûts, ni ses maîtresses. » Avant de signer son engagement avec les conjurés, il y mit cette restriction, qu'il comptait invoquer au besoin : « Pourvu que rien ne se fît contre Dieu, le roi, ses frères, les princes et l'état. » Coligny ne voulut point non plus se mettre en avant; car il s'agissait d'enrôler dans le complot non-seulement les calvinistes, mais encore tous les mécontents, de façon que les uns n'y vissent que les Guises, les autres, la religion. Pour tout concilier, on fit choix d'un gentilhomme périgourdin, Jean du Barri, seigneur de La Renaudie, aventurier de tête et de cœur, qui avait eu sous le dernier règne ce qu'on appelait alors *de méchantes affaires*, et qui, forcé de quitter la France, s'était fait calviniste à Genève, pour être quelque chose. La Renaudie, après avoir fait une courte apparition en Angleterre, où il avait mission d'assurer l'appui d'Élisabeth à un complot dirigé contre les oncles de Marie Stuart, commença à parcourir tout le royaume, organisant la révolte, et nommant des chefs dans chaque province. En voici la liste telle qu'elle a été conservée dans les mémoires du temps. « C'étaient, en Gascogne, le baron de Castelnau Chalosse; en Béarn, le capitaine Mazère; Du Mesni, en Limousin; Mirabeau, en Saintonge; Coccaville, en Picardie; Mouvans, en Provence; Maligni, en Brie et en Champagne; Sainte-Marie, en Normandie; Montejean, en Bretagne; La Chenaye, en Anjou; et Bresai, en Poitou. Le rendez-vous fut fixé pour le 6 mars 1560, au château du seigneur de la Fredonnière, en Blaisois, d'où l'on devait partir pour enlever le roi, et massacrer les Guises au milieu de la cour, qui séjournait alors à Blois. Tout réussissait à souhait : les Guises amenèrent le roi à Blois, où ils lui procuraient des amusements, et vivaient dans une sécurité profonde. Pendant ce temps, les levées se faisaient avec succès, à la manière d'Allemagne, c'est-à-dire que les soldats s'enrôlaient sans savoir pour quelle expédition, s'obligeant de marcher sans délai à l'ordre du capitaine qui les soudoyait. Déjà ceux des provinces les plus éloignées étaient en mouvement; ils avançaient par pelotons, qui grossissaient à mesure qu'ils approchaient, et le centre du royaume se rem-

plissait de troupes. » (ANQUETIL, *Esprit de la Ligue.*) Un avocat de Paris, nommé Avenelles, chez qui logeait La Renaudie, lui surprit son secret, et courut le révéler aux ministres, qui, sur-le-champ, conduisirent la cour au château d'Amboise, où ils étaient plus à l'abri d'un coup de main. Toutefois le duc doutait encore du complot; il refusa de faire avancer les troupes de la frontière, comme le voulait le cardinal, et ce ne fut qu'au dernier moment, quand La Renaudie fut aux portes d'Amboise et qu'on vit le prince de Condé arriver dans la place avec les Chatillon et une troupe de gens de main, ce fut alors seulement que François se mit en mesure de parer au danger. Mais pendant qu'il écrivait aux gouverneurs des provinces voisines, et qu'il appelait la noblesse auprès du roi, le 15 mars, les portes d'Amboise furent tout à coup comme assiégées par une bande de calvinistes sans armes, qui demandaient à parler au roi. Le jeune prince s'inquiétait de tous ces mouvements, et demandait, lui aussi, à parler à ses sujets. « Qu'ai-je fait, disait-il, à mon peuple, qui m'en veut ainsi? Je veux entendre ses doléances et lui faire raison. » Mais les Guises, auxquels une seconde trahison avait livré tout le plan de la conjuration, se donnèrent bien de garde de donner accès aux solliciteurs, qui se replièrent sur La Carlière, le nouveau rendez-vous assigné par La Renaudie. Ils paralysèrent habilement les forces de Condé et des Chatillon, en se plaçant, bien entourés, aux postes les plus avancés, et envoyèrent des détachements de cavalerie attendre au passage les petites troupes de conjurés encore éparses dans les bois voisins. Ceux du Béarn, attaqués les premiers, furent mis en déroute dès le premier choc, et se laissèrent prendre presque sans combat. Le duc de Nemours tomba sur les Gascons du baron de Castelnau au moment où ils repaissaient leurs chevaux au village de Nosai, et les défit avec aussi peu de peine. La Renaudie avait évité toutes les embuscades, et touchait déjà à la sortie d'une forêt qui s'étendait jusque sous les murs d'Amboise, quand il fut rencontré par le sieur de Pardaillan, son parent, qui battait le bois à la tête d'un gros de cavalerie. La mêlée fut longue et sanglante; à la fin, les deux chefs coururent l'un sur l'autre, et le pistolet de Pardaillan ayant fait long feu, ce partisan des Guises fut percé de deux coups d'épée par son ennemi; mais un de ses pages le vengea à l'instant même. La Renaudie, atteint à bout portant d'une arquebusade au travers du corps, eut encore la force d'étendre le page à ses pieds, et tomba mort. Son corps, porté à Amboise, fut attaché à une potence avec cette inscription : *Chef des rebelles.* Sur le soir, au mo-

ment où l'on croyait tout fini, Coccaville arriva avec sa troupe ; entendant le tocsin sonner de tous côtés dans les campagnes, et voyant au loin les paysans assommer les fuyards, il n'osa pas reculer, et vint se jeter en désespéré dans le faubourg du côté du Vendômois. Là, un nouveau combat s'engagea entre les conjurés et les troupes royales. Coccaville, repoussé à l'attaque du pont d'Amboise, se jeta dans quelques maisons du faubourg, et les vainqueurs y ayant mis le feu, il expira dans les flammes avec tous les siens. Telle fut l'issue de cette fameuse conjuration d'Amboise, le seul événement sérieux du règne de François II, le prélude des guerres de religion, quoique, au témoignage d'un contemporain, il y entràt *plus de malcontentement que de huguenoterie* [16 mars 1560].

Les Guises usèrent cruellement de la victoire. Les prisonniers, jetés dans la Loire pieds et poings liés, la couvrirent pendant plusieurs jours de leurs cadavres. On en pendit une foule aux créneaux du château, et l'épée du bourreau fit justice des plus marquants. Raunai, Mazère et Castelnau furent décapités avec d'autres gentilshommes. Villemonge, qui restait le dernier, trempa ses mains dans le sang de ses compagnons, et les leva au ciel en demandant vengeance à Dieu. Catherine fit enfin cesser ce massacre; mais la publication de cette tardive amnistie ne diminua en rien les haines nouvelles qui s'étaient amoncelées sur la tête des princes lorrains. « Je vis, dit Brantôme, des huguenots qui se disaient : Or, hier nous n'étions pas de la conjuration, et ne l'eussions pas dit pour tout l'or du monde, mais aujourd'hui nous le disons pour un écu, et que l'entreprise était bonne et sainte. » Le chancelier Olivier, que la mort surprit au milieu de ces sanglantes exécutions, refusa de voir le cardinal à ses derniers moments. Quand on lui annonça sa visite : « Ah! mauldit cardinal! s'écria-t-il en se tournant vers la muraille, tu te dampnes, et nous fais aussi tous dampner. » Olivier fut remplacé par Michel de Lhôpital, le fils du médecin du connétable de Bourbon, homme énergique et grave que la reine fit entrer dans le conseil exprès pour y contre-balancer l'influence des Guises de toute l'autorité de sa science et de sa vertu. Lhôpital n'avait rien d'hostile aux doctrines nouvelles. « Tout mauvais catholique qu'il était dans l'âme, dit le père Daniel d'un ton chagrin, il sauvait les apparences pour ne pas ruiner son établissement, et allait à la messe. » Il était de ce parti modéré qu'on appela plus tard le *parti politique*, qui rangeait la question religieuse au nombre des questions secondaires en fait de gouvernement, et qui



Michel de L'Hospital.

était d'avis qu'on fît de bonne grâce une place au prêche protestant, à côté, sinon en face, de la messe catholique.

Aidé de Marillac, de Montluc, le père du fameux capitaine, Michel de Lhôpital fit rendre l'édit de Romorantin, qui adoucissait singulièrement la juridiction du royaume à l'égard des protestants, et attribuait aux évêques seuls la connaissance des crimes d'hérésie. Lhôpital n'avait empiété ainsi sur les droits des Parlements que pour déjouer les projets du cardinal de Lorraine, qui, en fidèle allié de l'Espagne, voulait faire présent à la France de l'Inquisition. Mais ce compromis timide entre deux partis animés déjà de haines si vigoureuses ne put en satisfaire aucun. La Renaudie avait mis les armes aux mains des protestants; une fois lancés dans cette voie de résistance violente, ils ne devaient plus s'y arrêter. En Normandie, en Provence, en Dauphiné, le parti se souleva, et, non content de réclamer la liberté de conscience, rendit aux catholiques intolérance pour intolérance. A Valence, les huguenots (c'était le nom donné alors aux réformés français) s'emparèrent de l'église et du couvent des Cordeliers, et les ministres y firent publiquement des prêches où l'auditoire se tenait sous les armes. Mouvant, dont le frère aîné avait été massacré par les catholiques de Draguignan, s'assura de deux mille hommes bien armés, et tenta de surprendre, l'une après l'autre, Aix, Arles, Sisteron. Sans se laisser décourager par un triple échec, il se jeta dans les montagnes avec cinq cents soldats, et fit tête avec tant de bonheur aux quatre mille hommes du baron de La Garde, qu'il se fit accorder à la fin une capitulation avec tous les honneurs de la guerre. En Normandie, un maître d'école voulut jouer le rôle de Jean de Leyde, et par mille contorsions de corps et de visage, dit Daniel, il persuadait à la populace qu'il était inspiré. Mais il avait mal choisi son pays. Les églises des villes furent les premieres à désavouer le prophète. Abandonné de son propre parti, le maître d'école fut pris et brûlé devant ses croyants, aux yeux desquels il s'était fait passer pour immortel, et que l'on pendit autour de son bûcher. Dans le même temps, Élisabeth publiait en France des manifestes aussi violents que des pamphlets, et entrait à main armée en Écosse, où elle dictait à la sœur des Guises, Marie de Lorraine, le traité d'Édimbourg, qui consacrait le principe de la liberté de conscience en faveur des protestants d'Écosse.

Un pareil appui donnait encore plus d'audace aux réformés de France. Mal rassurés par l'insuccès de la conspiration, les princes lorrains accrurent de deux cents arquebusiers à cheval la garde du roi, qui protégeait

leurs personnes avec la sienne; mais ce n'était pas là ce qui pouvait pacifier le royaume. Fidèle à ses idées de conciliation, Lhôpital essaya encore une fois de conjurer l'orage dans l'assemblée qu'il convoqua au mois d'août à Fontainebleau, « pour délibérer des moyens de rendre le repos à l'État. » L'attitude menaçante des deux partis montra qu'il n'y avait rien à attendre de la délibération. Les Guises avaient rempli la ville et les environs de troupes et de noblesse dévouées. Condé, qui avait failli se voir mettre en jugement après l'échauffourée d'Amboise, refusa de se rendre à l'assemblée, et persuada au roi de Navarre d'en faire autant. Les Montmorenci et les Chatillon s'y présentèrent, mais à la tête de huit cents cavaliers; et après bien des paroles hautaines échangées de part et d'autre, on finit par renvoyer la décision au concile national et aux états-généraux, qui furent convoqués sur-le-champ. Au milieu de ces pourparlers, et pendant que les circulaires aux évêques et aux gouverneurs s'expédiaient par tout le royaume, les hostilités se préparaient pour ainsi dire à découvert. On saisit à Fontainebleau, sur un gentilhomme gascon nommé La Sague, des lettres du prince de Condé et du



cardinal de Montmorenci, dans lesquelles se trouvait exposé tout un plan de guerre civile. On devait se réunir en armes à Orléans, à l'époque des

états-généraux qui se tenaient dans la ville, soulever Paris, la Bretagne, la Picardie, la Provence, et se défaire de la maison de Lorraine, l'ennemie commune des huguenots et des mécontents. Bientôt les frères Maligny firent une tentative sur Lyon au nom du prince de Condé; l'abbé d'Achon, qui commandait dans la place en l'absence de son oncle le maréchal de Saint-André, repoussa, à la tête des bourgeois catholiques, l'attaque des huguenots, qui s'étaient emparés déjà du pont de la Saône. Mais toute cette foule armée qui s'agitait là et ailleurs n'avait point renoncé pour si peu au combat, et l'instant fatal approchait de jour en jour.

Ce fut dans cette disposition des esprits que les états commencèrent à s'assembler au mois d'octobre à Orléans. Les deux princes de Bourbon avaient fini par se laisser prendre aux lettres d'amitié que l'on faisait signer au jeune roi; ils arrivèrent le dernier jour d'octobre avec une faible escorte, se fiant sur la parole royale, malgré les avis et les prières de leurs partisans, qui les suppliaient de se mettre à leur tête. La noblesse de Gascogne, de Poitou, de Provence, de Languedoc et de Normandie offrait de leur former quinze mille hommes d'infanterie, avec de la cavalerie à proportion. Huit cents gentilshommes que le roi de Navarre rencontra à Limoges ne purent obtenir de l'accompagner, et, comme il s'engageait à demander leur grâce s'ils étaient inquiétés : « Notre grâce! Monsieur, s'écria l'un d'eux; vous serez bien heureux si, demandant la vôtre avec beaucoup d'humilité, vous l'obtenez. » Ce ne fut qu'aux portes d'Orléans que les deux princes sentirent enfin le danger de cette confiance naïve. « Ils furent surpris de ne voir personne venir au-devant d'eux, et de trouver les portes de la ville gardées comme celles d'une place de guerre. Les rues étaient pleines de soldats, les remparts, les carrefours, les places occupés par de nombreux corps de garde; la maison où logeait le roi, entourée de bataillons, comme la tente d'un général au milieu de son camp, les portes fermées, qu'on refusa de leur ouvrir; et il leur fallut descendre de cheval dans la rue, et entrer par le guichet. » (DANIEL.) Il était trop tard pour reculer. Conduits par le roi dans la chambre de la reine mère, qu'ils trouvent le visage défait et roulant des larmes dans ses yeux, les princes avaient à peine eu le temps de répondre à ses premières caresses, que François II, s'emportant tout à coup contre Condé, lui reproche d'avoir allumé la guerre civile dans le royaume, et le fait arrêter par Chavigny, un des capitaines de ses gardes. Le roi de Navarre essaya en vain de

plaider la cause de son frère ; lui-même fut emmené bientôt par le capitaine des gardes dans une maison voisine, où il était gardé à vue. Aussitôt le procès de Condé s'instruisit par commission, en dépit des protestations de l'accusé, qui demandait à être renvoyé par-devant les pairs de France et le Parlement de Paris, ses juges naturels. Vers la fin de novembre, on rendit un arrêt qui condamnait le prince à mort et fixait son exécution au 10 décembre, jour de l'ouverture des états. Lhôpital, du Mortier et le comte de Sancerre refusèrent de le signer; mais François II semblait déterminé à passer outre. Éléonore de Roye, la femme de Condé, étant venue se jeter tout en larmes à ses pieds : « Madame, lui dit-il froidement, votre mari a voulu m'ôter ma couronne et la vie. » Le condamné gardait bonne contenance dans ce moment critique. Pressé de chercher quelque moyen de s'accommoder avec les Guises : « Il n'y a, s'écria-t-il, meilleur moyen d'appointement qu'avec la pointe de la lance. » Le roi de Navarre essaya en vain de la soumission. Il alla supplier le cardinal de Lorraine, qui le reçut dans son jardin : « Le roi de Navarre, dit Brantôme, parlait au cardinal plus souvent découvert que couvert, et l'autre se mettait très-bien à son



aise, car il faisait grand froid. » Loin d'être en mesure de sauver la vie à son frère, lui-même avait à craindre pour la sienne. « Il faut, di-

saient les Guises, en deux coups et tout d'un temps couper la tête à la rébellion et à l'hérésie. » Le roi de Navarre fut averti qu'il lui viendrait un ordre de paraître à la cour et qu'il y serait égorgé. L'ordre vint en effet, et, se l'étant fait répéter trois fois, il se décida enfin à braver les assassins. « Capitaine Ranti, dit-il au lieutenant de sa compagnie, je m'en vais au lieu où l'on a conjuré ma mort, mais jamais peau ne fut vendue si cher que je leur vendrai la mienne. S'il plaît à Dieu, il me sauvera; mais je vous prie......, si je meurs, que vous recouvriez la chemise que j'ai sur moi et la portiez toute sanglante à ma femme et à mon fils; et conjurez madite femme, par la grande amour qu'elle m'a toujours portée, et par son devoir (puisque mon fils n'est encore en âge de pouvoir venger ma mort), qu'elle envoie madite chemise percée et ensanglantée, comme si je meurs elle le sera, aux princes étrangers et chrétiens, pour venger ma mort si cruelle et si traîtresse. » François II l'attendait en robe de chambre, un poignard à la ceinture : il était convenu qu'il le frapperait à la première parole insolente, et que les gardes l'achèveraient; mais le roi de Navarre demeura si respectueux et si paisible que le courage faillit au jeune homme, qui le laissa partir sans oser porter la main à sa ceinture. En



passant le seuil de la porte, Antoine de Bourbon se trouva en face du duc de Guise, et put l'entendre s'écrier : « Oh! le pauvre roi que nous avons là! »

Cependant l'épée du bourreau demeurait toujours suspendue sur la tête du prince de Condé, et le terme fatal approchait. Dans cinq jours, l'arrêt de la commission allait s'exécuter, et Condé jouait tranquillement aux cartes dans sa prison, quand un de ses valets de chambre, nommé Picard, s'approcha du jeu et fit tomber une carte : « Notre homme est croqué! » dit-il au prince à voix basse, en se baissant pour la ramasser. François II venait de mourir d'un abcès à l'oreille, à l'âge de dix-sept ans dix mois et quinze jours, après un an et demi de règne. Le



François II

mal avait redoublé tout à coup de violence pendant *qu'on lui faisait le poil*, et quelques-uns prétendirent que son barbier, calviniste en secret, inquiet d'une profession de foi que l'on voulait faire signer à tous les gens du château, avait, en le rasant, fait couler du poison dans l'abcès. Le mot de Picard semblerait indiquer que le prince de Condé ne fut pas étranger au crime, s'il y en eut un, et les huguenots ne dissimulèrent pas la joie qu'ils ressentaient de cette mort. On entendit

leurs ministres publier dans les prêches qu'elle était « un châtiment de la justice de Dieu contre les persécuteurs du pur Évangile. » [5 décembre 1560.]

Le nouveau roi, Charles IX, était un enfant de dix ans et demi, étranger aux Guises, qui n'avaient pas sur lui le même moyen d'action que sur son frère. Catherine ne perdit pas de temps pour échapper à un patronage dont s'humiliait son orgueil. S'appuyant sur Lhôpital et *sur le parti politique*, nommé aussi le *tiers-parti*, elle s'occupa sur-le-champ des moyens de rétablir la balance entre les deux factions. Le jugement de Condé fut cassé, le connétable rappelé à la cour. La main de son fils signa des lettres qui lui donnaient *l'administration du royaume avec sage conseil et avis du roi de Navarre, et des notables et grands personnages du conseil du feu roi.* Les princes lorrains se croyaient à la veille d'une attaque à main armée. Montmorenci était arrivé à Orléans avec sept ou huit cents gentilshommes; la maison de Bourbon ralliait les siens; chacun se rangeait sous les enseignes de ses chefs : on eût dit que la ville s'était transformée en un double camp, où amis et ennemis avaient confondu leurs tentes. Pendant ce temps, les états-généraux avaient commencé leurs séances; mais nul ne songeait à eux. Les discours de Lhôpital, qui prétendait régenter au nom de la royauté les deux religions rivales et tracer à chacune sa ligne de conduite, n'avaient d'écho nulle part. Au mois de février 1561, la cour se rendit à Fontainebleau, emmenant les Guises avec elle. Montmorenci, les Bourbons, les Châtillons, tout l'ancien parti de la conjuration d'Amboise, firent un dernier effort pour précipiter la chute des ministres de François II. Ils menacèrent tous ensemble de quitter la cour si l'on y maintenait leurs ennemis. Déjà les équipages défilaient vers Melun, l'on allait monter à cheval. Catherine envoya chercher Montmorenci, qui trouva chez elle le roi et deux secrétaires d'état, la plume à la main, tout prêts à tenir acte de ce qu'il allait dire. Pris ainsi au dépourvu, et sommé par le jeune roi de ne pas sortir de Fontainebleau, le connétable se laissa arracher tous les serments qu'on exigea de lui, et sa défection subite ayant arrêté le départ du roi de Navarre, qui s'était déjà botté pour se mettre en route, il fallut en rester là.

Bientôt l'accord fut rompu entre Montmorenci et le parti protestant. Le *grand rabroueur* était un zélé catholique, et il mettait au service de ses convictions religieuses toute la rudesse et l'âpreté de ses

habitudes militaires. Les chagrins de la disgrâce avaient bien pu, sous le dernier règne, blanchir à ses yeux les huguenots, qui se rencontraient avec lui dans sa haine contre les Guises; mais, revenu au pouvoir, il retrouva toutes ses indignations du temps de François Ier et de Henri II. Catherine, pour tenir la balance plus égale entre les catholiques et les protestants, affectait de flotter de l'une à l'autre religion, et laissait volontiers les gens de sa cour traiter à leur guise la question religieuse. Ils allaient à la messe le matin, et le soir au prêche. Montluc, évêque de Valence, le frère du fameux maréchal, demi-catholique et demi-protestant, entrait, sur ce point, dans les idées de la reine mère, dont il était le confident, et, comme elle, aurait de grand cœur donné les mains à une sorte de fusion des deux cultes. Un jour, à Fontainebleau, on vint avertir le connétable que l'évêque de Valence prêchait dans la salle du château en manteau court et en chapeau, à la façon des prédicateurs calvinistes. Il y courut rouge de colère, et, se tournant vers ses gens : « Qu'on m'enlève de cette chaire, s'écria-t-il, cet évêque travesti en ministre. » Montluc, craignant d'être jeté par les fenêtres, se sauva au plus vite. Le vieux connétable aimait ces sortes d'expéditions. Souvent il se présentait bien accompagné dans les prêches, chassait le ministre et battait l'auditoire. Étant allé, à Popincourt, dans le lieu où les huguenots de Paris tenaient leurs assemblées, il mit en fuite tout ce qu'il y trouva, et fit brûler en sa présence la chaire du ministre et les bancs sur lesquels s'asseyaient les auditeurs, ce qui lui valut le sobriquet de *capitaine Brûle-Bancs*. Ses neveux, les Châtillons, s'efforçaient en vain de le retenir dans une ligne de conduite plus conséquente avec ses premiers engagements; entraîné par ses instincts religieux, le connétable revenait comme de lui-même aux Guises, ses anciens ennemis, les représentants et les soutiens du parti catholique. Un vote de l'assemblée qui se tint à Paris, en attendant la seconde convocation des états d'Orléans, acheva de le précipiter dans leurs bras. Les députés parisiens demandaient qu'on fît rendre gorge aux favoris de Henri II et de François II, et Montmorenci, voyant sa fortune compromise avec celle des Guises, se rangea ouvertement de leur parti. Jacques d'Albon, maréchal de Saint-André, un de ceux qui avaient le plus profité des largesses royales, se chargea de négocier cet accommodement, et, pour prix de ses démarches, se fit comprendre lui-même dans le traité qui fut conclu entre Guise et Montmorenci. A eux trois, le connétable, le maréchal et le duc formèrent ce que l'on

appela *le Triumvirat;* et, jaloux de donner un prétexte honorable à cette association formée dans le seul but de sauver des richesses dont l'origine était au moins suspecte, les *triumvirs* placèrent sous leur haute protection les intérêts catholiques, mal défendus par une reine incrédule et un ministre indifférent.

L'indifférence religieuse de Lhôpital ne diminuait rien de son zèle pour les droits de la couronne et le bien du royaume. Tout semblait s'en aller en dissolution autour de lui; les provinces étaient en feu : catholiques contre protestants, protestants contre catholiques, chacun ne remettait plus qu'à lui-même le soin de protéger à sa manière le culte qu'il avait embrassé. Si les prêches étaient souvent troublés par des violences, il ne faisait pas non plus toujours sûr à dire la messe, et les prédicateurs étaient souvent insultés dans leurs chaires. Seul calme au milieu de cette agitation universelle, le chancelier s'efforçait en vain d'éclairer ces haines aveugles, et d'inspirer à tous cet esprit de tolérance qui laisse à chacun sa liberté de conscience et d'action. « Mais, disait-il un jour en plein Parlement, le diable s'était mis parmi les contestations de religion. » A force de constance et d'opiniâtre énergie, il était parvenu enfin à obtenir une déclaration qui ordonnait aux gouverneurs de province d'apaiser les troubles religieux, qui défendait au peuple de se servir des noms injurieux de huguenots et de papistes, mettait en liberté les prisonniers, et rappelait les bannis pour cause de religion : son œuvre, à peine ébauchée, fut détruite à l'instant même par l'édit de juillet [31 juillet 1561], dont le parlement, toujours plus hostile à la réforme à mesure que la cour lui tenait moins rigueur, altéra profondément le plan primitif, et qui enlevait aux calvinistes leur droit chéri d'assemblée. Dans leur *complainte apologétique*, ils ne demandaient au roi « que quelques coins de ses villes » : l'édit de juillet leur interdisait même les réunions particulières et sans armes. Il accordait, il est vrai, amnistie générale, mais sous cette clause dérisoire : « pourvu qu'on vive catholiquement et en paix. » C'était surtout le duc de Guise qui, par ses intrigues, avait déterminé le Parlement à introduire ces dispositions intolérantes dans l'édit de juillet : il avoua hautement son ouvrage, et s'écria en sortant de la séance dans laquelle l'acte fut enregistré : « Pour soutenir cet arrêté, jamais mon épée ne tiendra au fourreau. » Catherine et le chancelier le savaient bien, mais ils savaient en même temps que l'épée des protestants ne serait pas moins prompte quand il s'agirait de se maintenir

dans des droits qu'ils regardaient comme acquis. D'ailleurs, personne ne s'inquiétait, à vrai dire, des édits; chaque parti se protégeait lui-même et dominait partout où la force était de son côté. Les *politiques* tentèrent un dernier effort pour mettre un terme à cette immense anarchie, et, d'un commun accord, catholiques et protestants consentirent à tenter un rapprochement théologique au colloque de Poissy, d'où devait sortir cette formule tant désirée de pacification que Catherine et son ministre poursuivaient en vain depuis un an.

Calvin avait été appelé à représenter à Poissy le parti qui le reconnaissait pour son chef; mais *le pape de Genève*, comme on l'appelait alors, se souciait peu de quitter son petit royaume républicain pour aller s'exposer au sort de Jean Huss et de Jérôme de Prague. Il envoya à sa place Théodore de Bèze, son disciple chéri, celui qu'il se destinait pour successeur dans sa papauté nouvelle, « bel esprit, grand orateur, surtout vif et heureux à la réplique, aussi propre à conduire une négociation qu'à manier une question de théologie. » Du côté des catholiques, ce fut le cardinal de Lorraine qui se chargea de tenir le haut bout de la dispute. « Et là, dit Le Laboureur, il fit paraître beaucoup de doctrine; le cardinal de Bourbon beaucoup de zèle; Montluc, évêque de Valence, beaucoup d'adresse.... L'évêque de Séez, Claude de Xaintes, et Claude d'Espense y firent admirer leur grand savoir, leur prudence et leur piété. Ils furent bien nécessaires, non-seulement pour les grands coups, mais pour l'ordre de la bataille, où le cardinal de Lorraine, qui s'engagea trop avant, eut besoin d'eux pour être soutenu, aussi bien que l'évêque de Valence, qu'on soupçonnait de ne point combattre si franchement que lui. » Catherine ne cachait pas le but dans lequel elle avait appelé les deux partis à cette explication. Digne nièce de Léon X, qui n'avait vu dans les premières prédications de Luther que la querelle d'un homme d'esprit avec quelques théologiens, la Florentine ne comprenait pas qu'on pût se passionner si furieusement pour des questions de discipline et de liturgie; et, dans son ignorance naïve de l'esprit absolu du catholicisme, elle avait proposé tout simplement au pape, dans une lettre qu'elle lui écrivit lors de la convocation du colloque, de transiger avec les réformés sur une partie de leur doctrine. Voici un fragment traduit de cette lettre, curieux monument des sentiments religieux de celle qui fit la Saint-Barthélemi. « Les réfor-
« més ne sont, disait-elle, ni anabaptistes, ni libertins; ils croient les
« douze articles du symbole : aussi plusieurs personnes de piété pen-

« sent qu'on ne devrait pas les retrancher de la communion de l'Église,
« pour ne pas révolter la faiblesse de quelques-uns. Quel danger y au-
« rait-il d'ôter les images des églises, et de retrancher quelques for-
« mules inutiles dans l'administration des sacrements? Ce serait encore
« un grand bien d'accorder à tous les fidèles la communion sous les
« deux espèces, d'abolir les messes basses, et de permettre que l'office
« se fît en langue vulgaire. Du reste, on convient qu'il est à propos
« qu'il n'y ait rien d'innové dans la doctrine et la hiérarchie, et que
« l'on conserve toujours pour le souverain pontife le respect et l'obéis-
« sance qui lui sont dus. »



Theodore de Bèze.

L'attitude des deux partis au colloque fit bientôt sentir à Catherine quelle avait été son erreur si elle avait pensé que les cultes se laissaient altérer ainsi. Le cardinal de Lorraine fit bonne mine d'abord à Théodore de Bèze, espérant peut-être le gagner par des moyens en dehors de la discussion; mais à peine l'orateur calviniste eut-il pris la parole dans l'assemblée, et eut-il avancé, conformément à la doctrine de sa secte, qu'il y avait aussi loin du corps de Jésus-Christ au pain, après la

consécration, que du ciel à la terre, qu'une explosion de murmures partit des bancs sur lesquels siégeaient les docteurs et les évêques, et que l'orateur fut obligé de s'arrêter. Le cardinal de Tournon protesta que, «sans le roi qui était là, il se serait levé pour sortir, emmenant avec lui tout ce qu'il y avait de catholiques dans l'assemblée.» «Plût à Dieu! s'écria le cardinal de Lorraine, que cet homme eût été muet, ou que nous eussions été sourds!» La conférence se maintint jusqu'au bout sur ce ton. De Bèze et les siens n'entendaient pas non plus faire la moindre concession, et chacun voulant tout ou rien, il fallut en revenir au mot de Condé dans sa prison : «Il n'y a meilleur moyen d'appointement qu'avec la pointe de la lance.»

On se sépara donc sans avoir fait autre chose qu'envenimer encore la querelle; et Catherine s'en tenant, elle aussi, aux conclusions de sa lettre au pape, le *Triumvirat*, poussé sous main par le nonce Gualteri et Chantonnay l'ambassadeur d'Espagne, prit sur lui de trancher violemment la question. Les *triumvirs* venaient de rallier à eux le roi de Navarre, qui, toujours plein d'une crainte respectueuse pour l'Espagne, n'avait pu résister aux sollicitations de son ambassadeur. Chantonnay était allé le voir trois ou quatre fois, *en habillement déguisé*, et lui avait offert la Navarre d'abord, puis le comtat Venaissin, puis la Sardaigne, dont les Espagnols publièrent alors les descriptions les plus pompeuses. Ce n'étaient que des promesses, mais Antoine s'y laissa prendre. «Bien vous puis-je dire, dit Pasquier dans une de ses lettres, que dans un instant on a vu et son visage et sa volonté s'être eschangez à l'endroit des huguenots.» Par son ordre, il fallut renoncer aux prêches qui se tenaient à la cour et jusque dans les appartements du Louvre. La reine de Navarre elle-même ne put trouver grâce devant le nouveau converti. Il fit arrêter sa litière à Saint-Germain, dans la cour du château, au moment où elle allait partir pour assister au prêche dans la maison d'un ministre. Bien plus, peu s'en était fallu qu'un divorce avec Jeanne d'Albret ne fît passer Antoine de Bourbon dans les bras de Marie Stuart; mais le projet n'eut pas de suite : docile instrument de l'ambition de ses oncles, Marie repassa bientôt en Écosse, où la mort de la régente, sa mère, laissait le champ libre aux réformés et aux seigneurs mécontents. Quelque insignifiant que soit dans notre histoire le rôle de cette jeune femme, faible et gracieuse créature, plus occupée de sa beauté que des grandes et sombres questions qui s'agitaient autour d'elle, une douce popularité est demeurée attachée à son nom, protégé d'ailleurs

par le souvenir de ses infortunes. Marie aimait la France : tant que le navire qui l'emmenait demeura en vue du rivage, elle resta sur le pont,



tenant ses yeux douloureusement fixés sur ce *plaisant pays de France*, et le lendemain matin, au moment où les derniers points de la côte disparurent à l'horizon : « Adieu France ! s'écria-t-elle en pleurant, adieu pour jamais, France, je ne te verrai plus ! »

Les oncles de la reine d'Écosse s'inquiétaient bien de larmes et de regrets ! L'heure d'agir était venue. Lhòpital, reprenant enfin le dessus sur les conseils emportés du *Triumvirat*, était parvenu, après mille efforts, à faire enregistrer par le Parlement de Paris le fameux édit de janvier [1562], qui rendait aux réformés le libre exercice de leur culte. Un murmure universel avait accueilli ce dernier triomphe du tiers-parti. « Dieu nous garde, disait-on, de la messe de monsieur le chancelier ! » D'étranges doctrines paraissaient au jour. Le prêtre Artus Didier écrivit

au roi d'Espagne pour le prier de protéger le clergé de France contre les protestants. Un licencié en théologie, nommé Tanquerel, soutint, dans une thèse publique, que l'obéissance au roi devait passer après les intérêts de la religion. Les huguenots ne mettaient pas, au reste, moins d'emportement à défendre leur cause. Dans leurs cantiques, dans les *pasquils* dont ils placardaient les murs, il y avait des paroles de mort pour leurs ennemis; et plus tard, quand Catherine revint au parti catholique, les ministres n'hésitèrent pas à proclamer « qu'il était permis de tuer une reine (*licet occidere reginam*) lorsqu'elle s'opposait à la prédication du pur Évangile. » Pour le moment, la reine semblait toute dévouée aux protestants. Condé était son bras droit. Seul, il commandait à la cour par la retraite volontaire des Guises et des Chatillons. Ses gentilshommes, grossis de quelques centaines d'étudiants qu'il avait armés à la hâte, montaient la garde dans Paris, à la grande indignation des bourgeois et du roi de Navarre lui-même, qui ne pouvait sans chagrin se voir remplacé par son frère dans l'exercice de cette charge de lieutenant-général du royaume, dont le titre illusoire flattait tellement sa vanité. Déjà dans tout le royaume, à Cahors, à Amiens, à Troyes, à Dijon, à Tours, à Abbeville, à Marseille, à Toulouse, les soulèvements de la population catholique avaient fait justice de l'édit de janvier. Les protestants n'avaient plus à craindre les bûchers; mais on les massacrait dans les émeutes. L'irritation des esprits étant à son comble, Antoine écrivit au duc de Guise de venir le rejoindre à Paris, et se prépara à replacer le pouvoir aux mains du *Triumvirat*.

Le duc partit aussitôt de Joinville en Lorraine, accompagné de son frère le cardinal, de deux compagnies de grenadiers, et d'une nombreuse suite de gentilshommes et de domestiques armés, telle que les grands seigneurs du temps en traînaient partout après eux. Le dernier jour de février, tout ce cortége arriva sur le midi à Vassy, petite ville de la frontière de Champagne, où le duc se fit aussitôt dire la messe par son chapelain. Comme le prêtre montait à l'autel, on entendit sonner dans le faubourg les cloches qui appelaient les protestants au prêche, et le bruit de leurs chants arrivant jusqu'à l'église, les gens de la suite du duc coururent à la grange où les hérétiques se tenaient assemblés au nombre de sept à huit cents. Une querelle s'engagea bientôt, et les pierres commençaient à voler; deux pages allemands, qui survinrent avec leurs armes, tuèrent ou blessèrent plusieurs huguenots à coups d'arquebuse et de pistolet. Ce fut alors un véritable combat. Le duc

de Guise, attiré par le bruit, ayant été blessé d'une pierre au visage, ses gendarmes, rendus furieux par la vue de son sang, se précipitent l'épée à la main dans la grange, brisent les bancs et les chaises, déchirent les livres, massacrent, sans distinction d'âge ni de sexe, tout ce qui se présente devant eux. Il périt là plus de soixante personnes; deux cents furent blessées. « Le duc de Guise, dit Brantôme, avait l'épée au poing, et ne saigna personne. » Mais, aux yeux des partis, il n'en porta pas moins la honte ou la gloire de ce qu'avaient fait ses gens. Les pamphlets de Genève retentirent d'imprécations contre lui. On publia des gravures qui représentaient tous les détails du malheur de Vassy, et jusqu'au cardinal de Lorraine « appuyé contre le mur du cimetière, regardant en gaieté la tuerie. » L'impression produite chez les catholiques fut toute différente. Les prédicateurs exaltèrent en chaire celui qui venait de donner un si éclatant témoignage de son zèle pour la vieille religion. Ils ne le nommaient plus que le *nouveau Moïse*, le *nouveau Jéhu*, le *nouveau Machabée*, pour le venger des protestants, qui l'avaient surnommé le *nouvel Hérode*, d'après l'usage du temps, de prendre tous les points de comparaison dans la Bible. L'entrée du duc à Paris fut un véritable triomphe. Le prévôt et les échevins vinrent à sa rencontre pour le *bienveigner*. Les rues étaient remplies d'une foule de peuple qui criait *vive Guise* avec une telle ardeur, que lui-même leur faisait signe de la main de modérer leurs transports. En vain Théodore de Bèze vint-il plaider auprès du roi de Navarre la cause de ses frères égorgés, il n'en reçut pour toute réponse que cette parole de provocation : « Quiconque touche le bout du doigt de mon frère le duc de Guise, me touche dans tout mon corps. — Sire, reprit de Bèze, je parle pour une religion qui sait mieux endurer les injures que les reproches; mais souvenez-vous que c'est une enclume qui a usé bien des marteaux. »

Le jour même où de Guise faisait son entrée triomphale à Paris, il s'était croisé, dans la rue de Grenelle-Saint-Honoré, avec le prince de Condé qui revenait du prêche, suivi de cinq cents gentilshommes. D'un geste le duc eût pu les faire tous massacrer par cette populace ivre de bruit et d'enthousiasme : il méprisa cette ignoble vengeance; et les deux rivaux, en passant l'un près de l'autre, se donnèrent respectueusement le salut. Mais, pour avoir épargné son ennemi dans la rue, le Lorrain ne l'en ménagea pas plus à la cour. Bientôt Catherine se laissa arracher un ordre qui renvoyait le prince de Paris, où elle-même l'avait appelé. Ce fut alors que Condé écrivit à Coligny ces mots, qui furent le si-

gnal de la guerre civile : « César a passé le Rubicon ; il a pris Rome, et ses étendards commencent à branler par les campagnes. »

En peu de temps les huguenots eurent fait une armée à leur chef ; il se préparait à venir enlever le roi et sa mère à Fontainebleau, où la cour résidait alors, quand Guise y parut à l'improviste avec le roi de Navarre et deux mille hommes. Malgré les menaces de Catherine et les pleurs du jeune roi, pauvre enfant qui ne comprenait rien à ce brusque départ, les gendarmes du Triumvirat s'en revinrent à Paris avec leurs captifs ; mais cette violence ne leur profita pas. Catherine, qui les aurait appelés à son secours si Condé était venu le premier, écrivit au prince lettres sur lettres, pour le prier de la tirer des mains de ses nouveaux maîtres : « M'assurant, lui mandait-elle, que vous ne me repousserez point, et aurez seulement souvenance de conserver les enfants, et la mère et le royaume, comme celui à qui il touche, et qui le peut assurer qu'il ne sera jamais oublié ; de brûler cette lettre incontinent. Votre bonne cousine. » Loin de brûler ces gages précieux, Condé les montra partout, et il ne les oublia pas dans les manifestes où il appelait à lui, non-seulement les protestants, mais aussi tous les *bons Français*. « Un roi puissant qui eût appelé l'arrière-ban de sa noblesse n'eût pas été plus promptement obéi que ce prince, dont tout le trésor montait à six cents écus… Toutes les routes étaient couvertes de nobles bien armés, bien équipés, qui conduisaient avec eux leurs plus fidèles vassaux. Leurs ancêtres n'étaient point partis pour les croisades avec plus de zèle. Des ministres protestants les suivaient et répandaient un air de recueillement et de dévotion austère sur tous ces voyageurs à main armée. Quand ces espèces de caravanes se rencontraient, elles se saluaient avec des versets de l'Écriture. Aux heures de récréation, on chantait en chœur des psaumes de Marot….. Les gentilshommes déposaient leurs épargnes dans un trésor commun. » (Lacretelle.) Le jour de Pâques [19 mars], Condé avait autour de lui cinq ou six mille hommes. Après avoir fait la Cène à Meaux, il se dirigea sur Paris, où l'on s'apprêtait à le bien recevoir. Les chaînes avaient été tendues dans les rues, les gardes doublées aux portes et aux murailles. Mais les huguenots n'avaient garde de s'attaquer à une troupe si fort au-dessus de leur puissance. Condé demanda seulement le passage par le pont de Saint-Cloud, et continua sa route sur la Loire, où le parti avait résolu d'établir sa ligne de défense. D'Andelot s'était chargé d'Orléans, par où l'on devait commencer, et déjà il avait pris les devants pour s'emparer



Catherine de Médicis.

des postes, quand, arrivé en vue des portes de la ville, Condé sentit tout à coup le cœur lui manquer à la pensée des fatales conséquences de ce coup de main. Il s'arrêta brusquement; mais il était trop tard : déjà l'on entendait le bruit des arquebusades, et les cloches sonnaient le tocsin. « Nous sommes plongés si avant, qu'il faut boire ou se noyer, » s'écria le prince; et, mettant sa troupe au galop, il accourut à la porte Saint-Jean qu'attaquait d'Andelot, juste au moment où celui-ci, écrasé par le nombre, allait se voir réduit à battre en retraite. L'arrivée de Condé termina le combat [2 avril]. En trois semaines, la moitié des grandes villes du royaume étaient tombées aux mains des huguenots : Blois, Tours, Poitiers, Angers, Pont-de-Cé, Beaugenci, Pithiviers, Châlons-sur-Saône, Mâcon, La Rochelle, Rouen, Pont-Audemer, Dieppe, le Havre-de-Grâce, Bourges, Montauban, Castres, Montpellier, Nîmes, Castelnaudary, Pezénas, Béziers, Agen, Maguelonne, Aigues-Mortes, Orange, Lyon, Pierrelate, Grenoble, Montélimart, Romans, Sisteron, Gap, Tournon, Valence, et d'autres encore. Au milieu de ce naufrage universel, les gouverneurs de province ne savaient plus quel parti prendre, partagés qu'ils étaient entre les ordres de Catherine et ceux du Triumvirat. « Les lettres du duc de Guise, dit Tavannes dans ses mémoires, portaient qu'il fallait tout tuer; et celles de la reine, tout sauver. » Le Lorrain se chargea lui-même de faire prévaloir, les armes à la main, les ordres qu'il avait envoyés. D'Orléans, où il avait établi le siége de ses opérations, Condé appelait à lui tous les protestants du royaume. Les ministres qu'il avait avec lui écrivaient aux églises : « Il n'est pas temps de discuter, mais d'exécuter : ne vous estonnez pas des ordres que vous pourrez recevoir. — Il faut recommander aux gentilshommes à cheval, et aux troupes de pied, écrivait de Bèze, de s'acheminer sur-le-champ, car le principal de l'orage est ici, et tout dépend de l'issue de l'entreprise. » Le pillage des églises et des monastères lui fournissait d'immenses ressources pour lever et soudoyer des troupes. A Saint-Martin de Tours on trouva pour 1,200,000 livres d'or et d'argent, sans compter les pierreries. Les vases sacrés, les châsses des saints et les ornements d'église étaient fondus, au grand scandale du peuple, et changés en monnaie courante, que Condé, par une audace assez significative, faisait frapper à son image avec l'exergue *Louis XIII*. Il négociait avec les Allemands et la reine d'Angleterre. Guise demanda du secours à Philippe II, au pape, au duc de Savoie. Les Suisses se louèrent aux deux partis. « Les étrangers, dit Lanoue, ouvroient les

yeux, et pétilloient pour entrer en France. » Avant qu'on en vînt aux dernières extrémités, Catherine essaya en vain de conjurer la guerre civile, dans une entrevue qu'elle ménagea dans la plaine de Toury, entre Louis et Antoine de Bourbon. Les deux frères, poussés chacun en avant par ceux qui les entouraient, ne purent convenir de rien, et les gentilshommes protestants, qui avaient tout à craindre d'une *paix fourrée*, entraînant à la fin le général, le mirent presque de force sur son cheval, et le ramenèrent en triomphe au camp. Les renforts que de Guise attendait de l'étranger étant arrivés enfin, la guerre commença aussitôt.

Dès le début, protestants et catholiques rivalisèrent d'excès de tout genre. Les dernières profanations de l'armée d'Orléans avaient porté au comble l'exaspération de ceux-ci, et les autres avaient quarante années d'injures à venger. Il fallut dire adieu à cette admirable régularité tant vantée par Théodore de Bèze, qui faisait presque de leurs bandes de grandes congrégations armées. « C'est vraiment une belle chose, avait dit Coligny, que cette discipline, moyennant qu'elle dure; mais je crains que ces gens ici ne jettent toute leur bonté à la fois. J'ai commandé l'infanterie, et je la connais. Elle accomplit souvent le proverbe qui dit: *De jeune ermite, vieux diable.*» Emportés par la haine, les huguenots ne se contentaient plus de piller les églises; ils renversaient les autels, mutilaient les christs et les statues, brûlaient les reliques, et allaient jusqu'à fouiller les tombeaux pour disperser les ossements des évêques et des moines enterrés dans les églises et les abbayes. Leurs ennemis ne restaient pas en arrière : «*Courez sus aux hérétiques!*» avait dit un arrêt du Parlement de Paris, mettant ainsi le parti entier hors la loi. A Bar-sur-Seine, un procureur du roi mit lui-même en accusation son fils, calviniste, et le fit pendre sous ses yeux. Plus de cinq mille protestants furent massacrés à Toulouse en cinq mois. Montluc, en Guienne, le baron des Adrets, en Dauphiné, que leur mot d'ordre vînt de Rome ou de Genève, prouvaient que les passions religieuses étaient aussi fécondes en trahisons qu'en cruautés. Ni l'un ni l'autre ne respectèrent jamais une capitulation. Montluc nous raconte complaisamment dans ses mémoires, qu'il parcourait les champs, accompagné de deux bourreaux, « lesquels, dit-il, on appela depuis mes laquais, parce qu'ils étaient souvent avec moi. » Des Adrets tuait, brûlait, saccageait avec une férocité qui faisait frémir ses soldats eux-mêmes; « et le craignoit-on plus, dit Brantôme, que la tempête qui passe par de grands champs. » Ce fut lui qui, à la

prise de Montbrison, s'imagina, par forme de divertissement, après dîner, de faire sauter l'un après l'autre, de la plate-forme d'une tour, les



soldats de la garnison. « Je le vis fort vieux à Grenoble, dans mes voyages, dit de Thou, mais d'une vieillesse encore forte et vigoureuse, d'un regard farouche, le nez aquilin, le visage maigre et décharné, et marqué de taches de sang noir, tel qu'on nous dépeint Sylla. » On dirait, à relire les mémoires de cette triste époque, qu'une vapeur élevée de tout ce sang répandu avait enivré les têtes, témoin ce Brissac dont parle Brantôme : « trop cruel au combat, et prompt à tuer, et qui aimait cela jusque là qu'avec sa dague il se plaisait à s'acharner sur une personne, à lui en donner des coups jusque là que le sang lui en rejaillît au visage. »

Mais ce n'étaient là que les accessoires de la guerre. Laissant ces farouches partisans multiplier sur tous les points du royaume ces hostilités de second ordre, les chefs des deux partis se tenaient en présence dans les provinces du centre, chacun avec sept à huit mille hommes, s'exerçant par des escarmouches et des prises de ville au grand coup qui devait décider entre les deux religions. Après trois mois de combats

partiels sur les bords de la Loire, où il avait repris Bourges, Tours, Angers, Poitiers, à la nouvelle qu'un renfort de six mille hommes allait arriver d'Angleterre aux protestants, qui abandonnaient en échange le Havre-de-Grâce à Élisabeth, de Guise transporta tout à coup le théâtre de la guerre en Normandie, et vint mettre le siége devant Rouen, où commandait Montgommeri, le meurtrier involontaire de Henri II. Rouen, attaqué le 25 septembre, fut emporté d'assaut un mois après [26 octobre]; mais l'armée catholique paya ce succès de la perte du roi de Navarre, atteint à la tranchée d'un coup d'arquebuse à l'épaule, dont il mourut en quelques jours aux Andelys, âgé de quarante-cinq ans. Prince faible, irrésolu, après avoir avoué un jour à sa femme, Jeanne d'Albret, qu'il ne savait quelle religion était la meilleure, Antoine de Bourbon s'était laissé tellement dominer dans les derniers temps par ceux qui avaient failli lui *faire vendre sa peau* à Amboise, que « dans cette guerre, dit Brantôme, il se montra le plus animé, échauffé, colère, et prompt à faire pendre les huguenots, qui l'en haïssoient comme un beau diable. » Sa femme, qui « dans sa jeunesse aimoit autant un bal qu'un sermon, et ne se faisoit pas à cette nouveauté de religion, » ne l'avait pas suivi dans sa défection. Elle vivait alors retirée dans ses états de Béarn, avec un enfant de neuf ans, qu'elle allait amener bientôt dans les rangs de ceux qui avaient tué son père, et qui devait être Henri IV.

Pendant ce temps, d'Andelot était allé en Lorraine, au-devant du secours qu'on attendait d'Allemagne. Le 6 novembre, il entra à Orléans, à la tête de neuf mille hommes, dont deux mille étaient Français et l'avaient rejoint dans le trajet. « Il ne faut pas demander si chacun sautoit et rioit à Orléans. Nos ennemis, disoit le prince de Condé, nous ont donné deux mauvais échecs, ayant pris nos rocs (entendant Rouen et Bourges), j'espère qu'à ce coup nous aurons leurs chevaliers s'ils sortent en campagne. » [Lanoue.] Il sortit lui-même, et, marchant droit au plus fort du danger, il vint, le 25 novembre, ranger son armée en bataille sous les murs de Paris. Après une attaque infructueuse du côté du faubourg Saint-Victor, Condé défiait déjà Guise et le connétable au combat, quand la reine intervint encore une fois et proposa des conférences, qui se tinrent du 2 au 7 décembre, dans un moulin, à quatre ou cinq cents pas du faubourg Saint-Marceau. Elles eurent le même succès que toutes celles qui avaient précédé. Catherine offrait d'en revenir à l'édit de janvier; mais ce n'était plus assez pour des gens qui avaient été si loin. Condé demandait la liberté absolue de conscience, et l'exercice

public du culte protestant; il exigeait en outre qu'on fît vider le royaume à tous ces étrangers, Espagnols, Italiens, Allemands, qui avaient été appelés par les deux partis. On refusa net; et, tout espoir d'accommodement ayant été perdu, trop faible pour se maintenir longtemps devant Paris, Condé donna l'ordre du départ le 10 décembre, et se dirigea sur Dreux, que Baubigni avait promis de surprendre au moyen des intelligences qu'il y avait. L'armée catholique le suivait de près. Au bout de six jours de marche, les Triumvirs se trouvant à une portée de canon des quartiers huguenots établis à Ormoy, près de l'Eure, dépêchèrent aussitôt le sire de Castelnau, qui marcha toute la nuit, et se présenta le lendemain matin au lever de la reine pour lui demander s'il fallait combattre. Peut-être Guise espérait ainsi la compromettre avec un parti qu'elle avait toujours ménagé. La rusée Florentine n'eut garde de donner dans le piége. Sans répondre à Castelnau, elle se tourna vers la nourrice du roi, qui était dans sa chambre, et lui dit, de ce ton indifférent et moqueur avec lequel elle traitait toutes les querelles religieuses



« Nourrice, voilà des généraux d'armée qui consultent une femme et « un enfant pour savoir s'ils donneront bataille! qu'en pensez-vous? »

De Losse, qui survint pour presser la réponse, ne put rien tirer d'elle, sinon « qu'on se rapportait de tout à la prudence des généraux.»

Ceux-ci ne délibérèrent pas longtemps. Le 18, à l'entrée de la nuit, les catholiques passèrent l'Eure en secret, près de Dreux, et vinrent se ranger en bataille sur le chemin par où Condé devait arriver; c'était au milieu des campagnes découvertes de la Beauce. Le lendemain, sur les onze heures, protestants et catholiques se trouvèrent en face, n'étant pas même séparés par un fossé; et cependant, « encore que les deux armées fussent plus de deux grosses heures à une canonnade l'une de l'autre, il ne s'attaqua aucune escarmouche. » C'était la première fois, depuis que la France avait conquis sa nationalité, que deux armées françaises allaient marcher l'une contre l'autre. « Chacun alors, continue Lanoue, se tenoit ferme, repensant en soi-même que les hommes qu'il voyoit venir vers soi n'estoient Espagnols, Anglois, ni Italiens, ains Français, voire des plus braves, entre lesquels il y en avoit qui étoient ses propres compagnons, parens et amis, et que dans une heure il faudroit se tuer les uns les autres, ce qui donnoit quelque horreur du fait, sans néanmoins diminuer du courage. » L'armée catholique comptait treize à quatorze mille fantassins, et deux mille chevaux. Condé n'avait que sept à huit mille hommes d'infanterie; mais sa cavalerie, plus nombreuse du double que celle des ennemis, lui donnait l'avantage sur un pareil terrain de manœuvres. L'on se battit pendant sept heures avec un acharnement dont notre histoire offre peu d'exemples, et la fortune sembla se décider d'abord pour les protestants. Les deux premiers corps de l'armée catholique, commandés par Montmorenci et Saint-André, furent taillés en pièces par Condé et Coligny. Montmorenci, blessé d'un coup de pistolet au visage, fut obligé de se rendre au sieur de Bussy, et allait être massacré par les reîtres allemands qui se le disputaient, si le prince de Saint-Porcien, son ennemi personnel, n'était venu l'arracher de leurs mains. Déjà l'on criait victoire autour de Condé. Il ne restait plus du corps de bataille que les bandes suisses, qui se retiraient « par petits pelotons, toujours en ordre et en combattant, tournant tête de temps en temps, et au défaut de leurs piques, dont la plupart étoient brisées, présentant les uns l'épée, et les autres jetant des pierres contre ceux qui les approchoient. » Mais Guise, qui commandait l'arrière-garde, n'avait pas encore bougé. Laissant courir les chances du combat aux deux *Triumvirs* ses rivaux, il attendait avec impatience qu'amis et ennemis se fussent détruits mutuellement. « Il me souvient, comme y

étant, qu'après qu'il eut vu jouer tout le jeu de la perdition de la bataille, lui qui était à la tête, tournant les yeux, qui çà qui là, il commande ses gens de s'entr'ouvrir pour passer un peu aisément, et traversant quelques rangs, il se met à aviser à son aise; voire, se haussant sur ses étriers, bien qu'il fût grand, de haute et belle taille, et monté à l'avantage pour mieux mirer; et cela fait et connu que son temps approchoit, il retourne et regarde un peu, mais en rien de moins; et puis tout à coup il s'écrie : *Allons! compagnons, tout est à nous! la bataille nous est gagnée!* et puis, donnant fort hasardeusement, s'ensuivit le gain total de la victoire. » (BRANTÔME.) D'Andelot, qui souffrait ce jour-là d'une fièvre quarte, n'avait pu prendre part à l'action, et regardait le combat d'une hauteur qui dominait tout le champ de bataille. « Voici une queue que nous aurons bien de la peine à écorcher, » s'écria-t-il quand il vit le corps de réserve du duc qui s'ébranlait ayant en tête quatre pièces d'artillerie, et, derrière, les bataillons espagnols, avec un gros d'arquebusiers qui le flanquait sur la droite. Guise tombe à l'improviste sur les escadrons épars du prince de Condé, qui poursuivaient çà et là les fuyards dans la plaine. En même temps, Saint-André charge les reîtres occupés déjà à piller le camp ennemi, et les met en déroute. En vain d'Andelot, sans prendre seulement le temps de quitter sa robe fourrée de malade, s'élance après eux pour les ramener à la charge; lui-même est entraîné dans leur fuite, et Condé, qui veut rétablir l'ordre à son tour, arrêté tout à coup par une balle d'arquebuse qui vient frapper son cheval au pied, se voit entouré par un gros de gendarmes, et forcé de rendre à Damville, le fils du connétable, l'épée que sa main blessée ne peut plus soutenir. La nuit tombait déjà; mais les évolutions de cette singulière journée n'étaient pas encore au terme. Coligny, ralliant sa cavalerie derrière un taillis près le village de Blainville, retourne une dernière fois au combat et culbute les gendarmes du maréchal de Saint-André, qui, démonté dans la mêlée, a la tête cassée d'un coup de pistolet par Baubigni, dont les biens avaient été confisqués à son profit sous Henri II. L'obscurité, devenue complète, ne permettait plus de distinguer les banderoles rouges des catholiques des écharpes blanches que portaient les protestants. L'amiral se retira en bon ordre à la Neuville, emmenant avec lui une partie des bagages et de l'artillerie.

La perte avait été presque égale de part et d'autre; mais Guise pouvait revendiquer la victoire puisque le champ de bataille lui restait; et Lanoue lui-même, qui combattait ce jour-là près de Condé, assure que les

siens avaient été vaincus. Catherine attendait assez insoucieusement les nouvelles d'un combat où le vainqueur, quel qu'il fût, devait être son maître. Ceux qui avaient pris la fuite lors de la défaite du connétable, étant venus annoncer à Paris que les protestants étaient vainqueurs : « Eh bien! dit froidement la reine, nous dirons la messe en français. » A quelques heures de là, elle vit arriver de Losse qui lui apprit la victoire du duc de Guise. Aussitôt elle fit sonner les cloches, illuminer les maisons, et laissa les rues de Paris se remplir de mascarades et de processions, où l'on chantait les louanges du vainqueur de Dreux. Jamais sujet, depuis les ducs de Bourgogne, n'avait dominé de si haut la royauté. Débarrassé à la fois par la mort de l'un et la captivité de l'autre, des deux hommes qui partageaient avec lui la direction de son parti, et tenant entre ses mains le chef de la faction contraire, qu'il comptait bien ramener à lui, comme il avait fait de son frère le roi de Navarre; soutenu d'ailleurs par le Saint-Siége et l'Espagne, qui voyaient en lui le représentant des idées catholiques, Guise s'élevait dans sa pensée au rôle des anciens maires du palais, et en prenait déjà toutes les allures. Généreux et modeste avec le rival qu'il avait vaincu, auquel il fit partager sa table et son lit le soir même de sa défaite, il parlait en maître dans ses dépêches à la cour, et disait fièrement *ma bataille*, *ma victoire.* Il fallut lui donner un brevet de maréchal en blanc pour en gratifier qui il voudrait. Ensuite il demanda qu'on récompensât ses officiers avec des cordons de l'ordre de Saint-Michel. Catherine obéissait sans mot dire; mais elle ne pouvait en cacher son dépit. « Nous avons fait ce matin [12 janvier 1563], écrivait-elle à un de ses confidents, trente-deux chevaliers, parce qu'il n'y en avait; et dites, après cela, que nous ne faisons rien ici! » Il n'y avait plus que les protestants qui pussent tenir tête au duc dans le royaume; et, sans plus tarder, il se mit en devoir d'en avoir raison. Après avoir fait mine, le lendemain de la bataille, de provoquer les vainqueurs à un nouveau combat, Coligny avait quitté la Normandie et s'était rabattu sur Orléans, dont son frère, d'Andelot, prit alors le commandement. Guise alla droit à cette ville, où était *le principal orage*, selon l'expression de Théodore de Bèze. Il disait « que le terrier étant pris où les renards se retiroient, on les courroit à force par toute la France. » Le 5 février, l'armée catholique était devant Orléans et attaquait le faubourg des Portereaux, qui fut emporté du premier assaut. Quatre jours après, les tourelles qui défendaient la tête du pont furent enlevées par surprise, et tout était disposé pour une atta-

que générale, quand, le 18 au soir, comme Guise, revenant d'inspecter les travaux, rentrait à son quartier, accompagné seulement de trois hommes, l'un d'eux, Poltrot de Meré, gentilhomme protestant qu'il avait reçu quelques jours auparavant comme déserteur, alla se cacher derrière une haie, et lui tira à bout portant dans l'épaule un coup de pistolet chargé de trois balles empoisonnées. « Il y a longtemps qu'on



me gardait ce coup ! » s'écria le duc en tombant; et le septième jour il expira, pardonnant à son assassin, qui n'en fut pas moins tiré à quatre chevaux sur la place de Grève, à Paris.

A la première nouvelle d'un crime qu'elle n'eût certes pas désavoué, Catherine était accourue au camp avec son fils; et, malgré les marques d'une douleur plus ou moins sincère, elle n'attendit même pas que les églises eussent dépouillé leurs tentures de deuil, et que les confréries eussent achevé leurs complaintes en l'honneur « du très-illustre, très-magnanime et *très-catholique* prince François de Lorraine, pour reti-

rer les affaires de la voie où il les avait engagées. Dès le mois de mars, un traité fut signé à Amboise, dans lequel Catherine et son chancelier remettaient au jour leur édit favori de janvier, et Condé s'engageait, au nom de son parti, à déposer les armes et à rompre toute alliance avec l'étranger. Les prisonniers furent échangés, et le 17 juillet, Condé vint aider le connétable à chasser du Havre-de-Grâce les trois mille Anglais que lui-même y avait appelés.

La paix semblait rétablie dans le royaume. Pour mieux l'assurer en s'affermissant elle-même au pouvoir, Catherine, en revenant du Havre, conduisit son fils à Rouen, et le fit déclarer majeur par le Parlement de Normandie. Des commissaires furent envoyés aussitôt, au nom du roi, dans les provinces, pour y faire mettre à exécution la convention d'Amboise; mais il s'en fallait bien que les esprits fussent disposés à s'y soumettre. Les Parlements de Paris, de Rouen, de Toulouse, d'Aix et de Bordeaux refusèrent longtemps d'enregistrer l'acte du traité; et quand l'amiral apprit qu'il avait été signé : « Ce trait de plume, s'écria-t-il, ruine plus d'églises que les forces ennemies n'en auraient pu abattre en dix ans. » Calvin, de Bèze, et les autres chefs théologiques du parti, en écrivirent à Condé pour le réprimander vertement; ils lui prédirent qu'il s'en repentirait bientôt. Les huguenots prétendaient que les filles d'honneur de Catherine entraient pour quelque chose dans cette réconciliation du prince avec la cour; et l'on rapprochait involontairement la belle Limeuil, la maîtresse ménagée, pour ainsi dire, par la reine à Condé, de la demoiselle La Béraudière, dans les bras de laquelle son frère, le roi de Navarre, était mort. C'était là un grand scandale parmi ces hommes sombres et austères à qui la gravité servait en quelque sorte de signe de ralliement; et si l'on n'eût pas eu autant besoin du voluptueux *petit homme*, comme on l'appelait dans les *Pasquils* et les chansons du temps, il n'en aurait pas été quitte à si bon compte. Mais le moment eût été mal choisi pour faire du rigorisme.

Catherine, qui semblait maintenant passer aux catholiques, revenant sur la convention d'Amboise, avait fait un nouvel édit qui en altérait les principales dispositions, et restreignait sensiblement et les priviléges du parti et la liberté du culte. Bientôt reparut en scène la maison de Lorraine, cette ennemie infatigable de la réforme, que l'on croyait avoir été mise hors de combat pour longtemps par le coup de pistolet de Poltrot. Comme la cour arrivait de son voyage de Normandie, on vit se renouveler à Paris les scènes des Armagnacs et des Bourguignons. Le 26 sep-

tembre 1563, un long cortége de femmes en deuil et d'hommes armés traversa les rues de Meulan, « menaçant ouvertement d'avoir vindicte de la mort du feu duc de Guise, par justice ou par force, et là, présentèrent, à l'issue des vêpres, une requête au roi, étant à genoux. » « Il « me semble avoir ouï dire, répondit Charles IX, que Dieu faisait ré- « gner les rois par la justice : c'est pourquoi je vous ai ci-devant dit, « ma cousine, que je vous la ferais faire quand vous m'en requerreriez... « pour ce, veux-je qu'elle soit ouverte; et faite si bonne que Dieu et le « monde en demeurent satisfaits, et ma conscience déchargée. » Ceci n'était rien moins qu'une menace de mort faite à Coligny; car les Lorrains l'accusaient à grands cris d'avoir aposté l'assassin du duc de Guise. L'amiral s'en défendait avec une chaleureuse indignation, malgré les aveux, peut-être contraints, de l'assassin lui-même. Toujours est-il que c'était lui qui avait envoyé Poltrot au camp des catholiques, et qu'il lui avait donné cent écus pour acheter le cheval d'Espagne sur lequel il tenta de s'enfuir après le coup. Les *politiques* eussent rompu trop brusquement l'équilibre en décidant la question. Ils parvinrent enfin à apaiser cette affaire. Coligny jura qu'il était innocent et fut cru sur parole. Trois ans après [1566], l'amiral et Henri de Guise, le fils aîné du duc, s'embrassèrent devant toute la cour; mais on savait ce que c'était que ces sortes de baisers. Quand Henri, qui n'avait encore que dix-sept ans, s'approcha de l'homme auquel il attribuait la mort de son père, on le vit tressaillir d'horreur, et le soir même de l'embrassade, son oncle, le duc d'Aumale, faillit tirer l'épée avec Coligny. Le tiers-parti recruta dans cette affaire François de Montmorenci, l'aîné du fils du connétable, gouverneur de l'Ile-de-France, qui, épousant la querelle de son cousin Coligny, se posa dès lors en ennemi juré des Guises.

Ceux-ci, repoussés des affaires par Catherine, éclipsés à la cour par la faveur du chef des protestants, et forcés de plier devant Coligny, renouaient avec une nouvelle activité leurs relations avec l'étranger, et s'essayaient aux manœuvres de la Ligue, en s'efforçant, de concert avec le connétable de Montmorenci, à soulever le peuple contre l'hérésie que l'autorité royale s'obstinait à tolérer. En Languedoc, en Bourgogne, à Paris, sur plusieurs autres points du royaume, on machina des conjurations, dont le but n'était rien moins qu'une sorte de Saint-Barthélemi populaire. A Paris seulement l'on avait dressé une liste de trois cents proscrits, signée de la main du connétable : tout était prêt, et l'on marquait déjà les maisons condamnées au pillage. Catherine,

qui gardait encore des ménagements avec les huguenots, conduisit son fils à Paris; et, non contente d'arrêter le complot par sa présence, elle fit pendre la nuit, à leurs fenêtres, quelques-uns de ceux qui s'étaient mis le plus en avant. Les émeutes n'en continuaient pas moins dans les provinces. En Bourgogne, les catholiques avaient fait une ligue sous le nom de *Confrérie du Saint-Esprit.* Pie IV, qui occupait alors la chaire pontificale, voulut à son tour intervenir en faveur du catholicisme; il publia une bulle qui suspendait les foudres de l'Église sur les prélats français accusés d'hérésie, et les citait à Rome pour rendre compte de leur foi. La reine de Navarre était enveloppée dans cette mesure; trop fidèle aux vieilles formules du Bullaire romain, Pie IV la déclarait déchue de la royauté si dans six mois elle n'avait pas comparu, et livrait ses états au premier occupant. C'était aller trop loin, et les Parlements, tout zélés qu'ils étaient contre la réforme, n'entendaient pas plus que la cour remettre le royaume sous la tutelle temporelle des papes. Pie IV s'aperçut bientôt que sa bulle allait soulever des orages, et, par prudence, il la retira.

Il était alors fort occupé du projet de terminer le concile de Trente. « Après bien des interruptions pendant lesquelles, dit Paolo, le concile dormait si profondément qu'on ne savait s'il était vivant ou mort, il avait été enfin repris sérieusement sous Pie IV. Toutes les puissances, la France principalement, hâtèrent sa fin par leurs vœux, pour avoir dans ses décisions comme un rempart contre les demandes faites où à faire des nouveaux évangélistes. Jusque là quelques-unes de leurs prétentions avaient pu paraître admissibles, même à des catholiques zélés. Tels étaient le mariage des prêtres, la communion sous les deux espèces, et d'autres points de discipline, dont des royaumes entiers sollicitaient l'établissement; mais les évêques, ne voulant point adopter des ménagements que dictait la seule prudence humaine, repoussèrent d'une voix unanime les nouveautés qui cherchaient à s'introduire. Ils firent des canons clairs et précis, qui ont désormais fixé d'une manière invariable la foi des catholiques, et après vingt-cinq sessions distribuées dans l'espace de vingt années, le concile finit au commencement de décembre 1562.

« Le cardinal de Lorraine y parut avec éclat; ce prélat y fit preuve de capacité en plus d'un genre, car il ne se borna pas aux affaires du concile. Une pareille assemblée, où se trouvaient les ministres de presque toutes les puissances de l'Europe, offrait une trop belle occasion de



Les Tuileries

négocier pour que ce politique habile n'en profitât pas. Il forma, avec la plupart, des liaisons dont on reconnut le but par la suite. Il conféra avec l'empereur, s'aboucha avec le pape; et l'on croit que le premier effet des mesures concertées entre eux fut l'ambassade solennelle qui vint en France, au commencement de l'année, de la part du souverain pontife, du roi d'Espagne et du duc de Savoie. » (ANQUETIL, *Esprit de la Ligue.*)

Le but de cette grande démonstration était de forcer la main à Catherine, et de réchauffer son zèle endormi. Les ambassadeurs demandaient l'acceptation du concile de Trente en France, et la répression sérieuse de l'hérésie. Pour complaire au cardinal, qui avait mené tout ceci, ils réclamaient le jugement et la punition des assassins de son frère. Catherine n'avait pas encore pris son parti. Son fils protesta vaguement de son amour pour la religion, et de l'impartialité de sa justice ; quant au reste, il déclara aux ambassadeurs qu'il en écrirait à leurs maîtres. Néanmoins, la solennité de cette démarche avait porté coup. La froideur timorée des politiques commençait à avoir aussi son danger, et Catherine, jugeant toujours la question du point de vue personnel, se laissait aller, par prudence, à des conseils plus violents. D'ailleurs, les huguenots ne ménageaient rien. Peut-être encore plus intolérants à leur manière, ils redoublaient d'emportement à mesure qu'ils sentaient leur échapper cette protection douteuse dont la couronne les avait couverts jusque là. Catherine trouva un jour dans sa chambre une lettre anonyme dans laquelle on la menaçait du poignard si elle ne chassait tous les papistes d'auprès d'elle. Pour flétrir plus énergiquement la vie dissolue que l'on affichait à la cour, le consistoire d'une des provinces centrales venait de faire pendre une femme adultère avec son complice; et dès lors tout fut rompu entre la réforme et cet essaim nombreux de jeunes femmes dont Catherine exploitait les charmes au profit de sa politique.

Le génie italien de la Florentine ne se trahissait pas seulement par cet odieux système de corruption calculée ; en vraie fille des Médicis, Catherine trouvait encore, au milieu de ces pénibles préoccupations, une pensée à donner aux arts. Au commencement de 1564, elle abandonna le château des Tournelles, son séjour habituel, et se fit élever, derrière le Louvre, un palais sur l'emplacement des Tuileries, ainsi nommées parce que depuis longtemps on fabriquait là des tuiles. Pendant que Jean Goujon lui préparait à grands frais la résidence nouvelle qu'elle s'était choisie, Catherine partit avec son fils pour un long

voyage dans l'est et le midi de la France, entrepris dans le double but d'étudier l'état des provinces, et de s'aboucher avec les puissances voisines, puisqu'elles semblaient disposées à intervenir de gré ou de force dans les affaires du royaume. En Lorraine et en Bourgogne, par où l'on prit d'abord, les populations franchement catholiques se pressaient sur le passage de la cour aux cris de « Vivent le roi, la reine et la messe! » mais les campagnes du Lyonnais, du Dauphiné, du Languedoc, où les huguenots avaient eu le dessus dans les derniers combats, offrirent un désolant spectacle aux yeux du jeune roi. En plus d'un endroit on avait aboli la messe, massacré les prêtres et les religieux. « Il se trouvait que vingt à vingt-cinq lieues de pays n'avaient que des ruines pour



églises; partout les croix renversées attestaient de la fureur des partis. » A Nanci, la reine entama des négociations avec les princes protestants, et parvint à détacher le marquis de Bade et Jean-Guillaume de Saxe de la cause des protestants de France. Au mois d'août, le cortége royal étant venu s'établir au château de Roussillon, en Dauphiné, le duc et la duchesse de Savoie eurent avec la reine de longues conférences, d'où sortit peut-être l'édit de Roussillon-sur-Rhône, qui empiétait encore sur ce qui restait aux huguenots des libertés promises dans la convention d'Amboise. A Avignon, tout sembla se passer en réjouissances, et la visite au légat fut purement honorifique; mais Catherine y trouva un Florentin, confident intime de Pie IV, qui l'y avait envoyé à

sa prière, et avec lequel « elle traita les affaires pendant que les ministres publics pourvoyoient aux plaisirs. » De toutes ces entrevues, la plus importante fut celle de Bayonne. Là, Catherine rencontra sa fille, Élisabeth de France, accompagnée du duc d'Albe, le conseil et le bras droit du sombre Philippe II, venu pour négocier son passage aux Pays-Bas. La jeunesse qui environnait les deux reines remplissait la ville du bruit de ces fêtes; mais la nuit, au moment où les bals et les joyeuses mascarades occupaient l'attention générale, le duc d'Albe arrivait, par un escalier



dérobé, dans les appartements du roi, et discutait avec Charles IX et sa mère les moyens de détruire la *huguenoterie*. L'Espagnol y mettait d'autant plus d'acharnement que Coligny avait proposé à la reine d'aller, à la tête de ses coreligionnaires, défendre les rebelles des Pays-Bas, et réunir l'ancien comté de Flandre au royaume dont il avait fait si longtemps partie. Un mot qui transpira de ces mystérieux entretiens donna la mesure des conseils par lesquels Alvarès de Tolède s'efforçait d'arracher la reine à l'influence des *politiques*. « Dix mille grenouilles, lui

dit-il un jour, en parlant des chefs du parti protestant, ne valent pas la tête d'un saumon. » Ses dépêches, conservées dans les archives de Simancas, constatent que le plan d'un massacre des huguenots se débattait déjà en petit comité. En attendant, la cour, revenue après trois ans d'absence dans les provinces du centre, combinait les moyens d'une attaque générale. Charles IX, habitué jusque là à n'être dans les affaires que ce qui plaisait à sa mère, avait rapporté de ce voyage une indignation personnelle contre les protestants qui avaient couvert son royaume de tant de ruines, et la colère turbulente de cet enfant maladif s'exhalait en paroles amères qui ne tombaient pas en vain dans des esprits mécontents. « Il n'y a pas longtemps, dit Charles à Coligny, un jour « que l'amiral le fatiguait plus qu'à l'ordinaire de ses perpétuelles ré- « clamations, il n'y a pas longtemps que vous vous contentiez d'être « soufferts par les catholiques; maintenant vous demandez à être « égaux; bientôt vous voudrez être seuls, et nous chasser du royaume. »

Cependant les confréries catholiques activaient leur organisation militaire, et les réformés se tenaient plus que jamais sur le qui-vive. « Les confréries avaient des lieux et des jours d'assemblée fixes, une police, des repas, des exercices, des deniers communs. Il ne fut question que d'ajouter à cela un serment d'employer ses biens et sa vie pour la défense de la foi attaquée. Avec cette formule, les confréries devinrent comme d'elles-mêmes, dans chaque ville, des corps de troupes prêtes à agir au gré des chefs, et leurs bannières des étendards militaires..... A l'égard des calvinistes, comme s'ils eussent été en pays ennemis, ils avaient des signaux d'intelligence, des mots de ralliement, des rôles de recrues et de recettes, des routes tracées, des entrepôts marqués, des magasins d'armes, et tout ce qui est nécessaire pour faire éclater au premier ordre un soulèvement général. » Chaque parti s'observait avec une défiance inquiète, n'attendant qu'un prétexte pour courir aux armes : ce fut Catherine qui le fournit. Le duc d'Albe s'était mis en marche pour les Pays-Bas, et côtoyait la France le long de la frontière de la Savoie et des lisières de la Lorraine. La reine feignit de craindre une attaque, et réunit une assemblée mi-partie de catholiques et de protestants, où l'on conclut d'une voix unanime à la nécessité d'un armement pour se tenir en garde contre les desseins que Catherine prêtait aux Espagnols. Condé et Coligny offraient de venir les surveiller à la tête de leurs coreligionnaires; mais on se garda bien d'accepter cette proposition, qui leur créait légalement une armée à eux, avec laquelle

il aurait fallu compter ensuite. Catherine leva cinq mille Suisses dans les cantons catholiques ; elle eut soin de ne délivrer les brevets des compagnies qu'à des hommes sûrs ; et, pendant ce temps, Alvarès avait longé tranquillement la frontière ; déjà il touchait aux Pays-Bas, et la cour n'en continuait pas moins ses préparatifs de guerre. Les Suisses avançaient vers l'intérieur du royaume, conduits par le colonel Pfiffer, le plus habile capitaine du pays ; des bruits couraient que l'on préparait quelque grand coup. Mettant à profit le conseil du duc d'Albe, la reine méditait de se défaire de Coligny et de Condé, qui, à l'approche du danger dont étaient menacés ses frères, avait brusquement rompu les liens dans lesquels on avait essayé de l'enlacer. Le prince et l'amiral la prévinrent. Bientôt les courriers qui arrivaient des différents points du royaume annoncèrent que les routes se couvraient d'une foule de gentilshommes, cavaliers, fantassins, prenant tous le chemin de la cour. Nul ne s'émeut d'abord : « S'il y avait une armée de huguenots sur pied, je le saurais, » s'était écrié le connétable. Lhôpital traita de faussetés et de crime les avis que donna Castelnau à son retour de Flandre. Seulement, par forme de prudence, la cour quitta Monceaux, belle maison de campagne, en Brie, ouverte de tous côtés, et se mit à l'abri derrière les murs de Meaux. Un homme de marque qui fut envoyé à Chatillon pour inspecter l'amiral, le trouva *habillé en ménagier faisant*



ses vendanges. « C'était le 26 septembre, et, le 28, toute la France était en feu. »

Un gros corps de cavaliers se trouva rassemblé tout à coup à Rosay, petite ville à quatre lieues de Meaux, dont les remparts, tombés en ruine de toutes parts, ne semblaient guère en état d'arrêter longtemps les rebelles. L'arrivée subite de Pfiffer avec ses six mille hommes, sauva la cour aux abois. Les Suisses se forment en bataillon carré, et reçoivent au milieu d'eux le roi, la reine et toutes ses femmes, qu'ils conduisent la pique en arrêt jusqu'à Paris. Le duc de Nemours ouvrait la marche avec les chevau-légers du roi et une poignée d'archers à cheval. Le connétable, à l'arrière-garde, commandait les seigneurs de la cour, montés sur de petits chevaux de main, ayant pour toutes armes leurs épées, quelques-uns des pistolets, sans provision de poudre ni de plomb. Heureusement que les Suisses protégeaient cette troupe de gentilshommes ainsi pris au dépourvu. Condé et d'Andelot vinrent caracoler à plusieurs reprises sur leurs flancs, et firent le coup de pistolet avec les hommes du premier rang, s'efforçant de rompre cette haie de piques derrière laquelle se cachaient des gages si précieux. Au bruit des premières décharges, Charles IX était accouru du centre des bataillons, furieux et l'épée à la main. Sans Montmorenci, qui l'arrêta, il allait franchir la ligne protectrice et charger lui-même les rebelles. « Les Suisses, dit Lanoue, retournoient souvent la tête, comme fait un furieux sanglier que les aboyeurs poursuivent. » On ne put jamais les entamer, et le lendemain, Charles, qui avait pris les devants avec une troupe de trois cents cavaliers venus à sa rencontre jusqu'au Bourget, alla les recevoir à la porte Saint-Martin, les comblant de remerciements et d'éloges. « Sans mes bons compères les Suisses, disait-il, ma vie ou ma liberté étoient en très-grand branle. »

L'armée des protestants avait suivi de près l'escorte royale. Le cinquième jour après l'alerte de Meaux, Condé vint s'établir à Saint-Denis; et, sans s'inquiéter du nombre de ses gens, commença à bloquer Paris, brûlant les moulins, s'emparant des routes et des ponts, interceptant, au moyen des partis qu'ils avaient répandus dans la campagne, tout ce qui arrivait par la Normandie, la Picardie et la Bourgogne. Un grand mois se passa ainsi pendant lequel on tenta en vain la voie des négociations. Le 10 novembre, Montmorenci résolut enfin d'en finir : il sortit de Paris avec toute son armée, qui comptait douze mille fantassins et deux mille cinq cents chevaux, et rangea ses soldats en ordre de bataille au-devant des villages de La Chapelle et de La Villette. Condé et Coligny n'avaient avec eux que douze cents chevaux et dix-huit

cents fantassins, et pas une seule pièce de canon; ils acceptèrent néanmoins le combat, et firent, dès le commencement, une si terrible charge sur l'aile gauche des catholiques, qu'ils la poussèrent jusqu'au milieu de La Chapelle. Condé, arrivant au même instant sur le corps de bataille, y fit une trouée jusqu'au connétable, qui, malgré ses soixante-quatorze ans, combattait encore avec le courage et la vigueur d'un jeune homme. Bientôt Montmorenci, abandonné des siens, se trouve seul au milieu d'un escadron ennemi. Blessé en plusieurs endroits au visage et à la tête, il allait rendre son épée, quand l'Écossais Robert Stuart abaisse à bout portant son pistolet sur lui. « Tu ne me connais donc pas? » s'écria le connétable. « C'est parce que je te connais, reprend l'autre, que je te porte celui-ci; » et, disant cela, il lui décharge son pistolet dans les reins. Ils étaient si près l'un de l'autre que Montmorenci, ramassant un reste de force, frappa l'Écossais du pommeau de son épée dans la figure, et lui fracassa une partie de la mâchoire.



Le connétable Anne de Montmorenci.

Tous deux tombèrent en même temps de cheval. Déjà les Suisses allaient se débander, mais d'Aumale et Damville les retinrent à leurs rangs. La

cavalerie de Condé avait été taillée en pièces, et le prince lui-même, enveloppé à son tour par les ennemis, avait tourné bride vers Saint-Denis. Les catholiques restèrent sur le champ de bataille jusqu'à minuit, et se proclamèrent vainqueurs ; mais le combat n'avait duré que trois quarts d'heure, et la perte était à peu près égale des deux côtés. « Ce n'est point Votre Majesté qui a gagné la bataille, dit le maréchal de La Vieille-Ville à Charles IX, encore moins le prince de Condé ; c'est le roi d'Espagne. » Catherine n'en jugea pas ainsi. « En ce jour, s'écria-t-elle, j'ai deux grandes obligations au ciel : l'une, que le connétable ait vengé le roi de ses ennemis ; l'autre, que les ennemis du roi l'aient défait du connétable. » Montmorenci expira à Paris le troisième jour après sa blessure, gardant jusqu'à la fin la mâle rudesse du *grand rabroueur*. « Penses-tu, dit-il en mourant au religieux qui le pressait de ses exhorta-« tions, penses-tu, mon ami, qu'un homme qui a vécu près de quatre-vingts ans avec honneur n'ait pas appris à mourir un quart d'heure ? » [12 novembre 1567.]

Le lendemain de la bataille, les réformés vinrent brûler les maisons dans La Chapelle, et poussèrent, par bravade, leurs partis jusqu'aux barrières des faubourgs. Mais ils ne pouvaient plus tenir dans leur campement de Saint-Denis, faute de vivres et de fourrage. Jean Casimir, le fils du comte Palatin du Rhin, leur amenait d'Allemagne sept mille reîtres et quatre mille lansquenets ; ils s'avancèrent à sa rencontre par la route de Lorraine, ayant à leurs trousses l'armée royale commandée par le duc d'Anjou, enfant de seize ans, qui devait faire à lui seul plus de mal aux huguenots que ces vieux capitaines des guerres de Flandre et d'Italie, dont la fortune avait si mal servi le courage. La marche fut longue et pénible ; les soldats de Condé, manquant de tout, étaient obligés d'aller au loin chercher des vivres dans les cabanes écartées ; les chevaux étaient déferrés, les soldats presque nus ; ils marchaient sans souliers à travers les neiges et les boues. Ils arrivèrent enfin au delà de la Meuse vers la fin du mois ; mais ce ne fut qu'après six jours d'une attente mortelle « que l'on entendit chanter les coqs des reîtres. » Là survint un nouvel embarras. On avait promis 100,000 écus au prince Casimir, et il n'y en avait pas 2,000 dans la caisse. Les lansquenets menaçaient cependant de retourner sur leurs pas si leur solde se faisait attendre. « Là, convint-il de faire nécessité vertu. » Chacun, jusqu'aux goujats et aux *disciples de la Picorée*, se dépouilla de ce qu'il avait de plus précieux ; « l'émulation devint si grande qu'à la fin on

réputa à déshonneur d'avoir peu contribué. » On ramassa ainsi 30,000 écus, dont il fallut bien que les Allemands se contentassent, et aussitôt, Condé se remit en marche vers le centre du royaume. Son armée se grossissait à chaque pas sur la route; il avait avec lui plus de vingt mille hommes quand il parut devant Chartres, dont il forma le siége aussitôt. Les murs de Chartres étaient si délabrés, qu'en quelques heures on y fit une brèche de seize pas; « mais on éprouva, dit Lanoue, qu'il n'est murailles que de bons hommes.» Bordet, Flocat, et le chevalier Lignières, qui commandaient dans la place, la défendirent si bien que les calvinistes désespérèrent bientôt d'y entrer jamais. Leurs Allemands désertaient en foule; les gentilshommes qui avaient rejoint Condé près de Meaux croyant aller à un coup de main, étaient depuis cinq mois sous les armes et appelaient à grands cris la fin de tout ceci. Catherine profita de leur lassitude pour proposer un accommodement, et, le 23 mars 1562, on signa la paix de Longjumeau, qui promettait oubli pour le passé, et replaçait les calvinistes sous la protection de l'éternel édit de janvier.

Cette guerre avait fixé les irrésolutions de la cour. Charles IX se voyait toujours sur le chemin de Meaux, poursuivi par ses sujets, et réduit à se cacher derrière les piques de *ses bons compères les Suisses.* Forcée d'abaisser sa politique devant les rancunes de son fils, Catherine en avait pris enfin son parti, et ne songeait plus qu'à exterminer les calvinistes. La paix de Longjumeau n'était qu'un piége adroit pour leur faire licencier cette puissante armée, et « ceux qui ne s'y fièrent pas, dit le Laboureur, furent les plus habiles. » Dans tout le royaume, on ameutait la populace contre les hérétiques; les embuscades, les émeutes, le poignard même et le poison, tout était bon pour s'en défaire; et, s'il faut en croire les historiens du parti, plus de dix mille des leurs périrent de la sorte en six mois. Les *politiques* gémissaient en voyant les conseils de Rome et de l'Espagne l'emporter ainsi sur eux. Trop prudents, au reste, pour se compromettre eux-mêmes en éclatant, ils se vengèrent par d'innocentes plaisanteries des chagrins que leur causait la cour. La paix de Longjumeau, si mal observée par elle, fut appelée la *petite paix*, la *paix boiteuse et mal assise*, par allusion aux deux plénipotentiaires de la reine, le seigneur de Malassise, et Biron, qui était boiteux. La colère des protestants, pour qui il ne s'agissait pas seulement d'un système, était bien plus vive, et surtout bien plus menaçante. Toutefois ils n'osaient encore bouger, séparés qu'ils étaient

les uns des autres, et disséminés dans tout le royaume. « Nous avons fait la folie, disaient ceux qui avaient le plus incliné pour la paix ; ne trouvons donc pas étrange si nous la buvons ; toutefois, il y a apparence que le breuvage sera amer. » Une dernière trahison qui s'adressait aux plus hautes têtes du parti lui remit tout à coup les armes à la main.

Condé s'était retiré dans son château de Noyers, en Bourgogne ; Coligny étant venu l'y rejoindre, Catherine crut l'occasion favorable pour se défaire d'un seul coup de ses deux plus dangereux ennemis, et envoya ordre à Tavannes, le gouverneur de la province, de les investir dans Noyers, et de les lui amener morts ou vifs. Tavannes était un catholique emporté tant qu'il s'agissait de mesures générales ; mais il devenait volontiers *politique* dès qu'il se trouvait mis lui-même en avant. Dans cette circonstance, il ne se soucia pas d'endosser la responsabilité d'un acte aussi odieux ; et, se trahissant lui-même, il fit passer aux environs de Noyers les courriers qui portaient ses lettres à la cour. On les saisit, comme il y comptait bien, et l'on trouva sur eux des lettres où étaient ces mots : « Le cerf est aux toiles, la chasse est préparée. » Il n'en fallut pas davantage. Dans la nuit du 25 août, les hôtes de Noyers se mettent en route, emmenant avec eux toute leur famille, femmes, enfants, nourrices. Partie à cheval, partie en litière, la petite



troupe traverse tout le royaume avec une escorte de cent cinquante hommes, à travers les détachements de cavalerie qui couraient la campagne, et les troupes embusquées à tous les passages. Le 18 septembre,

le prince et l'amiral entraient à La Rochelle, ville toute protestante, où Jeanne d'Albret les rejoignit bientôt avec son fils Henri de Béarn. La guerre se ralluma bientôt dans toutes les provinces. La noblesse calviniste de la Gascogne et du Poitou avait bientôt fait une armée aux deux fugitifs. Dans le Languedoc, le baron d'Acier, Jacques de Crussol, rassembla autour de lui jusqu'à vingt-cinq mille hommes. Après une longue série de sanglants combats avec Brissac, Montluc et le duc de Montpensier, Crussol conduisit à La Rochelle ce qui lui restait de soldats, pendant que d'Andelot y amenait les huguenots de la Bretagne, de la Normandie, du Maine et de l'Anjou. A la fin de septembre, Condé se trouvait à la tête de quarante mille fantassins et de dix mille chevaux. Le duc d'Anjou, que Catherine avait envoyé contre lui avec une armée aussi nombreuse et mieux équipée que la sienne, lui fit tête pendant tout l'hiver dans le Bas-Poitou, le Limousin et l'Angoumois, se contentant de le harceler sans vouloir engager d'action générale, dans l'espoir que ses soldats viendraient à se débander, vaincus par la fatigue et le dénuement. Mais Condé, qui disait quelquefois « qu'une armée est un monstre qui commence à se former par le ventre, » avait eu soin, dès l'abord, de se ménager d'immenses ressources en vendant les biens du clergé dans les provinces qu'il occupait. Ceux de La Rochelle lui avaient fait un présent de 60,000 écus, et leurs pirates qui couraient les mers, faisant main-basse sur tous les bâtiments catholiques, de quelque nation qu'ils fussent, approvisionnaient largement ses magasins. Le printemps venu, Henri d'Anjou se décida enfin à tenter la fortune d'un combat, et le 13 mars 1569, les deux armées, rangées sur les bords de la Charente, s'attaquèrent près de Jarnac, petite ville frontière de l'Angoumois et du Limousin. Condé, qui la veille était tombé de cheval, passait au milieu de ses cavaliers le bras en écharpe, et les exhortait à bien agir, quand le cheval du comte de Larochefoucauld lui cassa la jambe en se cabrant. « Vous voyez, dit-il froidement, combien un cheval fougueux est dangereux un jour de bataille; » et, sans plus s'émouvoir, il fit sonner la charge, criant aux siens : « Le péril est doux pour Christ et le pays. » S'il faut en croire Tavannes, Coligny et d'Andelot agirent fort mollement en cette journée. Ils approchèrent de l'ennemi à la longueur des lances, et, tournant subitement à gauche, laissèrent le prince de Condé se débattre seul avec les ennemis. Renversé de cheval dans la mêlée, Condé ne put se relever avec sa jambe blessée, et déjà il avait remis son épée au sieur d'Argence. « Mais, dit Brantôme, il avait été

recommandé à plusieurs favoris de Monseigneur. » Montesquiou, le capitaine des gardes suisses du duc d'Anjou, accourut au prince, que d'Argence avait fait porter au pied d'un arbre, et, criant comme un forcené : *Tuez! tuez!* il lui cassa la tête d'un coup de pistolet tiré par derrière. Condé avait alors trente-neuf ans.

La victoire resta aux catholiques, mais elle eut peu de résultat. L'armée protestante n'avait perdu que quelques centaines d'hommes, et Coligny, qui restait chargé seul du commandement, la conduisit en bon ordre à Cognac. La mort de leur chef était loin de les abattre, à en juger par cette chanson que l'on chantait, au son des trompettes, dans leur camp :

Le prince de Condé
Il a été tué ;
Mais monsieur l'amiral
Est encore à cheval,
Avec Larochefoucauld
Pour écraser tous ces papaux.

Bientôt Jeanne d'Albret se présenta au camp de Cognac avec son fils Henri de Béarn, et son neveu Henri de Condé, âgé déjà de dix-sept ans.



« Voilà, mes amis, dit-elle en traversant le camp, deux nouveaux chefs que Dieu vous envoie, et deux orphelins que je vous confie. » C'était

une balle protestante qui avait rendu le premier orphelin; il n'en fut pas moins reconnu chef de la ligue des calvinistes ; et Jeanne, pour marquer sa résolution et celle de son fils, fit frapper une médaille où l'on voyait d'un côté sa figure, de l'autre celle de son fils, avec cette inscription : PAX CERTA, VICTORIA INTEGRA, MORS HONESTA (paix assurée, victoire entière, mort glorieuse.)

Les catholiques, voulant pousser leur succès, vinrent assiéger les vaincus dans Cognac ; mais « on leur fit bien connaître, dit Lanoue, que de tels chats ne se prennent pas sans mitaines. » Ils furent reçus si vigoureusement qu'ils abandonnèrent la partie; et un renfort de treize mille Allemands qui rejoignit Coligny le 15 juin, au milieu de la Guyenne, ayant permis à celui-ci de reprendre l'offensive, il entra dans le Limousin et vint attaquer les catholiques à la Roche-Abeille. Le duc d'Anjou se tenait bien retranché dans son camp, protégé par un large marécage et une hauteur sur laquelle étaient postés les Suisses ; mais Strozzi, qui commandait les deux meilleurs régiments de l'armée, s'était obstiné à les cantonner en dehors du marécage, en un lieu planté de haies et de châtaigniers, où l'on avait plus d'ombre et de fraîcheur. Ce fut sur lui que tomba tout l'effort des protestants. La pluie qui vint à tomber éteignit les mèches des arquebuses, et ses soldats, réduits à ne combattre qu'avec l'épée, plièrent enfin sous le nombre, après une résistance désespérée. Quelques-uns parvinrent à gagner la hauteur; les autres furent massacrés sans pitié [25 juin]. Le dessein de l'amiral, après cet avantage, qui fut suivi du licenciement d'une partie des troupes catholiques, était de s'assurer du Bas-Poitou, que les calvinistes avaient surnommé *leur vache à lait*. De là, il voulait passer la Loire à Saumur, et porter la guerre, en automne, sous les murs de Paris, « ville jamais inclinée à la paix, qu'elle ne sentît le fléau à ses portes. » Les sollicitations de quelques-uns de ses gentilshommes qui avaient leurs biens autour de Poitiers l'entraînèrent devant cette place, dont il commença le siége le 24 juillet. Coligny était allé à regret à cette entreprise. « Ces grandes cités, disait-il, sont les sépultures des armées. » Henri de Guise, et son frère le duc de Mayenne, qui s'étaient jetés dans Poitiers, l'arrêtèrent un mois et demi sous les murs, et les maladies s'étant mises dans le camp, Coligny, atteint lui-même de la dyssenterie, allait lever honteusement le siége, quand le duc d'Anjou vint lui offrir un prétexte honorable de retraite en attaquant Chatellerault [7 septembre]. Affaibli par les grandes pertes qu'il venait de faire à Poitiers, Coligny attendait,

pour frapper quelque grand coup, l'arrivée de Montgomery, qui était allé pendant ce temps rétablir en Béarn la domination de Jeanne d'Albret; mais ses reîtres, qui se lassaient d'une campagne aussi longue, et qui, depuis plusieurs mois, ne touchaient plus de solde, demandaient à grands cris une bataille, et les deux armées s'étant trouvées en présence dans la plaine de Moncontour, en Poitou, rien ne fut plus capable de les arrêter. Leur ardeur se communiqua jusqu'aux valets de l'armée, qui vinrent en foule se jeter dans les rangs, et le désordre durait encore quand les catholiques arrivèrent. Il ne leur fallut qu'une demi-heure pour avoir raison de ce belliqueux emportement. Dès la première charge, les calvinistes se laissent enfoncer, et Coligny, perdu dans la foule des fuyards, reçoit, en cherchant à rétablir le combat, un coup de pistolet qui lui fracasse la mâchoire inférieure. Malgré le sang qui l'étouffait, il essayait encore de donner ses ordres d'une voix éteinte; mais cette armée, animée d'un si beau feu tout à l'heure, n'écoutait plus rien. L'amiral fut à la fin emporté dans une litière, et ce fut alors un massacre effroyable des protestants. Les vainqueurs s'échauffaient au carnage en criant *Roche-Abeille! Roche-Abeille!* pour s'exhorter à venger les soldats de Strozzi, si cruellement égorgés. Ceux qui purent s'échapper se dispersèrent de tous côtés, de sorte que de vingt-cinq mille hommes qu'il avait le matin, il ne resta le soir à Coligny que trois mille chevaux, à la tête desquels il gagna Saint-Jean-d'Angély.

Les protestants se croyaient perdus, et déjà plusieurs parlaient de se jeter sur le premier vaisseau venu, et de fuir en Angleterre et en Allemagne. Coligny releva les courages abattus, et pendant que l'armée royale, que Charles IX, jaloux de son frère, était venu commander en personne, perdait un temps précieux au siége de quelques petites villes de la Saintonge et du Poitou, les débris des bandes calvinistes se dirigeaient sur le Languedoc, comptant à tout hasard, s'ils étaient serrés de trop près, se retrancher dans les Cévennes, dans les montagnes de l'Auvergne et du Vivarais, où l'on pouvait prolonger indéfiniment une guerre de partisans. Il eût été facile de les écraser en route, car Coligny n'avait plus que de la cavalerie; les chevaux étaient fourbus et déferrés, et souvent il suffisait d'un rassemblement de paysans pour mettre sa troupe en désordre. Mais Damville, qui commandait dans ces quartiers-là, eut soin de ménager son cousin, et « laissant rouler, dit Lanoue, sans nul empêchement, cette pelote de neige, en peu de temps elle se fit grosse comme une maison. » Montgomery arrive du Béarn avec son ar-

mée victorieuse; les églises du pays fournissent de nombreuses recrues d'infanterie. Au commencement du printemps de l'année suivante [1570], Coligny descend des montagnes du Haut-Languedoc, et vient mettre tout à feu et à sang dans la plaine de Toulouse, malgré les efforts de Montluc; puis, tirant sur Nîmes et longeant la rive droite du Rhône, il traverse le Vivarais, le Forez et le Beaujolais, et entre en Bourgogne, où il est rejoint par les reîtres du comte Palatin. Vainqueur des treize mille hommes de Cossé Gonnor, à Arnay-le-Duc [25 juin], Coligny avait jeté ses troupes dans le pays situé entre l'Yonne et la Loire, où elles vivaient à discrétion, menaçant à la fois l'Ile-de-France et l'Orléanais, quand Catherine, désespérant de venir à bout par la force, d'un parti qui semblait se relever plus fort de ses défaites, se décida à traiter avec les protestants, et fit sa paix avec eux par le traité de Saint-Germain-en-Laye, qui fut signé le 8 août. Outre les libertés que leur accordaient les traités précédents, celui-ci leur donnait quatre villes de sûreté, qui devaient rester pendant deux ans aux mains des princes de Navarre et de Condé, La Charité, La Rochelle, Cognac et Montauban.



L'amiral de Coligny.

Les deux seigneurs qui négocièrent pour la reine la paix de Saint-Germain-en-Laye étaient les mêmes qui avaient négocié déjà celle de

Longjumeau, et le surnom qu'ils avaient attiré à leur premier traité devait s'appliquer bien plus tristement encore au second. Aussitôt après la signature du traité, les chefs du parti protestant s'étaient retirés à La Rochelle, où ils restaient sur le pied de puissance opposante; la guerre était terminée, mais la réconciliation n'était pas encore faite. Catherine envoya deux seigneurs à La Rochelle, chargés de négocier le mariage de sa fille Marguerite avec le prince Henri de Béarn, et afin d'attirer plus sûrement les Châtillons à la cour, elle caressa le rêve de Coligny, qui était d'aller avec ses protestants aider les *Gueux* de Flandre à repousser la domination espagnole. Cette démarche perfide, s'il est vrai que Catherine méditait déjà la Saint-Barthélemi, fut couronnée d'un plein succès. La petite cour calviniste vint se fondre à Blois dans celle de Charles IX, qui la reçut avec tous les témoignages de la joie la plus vive. « Je vous tiens, s'écria-t-il en mettant la main sur Coligny quand l'amiral vint se jeter à ses pieds, je vous tiens, mon père, et nous ne nous quitterons pas quand vous voudrez. » Paroles équivoques, dont on déterminerait facilement le sens, s'il est vrai que le jeune roi, au sortir de l'entrevue, dit à sa mère : «Eh bien ! Madame, n'ai-je pas bien joué mon rôlet? — Oui, reprit Catherine; mais ce n'est rien faire de commencer, si on n'achève. »

Ceci se passait au milieu de 1571. Malgré toutes les protestations royales, les seigneurs huguenots se méfiaient toujours. Il avait été convenu que le mariage du prince de Béarn aurait lieu dans la capitale. « Si ces noces se font à Paris, disait le père de Sully, les livrées en seront vermeilles. » De nouveaux indices semblaient révéler chaque jour qu'il se tramait une trahison. Odet de Châtillon, qui s'était réfugié auprès d'Élisabeth au début de la dernière guerre, venait d'être empoisonné par son domestique, comme il se préparait à rentrer en France. Jeanne d'Albret, s'étant décidée à venir à Paris pour hâter le mariage de son fils, mourut tout à coup d'un abcès au côté [9 juin 1572]. Les médecins ouvrirent le corps et n'y trouvèrent point de traces de poison, mais ils ne regardèrent point à la tête, et ses domestiques répandaient partout le bruit que le jour où elle était tombée malade, un marchand italien, nommé René, lui avait vendu des gants de senteur empoisonnés. René lui-même s'en vanta après la Saint-Barthélemi. Le roi pourtant ne l'appelait que *sa chère tante*, *son tout*, *sa mieux aimée*. Aussi de toutes parts venait-il des avis à Coligny. On lui écrivait de La Rochelle et de Genève qu'il eût à se défier de la cour. Téligni, son gendre, le

plus habile diplomate du parti, le pressait de se mettre en sûreté par la retraite. Bientôt même plusieurs de ses capitaines lui en donnèrent l'exemple. « Je m'en vais d'ici, dit l'un d'eux nommé Langoiran, en venant prendre congé de lui ; on nous y fait trop de caresses. J'aime mieux me sauver avec les fous que périr avec les sages. » Mais Coligny en avait pris son parti. Il était las de guerres civiles, et on l'avait entendu s'écrier que plutôt que de *retomber en ces confusions*, il aimerait mieux être traîné tout sanglant dans les rues de Paris. Le roi semblait entrer plus avant de jour en jour dans son idée de diriger l'armée protestante sur les Pays-Bas. Brantôme rapporte qu'étant à La Rochelle, l'amiral lui dit, voyant le caractère de ses huguenots, « que s'il ne les occupoit et amusoit au dehors, pour le sûr ils recommenceroient à brouiller au dedans, tant il les connoissoit brouillons, remuants, frétillants et amateurs de la picorée. » Les noces de Marguerite et de Henri se firent le 18 août 1572, et Coligny, entrant à Notre-Dame pour la cérémonie, aperçut suspendus aux voûtes les drapeaux enlevés par les catholiques à Jarnac et à Moncontour. « Voilà, dit-il, de tristes trophées ; mais bientôt ils feront place à d'autres plus agréables à contempler. » Quatre jours après, comme il rentrait chez lui sur les onze heures du matin, revenant de voir jouer le roi à la paume, Coligny fut atteint de deux balles à la main droite et au coude gauche, en passant devant le cloître Saint-Germain-l'Auxerrois, où logeait Villemur, le précepteur du duc de Guise. « Voilà, dit-il froidement, le fruit de ma réconciliation avec le duc de Guise. » Ses gens enfoncèrent aussitôt les portes de la maison ; mais l'assassin n'y était plus. C'était un aventurier nommé Maurevel, déjà célèbre pour avoir tué par trahison de Mouy, un des plus braves capitaines huguenots. On sut qu'il avait trouvé un cheval derrière le jardin, et qu'il s'enfuyait à toute bride par la rue Saint-Antoine.

Quand on vint dire au roi, qui jouait encore, que l'amiral rentrait chez lui tout sanglant, appuyé sur ses domestiques, il jeta, de fureur, sa raquette en s'écriant : « N'aurai-je jamais de repos ? verrai-je tous les jours troubles nouveaux ? » On ne sait vraiment si, à cette époque, le grand caractère de Coligny n'avait pas à la fin gagné cette nature impressionnable et bizarre sur laquelle le bien et le mal semblaient n'avoir de prise que par boutades ; et beaucoup prétendent que l'on aurait vu de grands changements si Catherine n'y avait mis ordre. Il est même probable que les craintes ambitieuses de la reine mère furent

de moitié avec les désirs de vengeance de la maison des Guises dans le crime de Maurevel. Dans l'après-midi du 22, Charles vint voir l'amiral, accompagné de sa mère, du duc d'Anjou et des maréchaux de France, et Villeroy raconte, dans ses Mémoires, que durant toute l'entrevue, qui fut d'une heure environ, Catherine ne bougea pas des côtés du roi, comme si elle eût appréhendé de perdre quelques-unes des paroles de l'amiral à son fils; et, dans la relation que le duc d'Anjou dicta en Pologne à Miron, son médecin, ce prince dit que Coligny ayant trouvé l'occasion de glisser quelques paroles à l'oreille du roi, sa mère et lui se voyant dans cette chambre, entourés de calvinistes, furent saisis d'une frayeur subite. Depuis tant d'années que l'amiral commandait les huguenots, ceux-ci s'étaient habitués à ne plus reconnaître d'autre souverain que lui, et, peu satisfaits des protestations de Charles, dont ils suspectaient la sincérité, ils répétaient partout que « si le roi ne leur faisait justice, ils se la feraient eux-mêmes. » Pardaillan le dit tout haut au souper de la reine. De Piles s'emporta en menaces en présence du roi lui-même. « Les paroles indiscrètes, le geste insolent, et le front sourcilleux de ce téméraire seigneur, firent frémir le roi et tous les catholiques de la cour. » Il n'y avait pas un moment à perdre pour la reine mère et les Guises. Déjà un laquais de la maison de Villemur avait été mis à la torture, et les huguenots commençaient à s'assembler tumultueusement. Profitant habilement de ces démonstrations imprudentes, Catherine fit peur de l'amiral au roi en lui mettant sous les yeux tout un plan de conspiration : immédiatement après sa blessure, Coligny avait envoyé, disait-elle, des dépêches en Allemagne et en Suisse pour demander vingt mille hommes. Elle l'avertissait, d'ailleurs, qu'en cas d'une nouvelle collision avec les huguenots, les catholiques étaient décidés à se liguer comme leurs rivaux, et à les combattre sous le chef qu'ils se seraient donné eux-mêmes, sans se soucier plus de l'intervention royale. « Ces considérations firent une merveilleuse et étrange métamorphose au roi; car, s'il avoit été auparavant difficile à persuader, ce fut lors à nous à le retenir. Se levant, il nous dit, de fureur et de colère, en jurant par la mort D..., puisque nous trouvions bon qu'on tuast l'amiral, qu'il le vouloit; mais aussi tous les huguenots de France, afin qu'il n'en demeurast pas un qui lui peust reprocher, et que nous y donnassions ordre promptement. » (*Relation de Miron.*)

Ce fut ainsi que se décida la Saint-Barthélemi. Dans la nuit du 23 au 24 août, à l'heure de minuit, le tocsin sonna à la cloche de l'hor-



Charles IX rendant visite à l'amiral Coligny

loge du Palais, et aussitôt commencèrent par la ville ces tristes scènes qui devaient avoir un retentissement si déplorable. Les Guises menaient tout. Ils avaient prévenu Charron, le prévôt des marchands, et les capitaines des quartiers, qui avaient mis les bourgeois sous les armes. Le signe de ralliement était une croix blanche au chapeau, et une manche de même couleur au bras. Charles IX se tenait avec sa mère et son frère dans un cabinet près la porte du Louvre, jetant un regard inquiet au dehors, et attendant l'heure fatale avec un tremblement d'horreur, quand tout à coup on entendit un coup de pistolet. « Ne sauroit dire en quel endroit, rapporte le duc d'Anjou, ni s'il offença quelqu'un; bien sais-je que le son nous blessa tous trois si avant dans l'esprit, qu'il offença nos sens et notre jugement, épris de terreur et d'appréhension des grands désordres qui s'alloient lors commettre. » Un gentilhomme fut à l'instant dépêché au duc de Guise, pour lui ordonner de ne rien entreprendre contre l'amiral; mais il était trop tard. Henri, pressé de venger son père, avait commencé par Coligny. L'allemand Bême, entrant dans sa chambre un large épieu à la main, l'entendit sans s'émouvoir lui dire de son lit : « Jeune homme, tu devrais respecter mes cheveux blancs, » et lui plongea son arme dans la poitrine. Ceux qui le suivaient achevèrent l'amiral à coups de poignard. « C'en est fait ! » cria Bême au duc de Guise, qui attendait dans la cour, et, pour mieux le convaincre, il fit jeter le corps par la fenêtre. Guise essuya le visage avec son mouchoir, et quand il eut bien reconnu le complice présumé de Poltrot, il le foula aux pieds.

« Aux cris, aux hurlements, au vacarme épouvantable qui se fit entendre de tous côtés, sitôt que la cloche du Palais sonna, les calvinistes sortent de leurs maisons à demi nus, encore endormis et sans armes; ceux qui veulent gagner la maison de l'amiral sont massacrés par les compagnies des gardes postées devant sa porte; veulent-ils se réfugier dans le Louvre, la garde les repousse à coups de pique et d'arquebuse; en fuyant ils tombent dans les troupes du duc de Guise et dans les patrouilles bourgeoises qui en font un horrible carnage. Des rues on passe dans les maisons, dont on enfonce les portes. Tout ce qui s'y trouve, sans distinction d'âge ni de sexe, est massacré. « Les corps détranchés tombaient des fenêtres, les portes cochères étaient bouchées de corps achevés ou languissants, et les rues de cadavres qu'on traînait sur le pavé à la rivière... Le massacre dura trois jours. « Saignez, s'écriait l'impitoyable Tavannes, saignez! les médecins disent que la saignée est

aussi bonne en ce mois d'août comme en mai. » Le duc de Guise, le duc de Montpensier et le bâtard d'Angoulême, se promenant dans les rues, disaient « que c'étoit la volonté du roi, qu'il falloit tuer jusqu'au dernier, et écraser cette race de serpents. » Excitées par ces exhortations, les compagnies bourgeoises s'acharnèrent au massacre de leurs concitoyens, comme elles l'avaient promis, et l'on vit un nommé Crucé, orfèvre, montrant son bras nu et ensanglanté, se vanter que ce bras en avait égorgé plus de quatre cents en un jour. » (ANQUETIL, *Esprit de la Ligue*).

Charles aussi se laissa emporter par l'exemple. Quand il vit tout ce sang répandu, et qu'il entendit ces cris, ce bruit d'armes à feu, il voulut avoir sa part de l'action. De sa fenêtre du Louvre, on apercevait une infinité de gens qui fuyaient dans le Pré-aux-Clercs, de l'autre côté de la Seine. Le roi se fit apporter de longues arquebuses qu'on lui chargeait les unes après les autres, et il tirait sur les fuyards en criant de toute sa



force, comme s'il eût voulu s'étourdir : « Tuez, tuez! » Le troisième jour, il alla voir les restes du cadavre de l'amiral, qui, après avoir été traîné dans les rues, mutilé, plongé dans la rivière, exposé au feu,

avait été enfin porté à Montfaucon, où il pendait par les cuisses à des crochets de fer, et, comme si ce n'eût pas été encore assez, un arrêt du Parlement condamna Coligny, comme criminel de lèse-majesté, à être traîné sur la claie par le bourreau, et attaché à une potence en place de Grève. On laissa le corps aux crochets de Montfaucon, et l'arrêt fut exécuté sur une effigie en paille; mais, par une sorte de raillerie cruelle, l'effigie portait à la bouche un cure-dent, pour rappeler les habitudes de l'amiral, qui en avait presque toujours un entre les dents.

Dans les provinces on n'osa pas d'abord avouer ainsi le meurtre. Le jour même de la Saint-Barthélemi, Charles IX écrivit aux gouverneurs de provinces : «Cette nuit passée, ils se sont émus, si bien qu'entre les uns et les autres, il s'est passé une bien grande et lamentable sédition. Ceux de la maison de Guise et les autres seigneurs et gentilshommes leurs adhérents, qui n'ont pas petite part en cette ville......, ayant été forcer le corps-de-garde qui avait été ordonné à l'entrée de la maison dudit amiral, pour sa seureté, l'ont tué, avec quelques gentilshommes, comme il en a été aussi massacré d'autres en plusieurs endroits de la ville, ce qui a été mené avec telle furie, que l'on n'y a pu apporter le remède, tel que l'on eût pu le désirer. »

«A Paris, ce 24 d'août 1572. Signé CHARLES. Et au dessous : BRULARD.»

Mais bientôt l'on s'enhardit à la nouvelle de ce qui s'était passé à Paris; les confréries des provinces commencèrent à se soulever dans les villes et à égorger les protestants. Dans le cimetière des Innocents, une aubépine poussa de nouvelles fleurs à la fin du mois, et la foule criant au prodige, toute la cour y vint et se partagea les branches de l'aubépine miraculeuse. C'était le symbole de l'Église qui allait refleurir, purifiée par le sang des hérétiques. Le ciel se déclarait en faveur du massacre; la cour ne manqua pas de le mettre sous les auspices des idées religieuses, auxquelles elle ne songeait guère en le commandant. Alors on envoya aux gouverneurs des provinces de nouvelles circulaires qui leur enjoignaient de renouveler dans leurs gouvernements les scènes dont on s'était excusé d'abord. Mais chacun n'en fit qu'à sa guise. Ceux qui étaient en lutte avec le parti calviniste profitèrent de la circonstance pour s'en délivrer; les autres refusèrent net, et l'on se rappelle encore la dure réponse du commandant de Bayonne, le comte d'Orthes, qui écrivit au roi «qu'il n'avoit trouvé dans sa ville que bons citoyens et braves soldats, et pas un bourreau.»

Près de cent mille calvinistes avaient été massacrés, ou forcés de fuir à

l'étranger ; mais il en restait encore près de deux millions dans le royaume, et ceux-là brûlaient du désir de venger leurs frères. A Nîmes, à Montauban, à Sancerre, dans le Vivarais et les Cévennes, dans les marais de la Saintonge et du Bas-Poitou, la révolte éclata plus furieuse que jamais. La Rochelle, qui jouait dès lors le rôle d'une sorte de capitale du parti, se mit sur-le-champ en état de défense, et Lanoue, qui avait été envoyé aux Rochellois pour ménager leur accommodement avec la cour, fut à peine dans la ville que, ne pouvant tenir aux reproches de trahison que lui adressaient les habitants, il laissa là sa mission et se mit à leur tête. Au mois de février 1573, le duc d'Anjou vint assiéger la place à la tête de quarante mille hommes; mais après quatre mois de siége, pendant lesquels les Rochellois avaient repoussé toutes ses attaques avec un courage invincible, la nouvelle de sa nomination au trône de Pologne vint l'arracher tout à coup à son camp, et, ne voulant laisser à personne la gloire d'achever une entreprise si péniblement entamée par lui, il accepta, le 24 juin, une capitulation dérisoire qui laissait les Rochellois maîtres chez eux, et constituait leur ville en une sorte de petite république, où les soldats du roi n'avaient pas même le droit d'entrer.

Dans le petit bourg de Sancerre, en Berri, six cents soldats de milice et cent cinquante paysans tinrent, pendant quatre mois, contre six mille hommes, tuèrent treize cents hommes à La Châtre, le gouverneur de la province, et ne se rendirent qu'après avoir épuisé tous les moyens de subsistance, même les plus incroyables, la graisse rance, le suif, les cuirs et les parchemins bouillis dans l'eau, la paille hachée et jusqu'à des ardoises broyées. Au mois de juillet, Charles IX, effrayé d'un pareil acharnement, essaie d'un édit de pacification ; mais personne n'ajoutait plus foi à la parole royale. Ceux du Quercy, de la Saintonge, du Vivarais, du Gévaudan, du Béarn, du Rouergue, du Languedoc, de la Provence, du Dauphiné, refusèrent obstinément de profiter de l'édit. Le 16 décembre, un acte fut signé à Milhau, dans le Rouergue, qui organisait définitivement le parti, et en faisait une sorte de petit état indépendant. Tout ce qui regardait la guerre, les finances, la police ecclésiastique et civile, y était réglé, et des copies en furent envoyées par tout le royaume.

Cependant le parti politique avait reçu un prodigieux accroissement de l'horreur qu'inspirait aux âmes honnêtes les atrocités de la Saint-Barthélemi. Lhôpital en était mort de douleur, répétant cet hémistiche d'Horace :

Excidat ille dies ævo.

Le vicomte d'Auvergne, Henri de la Tour, s'était fait calviniste le jour même. Les Montmorenci se déclaraient de jour en jour contre le parti catholique, à la tête duquel s'étaient replacés les Guises, oubliés un moment à la mort du chef de la maison. Les politiques avaient pour eux le roi de Navarre et le prince de Condé, convertis de la veille, que Charles IX avait fait venir près de lui à la St-Barthélemi, pour leur dire d'une voix terrible : *Messe, mort ou bastille.* La retraite du duc d'Anjou avait mis en scène son jeune frère, le duc d'Alençon, esprit ardent, léger, avide de bruit et de mouvement, qui, cherchant à se donner par l'opposition une importance que semblait lui refuser sa mère, se jeta dans les bras des Montmorenci, et devint le chef nominal du parti politique, qui prit alors le nom plus significatif de parti des *mal-contents.* Catherine venait de tramer un complot pour faire ouvrir aux troupes royales les portes de La Rochelle. Il fut découvert au mois de mars 1574, et les Rochellois s'étant mis aussitôt sur le pied de guerre, leur exemple fut suivi dans tout le Midi. Quelques jours suffirent aux protestants pour se rendre maîtres de plus de cinquante villes. En même temps les *mal-contents* organisaient la fameuse conspiration des *jours gras.* Alençon, Condé, Navarre, les Montmorenci, devaient aller rejoindre les protestants à La Rochelle, et dicter de là leurs conditions à la cour, épouvantée d'une si grave défection. Mais le jour du mardi gras, l'escorte qui devait enlever de Saint-Germain, où était la cour, le roi de Navarre et le duc d'Alençon, s'étant montrée imprudemment dans les champs, Catherine, qui se tenait aux aguets, donna sur-le-champ l'ordre du départ pour Paris. Il se fit en désordre avec toute la précipitation d'une fuite. « Les cardinaux de Bourbon, de Lorraine et de Guise, Birague le chancelier, Morvilliers et Bellièvre, étoient tous montés sur coursiers d'Italie, empoignant des deux mains l'arçon, et en aussi grande peur de leurs chevaux que des ennemis. » (D'AUBIGNÉ.)

Le frère du roi avoua tout et fut pardonné; Henri de Navarre tint ferme et fut renvoyé de cause; il en coûta la tête à La Môle et à Coconnas, deux gentilshommes du duc d'Alençon, qui avaient encouragé leur maître dans ses projets de fuite. « Messieurs, dit Coconnas aux courtisans qui le regardaient aller au supplice, vous voyez que les petits sont pris, et les grands demeurent, qui ont fait la faute. »

Le moment eût été mal choisi pour tenir rigueur au frère et au cousin du roi. Charles IX se mourait alors. Depuis la Saint-Barthélemi, il n'avait fait que languir, et lors du départ des *jours gras,* il avait fallu l'em-

porter dans une litière. C'était au milieu de la nuit, à deux heures du matin. « Du moins, disait-il en gémissant, s'ils avoient attendu ma mort ! » Par un étrange rapprochement, qui a prêté merveilleusement à la phrase déclamatoire, celui qui avait signé l'ordre du massacre de la Saint-Barthélemi expirait dans un lit tout baigné du sang qui lui sortait par tous les pores, et cette vue sinistre ajoutait encore aux idées de terreur que lui inspiraient ses souvenirs. « Ah ! ma mie, disait-il en mourant à sa nourrice, qui était protestante, et qui avait été épargnée par son ordre, ah ! ma mie, que j'ai suivi un mauvais conseil ! Mon Dieu, pardonne-le-moi, fais-moi grâce ! Je ne sais où j'en suis. Que deviendra tout ceci ? que faire ? Je le sens bien, je suis perdu ! »

Charles IX mourut à Vincennes, le 30 mai 1574, avant d'avoir at-



Charles IX

teint sa vingt-cinquième année. C'était un jeune homme de haute taille, un peu courbé, le visage pâle, et portant la tête ordinairement penchée de côté. Bon cavalier, grand chasseur, brillant à l'escrime, il aimait les exercices violents à un tel point qu'il se forgeait lui-même des casques et des cuirasses. Il avait composé un livre *de la Vénerie*, dont Brantôme fait un grand éloge, et ses vers à Ronsard ne sont pas sans renom. Son

tempérament maladif eut une triste influence sur les choses de son règne. L'explication de la Saint-Barthélemi n'est peut-être pas dans les passions religieuses, ni même dans les intérêts politiques. Les physiologistes la trouveraient dans la bile qui travaillait le roi. L'histoire la trouve partout.

Après tant de rudes convulsions, la France pouvait bien espérer qu'un changement de règne apporterait quelque repos, sinon une paix durable, à ses peuples. Encore toute haletante de la dernière lutte, on ne lui donna pas un instant de répit, et les quinze années qui suivirent lui coûtèrent aussi cher que les quinze années passées.

Tandis que Charles IX expirait au milieu des tourments d'une agonie de plusieurs mois, son frère Henri, roi de Pologne, faute de mieux restait étranger dans son royaume et par ses plaisirs et par son incurie. Déguisant mal ses dégoûts, il semblait ne patienter que dans l'espérance de revoir bientôt Saint-Germain et le Louvre. Catherine de Médicis tenait son fils chéri au courant des douleurs de son autre fils, et, à la mort de ce dernier, quatorze jours suffirent pour informer Henri de l'événement. Soudain l'on abdique en comité secret le trône de Pologne, et l'on se concerte sur les moyens de pouvoir échapper sans esclandre à la fidélité polonaise. Une nuit, courtisans et roi, à la manière d'écoliers mécontents, fuient à toutes jambes jusqu'aux frontières de l'empire, et de là, se croyant en sûreté, ils commencent une marche triomphale par Vienne, les états d'Allemagne, l'Italie, Turin, et arrivent en France pour aider à ses révolutions, et remplir leurs rôles dans ses discordes civiles [1575].

Pendant l'interrègne qui s'écoula de la mort de Charles IX à l'arrivée de Henri III en France, Médicis, qui gouverne par intervalles, et voudrait gouverner toujours, prend les rênes de l'état cette fois à elle seule. Les *politiques* ou *tiers-parti* augmentaient chaque jour leurs ressources, et, aidés des calvinistes, ils avaient mis toutes les provinces méridionales en combustion. Catherine s'efforça de faire face à tout événement : ici elle envoyait ses généraux faire la guerre, là elle usait de condescendance pour arrêter l'insurrection. En même temps elle faisait condamner à mort Montgomery, qui avait demandé à la réforme protection contre le ressentiment de la reine. Ce n'était point pour avoir eu la main malheureuse dans un tournoi, mais bien dans Domfront, quinze ans plus tard.

Les mécontents avaient ouvert entre eux des conférences qui se tenaient à Milhau, en Rouergue, et dont Condé était l'âme. Il ne s'agis-

sait de rien moins que de la déchéance de Henri III en faveur du duc d'Alençon. On avait mis en vote une sorte de budget devant servir à payer les mercenaires allemands et à couvrir les frais d'expéditions; les calvinistes s'adjugeaient la liberté de leur culte, et les catholiques, la délivrance de Montmorenci, Cossé et autres proscrits de leur parti. Chaque jour voyait arriver de nouveaux adhérents aux conférences de Milhau, tandis que Henri III, allant de fête en fête, s'approchait à petites journées.

Catherine se rendit à sa rencontre jusqu'à Lyon. Son premier acte royal décela son ignorance ou son oubli du passé et du présent. Croyant qu'à sa seule parole toute discorde allait cesser, il envoya de tous côtés l'ordre de mettre bas les armes. Le seigneur de Montbrun, auquel il faisait enjoindre de rendre les prisonniers, lui fit répondre, au dire de Sully : « Puisque le roy m'escrit comme roy, je veux bien qu'il sache « que cela seroit bon en temps de paix; mais en temps de guerre, qu'on « a flamberge au vent et cul en selle, tout le monde est compagnon. » (Sully.)

Henri voulut aller lui-même faire le siége de la petite ville de Livron. La bicoque résista fièrement aux faibles attaques de l'armée royale, qui se retira lâchement après cette première équipée de son prince. Henri avait hâte d'aller figurer avec sa cour à la procession solennelle des pénitents d'Avignon. Il y parut avec ses courtisans revêtus de sacs bleus, verts, gris, blancs, au goût de ces effrontés religieux de cour. Dans toutes ces sortes de fêtes, processions, orgies, spectacles, le roi emmenait son frère d'Alençon et le jeune Henri de Navarre, tous deux retenus prisonniers à la suite du prince. Le roi de Navarre montrait peu de goût et d'enjouement au milieu de tous les dévergondages qu'inventaient le Valois et ses favoris : *Notre cher cousin n'est guère propre à cela*, disait lui-même Henri III.

Vers ce temps mourut le cardinal de Lorraine, soutien aussi obstiné qu'ambitieux de la famille des Guises; on soupçonna Catherine de l'avoir fait empoisonner, comme cela arrivait toujours à la mort de quelque important personnage. Mais un autre grandissait qui devait bien égaler ses ancêtres en puissance et en faveur, Guise le Balafré. Son seul antécédent n'est encore que le meurtre de Coligny; sa célébrité commence à la Saint-Barthélemi et finit aux États de Blois.

La mort du cardinal de Lorraine fut suivie de près par le mariage de Henri III avec Louise de Vaudemont, qui fut toujours triste au milieu

des grandeurs royales et des fêtes continuelles de la cour [1575]. Pendant que le roi passait des jours entiers à arranger des diamants sur ses



habits, à présider à la toilette de sa nouvelle épouse, les conférences de Milhau se terminaient par un compromis entre les calvinistes et les politiques, qui formaient un état à part dans l'état. Des chefs étaient nommés pour connaître de la justice et de l'administration, régler l'impôt, la levée des troupes et leur discipline. La reine mère perdit sa peine à neutraliser l'effet de cette ligue ; les tracasseries, les petites intrigues de cour achevèrent d'embrouiller les choses, et fournirent encore aux mécontents de nouveaux appuis [1575].

Pendant que les calvinistes et le tiers-parti organisaient une confédération républicaine au delà de la Loire, la cour et son roi, peu soucieux des affaires importantes, pourvu que chaque instant apportât des plaisirs nouveaux, se consumaient dans la plus honteuse mollesse et dans des intrigues d'amour dont Marguerite de Valois était le plus souvent l'héroïne; son époux, celui qui devait être Henri IV, demeurait spectateur indifférent de tout ce qui se passait sous ses yeux, quand vint

enfin l'instant de cesser cette vie nonchalante, pour une autre plus glorieuse et plus rude.

Le duc d'Alençon conservait toujours des rapports secrets avec les mécontents, et il attendait impatiemment l'occasion de voler entre leurs bras. Les persécutions continuelles du roi et de ses mignons, s'amusant de sa *piètre tournure*, de son extérieur peu gracieux, ne faisaient



Le duc d'Alençon.

qu'accroître ce désir. Le roi de Navarre consentait à le suivre dans sa fuite, à charge de rentrer sous le joug si le coup venait à manquer. Enfin les fédérés avaient ourdi habilement le complot; le duc d'Alençon quitta la cour à l'insu de tous les courtisans, et même de la vigilante Catherine, qui n'était pas sans prévoir l'événement [septembre 1575]. Le roi de Navarre n'avait pas eu le temps de le suivre.

Le duc, une fois en sûreté au milieu des rebelles, rédigea un mé-

moire de protestations de fidélité au roi, qu'*aveuglaient de mauvais conseils*, et en même temps fit activer la marche du secours envoyé par le prince Casimir. Les reîtres passèrent le Rhin pour opérer leur jonction avec l'armée d'Outre-Loire. Mais le jeune Guise prit le commandement de l'armée royale, et courut s'opposer au passage de Casimir. Les Allemands furent battus près de Château-Thierry, et n'en continuèrent pas moins leur route vers le sud, tant l'incurie du conseil royal était grande, tant on mettait de négligence à envoyer des renforts au duc de Guise! Ce fut là que ce prince reçut au visage sa fameuse *balafre*.

Le succès inutile de Château-Thierry amena une trêve déshonorante pour le roi, qui livrait aux ennemis des villes importantes, telles que Niort, Angoulême, La Charité, Bourges, Saumur et Mézières, et payait en outre les garnisons que les vainqueurs y placeraient. En même temps, Henri III était déclaré, par la diète polonaise, déchu du trône qu'il avait quitté avec une brusquerie si peu royale [1575].

Avec son règne, nous l'avons dit, commençait celui des favoris; le premier par ordre chronologique était Du Guay le mignon, superbe même avec les parents de son maître, et qui s'était attiré au plus haut point la haine de Marguerite de Valois. Non content de rire de ses égarements de femme, il prenait à tâche, disent les Mémoires de Marguerite, de la perdre dans l'esprit du roi. Un coup de poignard le frappa presque sous les yeux de son maître. La mort de ce favori n'affligea pas plus Henri que les malheurs présents de la guerre civile. Pour chasser le souci, il ordonna de pompeuses fêtes religieuses, où il figura avec tout le faste qu'il chérissait tant. «Par son ordre, dit Brantôme, toute la ville et la cour y assistèrent, hormis les dames, parce que, selon Henri, il n'y avoit dévotion où elles étoient.»

Mais tandis que la cour prenait ses ébats à Paris, les confédérés faisaient sans cesse de nouveaux progrès. Les reîtres étaient sur le point de joindre l'armée calviniste, quand un autre auxiliaire arriva inopinément au milieu d'eux : c'était le roi de Navarre, qui était parvenu à fuir de la cour en trompant la vigilance des courtisans et de la famille royale. «Il y avait longtemps aussi, ajoute d'Aubigné, qu'il jouait le rôle de Brutus à la cour de Tarquin.» Il secoua tout à coup sa nonchalance et apparut au milieu de ses coreligionnaires, pour commencer avec eux ces laborieuses journées qui l'ont fait surnommer Henri le Grand. Les confédérés avaient à leur tête trois princes du

sang : d'Alençon, Condé et le roi de Navarre. Ils ne cachaient pas leur dessein de marcher sur Paris,· et on ne pouvait prévoir alors où s'arrêteraient leurs succès aussi bien que leurs prétentions. Henri III, qu'on venait interrompre dans ses plaisirs et ses fêtes pour lui annoncer l'approche des ennemis, résolut d'en finir avec des inquiétudes à tout moment renaissantes. Des pourparlers s'établirent de part et d'autre, et l'on conclut à Loches, par les soins de Catherine, une paix des plus avantageuses pour les rebelles et leurs alliés. D'Alençon prenait le titre de duc d'Anjou par l'investiture de cette province, du Berri et de la Touraine; Condé était pourvu du gouvernement de la Picardie; on payait au prince Casimir la solde échue de ses troupes; l'œuvre de la Saint-Barthélemi était ensuite désavouée, et la mémoire de Coligny réhabilitée, la liberté religieuse solennellement proclamée, et l'entrée au Parlement ouverte aux calvinistes; et enfin, pour dernière clause, les États-Généraux étaient convoqués à Blois pour la mi-novembre, afin de pourvoir à la réforme des nombreux abus de l'administration [1576].

Le résultat d'un tel accommodement est un fait grave dans l'histoire de nos dissensions civiles. Car la royauté, au lieu d'un parti qu'elle avait à combattre tout à l'heure, en voit un second tout aussi redoutable s'élever contre son inviolabilité : hier ce n'étaient que les calvinistes; aujourd'hui les catholiques se présentent, non de concert avec les premiers, mais attaquant d'un autre côté.

Les clauses du traité de Loches avaient excité la plus vive indignation dans la France catholique, qui depuis longtemps déjà murmurait contre l'incapacité gouvernementale de Henri III. Attentive à saisir tous les moyens d'élévation, la famille des Guises ourdissait par toutes les provinces des trames ne tendant à rien moins qu'à une révolution dynastique. Seul prince de toute la cour qui ne prît aucune part à ses licencieuses fêtes, l'aîné de la race, Henri de Guise, était l'idole du parti. A chaque nouvelle faute du roi, Guise proclamait hautement la conduite qu'il aurait fallu tenir; ses agents soufflaient partout le mécontentement, et quand vint la conclusion du dernier traité, le parti catholique se dessina nettement du parti royal comme du parti calviniste, et prit le nom de *Sainte-Ligue*. La guerre civile allait donc se compliquer d'une autre guerre civile, et la mesure que prit Henri n'arrêta rien des plans déjà conçus.

Guise avait réuni ses partisans les plus habiles, les plus influents de



Henri III

chaque province; un Mémoire avait été rédigé dans ce conciliabule, qui disait que la position critique du royaume exigeait la coopération la plus active et la plus désintéressée de ses sujets dans le gouvernement et dans la guerre contre la réforme. Ce considérant, on devait donc armer tous les catholiques français, leur donner un chef expérimenté, dont la foi et le courage ne pussent être suspects. Ce chef aurait des droits imprescriptibles sur ses subordonnés, et les conduirait là où la sainte cause de la religion le réclamerait. Le Mémoire devait être présenté au roi lors de la réunion des états; l'on se croyait assuré de son acceptation pleine et entière, et de la nomination du duc de Guise comme chef de la Ligue. L'événement ne réalisa qu'en partie ces espérances. Les états s'assemblèrent; on présenta à leur vote le formulaire de la sainte Ligue, qui fut adopté; et Henri, croyant déconcerter l'ambition de Guise, se nomma lui-même chef de l'Union [1577]. Ainsi le roi de France se constituait chef de parti dans son propre royaume. Pendant que les états, entièrement sous l'influence de la Ligue, annulaient tous les précédents traités, révoquaient toutes les franchises accordées, différentes députations étaient dirigées sur les provinces envahies par les chefs rebelles. Condé ne voulut rien entendre; le roi de Navarre ne fit que s'attendrir au tableau touchant que lui firent les députés des horreurs de la guerre civile, et rien de plus: il n'y eut que Damville qui se laissa entraîner. La cour regarda son retour comme un grand succès obtenu sur les calvinistes et les politiques du Languedoc.

A l'issue de ces négociations à peu près inutiles, deux armées furent expédiées contre les rebelles. D'Anjou, et Mayenne qu'on avait sagement préféré à son frère aîné Henri de Guise, étaient à leur tête. Malgré ces démonstrations hostiles, les agents du roi travaillaient toujours les esprits des principaux chefs, de telle sorte que la prise de La Charité et d'Issoire acheva d'amener les deux partis à une trêve reconnue nécessaire. L'argent manquait aussi bien du côté des catholiques que de celui des calvinistes, et l'on ne pouvait plus longtemps faire la guerre. On s'aboucha à Poitiers pour y conclure ce traité que Henri III aimait à rappeler avec orgueil, en disant: *mon édit*. La liberté de religion était pour la centième fois proclamée dans les termes déjà employés: le droit d'entrer aux charges, aux magistratures, de nouveau accordé; neuf places sont octroyées aux rebelles comme garantie; mais ils chômeront les fêtes extérieurement, et ne choqueront en rien les catholiques dans l'exercice de leur culte. Puis, dans un dernier article, qui dévoilait en-

tièrement l'intention royale, toute union, association, ligue, est désormais prohibée dans le royaume [1577]. S'imaginant avoir remporté une grande victoire et sur les calvinistes et sur les catholiques de la sainte Ligue, Henri se livra gaiement aux folles joies dont le palais ne cessait d'être le théâtre : le journal de Marguerite, les pages de Le Laboureur, sont remplis des descriptions de ces fêtes. Quelque temps après, une couronne fut offerte au frère du roi, au duc d'Alençon. Les Pays-Bas s'efforçaient alors d'échapper au joug de Philippe II, dont les féroces lieutenants laissaient partout des traces sanglantes de leur passage. Le duc d'Alençon succédait à l'amiral de Coligny dans ses projets de guerre contre l'Espagne dans les Pays-Bas, et cette nation, délivrée à peine du joug étranger, se cherchait déjà un maître au dehors. D'Alençon travaillait donc activement à acquérir cette couronne ; il la toucha un instant, et elle lui échappa après quelques vaines tentatives.

L'année 1578 se passa tout entière en drames de palais, dont les mignons du roi furent les héros malheureux. L'honneur est à la pointe de l'épée : Caylus et Maugiron succombent. La haine de parti s'entretient par le duel. Henri de Guise trouve l'assassinat plus commode, et dit à ses tueurs d'en finir promptement avec Saint-Mégrin. Une belle statue de marbre dissipa la douleur de Henri III, à la mort de son dernier favori : et Brantôme ajoute « qu'il était passé en proverbe à Paris, quand on en voulait à un courtisan : *Il faut le faire tailler en marbre, comme les autres.* »

L'année 1579 commence par une révision et une extension du traité de Poitiers. Le roi et sa mère se flattaient de ramener peu à peu les mécontents à la concorde par des concessions qui, en dernier résultat, furent aussi inutiles que toutes les précédentes. Catherine, sous prétexte de reconduire Marguerite de Valois au roi de Navarre son époux, partit avec elle, et ne s'arrêta qu'à Nérac, où quelques conférences s'ouvrirent sur l'état présent des choses. Au lieu de neuf villes, quatorze furent données aux rebelles : on leur accorda le droit de construire des temples et celui de faire des levées d'argent pour leurs ministres. Puis Catherine revint auprès de son fils. Elle avait espéré pouvoir détacher le roi de Navarre du parti ennemi : elle ne parvint qu'à lui enlever, au milieu d'un bal, Dussat, gouverneur de la Réole.

La rupture ne tarda pas à arriver, comme tout le faisait prévoir, mais ce fut par des motifs auxquels personne ne pensait. Marguerite de Valois raconte longuement, dans ses Mémoires, les voluptueux passe-temps

de la cour de Navarre, et les intrigues qu'elle continuait de mener au dehors du petit royaume. Henri III s'offusquait de son active correspondance avec le duc d'Alençon, car il craignait à tout moment une nouvelle défection qui entraînerait avec elle celle de beaucoup d'autres seigneurs. Il voulut, croyant agir en habile politique, perdre Marguerite dans l'esprit de son époux, et publia qu'elle entretenait un commerce scandaleux avec le vicomte de Turenne. A cette nouvelle, Marguerite s'emporte, surmonte facilement les soupçons de Henri de Navarre, et le décide à prendre ouvertement les armes contre la France; aussi bien la plus grande partie de sa dot ne lui avait pas été donnée, et il fallait incontinent s'emparer de Cahors, désigné dans le contrat : telle fut la cause de la guerre dite *des Amoureux*.

Le roi de Navarre se met donc aussitôt en marche, tombe sur Cahors,



et s'y bat, pour assurer sa conquête, cinq jours et cinq nuits, au bout desquels il ne lui restait pas sur le corps un morceau entier de ses ha-

bits. Le Béarnais commençait déjà ces guerres héroïques où la pauvreté de son armée allait devenir proverbiale.

Condé, fait pour les aventures périlleuses, de La Fère, ville de son gouvernement de Picardie, où il s'était déjà fortifié malgré le roi, passe aux Pays-Bas, vole en Angleterre, revient en Allemagne; près de rentrer en France, il est arrêté sur la frontière de Savoie, volé et dépouillé sans être reconnu. Il échappe enfin, et se met à la tête des calvinistes du Languedoc.

Henri III, effrayé des démonstrations menaçantes des rebelles, recourt aussitôt à des négociations. Tandis que les fédérés amusent les ambassadeurs, leurs troupes continuent toujours leurs progrès. Cependant la cour ne peut se tromper sur les intentions de ses agresseurs; trois armées en un instant sont prêtes à se mettre en marche; elles repoussent d'abord les colonnes calvinistes, quand des deux parts on en vient à un accommodement à Fleix en Périgord [1581]. La dot de Marguerite fut assurée; le roi de Navarre demeura en possession des places qu'il occupait; et ainsi la royauté laissa encore dans la *guerre des Amoureux* quelques lambeaux de son autorité.

Après la conclusion de ce nouveau traité, le duc d'Alençon se donna tout entier à la conquête de son royaume des Pays-Bas, qu'occupait militairement alors le général Alexandre Farnèse. La prise de Cambrai, de l'Écluse, signala heureusement ses premières opérations; nous avons dit que ce fut à ces succès éphémères que se borna la prise de possession des Pays-Bas par le duc d'Alençon. Que pouvait-il en effet, lui si faible, contre les forces espagnoles, conduites alors par les premiers capitaines de l'époque? L'Angleterre lui faisait bien parvenir quelques secours, d'après les négociations entamées à propos de son mariage avec Élisabeth; mais c'était surtout de la France qu'il devait attendre des soldats, et Henri était loin d'être disposé à lui en fournir.

Il avait employé des sommes immenses aux noces de ses deux favoris, Joyeuse et La Vallette, et les finances se trouvèrent épuisées après des fêtes religieuses qui étaient le complément invariable des pompeuses folies de la cour.

François d'Épinay, sieur de Saint-Luc, qu'il maria à Jeanne de Cossé, fille du fameux maréchal de Brissac, lui coûta moins cher. Saint-Luc encourut la disgrâce de son maître pour avoir voulu l'arracher à ses désordres. Et cependant il est peut-être trop tard pour s'amender : les édits contre le luxe sont une dérision, les édits bursaux une tyrannie,



Commencement de la Ligue

la création d'une foule de charges inutiles un scandale. Tous les partis négociaient, non pour prévenir les troubles, mais pour en tirer avantage. Le duc de Joyeuse veut se substituer au duc de Guise comme chef des catholiques. Son voyage à Rome fit un mécontent de plus, Montmorenci, gouverneur du Languedoc, qui traita avec le roi de Navarre, et de concert, entamèrent aussitôt de nouvelles négociations en Angleterre et en Allemagne. Guise resserrait de son côté les nœuds qui l'unissaient depuis longtemps avec l'Espagne, et donnait pour prétexte de ses engagements avec une puissance étrangère, la nécessité de défendre la religion catholique. Quant à Philippe, il offrait au roi de Navarre et aux calvinistes de l'argent et des troupes pour renouveler la guerre en France, et empêcher Henri de secourir les Flamands; il alla jusqu'à lui proposer, après un divorce préalable, la main de l'infante sa fille, demandant pour lui-même la main de la princesse de Navarre. C'était par trop accorder à la raison d'état.

Henri III n'avait point encore d'enfant; et, par le fait, le duc d'Alençon était son héritier. Mais ce prince précédait le roi dans la tombe : il ne restait plus de successeur direct catholique; le roi de Navarre ayant révoqué sa conversion, extorquée à la suite du 24 août 1572, devenait ainsi non apte à régner sur la France : le duc de Guise se trouvait donc sur la première marche du trône; restait à savoir si, le cas échéant où Henri de Valois n'aurait pas d'enfant, Henri de Navarre abandonnerait tranquillement ses droits. La lutte est donc désormais entre les deux prétendants, et celui qui ne veut laisser sa place à aucun des deux.

Le roi de Navarre, le duc de Guise, travaillent chacun de leur côté avec ardeur, tandis que Henri III subit le joug du plus fort, du chef de la Ligue. Cette faction prenait tous les jours de nouvelles forces, et la majeure partie ne voulait pas attendre la mort du roi pour le remplacer; Guise avait mis en avant l'oncle du roi de Navarre, le cardinal de Bourbon, qui se laissait conduire au gré du rusé Lorrain. Un instant retranché derrière le droit légitime, ou tout au moins plus légitime que le sien, du vieux prélat, il le fit agir et agit sous son nom efficacement. Partout dans les provinces des sociétés s'établissent sur le modèle de celle de Paris; d'actives correspondances dirigeaient leurs opérations respectives. Les porches des églises étaient placardés d'écrits, de relations, de gravures représentant les supplices prétendus que les calvinistes vainqueurs réservaient aux catholiques; et les chaires retentis-

saient de fanatiques motions, aussi bien contre le roi que contre les réformés; tous ceux qui acceptaient l'union en signaient le formulaire, et devenaient sujets du duc de Guise. Leur nombre s'accroissait d'heure en heure, et le duc n'osait encore opérer la rupture : « Si une fois, disait-il, je dégaîne l'épée contre mon maître, il faut en jeter le fourreau dans la rivière. » Il menait plusieurs intrigues de front, dont celle qu'il entretenait avec Philippe II n'était pas la moins active. Un traité secret avait été conclu entre le roi d'Espagne, qui allait voir son influence s'accroître tous les jours au delà des Pyrénées, et le duc ambitieux, qui aspirait à devenir l'égal de son allié. Philippe devait fournir de l'argent pour solder les troupes de la Ligue, et la Ligue devait faire la guerre aux hérétiques, publier les décrets du concile de Trente, venir en aide aux armées espagnoles guerroyant dans les Pays-Bas, et donner à Philippe la ville de Cambrai. Quelques historiens ajoutent que le royal signataire, qui se faisait si bonne part dans ce traité, exigea du duc de Guise un éclat immédiat, sous la menace d'envoyer à Henri III les pièces qui pourraient le compromettre. Il n'y avait plus à hésiter, et reculer dans la crise présente eût été se perdre sans retour. Alors le cardinal de Bourbon sort de Paris à la dérobée, et va en Picardie où de nombreux ligueurs sont prêts à le recevoir; des reîtres passent la frontière et prennent leurs quartiers dans les villes de Toul et de Verdun; toute la noblesse champenoise et bourguignonne se rassemble autour de Guise. Au Midi, les révoltés manquent Marseille et Bordeaux, et emportent Angers, Bourges et Orléans au cœur du royaume, tandis qu'à Paris la sainte Union envahit toutes les classes de la plus grande partie de la population. C'en est fait, *l'épée est dégaînée, et*, comme le disait Guise, *le fourreau est allé à la rivière* [1585].

La capitale du royaume, résidence du roi et de sa cour, et siége du gouvernement, était le point central d'où partaient tous les plans d'opérations pour les autres villes. Au collége de Fourtat, puis aux Jacobins de la rue Saint-Honoré, de nombreux conciliabules étaient en séance permanente; c'était de là qu'allaient sortir les Seize et leur faction. Tous étaient armés et prêts à agir au moindre signal. Pasquier écrivait à un ami : « Nous sommes maintenant devenus tous guerriers désespérés. Le jour nous gardons les portes, la nuit nous faisons le guet, patrouilles et sentinelles. Que c'est donc un métier plaisant à ceux qui en sont apprentis! »

Cependant la cour ne savait quel parti prendre en cette triste occur-

rence; faire la guerre contre deux ennemis à la fois, les calvinistes et les catholiques, eût été trop périlleux; dévoiler officiellement les projets des Guises et s'appuyer ainsi des réformés et de leur jeune Béarnais, eût été se mettre à dos toute la catholicité française; la Médicis, qu'on négligeait depuis longtemps, fit voir l'avantage d'un terme moyen, et on l'envoya traiter avec les ligueurs. Ceux-ci, qui avaient manqué leur coup sur plusieurs points, ne demandaient pas mieux qu'on leur laissât le temps de prendre de plus sages mesures: ils consentirent à entrer en négociation. Les ligueurs, comme avant eux les calvinistes, exigèrent de puissantes garanties, telles que Châlons, Reims, Saint-Dizier, Soissons, Ruel, Dinan, Concarneau, Dijon, Toul et Verdun, une ligne imposante de cités de l'ouest à l'est. En outre, par les clauses de cette désastreuse transaction faite à Nemours, on promettait l'expulsion immédiate des calvinistes, *s'ils ne venaient pas à résipiscence*. On ne pensa nullement aux prétentions royales du cardinal de Bourbon.

On voit que, par cette prétendue paix, la France retombait dans une autre guerre. Guise voulait l'extinction du calvinisme, du roi de Navarre d'abord et des Bourbons; il saurait bien ensuite se défaire du Valois et des siens, et alors viendrait son tour de porter la couronne. Des sommes immenses sont ramassées, les rentes de la bonne ville de Paris sont accaparées, et trois armées royales sont prêtes à commencer la huitième guerre civile, autrement dite la guerre des Trois Henri. Le roi commit, pour première faute, celle de donner le commandement de ses armées au duc de Guise et au duc de Mayenne son frère. Pendant ces préparatifs, avant même la conclusion du traité de Nemours, le roi de Navarre rassemblait toutes ses forces, et quand vint l'heure prévue de l'attaque, il s'empara du Languedoc, dont le gouverneur, Montmorenci, favorisait sa cause, de la Guienne, du Dauphiné, du Poitou et de la Saintonge. D'autre part, Condé le secondait en Anjou; mais son imprudence faillit être fatale à ce dernier, qui n'eut que le temps de fuir en Angleterre pour échapper aux mains des soldats royaux. Il revint bientôt à la tête de nouvelles forces, grâce au secours d'Élisabeth, qui le fit débarquer à La Rochelle. Effrayé des succès des Bourbons, Guise fit intervenir des moyens depuis longtemps oubliés. Sixte-Quint lança la bulle d'excommunication, et les excommuniés ne craignirent pas, pour toute réponse, de faire afficher, aux portes même du Vatican, un sanglant manifeste contre la papauté et les papes.

En France, le roi de Navarre adressa aux nobles plusieurs lettres



de protestations, dues à la plume de Mornay, son élégant secrétaire [1586].

Théodore de Bèze courait, malgré son âge, toute l'Allemagne pour servir encore la cause qu'il avait défendue au colloque de Poissy, et rassembler des soldats à Henri de Navarre. L'Allemagne s'émut à sa parole, et ses princes, avant de prendre sérieusement parti, envoyèrent une ambassade au roi de France pour lui remontrer l'injustice de sa conduite à l'égard de leurs coreligionnaires. Henri III ajourna longtemps l'audience des députés d'Outre-Rhin. Le Valois ne pensait alors qu'à satisfaire l'ambition de ses favoris, Joyeuse et d'Épernon, en leur donnant deux nouvelles armées à commander. Enfin, après plusieurs mois d'attente, les ambassadeurs allemands obtinrent d'être présentés au roi. Henri ne répondit que par des insolences à leurs réclamations, et on se sépara incontinent : les étrangers, pour aller activer la marche des forces envoyées au secours du roi de Navarre; le roi, pour retourner à ses fêtes.

Depuis quelques semaines, Catherine, soutenant toujours son rôle de médiatrice, avait entamé des conférences avec Bourbon; celui-ci,

comptant peu sur leur résultat, n'en avait pas moins continué les hostilités; la crise était imminente [1587]. La royauté se trouvait aux prises avec deux ennemis à la fois, la Ligue et la Réforme ; devait-elle se donner tout entière à l'une ou à l'autre? Quel parti prendre contre elle-même? L'alternative était cruelle. Essayer la double lutte, c'était, de la part de Henri III, jouer sa couronne et sa vie, pour les perdre à coup sûr toutes deux; c'est ce qui ne manqua pas d'arriver moins de trois ans après.

Pendant que les armées royales s'usaient en marches et contre-marches, que celles des calvinistes emportaient nombre de cités, les intrigues minaient sourdement la cour et la capitale. Parmi tous les noms que la chronique a conservés pour rappeler les *tumultes populaires* de ce temps, celui de la duchesse de Montpensier revient à tout instant sous la plume des journalistes et des chroniqueurs. Il n'était pas d'assemblées, de conférences, de conciliabules secrets où elle ne tînt sa place, soit par ses représentants, soit quelquefois par elle-même. D'autre part, l'Espagne secondait vivement les ligueurs, dont elle était la seule espérance; Philippe ne ménageait pas les doublons, mais aussi exigeait-il d'importantes garanties de la foi de ses alliés. Prêt à lancer contre l'Angleterre son *invincible armada*, il voulut se faire donner un port, Boulogne, pour s'y réfugier en cas d'échec ; mais les vents et les flots se chargèrent de défendre les côtes britanniques, et le port de Boulogne ne fut pas livré à l'Espagne [1587].

Henri III parut enfin vouloir sortir de sa nonchalance pour vaincre ses nombreux ennemis. Le temps pressait; car plus de trente mille Allemands ou Suisses avaient envahi la France pour se joindre au roi de Navarre. Un conseil royal avait été solennellement rassemblé, et, pour la première fois depuis longtemps, on s'y était sérieusement occupé de l'état des choses. Le roi montra en cette circonstance ce qu'on eût pu attendre de sa tête s'il ne l'avait toujours abandonnée à de folles pensées, comme naguère à Jarnac et à Moncontour il avait fait voir ce que pouvait faire espérer la vigueur de son bras. Il fut donc décidé qu'une campagne dans toutes les règles devenait inévitable contre le roi de Navarre. Les forces en disponibilité devaient être incontinent dirigées sur le Midi; Henri commanderait lui-même; et, comme s'il eût craint de disgracier un favori, l'imprudent s'adjoignit le duc de Joyeuse. Il était déjà trop tard de songer à se mesurer avec des antagonistes robustes et aguerris, quand on n'avait à leur opposer que des soldats sans expé-

rience, des capitaines énervés dans les fêtes de la cour. Au reste, c'était encore le meilleur parti à prendre, et l'armée royale s'avança à la rencontre des ennemis. Ce fut en Périgord, près Coutras, que la rencontre eut lieu. Cette journée popularisa, même parmi les vaincus, la gloire chevaleresque de Henri. La cavalerie calviniste eut bon marché des troupes mal disciplinées de Joyeuse, qui, désespéré de son mauvais succès, se jeta à corps perdu au milieu des escadrons de fer, où il trouva la mort [20 octobre 1587].

A cette nouvelle, toute la France s'émut, la Ligue fut atterée; Guise seul demeura impassible, s'occupant de harceler sans cesse les Allemands qui traversaient le royaume. Il les battit en deux endroits, à Vimori en Gatinais, et à Auneau en Beauce. A ce moment, un coup décisif pouvait faire justice de tous les ennemis de la royauté : il fallait se jeter entre les bras des calvinistes, donner le commandement de toutes les forces alors sur pied au vainqueur de Coutras, et c'en était fait à jamais de la Ligue. Henri III ne sut que tergiverser, goûter tour à tour les divers projets que lui soumettaient les flatteurs, tandis que Guise aidait à l'entière dissolution de l'armée allemande. Elle se fondit peu à peu dans des combats de détail, où les ligueurs eurent toujours l'avantage. En même temps force était au roi de Navarre de licencier momentanément son armée, quand il lui aurait fallu poursuivre sa marche le lendemain de Coutras. Le roi de France, grandissant à la hauteur d'une victoire les minces succès du duc de Guise contre les Allemands, revint parader dans une entrée triomphale à Paris, le casque en tête et l'épée à la ceinture. Le



peuple s'en moqua. Un livre était crié par les rues : Faits d'armes du duc d'Épernon et de......; on ouvrait, et, à chaque page, le mot *Rien*

était écrit en grosses lettres. Henri, qu'on plaisantait sous le nom de son mignon, consola celui-ci en lui adjugeant les dépouilles de Joyeuse : «En ce faisant, sans coup férir, il a perdu plus de gentilshommes qu'il n'avait fait à la bataille de Coutras, » ajoute Pasquier.

Pendant que le roi se livrait à ses plaisirs ordinaires, croyant avoir tout pacifié, parce que ses ennemis reprenaient haleine et ne marchaient pas contre lui, un grand événement se préparait au sein du royaume, qui devait expulser pour toujours le faible Valois de sa capitale. La Ligue, qu'un seul acte de vigueur et d'autorité pouvait écraser sans retour, augmentait sa puissance de toute l'incapacité du gouvernement. Toutes ces tentatives décelaient clairement désormais les plans subversifs dès longtemps tracés par des chefs habiles : un dernier manifeste, émané d'un conseil général assemblé à Nanci, acheva de montrer qu'il n'était plus de conciliation possible.

A l'issue de la dernière guerre, après l'anéantissement des troupes allemandes, tous les principaux ligueurs étaient accourus en Lorraine, à Nanci, dans le domaine des Guises; il était plus sûr et plus commode au chef de recevoir chez lui ses subalternes; et dans les premiers mois de 1588, un Mémoire des plus audacieux et des plus insolents qu'on eût rédigés jusqu'alors, fut lancé contre la couronne. En onze articles on sommait le roi, tout en le suppliant, de s'avouer officiellement défenseur de la Sainte-Union, d'éloigner de l'administration tous ceux dont la liste lui serait remise, de publier le concile de Trente, d'établir *au moins dans chaque capitale* un tribunal de l'inquisition, d'octroyer aux chefs des ligueurs nombre de villes fortes avec garnisons à ses frais, de payer toutes les dettes contractées par l'union, et enfin d'organiser une guerre à outrance contre les hérétiques et leurs fauteurs.

Cependant on n'ignorait pas à la cour la requête qu'on se hâtait de formuler à Nanci; le roi, entrevoyant pour la première fois les projets du duc de Guise, demandait conseil à tout venant, et ne savait auquel se tenir. Autour de lui-même plus d'un courtisan inclinait secrètement pour le *beau duc*. Ces nobles dames voyaient en lui le modèle de *toute beauté*, et la maréchale de Retz disait : « Ils ont si bonne mine, ces princes Lorrains, qu'auprès d'eux les autres princes paraissent peuple. » Ce qu'exprimait la maréchale a été commenté par Balzac avec bonheur et vérité : « La France était folle de cet homme-là (Guise), car c'est trop peu dire amoureuse. » Et en effet, c'était le seul homme qui pût commander alors les catholiques contre le roi de Navarre;

brave, prudent, sachant tenir tête à la mauvaise fortune, se faisant valoir sans forfanterie, franc avec discrétion, et pour comble, ayant l'art de couvrir du prétexte religieux l'intérêt qui le faisait agir. Quel antagoniste pour Henri III, qui, sans aucun souci des besoins pécuniaires de l'état, jetait à profusion les sommes du trésor pour les obsèques de son duc de Joyeuse! Il s'inquiétait d'un mignon, et ne donnait pas une larme au malheureux Henri de Condé, qui périssait victime du poison, sans qu'on pût connaître son meurtrier; il s'inquiétait de vaines funérailles, et fermait les yeux sur les dangers qui le menaçaient d'heure en heure, sur les menées actives qui organisaient au foyer même du gouvernement la plus fatale insurrection. Un mot sur l'aspect de la capitale.

Seize quartiers partageaient alors Paris; depuis longtemps déjà, depuis l'origine de la Ligue surtout, l'administration municipale tendait à s'isoler de tout contact avec le conseil du roi. Chaque quartier avait un chef auquel obéissaient d'autres capitaines. Grâce au bon aide de la maison de Lorraine, les bourgeois étaient en état de former plusieurs légions bien armées. Dans les derniers troubles, les Parisiens avaient, par un ordre émané du conseil secret, scellé dans les murailles, au coin de chaque rue, de fortes chaînes qu'on tendait à la moindre démonstration hostile de la part du gouvernement. Le peuple avait sa bannière, ses mots de ralliement, et au premier son du tambour, tout bourgeois était tenu de se rendre sous les armes en un lieu assigné. Ajoutons qu'à certains jours, les bourgeois allaient en foule écouter de forcenés démagogues, les Seize particulièrement, qui accusaient hautement le roi de favoriser l'hérésie, crime qui devait encourir la déchéance, disant que le duc de Guise se présentait comme autrefois Judas Machabée, etc. Henri III regardait tranquillement et laissait faire.

Encouragés par l'impunité, les ligueurs tentent par deux fois de s'emparer du roi, et manquent deux fois leur coup. Alors enfin Henri ouvre les yeux, et fait approcher quatre mille Suisses. En plein jour, devant tout le peuple en émoi, des amas d'armes sont apportés au Louvre. Décidément le jour de la vengeance était arrivé; les Seize ne savaient plus que faire. Courriers sur courriers sont expédiés au duc de Guise pour l'appeler au secours de Paris. Au lieu de frapper incontinent sur les ennemis qu'il a sous la main, Henri envoie un de ses ministres au-devant de Guise pour lui défendre de passer outre. Celui-ci, par une politique habile, prend le ministre comme s'il était intermé-

diaire entre lui et le roi, le charge de porter ses raisons au conseil royal, et continue sa route sur Paris. Certain du danger qui le menace si le duc entre dans la ville, Henri rédige une seconde défense; mais, par malheur, les obsèques du mignon avaient tellement épuisé le trésor, que l'on fut obligé de mettre la lettre royale à la poste municipale, faute de quelques écus pour payer le courrier. Elle arriva trop tard, ou Guise feignit de ne l'avoir pas reçue, et le 9 mai, à midi, il faisait son entrée, lui septième, par la porte Saint-Antoine. « Comme une pelote de neige s'augmente en roulant, et devient bientôt aussi grosse que la montagne d'où elle s'est détachée; de même, au premier bruit de son arrivée, les Parisiens quittèrent leurs maisons pour le suivre, et en un moment la foule s'accrut de manière qu'avant que d'être au milieu de la ville, il avait déjà plus de trente mille personnes autour de lui. » (DAVILA). On criait Vive Guise! comme jamais on n'avait crié



Henri de Guise (le Balafré).

Vive le roi! On jetait des rameaux sur son passage; c'était une véritable marche triomphale. Il ne s'arrêta que chez la reine mère, qui pâlit à sa vue et ne lui adressa que quelques paroles, puis le mena chez le

roi. En approchant, l'appareil militaire déployé aux abords du Louvre, l'air morne avec lequel on répondit à ses saluts, le frappèrent d'une soudaine terreur. Il avait raison, car on discutait sa vie ou sa mort dans le cabinet du roi. Guise entra au milieu du conseil avec intrépidité. « Je vous ai fait avertir de ne point venir, lui dit sévèrement le roi. — Je voulais me justifier, » reprit Guise; et sur-le-champ il essaya de le faire. Le roi retomba dans son indécision sous la puissante parole du Lorrain, qui se hâta de rendre ses devoirs et de sortir. Le peuple, qui cernait le Louvre de toutes parts, avait effrayé le timide prince; ce ne fut que partie remise. Mais le lendemain, le duc de Guise se présenta au Louvre entouré d'un nombreux cortége, non cette fois pour se justifier, mais pour faire la loi à la royauté elle-même. Toute la nuit s'était passée de part et d'autre à prendre des mesures et à combiner ses moyens d'attaque et de défense. L'hôtel de Guise était le quartier-général des ligueurs; des sentinelles s'échelonnaient dans toutes les directions. Au Louvre, même activité; et de plus, un renfort de Suisses arrivait à la hâte se ranger autour du roi et de la noblesse restée fidèle. Guise et les Seize sont un instant consternés de la force et de la puissance que Henri peut encore exercer contre eux. Des émissaires habiles sont alors lancés dans tous les quartiers populeux, pour y semer la fausse nouvelle que dans quelques heures un ordre de la cour sera rendu contre les principaux chefs et prédicateurs de la Ligue, qu'enfin le roi veut tirer une vengeance sanglante des fidèles catholiques. Le peuple de la Grève, des Halles, de l'Université, de la place Maubert, se soulève simultanément, et arrive sur les ponts pour assister à l'entrée des Suisses marchant la pique haute et tambour battant. Il ne fallait qu'un mot pour mettre en feu toute la capitale. Ce mot imprudent, ce fut un *rodomont de cour*, comme l'appelle Pasquier, qui le prononça, à la vue des forces rassemblées autour du Louvre : « Il n'y avoit femme de bien, disait-il, qui ne passât par la discrétion d'un Suisse. »

En un instant la multitude, tout à l'heure morne témoin du passage des bataillons étrangers, commence à se remuer. Artisans, bouchers, mariniers, courent aux armes, dépavent les rues, tendent les chaînes, et garnissent les fenêtres de pierres; le tambour retentit de toutes parts mêlé au son du tocsin, et bientôt la dernière barricade s'élève devant le Louvre. Henri envoie exprès sur exprès au duc de Guise, qui ordonne froidement l'émeute, et fait réponse au roi : « *Ce sont taureaux échappés, je ne puis les retenir.* » Un cri général s'élève enfin à

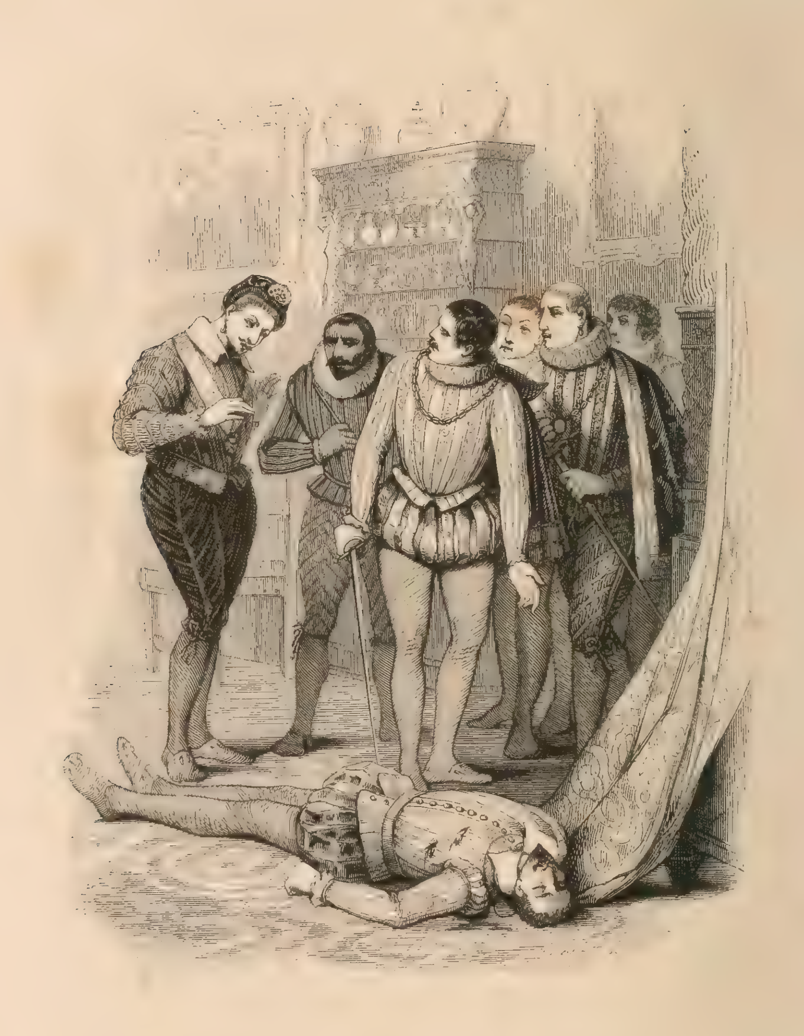
la détonation du premier coup d'arquebusade ; les Suisses sont impitoyablement massacrés : *Bons catholiques!* s'écriaient-ils en montrant



leurs chapelets. Rien n'était écouté. Au déclin du jour, Guise se rend aux prières de la cour, et se dirige vers le Louvre une baguette à la main. Ce fut une nouvelle marche triomphale : à chaque carrefour, il passe la revue des bourgeois qui ont défendu bravement la barricade; les chaînes de fer s'abaissent devant lui seul, et se relèvent à l'instant. Selon Davila, le ligueur se démasqua tout à fait devant la cour effrayée de sa victoire. Il demandait sur-le-champ la lieutenance générale avec une autorité sans bornes sur l'armée, la convocation des seconds États-Généraux, dix places de sûreté, un édit de déchéance contre les Bourbons, et d'autres faveurs pour ses adhérents. On se récria, et Catherine de Médicis prit à partie le duc de Guise. Les conférences furent reprises quelques heures après chez le duc même, à l'hôtel de la rue Saint-Antoine. La reine mère parvint à amuser par de vaines discussions son adversaire, pendant que Henri III et toute sa cour, sacrifiant à la peur, sortaient furtivement de Paris. Une partie du

projet échouait ainsi dans la conspiration des ligueurs; mais leur chef, maître de la place, sut au moins assurer sa conquête. Il réorganise un gouvernement, et va pour se concerter avec Achille de Harlay sur la part que le Parlement devra prendre aux affaires. On connaît les paroles du premier président : « C'est grande pitié, dit-il au duc qui l'abordait, quand le valet chasse le maître. Au reste, mon âme est à Dieu, mon cœur au roi, et mon corps entre les mains des méchants. » Puis, répondant aux propositions du héros des barricades : « Quand la majesté du prince est violée, s'écria-t-il, le magistrat n'a plus d'autorité. »

Néanmoins l'émeute avait cessé ; les barricades avaient disparu, et la cité avait accepté sans murmures le nouveau régime municipal de la Ligue. Médicis en même temps avait continué ses conférences avec le duc de Guise, qui recevait à tout moment de fâcheuses nouvelles des provinces. Les Seize et leurs capitaines étaient eux-mêmes effrayés de leur victoire. Le duc résolut de pallier aux yeux des vrais et sages catholiques sa méchante action, par une feinte amende honorable. En conséquence, tout en conservant ses prétentions à faire valoir plus tard, il députa cette fameuse procession des pénitents, au milieu de laquelle Henri lui-même avait figuré. Elle n'eut aucun effet auprès du prince outragé. Des membres du Parlement vinrent au nom du corps entier offrir leur soumission; mais c'était avec le chef de la Ligue qu'il importait surtout de conférer, car lui seul pouvait calmer la tempête. On le pria, on alla au-devant de ses prétentions. Guise ne craignit pas de les formuler aussi fièrement que la veille des barricades. Henri III courbait humblement la tête. L'édit d'union fut proclamé en juillet 1588. C'était à peu de chose près une répétition des précédentes promesses faites aux ligueurs; on y avait ajouté que jamais prince hérétique et relaps, comme Henri de Navarre, ne pourrait arriver au trône. Sur-le-champ le duc de Guise prend le commandement de l'armée avec le titre de généralissime; tous les protégés de la cour sont éconduits, les favoris du roi expulsés d'auprès de sa personne; on tend à une réforme complète que devra consacrer le vote des États de Blois. Tous les efforts du duc de Guise se concentrent dans les préparatifs de la grande assemblée; partout ses agents intriguent pour faire élire les créatures dévouées de la Ligue. Au pis-aller, si les meneurs ne peuvent influencer efficacement les élections, les nobles de Normandie, de Picardie, de Bourgogne, et la bourgeoisie parisienne, seront prêts à se commettre avec les *hommes* de la royauté.



Assassinat du duc de Guise

Trois mois après l'édit de réunion, le 16 octobre, la session s'ouvrit dans la grande salle du château de Blois ; cent trente-quatre membres du clergé, cent quatre-vingts nobles et cent quatre-vingt-un députés du tiers-état composaient l'assemblée. Le roi, charmé de l'occasion, y déploya un appareil somptueux où d'ailleurs il représentait merveilleusement. Les États de Blois en eux-mêmes ne sont autrement célèbres que par la catastrophe qui en fit la clôture; car, du reste, les délibérations ne roulèrent que sur la teneur de l'*Édit de Réunion.* Pendant tous les débats, Guise avait fait montre d'une vaine ostentation et d'une autorité sans bornes; fier de son ascendant, il s'ingérait de tout régenter dans le gouvernement comme dans la vie intérieure du roi. Peut-être cette despotique intervention dans les secrets de la personne royale fut-elle plus décisive que toutes les atteintes de longue date à la royauté. Henri se réveilla de son apathie ; aussi bien lui revenait-il de tous côtés aux oreilles les propos audacieux des ligueurs, par lesquels il pouvait augurer de leurs projets ultérieurs. La duchesse de Montpensier portait toujours à sa ceinture des ciseaux d'or, *pour faire à Henri la couronne monacale.* Mais enfin le roi, vivement gourmandé par quelques seigneurs véritablement dévoués à sa cause, arrêta l'instant d'une vengeance décisive. Guise reçoit divers avis sinistres ; un billet placé sous sa serviette lui dévoile que Henri a juré sa mort : *Il n'oserait*, écrit-il au bas, et il le jette sous la table. Tout le monde connaît les détails de la catastrophe. En levant la portière du cabinet où le roi le faisait appeler, Guise fut terrassé par les quarante gentilshommes de la chambre, qui le mutilèrent en tous sens de leurs hallebardes. En même temps, ses frères, ses adhérents les plus marquants sont arrêtés; bon nombre sont tués en prison ; le reste fuit portant partout la consternation. Henri III allait-il donc redevenir roi?

Il le pouvait en continuant d'agir avec vigueur; son indécision habituelle perdit tout. Le premier moment fut un moment de stupeur pour la capitale; il eût fallu en profiter : on laissa la liberté aux ligueurs, et ils reprirent courage. Les Seize, leurs prédicateurs, soulèvent en un instant toute la population, concertent leurs plans à loisir, tandis que Henri perd le temps à faire une clôture fastueuse des États, et de magnifiques obsèques à sa mère. La vieille Catherine venait enfin de mourir, après avoir pris part à toutes les révolutions des trois règnes de ses fils, et sa disparition de la scène politique fut à peine remarquée à travers les graves événements qui occupaient bien autrement la France.

Paris voyait incessamment arriver dans ses murs tous les ligueurs échappés de Blois, et d'autres villes aussi dangereuses désormais pour eux. Le peuple les recevait avec des acclamations forcenées, et leur faisait jurer de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la sainte-union. On offrait sur tous les autels le sacrifice de la messe pour Guise, le cardinal et les autres victimes. De petites figures de cire, à l'image du roi, étaient exposées dans des niches au coin des carrefours, et tout passant allait y imprimer son coup d'épingle, dont le contre-coup devait frapper Henri III. Enfin, on voulut faire consacrer la révolte par l'austère Sorbonne elle-même et le Parlement : l'une prononça le fameux décret révolutionnaire qui déliait les sujets de Henri du serment de fidélité; l'autre refusa toute participation à la révolte, et suivit son premier président à la Bastille. Mayenne arrive alors avec la duchesse de Montpensier; on le nomme lieutenant-général par acclamation, et il expédie sur-le-champ un député à Sixte V, pour le supplier d'excommunier le roi de France. Une bulle monitoriale est bientôt lancée, et la révolution semble consommée [Février 1589].

Henri ne sortait pas de son incertitude; il écrivait bien aux villes chancelantes, il allait jusqu'à vouloir entrer en arrangement avec Mayenne; mais les premières se jetaient encore plus vite entre les bras des ligueurs ou même des calvinistes, et l'autre disait pour toute réponse *qu'il ne pardonnerait jamais à ce misérable* (DAVILA). On prononça le mot de réunion au roi de Navarre, et la majeure partie de la cour s'écria que c'était le seul moyen de tout réparer. Il y avait trois ans que Henri aurait dû avoir recours au Béarnais et à ses braves compagnies. Il n'était plus temps pour Henri III, c'était justement l'heure pour Henri IV. Le Béarnais n'avait pas interrompu le cours de ses conquêtes pendant les débats et les catastrophes de Blois. En vain quelques bataillons ligueurs, sous le comte de Nevers, avaient tenté de s'opposer à son passage : le courage des siens, et la désertion qui se mit dans les rangs de ses ennemis, lui ouvrirent l'entrée de plusieurs villes fortes. A la nouvelle des dispositions favorables de la cour à son égard, il prit l'avance, et proposa un accommodement cordial avec les catholiques royalistes. Après quelques tergiversations, Henri se décida enfin à s'aboucher avec le roi de Navarre. L'entrevue eut lieu au Plessis-les-Tours; catholiques et calvinistes se réconcilièrent franchement et se mirent en marche contre les ligueurs, qui avaient osé s'avancer jusqu'au pied des murailles de Tours. Les ligueurs furent repoussés, battus encore dans les plaines



Entrevue du Roi de Navarre et de Henri III.

de Senlis, et le roi put établir son quartier-général en face même de sa capitale rebelle, au château de Saint-Cloud.

Cependant Mayenne s'était vu contraint à se renfermer dans Paris. Ses affaires, comme on voit, ne pouvaient que tourner au pis à toute heure; mais la cité possédait encore cette multitude de fanatiques qui ne cessaient tout le long du jour de prêcher qu'il était *licite à qui voudrait de tuer un tyran, un idolâtre, un infâme comme le Valois.* Il était impossible que du milieu de cette tourbe en délire, et plus furieuse à la vue du danger qui la menaçait, il ne sortît pas un de ces Brutus de populace qui croient à une récompense et à une gloire éternelle pour prix de leur dévouement régicide; Jacques Clément fut cet homme, et ses *héroïques intentions* furent vivement encouragées par Mayenne, la duchesse de Montpensier et les Seize, qui les mirent à profit; aussi bien était-ce leur seul espoir de salut, tant les besoins d'une ville bloquée de toutes parts se faisaient déjà sentir. Le jeune jacobin court hors de Paris, se présente aux gardes avancées du camp royal, et se fait conduire devant Henri III, pour lui faire, disait-il, d'importantes révélations. Pendant que le roi lit ses prétendues lettres de créance, le meurtrier lui perce le bas-ventre d'un coup de poignard. Le malheureux prince trouve encore assez de force pour saisir l'arme de son assassin et lui en déchirer la figure, tandis que ses officiers achèvent de le massacrer [1589]. Henri III n'avait que trente-huit ans, et périssait pour n'avoir su vouloir que la dernière année de sa vie.

Avec Henri III s'éteignit la race des Valois; elle finissait, comme avaient fini les Capétiens directs, par la succession de trois frères morts sans enfants mâles. Le plus proche héritier du trône était Henri de Bourbon, roi de Navarre, parent du feu roi au vingt-deuxième degré; mais son titre de huguenot était, aux yeux de bien des gens, un motif d'exclusion, et tous les catholiques, qui auraient regardé comme un crime de se liguer contre Henri III, leur roi légitime, n'hésitèrent pas à repousser Henri IV, au moins jusqu'à ce qu'il fût rentré dans le sein de l'Église. Une arrière-pensée dominait la plupart d'entre eux; ils songeaient à faire acheter leur adhésion, et peut-être à démembrer le royaume en se créant des souverainetés particulières dans quelques villes ou dans quelques provinces. Le maréchal d'Aumont, Givry et Humières furent ceux qui prêtèrent serment au nouveau roi sans aucune condition. Les nobles, réunis chez le duc de Piney-Luxembourg, demandèrent que le roi se fît instruire avant six mois; qu'il ne permît

l'exercice que de la religion catholique, et qu'il ne donnât aux huguenots ni charges ni emplois. Henri IV consentit à tout, excepté à la proscription de la religion réformée, et s'engagea à rétablir l'exercice du catholicisme dans tout le royaume. Cependant plusieurs seigneurs s'éloignèrent. Lhôpital-Vitri se jeta dans Paris et se fit ligueur; d'Épernon se retira dans son gouvernement. Une grande exaspération régnait dans la partie catholique de l'armée royale. « Comme gens forcenés, en présence du roi lui-même, ils enfonçoient leurs chapeaux, les jetoient par terre, crioient, hurloient, fermoient les poings, complotoient, se touchant dans la main, formant des vœux et promesses dont on oyoit pour conclusion : Plutôt mourir que d'avoir un roi huguenot! » Henri restait calme au milieu de ces démonstrations inquiétantes. Il dit publiquement « qu'il permettait à tous les mécontents de se retirer; qu'il aimait mieux cent Français bien intentionnés, que deux cents dont l'attachement lui serait suspect. » D'ailleurs il avait pour lui le point d'honneur, qui en retint un grand nombre sous ses drapeaux. « Sire, disait Givry, vous êtes le roi des braves, et ne serez abandonné que des poltrons. »

A Paris, la nouvelle de l'assassinat de Henri III avait été reçue avec une joie odieuse. On alluma des feux de joie. La duchesse de Mont-



pensier monta sur-le-champ en carrosse avec sa mère, et se promena dans les rues en criant au peuple : *Bonnes nouvelles!* Les chaires retentissaient des éloges du *martyr saint Jacques Clément*. On courait en foule pour voir sa mère, pauvre paysanne, que la duchesse de Mont-

pensier avait appelée à Paris; et les Seize, dans leurs harangues, lui appliquaient ces paroles de l'Écriture : « Heureux le ventre qui t'a porté, et bénies soient les mamelles qui t'ont allaité! » Cependant les Parisiens demandaient un roi. Mayenne, n'osant prendre la couronne pour lui, parce qu'il savait le peuple et le roi d'Espagne contraires à ses désirs, fit proclamer, sous le nom de Charles X, le vieux cardinal de Bourbon, *vray roy de théâtre et en peinture*, comme dit l'Estoile, et alors prisonnier de Henri IV. Il se contenta pour lui-même du titre de lieutenant-général du royaume, sous lequel il possédait en réalité tout le pouvoir. Puis il invita, par des proclamations, le Parlement, les provinces et la noblesse à délivrer leur roi et à défendre la religion. En même temps il entretenait des intelligences avec l'armée royale, et cherchait à débaucher les soldats et les officiers. Pour soustraire son armée à ces séductions, Henri IV s'empressa de lever le siége, et se rendit en Normandie avec trois mille hommes de pied, deux régiments suisses et douze cents chevaux, tandis qu'une partie de ses troupes passait en Picardie et en Champagne. Le roi reçut la soumission de Pont-de-l'Arche et de Dieppe, et s'approcha de Rouen. Mayenne vint dégager cette ville avec toutes ses forces, poursuivit Henri qui se retirait sur Dieppe, et le serra de si près, qu'il écrivit aux ligueurs que le Béarnais ne pourrait échapper qu'en se rendant ou en sautant dans la mer. La bataille d'Arques fit justice de cette présomption [25 septembre 1589]. Henri n'avait que trois mille hommes à opposer aux trente mille soldats du chef de la Ligue; mais la fuite était peut-être encore plus dangereuse que le combat. Il attendit les ennemis dans les retranchements qu'il avait élevés sous les murs du château d'Arques. Au premier choc, les lansquenets de Mayenne franchirent les retranchements, et déjà ils avaient enlevé trois drapeaux, quand Henri IV accourut au milieu des Suisses : « Brave homme ! dit-il à leur colonel, donnez-moi une pique; je viens combattre et mourir avec vous. » Les lansquenets sont repoussés, et bientôt, le brouillard qui dérobait les ennemis au feu des batteries du château s'étant dissipé, Biron les foudroie et met leurs bataillons en déroute. Le soir de cette journée, Henri IV écrivit à Crillon ce fameux billet : « Pends-toi, brave Crillon! nous avons combattu à Arques, et tu n'y étais pas. Adieu, brave Crillon! je vous aime à tors et à travers. » Mayenne, vaincu, se retira en Picardie. Les Parisiens se flattaient de voir le Béarnais lié et garrotté; des courriers apostés par la du-

chesse de Montpensier annonçaient son arrivée prochaine, et des fenêtres avaient été louées dans la rue Saint-Denis pour contempler ce spectacle. Ce ne fut pas sans étonnement qu'on vit l'armée royale, accrue par un renfort de cinq mille Anglais, emporter les faubourgs de la rive gauche [1er novembre]. Henri IV défendit le pillage, et laissa ses soldats assister à l'office divin avec les bourgeois.

L'arrivée de Mayenne et de Nemours força le roi à la retraite. Il s'en alla en Touraine, où il établit, à Tours, un second Parlement de Paris, présidé par Achille de Harlay. Les conseillers restés à la grand'chambre s'embarrassèrent peu de cette création rivale, et continuèrent à lancer des arrêts que Henri IV faisait casser par les siens. Le pape voulut tenter, dans cette fluctuation de tous les pouvoirs, un essai d'intervention auquel semblait l'inviter la nature même des questions qui s'agitaient. Mais le cardinal Henri Gaëtan, qu'il envoya comme légat en France, afficha trop vite sa partialité. Au lieu de fixer son séjour dans quelque ville neutre, il se dirigea droit sur Paris, le chef-lieu de la Ligue, et Henri, le traitant en ennemi, détacha contre lui des partis qui dispersèrent en route son escorte, de manière que ce prétendu pacificateur, ce fier médiateur des partis, vint frapper aux portes de Paris dans l'appareil ridicule d'un fugitif. Les Parisiens ne lui en firent pas moins fête. On avait orné pour lui l'archevêché avec les meubles de la couronne, et la milice bourgeoise, qui l'attendait sous les armes, le reçut au bruit joyeux des salves d'arquebuserie. «Il avoit grand'peur que quelques malintentionnés ne chargeassent à plomb ou ne tirassent maladroitement : c'est pourquoi il leur faisoit signe de cesser; mais eux, croyant que ce fussent bénédictions, déchargeoient de plus belle.» (*Journal de Henri IV.*)

Les hostilités sérieuses se poursuivaient à travers cette petite guerre d'arrêts et d'ambassadeurs. Dans les premiers jours de mai [1590], Henri IV reparut dans les environs de la capitale; mais il était encore trop faible pour la menacer d'un siége. Après avoir inutilement essayé d'attirer les Parisiens à une bataille, il se retira par Monthléry, soumit Étampes, Vendôme, le Mans, Alençon, et poussa jusqu'en Normandie. Il s'empara, dans cette province, de Domfront, de Falaise, de Lisieux, de Bayeux et de Honfleur, remonta la Seine jusqu'à Meulan, qu'il prit, et alla ensuite mettre le siége devant la ville de Dreux.

A la nouvelle de ces succès et du siége de Dreux, Mayenne assembla ses troupes et se mit en campagne; il fut rejoint par un corps de trois

mille cavaliers que le duc de Parme lui envoya des Pays-Bas, sous les ordres du comte d'Egmont. Ce n'était pas qu'il fût disposé à livrer bataille; il craignait au contraire d'exposer sa fortune aux hasards d'un combat; mais les reproches des Parisiens, les instances du légat et les intrigues de la faction espagnole l'avaient obligé à sortir de la capitale. Cependant, enhardi par la fausse nouvelle que Henri IV se retirait du côté de Verneuil, et par les bravades du comte d'Egmont, qui se vantait de pouvoir battre l'armée royale avec ses trois mille hommes, il passa l'Eure sur le pont d'Ivry. Il trouva le roi qui venait droit à lui; dès lors la bataille fut inévitable [14 mars 1590].

Avant l'action, Henri, les yeux levés vers le ciel, invoqua le Seigneur; puis, s'adressant à ses compagnons : « Mes amis! leur dit-il, si vous



courez aujourd'hui ma fortune, je cours aussi la vôtre; je veux vaincre ou mourir avec vous. Gardez bien vos rangs; si la chaleur du combat vous les fait quitter, ralliez-vous à ces trois arbres que vous voyez là-bas; si vous perdez vos enseignes, cornettes et guidons, ne perdez pas de vue mon panache blanc; vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur et de la victoire. »

Henri eut la principale gloire de cette journée; il mit en déroute le corps du comte d'Egmont, qui fut tué avec plus de mille des siens. Mayenne, après avoir vainement essayé de rallier ses troupes, repassa le pont d'Ivry, le fit rompre derrière lui pour arrêter les vainqueurs, et rentra précipitamment dans Paris. Le roi s'honora par sa clémence après la victoire. Il reçut à composition les bataillons suisses, leur rendit leurs enseignes et les renvoya dans leur pays. Dans la mêlée, il criait : « Sauvez les Français, et main-basse sur l'étranger! » Il arracha lui-même un grand nombre de prisonniers aux mains des soldats qui voulaient les massacrer.

Henri IV ne marcha pas immédiatement sur Paris, dont il aurait pu s'emparer dans le premier moment de terreur. Les conseils intéressés de Biron, ainsi que ceux des ministres et des capitaines huguenots, le retinrent quelque temps dans un repos maladroit, en sorte que la duchesse de Montpensier, qui n'avait pu dissimuler la défaite de Mayenne, détruisit en partie le fâcheux effet qu'elle pouvait avoir sur l'esprit des Parisiens, en répandant le faux bruit de la mort du Béarnais, et en prenant toutes les mesures de défense nécessaires. Ce ne fut qu'après avoir soumis Lagny, Provins, Montereau et Meulan, que le roi vint bloquer Paris. Mayenne était alors à Condé en Flandre, auprès du duc de Parme, dont il sollicitait des secours, et il avait laissé dans la capitale le duc de Nemours avec huit mille hommes de garnison. Mais son embarras était grand : il craignait également de laisser prendre Paris au roi, et d'y introduire des troupes espagnoles dont les Seize se serviraient pour le renverser et pour établir le gouvernement républicain sous la protection de l'Espagne.

Sur ces entrefaites, le vieux cardinal de Bourbon mourut dans sa prison, à Fontenay en Poitou [9 mai 1590]. Les agents de l'Espagne et les Seize demandèrent qu'on élût un roi, et arrachèrent à Mayenne la promesse de convoquer les États-Généraux. Les Seize ne s'en tinrent pas là. Secondés par le cardinal Gaëtan, légat du pape, ils obtinrent de la faculté de théologie un décret solennel qui déclarait Henri de Bourbon « hérétique, fauteur d'hérétiques et incapable de régner, » et ils firent ratifier ce décret par le Parlement. On le publia dans les chaires; les confesseurs en firent un article de foi pour leurs pénitents. Mais la Ligue avait moins de prise sur ce roi victorieux que sur le faible et méprisable Henri III.

Les restes du parti *politique*, condamnés à l'inaction par la tournure

trop décisive qu'avaient prise les affaires, protestaient néanmoins, par une opposition sourde, toute de mots railleurs et de causerie chagrine, contre ces emportements fanatiques; et la pente irrésistible du bon sens devait entraîner bientôt de ce côté tout ce qu'il y avait d'âmes honnêtes et d'esprits droits. L'influence espagnole, qui se faisait sentir chaque jour davantage, répugnait au sentiment national, et la faction des Seize compromettait sa puissance morale par les scènes ridicules qui devaient donner si beau jeu plus tard à la satire Ménippée. « Pour réchauffer le dévouement, les zélés imaginèrent une procession militaire qui se fit le 3 juin 1590. Elle était composée d'écoliers, de prêtres, de religieux de tous les ordres, excepté les chanoines réguliers de Sainte-Geneviève et de Saint-Victor, les Bénédictins et les Célestins. A la tête marchait Guillaume Rose, évêque de Senlis, et le prieur des Chartreux, tenant d'une main le crucifix et de l'autre une hallebarde. Ils étaient suivis de religieux qui marchaient sur deux lignes, revêtus des habits de leur ordre, et armés par-dessus, les uns de toutes pièces, les autres d'une cuirasse, ou d'un simple casque, selon ce qu'ils avaient trouvé à emprunter. Leurs armes offensives consistaient en épées, en piques, en sabres, et surtout en arquebuses, qu'ils maniaient avec la dextérité propre à leur état. On chantait, pendant la marche, des hymnes et des psaumes entremêlés de fréquentes décharges. Le légat crut devoir autoriser cette cérémonie par sa présence. Un de ses domestiques fut tué, presque à côté de lui, dans la salve que firent ces nouveaux arquebusiers. Cet accident causa de la rumeur; mais elle s'apaisa bientôt, parce qu'on répandit dans le peuple que cet homme ayant été tué dans une cérémonie si sainte, son âme s'était envolée au ciel, *et qu'il falloit le croire, parce que monseigneur le légat, qui savoit bien ce qui en étoit, l'assuroit ainsi.* Cette procession passa par les rues les plus fréquentées de Paris, et réjouit autant la populace qu'elle affligea les gens de bien. » (ANQUETIL, *Esprit de la Ligue.*)

Cependant Nemours, qui commandait dans Paris, n'épargnait rien pour prolonger sa résistance; mais il n'avait que pour cinq semaines de vivres. La famine fut si grande que le peuple mangea jusqu'aux herbes qui croissaient dans les fossés, et jusqu'aux animaux les plus immondes. On finit par faire une sorte de farine avec les os des bêtes qu'on tuait, et le légat proposa, pour dernière ressource, de broyer les ossements humains qui encombraient les vieux cimetières. Trente mille personnes moururent de faim; une mère mangea son enfant.

Henri IV, ému de pitié, fit recueillir et nourrir les bouches inutiles que les assiégés avaient chassées de la ville. Les capitaines de son armée, imitant son exemple, envoyèrent des vivres et des rafraîchissements à leurs hôtes; les soldats en firent passer par-dessus les



murailles. « Faudra-t-il donc, disait Henri, que ce soit moi qui les nourrisse? Il ne faut pas que Paris soit un cimetière; je ne veux pas régner sur les morts. »

Les Parisiens comptaient toujours sur l'arrivée de Mayenne. Au bout de six semaines seulement, ce général s'avança jusqu'à Meaux; mais il n'osa pas encore attaquer l'armée royale. Il attendit que le duc de Parme l'eût rejoint à la tête de quinze mille hommes et d'un convoi de

quinze cents chariots remplis de vivres. Henri leva le blocus et s'avança jusqu'à Chelles pour combattre Alexandre Farnèse. Mais le duc de Parme refusa le combat, s'empara de Lagny, et, maître du cours de la Marne, fit descendre vers Paris une grande quantité de bateaux chargés de provisions. Les maladies et la disette se mirent alors dans le camp du roi. Resserré entre les Parisiens, qui faisaient de fréquentes sorties, et l'armée du duc de Parme, Henri se décida à la retraite. Farnèse, qui n'était venu que pour sauver Paris, ayant rempli sa mission, reprit le chemin des Pays-Bas.

La guerre continua cependant. Dans la nuit du 3 janvier 1591, les Parisiens firent une attaque infructueuse sur Saint-Denis, et y perdirent leur chef, le chevalier d'Aumale, guerrier plein de bravoure, mais qui ne savait pas tenir sur la place publique la même contenance que sur un champ de bataille, et qui s'était fait le flatteur de la populace et des Seize. On l'avait surnommé *le Lion rampant*. Le roi, de son côté, ne fut pas plus heureux dans sa tentative sur Paris (journée des farines). Il avait fait déguiser en paysans plusieurs de ses officiers qui menaient des charrettes, des chevaux et des ânes chargés de farines. Ils devaient, au milieu de la nuit, demander l'entrée de la ville et encombrer les portes jusqu'à l'arrivée des troupes qui se tenaient cachées dans les faubourgs. Mais le secret fut trahi. Les gardes des portes amusèrent jusqu'au lever du jour, par des lenteurs concertées, les faux vendeurs de farine, et ceux-ci voulant entrer de force à la fin, les bourgeois coururent aux armes. Henri, qui n'avait de troupes que pour un coup de main, battit en retraite avec les siens, et, pour se dédommager, il s'empara de Chartres. Le magistrat qui le harangua, quand on vint lui apporter les clefs, parlait de la fidélité et de l'obéissance « à laquelle nous sommes obligés, disait-il, par le droit divin et humain. — Ajoutez et par le droit canon, » s'écria en riant le Béarnais; et il poussa brusquement son cheval. La fortune se déclarait pour lui dans le royaume. Mais ses ennemis appelaient l'étranger à leur aide. Le président Jeannin avait été député à la cour du roi d'Espagne, qui redoublait d'intrigues et de promesses. Le duc de Savoie avait mis la main sur la Provence ; le Parlement d'Aix, par haine d'un roi huguenot, venait presque de lui accorder les droits de souveraineté sur cet important gouvernement, qui avait servi deux fois de boulevard à la France, du temps de Charles-Quint. Sixte-Quint était mort le 27 août 1590, et, chose bizarre, quand on pense à la réputation d'un homme qui a été mis en

parallèle avec les papes du moyen-âge, les ligueurs se réjouirent ouvertement de ce qui semblait une perte pour eux. Aubri, le curé de



Sixte-Quint.

Saint-André-des-Arts, dit en pleine chaire à ses paroissiens : « Dieu nous a délivrés d'un méchant pape et politique. S'il eût vécu plus longtemps, on eût été bien étonné de voir prêcher dans Paris contre le pape, et il l'eût fallu faire. » Urbain VII, choisi pour remplacer Sixte-Quint, n'avait régné que treize jours, et avait eu pour successeur Grégoire XIV, qui embrassait ouvertement les intérêts de la Ligue, levait une armée de douze mille hommes avec les trésors amassés par son prédécesseur, et l'envoyait en France, précédée d'une bulle d'excommunication contre les partisans du roi. Henri chercha aussi à s'assurer des secours étrangers. Le vicomte de Turenne lui amena d'Allemagne une armée, avec laquelle il prit Stenai et tint en échec le duc de Lorraine. Lesdiguières, qui commandait pour le roi dans le Dauphiné, réduisit Grenoble, et repoussa le duc de Savoie, qui voulait s'emparer de la Provence.

Une circonstance plus favorable pour la cause royale, fut la division qui se mit dans le camp des catholiques. Nemours, Mayenne, le duc de

Lorraine et les Espagnols ne s'entendaient plus et formaient autant de factions dans la Ligue. L'évasion du duc de Guise, prisonnier au château de Tours depuis la mort de son père, vint compliquer les affaires. Mayenne se montra très-jaloux de l'accueil qui lui fut fait à Paris par les ligueurs, et le jeune duc s'unit étroitement avec les Seize. Ceux-ci écrivirent au roi d'Espagne pour lui demander un roi; et comme ils se défiaient du Parlement, qui veillait sur leurs entreprises, ils résolurent de s'en défaire. « Messieurs, dit en pleine assemblée Pelissier, curé de Saint-Jacques–la-Boucherie, il ne faut pas espérer avoir jamais raison de la cour de Parlement en justice. Il faut jouer des couteaux. Je suis averti qu'il y a des traîtres dans la compagnie; il faut les chasser et jeter à la rivière. » Un ligueur qui était accusé de correspondance avec les royalistes ayant été absous, les Seize firent prendre les armes à ceux de leur faction, allèrent arrêter le président Brisson et les conseillers Larcher et Tardif, les conduisirent au Châtelet, et improvisèrent contre eux une sentence de mort, qui fut exécutée à l'instant même. Brisson, jeté par surprise en quelque sorte dans la prison du Petit-Châtelet, au moment où il passait, monté sur sa mule, pour se rendre au palais, n'eut que le temps de faire dire à l'avocat d'Alençon « qu'on ne brouillât point son livre qu'il avoit commencé, qui étoit une tant belle œuvre, » et il fut pendu, après s'être confessé à la hâte, à une échelle arcboutée contre une poutre. Larcher, qui fut amené en ce moment avec Tardif, s'écria, en apercevant le corps de Brisson, « que la vie lui étoit à charge, et qu'on le rejoignît bien vite à ce grand homme. » Les corps des trois magistrats furent portés ensuite à la Grève, et attachés, en chemise, chacun à une potence, avec des écriteaux diffamants. Enhardis par le succès de cet attentat, ils songeaient à faire périr Mayenne, lorsque celui-ci, qui était à Laon, revint à Paris avec quelques gens de guerre, et fit pendre, dans une salle basse du Louvre, quatre factieux. Leuchard, Anroux, Ameline, Simmonot, également condamnés à mort, prirent la fuite et se sauvèrent en Flandre; de ce nombre était Bussi Leclerc. Ainsi, à Bruxelles, où il reprit sa première profession, celle de maître d'armes, il donnait ses leçons avec un long chapelet sous le cilice, et parlait des Guises et du roi d'Espagne comme de gens qui n'avaient été que des instruments entre ses mains.

Pendant que Mayenne délivrait Henri IV de ses ennemis les plus implacables, ce prince déconcertait, par sa fermeté et son adresse, un tiers-parti qui s'était formé au sein même de son camp, et qui vou-

lait placer la couronne sur la tête du jeune cardinal de Bourbon, neveu du roi de la Ligue. Il alla ensuite assiéger Rouen [1592] avec les secours que lui avaient fournis l'Angleterre et les protestants d'Allemagne. Cette place, l'un des boulevards de la Ligue, était défendue par Villars-Brancas. Mayenne et Farnèse s'avancèrent pour la secourir. Henri IV marcha à la rencontre des Espagnols, les bloqua dans leur camp près de Caudebec, et leur coupa les vivres. Le duc de Parme ne put se tirer de la position difficile dans laquelle il se trouvait qu'en traversant le fleuve et se retirant sur Paris. Il prit sa route par les plaines de Neubourg, et arriva en quatre jours au pont de Charenton, *n'ayant su dormir de bon somme*, ainsi qu'il l'avoua depuis, qu'il ne fût dans la Brie. Il ramena ensuite ses troupes dans les Pays-Bas, opérant une savante et glorieuse retraite à travers la Champagne; mais il n'avait pu se guérir d'un coup de mousquet qu'il avait reçu au bras à Caudebec. Farnèse alla demander en vain sa guérison aux eaux de Spa; il revint, toujours malade, présider au nouvel armement qui se préparait en Artois contre la France, et mourut le 2 décembre, laissant, dit Lanoue, la mémoire *du plus dextre assailleur de villes* qu'on ait jamais connu. Quelques mois auparavant, le parti du roi avait perdu un guerrier non moins illustre dans la personne du maréchal de Biron, qui, en poussant une reconnaissance, eut la tête emportée par une volée de canon. Lanoue, dans ses *Discours militaires*, appelle Biron le plus grand capitaine de France; et Brantôme, renchérissant encore sur Lanoue, dans son éloge du maréchal, l'y présente comme le plus grand homme de guerre qu'eût alors la chrétienté. Toutefois, ce n'était qu'une perte douteuse pour Henri IV. Biron était pour lui un serviteur plus utile que dévoué, et l'usage qu'il faisait de ses talents militaires n'avait pas toujours été loyal. On raconte que pendant la retraite du prince de Parme, son fils, le baron de Biron, s'étant fait fort, un jour, de tailler en pièces l'avant-garde ennemie si l'on voulait lui confier six mille hommes, le maréchal le traita d'aventurier, et fit rejeter sa proposition. « Je savois bien, lui dit-il ensuite, que tu le pouvois faire; mais si tu l'avois fait, la guerre étoit finie, et toi et moi n'aurions plus rien à faire qu'à aller planter des choux à Biron. » Le baron ne se ressouvint que trop bien plus tard des préceptes de la politique paternelle; mais, sept ans avant sa mort, le maréchal avait donné son nom, sur les fonts de baptême, à un enfant qui devait venger la royauté de ces fidélités égoïs-

tes, toujours prêtes à tourner en trahison ; cet enfant, c'était Armand Duplessis, plus tard cardinal de Richelieu.

En attendant, Henri IV remontait comme il pouvait sur un trône si cruellement ébranlé. Débarrassé du duc de Parme, dont la présence l'importunait, Mayenne n'en fut pas plus maître de ses actions. Les instances du pape et du roi d'Espagne, et les remontrances des grandes villes de son parti, l'obligèrent enfin de convoquer à Paris un simulacre d'États-Généraux, pour que l'on procédât à l'élection d'un roi. L'assemblée se réunit dès le mois de janvier 1593; elle était composée en grande partie de créatures de Mayenne et du roi d'Espagne. Mais le parti espagnol était le plus redoutable, et le duc de Féria, ambassadeur de Philippe II, offrait aux ligueurs des secours d'hommes et d'argent s'ils se hâtaient de proclamer un roi. On n'ignorait pas que ce roi désiré par l'Espagne était le jeune duc de Guise, qui devait épouser l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, fille de Philippe II. Le temps pressait; il était urgent que Henri IV se décidât à abjurer, s'il voulait maintenir la couronne sur sa tête. « Les ligueurs espagnolisés, dit Péréfixe, et les huguenots rigides, appréhendaient également ce changement; quoique par des motifs divers; mais tous les politiques de l'une et l'autre religion engageaient Henri à ne plus différer.» Le roi annonça donc sa résolution de se faire instruire, et le Parlement, tout *captif et estropié* qu'il était, rendit un arrêt pour forcer le duc de Mayenne à maintenir les lois fondamentales de l'état, et empêcher *que la couronne ne fût, sous prétexte de religion, transférée aux étrangers.*

Cet arrêt fut un coup mortel pour la faction espagnole. La prise de Dreux, enlevé par l'armée royale, et la défection de Mayenne, qui traita avec Henri IV plutôt que de se voir réduit à obéir à son neveu le duc de Guise, achevèrent de la déconcerter. Henri IV n'hésita plus alors ; il se rendit à Saint-Denis avec plusieurs prélats et docteurs qui l'avaient instruit, y abjura le calvinisme [25 juillet], embrassa la foi catholique, et reçut l'absolution de l'archevêque de Bourges. Ce fut un événement très-populaire; toute la campagne, depuis Paris jusqu'à Pontoise, fut éclairée de feux de joie; une foule de Parisiens étaient accourus à Saint-Denis, malgré la Ligue et les Espagnols, pour assister à la cérémonie de l'abjuration; ils retournèrent chez eux pleins d'estime et d'affection pour le roi. Mayenne congédia alors les députés des états, qui allèrent porter leur mécontentement dans les provinces.

[1594]. Il ne restait plus à la Ligue qu'un petit nombre de places. Vitri rendit Meaux; le comte de Carces, Aix en Provence. Lyon se soumit à la suite d'un soulèvement qu'avait excité Mayenne contre le duc de Nemours; La Châtre livra Orléans et Bourges. Enfin, Paris ouvrit ses portes le 22 mars. Mayenne était en Picardie; le Parlement, le prévôt des marchands et les échevins disposèrent les esprits à recevoir le roi, et triomphèrent sans peine des vains efforts de quelques ligueurs forcenés. Brissac, investi du commandement de la ville par Mayenne, y introduisit Henri IV. Le roi, qui s'était fait récemment sacrer à Chartres [février 1594] avec l'ampoule de Saint-Martin de Tours, fit une entrée triomphale par cette même porte par laquelle

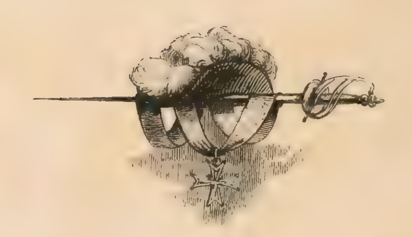


Henri III s'était enfui six ans auparavant; il alla droit à Notre-Dame, où il entendit la messe et fit chanter un *Te Deum*. Paris avait été repris sans qu'il en coûtât une goutte de sang, malgré la présence de quatre ou cinq mille Espagnols qui composaient la garnison, et de dix ou douze mille factieux. Le ridicule avait fait justice des étrangers, et rendu leurs fureurs impuissantes. C'était à la satire Ménippée qu'était dû en grande partie ce résultat. Tout le monde savait par cœur ce discours que Pierre Pithou, l'un des auteurs de ce livre célèbre, avait mis dans la bouche d'Aubray, un député du tiers-état : « Par Notre-

Dame, Messieurs, vous nous l'avez baillée belle! il n'étoit jà besoin que nos curés nous prêchassent qu'il falloit nous *débourber* et *débourbonner*. A ce que je vois par vos discours, les pauvres Parisiens en ont dans les bottes bien avant, et sera difficile de les débourber. Il sera désormais temps de nous apercevoir que le faux *catholicon* d'Espagne est une drogue qui prend les gens par le nez ; et n'est pas sans cause que les autres nations nous appellent *caillettes*, puisque, comme pauvres cailles coiffées, et trop crédules, les prédicateurs et sorbonnistes, par leurs *caillets* enchanteurs, nous ont fait donner dans les rangs des tyrans, et nous ont par après mis en cage, renfermés dedans nos murailles pour nous apprendre à chanter...; » et le reste sur ce ton à la fois plein de verve comique et de généreuse indignation. La satire Ménippée fut pour la Ligue ce que le livre de Cervantes avait été pour la chevalerie, avec cette différence toutefois, que dans *Don Quichotte* le ridicule s'exerce à l'aise sur une institution bien et dûment enterrée, au lieu que Passerat, Pithou et leurs courageux collaborateurs s'attaquaient hardiment à des passions chaudes encore, à des hommes habitués de longue main à toutes les violences, et qui répondaient à des plaisanteries par des menaces de mort. « Riez de nos sermons, disaient Aubri et Boucher quelques jours avant l'entrée de Henri IV dans la ville, vous ne rirez pas lorsque vous entendrez le son du tocsin qui sonna autrefois les matines de Paris. »

L'entrée de Henri IV à Paris termine l'époque des guerres de religion. La victoire restait au fond indécise. Pour consacrer son triomphe, Henri IV s'était vu forcé d'abjurer les doctrines de Calvin; mais, en dernier résultat, la Ligue avait été vaincue, et, malgré sa conversion tardive, le fils de Jeanne d'Albret n'en restait pas moins, aux yeux de tous, le chef du parti réformé. Aussi léger de convictions religieuses que son père Antoine de Bourbon, et réformé à la manière du *petit homme*, le prince de Condé, qui « se convertit et ne quitta ni ses goûts ni ses maîtresses, » Henri s'était écrié, disait-on, en se rendant à Saint-Denis, que « Paris valait bien une messe, » et l'on se défiait à Rome de cette conversion venue si à propos. Clément VIII avait refusé longtemps de sanctionner l'absolution donnée par les moines de Saint-Denis, et il fallut de longues négociations avant qu'il se décidât à recevoir La Clielle, qui lui apportait les lettres du nouveau converti. « Quand ce serait le diable qui demanderait à se convertir, lui disait l'auditeur Séraphin, Votre Sainteté ne pourrait le refuser. » Ce ne fut

que l'année suivante que Henri obtint enfin ses grandes lettres de naturalisation au sein de l'Église catholique, et la peur qu'il inspirait lui donna seule gain de cause. « Dans le sacré-collége, Clément VII, dit un jour Séraphin, a perdu l'Angleterre par sa vivacité; Clément VIII, par sa lenteur, perdra la France. » Encore faut-il ajouter que le *vieux levain de la Ligue* ne ratifia jamais cette concession forcée. *La caque sentait toujours le hareng*, comme on le dit un jour au Béarnais lui-même, dans une de ces excursions si populaires où le roi disparaissait devant le joyeux buveur et le *vert galant*. Ceux qui avaient célébré le martyr saint Jacques-Clément lui cherchaient partout un émule et un successeur. Déjà les rancunes du parti vaincu avaient armé contre l'hérétique, contre le *tyran*, le bras de Pierre Barrière, puis celui de Jean Châtel, un élève des Jésuites, dont le crime valut à ses maîtres leur expulsion hors du royaume. Il se présenta dix-huit martyrs, et le dix-huitième fut Ravaillac.





CHAPITRE VIII.

Histoire de la France sous les Bourbons

1594 à 1789.



UNE fois maître de Paris, Henri IV pouvait se dire vraiment roi de France. Toutefois, il lui restait encore bien des choses à faire avant de jouir en paix de son règne. Il fallait d'abord débarrasser le royaume des troupes étrangères appelées par les rebelles, réorganiser l'administration royale, et retirer pièce à pièce des mains des gens de guerre les villes et les provinces sur lesquelles chacun avait fait main-basse à sa guise. Le jour même de son entrée, Henri donna un sauf-conduit à l'armée espagnole. Elle sortit sur les trois heures avec une trentaine des plus obstinés ligueurs. Henri les regarda passer d'une fenêtre. Tous le saluaient fort bas. Il rendit gracieusement le salut aux officiers. « Recommandez-moi

bien à votre maître, leur dit-il, mais n'y revenez plus. » Le Parlement fut rétabli ; les conseillers royalistes qui avaient siégé à Tours rentrèrent dans la capitale, ayant à leur tête le vertueux Achille de Harlai. Ceux de Paris avaient expié leurs torts passés par leur conduite récente : ils conservèrent leurs siéges, et la compagnie cassa tous les arrêts rendus depuis 1588, révoqua les pouvoirs de Mayenne, et annula les actes des derniers États-Généraux. La générosité du roi lui avait gagné promptement les esprits à Paris. Le soir même du jour où Henri IV avait fait son entrée, il joua aux cartes avec la duchesse de Montpensier.



Les autres villes et leurs gouverneurs traitèrent séparément après la réduction de Paris. Villars-Brancas rendit Rouen, dont il garda le gouvernement; on lui donna en outre celui de Caux, la charge d'amiral, 1,200,000 livres d'argent et 60,000 livres de pension. La soumission de Montreuil, d'Abbeville, de Troyes, de Sens, de Riom, d'Agen et de Marmande valut à leurs gouverneurs tout ce qu'ils voulurent. Le marquis d'Elbeuf se fit maintenir dans son commandement du Poitou. Cambrai, Beauvais, Péronne, Amiens, suivirent l'exemple des autres cités. Enfin, le duc de Guise se détacha du parti de Mayenne, et remit les clefs de Reims, de Vitri et de Mézières. Le duc de Lorraine négocia aussi par l'entremise de Bassompierre.

Mayenne seul ne voulait pas renoncer à son titre de lieutenant-général de la couronne, et comptait toujours sur l'Espagne. Il s'était retiré dans son gouvernement de Bourgogne, et avait contenu Dijon dans l'obéissance en faisant périr le maire, qui penchait pour le roi. Henri IV résolut d'attaquer les Espagnols par une guerre ouverte [1595], pour en finir avec Mayenne et avec les conspirations qu'on ne cessait d'exciter contre lui. Le connétable de Castille venait d'arriver du Milanais à la tête d'une armée considérable, et s'était joint au duc de Mayenne, avec lequel il avait passé la Saône à Gray. Henri IV marcha à leur rencontre jusqu'à Fontaine-Française, n'ayant avec lui que quinze cents hommes. L'ennemi fut battu et mis en fuite. Mayenne, apprenant que les principales villes de la Bourgogne, Beaune, Autun, Auxonne, Mâcon, Auxerre, et Dijon même, s'étaient soumises, songeait à passer en Savoie et de là en Espagne. L'habile indulgence du roi lui épargna la honte de cet exil, qui laissait l'ancien chef de la Ligue toujours ennemi et menaçant. Henri IV le fit assurer de ses bonnes dispositions, et lui permit de se retirer à Châlons-sur-Saône jusqu'à ce qu'il eût fait son accommodement. L'absolution accordée par le pape Clément VIII au roi, sur les instances des envoyés français, d'Ossat et Duperron, détermina Mayenne à traiter. Il obtint, par l'entremise de Gabrielle d'Estrées, des conditions avantageuses. Il vint à Monceaux saluer le roi, qui le reçut avec bonté, et le traita avec autant d'abandon que si Mayenne eût toujours été attaché à son service. Aussi disait-il, au sortir de cette entrevue, que c'était alors que le roi avait achevé de le vaincre. Le nouveau duc de Nemours fit également sa paix par l'entremise de sa mère. Le cardinal de Joyeuse ménagea la réconciliation du duc son frère, qui s'était fait chef de la Ligue en Languedoc, et qui obtint, entre autres choses, le bâton de maréchal de France. Bois-Dauphin reçut la même récompense pour les villes de Sablé et de Château-Gontier en Anjou.

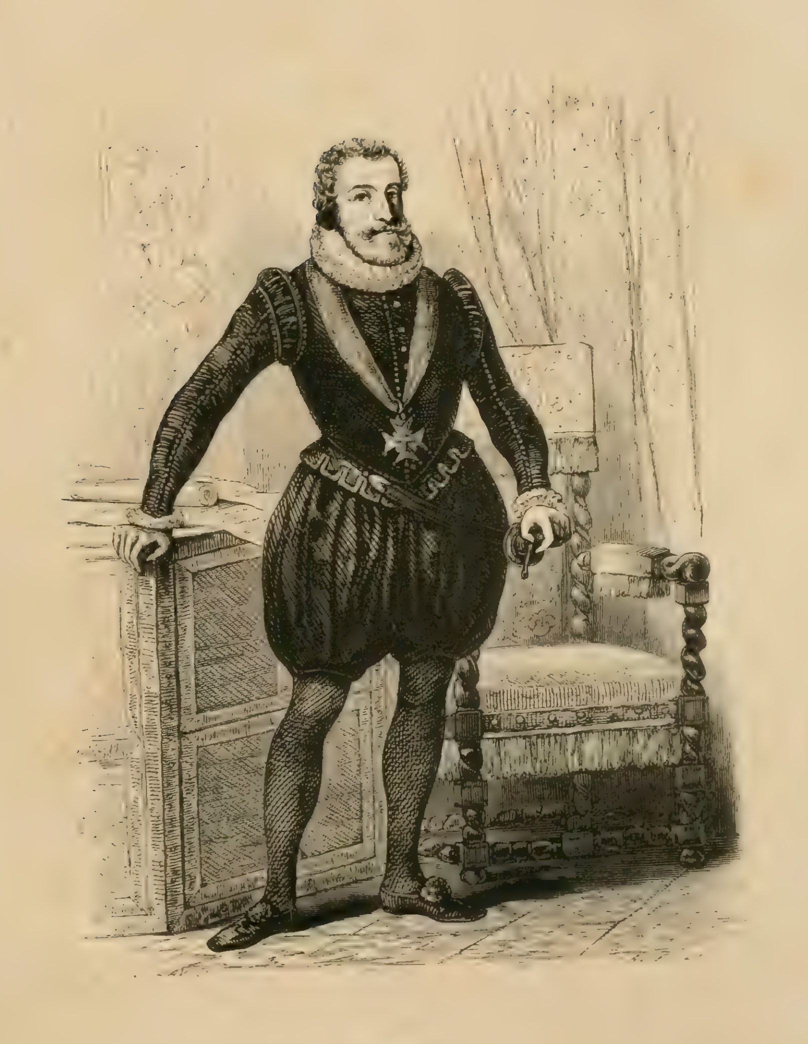
Mais l'étranger continuait la guerre, et l'archiduc Albert, à la tête d'une armée espagnole, s'emparait de Calais, de Guines et d'Ardres. Le roi, qui n'avait point d'argent, convoqua une assemblée de notables à Rouen [1596], pour aviser aux moyens de fermer les plaies du royaume. Son discours mérite d'être rapporté ici :

« Si je voulois acquérir le titre d'orateur, disait-il dans l'assemblée « des notables de Rouen, j'aurois appris quelque belle harangue, et « la prononcerois avec assez de gravité; mais, Messieurs, mon désir « tend à des titres bien plus glorieux, qui sont de m'appeler libérateur

« et restaurateur de cet État : pour à quoi parvenir je vous ai assem-
« blés. Vous sçavez à vos dépens, comme moi aux miens, que lorsque
« Dieu m'a appelé à cette couronne, j'ai trouvé la France, non-seule-
« ment quasi ruinée, mais presque perdue pour les François. Par grâce
« divine, par les prières, par les bons conseils de mes serviteurs qui ne
« font profession des armes; par l'épée de ma brave et généreuse no-
« blesse (de laquelle je ne distingue pas mes princes pour être notre
« plus beau titre, foy de gentilhomme); par mes peines et labeurs, je
« l'ai sauvée de perte. Sauvons-la à cette heure de ruine : participez,
« mes sujets, à cette seconde gloire avec moi, comme vous avez fait à la
« première. Je ne vous ai point appelez, comme fesoient mes prédéces-
« seurs, pour vous faire approuver mes volontez : je vous ai fait assem-
« bler pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les suivre; bref,
« pour me mettre en tutelle entre vos mains; envie qui ne prend guères
« aux roys, aux barbes grises et aux victorieux. Mais le violent amour
« que j'apporte à mes sujets, l'extrême désir que j'ai d'ajouter deux
« beaux titres à celui de roy, me fait trouver tout aisé et honora-
« ble. Mon chancelier vous fera entendre plus amplement ma vo-
« lonté. »

L'assemblée, émue par ces belles et touchantes paroles, décida qu'on reculerait d'une année le paiement des gages des officiers, et que, pendant deux ans, il serait prélevé un sou par livre sur toutes les marchandises à l'entrée des villes, excepté sur le blé. Ces ressources n'eussent pas suffi au roi, si les talents et la sage administration de son ami Sully ne lui eussent procuré d'autres moyens de poursuivre la guerre. Car le gouverneur espagnol de Dourlens, don Fernando Tello, venait de s'emparer d'Amiens par surprise. Le roi reçut cette nouvelle pendant la nuit. La situation était critique. Les huguenots, mécontents de l'abjuration du roi et des faveurs qu'il prodiguait aux catholiques, cabalaient, refusaient leurs services, et songeaient à reprendre leurs anciens plans de république. Paris était dans la consternation, et la Bretagne, insoumise, menaçait de se séparer de la France. Le duc de Mercœur, de la maison de Lorraine, seul et dernier débris de la Ligue, voulait se faire duc indépendant de ce pays.

Henri IV courut au plus pressé, et alla investir Amiens avant que les Espagnols eussent le temps de s'y affermir. Mayenne et les ligueurs le servirent avec fidélité. L'archiduc, après avoir vainement essayé de repousser les Français, se retira dans l'Artois et licencia ses troupes.



Henri IV.

Bientôt Amiens capitula et ouvrit ses portes au roi de France. Henri IV poursuivit l'archiduc jusqu'à Arras, et fit tirer contre la ville quelques coups de canon; mais, ne voyant paraître aucun ennemi, il retourna en France. Il résolut alors de châtier la rébellion de Mercœur; celui-ci obtint sa grâce par la protection de la duchesse de Beaufort (Gabrielle d'Estrées), et donna sa fille unique au fils de la duchesse et du roi, qui fut fait duc de Vendôme.

La paix fut enfin conclue entre l'Espagne et la France, et, après dix années de guerres civiles, le traité de Vervins, signé le 2 mai 1598, rendit le repos au royaume. Les Espagnols furent tenus de restituer toutes les places de Picardie et la ville de Blavet en Bretagne; on leur céda en retour la place de Cambrai. Le duc de Savoie fut compris dans ce traité, et l'affaire du marquisat de Saluces, qu'il avait envahi dès la fin du règne de Henri III, fut remise à l'arbitrage du pape.

La paix fut ratifiée par Henri IV, à Paris, dans l'église de Notre-Dame, en présence des ambassadeurs d'Espagne, et par l'archiduc Albert, à Bruxelles, en présence du maréchal de Biron, créé nouvellement duc et pair. Cette mission fut fatale au nouveau duc; les Espagnols surent exciter son orgueil et sa vanité, et lui persuadèrent que le roi lui devait plus qu'il ne saurait jamais lui donner. Tels furent les premiers pas de Biron dans le chemin de la rébellion.

Un mois avant la conclusion du traité de Vervins, le roi avait fermé l'abîme des discordes religieuses en publiant l'*Édit de Nantes* (avril 1598), par lequel il accordait aux calvinistes l'exercice plein et entier de leur culte, la faculté d'être admis à toutes les charges publiques, même à celles de judicature; des chambres mi-parties dans chaque Parlement, la permission de tenir des assemblées générales et de se taxer pour les besoins de leurs églises, enfin plusieurs places de sûreté. La Sorbonne et le Parlement manifestèrent une vive opposition contre cet édit; mais la fermeté du roi triompha de tous les mauvais vouloirs, et l'édit fut enregistré en 1599.

L'année 1598, si mémorable par la publication de l'édit de Nantes et la conclusion de la paix de Vervins, fut encore marquée par la mort du roi d'Espagne. Philippe II, ce redoutable champion du catholicisme, qui s'était flatté un moment de l'espoir de démembrer la France, et qui avait poursuivi pendant tout son règne l'établissement d'une monarchie universelle fondée sur le triomphe de l'unité catholique, descendit au tombeau le 13 septembre, chargé de l'exécration des peuples.

qui lui avaient donné le surnom odieux de *Démon du Midi*, et laissant l'Espagne appauvrie, ruinée, incapable de se maintenir désormais au rang auquel l'avait élevée Charles-Quint.

Henri IV profita de la paix pour s'occuper de plusieurs réformes. Il réprima les brigandages en introduisant les ports-d'armes; il diminua ses troupes, remit au peuple tous les arrérages des tailles, qui furent réparties d'une manière plus équitable. Il renvoya vivre dans leurs terres les nobles qui formaient sa cour et qui se ruinaient en folles dépenses, leur donnant lui-même l'exemple de la simplicité; car il allait ordinairement vêtu de drap gris, avec un pourpoint de satin ou de taffetas sans broderies, et se riait de ceux qui, vêtus magnifiquement, *portaient leurs moulins et leurs bois de haute futaie sur leur dos.*

Il s'occupa aussi de réformer les finances; il avait fait dresser un état de sa maison, un de la marine, de l'artillerie, des gages des officiers de justice et de finances, et des impôts de chaque province; il les avait sans cesse sous les yeux. Après la mort de François d'O [1594], Henri avait confié les finances à un conseil de huit magistrats, qui les avaient administrées avec négligence. Sully, appelé à ce conseil en 1596, fut bientôt créé seul surintendant. Homme d'ordre et exact, sans prodigalité ni faste, vigilant, laborieux, expéditif, Sully donnait tout son temps aux affaires, pénétrait la mauvaise foi des financiers et entravait leurs déprédations. Il commença par visiter quatre généralités, et fit en peu de temps rentrer dans les coffres de l'état quatre millions et demi. Il trouva sur-le-champ les fonds nécessaires pour équiper une grande armée et pour fournir aux frais du siége d'Amiens. Il ordonna aux sous-fermiers de ne plus rien payer aux fermiers-généraux, et d'envoyer directement l'argent au trésor. Par là, il doubla les revenus du roi. Ces réformes lui suscitèrent une foule d'ennemis; mais il triompha de toutes leurs attaques.

Les finances n'étaient pas la seule plaie du royaume. Henri IV, obligé de satisfaire tant d'ambitions et de payer tant de soumissions, avait donné des bénéfices à des hommes d'épée, à des enfants, à des femmes. L'assemblée générale du clergé tenue à Paris vers la fin de 1598, adressa une remontrance au roi pour lui demander la réforme des abus. Le roi promit cette réforme; mais il engagea le clergé à l'aider par ses bons exemples. «Vous m'avez exhorté de mon devoir, lui dit-il; je vous exhorte du vôtre. Faisons bien à l'envi les uns des autres. Mes prédécesseurs vous ont donné de belles paroles; mais moi, avec ma jaquette

grise, je vous donnerai de bons effets. Je suis tout gris au dehors, mais je suis tout d'or au dedans. »

Cette rectitude de jugement et cette fermeté de caractère que le roi déployait dans le maniement des affaires publiques faillirent plusieurs fois l'abandonner dans les détails de sa vie privée. L'aversion que lui avait depuis longtemps inspirée sa femme, Marguerite de Valois, s'était accrue en proportion des torts réciproques des deux époux, et leur faisait également souhaiter le divorce. Henri IV était alors sous le joug de la belle Gabrielle, qu'il avait créée duchesse de Beaufort, et



Gabrielle d'Estrées

celle-ci se flattait de l'espoir d'obtenir le titre de reine, lorsqu'elle mourut subitement [10 avril 1599], à la suite d'un dîner chez le financier Zamet. Le cardinal d'Ossat et Sillery négociaient en ce moment le divorce de leur maître à la cour de Rome : la mort de la duchesse ne suspendit point les négociations, et bientôt les commissaires du pape prononcèrent la sentence si impatiemment désirée. Le roi, déterminé par les représentations des seigneurs et du Parlement à contracter un nou-

veau mariage qui pût assurer la couronne dans sa maison, fit aussitôt demander, par l'entremise de ses deux envoyés, la main de Marie de Médicis, nièce du grand-duc de Toscane. Mais avant que l'affaire fût menée à bonne fin, Henri tomba dans une nouvelle faiblesse, et donna à mademoiselle d'Entragues 100,000 écus, le titre de marquise de Verneuil, et une promesse de mariage, que Sully eut le courage de déchirer. « Je crois que vous êtes fou, » dit le roi en colère. — « Il est vrai, Sire, répondit Sully, je suis fou, et je voudrais l'être si fort, que je fusse le seul en France. » Henri IV, rappelé au sentiment de ses devoirs par cette noble franchise, remercia Sully en le nommant, quelques jours après, grand-maître de l'artillerie. Néanmoins, il se laissa séduire de nouveau, et refit cette promesse qu'il envoya à la marquise de Verneuil; funeste imprudence, qui devait causer plus tard bien des agitations dans le royaume.

En 1600, le roi épousa Marie de Médicis; la même année il déclara la guerre au duc de Savoie [11 août]. Le pape s'était démis de l'arbitrage qui lui avait été déféré par le traité de Vervins au sujet du marquisat de Saluces, et le duc Emmanuel avait entamé des négociations et s'était rendu en personne à la cour de France pour terminer le différend. Mais, après deux mois passés à Fontainebleau au milieu de fêtes splendides, il était reparti sans avoir rien conclu, n'ayant fait au roi d'autre proposition que celle de former une ligue pour chasser l'Espagnol de l'Italie, et ayant gagné secrètement le maréchal de Biron par la promesse de la main de sa fille et du duché de Bourgogne. A son départ, Henri IV lui avait offert la Bresse en échange du marquisat, lui laissant trois mois pour se décider. A l'expiration de ce terme, et après de nouveaux délais accordés sans résultat, le roi, fatigué des subterfuges du duc, se rendit à Lyon. La Bresse fut attaquée : Duterrail s'empara de Bourg; Créqui entra en Savoie et prit Montmélian. Henri IV lui-même alla soumettre Chambéry et forcer les châteaux de Conflans et de La Charbonnière, qui commandaient l'entrée de la Tarentaise et de la Maurienne. Le duc de Savoie, abandonné par les Espagnols, s'estima heureux que le pape envoyât son neveu, le cardinal Aldobrandini, pour négocier la paix. Un traité fut signé à Lyon le 17 janvier 1601 : Emmanuel céda la Bresse, le Bugey, le Valromey, et tout ce qui lui appartenait le long du Rhône depuis Genève, ainsi que le bailliage et la baronnie de Gex. Le roi lui laissa le marquisat de Saluces, et lui restitua toutes les places qui avaient été conquises.

Le 27 septembre de la même année, la reine accoucha d'un fils à Fontainebleau. Le roi donna au nouveau-né le nom de Louis, en mémoire de saint Louis, l'auteur de sa race, et de Louis XII, père du peuple. Il invoqua sur lui la bénédiction du ciel, lui donna la sienne et lui



plaça son épée dans la main, priant Dieu qu'il lui fît la grâce d'en user seulement pour la gloire et pour la défense de son peuple.

Cependant les provinces de la Loire étaient agitées; l'établissement de l'impôt du sou pour livre sur toutes les marchandises à l'entrée des villes y avait excité de graves désordres [1602]. Le roi, craignant que ces troubles ne fussent provoqués par les émissaires de Biron, dont il venait de découvrir la conspiration, se rendit à Blois et à Poitiers, calma les esprits par la douceur de ses remontrances, et abolit cet impôt vexatoire. Après quoi il s'occupa de l'affaire de Biron. Le principal instrument des intelligences du maréchal avec le duc de Savoie était un gentilhomme nommé Laffin, qui, ajoutant peu de foi aux paroles du duc, et voyant Biron hésiter, résolut de tout découvrir au roi pour

obtenir sa grâce. Il lui livra les lettres du maréchal et les détails de tout le complot, écrits de sa main. Il ne s'agissait de rien moins que de démembrer la France. Le duc de Savoie devait avoir la Provence et le Dauphiné; Biron, la Bourgogne et la Bresse; d'autres provinces étaient destinées à d'autres seigneurs. Tous devaient relever du roi d'Espagne. Il était convenu que les Espagnols et le duc feraient entrer une armée dans le royaume et y soulèveraient les huguenots. Biron s'était d'abord repenti, et avait demandé pardon au roi, à Lyon, pendant la guerre de Savoie. Mais de retour à Paris, excité par les flatteries de ses amis et par le comte d'Auvergne, frère d'Henriette d'Entragues, avec lequel il s'était lié d'une étroite amitié, il reprit ses anciens projets, abaissant la gloire de son maître dans ses discours, et vantant la libéralité du roi d'Espagne.

Henri IV, instruit de tout par Laffin, manda Biron à Fontainebleau. Le maréchal s'y rendit après quelques hésitations et malgré les conseils de ses amis; mais ce fut pour protester hautement de son innocence, et pour déclarer qu'il aurait raison de ses calomniateurs si le roi ne lui rendait pas justice. Après trois tentatives inutiles faites sur le cœur or-



gueilleux de Biron, le roi, poussé à bout, le quitta en lui disant pour dernières paroles: «Il faudra apprendre la vérité d'ailleurs; adieu, baron

de Biron. » Peu après, Biron fut arrêté par Vitry, capitaine des gardes, et remit son épée. Praslin s'assura du comte d'Auvergne, et tous deux furent transportés à la Bastille par la Seine. Le roi demeura sourd aux prières des parents du maréchal. Le procès fut instruit devant le Parlement. Biron reconnut son écriture; il allégua vainement le pardon que le roi lui avait donné à Lyon et qui venait d'être révoqué. La déposition de Laffin et celle de son secrétaire Renazé furent accablantes : aux charges qui pesaient déjà sur lui ils ajoutèrent le complot formé par Biron avec le gouverneur du fort Sainte-Catherine de tuer le roi lorsqu'il irait reconnaître la place. Biron fut condamné à mort à l'unanimité. Le roi permit, par égard pour sa famille, que l'exécution eût lieu dans la Bastille même au lieu de se faire en place de Grève [11 juillet 1602]. Les restes du maréchal furent portés à l'église Saint-Paul au milieu de la foule qui versait des larmes sur une fin si malheureuse.

Laffin et Renazé obtinrent leur grâce. Le duc de Bouillon, qui était compromis dans cette affaire, s'était retiré dans sa vicomté de Turenne. Invité à se rendre à la cour, il s'enfuit à Heidelberg auprès du prince palatin.

En 1604, un nouveau complot fut formé contre Henri IV. La reine, jalouse de la marquise de Verneuil, que le roi avait logée à Fontainebleau, et excitée par Léonora Galigaï et par son époux Concini, qu'elle avait amenés avec elle de Florence, aigrissait sans cesse le roi par ses plaintes et par ses reproches. La marquise voulut se soustraire aux conséquences de la haine de Marie de Médicis, et peut-être aussi se venger de ce que le roi avait frustré ses ambitieuses espérances. Elle sollicita et obtint plus facilement qu'elle ne le pensait la permission de se retirer de la cour et de quitter le royaume. Le duc d'Entragues, son père, et le comte d'Auvergne, son frère utérin, partageant ses ressentiments, allèrent demander asile au roi d'Espagne. Leurs intrigues furent découvertes. On arrêta d'Entragues et son beau-fils, que le Parlement condamna à mort. Mais le roi commua cette peine en une prison perpétuelle, et permit même au seigneur d'Entragues d'aller vivre en exil. La marquise, qui n'avait été condamnée qu'à la réclusion pour toute sa vie, fut déclarée innocente au bout de six mois; le comte d'Auvergne seul fut enfermé à la Bastille, à cause de son caractère remuant et perfide.

Le duc de Bouillon avait aussi trempé dans le complot de la famille d'Entragues. Comblé de faveurs par le roi, qui l'avait fait maréchal de

France et qui lui avait ménagé la main de Charlotte de La Marck, dame de Bouillon et de Sedan, il l'avait servi avec dévouement pendant la guerre civile; mais depuis la conversion de Henri IV il avait résolu de se faire le chef et le protecteur du parti huguenot. C'était lui qui avait entretenu les défiances et les mécontentements de ce parti, et nous avons dit qu'il s'était compromis déjà dans l'affaire de Biron. Pour le punir, le roi se mit en devoir de forcer Sedan; il s'avança jusqu'à Donchery, où le duc de Bouillon parvint à l'apaiser. Henri IV fut reçu dans Sedan; il n'y séjourna que trois jours, et repartit après y avoir mis garnison. Bouillon se rendit bientôt à la cour, et on lui prodigua plus d'honneurs et de caresses que jamais.

Ce complot fut, au reste, la dernière tentative faite pour troubler la paix du royaume pendant le règne de Henri IV. La France, tranquille au dedans, était respectée et puissante au dehors, et l'alliance ou la médiation du roi étaient recherchées avec empressement. Déjà, en 1603, Sully, envoyé à la cour de Londres en qualité d'ambassadeur, avait décidé Jacques Ier à signer avec son maître un traité d'alliance offensive et défensive contre l'Espagne. En 1607, l'intervention du roi rétablit la bonne harmonie entre le pape Paul V et les Vénitiens, et fit lever l'excommunication prononcée contre la seigneurie. En 1609, il ménagea entre les Provinces-Unies et le roi d'Espagne une trêve de douze ans, trêve marchande et politique tout à la fois, en ce qu'elle assurait le commerce de part et d'autre et faisait reconnaître l'indépendance des provinces.

Une nouvelle passion vint distraire un moment Henri IV de ces soins glorieux, et jeter un prince français dans les bras des Espagnols. Le jeune Henri de Condé, qui venait d'épouser la belle Charlotte de Montmorenci, fille du connétable, voulant soustraire sa femme aux poursuites du roi, s'enfuit à Bruxelles, et de là à Milan [1609]. La contrariété qu'en éprouva le roi ne fut pas durable.

Un grand projet l'occupait alors. Il songeait à assurer le repos de l'Europe en détruisant la puissance ottomane, et en faisant de tous les états de la chrétienté un seul corps qu'il eût appelé la *République chrétienne*. Il avait résolu de la partager en quinze dominations ou états qui fussent d'égale force, et dont les limites fussent consenties par tous. Ces états devaient être : le *pontificat* ou la *papauté*, l'*empire d'Allemagne*, la *France*, l'*Espagne*, la *Grande-Bretagne*, la *Hongrie*, la *Bohême*, la *Pologne*, le *Danemark*, la *Suède*, la *Savoie* ou *Lombar-*

die, la *seigneurie de Venise*, la *république Italique*, composée de plusieurs potentats ou villes d'Italie, les *Belges* ou *Pays-Bas*, et les *Suisses*. Naples était donné au pape; la Sicile à Venise, comme fief du saint-siége; le Milanais à la Savoie; la Franche-Comté, l'Alsace, le Tyrol, le pays de Trente, aux Suisses; les duchés de Clèves, de Juliers, de Berg, de la Marck et de Ravenstein aux Pays-Bas; la Transylvanie, la Moldavie et la Valachie au royaume de Hongrie. Les Turcs devaient être relégués en Asie, ainsi que les Russes, s'ils refusaient d'entrer dans la grande association de la chrétienté. Un conseil-général, composé de soixante membres envoyés par les quinze états, et nommé le *sénat de la république chrétienne*, eût réglé les rapports entre les souverains et les sujets, eût levé les troupes et les subsides nécessaires pour combattre les Turcs et les Tartares.

Tel était le plan gigantesque conçu par Henri IV, qui, par ce moyen, eût démembré la maison d'Autriche, et l'eût réduite à ses états héréditaires d'Autriche et d'Espagne. Pour l'exécution de ce plan, il avait une armée de quarante mille hommes, qui se trouvait plus que doublée par les forces de ses alliés. Toutes ses troupes étaient payées pour trois mois; ses places garnies, ses magasins sur la frontière remplis. Il avait une réserve de 14 millions dans les caves de la Bastille, et pouvait faire la guerre quatre ans sans opprimer ses sujets. Une occasion se présentait pour commencer la guerre. Jean-Guillaume, duc de Juliers, de Clèves et de Berg, comte de La Marck et de Ravensberg, venait de mourir [25 mars 1609], ne laissant que des filles, et sa succession, réclamée par plusieurs prétendants, entre autres par l'état de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, avait été envahie par l'archiduc Léopold d'Autriche, évêque de Strasbourg, à qui l'empereur Rodolphe II en avait donné l'investiture. On ne pouvait laisser un si important héritage entre les mains d'un prince autrichien.

Henri IV promit son secours aux princes de Brandebourg et de Neubourg, et s'occupa pendant l'hiver des préparatifs de son expédition. Il avait résolu de prendre en personne le commandement de l'armée destinée à agir dans les Pays-Bas, tandis que Lesdiguières attaquerait l'Italie. Le succès était presque assuré aux ennemis de la maison d'Autriche; un coup de poignard la sauva, dit M. Michelet.

Le roi voulut laisser la régence à Marie de Médicis, assistée d'un conseil de quinze personnes choisies parmi les plus notables du royaume. Concini et sa femme lui conseillèrent de faire sacrer et couronner la

reine avant son départ. Il y consentit à regret, malgré les tristes pressentiments qui l'agitaient : « Mon ami, disait-il souvent à Sully, ils me tueront..... Mes ennemis n'ont d'autre remède que ma mort. »

Le sacre eut lieu à Saint-Denis, le 13 mai 1610 ; la reine devait faire son entrée à Paris le 16 du même mois. Les troupes étaient déjà réunies sur la frontière de la Champagne, et le roi n'attendait plus que cette entrée pour aller les rejoindre. Laissons parler ici L'Estoile.

« Le vendredi 14 du mois de may 1610, jour triste et fatal pour la France, le roy, sur les dix heures du matin, fut entendre la messe aux Feuillants : au retour, il se retira dans son cabinet, où le duc de Vendôme, son fils naturel, qu'il aimoit fort, vint lui dire qu'un nommé La Brosse, qui faisoit profession d'astrologie, lui avoit dit que la constellation sous laquelle Sa Majesté étoit née le menaçoit d'un grand danger ce jour-là ; ainsi qu'il l'avertît de se bien garder. A quoi le roy répondit en riant à M. de Vendôme : « La Brosse est un vieil matois qui « a envie d'avoir de votre argent, et vous un jeune fol de le croire. Nos « jours sont comptez devant Dieu. » Et sur ce, le duc de Vendôme fut avertir la reine, qui pria le roy de ne pas sortir du Louvre le reste du jour. A quoi il fit la même réponse.

« Après dîné, le roy s'est mis sur son lit pour dormir; mais ne pouvant recevoir le sommeil, il s'est levé triste, inquiet et rêveur, et a promené dans sa chambre quelque temps, et s'est jeté derechef sur le lit. Mais ne pouvant dormir encore, il s'est levé, et a demandé à l'exempt des gardes quelle heure il étoit. L'exempt des gardes lui a répondu qu'il étoit quatre heures, et a dit : « Sire, je vois Votre Majesté triste et « toute pensive; il vaudroit mieux prendre un peu l'air; cela la réjoui- « roit. — C'est bien dit. Hé bien, faites apprêter mon carrosse ; j'irai à « l'Arsenal voir le duc de Sully, qui est indisposé, et qui se baigne au- « jourd'hui. »

« Le carrosse étant prêt, il est sorti du Louvre, accompagné du duc de Montbazon, du duc d'Espernon, du maréchal de Lavardin, Roquelaure, La Force, Mirabeau, et Liancourt, premier écuyer. En même temps il chargea le sieur de Vitry, capitaine de ses gardes, d'aller au palais faire diligenter les apprêts qui s'y faisoient pour l'entrée de la reine, et fit demeurer ses gardes au Louvre. De façon que le roy ne fut suivi que d'un petit nombre de gentilshommes à cheval, et quelques valets de pied. Le carrosse étoit malheureusement ouvert de chaque portière, parce qu'il faisoit beau temps, et que le roy vouloit voir en passant les

préparatifs qu'on faisoit dans la ville. Son carrosse, entrant de la rue Saint-Honoré dans celle de la Ferronnerie, trouva d'un côté un chariot chargé de vin, et de l'autre côté un autre chargé de foin, lesquels faisoient embarras; il fut contraint de s'arrêter, à cause que la rue est fort étroite, par les boutiques qui sont bâties contre la muraille du cimetière des Saints-Innocents.

« Dans cet embarras, une grande partie des valets de pied passa dans le cimetière pour courir plus à l'aise et devancer le carrosse du roy au bout de ladite rue. De deux seuls valets de pied qui avoient suivi le carrosse, l'un s'avança pour détourner cet embarras, et l'autre s'abaissa pour renouer sa jarretière, lorsqu'un scélérat sorti des enfers, appelé François Ravaillac, natif d'Angoulême, qui avoit eu le temps, pendant cet embarras, de remarquer le côté où étoit le roy, monte sur la roue dudit carrosse, et, d'un couteau tranchant des deux côtez, lui porte un coup entre la seconde et la troisième côte, un peu au-dessus du cœur, qui a fait que le roy s'est écrié : « Je suis blessé! » Mais le scélérat, sans s'effrayer, a redoublé et l'a frappé d'un second coup dans le cœur, dont le roy est mort, sans avoir pu jeter qu'un grand soupir. Ce second a été suivi d'un troisième, tant le parricide étoit animé contre son roy, mais qui n'a porté que dans la manche du duc de Montbazon.

« Chose surprenante! nul des seigneurs qui étoient dans le carrosse n'a vu frapper le roy; et si ce monstre d'enfer eût jeté son couteau, on n'eût sçu à qui s'en prendre. Mais il s'est tenu là comme pour se faire voir, et pour se glorifier du plus grand des assassinats. »

Henri était de taille moyenne, dispos, agile, endurci au travail et à la peine. Son tempérament était robuste et sa santé parfaite, si l'on excepte quelques atteintes de goutte qui passaient promptement, et ne lui laissaient aucune infirmité. Son front était large, ses yeux vifs et assurés, son nez aquilin, son teint vermeil, son visage doux et auguste. Sa barbe était large et ses cheveux courts; ils devinrent gris de bonne heure. « C'est le vent de mes adversités qui a donné là, » disait-il à ceux qui s'en étonnaient.

Parmi les traits nombreux qu'on cite de la bonté de Henri IV, les plus remarquables sont ceux qui rappellent l'amour qu'il portait à son peuple. On voit une infinité de ses lettres aux gouverneurs des provinces et à ses Parlements, dans lesquelles il dit : « Ayez soin de mon peuple, ce sont mes enfants; Dieu m'en a commis la garde; j'en suis responsable. » Quelques troupes qu'il envoyait en Allemagne ayant

pillé des paysans de Champagne, il dit aux capitaines qui étaient demeurés à Paris : «Partez en diligence, et donnez-y ordre; vous m'en répondrez. Si on ruine mon peuple, qui me nourrira? qui soutiendra les charges de l'État? qui paiera vos pensions? Vive Dieu! s'en prendre à mon peuple c'est s'en prendre à moi!» Tout le monde a souri à cette petite scène de famille au milieu de laquelle le bon roi fut surpris par l'ambassadeur d'Espagne. Le roi de France marchait sur les mains et sur les pieds, portant sur son dos le dauphin, son fils :



« Monsieur l'ambassadeur, êtes-vous père? dit Henri. — Oui, Sire, répondit l'Espagnol. — Alors, reprit le roi, je puis continuer. »

On connaît aussi l'innocente vengeance qu'il tira de Mayenne après la soumission de cet ancien chef des ligueurs. Il la renouvela à l'égard de l'ambassadeur espagnol, en 1608, afin de démentir les bruits mensongers qui couraient à Madrid sur sa santé. Ayant appris qu'on l'y croyait tout perclus par la goutte, et incapable de monter à cheval, il reçut l'ambassadeur dans la grande galerie de Fontainebleau, et lui fit faire vingt ou trente tours de cette galerie à si grands pas, qu'il le

mit hors d'haleine. « Vous voyez, Monsieur, lui dit-il ensuite, comme je me porte bien. »

Nous n'essaierons pas d'esquisser ici les principaux traits de l'administration de Henri IV. Qu'il nous suffise de dire que la restauration de la France fut complète, que non-seulement *le labourage et le pâturage, ces vrayes mines et trésors du Pérou*, comme les appelait Sully, furent encouragés, mais qu'une impulsion toute nouvelle fut donnée au commerce et à l'industrie, soit par l'envoi de vaisseaux en Amérique, soit par l'établissement de manufactures de toute espèce, soit par l'ouverture de canaux, de routes et d'autres voies de communication. N'oublions pas non plus que c'est à ce roi que la France doit la culture du mûrier et la fondation d'hospices, de colléges, d'un hôpital militaire et de nombreux monuments.

Un mot rapidement échangé entre la reine et le vieux chancelier Brulart de Sillery rendit muettes toutes les douleurs de la cour. Il rappela froidement à Marie de Médicis que *le roi ne mourait pas en France*, et qu'avant de conduire le deuil de Henri IV, il fallait assurer le trône de Louis XIII. La gravité du ministre sauva le royaume. Paris ignorait encore la funeste nouvelle, que déjà les ducs d'Épernon et de Guise s'étaient assurés des troupes au nom de la reine mère, et que le Parlement, rassemblé en toute hâte au couvent des Augustins, avait déclaré Marie de Médicis « régente de France pour avoir l'administration des affaires pendant le bas âge du roi son fils, avec toute puissance et autorité. » L'interrègne n'avait pas duré deux heures; il est vrai qu'on avait forcé la main au Parlement et qu'on avait enlevé l'arrêt sans délibération. Aussi le conseil se ravisa-t-il, et, pour couper court à toute protestation, il indiqua pour le lendemain un lit de justice qui devait régulariser les opérations un peu précipitées de la veille. Tout le corps de la magistrature s'y trouva en robes d'écarlate, avec les pairs ecclésiastiques et militaires, les princes du sang, et tous les ministres. Le roi, âgé de huit ans, s'y fit reconnaître, et sa mère obtint définitivement la régence. Désormais tout était régulier; les prétentions du comte de Soissons et du prince de Condé tombaient devant la sanction imposante donnée aux décisions du Parlement. D'ailleurs, de ces deux prétendants, l'un, le prince de Condé, était hors de France, ennemi public en quelque sorte; l'autre fit acheter son silence au prix qu'il voulut y mettre. Il n'y eut qu'un seul homme qui trouva du mécompte au changement de règne : ce fut le duc de Sully, qui, après

s'être tenu pendant vingt-quatre heures renfermé dans la Bastille, ne se montra au Louvre que lorsqu'on pouvait se passer de ses services.

Le premier soin de la régente, après avoir assuré son autorité, fut de punir l'assassin du feu roi. Bien des gens auraient voulu lui trouver des complices, et cela, parmi les plus hauts personnages du royaume ; mais, soit qu'il n'y en eût aucun, soit qu'on eût intérêt à ne pas les découvrir, Ravaillac fut seul jugé coupable. Soumis une dernière fois à la question sans qu'on pût lui arracher aucun aveu, il fut conduit dans un tombereau devant l'église de Notre-Dame, pour y faire amende honorable, et ensuite sur la place de Grève, où devait avoir lieu son supplice. Sa main droite fut brûlée au feu de soufre, ses membres furent tenaillés ; sur ses plaies on jeta du plomb fondu, de l'huile bouillante, de la poix-résine, de la cire et du plomb fondus ensemble ; enfin on le tira à quatre chevaux. Le peuple se rua sur ses restes et chacun en emporta un morceau. La justice humaine ayant fait *à peu près* tout ce qu'elle devait faire à l'égard du meurtrier, il fallut songer aux funérailles de la victime. On se souvint alors que le cadavre de Henri III, assassiné vingt-un ans auparavant, n'avait pas encore reçu la sépulture ; le duc d'Épernon se chargea de lui rendre de tardifs et maigres honneurs. Huit jours après, le corps de Henri IV fut transporté à Notre-Dame, escorté du haut et bas clergé de Paris, de l'Université, du Châtelet, du Parlement, de la Chambre des Comptes, des gentilshommes de la chambre, du prince de Conti, du Comte de Soissons, et de tout ce que la cour renfermait de seigneurs. Le lendemain, comme on le conduisait à Saint-Denis, des discussions éclatèrent au sujet des rangs à prendre ; les partis commençaient à se dessiner nettement autour de la régente. Indépendamment du conseil des ministres, composé du duc de Sully, du sieur de Villeroy, du président Jeannin et du chancelier de Sillery, la reine avait son conseil intime où figuraient, à côté du duc d'Épernon et de la princesse de Conti, sœur du duc de Guise, deux personnages d'une noblesse très-problématique, mais ouvertement protégés par la reine, le Florentin Concini, et Léonora Galigaï, sa femme. Quelques grands seigneurs isolés attendaient l'occasion de se déclarer suivant les circonstances. C'étaient le comte de Soissons, les princes de la maison de Lorraine, le duc de Bouillon et le maréchal de Lesdiguières, tous deux huguenots. Tous attendaient avec impatience l'arrivée du prince de Condé, dont l'attitude à la cour allait décider de la paix ou de la guerre. Le prince fit bonne mine à tout le monde,

obtint pour lui et ses partisans ce qu'il voulut, et parut même accorder son amitié au favori de la régente, Concini, devenu marquis d'Ancre.

La paix ainsi assurée à l'intérieur, on pouvait s'occuper sans crainte des étrangers, qui, du reste, avaient tous protesté de leur dévouement au nouveau gouvernement de la France. La politique de Henri IV fut quelque peu modifiée : on négligea le duc de Savoie pour se rapprocher des Espagnols. L'armée si formidable que Henri IV devait mener en personne contre l'archiduc Léopold fut considérablement réduite et mise sous les ordres du vieux maréchal de La Châtre, qui ne put s'empêcher d'aller reprendre sur les Espagnols la ville de Juliers ; mais ce fut tout. Le sacre du roi servit de prétexte au rappel de l'armée. La cérémonie se fit à Reims, suivant la coutume, en présence des princes de Condé et de Conti, du comte de Soissons, des ducs d'Épernon, d'Elbeuf et de Nevers, et des pairs ecclésiastiques. Le prince de Conti y reçut le collier de l'ordre du Saint-Esprit des mains du jeune roi. Comme dans toute grande cérémonie, comme aux funérailles du feu roi, des contestations de rang et de préséance avaient fait naître des motifs de rivalité dont les ambitions avaient grand intérêt de faire usage. Au nombre des mécontents de haute fortune, tels que le duc d'Épernon et le comte de Soissons, on est surpris de compter le marquis d'Ancre, assez grand seigneur déjà pour lutter ouvertement contre le comte de Bellegarde. Heureusement pour la régente, il se trouva à la cour une victime dont tous les partis désiraient également le sacrifice : c'était le duc de Sully. Le marquis de Cœuvres, son ennemi personnel, s'offrit comme négociateur entre les membres de la coalition. Le marquis d'Ancre, qui comptait pour lui le duc d'Aiguillon, le duc de Nevers, le duc de Longueville et le comte de Bassompierre, qu'on ne peut manquer de rencontrer dès qu'il s'agit d'une aventure galante ou d'une affaire d'honneur, le marquis d'Ancre fut très-difficile sur le point de la satisfaction, et il ne fallut rien de moins qu'un prince du sang, le comte de Soissons, pour le réconcilier avec le comte de Bellegarde. Enfin, tout le monde se trouva d'accord, les princes du sang, les Guises, le duc d'Épernon et ses amis, les ministres, le duc de Bouillon lui-même, tout protestant qu'il fût. Jamais à la cour on n'avait vu pareille union, pareille solidarité de vues et de principes. Le duc de Sully vint lui-même donner tête baissée dans le piége : il feignit de vouloir se retirer ; on le prit au mot, et force lui fut de se démettre des charges de

surintendant des finances et de capitaine de la Bastille. La reine s'arrogea la dernière. L'administration des finances fut confiée à un conseil composé du président de Thou, du président Jeannin et du marquis de Châteauneuf. L'ancien ministre de Henri IV alla s'enfermer à Sully-sur-Loire, laissant le champ libre à ses rivaux, plutôt, avoue-t-il lui-



Sully.

même, « par obéissance que par élection. » Malherbe raconte que le lendemain de son départ un plaisant avait écrit sur la porte de l'Arsenal : *Maison à louer pour le terme de Pâques. S'adresser au marquis d'Ancre, dans le faubourg Saint-Germain.* Toujours est-il que cette disgrâce rétablit la paix au milieu de la cour ; ce qu'on y trouve alors de plus sérieux, c'est un procès intenté au comte de Bassompierre par la sœur de la marquise de Verneuil, Marie d'Entragues, pour qu'il eût à l'épouser, sous le prétexte qu'elle en avait la promesse et qu'il l'avait rendue mère.

A l'étranger, les relations étaient très-pacifiques ; on négociait même avec l'Espagne un double mariage qui devait donner une reine à la France. Ce qu'il y avait de plus certain, c'était la haute faveur du marquis d'Ancre, qui l'emportait sur le duc d'Épernon lui-même. Il venait

d'obtenir le gouvernement d'Amiens ; il avait acheté du duc de Bouillon la charge de premier gentilhomme ; enfin ce fut lui qui devint médiateur entre le comte de Soissons et le prince de Condé, son neveu, brouillés depuis quelque temps. Le médiateur fut joué. Tout d'un coup les deux princes quittèrent la cour, ne voulant pas, disaient-ils, paraître approuver l'alliance si intime que la régente prétendait conclure avec l'Espagne. Le lendemain de leur départ, Marie de Médicis déclara hautement ses projets, et ordonna des fêtes en l'honneur des deux mariages qui allaient unir le roi Louis et sa sœur à l'infant et à l'infante d'Espagne. Il y eut à la place Royale un carrousel magnifique qui dura trois grands jours, et où parurent les plus brillants seigneurs de la cour. Les cinq tenants, parmi lesquels figurait le comte de Bassompierre, s'intitulaient les Chevaliers de la Gloire, gardant le temple de la Félicité, et ils défiaient leurs rivaux « à la place Royale de l'abrégé du monde. » Les princes du sang, dont l'absence n'avait pas empêché ces belles fêtes, se décidèrent à revenir à la cour, tandis que les deux mariages se concluaient, à Paris et à Madrid, par ambassadeurs. La mort presque subite du comte de Soissons vint, sur ces entrefaites, relever la fortune et les prétentions du prince de Condé. Un moment il crut l'avoir emporté sur le duc d'Épernon, et le meurtre du baron de Luz, tué par le chevalier de Guise, semblait assurer la disgrâce des princes lorrains. Vingt-quatre heures suffirent pour tout changer. Le duc d'Épernon reprit sa place aux côtés de la reine ; le chevalier de Guise reçut les félicitations de la cour et de la régente elle-même, pour avoir ajouté à son dernier meurtre celui du fils aîné de sa victime ; enfin le marquis d'Ancre, qui avait paru quelque temps s'attacher aux intérêts du prince, reçut, pour prix de son retour, le bâton de maréchal de France. Les mécontents éclatèrent, et presque en même temps on vit partir de la cour le prince de Condé, le duc de Vendôme et son frère, les ducs de Bouillon, de Longueville, de Luxembourg, de Mayenne, de Nevers, de Retz, etc. Le prince publia, au nom de ses coassociés, un manifeste où il demandait la convocation des États-Généraux. Le sieur de Villeroy conseilla à la reine d'agir avec vigueur contre les rebelles ; mais le maréchal d'Ancre, peu fait, sans doute, aux obligations que lui conférait sa nouvelle dignité, fit adopter le parti de la paix. Des négociations s'ouvrirent à Sainte-Menehould. On y décida la convocation des États-Généraux. Le prince de Condé eut Amboise et 400.000 livres d'argent comptant ; le duc

de Mayenne 300,000 livres pour se marier; le duc de Longueville 100,000 livres de pension, etc. Ce fut le dernier acte de la régence. Louis XIII entrait dans sa quatorzième année le 1er octobre; mais, au lit de justice qui se tint en cette occasion, le roi pria sa mère de lui continuer toujours ses soins, tant pour sa personne que pour son gouvernement. Enfin arriva l'époque fixée pour la convocation des États-Généraux : cent quarante députés du clergé, sous la présidence du cardinal de Joyeuse; cent trente-deux gentilshommes sous celle du marquis de Beauffremont; cent quatre-vingt-douze représentants du tiers-état, ayant à leur tête Miron, prévôt des marchands de Paris, se réunirent aux Augustins. Le 17 octobre 1614 eut lieu la séance royale. Le tiers-état eut beaucoup à souffrir de la part de messieurs de la noblesse; le prévôt Miron se mit à genoux pour prononcer humblement sa harangue. Il est vrai que le tiers-état se vengea en refusant son concours aux prétentions des deux premiers ordres, qui réclamaient la publication du concile de Trente, la suppression de la paulette et de la vénalité des offices. Mais la division régnait dans le sein même du dernier ordre. La province, s'élevant contre Paris, jalousait ses députés. Dès lors l'opiniâtreté du tiers fut purement négative. Au lieu de prendre le pas et d'entraîner après lui les deux premiers ordres, sauf à les abandonner en chemin, il se contenta de s'opposer aux réclamations de la noblesse et du clergé. Il n'y eut qu'un seul point sur lequel les trois ordres purent s'accorder, ce fut celui qui demandait au roi la création d'une chambre de justice pour la recherche des malversations commises dans les finances. Enfin, après trois mois de délibérations, chacun des trois ordres rédigea séparément ses cahiers de doléances : celui du tiers-état était le plus gros, il est vrai; mais ses représentations ne portaient sur aucun point d'utilité générale; c'étaient des plaintes individuelles, l'égoïsme provincial formulé en haine de l'égoïsme parisien. Lors de la présentation des cahiers, celui qui prit la parole pour le clergé fut Armand-Jean Du Plessis-Richelieu, âgé de vingt-cinq ans, évêque de Luçon depuis 1609. Les contemporains ont remarqué que l'orateur insistait sur l'introduction des ecclésiastiques dans le conseil du roi. Robert Miron, dans sa harangue, qu'il prononça toujours à genoux, s'empressa de rappeler « que l'humble contenance dans laquelle « on le voyait avait été autrefois commune à tous les ordres, et que le « clergé et la noblesse s'étaient écartés de cette respectueuse coutume « dans le dernier siècle, tandis que le tiers-état avait pris honneur à y

« persister ; cela ne devait pas le rendre méprisable. » Ce fut, d'ailleurs la dernière fois que le tiers *prit honneur à persister dans cette humble coutume.* Le successeur de Robert Miron, le président du tiers aux États de 1789, Bailly, suivit l'exemple de messieurs du clergé et de la noblesse, et parla debout au roi de France. On sait comment le dernier ordre regagna l'avance de trois siècles que les premiers avaient sur lui.

La nullité des États de 1614 fut si claire, que personne n'y songea plus dès que les députés s'en furent retournés dans leurs provinces. Les intrigues de cour recommencèrent de plus belle. Le maréchal d'Ancre, parvenu au comble de la fortune, prit l'espoir de gouverner le jeune roi par un favori qu'il lui donna, comme il gouvernait la reine par sa femme. Ce favori, pauvre aîné de chétive maison, était chef de l'oisel-



lerie, ou, comme on disait : « Maître des oiseaux du cabinet. » Il s'appelait Charles d'Albert de Luynes. Le jeune roi conçut de l'amitié pour lui, à la grande joie du maréchal, qui comptait s'en servir comme d'une créature toute dévouée. Il est vrai que le besoin d'appui commençait à se faire sentir au Florentin au milieu des jalousies que

suscitait sa haute faveur. Héureusement pour lui, une autre querelle vint en ce moment occuper la cour. Le Parlement, indigné de la suppression de la paulette, que le roi avait accordée aux sollicitations réunies de la noblesse et du clergé, et voyant toute remontrance inutile, se crut assez puissant pour convoquer de lui-même une assemblée générale où devaient assister les princes, ducs, pairs, et officiers de la couronne. La compagnie revint trois fois à la charge, vainquit la résistance des ministres; et si l'assemblée extraordinaire n'eut pas lieu, le Parlement put au moins faire en plein Louvre ses remontrances au roi, et forcer les ministres à se justifier devant lui; mais après avoir montré plus de vigueur que les États-Généraux, le Parlement, par un esprit d'égoïsme peu entendu, se contenta de quelques concessions relatives à la paulette qu'on voulut bien lui faire, et abandonna complétement la cause du peuple, dont il avait paru d'abord vouloir se poser le champion. Si la régente avait fait des concessions aux uns et aux autres, c'est qu'elle avait besoin de la paix : il s'agissait de terminer avec l'Espagne l'affaire des mariages, et de conduire le jeune roi jusqu'aux Pyrénées pour recevoir l'infante à son entrée dans le royaume. Plus on eut l'air de tenir à une réconciliation, plus les seigneurs, à la tête desquels se trouvait toujours le prince de Condé, se montrèrent difficiles; et enfin il fallut se résoudre non-seulement à se passer de leur concours, mais à soutenir avec eux guerre ouverte. Le prince lança un manifeste dans lequel il attaquait particulièrement le maréchal d'Ancre, le chancelier de Sillery et le commandeur son frère, le conseiller-d'état de Bullion, et un autre conseiller, Louis Dolé, ami intime et créature du maréchal. De tous les grands seigneurs, il ne restait auprès du roi que les ducs de Guise et d'Épernon. Le maréchal de Bois-Dauphin fut chargé de protéger Paris, avec le maréchal d'Ancre, tandis que le duc de Guise accompagnait le roi sous le titre de lieutenant-général du royaume. Repoussé par le maréchal de Bois-Dauphin, qui l'arrêta sur les bords de l'Oise et de l'Yonne, le prince de Condé parvint à passer la Loire, mais sans pouvoir atteindre le roi, qui arriva sans être inquiété jusqu'à Bordeaux, où il s'arrêta. Ce fut dans cette ville qu'on célébra, par procuration, le mariage de madame Élisabeth avec le prince d'Espagne. Le duc de Guise y représenta le jeune prince. Le même jour on célébrait à Burgos le mariage de l'infante et du roi de France, représenté par le duc d'Usséda, fils du duc de Lerme. Trois jours après, la jeune fiancée de l'infant d'Espagne

se mit en route, escortée par le duc de Guise et le maréchal de Brissac, avec quinze cents chevaux, quatre mille hommes de pied et quatre canons. Le prince de Condé était arrivé en Touraine, grossissant son armée des renforts que lui amenaient le duc de Soubise, le duc de la Trémouille et le duc de Sully lui-même, tandis que dans le Midi le duc de Rohan soulevait en sa faveur Montauban, et armait les réformés des Cévennes. Cette vigoureuse protestation n'empêcha pas que l'on fît en grande pompe l'échange des deux princesses. On avait élevé deux riches pavillons au milieu même de la Bidassoa : les deux jeunes filles s'y



reposèrent un instant et partirent aussitôt, l'une pour Bordeaux, l'autre pour Madrid. Le 25 novembre, Anne d'Autriche fut solennellement unie au roi de France, et le soir on les fit coucher dans le même lit, « *mais pour la forme seulement*, » leurs deux nourrices restant dans la chambre des mariés. Il fallait maintenant songer au retour. La même opposition régnait toujours dans le conseil; le chancelier de Sillery poussait à la guerre; Villeroy et le président Jeannin inclinaient à la paix de concert avec la maréchale d'Ancre. La position était cette fois embarrassante : le prince de Condé se trouvait entre Bordeaux et Paris; il paraissait difficile que la lutte ne s'engageât pas. Enfin on se mit en marche. Les troupes étaient prêtes à

combattre ; mais on avait eu soin d'envoyer en avant le duc de Nevers et l'ambassadeur d'Angleterre pour négocier. On gagna d'abord une suspension d'armes qui permit au roi d'arriver jusqu'à Tours ; des conférences s'ouvrirent à Loudun pour le rétablissement de la paix. Tous ces avantages étaient achetés fort cher par la reine. Son conseil fut impitoyablement décimé. La première victime fut le frère du chancelier, le commandeur de Sillery, chevalier d'honneur de la reine ; après lui s'éloigna le conseiller-d'état de Bullion ; Louis Dolé mourut de maladie : il ne restait plus que le chancelier et la maréchale d'Ancre ; le duc d'Épernon s'était retiré volontairement. Les conférences de Loudun duraient déjà depuis deux mois, et paraissaient devoir traîner encore en longueur, lorsque le prince de Condé tomba malade. Dans la crainte de laisser, s'il mourait, ses partisans exposés à la vengeance du roi, il se hâta de signer un traité qui, du reste, était plus avantageux encore pour son parti que celui de Sainte-Menehould. Après quelques articles insignifiants en faveur du bien public, prétexte ordinaire de toutes les ligues, il était déclaré que chacun demeurerait ou serait rétabli dans ses charges, offices et dignités ; que tous actes et procédures touchant le prince et ses adhérents étaient cassés, révoqués, et par conséquent biffés des registres. Des articles secrets, les plus importants du traité, assuraient 2,500,000 livres au prince de Condé et à ses associés pour leurs frais de guerre, le gouvernement du Berri au prince, etc., etc. En un mot, cette paix coûta au roi plus de 6,000,000 de livres, sans compter les rétractations qu'il fallut faire, les actes qu'il fallut désavouer, les amis qu'il fallut sacrifier aux exigences des partis. De ce nombre, et le plus important, fut le chancelier, qui reçut à Blois l'ordre de s'éloigner. Son successeur fut Guillaume Duvair, premier président au Parlement d'Aix, homme faible et tout dévoué aux vainqueurs. Après quoi, le roi fit son entrée à Paris comme s'il eût sauvé la France.

La reine mère, mécontente des sacrifices auxquels il lui avait fallu se soumettre, fit retomber sa colère sur ceux qui, après l'avoir mise dans ce mauvais pas, n'avaient pu l'en tirer ; c'étaient le président Jeannin et le sieur de Villeroy. Le premier fut remplacé au contrôle-général des finances par le conseiller-d'état Barbin, ancien intendant de la maison de la reine mère et ami du maréchal d'Ancre. Villeroy ne quitta pas aussitôt le conseil, mais on lui adjoignit au département des affaires étrangères Claude Mangot, récemment nommé

premier président au Parlement de Bordeaux. De son côté, le maréchal d'Ancre croissait en impopularité auprès des Parisiens; deux de ses laquais, qui avaient battu un cordonnier, furent pendus au bout du pont Saint-Michel, et lui-même n'eut que le temps de prendre la



fuite. Désormais c'était la victime désignée à la jalousie des seigneurs. Dans cette triste situation, la reine mère, plus attachée que jamais à son favori, ne trouva de salut pour lui que dans l'alliance du prince de Condé, auprès duquel elle envoya un homme de confiance, l'évêque de Luçon, que le contrôleur Barbin avait établi à la cour. Le prince, sur les pressantes sollicitations du jeune prélat, se rendit à Paris, et favorisa le retour du maréchal. Cependant, la bonne intelligence ne régna pas longtemps entre eux, et le maréchal, privé du seul appui que la reine eût pu lui ménager, se retira en Normandie. Le prince de Condé était roi de fait à Paris; on lui prêtait même le dessein de se faire roi de nom; du moins on prétendait le tenir du duc de Guise et du duc de Sully lui-même : il n'y avait donc pas de temps à perdre. Le conseil de la reine, c'est-à-dire le contrôleur Barbin, le secrétaire-d'état Mangot et un troisième conseiller qui avait soin de s'effacer aux yeux du public, l'évêque de Luçon, proposèrent une résolution ex-

trême, l'arrestation du prince. Le marquis de Thémines, maréchal-de-camp, homme courageux et dévoué, fut chargé de l'exécution du coup d'état. Le comte de Bassompierre, colonel-général des Suisses, reçut l'ordre de les garder à Paris, « quelque commandement contraire qui lui en vînt du roi ou de la reine. » Enfin le 1er septembre, le prince, étant venu au Louvre sur les dix heures, fut arrêté dans l'appartement de la reine, à la sortie du conseil, par le marquis de Thémines. Il ne fit aucune résistance et se laissa conduire à la Bastille. Le duc de Vendôme avait déjà pris la fuite, et les ducs de Mayenne et de Bouillon étaient aussi partis de Paris, après avoir inutilement tenté de soulever le faubourg Saint-Antoine. Cependant la populace s'était ruée sur l'hôtel du maréchal d'Ancre, et l'avait complétement dévasté. Il fallait maintenant prévenir les conséquences du coup que l'on venait de frapper. La reine appela auprès d'elle le maréchal de Brissac et le comte d'Auvergne, qu'elle avait recemment tiré de la Bastille. Le marquis de Thémines avait été fait maréchal de France, et le marquis de Créqui, duc et pair : c'étaient autant de créatures dévouées. Les ducs de Sully et de Rohan avaient été rappelés à la cour avec les anciens ministres, les *Barbons*, comme on les appelait, Villeroy, Jeannin, de Thou; enfin on adjoignit ostensiblement au conseil l'évêque de Luçon, l'homme le plus capable, avec Barbin, de prendre des résolutions énergiques. Ces mesures intimidèrent les princes réunis à Soissons, et les rendirent plus traitables. Tous s'accommodèrent à la hâte, excepté le duc de Nevers, qui refusa tout arrangement. Il fallut songer à le réduire, et quelques dissentiments ayant éclaté à cette occasion dans le conseil, le garde-des-sceaux Duvair fut remplacé par Mangot, qui céda le département des affaires étrangères à l'évêque de Luçon, lequel, en raison de son caractère épiscopal, eut la préséance sur ses collègues. Tout se préparait à la guerre. Le duc de Nevers, aidé des ducs de Bouillon et de Mayenne, levait des troupes et lançait un manifeste contre le maréchal d'Ancre, en réponse à la déclaration que le roi avait envoyée au Parlement, accusant le duc et ses adhérents, et les tenant pour criminels de lèse-majesté, si dans quinze jours ils ne reconnaissaient leurs fautes. Le duc de Guise, qui s'était rangé du parti de la cour, enleva bientôt au duc de Nevers toutes ses places, excepté Mézières. Le maréchal de Montigny poursuivait aussi ses succès dans le Berri, et faisait le siége de Nevers, tandis que dans la Picardie le comte d'Auvergne, après avoir rassemblé une armée où



Meurtre du maréchal d'Ancre.

figurait un corps de sept mille hommes soudoyé par le maréchal d'Ancre, allait investir la ville de Soissons. Un événement imprévu vint couper court aux hostilités. Ce fauconnier que le maréchal avait placé auprès du roi, Charles d'Albert de Luynes, avait fait d'immenses progrès dans l'affection du jeune prince. Il avait acheté la capitainerie du Louvre, ce qui lui donnait logis en cour; mais, sans paraître vouloir sortir de son obscurité, il entretenait en secret des relations avec les princes révoltés. Il était parvenu à les faire voir au roi moins comme ses ennemis que comme ceux du maréchal, et lui faisait remarquer avec quel soin ce dernier l'avait jusqu'ici écarté des affaires publiques, comment il le tenait prisonnier en quelque sorte; enfin il fit tant qu'il persuada au roi de s'en défaire. Le complot fut tramé secrètement entre le roi, son favori et des hommes obscurs, de vie même ignoble. Un seul homme d'importance auquel on s'en ouvrit fut le baron de Vitry, capitaine des gardes, ennemi déclaré du maréchal : ce fut lui qui se chargea de l'exécution.

Le 24 août 1615, au moment où le maréchal traversait le pont-levis qui menait au Louvre, le baron de Vitry lui ordonna de se rendre. Au même instant, Concini fut atteint de trois coups de pistolet et achevé à coups d'épée. Le roi attendait avec inquiétude les nouvelles dans son cabinet. Averti de l'heureux succès du complot, il se montra à la fenêtre de la grande salle, en s'écriant à ceux qui battaient des mains : « Grand merci à vous, mes amis! maintenant je suis roi. » La reine mère fut retenue dans son appartement; la maréchale arrachée de son lit et gardée dans une salle basse. La foule accourut au Louvre; le roi, monté sur un billard, recevait toutes les félicitations; l'évêque de Luçon, qui se présenta, fut éconduit; on reprit les sceaux au chancelier, et le contrôleur Barbin fut retenu prisonnier chez lui. Le soir, on se partagea les dépouilles de la victime : le baron de Vitry reçut le bâton de maréchal; le sieur de Luynes fut fait premier gentilhomme et lieutenant du roi en Normandie. Le corps du maréchal avait été secrètement enterré à Saint-Germain-l'Auxerrois; le lendemain matin, la populace se rua dans l'église, tira le corps de terre, le traîna jusqu'au Pont-Neuf, où elle le pendit par les pieds; puis on le hacha par morceaux, et chacun en prit sa part, comme on avait fait des restes de Ravaillac.

Au conseil siégeaient les vieux ministres Jeannin, Sillery, Villeroy et Duvair. Leur premier soin fut de lancer des manifestes dans tout le royaume pour justifier le meurtre du maréchal par une accusation for-

melle de haute trahison. « Votre maître a été tué par le nôtre, » criaient les assiégés de Soissons aux gens du comte d'Auvergne, qui ignoraient encore les nouvelles de Paris. De toutes parts les hostilités cessèrent, et les princes coururent à la hâte faire leur cour au roi.

La reine mère était depuis quinze jours au Louvre sans avoir pu voir son fils; elle lui avait écrit plusieurs lettres, auxquelles il avait répondu très-froidement. Enfin, sur la demande qu'elle lui fit de se retirer à Blois, il consentit à lui accorder une entrevue de quelques minutes. Les larmes de sa mère ne parurent pas l'émouvoir, et la reine partit sans avoir rien obtenu, accompagnée de l'évêque de Luçon, le seul qui parût lui demeurer fidèle. Les princes visitaient tous les jours le roi, et chaque jour on attendait l'élargissement de Condé. Il n'en fut rien; le prince obtint seulement de passer de la Bastille à Vincennes, et d'y recevoir sa femme, qui venait partager sa prison. Des autres prisonniers, Barbin avait été transféré à la Bastille, ainsi que la maréchale d'Ancre. Des commissaires furent nommés pour instruire le procès intenté à la mémoire de Concini et à sa veuve. A côté des accusations de concussion, on voyait figurer des accusations de sortiléges, de maléfices; les époux avaient, disait-on, *envoûté* le roi et sa femme. En présence de ces accusations absurdes, la maréchale retrouva toute son énergie et toute sa fermeté. Plusieurs conseillers prirent le parti de s'abstenir; cependant le plus grand nombre crut bien mériter du roi en la condamnant. L'arrêt déclara Concini et sa veuve criminels de lèse-majesté divine et humaine, condamna la mémoire du mari à perpétuité, et sa veuve à avoir la tête tranchée, tous leurs biens étant confisqués. L'arrêt fut exécuté en place de Grève. « Elle mourut très-constamment et « chrétiennement, et fit beaucoup de pitié et compassion au peuple, « qui auparavant lui portait une extrême haine. » (***Mém. de Pontchartrain.***)

La France jouait un rôle plus honorable à l'étranger; elle arrêtait les Espagnols dans le Piémont, et forçait le roi d'Espagne à signer, sous sa médiation, le traité de Pavie avec le duc de Savoie.

La France applaudit à ce coup d'essai du jeune monarque, et le conseil se crut assez habile pour s'emparer de ces heureuses dispositions du royaume. Une assemblée de notables fut convoquée à Rouen, sous la présidence du duc d'Anjou, frère du roi, assisté des cardinaux du Perron et de Larochefoucauld, du duc de Montbason et du maréchal de Brissac. Il ne s'agissait de rien moins, suivant les propres

paroles du roi, que de réformer tous les abus du royaume, abus civils, abus militaires, abus de l'Église, abus du fisc. Il faut croire que l'assemblée recula devant une pareille tâche, car, au bout de dix-huit jours, elle s'était séparée, non toutefois sans avoir approuvé le magnifique projet du conseil. Du Plessis-Mornay écrivait de Rouen, quelques jours après : « Vous avez ouï parler de notre assemblée. Plu-« sieurs bonnes choses y ont été proposées, nulle mauvaise. Il est « maintenant question d'en tirer le fruit, ce qui dépend de l'auto-« rité. » L'autorité se contenta d'avoir fait beaucoup de promesses, et n'en réalisa aucune. Le peuple se montrait déjà de si facile composition ! il voyait sans murmurer l'accroissement prodigieux que prenait à la cour la fortune des frères de Luynes ; il oubliait à Vincennes le prince de Condé, et laissait la reine mère attendre à Blois le retour de la faveur royale. La cour était assez tranquille. De tous les mécontents, le duc de Bouillon seul avait refusé de s'y rendre : « C'est toujours la même auberge, disait-il ; il n'y a de changé que le bouchon. » Le duc de Vendôme, mal vu du favori, venait de s'en éloigner, et le vieux d'Épernon, ne jugeant pas prudent d'y faire trop long séjour, alla se renfermer à Metz. En Italie, le duc de Savoie continuait à s'entourer de la protection du roi Louis, et, sur l'injonction formelle de l'ambassadeur français, les Espagnols évacuèrent Verceil. Les réformés du Béarn, alliés secrets du marquis de La Force, leur gouverneur, essayaient de l'indépendance ; mais les vieux généraux de la cour prétendaient qu'il fallait *les laisser s'enferrer jusqu'à la garde.* Ce qui causait le plus de souci au favori et aux ministres, c'était l'apparente quiétude de la reine mère à Blois. On découvrit enfin le secret de cette profonde sécurité. L'intendant Barbin, convaincu d'avoir lié correspondance avec Marie de Médicis du fond de la Bastille, fut livré au Parlement avec ceux de ses gardes qu'on supposait corrompus par lui. Deux d'entre eux furent rompus et brûlés en place de Grève, deux autres exilés. Barbin n'eut grâce de la vie qu'à la majorité d'une voix : le roi, dans la plénitude *de sa grâce et de sa clémence*, daigna commuer la peine de bannissement portée contre lui en celle d'une détention perpétuelle. Ce crime de lèse-clémence royale ne trouva pas grâce aux yeux même du sévère Richelieu. A ce sujet, il est bon de remarquer que l'évêque de Luçon se trouvait le compagnon d'infortune de Barbin, et qu'il était exilé lui-même à Avignon, avec son frère et son beau-frère.

La sévérité royale apprit à la reine mère qu'elle n'avait plus rien à attendre de son fils. Une ressource lui restait encore, c'était de sonder les intentions des principaux mécontents, les ducs d'Épernon, à Metz, et de Bouillon, à Sedan. Un certain abbé Ruccelaï, créature du maréchal d'Ancre, se rendit maître de l'intrigue, et fit tant, qu'un beau matin le duc d'Épernon sortit de Metz avec une escorte militaire et courut sans s'arrêter jusqu'à Loches. A Blois, Marie de Médicis s'évada du château par la fenêtre, dans la nuit du 22 février, et se trouva



au point du jour en état de tenir tête au roi de France. La surprise fut grande à la cour quand on apprit la démarche du duc et l'évasion de la reine. Le conseil, ne sachant à quel parti s'arrêter, fit prudemment suivre le négociateur de Béthune d'un corps d'armée suffisant pour appuyer ses propositions. La guerre civile était sur le point d'éclater, lorsqu'on se souvint de l'exilé d'Avignon, du jeune évêque, qui ne s'était pas assez éloigné de la cour pour cesser d'entretenir quelques relations avec certains des plus influents; quelques-uns

disent avec le favori même. Richelieu se rendit en toute hâte auprès de la reine mère, parvint à évincer l'intrigant Rucelaï, et rendit facile la réconciliation. Tout fut oublié de part et d'autre; la reine obtint le gouvernement de l'Anjou, avec le commandement spécial des villes d'Angers, de Chinon et de Pont-de-Cé. Enfin, Marie fut si contente qu'elle consentit à voir son fils à Courcières. On s'embrassa, on se fêta pendant douze jours, et tout fut dit. La reine s'en alla gouverner l'Anjou; le roi revint à Paris, et son retour fut signalé par l'élargissement du prince de Condé, dont l'innocence fut solennellement reconnue au Parlement. Barbin ne quitta la Bastille que pour sortir du royaume. Le favori de Luynes, qui venait d'épouser la fille du duc de Montbason, eut aussi sa part des faveurs du roi : il reçut pour présent de noces le gouvernement de la Picardie, avec le titre de duc et pair. De ses deux frères, l'un fut fait marquis de Cadenet, maréchal de France, puis duc de Chaulnes; l'autre, duc de Piney-Luxembourg, avec un don royal de 600,000 écus. Ces faveurs, prodiguées à une famille qu'elle regardait à juste titre comme son ennemie, aigrirent la reine mère et la disposèrent à favoriser les jalousies de la cour. Tout à coup, à la suite d'une dispute avec le prince de Condé, le jeune comte de Soissons, âgé de seize ans, s'enfuit de Paris avec les ducs de Mayenne, de Vendôme et Henri de Savoie, troisième duc de Nemours. Cette volée de mécontents vint s'abattre sur Angers, avec une suite nombreuse. La guerre, cette fois, était inévitable. Le conseil avait envoyé à la reine mère une députation dans l'unique but de gagner du temps. Quand tout fut prêt, le roi, suivi du prince de Condé, s'avança lui-même en Normandie, fit à Rouen une entrée triomphale, s'empara coup sur coup de Caen, d'Alençon, du Mans, et se dirigea sur le Berri. La prise de Pont-de-Cé fut le coup de grâce pour le parti de la reine. L'évêque de Luçon fut encore une fois député vers la cour; encore une fois il parvint à rétablir la paix. On promit de part et d'autre de s'en référer au traité d'Angoulême. Tout fut pardonné aux partisans de Marie de Médicis, à qui Louis XIII voulut bien accorder une nouvelle entrevue, très-touchante, disent les contemporains. On remarqua surtout les prévenances flatteuses dont le duc de Luynes ne cessa de combler le jeune prélat, auquel on devait une seconde fois la répression des guerres civiles. Ces premiers succès avaient mis le roi en humeur de vaincre; il ne voulut pas revenir à Paris sans avoir pacifié le Béarn. Aidé à la fois des vainqueurs et des vaincus, qui ne

cherchaient que l'occasion de regagner sa confiance, il parvint sans coup férir jusqu'à Pau, où il rétablit le clergé catholique dans tous ses biens et priviléges. Les rebelles furent atteints jusque dans leur nationalité; une ordonnance royale, datée de Paris, déclara réunies à la couronne de France la Basse-Navarre et la principauté de Béarn.

Cette promenade militaire fit le meilleur effet à Paris, et tel fut l'enthousiasme des Parisiens, que le roi eut la modestie de s'y dérober en rentrant incognito dans sa capitale. Du reste, le plus parfait accord semblait régner à la cour entre la reine mère et le favori, qui n'était pourtant pas si bien vu du peuple. On lui reprochait, comme à tout parvenu, sa fortune rapide, et plus encore celle de ses deux frères; quelques malveillants allèrent jusqu'à prétendre que la duchesse de Luynes pouvait bien n'être pas étrangère à l'élévation de sa famille; mais la rigide vertu du roi dément ces petites médisances. Le favori était très-ombrageux. Il eut la maladresse de jalouser le comte de Bassompierre, qui, tout empressé qu'il fût au service du roi, se croyait de trop bonne maison pour rechercher ce qu'il appelait une faveur d'inclination. Le comte fut plus généreux que le duc de Luynes : il s'éloigna. Il y avait à la cour un autre rival plus dangereux pour le favori, c'était l'évêque de Luçon; mais les services qu'il venait de rendre et la faveur de la reine mère le rendaient inviolable; le duc crut pouvoir se l'attacher en mariant son neveu à la nièce du prélat. Enfin, pour assurer sa propre fortune, il se fit donner l'épée de connétable. L'occasion se présenta bientôt pour justifier le choix que Louis XIII ou plutôt le duc de Luynes avait fait de lui-même. Une assemblée de réformés s'était réunie à La Rochelle malgré les ordres du roi, malgré les remontrances du duc de Sully et de Duplessis-Mornay. Elle en vint jusqu'à usurper ce qu'on appelait, au moyen-âge, les droits régaliens, c'est-à-dire les droits d'imposer des taxes, de faire battre monnaie, de lever des troupes. Une dernière ordonnance, datée de La Rochelle, partageait le royaume en huit provinces ou cercles, dont les chefs, nommés par l'assemblée, ne devaient obéissance qu'à elle seule. En un mot, c'était une république protestante que l'on voulait substituer à la royauté catholique. Le fauteur ordinaire de ces fanfaronnades démocratiques, le duc de Rohan, avait armé le Midi. Cette insolence étonna le roi, qui voulut en personne châtier les rebelles comme il avait châtié ceux du Béarn. Tandis que le duc d'Épernon assiégeait inutilement La Rochelle, Louis XIII,

accompagné du nouveau connétable, des ducs de Lesdiguières, de Mayenne, d'Angoulême, de Montmorenci et du comte de Bassompierre, s'avançait victorieusement au delà de la Loire sans qu'aucune ville osât lui résister. Il ne restait plus à peu près aux rebelles que Montauban, où s'était renfermé le marquis de La Force. L'armée royale parut sous ses murs. Une première imprudence coûta la vie au marquis de Thémines et au duc de Mayenne. Le connétable, chargé de la direction du siége, s'en acquitta si mal, qu'après avoir perdu plus de deux mois à sacrifier l'élite de la noblesse, l'armée royale se retira avec la triste et unique consolation d'enlever à l'ennemi une bicoque appelée Monheur. Le connétable fut si affligé de cet échec, qu'il en mourut un mois après, n'emportant pas même le regret du roi [15 décembre 1621]. Louis, fatigué d'une guerre inhabilement conduite, revint à Paris pour y jouir des honneurs du triomphe accoutumé.

D'ailleurs, la mort du duc de Luynes était un plus grand événement que la guerre contre les réformés : on s'agitait à la cour pour savoir qui le remplacerait et dans l'amitié du roi et dans la direction des affaires. On avait vu successivement entrer au conseil le garde des sceaux, Méry de Vic, le cardinal de Retz et le comte de Schomberg, dont l'alliance avec le chancelier de Sillery, le président Jeannin, et surtout le prince de Condé, témoignait assez les mauvaises dispositions pour la reine mère. Les premières délibérations du conseil réalisèrent les prévisions des politiques. Il s'agissait de la guerre qui continuait toujours. Marie de Médicis s'en tenait à la pacification; le prince de Condé et les ministres l'emportèrent, et le roi fut en quelque sorte enlevé du Louvre pour marcher à la tête des troupes. Un avantage remporté sur le duc de Soubise, à l'île de Rhé, le sac d'une ville voisine de Montauban, appelée Négrepelisse, et surtout la conversion du duc de Lesdiguières, qui reçut en retour l'épée de connétable, effrayèrent les réformés, qui se montrèrent disposés à un accommodement. Le duc de Rohan s'aboucha avec le connétable, et bientôt la paix fut signée à Montpellier; elle confirmait les huguenots dans les droits qu'ils avaient acquis par l'édit de Nantes. La guerre civile ainsi terminée, la guerre de cour devint la première affaire du royaume.

La mort du garde-des-sceaux de Vic, celle du cardinal de Retz, et la disgrâce du comte de Schomberg, avaient privé le prince de Condé de l'influence qu'il exerçait dans le conseil. Le comte de Bassompierre,

nommé maréchal, refusa de profiter de cette occasion, et l'évêque de Luçon, qui venait de recevoir le chapeau, ne jugea pas le temps encore venu de faire son entrée en scène. Le marquis de La Vieuville fut le pis-aller du roi. On lui adjoignit d'abord le chancelier de Sillery et le marquis de Puisieux, son fils. Après un an d'intrigues obscures, le vieux chancelier fut remplacé par Étienne d'Aligre; six mois après, Richelieu *se vit forcé* d'entrer au conseil. C'était la comédie de Sixte-Quint, parfaitement jouée par une autre robe rouge. A peine parvenu aux affaires, Richelieu jeta sa béquille et fit valoir ses droits de cardinal pour prendre rang avant le marquis de La Vieuville, qui se perdait, comme son prédécesseur de Luynes, à tourmenter l'inoffensif Bassompierre. Quatre mois n'étaient pas encore écoulés que le jaloux surintendant était lui-même conduit au château d'Amboise. «*Le roi avait changé de conseil et le ministère de maxime.*» La concision de Richelieu est aussi remarquable dans ses paroles que dans ses actes. Au roi d'Angleterre, il promet la main de madame Henriette, sœur du roi, pour le prince de Galles, et cela sans attendre la licence du pape. Aux Hollandais réformés, il promet des secours, argent et troupes, contre les Espagnols. Dans l'affaire de la Valteline, le cardinal heurte à la fois le Saint-Siége et le roi catholique en accordant aux Grisons la protection de la France. « On enverra une armée dans la Valteline, qui rendra le pape moins incertain et les Espagnols plus traitables. » Ce sont les propres paroles de Richelieu, qui, tout en expulsant des villes et des forts du canton les garnisons du pape, recommandait à ses envoyés de remontrer soigneusement à la cour de Rome « que tout avait été fait pour le bien de la chrétienté et celui du saint-père lui-même. » Le saint-père fut obligé de le croire. Tous les yeux étant tournés vers les frontières orientales du royaume, les huguenots crurent l'occasion favorable pour tenter un nouveau soulèvement dans les provinces du Midi et de l'Ouest. Soutenir à la fois la guerre civile et la guerre étrangère, c'était un spectacle nouveau pour la France : Richelieu crut pouvoir le lui donner. Il fit marcher deux armées de six mille hommes: l'une dans le Languedoc, contre le duc de Retz; l'autre vers le Poitou, contre le duc de Soubise, ce qui n'arrêtait pas les négociations entamées avec la cour d'Angleterre au sujet du mariage avec Henriette de France. Le conseil venait de déclarer respectueusement au pape, qui refusait la dispense nécessaire, « que cette difficulté n'empêcherait pas le mariage. » La difficulté avait été aussitôt levée. Cette alliance se conclut,

non plus avec le prince de Galles, mais avec le roi d'Angleterre, Charles Ier.

Jacques Stuart venait de mourir. Le nouveau roi s'était fait représenter en France par le fastueux Buckingham, qui s'éprit ouvertement d'une belle passion pour la jeune reine, Anne d'Autriche, laquelle, du reste, n'avait pas beaucoup à se louer de son époux. La reine, ayant accompagné sa belle-sœur jusqu'à la ville d'Amiens, on vit un matin Buckingham accourir au palais, s'introduire presque de force dans la chambre de la jeune reine, et là, agenouillé auprès de son lit,



lui tenir, devant ses femmes, les propos les plus passionnés. C'en était assez pour compromettre les intérêts de l'Angleterre auprès du roi Louis et de son ministre. A l'égard du pape, on avait poliment éconduit le légat, qui venait demander explication à la cour de France de ses actes peu respectueux pour le Saint-Siége. On ménageait encore moins la cour de Madrid, qui faisait confisquer tous les biens des Français

résidant en Espagne. Le roi de France fit saisir à son tour tous les vaisseaux, effets, marchandises et biens des Espagnols, Portugais, Grenadins, Milanais, Napolitains et Génois. A l'intérieur, le cardinal n'en continuait pas moins la guerre avec les réformés. Le duc de Soubise, chassé successivement des îles de Rhé et d'Oléron, alla chercher un asile sur les côtes d'Angleterre. C'était assez de succès pour accréditer un nouveau ministère. Richelieu avait besoin de la paix, et, d'ailleurs, il ne fallait pas mécontenter l'Angleterre et la Hollande, qui intercédaient en faveur des réformés de France. Un traité fut conclu avec les Rochellois, au grand déplaisir des libellistes, qui ne manquèrent pas d'attaquer Richelieu. Celui-ci ne s'en émut guère, et six mois après, les mécontents se trouvèrent tout étonnés d'apprendre que l'Espagne et la cour de Rome avaient consenti à faire la paix avec *le cardinal de La Rochelle, le pontife des calvinistes, le patriarche des athées.* Les Valtelins durent reconnaître la suprématie politique des Grisons tout en conservant le libre exercice de la religion catholique, et les forts construits par les Espagnols furent renversés.

Les détracteurs du cardinal se trouvèrent honteux et gênés en même temps de cette pacification subite. Les intrigues de cour favorisées par la guerre étrangère ne pouvaient plus échapper aux yeux du ministre, une fois délivré des Espagnols. En effet, une conspiration s'était tramée contre lui, à la tête de laquelle on avait mis un enfant de dix-huit ans, le duc d'Anjou, gouverné par le maréchal d'Ornano, créature du cardinal, mais dont la fierté s'offensait des bienfaits même qu'il en avait reçus. C'était sur ses conseils que le jeune prince avait refusé la main de mademoiselle de Montpensier, malgré les pressantes sollicitations du ministre et de la reine mère. Un soir, le roi fit appeler le maréchal dans sa chambre ; mais, au lieu du roi, celui-ci n'y trouva que le capitaine des gardes, qui le conduisit « dans la même salle ou, vingt-quatre années auparavant, avait été enfermé le maréchal de Biron. » C'est Richelieu lui-même qui fait ce rapprochement. Le lendemain on le conduisit à Vincennes. Le chancelier d'Aligre, qui avait eu la naïveté d'avouer au duc d'Anjou que tout s'était passé sans qu'on le consultât, fut remplacé par Michel de Marillac, alors surintendant des finances. Le cardinal jugea Paris assez étonné de ses rigueurs : c'était le tour des provinces. Il fit entreprendre au roi un de ces voyages dont il lui donna l'habitude, et qu'on pourrait appeler une tournée d'assises. Le duc de Vendôme, qu'on prétendait avoir trempé dans la

conspiration, fut arrêté à Blois avec son frère, le grand-prieur de France, et tous deux furent conduits au château d'Amboise. Le roi, qui continuait ses voyages sans paraître s'inquiéter de ce coup d'état, n'était pas plutôt arrivé à Nantes, qu'une nouvelle victime était dénoncée à la vengeance du cardinal. Le jeune Henri de Talleyrand, comte de Chalais, maître de la garde-robe, avait eu le malheur d'entretenir une intrigue amoureuse avec l'ancienne duchesse de Luynes, devenue duchesse de Chevreuse, et ennemie personnelle du cardinal. Sur quelques propos imprudents du jeune comte, on bâtit une accusation capitale, et le nouveau garde-des-sceaux, Michel de Marillac, fut chargé d'instruire son procès. En attendant qu'on eût rassemblé contre Chalais assez de preuves, le cardinal occupait le roi en lui faisant présider les états de Bretagne, et la cour par le mariage de Mademoiselle de Montpensier avec le duc d'Anjou, qu'il voulut célébrer en personne. Il y avait un peu de vanité à se montrer ainsi au milieu de son triomphe; car c'en était un d'avoir accompli ce mariage, auquel s'opposaient la reine Anne d'Autriche et sa confidente la duchesse de Chevreuse, le duc d'Anjou, et peut-être le roi lui-même. Le cardinal eut bon marché de celui-ci : la duchesse de Chevreuse fut bannie de la cour. Quant au duc d'Anjou, devenu duc d'Orléans, quelques hochets, une belle livrée, un bel apanage, une belle compagnie de gardes-du-corps, avaient suffi pour le séduire. Le jour même des fiançailles, des lettres patentes avaient ordonné l'érection d'une chambre criminelle à Nantes pour juger le conspirateur Chalais. Trois témoins seulement furent entendus : le duc d'Orléans révéla tout ce qu'on voulut lui faire dire, et la chambre criminelle, jugeant la cause suffisamment instruite, condamna le comte de Chalais à être décapité, son corps coupé en quartiers, tous ses biens étant confisqués, sa postérité déclarée ignoble et roturière. Tout ce que la clémence du roi crut devoir accorder aux larmes de sa mère, fut de retrancher de cette condamnation ce qu'elle avait de flétrissant et d'inutilement cruel. Le supplice fut atroce : il fallut trente-quatre coups d'une mauvaise épée pour séparer la tête du tronc; au vingtième, la victime se plaignait encore.

Treize jours après cet assassinat juridique, le maréchal d'Ornano mourait empoisonné dans sa prison; le comte de Soissons, ami du duc d'Anjou, s'enfuyait à Neufchâtel, et la duchesse de Chevreuse allait demander un asile à la cour de Lorraine. Ministre d'un roi dont il avait mission de cacher la faiblesse par ses rigueurs, Richelieu avait interdit à Louis XIII

jusqu'au privilége de la clémence ; la mère de Chalais n'avait pu obtenir la grâce de son fils. Les grands apprirent définitivement à quel maître ils avaient affaire quand une ordonnance royale accorda au car-



Richelieu.

dinal une compagnie de gardes-du-corps. Le connétable de Lesdiguières venait de mourir, on ne lui donna pas de successeur ; enfin, le cardinal acheta du duc de Montmorenci, moyennant un million, la dignité d'amiral, qu'il se chargea de remplir sous le nom plus modeste de surintendant de la navigation. Les actes récents du ministre avaient besoin d'une sanction pour excuser leur étrange, disons mieux, leur cruelle nouveauté ; il lui fallait aussi une garantie pour l'avenir. Ce fut à l'opinion publique que le rusé ministre eut l'air de vouloir s'adresser. Une assemblée des notables, ce simulacre impuissant des états-généraux, fut convoquée à Paris. Elle se composait des cardinaux, des maréchaux de France, de douze prélats, d'autant de gentilshommes,

et des principaux officiers des cours souveraines. Le garde-des-sceaux y présenta le bilan de la couronne : les revenus ne montaient pas à seize millions, tandis qu'il s'en dépensait annuellement cinquante. La suppression des grandes charges, le rachat des domaines royaux aliénés à vil prix, la réduction des pensions, étaient les principaux moyens d'économie qui pouvaient égaler la recette à la dépense. Puis, le garde-des-sceaux proposait la démolition des forteresses intérieures, et appelait d'un autre côté l'attention de l'assemblée sur le commerce et la navigation, depuis trop longtemps négligés en France. Le cardinal développa les mêmes principes, et conclut en demandant à l'assemblée «peu de paroles et beaucoup d'effet.» L'assemblée eut trente-cinq séances en deux mois; elle approuva toutes les propositions du cardinal, hormis une seule, *qu'il eut le plaisir* de voir unanimement repoussée : il s'agissait de modérer les peines portées contre les criminels d'état, et de les réduire à la privation des charges et emplois. Richelieu eut bientôt l'occasion de faire sentir à la noblesse l'ironie de cette fausse pitié : deux gentilshommes, le comte de Chapelles et le comte de Montmorenci-Bouteville, père du célèbre Luxembourg, avaient tiré l'épée sur la place Royale même, à la porte du logis du roi, et tué l'un de leurs adversaires : livrés au Parlement, les deux coupables furent condamnés à mort, et, malgré les supplications de toute la noblesse de France, exécutés en grand appareil. C'était assez brusquement inviter cette même noblesse à la guerre qui allait éclater. Par une combinaison politique assez étrange à cette époque, l'Espagne s'était rapprochée de la France, tandis que la Savoie et l'Angleterre s'en détachaient, la première, sur l'instigation du comte de Soissons, la seconde, sur celle de Buckingham, qui, depuis sa galante aventure d'Amiens, s'était vu impitoyablement refuser tout accès dans le royaume. Enfin, le duc de Lorraine, Charles IV, séduit par la duchesse de Chevreuse, *sorte d'Annibal en jupons*, qui suscitait partout des ennemis au cardinal, paraissait mal disposé en faveur de la France. Tout d'un coup une flotte anglaise, commandée par Buckingham en personne, vint attaquer l'île de Rhé, où commandait le comte de Toiras. Cette démonstration enhardit les Rochellois, qui se déclarèrent en pleine révolte.

Le roi accourut de Paris, et quelques jours après, les Anglais, culbutés par le maréchal de Schomberg dans l'île de Rhé, n'eurent pas même la consolation d'une retraite honorable. La Rochelle était

désormais abandonnée toute seule à la vengeance du roi; car on ne pouvait compter pour rien la faible diversion que tentait d'opérer dans le Midi le duc de Rohan. Le 16 septembre 1627, La Rochelle fut investie en forme par trois corps d'armée sous les ordres du maréchal de Bassompierre, du duc d'Angoulême et du maréchal de Schomberg. Le cardinal de Richelieu, commandant en chef, s'était réservé le côté de la mer. Il ne s'agissait, dans ses vues, de rien moins que de construire une digue qui fermât l'entrée du port en se rattachant à la circonvallation. Mais Richelieu avait trouvé un adversaire digne de lui. Un Rochellois, Jean Guiton, dont le patriotisme et la fermeté étaient bien connus, avait été de force élu maire par ses concitoyens; vaincu par leurs sollicitations et l'imminence du danger, il avait saisi un poignard, et leur avait dit : « Vous le voulez, je suis maire; mais « c'est à la condition qu'il me sera permis d'enfoncer ce fer dans le « cœur du premier qui parlera de se rendre. Qu'on s'en serve contre



« moi si jamais je songe à capituler. » Le poignard demeura sur une table, dans la salle du conseil, jusqu'à la fin de la guerre. Au bout de

quatre mois, le roi, fatigué de la longueur du siége, obtint du cardinal la permission de retourner à Paris, non sans lui avoir laissé autorité pleine et entière sur les troupes et les généraux. L'embarras des affaires, que le cardinal eut la malice de lui laisser supporter seul à Paris, l'eut bientôt ramené auprès de son indispensable ministre. La digue, dont les flots avaient longtemps ralenti la construction, était fort avancée lorsqu'une nouvelle flotte anglaise reparut sur le théâtre de son ancienne défaite. On s'attendait à un combat; les Anglais se contentèrent d'une canonnade insignifiante, et se retirèrent sans avoir au moins eu, comme la première fois, le prétexte d'une déroute. Le second avortement des prétentions militaires de l'Angleterre fut aussi fatal à Buckingham qu'aux assiégés de La Rochelle; il tomba sous le poignard d'un Anglais à Portsmouth, au moment où il allait conduire une troisième fois sa flotte contre la digue formidable de Richelieu. Son successeur, le comte de Lindesey, ne fut pas plus heureux que lui; ses démonstrations à distance furent tout aussi inutiles aux Rochellois que les premières; et, malgré le fanatisme patriotique du maire de La Rochelle, Jean Guiton, il fallut bien songer à se soumettre. Le même jour réunit, à leur insu, les députés de la flotte et ceux de la ville dans la tente du cardinal. Cette rencontre, habilement ménagée par Richelieu, fut un coup de théâtre qui hâta les négociations. Enfin, le 1er novembre 1628, le roi fit, au milieu du peuple agenouillé, son entrée dans la ville, dont les clefs lui furent présentées par le cardinal. Guiton se montra plus grand que jamais en refusant de se retirer en Angleterre. « Il aimait mieux être sujet du roi qui avait pris La Rochelle que de celui qui n'avait pu la sauver. » Les fortifications de la cité rebelle furent rasées, excepté du côté de la mer, les priviléges de la ville abolis, l'hôtel-de-ville réuni au domaine. La flotte anglaise resta jusqu'à la fin pour voir tomber le dernier boulevard des réformés en France. Dans le Midi, où il luttait encore contre le prince de Condé, les ducs d'Épernon et de Montmorenci, le duc de Rohan ne réussit qu'à se charger la conscience d'un nouveau crime d'état, en demandant pour ses coreligionnaires, au roi d'Espagne, le secours de son assistance. Le cardinal n'était pas mécontent de voir occupés, dans une lutte qui ne leur permettait pas de se mêler d'intrigues, trois des chefs de cette noblesse qui venait d'être « assez folle, selon l'expression de Bassompierre, pour prendre La Rochelle. » Il est vrai que le prince de Condé lui était sérieusement attaché; mais il voyait

la reine mère le traiter de jour en jour avec plus de froideur, et préférer à ses conseils ceux de ses deux confidents intimes, le cardinal de Bérulle, et, ce qui était plus grave, le garde-des-sceaux de Marillac. La reine et le premier ministre avaient paru quelque temps auparavant se liguer ensemble contre le jeune duc d'Orléans, dont le cœur, laissé libre par la mort de sa femme, peu de mois après son mariage, s'adressait à la jeune Marie de Gonzague, fille du duc de Nevers. Or, ce fut à l'occasion de ce même duc de Nevers que la guerre éclata bientôt entre les deux alliés.

Vincent II de Gonzague, duc de Mantoue et de Montferrat, était mort sans enfants. Son plus proche héritier mâle était le duc Charles de Nevers; mais il avait un compétiteur dans la personne du duc de Guastalla, protégé par l'empereur et les Espagnols. Le duc de Nevers avait gagné l'avance sur son rival, et se trouvait en possession d'un duché, fief impérial, et dont, par conséquent, il devait attendre l'investiture. L'empereur, qui favorisait le duc de Guastalla, s'offensa de la précipitation de Nevers, et fit entrer le duc de Savoie dans ses intérêts. En peu de jours celui-ci s'empare du Montferrat. Les Espagnols, de leur côté, avaient mis le siége devant Casal. Richelieu, occupé tout entier au siége de La Rochelle, n'avait pu envoyer au secours du duc de Nevers que des négociateurs dont toute l'habileté n'arrêta point les progrès des Espagnols. La prise de La Rochelle rendit l'espoir aux assiégés de Casal. En effet, Richelieu se déclara ouvertement pour le duc de Nevers, au grand mécontentement de la reine mère, dont il froissait toutes les sympathies pour l'Espagne; son triomphe fut d'autant plus éclatant, qu'il décida le roi à se mettre lui-même en campagne. Le premier pas fait hors du royaume fut une victoire. En dépit du duc de Savoie, qui avait refusé au roi le passage de ses états, le pas de Suze fut enlevé d'assaut; cinq jours après, le duc s'engageait à faire lever le siége de Casal. Les Espagnols adhérèrent au traité de Suze, mais n'en restèrent pas moins armés sur la frontière du Mantouan, prêts à la franchir à la première occasion. Le roi victorieux conclut à Suze même un traité définitif avec l'Angleterre, dans les états et à l'insu du duc de Savoie, qui s'était efforcé, par tous les moyens, d'entraver les négociations. L'Italie pacifiée, ou paraissant l'être, le cardinal voulut mettre à profit les dispositions belliqueuses de son maître, et le mena contre les réformés du Languedoc, où se maintenait toujours le duc de Rohan, ce rebelle aux grandes proportions, qui, dédaigneux de la faveur royale,

criait, en marchant au combat, sa fameuse devise : « *Roi ne puis, prince ne daigne, Rohan je suis.* » En peu de temps les réformés furent chassés



de presque toutes leurs places, et le duc de Rohan, désespérant enfin de leur cause, consentit à traiter. Il obtint, par l'édit de pacification donné à Alais [28 juin 1629], l'abolition du passé pour tous les rebelles, et 100,000 écus pour lui-même; seulement on lui fit l'honneur d'exiger qu'il sortît de France : il choisit Venise pour sa retraite. Les calvinistes conservèrent le libre exercice de leur culte, mais ils cessèrent de faire corps dans l'état, et toutes leurs villes furent démantelées.

Le cardinal partageait avec le roi les honneurs d'un triomphe qu'ils avaient d'ailleurs dignement acheté. Le moment était donc mal choisi pour faire mauvaise mine au ministre. Il y avait une telle solidarité entre la conduite récente de Louis XIII et celle de Richelieu, que le roi dut naturellement se trouver froissé des reproches que sa mère fit au cardinal au sujet de la guerre de Mantoue. Un événement plus grave interrompit pour quelque temps la querelle. Le duc d'Orléans, se trouvant mal à l'aise en France, venait de se retirer en Lorraine. Le premier soin du cardinal fut de se réconcilier avec la reine mère, qui perdit bientôt un de ses confidents, le cardinal de Bérulle. Quant au duc d'Orléans, on lui dépêcha le duc de Bellegarde, qui avait mission de négocier secrètement avec ses conseillers, le président Lecogneux et le sieur de Puy-Laurens,

moyennant que le duc rentrerait en France, avec la promesse de 200,000 livres d'apanage et des gouvernements d'Amboise et de l'Orléanais. Des intérêts plus élevés avaient attiré sur l'Allemagne les regards du cardinal. La Ligue protestante, qui, dans une lutte continue de dix années contre l'empire, avait usé successivement l'électeur palatin, Mansfield, et le roi de Danemarck, Christian, allait opposer à Waldstein un rival plus dangereux, le jeune roi de Suède, Gustave-Adolphe. A peine Gustave eut-il mis le pied en Allemagne, que Richelieu lui envoya un émissaire pour l'attirer dans l'alliance française; en même temps, il concluait un nouveau traité avec les Provinces-Unies, et s'assurait au moins de la neutralité de l'Angleterre. L'Espagne, de son côté, avait appelé en Italie le marquis de Spinola, le vainqueur des protestants, qui se jeta sur le Montferrat, tandis que le comte de Colalte pénétrait dans le Mantouan avec les impériaux. Le cardinal partit en toute hâte avec quarante mille hommes et trois maréchaux de France. L'armée française, après avoir forcé l'entrée du Piémont, malgré la mauvaise volonté du duc de Savoie, s'empara de Pignerolle; à cette nouvelle, le roi quitte Paris, se rend à Grenoble, prend le commandement de l'armée et soumet rapidement la Savoie. Une maladie assez grave l'arrêta sur la frontière de Montferrat, et le força de rentrer en France. L'armée, laissée sous les ordres du cardinal, se signala par l'enlèvement de Veillane. Jamais la *furia francese* n'avait tant épouvanté les Italiens : le duc de Montmorenci s'était un moment trouvé seul au milieu d'un escadron ennemi. Trois cents prisonniers de distinction, parmi lesquels était un Doria, et dix-sept drapeaux, furent envoyés au roi. Ce dernier échec et la prise de Palerme achevèrent le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, qui en mourut de douleur six jours après. Ce fut, du reste, le dernier événement de la campagne. Le cardinal se hâta de retourner à son poste auprès du roi, malade à Lyon. Aussi bien la guerre touchait à sa fin. Au moment d'atteindre l'ennemi près de Cérisoles, lieu plein de souvenirs pour une armée française, les trois maréchaux, de Schomberg, de La Force et de Marillac avaient rencontré des négociateurs qui leur apportaient la nouvelle d'un traité conclu à Ratisbonne. Mais les deux armées étaient en présence, et le maréchal de Schomberg ne voulait pas perdre cette occasion de se mesurer avec le vieux marquis de Spinola. L'action était engagée quand on vit accourir au milieu des combattants un jeune officier au service du pape, et fort habile négociateur, Giulio Mazarini, qui avait mission

de signifier aux généraux la pacification générale. Force fut au maréchal de se soumettre, et, d'après les conventions, les Espagnols évacuèrent Casal, tandis que les Français abandonnaient le Montferrat.

Le cardinal avait hâté la conclusion de la paix pour surveiller de plus près une intrigue qui se tramait contre lui à la cour. La maladie du roi, à Lyon, avait rapproché de sa personne les deux reines, sa mère et sa femme. Leurs soins l'avaient touché, et son plus grand désir était de réconcilier Marie de Médicis avec le cardinal. On était de retour à Paris. Le roi, qui logeait à Versailles, était venu trouver sa mère au Luxembourg, où il tenait avec elle une conférence secrète. Tout à coup le cardinal paraît au milieu d'eux. « Vous parliez de moi, » dit-il froidement, et il essuya sans émotion les injures de sa rivale. Le



lendemain, le roi retourna à Versailles, après avoir donné ordre en pleurant, dit-on, au duc de Montmorenci, de conduire le cardinal à

Bruxelles. Richelieu, averti aussitôt par le cardinal de La Vallette, ne perd pas de temps, suit le roi à Versailles, regagne en quelques minutes sa confiance, fait arrêter le garde-des-sceaux dans une maison voisine, et envoie un exprès au Luxembourg annoncer à la reine mère ce qui vient de se passer. Le palais était rempli de la foule des courtisans qui venaient féliciter Marie de Médicis de sa prétendue victoire. En quelques secondes, elle se trouva seule. Cette journée fut appelée *la Journée des Dupes* [12 novembre 1630].

Restait à sévir contre les coupables. Le garde-des-sceaux était déjà sous la main du cardinal; son frère, Louis de Marillac, fut arrêté en Italie, au milieu de ses troupes, par le maréchal de Schomberg, au moment où il sortait de table. Les sceaux furent remis à Charles de Laubespine, marquis de Châteauneuf. Au moment de punir, Richelieu voulut montrer qu'il savait pardonner. Le marquis de La Vieuville, échappé depuis un an de sa prison d'Amboise, reçut la permission de rentrer en France; le duc de Vendôme, prisonnier depuis l'affaire de Chalais, se vit ouvrir les portes de Vincennes, mais pour jouir de sa liberté hors du royaume. Tout à coup on apprit que le duc d'Orléans venait de faire une nouvelle escapade: il s'était subitement enfui de Paris à Orléans. La reine, soupçonnée d'avoir conseillé cette ridicule incartade, en fut rigoureusement punie. Le roi prétexta un voyage à Compiègne, où l'accompagna sa mère. A peine y fut-elle installée, que Louis, un beau matin, partit en toute hâte, la laissant prisonnière sous la garde du maréchal d'Estrées. Le même jour, Bassompierre fut conduit à la Bastille; il avait eu la précaution de brûler auparavant plus de six mille lettres d'amour. A la nouvelle de ce coup d'état, le duc d'Orléans crut ne pouvoir mieux protester qu'en se retirant une seconde fois en Lorraine. Le roi le suivit jusqu'en Bourgogne, et fit enregistrer au Parlement de Dijon une déclaration par laquelle tous ceux qui avaient accompagné son frère dans sa retraite étaient reconnus coupables de lèse-majesté. Les principaux accusés étaient le comte de Moret, les ducs d'Elbeuf, de Bellegarde, de Roannais, et le président Lecoigneux. Le Parlement de Paris, au retour du roi, refusa d'enregistrer cette déclaration. Richelieu, irrité, exila un président et trois conseillers, et manda le Parlement au Louvre. Les magistrats traversèrent la ville à pied, tête nue, et furent forcés de se mettre à genoux devant le roi, qui les menaça «de placer sept ou huit d'entre eux dans un régiment de mousquetaires, pour y

apprendre l'obéissance. » La feuille du registre où était consigné leur refus fut lacérée en leur présence. Le Parlement se retira soumis et humilié. Dès lors tous les paquets, notes, justifications, qui lui étaient adressés de la part de la reine mère ou du duc d'Orléans, furent fidèlement, et sans être ouverts, remis au roi ou à son ministre. Richelieu, cependant, n'en était pas moins embarrassé du personnage que jouait Marie de Médicis à Compiègne, prisonnière dans le royaume de son fils. Elle eut la maladresse de lui donner gain de cause en s'enfuyant à Bruxelles. Sans doute c'était un grand malheur de famille pour le roi de voir un étranger éloigner de lui sa mère, son frère et sa femme; mais le système politique du cardinal une fois adopté, il fallait le poursuivre coûte que coûte, écarter toutes les incompatibilités, sacrifier la famille au royaume. De Richelieu ou de Médicis, il n'était pas difficile de juger lequel devait rendre le plus de services à la France. La justification du cardinal était dans les embarras passés que lui avait suscités la reine mère, et dans la direction qu'il allait imprimer à sa politique, désormais sans entraves. Nous allons voir comment il sut gagner sa cause.

Richelieu avait envoyé en Allemagne un homme dont l'obscurité et la bassesse apparente ne peuvent diminuer l'importance historique. Dans l'impuissance où l'historien se trouve de faire à chacun sa part des grandes victoires politiques qui signalèrent le règne de Louis XIII, il a coutume d'absorber tout au profit de Richelieu et de laisser dans l'ombre cet *alter ego* du cardinal. Ce personnage mystérieux était un capucin connu sous le nom de Père Joseph; mais le peuple, qui savait bien ce qu'il en fallait penser, l'avait surnommé l'*Éminence grise*. Cet homme avait arraché à l'empereur Ferdinand la disgrâce de Walstein, et lui avait en même temps enlevé le prix d'un pareil sacrifice, en faisant échouer la candidature de son fils au titre de roi des Romains. Enfin, il avait assuré à la France l'alliance de Gustave-Adolphe. En Italie, les traités de Chierasco et de Millefleurs, dus à l'habileté d'un politique non moins célèbre, Giulio Mazarini, rétablirent aussi le duc de Mantoue dans ses états, et donnèrent Pignerol à la France. En récompense de tant de bons services, le cardinal de Richelieu fut créé duc et pair, et gouverneur de Bretagne, en remplacement du duc de Vendôme.

Le cardinal ne crut pouvoir mieux faire pour témoigner au roi sa reconnaissance, que de poursuivre ses ennemis avec une nouvelle vi-

gueur. Une commission appelée « du Domaine » fut créée pour connaître des confiscations et des libéralités qui en seraient faites. En peu de jours, elle eut réuni au domaine le comté de Muret, les duchés d'Elbeuf, de Bellegarde, de Roannais, et l'office du président Lecoigneux. Mais le plus grand coupable à punir, c'était le duc de Lorraine ; la plus belle confiscation à faire, c'était son duché, dont la conquête devait reculer les frontières de la France jusqu'aux bords du Rhin et de la Meuse, par delà lesquels se trouvaient les champs de bataille où combattait le roi de Suède, allié de la France, où les Français eux-mêmes devaient, à la première occasion, porter leurs armes déjà victorieuses en Italie. Plus d'un grief excitait contre le duc la vengeance du roi. On savait que le duc d'Orléans, retiré à sa cour, avait oublié les charmes de la princesse Marie pour ceux de la princesse Marguerite, sœur du duc, qu'il avait épousée en secret. On savait encore que des levées considérables se faisaient en Lorraine et jusque dans le pays de Liége, et tout cela, sous le prétexte de couvrir les frontières du duché, menacées par le roi de Suède. Le roi ne se paya pas de cette défaite, et s'avança jusqu'à Metz, tandis que Gustave-Adolphe, qui venait de surprendre un corps de Lorrains, campait à Mayence. Le maréchal de La Force, désigné par le roi pour ouvrir la campagne, s'empara sans résistance de Vic et de Moyenvic. Le duc de Lorraine, effrayé, accourut à Metz, fit sa soumission au roi, livra la ville de Marsal en garantie du traité, tandis que le duc d'Orléans allait rejoindre sa mère en Flandre. Louis XIII, victorieux, semblait tenir dans ses mains le sort de l'Europe : de tous côtés, des ambassadeurs catholiques et huguenots venaient implorer à Metz l'arbitrage de la France. Ce fut au milieu de ce magnifique déploiement de la puissance royale que l'on vit arriver, au cœur de l'hiver, une députation du Parlement de Paris, non pour féliciter le roi sur le succès de ses armes, mais pour écouter humblement de sévères injonctions, et témoigner aux représentants des nations étrangères de la soumission absolue que le roi de France exigeait des siens. Après quoi, satisfait d'avoir fait parader ensemble devant lui les ambassadeurs de l'Allemagne et les plus graves personnages de son royaume, Louis XIII revint à Versailles se donner le spectacle d'une nouvelle et plus terrible vengeance : c'était le procès du maréchal de Marillac.

L'instruction avait été commencée deux ans auparavant à Verdun, par deux maîtres des requêtes, le sieur de Moricq et le sieur de Laffemas,

celui qu'on appelait le bourreau du cardinal. L'intervention du Parlement, qui voulut évoquer à lui cette affaire, fut plus nuisible qu'utile au maréchal. Le procureur général Molé, qui avait montré un courage héréditaire dans sa famille, mais trop rare à cette époque dans la magistrature, fut décrété d'ajournement personnel, et interdit. Le cardinal refusa même à la femme de l'accusé l'audience qu'elle réclamait de lui. On accusait le maréchal de malversation et de concussions par lui commises dans sa charge de général d'armée en Champagne. Sans doute, Marillac pouvait n'être pas entièrement innocent à cet égard; mais, « à voir sur quels faits l'information se portait, il semblait, disait-il dans sa défense, qu'il ne s'agissait pas d'un officier de la couronne, mais d'un archer du sel ou d'un argoulet à cheval. Il ne s'agit dans mon procès, ajoutait-il, que de foin, de paille, de bois, de pierre et de chaux : il n'y a pas de quoi fouetter un laquais. » A son retour de Metz, le roi fit transporter le tribunal à Pontoise; mais bientôt les juges, prétendant n'être pas libres dans une ville fermée où le commandement appartenait aux gens d'épée, se transportèrent à Rueil, dans la maison même du cardinal. La délibération dura deux jours, et, malgré le voisinage du ministre, malgré la présence du garde-des-sceaux, la sentence de mort ne fut prononcée qu'à la majorité d'une seule voix. Deux jours après, le maréchal fut transporté de Rueil à la place de Grève de Paris, pour y être décapité. Son frère mourut de douleur dans son exil. La reine mère apprit à Bruxelles la mort de son fidèle serviteur; elle comprit que la rigueur affectée de Richelieu voulait atteindre plus loin que la tête du maréchal, et que la prorogation indéfinie de son exil avait été décidée à Rueil en même temps que la mort de Louis de Marillac. Quant au duc d'Orléans, il vivait fort joyeusement à Bruxelles, sans s'inquiéter de ce que pouvaient souffrir ses partisans en France; il fallut toute l'habileté du duc de Lorraine, plus sérieusement que jamais menacé par la France, pour l'arracher à ses plaisirs. Pont-à-Mousson fut enlevé par les maréchaux d'Effiat et de La Force; Bar-le-Duc et Saint-Mihiel ouvrirent leurs portes au roi, qui se présenta bientôt devant les murs de Nanci. Le duc d'Orléans, dont on poursuivait l'ami, l'allié le plus fidèle, s'était jeté en France avec quelques mauvais régiments, rebut de l'armée espagnole. La nouvelle de cette étrange invasion sauva le duc de Lorraine d'une ruine complète : le roi consentit à l'épargner encore, moyennant la cession des villes de Stenay et de Jamets, avec le comté de Clermont

en Argonne. Le cardinal François de Lorraine, frère du duc, vint se mettre en otage entre les mains du roi jusqu'à l'entière exécution du traité.

On en revint alors au duc d'Orléans, qui traversait rapidement le royaume, partout repoussé, et toujours serré de près par le maréchal de La Force. Il ne s'arrêta qu'à Lodève, dans le Bas-Languedoc, deux mois après son départ de Nanci. Par une fatalité déplorable, le seul homme qu'il réussit à séduire fut celui-là même qu'on voudrait voir le dernier impliqué dans ces intrigues bouffonnes dont le dénouement est toujours tragique. Henri de Montmorenci était gouverneur du Languedoc ; humilié des faveurs de Richelieu, qui venait de lui faire donner un bâton de maréchal, il aspirait à ressaisir cette épée de connétable à laquelle cinq de ses aïeux lui avaient transmis des droits presque héréditaires. Aigri contre le cardinal par les émissaires du duc d'Orléans, il donna sa parole de servir la cause du prince, et mit tout en œuvre pour s'en tirer avec honneur. Les états du Languedoc, rassemblés à Pézénas, lui étaient dévoués, et, malgré l'archevêque de Narbonne qui les présidait, il en obtint des subsides. Beziers, Alais et Alby se déclarent en sa faveur. « D'ailleurs, disait-il au duc d'Orléans, si « nous battons l'armée du roi, nous ne manquerons pas de villes; sinon, « il nous faudra aller faire notre cour à Bruxelles. » Il fallait se hâter et battre le maréchal de Schomberg avant qu'il eût pu opérer sa jonction avec le maréchal de La Force. De tous côtés on s'apprêtait à faire aux rebelles une guerre à outrance. Le Parlement de Toulouse annulait les délibérations des états ; le roi faisait lui-même enregistrer à celui de Paris une nouvelle ordonnance contre les serviteurs et adhérents de son frère, « déclarant en particulier le duc de Mont- « morenci criminel de lèse-majesté, déchu de tous ses grades, hon- « neurs et dignités, pour son procès lui être fait au Parlement de « Toulouse, nonobstant le privilége de la pairie, duquel il s'était rendu « indigne. » A ces manifestes le duc répondit par la guerre. Le maréchal de Schomberg assiégeait Castelnaudary ; le duc d'Orléans et Montmorenci marchèrent rapidement à son secours. Les deux armées se rencontrèrent à une demi-lieue de la ville. Le duc de Montmorenci, qui montait ce jour-là un cheval gris tout couvert de plumes aux couleurs du duc d'Orléans, mi-parties de bleu et d'isabelle, entendant tirer quelques coups de feu du côté du comte de Moret, qui commandait sa gauche, se précipite à la tête d'un escadron, et se trouve bientôt seul,

comme à Veillane, au milieu d'un détachement de chevau-légers du roi ; cette fois, il fut moins heureux : atteint de tous côtés, il tombe sous son cheval, perdant son sang par dix blessures, et jetant à tous



ceux qui l'entouraient le nom de Montmorenci. A peine quelques coups de feu avaient été tirés, « Gaston jette ses armes à terre, dit qu'il n'y joue plus, et fait sonner la retraite. » L'armée, privée de ses chefs, car le comte de Moret avait reçu une balle dans le ventre, se débande aussitôt, et celle du maréchal de Schomberg, victorieuse sans combat, continue sa route vers Castelnaudary, avec son prisonnier couché sur les manteaux des gardes du roi. Le duc d'Orléans, qui avait si lâchement abandonné ses amis sur le champ de bataille, crut avoir tout fait en adressant à son frère une série de propositions extravagantes, en tête desquelles il exigeait la liberté du duc de Montmorenci. Ces ridicules bravades n'inspirèrent que du mépris. On força le prince à signer un amendement par lequel il s'engageait à aimer tous les ministres, et

« particulièrement le cardinal de Richelieu, » à vivre dans le lieu et avec les gens que lui désignerait le roi ; après quoi il se retira à Tours, laissant le Parlement de Dijon condamner à mort par contumace ses amis, le président Lecoigneux, les sieurs d'Estissac et de Monsigot. Heureusement, le cardinal n'avait pas à déplorer l'absence du plus grand coupable. Le duc de Montmorenci avait été d'abord transféré de Castelnaudary au château de Lectoure, tant les capitouls redoutaient l'amour que lui portaient les habitants de Toulouse.

Le roi se rendit lui-même dans cette dernière ville, où s'instruisait le procès sous la présidence du garde-des-sceaux de Châteauneuf, « qui, « étant ecclésiastique, dit le président Hénault, eut besoin de dispense « pour assister à ce procès, et qui aurait dû se souvenir qu'il avait été « page chez le père du duc. » Le duc conserva devant ses juges tout le courage d'un soldat, en leur apportant les regrets d'un sujet égaré ; il déclara « reconnaître sa faute, en laquelle il était tombé plus par im- « prudence que par malice, et dont il avait maintes fois demandé par- « don à Dieu et au roi, comme il faisait bien encore présentement. » Mais il ne s'humiliait pas pour obtenir sa grâce : « Mon parti est pris, disait-il, je ne veux point chicaner ma vie. » La délibération ne fut pas longue : il fut condamné à avoir la tête tranchée sur un échafaud dressé en la place de Salins, ses biens étant confisqués et acquis au roi. Il reçut la nouvelle de sa condamnation avec calme, dormit quelques heures d'un paisible sommeil, et se tint prêt à marcher au supplice. Toute la cour, jusqu'au vieux d'Épernon lui-même, était aux genoux du roi ; toutes les églises étaient pleines de gens qui suppliaient le ciel de sauver le bon duc. Voici quelle fut la clémence de Louis XIII : « Le roi, « ayant égard aux prières d'aucuns de ses spéciaux serviteurs, pour que « l'exécution à mort du duc de Montmorenci se fît en lieu particulier, « ainsi qu'il fut autrefois accordé en semblable cas au maréchal de « Biron par son très-honoré père, que Dieu absolve, » voulut bien permettre que le duc eût la tête tranchée, non sur la place publique, mais dans l'Hôtel-de-Ville même de Toulouse. Le duc marcha d'un pas ferme à l'échafaud, recommandant qu'on ne laissât pas rouler sa tête jusqu'à terre, embrassa le crucifix, et s'agenouilla près du billot « au-dessus duquel était suspendue une sorte de doloire tenue « entre deux ais de bois, et attachée par une corde qui, lâchant, la fai- « sait tomber. »

Les portes furent ouvertes après l'exécution : la foule se précipita



Le Parlement humilié par Louis XIII.

dans la cour et recueillit le sang du *premier baron chrétien* comme celui d'un martyr. A la nouvelle de cette exécution, le duc d'Orléans, qui n'avait que la peur pour tout remords, gagna la Flandre. Le cardinal était resté à Bordeaux, malade, et bien aise de laisser retomber sur le roi la responsabilité de cette haute justice à la Louis XI. Tout à coup il apprend que Gustave-Adolphe vient d'être tué à Lutzen : accourir à Paris, envoyer le marquis de Feuquières en Allemagne, gagner le duc Bernard de Saxe-Weimar, le meilleur élève du roi de Suède, qu'il vient d'ensevelir dans les drapeaux ravis à l'ennemi, gagner le fameux chancelier Oxenstiern, raffermir le courage ébranlé de l'électeur de Saxe, et triompher des dispositions pacifiques de la Hollande, tout cela fut l'œuvre de quelques jours. A ces actes de politique extérieure, il faut ajouter la découverte et la punition d'un nouveau complot tramé au sein de la cour, dans le conseil même, par le garde-des-sceaux, ami secret de la duchesse de Chevreuse. M. de Châteauneuf, qui venait de condamner à mort le duc de Montmorenci, aurait pourtant dû savoir combien le cardinal était prompt et habile à punir. Il en fut quitte pour être enfermé au château d'Angoulême; le président Pierre Séguier lui succéda au conseil. Le nouveau garde-des-sceaux trouva bientôt l'occasion de se rendre agréable au cardinal en humiliant le Parlement de Paris. Il s'agissait de pourvoir aux charges du président Lecoigneux, du maître des comptes Monsigot, serviteurs du duc d'Orléans, et du conseiller Deslandes-Payen, serviteur de la reine mère, qui tous trois avaient été reconnus solennellement criminels de lèse-majesté. Le roi s'en attribua le droit à lui-même en déclarant leurs offices dès à présent éteints. Remontrances du Parlement : colère du roi qui indiqua un lit de justice où il voulait être reçu avec toutes les soumissions anciennement usitées, savoir : que quatre présidents et dix conseillers vinssent à sa rencontre; que le grand-chambellan fût couché et non assis à ses pieds, et que le garde-des-sceaux prît ses ordres à genoux. Il fut fait ainsi que le roi l'avait ordonné; après quoi celui-ci, satisfait, rétablit sur-le-champ les offices supprimés : à celui du président Lecoigneux, il nomma Chrétien de Lamoignon. Ce nom, qui figure obscurément à l'apogée de l'omnipotence royale, s'associera plus tard avec éclat aux dernières épreuves de la royauté expirante.

Pour réunir dans une même cérémonie la punition des coupables et la récompense des fidèles, le cardinal fit faire par le roi de nombreuses

promotions dans l'ordre du Saint-Esprit. Tous les anciens membres qui avaient failli en leur devoir furent dégradés en plein chapitre; leur écusson, brisé, foulé publiquement aux pieds, fut remplacé par un tableau noir portant écrit en lettres blanches l'arrêt de cette flétrissure. La liste des nouveaux chevaliers, en tête desquels figuraient les cardinaux de Richelieu et de La Valette, comprenait quarante-neuf gentilshommes, qui furent reçus avec la plus grande solennité. A quelques jours de là, le roi annonça la reprise des hostilités en Lorraine. Trois fois le cardinal François, frère du duc, vint apporter au roi la soumission de son frère; le roi fut inflexible : la Lorraine se rapprochait de l'Allemagne, et l'Allemagne était désormais le champ de bataille où se décidaient les grands intérêts de la France. Le duché de Bar fut envahi; Saint-Mihiel et Lunéville se rendirent. Nanci fut assiégé. Pressé dans ses derniers retranchements, le duc de Lorraine s'abouche avec le cardinal, se soumet à toutes les conditions, consent à rompre le mariage de sa sœur avec le duc d'Orléans, à livrer au roi Nanci et une partie de la Lorraine. Le roi fit un court séjour dans sa nouvelle conquête, et rentra dans sa capitale après avoir passé quelques jours à Château-Thierry. A son arrivée, le Parlement fut convoqué en lit de justice, pour entendre les volontés du roi au sujet du mariage de son frère avec Marguerite de Lorraine. Docile aux volontés du maître, la compagnie « procéda « par contumace contre Charles, duc de Lorraine, vassal lige de « la couronne, Nicolas-François de Lorraine, son frère, Annette de « Lorraine, sa sœur, princesse de Phalsbourg, à raison du rapt commis « en la personne du duc d'Orléans, » et annula le mariage. Le duc Charles IV, pour éluder les engagements pris avec le roi de France, cédait « par collusion » ses états à son frère le cardinal François, et celui-ci, sans attendre de la cour de Rome la dispense qu'il croyait pouvoir se donner à lui-même comme cardinal, épousait, pour assurer ses droits, la princesse Claude, sa cousine. En France, on avait d'abord traité de « feinte, visible sans lunettes, » la renonciation du duc de Lorraine. Mais à la nouvelle du mariage de son frère, le maréchal de La Force, se constituant vengeur des lois de l'Église outragée, surprit dans leur logis les nouveaux mariés avec la duchesse Nicole et la princesse de Phalsbourg; tous furent conduits à Nanci. La princesse réussit la première à s'évader; le cardinal et sa femme profitèrent de la négligence de leurs gardiens, provoquée par les mauvaises farces du premier avril : la duchesse, en

page, et le duc en portefaix, s'échappèrent de leur prison, et sortirent enfin de la ville sous un costume de paysan. Le gouverneur, devenu, comme tous les autres, incrédule ce jour-là, fut obligé, pour se convaincre, de soulever les rideaux du lit où les époux ne couchaient plus.



Il n'y eut que la pauvre duchesse Nicole qui préféra une paisible retraite en France au métier de princesse vagabonde. Dès lors, toute la Lorraine fut conquise par le maréchal de La Force, qui, dans cette guerre, avait sous ses ordres le jeune vicomte de Turenne, frère cadet du duc de Bouillon. Par représailles, le duc d'Orléans choisit ce moment même pour valider par une seconde cérémonie son mariage à Bruxelles, et pour conclure avec l'Espagne un traité dont le but était le renversement du cardinal. Cependant, comme le cardinal ne voulait pas, à tout prix, laisser le frère du roi entre les mains des Espagnols, au moment où la guerre était imminente, il avait fait sonder Puylaurens, le conseiller intime du duc, et lui avait fait des conditions assez avantageuses pour son maître et pour lui-même ; la chose était d'autant plus facile que Puylaurens « avait quitté les couleurs de la princesse de Phalsbourg pour prendre celles de la jeune princesse de

Chimay. » Le duc obtenait amnistie pour ses partisans, excepté Lavieuville, Lecoigneux et Monsigot ; on lui permettait de se retirer, soit en Auvergne, soit dans le Bourbonnais, soit dans la principauté de Dombes; enfin, le cardinal offrait à Puylaurens la main d'une de ses nièces, avec une duché-pairie. Le marché fut accepté. Gaston rentra en France; son favori fut créé duc d'Aiguillon, en épousant mademoiselle du Pont-du-Château, nièce de Richelieu. Mais il ne jouit pas longtemps de ces honneurs; un jour que le prince allait répéter au Louvre un ballet, Puylaurens fut arrêté par un capitaine des gardes, et conduit à Vincennes; il y mourut au bout de quatre mois, parfaitement oublié de son maître. En ce même temps, le cardinal créa dans sa maison « une assemblée pour rendre le langage français non-seulement élégant, mais « capable de traiter tous les arts et toutes les sciences. » Cette assemblée, autorisée par le roi, fut appelée *Académie-Française*, et placée sous la protection du cardinal, qui devait en arrêter les statuts; elle se composait de quarante membres avec « exemption pour eux de tutelles et « curatelles, comme aussi de tous guets et gardes, et attribution privi- « légiée des procès qu'ils pourraient avoir, aux requêtes de l'hôtel ou « du palais, ainsi qu'en jouissaient les officiers, domestiques et com- « mensaux de la maison du roi. » Parmi les premiers membres de cette académie, on note le bouffon en titre du caridnal, François Metel de Boisrobert, à côté du garde-des-sceaux, d'un secrétaire-d'état et de plusieurs conseillers-d'état et maîtres des requêtes. Les premiers officiers furent M. de Serizay, directeur, M. Desmarets, chancelier, et M. Conrart, secrétaire.

La même année, « le Jardin des Plantes est établi à Paris par les soins « de Bouvard, premier médecin, et de Gui de La Brosse, médecin or- « dinaire ; ce jardin est appelé le *Jardin du Roi.* Le premier méridien « est fixé à l'île de Fer. » (Président Hénault). Au milieu des événements politiques, on avait à peine entendu parler à Paris de la condamnation d'Urbain Grandier, curé de Loudun, homme de tête, et soupçonné d'être l'auteur de libelles virulents contre le cardinal. Atteint et convaincu du crime de magie en 1633, mais par une commission particulière que présidait Laubardemont, le complice et l'émule de Laffemas, il fut brûlé vif à Loudun. « On demandait à La Peyrère, auteur des « Préadamites, mais qui d'ailleurs a composé une Histoire du Groën- « land fort estimée, dit l'historien auquel nous venons d'emprunter « quelques lignes, pourquoi il y avait tant de sorciers dans le Nord :



Le Palais-Royal

« — C'est, disait-il, que le bien de ces prétendus sorciers que l'on fait « mourir, était en partie confisqué au profit de leurs juges. » On ne peut faire mieux entendre que ce fut là le secret de la condamnation d'Urbain Grandier.

La guerre était déclarée ouvertement à l'Espagne. La défaite des Suédois à Nordlingen avait été, après tout, plus favorable à la France qu'une victoire; et déjà, par un traité signé à Paris, et ratifié à Worms, le roi de France avait promis aux princes confédérés d'Allemagne d'entretenir douze mille hommes au delà du Rhin : en retour, on mettait sous sa protection toute l'Alsace en deçà du Rhin avec Brissac, pour défendre ce pays comme son bien. Un traité semblable avait été conclu avec la Hollande. Les négociations avec la Suède étaient couronnées du plus grand succès. Le fameux Oxenstiern voulut venir lui-même en France conférer avec Richelieu. Le Suédois vint saluer le roi à Compiègne; leur interprète était aussi un grand homme, Hugues Grotius.

La victoire d'Arein, remportée sur le prince Thomas de Savoie par les maréchaux de Châtillon, de Brézé, et le grand-maître d'artillerie La Meilleraye, parut du meilleur augure pour l'ouverture de la campagne; et quelque temps après, les prévisions publiques furent réalisées par le combat de Montbéliard, où se distinguèrent le cardinal de La Valette et le jeune vicomte de Turenne. Le cardinal guerrier parvint encore à faire lever aux impériaux le siége de Mayence, et celui de Deux-Ponts au général Gallas. A la nouvelle de ce succès, Richelieu, qui l'avait toujours protégé, déclara publiquement « que La Valette était le seul homme en France à qui l'on pût confier de grandes armées. » Chose étonnante! un banni, le duc de Rohan, conservait la Valteline à la France, et battait, l'année suivante, les Espagnols près du lac de Côme. La campagne s'était ouverte sous d'heureux auspices; le marquis de La Force avait battu et pris Colloredo, tandis qu'en Italie le maréchal de Créqui triomphait du marquis de Leganez. Tout à coup, au moment où les opérations du prince de Condé attirent sur la Franche-Comté l'attention générale, Paris apprend que l'ennemi a forcé les frontières de la Picardie, que La Capelle, Fervaques, le Catelet, sont tombés entre ses mains; qu'il a passé la Somme, enlevé Roye sans coup férir. Aussitôt les bourgeois s'arment, les laquais sont enrôlés dans l'infanterie, on monte l'artillerie et la cavalerie avec les chevaux de luxe. Chaque maison est tenue de fournir un soldat équipé. Cependant l'ennemi avançait

toujours et s'était emparé de Corbie. Richelieu trembla un instant ; il fallut toute la fermeté du Père Joseph pour le décider à se montrer dans les rues de Paris, à cheval et sans garde. Le peuple le reçut avec des



applaudissements. Bientôt le courage revint à tout le monde. L'ennemi fut repoussé, Corbie repris par le comte de Soissons et le maréchal de Fervaques, sous les ordres de Monsieur. Le cardinal venait de courir à son insu le plus grand danger au siége de cette ville. Sa mort avait été complotée par le duc d'Orléans et le comte de Soissons ; quatre confidents devaient l'assassiner au premier signal. Le jour fatal arrive. A la sortie du conseil, Richelieu se trouve entre les deux princes, les quatre complices sont derrière lui. Au moment de donner le signal, le cœur manque au duc d'Orléans, qui court se réfugier dans la salle du conseil ; et le cardinal est sauvé. Les conjurés, craignant d'être découverts, s'enfuirent chacun de leur côté. Arrivé à Blois, le duc d'Orléans prévint les questions du cardinal, et acheta sa grâce par des aveux qu'on ne lui demandait pas. Le comte de Soissons, moins confiant, se crut plus en

sûreté à Sedan, chez le duc de Bouillon, qu'à la cour, sous la main du cardinal. C'était à l'occasion du danger que venait de courir la France que l'idée était venue au roi de mettre sa personne et son royaume sous la protection de la vierge Marie. Ce *Vœu de Louis XIII* était, disent les contemporains, l'œuvre de mademoiselle de La Fayette, qui venait de succéder à Marie de Hautefort dans le favorisat toujours pur du roi.

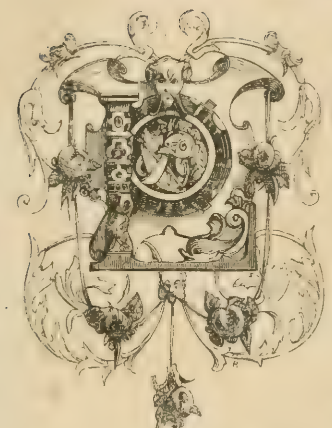
La guerre continuait avec des chances diverses; le comte d'Harcourt avait repris sur les Espagnols les îles d'Hyères; le cardinal de La Valette poursuivait ses succès dans le Nord par la prise de Landrecies et de La Capelle : d'un autre côté, la France perdait le duc de Rohan et le maréchal de Créqui. Un échec qui rappelait le désastre de Picardie vint consterner le royaume : le prince de Condé faisait, avec le duc de La Valette, le siége de Fontarabie; le duc se laissa surprendre par les Espagnols et pourchasser en quelques heures. Le malheureux général, redoutant la vengeance de Richelieu, se réfugia en Angleterre, tandis que le cardinal lui faisait faire son procès dans le cabinet même du roi, à Saint-Germain. Les membres du Parlement protestèrent contre cette monstrueuse innovation. Le roi, à qui son ministre avait bien fait sa leçon, prit le ton de la menace; et, quand vint le moment de prendre les avis, il voulut s'en charger lui-même. Les magistrats, et surtout les présidents de Novion et de Bellièvre, étant d'avis que le procès du duc de La Valette devait être renvoyé au Parlement: « Opinez sur le « fond, s'écriait le roi d'un air menaçant, sinon je sais ce que je dois faire. — Sire, reprit le président de Bellièvre, je ne puis être d'un autre « avis. » Le chancelier voulant insister : « Monsieur, répondit Belliè- « vre, si vous prétendez me donner ici des instructions, vous y perdez « votre temps; je persiste dans mon sentiment. » Le roi opina à la peine de mort. Le duc de La Valette fut condamné, et l'arrêt remis à Mathieu Molé, procureur-général, pour faire exécuter le contumace en effigie. Molé refusa de prostituer son ministère; on trouva difficilement un magistrat inférieur qui voulût s'y résoudre (SAINT-AULAIRE). Un événement de la plus haute importance fit diversion aux inquiétudes que faisait naître la durée de la guerre. La reine Anne d'Autriche, après vingt-trois ans de mariage, donna le jour à un fils, au château de Saint-Germain-en-Laye, en présence du duc d'Orléans, de la princesse de Condé, de la comtesse de Soissons et de la duchesse de Vendôme. On chanta le *Te Deum* à Paris; l'artillerie tonna; des feux de joie furent allumés sur toutes les places; la joie publique était d'au-

tant plus vive, que cette heureuse naissance d'un dauphin coïncidait avec la nouvelle de la reprise du Catelet et de la prise de Brisach par le duc Bernard de Saxe-Weimar. Marie de Médicis crut l'occasion favorable pour obtenir de son fils quelque amélioration dans son infortune : on offrit de lui faire une pension à Florence; elle refusa, s'échappa de Bruxelles, parcourut les Pays-Bas, et s'en alla visiter en Angleterre sa fille Henriette et son gendre Charles Ier. A Saint-Germain, on tenait un grand conseil où l'on délibérait sur l'admissibilité de ses préten-



Marie de Medicis.

tions. Elles furent déclarées unanimement inopportunes. Le chancelier Séguier et le secrétaire d'état Desnoyers crurent pouvoir justifier la conduite du roi par l'exemple de Jésus-Christ, *« qui s'était aussi séparé « de sa mère. »* A la fin de cette année, mourut à Rueil le Père Joseph. La jalousie de Richelieu l'avait privé du chapeau qu'il sollicitait depuis longtemps; l'Italien Mazarin, qui lui succéda dans l'intimité du cardinal, fut plus heureux que lui, et vit Richelieu appuyer ses prétentions à la pourpre romaine.



LA mort presque subite du duc Bernard fut un événement grave à cette époque : la France hérita de son armée, qui passa sous les ordres du comte de Guebriant, puis du duc de Longueville. Le cardinal La Valette, qui remplaça le duc à l'armée d'Italie, ne jouit pas longtemps du commandement ; il mourut au château de Rivoli, près Turin, où il était venu conférer avec le nonce du pape au sujet de la paix. Au Nord, le grand-maître d'artillerie La Meilleraye prenait Verdun sous les yeux du roi, qui lui donna le bâton de maréchal. Malheureusement, l'échec qu'éprouva le maréchal de Feuquières, dont les lignes furent forcées devant Thionville, aurait fait oublier ce succès, sans la levée du siége de Mouzon, que le grand-maître défendit habilement contre les impériaux. Au Midi, la réputation militaire du prince de Condé essuyait un rude échec. Son armée, qui allait attaquer les Espagnols dans le Roussillon, fut dispersée par un orage sans qu'il lui fût possible de la retenir. Richelieu, qui se posait en protecteur du prince de Condé, n'eut garde de lui demander compte de ce malheur ; et, à vrai dire, c'était un général moins facile à punir que le duc de La Valette. Au milieu des embarras de la guerre, la révolte venait de reparaître en France, « avec ce caractère plus offensant que dangereux, trouvait-on, qui s'était déjà révélé deux ans plus tôt. C'était encore un soulèvement de gens qui prétendaient avoir faim, de paysans et de bourgeois qui ne voulaient pas payer la taille, sans aucun égard pour l'honneur que leur apportaient tant d'armées qui guerroyaient en Italie, en Flandre, dans l'Artois, dans la Lorraine et devers le Roussillon (M. Bazin). » Ce qu'il y avait de pis, c'est que les Parlements semblaient donner l'exemple de la résistance. Pour obtenir de l'argent, le cardinal avait créé quatre cents nouvelles charges de procureurs et quinze nouveaux offices de conseillers au Parlement de Paris. La compagnie refusa de reconnaître les uns et les autres. Vainement le roi, dit M. de Saint-Aulaire, vint en personne installer les conseillers sur leurs siéges, la puissance de l'esprit de corps était si grande, que jamais les présidents, qui distribuaient les procès à juger, ne donnèrent

de rapports à faire aux conseillers intrus, et ne consentirent à délibérer avec eux. Bien autre chose se passait en Normandie. Le Parlement et la cour des Aides de Rouen, continue le même auteur, ayant fait afficher dans tous les marchés, aux portes des villes et des églises, un arrêt portant défense à toute personne, sous quelque prétexte que ce fût, de faire aucune levée sans lettres-patentes dûment enregistrées, une révolte éclata dans la Basse-Normandie. Les rebelles prirent le nom de *Nuds-Pieds*, et publièrent une espèce de manifeste en ces termes : « De par le général des Nuds-Pieds, il est commandé aux pa-
« roissiens et habitants, de quelque qualité et condition qu'ils soient,
« de se fournir d'armes, de munitions de guerre pour le service du roi
« et le maintien de son état, pour, au premier commandement et
« avertissement, se rendre en bon ordre et équipage au lieu qui leur
« sera ordonné pour la défense et franchise de la patrie, opprimée
« par des partisans et gabeleurs. » Au jour fixé, toute la province prit les armes : dans la ville de Rouen, les bureaux de recette furent pillés, les collecteurs d'impôts massacrés. Le Parlement se mettait peu en peine de protéger des gens qui avaient continué les recettes au mépris de ses ordres. Il fallut envoyer des troupes.

Le général Gassion, avec une armée de cinq mille hommes, parvint difficilement à rétablir la tranquillité. Plusieurs chefs de la révolte furent exécutés, le Parlement et la cour des Aides interdits, les magistrats exilés de la province. L'année suivante, le Parlement fut rétabli, mais fait *semestre*. C'était la punition la plus terrible qui pût être infligée à une compagnie de justice. L'apparition de deux nouveaux parvenus à la cour vint faire diversion à ce triste événement. Mazarin s'établissait auprès du cardinal, et Marie de Hautefort était remplacée dans l'esprit du roi par le jeune marquis de Cinq-Mars, second fils du maréchal d'Effiat, qui succéda bientôt au vieux duc de Bellegarde dans la charge de grand-écuyer. D'heureuses nouvelles arrivaient d'Italie : le comte d'Harcourt avait délivré Casal et mis le siége devant Turin, qui ne tarda pas à se rendre, quoique les Français fussent de leur côté assiégés dans leurs lignes par le marquis de Leganez. Le roi, vainqueur de la duchesse de Savoie, consentit généreusement à traiter avec elle, et lui rendit sa capitale. On apprenait d'un autre côté qu'Arras s'était rendu aux Français en vue de l'armée du cardinal-infant. Ces succès furent célébrés à la cour à la manière de Richelieu, c'est-à-dire par un nouveau procès politique. Le duc de Vendôme, tombé en disgrâce de-

puis l'affaire de Chalais, avait emporté avec lui une sorte de tache originelle que rien ne pouvait effacer aux yeux du cardinal; c'était le titre de frère du roi. Coûte que coûte, il fallait le perdre entièrement. On l'accusa d'avoir voulu faire assassiner le cardinal, et, malgré son innocence, il jugea plus prudent de se retirer en Angleterre que de venir plaider sa cause entre les mains de son ennemi. On lui fit son procès par contumace, comme au duc de La Valette. Ses juges, au nombre de vingt-huit, étaient, avec le roi, le prince de Condé, les ducs d'Uzès, de Ventadour, de Luynes, de Chaulnes et de La Force, le maréchal de Châtillon, la grand-écuyer d'Effiat de Cinq-Mars, le chancelier, deux présidents au Parlement, le surintendant des finances Boutillier, six conseillers d'état et dix conseillers au Parlement. Le chancelier accusait le duc d'avoir dit à la reine mère, en l'abordant à Londres : « Vous « voyez, Madame, un pauvre exilé accusé d'une entreprise qu'il voudrait bien avoir exécutée plus en effet qu'en pensée. » Le roi se leva pour attester la vérité de cette déclaration. De tous les juges, c'était lui qui était le plus acharné contre son frère; il voulait qu'on le condamnât impitoyablement à mort. Sur ce, Richelieu, dont le rôle était fait, quoiqu'il ne parût pas dans cette fameuse commission, écrivit une lettre au chancelier, dans laquelle il suppliait le roi de pardonner au duc de Vendôme. Tout ce que le roi voulut bien accorder, fut de suspendre le jugement, sauf à statuer ce que la conduite à venir du duc de Vendôme semblerait mériter, et le tribunal extraordinaire fut congédié. Ce qu'en avait fait le cardinal avait aussi pour but d'effrayer le comte de Soissons, qui, du fond de Sedan, tramait un nouveau complot contre la France avec le duc de Bouillon. A ces deux chefs s'étaient joints Henri de Lorraine, archevêque de Reims, récemment devenu duc de Guise, et un quatrième personnage dont un historien du règne de Louis XIII trace ainsi le portrait. «Il y avait alors à Paris un abbé de bonne maison, âgé de vingt-six ans, ecclésiastique malgré lui, remuant, tapageur, débauché, qui avait eu plusieurs duels et plusieurs maîtresses, du reste, capable même d'études, de retraite et de modestie pour se distinguer, faute de mieux, dans la carrière dont il n'avait pu s'arracher. Cet abbé avait écrit, à l'âge de dix-huit ans, l'*Histoire de la conjuration de Fiesque*, ce qui lui donnait une sorte d'autorité parmi ceux qui rêvaient des mouvements ou des coups de main. » Le comte de Soissons, qui l'avait pris en amitié avant de quitter la France, qui depuis l'avait consulté quelquefois, crut devoir l'appeler auprès de lui à Sedan, au

moment où on le pressait de se déclarer. L'abbé de Retz y courut aussitôt, et la question ayant été posée devant lui, son opinion fut qu'il n'y avait pas lieu pour le moment à la guerre civile. Mais l'avis contraire prévalut; le duc de Bouillon finit par vaincre toutes les incertitudes du prince; on se mit en rapport direct avec le ministre d'Espagne en Luxembourg, qui se tenait tout prêt; et l'abbé de Retz, voulant réparer le tort de s'être montré le plus sage, se chargea des intelligences dans Paris, où il porta, dit-il, « plus de lettres qu'il n'en fallait pour faire le procès à deux cents hommes. » Sur quoi, les princes lancèrent un manifeste où le comte de Soissons, comme prince du sang, s'en prenait au cardinal, « lequel, après plusieurs mûres délibérations faites « avec les ducs de Guise et de Bouillon, il dénonçait à toute la France, « à ses bons amis et alliés, comme le plus grand et le plus dangereux « ennemi du roi et de ses sujets. » A ce manifeste, le roi répondit par l'ordre de faire le procès aux ducs de Bouillon et de Guise, et par un arrêt du Parlement rendu contre ceux qui assisteraient le comte de Soissons. Mais déjà l'armée impériale du baron de Lamboy s'était réunie près de Sedan aux partisans du comte. Le maréchal de Châtillon, qui commandait les troupes royales, attaqua l'ennemi sur la lisière d'un bois appelé la Marfée. En un instant, l'armée royale, frappée d'une terreur panique, fut en déroute. Dans l'ardeur de la poursuite, on avait remarqué un cavalier du côté des impériaux, qui, séparé des siens,



s'était trouvé en face d'un petit escadron rallié des gendarmes de la

reine et des gendarmes du duc d'Orléans. Un coup de pistolet l'avait abattu, et l'escarmouche qui suivit avait fait oublier cet incident, lorsqu'on apprit le soir par un trompette du parti ennemi que ce cavalier n'était autre que le comte de Soissons. Dès lors, tous les résultats de la bataille de la Marfée furent changés. L'ennemi victorieux s'arrêta; Lamboy rentra en Flandre; les ducs de Bouillon et de Guise firent leur paix, et la France reprit partout l'avantage.

C'est à peine si, au milieu des événements qui précèdent et des événements plus graves qui vont suivre, on remarque la mort des vieux duc de Sully et d'Épernon, et la retraite de la reine mère à Cologne.

Le duc de Bouillon n'avait pas si bien fait son accommodement avec le cardinal qu'il n'eût rien à redouter de sa vengeance; et mieux valait, selon lui, la prévenir que l'attendre. Cependant, pour couper court à tous les soupçons, il avait quitté Sedan, et consenti même à prendre le commandement de l'armée d'Italie. Mais, en passant par Saint-Germain, il avait eu occasion d'échanger quelques propositions avec la reine Anne d'Autriche, ennemie personnelle du cardinal, qui voulait, dit-on, au cas de la mort du roi, l'éloigner de la régence, elle et le duc d'Orléans. Le confident des projets de la reine était un homme qui, par l'étendue de son esprit et l'élévation de ses sentiments, avait dignement soutenu l'éclat d'un nom justement célèbre dans la magistrature; c'était François-Auguste de Thou, fils de l'historien.

Tandis que le duc de Bouillon s'entendait ainsi avec la reine contre le cardinal, mais seulement au cas d'une régence, une autre conjuration se formait, dans le but plus net et plus précis d'évincer présentement, ou même d'assassiner le ministre. A la tête de celle-ci était le jeune Cinq-Mars, lequel, ennuyé des insipides récriminations du roi, préférait aller passer la nuit aux réunions brillantes de la Place-Royale, chez Marion Delorme. Ce jeune homme, d'ailleurs, était amoureux de la princesse Marie de Gonzague, et l'amour avait fait naître l'ambition. Il voulut commander une armée; il voulut être fait duc et pair : le cardinal lui refusa tout. Dès lors, M. le Grand, comme on l'appelait à cause de sa charge de grand-écuyer, jura une haine mortelle à son ancien protecteur. Par de Thou, son ami intime, il se trouva bientôt en relation avec les ducs de Bouillon et d'Orléans, et devint l'âme du complot. Le vertueux de Thou repoussait avec une égale horreur l'assassinat du cardinal et le projet d'un traité avec l'Espagne.

vers lequel semblaient pencher les ducs d'Orléans et de Bouillon. Dès lors on convint de ne plus lui faire que des demi-confidences, non qu'on se méfiât de sa probité, mais parce qu'on redoutait ses remontrances. Les choses en étaient là quand le roi, le cardinal et le grand-écuyer partirent pour le siége de Perpignan [25 janvier 1642]. La reine retint de Thou à Paris; le duc d'Orléans se retira à Blois; le duc de Bouillon alla prendre son commandement en Italie, tandis qu'un de ses affidés, le comte de Fontrailles, se rendait à Madrid, muni des instructions des conjurés. Le comte-duc d'Olivarès se montra très-satisfait, et, en quatre jours, il eut fait adopter au conseil un traité dans lequel on déclarait « ne vouloir rien entreprendre contre le roi très-chrétien, ni « au préjudice de ses états, ni contre les droits de la reine régnante. » Le roi d'Espagne s'engageait à fournir douze mille hommes de pied et cinq mille chevaux le plus tôt possible. Toutes les places prises pendant la guerre devaient être remises aux mains de son altesse royale le duc d'Orléans ou des siens. Fontrailles rentra en France, le traité cousu dans la doublure de son habit, et vint rejoindre la cour à Narbonne, où Mazarin recevait le chapeau de cardinal.

Richelieu restait malade à Narbonne, tandis que le roi arrivait sous les murs de Perpignan avec son favori. Celui-ci faisait imprudemment parade de ce qu'il avait tant d'intérêt à cacher, et, peu de jours après la signature du traité à Madrid, Marie de Gonzague lui écrivait de Paris : « Votre affaire est sue ici comme on y sait que la Seine passe « sous le Pont-Neuf. » De Thou accourut à la hâte à Perpignan se joindre à Fontrailles, qui suppliait Cinq-Mars de se mettre en sûreté. Déjà Monsieur parlait de se retirer à Sedan; Cinq-Mars refusa : Fontrailles partit seul, car de Thou n'avait pas voulu abandonner son ami. Tout à coup le roi part pour Narbonne, et, le lendemain, le grand-écuyer est arrêté avec M. de Thou. Richelieu était parvenu à se procurer une copie du traité de Madrid. En Italie, le duc de Bouillon fut pris au milieu de son armée, comme l'avait été jadis le maréchal de Marillac.

Pendant ce temps-là, Gaston écrivait au cardinal qu'il « s'étonnait « de la scélératesse de M. le Grand, qui avait été assez méchant pour « déplaire à Son Éminence; il se félicitait d'avoir su résister à tous les « artifices de cet ingrat, et d'avoir conservé son estime et son amitié « tout entière pour son cousin M. le cardinal. » Le cardinal lui répondit : « Monsieur, puisque Dieu veut que les hommes aient recours à

« une ingénue et entière confession pour être absous de leurs fautes « en ce monde, je vous enseigne le chemin que vous devez tenir pour « vous tirer de la peine en laquelle vous êtes. Votre Altesse a bien « commencé, c'est à elle à continuer, et à ses serviteurs à supplier le « roi d'user, en ce cas, de sa bonté en votre endroit. C'est tout ce que « vous peut dire celui qui désire véritablement votre tranquillité, et « qui a toujours été et veut être, etc., etc. » Sur les conseils de l'abbé de La Rivière, qui avait succédé à Puy-Laurens, le prince rédigea deux déclarations contenant minutieusement tout ce qui s'était passé entre lui, le duc de Bouillon, le grand-écuyer et M. de Thou. Muni de ces pièces importantes, le cardinal fit commencer l'instruction du procès. Monsieur et le duc de Bouillon s'accordèrent à dire qu'on avait caché à M. de Thou la mission de Fontrailles en Espagne, et le chancelier fit annoncer au cardinal qu'il ne savait aucun moyen de le faire condamner. « M. le chancelier a beau dire, répondit le cardinal, il faut que de « Thou meure. » Et, mettant Laubardemont en quête de quelque vieille ordonnance qui lui servît de précédent, il en produisit une du 22 décembre 1477, qui portait : « Ceux qui auront eu connaissance de quel- « que conspiration seront punis de la même peine que les principaux « auteurs, s'ils ne la révèlent au roi ou aux juges du pays où ils seront, « le plus tôt que possible leur semblera, après qu'ils en auront eu con- « naissance. » Richelieu invoquait la législation de Louis XI ! Peu s'en fallut qu'il ne forçât Monsieur de renouveler ses dépositions en face des accusés. Le roi s'en émut à Paris, et Richelieu dut se tenir satisfait de toutes les armes qu'il avait en main contre ses prisonniers.

Alors il les fit conduire à Lyon. Cinq-Mars s'y rendit par la route de terre; de Thou, qu'il traînait à sa suite dans un bateau, remonta lentement le Rhône depuis Tarascon. Les accusés furent enfermés au château de Pierre-Encise, tandis que s'assemblait le tribunal qui devait les juger. Laubardemont n'y manquait pas. Avec une adresse perfide, il fit croire à Cinq-Mars que de Thou l'avait trahi. Cinq-Mars chargea de Thou par une déposition accablante, et bien qu'au moment de la confrontation il se fût rétracté, du moins en grande partie, de Thou n'en fut pas moins condamné à mort, à l'unanimité moins une voix : « Eh bien ! Monsieur, dit-il en se tournant vers Cinq-Mars, « humainement parlant, je pourrais me plaindre de vous. Vous m'avez « accusé; vous me faites mourir; mais Dieu sait combien je vous aime. « Mourons, Monsieur, mourons courageusement et gagnons le pa-

« radis. » Sur le bureau même où l'arrêt venait d'être signé, le chancelier écrivit au cardinal pour l'en instruire. « M. le chancelier m'a « délivré d'un grand fardeau, » dit aussitôt Richelieu d'un air de satisfaction. Vers cinq heures du soir, les condamnés furent conduits à la



place des Terreaux. « Le grand-écuyer, dit une relation du temps, était vêtu d'un bel habit de drap brun couvert de dentelles d'or larges de deux doigts, avec un manteau d'écarlate; il avait un chapeau noir retroussé à la catalane, des bas de soie verts, et par-dessus un bas blanc avec de la dentelle. De Thou portait un habit de deuil et un manteau court. » Ils s'embrassèrent avant de mourir. Le grand-écuyer mit le premier la tête sur le billot; de Thou fut maladroitement égorgé, comme l'avait été Chalais.

Le duc de Bouillon, qui craignait aussi de périr, en fut quitte pour la

cession de Sedan; encore reçut-il plus tard des terres considérables en échange. Pendant les préparatifs de cet horrible drame, la mère du roi était morte dans l'indigence à Cologne, âgée de soixante-huit ans [6 juillet 1642].

Le cardinal était sorti de Lyon le jour même de l'exécution. Il se faisait porter dans une grande chambre tendue de damas rouge, qui renfermait son lit, une table et une chaise pour le page qui écrivait sous sa dictée. Cette immense machine était portée sur les épaules de dix-huit gardes-du-corps tête nue, et lorsque les portes des villes et villages



étaient trop étroites pour la laisser passer, on abattait des pans de murailles, des maisons entières; en sorte, disaient les adulateurs du cardinal, « qu'il semblait partout entrer en vainqueur par la brèche. » Ce fut son dernier triomphe. Le 12 décembre, trois mois après la mort de Cinq-Mars et de de Thou, il expira, laissant au roi le Palais-Cardinal

avec la plus grande partie de sa fortune, et lui recommandant, pour sauver la France, le cardinal Mazarin. « Richelieu accomplit avec décence les devoirs religieux : il fit des actes d'humilité, protesta qu'il n'avait jamais eu d'autres ennemis que ceux de la France, et se recommanda d'une voix ferme et avec un front serein aux prières de quelques évêques qui s'édifiaient de tant de calme et d'indifférence. Un d'eux, mieux inspiré peut-être, recevait de ce spectacle une impression différente. « En vérité, disait-il, tant de sécurité me fait peur. *Profectò nimiùm me terret magna illa securitas.* » (SAINT-AULAIRE.) Le cardinal fut enterré dans l'église de la Sorbonne, qu'il avait bâtie. Son mausolée est le chef-d'œuvre de Girardon.

Le roi se mourait lui-même ; cependant il eut plus d'activité dans ses derniers jours qu'il n'en avait eu pendant tout le cours de sa vie. Son premier soin fut de faire entrer le cardinal Mazarin au conseil ; avec lui siégeaient MM. de Chavigny et Desnoyers, secrétaires-d'état, le chancelier Séguier et Claude de Bouthillier, surintendant des finances. Puis, se souvenant enfin que sa mère était morte à Cologne, il fit revenir en France ses restes mortels et leur donna la sépulture royale.

Enfin, il lui fallut bien songer à assurer le trône qu'il allait laisser à son fils. Sur l'avis de Mazarin, Louis XIII fit dresser une déclaration portant création d'un conseil de régence, composé de la reine, du duc d'Orléans, déclaré lieutenant-général du royaume, du prince de Condé, dont le fils, le jeune duc d'Enghien, prenait le commandement de l'armée du Nord; du cardinal Mazarin, du chancelier Séguier, de MM. de Bouthillier et de Chavigny. Desnoyers, serviteur déclaré de la reine, en était exclu. Il se trouvait par là que les ministres étaient des espèces de co-régents, et que la reine et le duc d'Orléans devaient se soumettre à l'opinion de la majorité. La reine était outrée, mais elle dissimula : aussi bien fallait-il laisser le roi mourir en paix. Louis tenait à cette déclaration, il voulait qu'elle fût *irrévocable, aussi ferme que la loi salique*; il la signa, la fit signer à la reine et au duc d'Orléans, et lui-même écrivit au bas : *Ce que dessus est ma très-expresse volonté, que je veux être exécutée.* Puis en la remettant au premier président Molé, il lui dit : « J'ai disposé des affaires de mon royaume. C'est la seule satisfaction que je puisse avoir en mourant. »

Ses derniers moments furent troublés par les préludes de la Fronde : à Saint-Germain même, les partisans de la reine et ceux des ministres

étaient tous les jours près d'en venir aux mains. Au milieu de ces désordres, le roi, laissé presque seul, appelait la mort et répétait souvent ces paroles de Job : *Tædet animam meam vitæ meæ.* Cependant, quelques jours avant sa mort, le jeune dauphin ayant dit en jouant qu'il se nommait Louis XIV, le roi se réveilla en sursaut et s'écria avec colère : *Pas encore !* Ce fut le 14 mai 1643, vingt-trois ans, jour pour jour, après son père, que mourut Louis XIII, laissant la couronne à son fils en bas-âge, comme il avait lui-même reçu le trône de Henri IV. « On



Louis XIII.

n'est pas d'accord, dit le président Hénault, sur l'occasion qui fit donner à Louis XIII le surnom de *Juste* ; » l'histoire et la langue n'ont pas consacré cette épithète de contrebande comme elles ont fait des noms de Henri le Grand et de Louis le Grand. Il ne suffisait pas à Louis XIII d'avoir un ministre tel que Richelieu ; il fallait l'aider de sa personne, comme Henri IV aidait Sully, comme Louis XIV aida Colbert.

Louis XIII respirait encore, que tout le monde se pressait autour d'Anne d'Autriche, reine de France pour neuf ans au moins, puisque son fils n'en avait que cinq. Soit douleur véritable, soit raison de convenance, elle envoya l'ordre à toute la foule de se retirer, en faisant prier son beau-frère d'Orléans de rester seul avec elle. Le hasard voulut que cet ordre fût porté par le duc de Beaufort, second fils du duc de Vendôme, et par conséquent petit-fils de Henri IV, et qui, depuis la mort de Richelieu, s'était fait le chef d'un parti composé de tous les anciens exilés, les trois princes d'Elbeuf, le duc de Guise et son frère, le duc d'Épernon, les ducs de Bellegarde, de Retz, MM. de Fiesque, de La Châtre, de Montrésor, de Chandenier, etc., etc., de toutes les anciennes victimes de Richelieu; il n'y avait que les vieux maréchaux de Bassompierre et de Vitry, auxquels les portes de la Bastille venaient d'être ouvertes, qui se tinssent prudemment à l'écart. Toujours est-il qu'une heure à peine après la mort du roi, le château de Saint-Germain faillit devenir le théâtre d'une rixe importante. Le prince de Condé se trouvait compris dans l'ordre que la reine intimait à la cour par l'organe du duc de Beaufort; il s'en trouva piqué, et s'écria fièrement « qu'il obéirait « aux ordres qui lui seraient transmis par les capitaines des gardes, mais « qu'il n'en avait pas à recevoir du duc de Beaufort. » A quoi celui-ci répondit « qu'il ne donnait pas d'ordres, mais que personne ne pour- « rait l'empêcher d'exécuter ceux de la reine. » On les apaisa en toute hâte, *au moins pour le moment.*

Du reste, le duc de Beaufort paraissait en faveur auprès de la reine, qui l'avait proclamé le plus honnête homme du monde. Ce fut lui qui, le lendemain, de bonne heure, conduisit la reine régente et le jeune roi à Paris, où ils furent reçus par le duc de Montbazon. Mais la principale affaire, c'était la constitution définitive de la régence. La déclaration de Louis XIII avait mécontenté beaucoup de monde, la reine surtout; et dans les bonnes dispositions où se trouvait le Parlement, qui ne demandait pas mieux que de ressaisir un peu de cette influence politique dont Richelieu lui avait si longtemps ravi les chances, il était évident qu'on en aurait facilement bon marché.

Trois jours après l'entrée de la reine à Paris, elle mena le roi tenir un lit de justice au Parlement; la nouvelle régence s'ouvrait donc absolument comme celle de Marie de Médicis. Les rôles étaient donnés d'avance. La reine déplora en quelques mots la mort de son époux, puis le duc d'Orléans et le prince de Condé s'accordèrent à reconnaître

que la régence tout entière était due à la reine, « qu'ils ne désiraient « pour eux-mêmes d'autre part dans les affaires que celle qu'il lui « plairait de leur donner, et ne prétendaient aucun avantage de toutes « les clauses particulières contenues en la déclaration. » Les conclusions du chancelier et de l'avocat-général Omer Talon furent conformes, et enfin, un arrêt fut rendu portant que « la reine, mère du roi, était « déclarée régente, pour avoir le soin et l'éducation de Sa Majesté et « l'administration entière des affaires, pendant que son oncle, le duc « d'Orléans, serait son lieutenant-général dans toutes les provinces sous « l'autorité de la reine, et chef des conseils sous la même autorité, et, en « son absence, le prince de Condé; demeurant au pouvoir de la reine de « faire choix de telles personnes que bon lui semblerait pour délibérer « auxdits conseils sur les affaires qui lui seraient proposées, sans être obli- « gée de suivre la pluralité des voix. » Ceci se passait le 18 mai, quatre jours après la mort du roi, trois semaines après la promesse solennelle et sous serment que la reine et le duc d'Orléans avaient faite entre les mains de Louis XIII de respecter la fameuse déclaration. Dans tout ceci, ni M. de Chavigny, ni le cardinal Mazarin, n'avaient paru; on les croyait en pleine disgrâce, et chacun s'agitait pour se faire nommer aux places vacantes, lorsque, le soir même dudit jour, le prince de Condé reçut de la reine l'ordre d'offrir au cardinal la présidence de son conseil et la surintendance de l'éducation du roi, avec un portefeuille pour M. de Chavigny. Le parti de Beaufort, ou des *Importants*, comme on les appelait, s'en dépita; mais le cardinal eut le talent d'apaiser ses premières fureurs en protestant qu'il avait l'intention de ne rester aux affaires que jusqu'à la conclusion de la paix générale, pour se retirer ensuite à Rome, et en laissant entrer au conseil le vieil évêque de Beauvais, Augustin Potier, l'homme que la cabale désignait pour ministre à la régente. Tout cela s'était fait avec l'agrément du prince de Condé, qui, du reste, n'avait aucun motif d'aigreur contre les anciens ministres; son attachement pour Richelieu était connu; on savait d'ailleurs que Mazarin avait fait donner à son jeune fils, le duc d'Enghien, âgé de vingt-un ans, le commandement de l'armée de Flandre. Une brillante victoire justifia bientôt ce choix imprudent de la faveur. Nous n'avons pas besoin de citer cette immortelle page où le grand panégyriste du grand Condé a raconté au monde la bataille et les résultats de la victoire de Rocroy.

La reine profita de l'enthousiasme populaire, et pour montrer qu'en

accordant sa confiance aux successeurs de Richelieu, il était loin de son idée d'en renouveler les persécutions, elle rappela publiquement les anciens exilés qui n'étaient pas encore rentrés en France. De ce nombre étaient les fameux négociateurs du traité de Madrid dans la conspiration de Cinq-Mars, MM. de Montrésor, d'Aubijoux, de Fontrailles; mais l'exilée que tous attendaient avec impatience, les Importants surtout, c'était l'ancienne favorite de la reine Anne d'Autriche, l'ancienne martyre de sa cause, la belle et spirituelle duchesse de Chevreuse. Malheureusement, les rôles étaient changés. La reine, au pouvoir, n'avait plus d'opposition à faire, et, tout en voulant éviter les soupçons d'ingratitude, elle envoya au-devant de son ancienne amie le prince de Marsillac, depuis duc de Larochefoucauld, pour la disposer à la prudence et à la modération. La duchesse avait hâte d'arriver à la cour. La reine l'embrassa tendrement, et ne laissa rien percer de ses dispositions secrètes. Le cardinal Mazarin fit à la nouvelle venue de grandes avances, en lui disant le lendemain « qu'après un si long voyage elle pouvait avoir besoin d'argent, et qu'il lui apportait 50,000 écus. » Deux jours après, il lui demanda nettement « si elle voulait être de ses amis, protestant qu'en ce cas il n'épargnerait rien pour lui complaire. »

La duchesse fut très-exigeante. Elle demanda d'abord le renvoi de Bouthillier et de Chavigny, qui furent remplacés, Bouthillier aux finances par l'Italien Particelli, qui se faisait appeler M. D'Emery; Chavigny à la charge de secrétaire d'état, par M. Le Tellier. Madame de Chevreuse demandait encore que le chancelier Séguier fût remplacé par son vieil ami Châteauneuf. Tout ce qu'il avait pu jusque là obtenir, avait été qu'on le laisserait tranquille dans sa maison de Montrouge, mais avec défense de rentrer à Paris. Le cardinal se montra inflexible sur le chapitre de l'ancien garde-des-sceaux, et toutes les négociations furent rompues. Chacun chercha son allié. Quelques promesses attirèrent au parti Mazarin l'abbé de La Rivière, qui entraîna le duc d'Orléans, en dépit des efforts de MM. de Béthune et de Montrésor.

Une intrigue de femme alluma la guerre. La duchesse de Longueville, sœur du prince de Condé, avait été insultée à propos d'un billet galant trouvé par la duchesse de Montbazon, belle-mère de madame de Chevreuse. Le duc d'Enghien provoqua le duc de Beaufort, amant de la duchesse de Montbazon; et le comte de Coligny, au sujet duquel on avait inquiété madame de Longueville, fit appeler le duc de Guise.

On empêcha la première rencontre. Mais Coligny et le duc de Guise se battirent, sur la place Royale même, à l'épée et au poignard, avec leurs seconds, d'Estrade et Bridieu. Coligny, blessé et désarmé



sous les yeux mêmes de madame de Longueville, mourut quelques mois après de sa blessure. Malgré les efforts de madame de Chevreuse, la reine prit fait et cause pour la maison de Condé, et exigea de la duchesse de Montbazon qu'elle ferait à madame de Longueville une satisfaction publique, dont les termes furent rédigés par Mazarin. Il écrivit de sa main les phrases officielles sur des papiers que la princesse de Condé et la duchesse de Montbazon attachèrent à leur éventail. La querelle ne fut que plus envenimée par cette réconciliation forcée. Une offense plus grave, qui atteignait la reine elle-même, fut faite peu de jours après à la princesse par sa rivale. Les duchesses de Montbazon et de Chevreuse reçurent l'ordre de quitter la cour. Celle-ci retourna à son exil d'Angleterre, qu'elle venait à peine de quitter. Le duc de Beaufort fut conduit à Vincennes; le duc et la duchesse de Vendôme, le duc de Mercœur et le duc de Guise, exilés; l'évêque de Beauvais renvoyé dans son diocèse; les comtes de Béthune et de Montrésor mis à la Bastille; le marquis de La Châtre privé de sa

charge de colonel-général des Suisses. Après quoi on n'entendit plus parler des Importants. La reine n'avait pas eu peu de peine à se décider à ce coup d'état : on prétend que le soir même du jour où fut arrêté le duc de Beaufort, elle pleura beaucoup dans ses appartements en présence de ses femmes.

La cour, si longtemps agitée, retrouva pendant quatre ans un calme si oublié, que personne ne se rappelait avoir vu pareille chose, et que les poëtes de cour allaient chercher leurs comparaisons à la présente tranquillité dans la régence de Blanche de Castille, et le plus grand nombre même remontaient jusqu'à l'*âge d'or*. Les armées, sous les ordres de Condé, Turenne, d'Harcourt, Gassion, triomphaient en Espagne, en Flandre, en Italie, en Allemagne; Thionville était tombée aux mains des Français après la journée de Rocroy ; l'année suivante, le jeune duc d'Enghien et le vicomte de Turenne, maréchal à trente-deux ans, remportèrent sur l'Autrichien Mercy la fameuse bataille de Fribourg, qui dura trois jours. Spire, Philisbourg, Worms, Oppenheim, Mayence, se rendaient au duc d'Enghien; Berghem, Creutznac, Landau, à Turenne. L'échec de Mariendal donna aux deux généraux l'occasion de se distinguer encore à la fameuse bataille de Nordlingen, où fut tué Mercy, et qui valut à Turenne la prise de Trèves. En Flandre, c'était le duc d'Orléans lui-même qui dirigeait la guerre. Sous ses ordres, les maréchaux de Gassion et de La Meilleraye prirent Gravelines; le comte de Rantzau reçut le bâton de maréchal pour s'être emparé de Mardick. Courtrai se rendit au prince lui-même, ainsi que Bergues, Mardick, que les Espagnols avaient repris pendant l'hiver, Furnes et Dunkerque. La France n'était pas moins dignement représentée dans les conférences ouvertes à Munster pour la paix générale, dont les préliminaires avaient été signés à Hambourg. Servien, le comte d'Avaux, et plus tard le duc de Longueville, préparèrent à Mazarin la gloire de ce fameux traité de Westphalie, dont l'Europe lui dut l'heureuse conclusion.

On vivait heureusement à la cour de France. La galanterie, écartée par les principes rigoureux du sévère Louis XIII et la sanglante austérité de Richelieu, commençait à renaître sous le règne d'une Espagnole et le ministère d'un Italien. « Par une rencontre singulière, dit un historien de la Fronde, les hommes les plus considérables de l'époque étaient jeunes, un grand nombre de femmes étaient belles. » Les ducs d'Enghien, de Beaufort, de Guise, de Nemours, le vicomte

de Turenne, le prince de Marsillac, le fameux coadjuteur, depuis cardinal de Retz, avaient à peine trente ans. Les duchesses de Longueville, de Montbazon, de Bouillon, de Châtillon, de Chevreuse, de Nemours, ont laissé une grande renommée de beauté. Mais toutes les fêtes que donnait la cour, et les pensions, les cadeaux que l'on faisait, coûtaient beaucoup au trésor; et le trésor se remplissait à mesure d'impôts, malgré les murmures du peuple et du Parlement. Il est vrai que le ministre se montrait très-habile auprès des compagnies souveraines; Il avait séduit jusqu'au grave Omer Talon lui-même. Le contrôleur-général d'Emery, le compatriote et le lieutenant du cardinal, après s'être fouillé la tête pour trouver matière à quelque nouvel édit fiscal, rencontra tout à coup une vieille ordonnance de 1548, par laquelle il était défendu «de bâtir des maisons nouvelles dans les faubourgs de « Paris, à peine de démolition desdites maisons, confiscation des maté- « riaux et amendes arbitraires. » L'édit ressuscité fit jeter les hauts cris aux propriétaires, qui se voyaient forcés «de payer une taxe cal- « culée pour chaque toise de construction.» Ceci s'appela l'édit du toisé. La Grand'Chambre crut, la première, devoir intervenir dans cette affaire; et peu à peu la résistance devenant plus générale, la compagnie tout entière se mit en devoir d'informer. A ce sujet eut lieu une scène assez bizarre. La Grand'Chambre voulut évoquer la chose à elle seule; le premier président, qui la favorisait, refusa d'assembler les enquêtes et les requêtes. Celles-ci se firent justice à elles-mêmes; les conseillers envahirent la Grand'Chambre et se rangèrent comme dans les assemblées générales. Mais, d'après les règlements, le premier président avait seul droit d'ouvrir la délibération; la compagnie tout entière resta assemblée pendant quatre jours dans un profond silence, sans que la volonté du premier président fléchît, et sans que l'impatience des jeunes conseillers les entraînât à l'horrible faute de prendre les premiers la parole.

Sur ce, la reine intervint; l'édit fut suspendu, et, plus tard, l'impôt du toisé réduit des neuf dixièmes. C'était là une concession minime en apparence; et d'ailleurs, qu'avait-on à redouter du Parlement? Richelieu ne l'avait-il pas assez humilié?

Richelieu ne s'était pas contenté d'humilier la noblesse; il avait, suivant l'expression d'un auteur moderne, passé sur ces têtes à couronnes de comte, de duc, de marquis, un niveau terrible et la baguette de Tarquin. La reine Marie de Médicis, chassée de France,

était morte à Cologne dans la misère. Gaston d'Orléans, frère du roi, n'avait obtenu son pardon qu'au prix de la trahison la plus lâche. Le comte de Moret, frère naturel du roi, proscrit, avait été tué au combat de Castelnaudary. Le duc de Vendôme, frère naturel du roi, proscrit, n'avait trouvé d'asile qu'en Angleterre, ainsi que le duc de La Valette, beau-frère de Louis XIII. Son père, le duc d'Épernon, mourait exilé du château de Loches. Le prince de Condé s'était humilié sous la main du cardinal. On sait comment finit le comte de Soissons. Des princes de la maison de Lorraine, le duc de Guise et le duc d'Elbeuf, son cousin, condamnés à mort, s'étaient enfuis en Flandre, la duchesse de Chevreuse en Angleterre. Le duc de Rohan était mort pour la France, mais en exil. Le duc de Bouillon avait été forcé de livrer Sedan. Le prince de Marsillac, duc de Larochefoucauld, était exilé à Angoulême. Henri de Montmorenci était mort sur l'échafaud, ainsi que son cousin le comte de Montmorenci-Boutteville, ainsi que Chalais, ainsi que Cinq-Mars et tant d'autres. La liste des proscrits est immense.

A côté de la noblesse, la magistrature semblait peu de chose; cependant elle faisait corps dans l'État; quarante familles possédant des offices de judicature, quelques-unes alliées à la noblesse, avaient l'avantage d'une corporation soumise à certains règlements généraux, sur une agrégation purement féodale de seigneurs se faisant gloire de vivre isolés, indépendants, sans mêler leurs intérêts ni ce qu'ils appelaient leurs droits. A la tête de cette corporation étaient le Parlement de Paris et la Chambre des Comptes. Se sentant nécessaire dans l'État, plus même et à tout autre titre que la noblesse, la magistrature osait ainsi parler au roi : « Votre Parlement de Paris, Sire, né « avec l'État, tient la place du conseil des princes et barons, qui, de « toute ancienneté, était près de la personne du roi ; pour marque de « ce, les princes et pairs du royaume y ont toujours séance et voix dé- « libérative. Les lois, ordonnances et édits, créations d'offices, traités « de paix, et autres plus importantes affaires du royaume, lui sont en- « voyés pour en délibérer, en examiner le mérite et y apporter en « toute liberté les modifications raisonnables. » Ces prétentions étaient hautes, et le temps n'était pas encore venu où elles devaient être satisfaites. Richelieu n'y vit que de l'orgueil, et l'humiliation lui parut une peine suffisante. Toutes les affaires qui concernaient l'État furent désormais interdites au Parlement; encore, le champ de ses opérations judiciaires fut-il considérablement restreint. Combien de fois les com-

missions extraordinaires ne vinrent-elles pas lui ravir les procès les plus importants? Du reste, le Parlement ne se montra pas à la hauteur du rang qu'il prétendait occuper. C'est à peine si l'on rencontre quelques noms courageux, comme ceux de Mathieu Molé, d'Omer Talon. Ce dernier, avocat-général du Parlement de Paris, et, suivant l'expression de Guy Patin, le plus beau *sens commun de son temps*, était forcé d'avouer la faiblesse de ses collègues : « J'ai eu le malheur qu'en entrant dans le Parlement j'ai trouvé les maximes de courage endormies; mes collègues, hommes illustres, commençaient à rabattre quelque chose de leur ancienne sévérité, à quoi j'ai beaucoup perdu, parce que j'avais alors besoin de bons maîtres pour m'instruire dans les maximes d'une condition qui m'était nouvelle, ne m'étant jamais, avant ce jour, appliqué à aucune connaissance des affaires publiques. »

Qu'arriva-t-il de tout cela? C'est qu'après la mort de Richelieu la réaction fut aussi violente que l'avait été la contrainte où il avait tenu les magistrats. Honteux d'avoir donné à la France tant de témoignages de lâcheté, ils voulurent regagner à tout prix une réputation de courage, et, pour redevenir populaires, ils se firent séditieux; d'ailleurs, ils croyaient avoir meilleur marché du nouveau règne. La haute considération qu'on avait paru leur témoigner quand il s'était agi de reconstituer la régence, le fait même d'avoir cassé les dernières dispositions d'un roi qui leur avait fermé la bouche, leur parurent d'heureux préludes pour leur entrée dans la carrière politique. Étourdis par leur nouvelle fortune, ils se jetèrent à la suite de quelques nobles factieux, en croyant marcher à leur tête. Ils ne réussirent qu'à déprécier l'influence de la magistrature aux yeux du peuple; le Parlement ne se releva jamais plus du coup que lui porta la Fronde.

Les premières concessions d'Anne d'Autriche avaient enhardi le Parlement. Réduit à abandonner l'impôt du toisé, le contrôleur d'Émery eut l'idée de faire vendre 1,500,000 livres de rentes à prendre sur le produit des aides et de cinq grosses fermes. Pour prévenir les murmures du Parlement, Mazarin eut l'adresse de l'impliquer dans l'affaire, en lui abandonnant le soin de distribuer des rentes à qui bon lui semblerait. Mais la grand'chambre seule entretenait de bonnes relations avec le cardinal. Les conseillers des enquêtes et des requêtes, se croyant en droit de réformer l'État, s'assemblèrent à la salle de Saint-Louis et sommèrent la Grand'Chambre de se réunir à eux pour

mettre en délibération ce « qu'il convenait de faire, vu l'état des affaires publiques. » Le ministre, irrité, fit un coup de main, arrêta les présidents Barillon et Gayant, les conseillers Lecomte et Queslin [25 mars 1645], mit les uns en prison et envoya les autres en exil. Cette fois, la compagnie s'émut tout entière, et alla, marchant en corps et à pied dans les rues de Paris, réclamer les quatre magistrats. Mazarin n'avait pas la fermeté de Richelieu. Trois des coupables furent relâchés.

Les magistrats ne se contentèrent pas de cette satisfaction; Barillon, qu'on gardait en prison, fut regardé comme une victime de la cour, et sa popularité devint immense. Pendant trois mois le cours de la justice fut suspendu. « Eh quoi donc! disait la reine, nous avons vu les plus « grands du royaume emprisonnés, exilés, personne ne s'en est ému; « et aujourd'hui, parce que j'ai fait prendre deux conseillers, il « semble qu'on veuille me faire mon procès? » La mort du président vint heureusement mettre fin aux embarras de la cour, mais elle excita des soupçons, et la malveillance en fit son profit.

Depuis ce jour, il n'y eut plus qu'un intérêt commun entre les Chambres, une haine commune contre le ministre. Mazarin en fut quitte pour prodiguer les lits de justice. De nouveaux embarras de finance nécessitèrent bientôt de nouveaux expédients. Un édit imposa un droit d'entrée sur tous les objets servant à la consommation de la ville de Paris; le droit devait être payé sans distinction de personnes, conformément à un tarif. Cette mesure n'avait rien d'illégal ni d'arbitraire, et la cour des Aides l'enregistra sans difficulté. Le Parlement frémit de voir créer un impôt d'une nature nouvelle, et sur lequel sa juridiction ne pouvait s'étendre; il n'en obtint pas moins du ministre une conférence au sujet de ce tarif [août 1647]. Le président Lecoigneux se montra fort habile à soutenir les intérêts de la magistrature, et le cardinal finit par déclarer qu'il était prêt à « adopter « les mesures préférables que lui indiquerait la compagnie, et à aban- « donner l'impôt du tarif. » Ainsi le Parlement enlevait au ministre tous les expédients qui pouvaient remédier à la pénurie du trésor.

Enfin, Mazarin, poussé à bout, établit la lutte au sein même du corps qui lui faisait une guerre si acharnée, en créant de nouveaux offices de judicature, et notamment douze charges de maîtres des requêtes; mais, pour s'assurer du succès, il décida que l'enregistrement se ferait en lit de justice. En cette occurrence, Mathieu Molé lui-même et l'avocat-général Omer Talon étaient ligués avec le reste de la compa-

gnie contre le ministre. L'avocat-général, obligé de requérir l'enregistrement, ne le fit pas sans adresser à l'administration de sanglantes remontrances : « Un tel gouvernement despotique et souverain, disait-il « en parlant de Mazarin, serait bon parmi les Scythes et les Barbares « septentrionaux, qui n'ont que des figures d'homme ; mais en France, « Sire, le pays le plus policé du monde, les peuples ont toujours fait « état d'être nés libres et de vivre comme vrais Français. » Le lendemain, les Chambres s'assemblèrent pour protester contre l'enregistrement. Le premier président donna acte de l'opposition, à laquelle il « serait fait droit après en avoir délibéré. » La reine, indignée, manda au Louvre les gens du roi, comme avait fait autrefois Marie de Médicis en pareille circonstance. Le chancelier Séguier, le duc d'Orléans et le prince de Condé les accablèrent de reproches ; et la reine, se laissant emporter, s'écria « qu'elle avait un grand mépris pour la robe, et s'indignait que *cette canaille* s'ingérât de réformer l'État » [15 février 1648]. Le Parlement voulut bien faire des concessions, mais les édits n'en furent pas moins bien et dûment cassés. Cette discussion faisait le plus grand tort au gouvernement : « Elle levait le voile qui « doit toujours couvrir tout ce que l'on peut dire et tout ce que l'on « peut croire du droit des peuples et de celui des rois, qui ne s'accordent jamais si bien ensemble que dans le silence. La salle du Palais « profana les mystères. » (*Mém. du cardinal de Retz.*)

Mazarin, pour réparer les fautes que sa faiblesse lui avait fait commettre, en fit une nouvelle et plus grave en voulant montrer trop d'audace. Il exigea de toutes les cours souveraines, le Parlement excepté, quatre années de leurs gages, en forme de prêt. L'exception faite en sa faveur ne toucha pas le Parlement ; la cour des Aides, la cour des Comptes et le Grand Conseil, se réunirent aux autres magistrats, dans la chambre de Saint-Louis, et donnèrent tous ensemble le célèbre arrêt d'*Union* [13 mai 1648]. Il ne s'agissait pas d'intérêts privés, mais « de choses bien plus importantes, de la réformation de l'État, de la « mauvaise administration des finances, des dilapidations des courtisans. » La reine était indignée ; elle trouvait son ministre *beaucoup trop bon*. A son tour, Mazarin lui répondait : « Vous êtes vaillante comme un soldat qui ne connaît pas le danger. » Tous les ordres de la cour furent inutiles. La Chambre de Saint-Louis continua ses séances, soutenue par la multitude. « Chaque conseiller paraissait au peuple « un ange descendu du ciel pour le sauver de la prétendue tyrannie

« du cardinal de Mazarin, qu'on s'imaginait être plus grande qu'elle « ne l'était en effet. » (*Mém. de Motteville.*) Mathieu Molé fut chargé de notifier à la reine les résolutions du Parlement. Anne d'Autriche perdit contenance, passa une nuit dans les larmes, et le lendemain elle se soumit. « Oh! Dieu merci, disait-elle, je suis arrivée à ce point, que chacun tient à honneur de me déshonorer. » L'intendant



d'Émery fut dépossédé de sa charge, et remplacé par le maréchal de La Meilleraye, auquel on adjoignit les conseillers d'état d'Aligre et Morangiès.

Le peu d'amis qui restaient à la reine exigeaient de nombreux sacrifices pour prix de leur fidélité. Le duc d'Orléans exigea le gouvernement du Languedoc; le duc d'Enghien, devenu prince de Condé, celui de la Champagne; encore se faisait-il à lui-même un parti qu'on appelait les *petits maîtres.* Pour comble de malheur, le duc de Beaufort, l'idole de la populace, *le roi des halles*, venait de s'échapper du château de Vincennes.

La Chambre de Saint-Louis poursuivait en forme ses opérations politiques. Du 30 juin au 25 juillet, 27 articles de réformes administratives furent arrêtés. La passion populaire était flattée par des propositions dignes des plus beaux temps de la République. La reine feignait de se soumettre, mais, en secret, elle faisait renforcer les régiments des gardes. « Je vais, disait-elle, leur jeter des roses à la tête, mais « aussi, après cela, s'ils ne se rangent à leur devoir, je saurai bien les « en faire repentir. » Un lit de justice fut indiqué ; la veille, le jeune roi parcourut à cheval les rues de Paris ; un morne silence l'accueillit partout. Le lendemain [31 juillet 1648], le chancelier lut aux Chambres une déclaration « portant remise du quart des tailles pour l'année suivante, révocation de l'édit du toisé et de plusieurs droits successivement établis sur les marchandises, suppression de douze charges de maître des requêtes. Il propose en même temps des règlements de finances qui semblent devoir mettre un frein à la cupidité des traitants; il ajoute qu'une chambre de justice sera incessamment établie pour rechercher les anciennes déprédations. Mais il finit par défendre, au nom du roi, de tenir désormais les assemblées de la chambre de Saint-Louis. » Quand fut venu le moment d'aller aux voix, plusieurs conseillers des enquêtes crièrent au chancelier : « Nous vous dirons notre « avis demain, quand le roi n'y sera plus et que nous pourrons déli-« bérer avec liberté de suffrages. » Le lendemain, nouvelle résistance : en dépit des efforts de Gaston, le vieux conseiller Broussel, irrité de n'avoir pu obtenir pour son fils une lieutenance aux gardes, entraînait toujours les suffrages. Enfin, le duc d'Orléans se réduisit à demander que « les assemblées générales demeurassent suspendues pendant que « les commissaires, chargés de faire un rapport au Parlement sur la « déclaration royale, allaient préparer leur travail. » L'assemblée voulut bien consentir à s'ajourner.

Dans ces circonstances, le prince de Condé, à peine de retour à son camp, venait de gagner sur l'archiduc la fameuse bataille de Lens [20 août]. Les premières paroles du jeune roi, en apprenant cette nouvelle, furent : « Ah! que le Parlement va être fâché! » Six jours après, un *Te Deum* fut annoncé à Notre-Dame. Les magistrats s'y rendent en corps, sans s'effrayer de la haie de soldats aux gardes au milieu desquels il leur faut passer, ni des détachements nombreux qui occupent tous les points de la Cité. Au sortir de l'église, la reine s'approche de Comminges, lieutenant de ses gardes, et lui dit à l'oreille : « Allez,

et que Dieu veuille vous assister ! » A peine la reine a-t-elle eu le temps de rentrer au Palais-Royal, que Comminges fait saisir le président



Blancmesnil. Lui-même se rend au logis de Broussel, sur le port Saint-Landry, et l'arrache au milieu de son dîner. Le peuple s'ameute. Le carrosse se brise au Pont-Neuf; Comminges s'empare d'une voiture qui passe, et continue sa route, en combattant, par la rue Saint-Honoré. Enfin Broussel est conduit à Saint-Germain. Charton, l'autre conseiller qu'on devait saisir, s'était enfui. Mais le peuple ne s'en tint pas là. « Ce mouvement, dit le cardinal de Retz, qui n'y fut peut-être pas « étranger, ce mouvement fut comme un incendie violent et subit qui « se prit du Pont-Neuf à toute la ville. Tout le monde, sans exception, « prit les armes. L'on voyait des enfants de cinq et six ans le poignard « à la main ; on voyait les mères qui le leur apportaient elles-mêmes. « Il y eut dans Paris plus de deux cents barricades en moins de deux « heures, bordées de drapeaux et de toutes les armes que la Ligue « avait laissées entières. » Le Palais-Royal était assiégé; on y entendait

retentir le cri de la foule : *Broussel et liberté!* Le maréchal de La Meilleraye le délivra, et repoussa le peuple jusqu'au Pont-Neuf. Le maréchal venait d'atteindre d'un coup de pistolet un vieil homme chargé d'une hotte, et courait le plus grand danger, quand parut tout à coup le coadjuteur de Retz, en rochet et en camail; il se précipita dévotement à genoux dans le ruisseau pour confesser le mourant, monta sur le parapet du pont, fit une harangue au peuple et sauva le



maréchal. Le coadjuteur se rend auprès de la reine pour la conjurer de céder à la multitude. « Je vous entends, Monsieur le coadjuteur, dit-« elle les yeux étincelants de fureur, vous voudriez que je rendisse « M. Broussel, mais je l'étranglerais plutôt avec les deux mains. » Ce disant, elle les portait à la tête du prélat.

Cependant la nuit avait interrompu l'émeute. Le lendemain, malgré la défense de la reine, le Parlement se rassembla au Palais, délibéra quelques instants, et se mit en marche pour le Palais-Royal. Les barricades s'ouvrent devant cent soixante magistrats, aux cris de *vive le roi! vive le Parlement!* tandis que d'un autre côté on voulait massacrer le chancelier réfugié dans l'hôtel de Luynes, et que le maréchal de La Meilleraye eut grand'peine à le tirer des mains des factieux. Le Parlement était arrivé au Palais. Mathieu Molé porta la parole; mais Anne d'Autriche ne l'entendit pas jusqu'au bout : elle sortit en fermant la

porte avec violence. Les magistrats se retirèrent; mais arrivés à la barricade placée à la Croix-du-Tiroir, au coin de la rue Saint-Honoré et de la rue de la Monnaie, ils furent obligés de rebrousser chemin. Quelques mutins avaient porté les mains sur le premier président, et ils protestaient « qu'ils ne laisseraient passer personne qu'on ne leur « ramenât Broussel, ou pour otage le cardinal Mazarin et le chan- « celier Séguier, qui n'étaient pas trop bons pour cela. » Molé parvint d'autorité jusqu'à la reine, et lui dit « qu'il n'était plus temps de rien « dissimuler; qu'il s'agissait de la conservation de la couronne, de la « sûreté, de la vie même de Sa Majesté et de celle de son fils. » Ces graves paroles faisaient peu d'effet sur la reine; mais la porte s'ouvrit et laissa voir la malheureuse Henriette d'Angleterre, veuve de Charles I[er]. A cette vue, Anne d'Autriche baissa la tête, et dit avec un profond soupir « que le Parlement vît donc ce qu'il y avait à faire pour la sûreté de l'État. » Les magistrats tinrent séance dans une galerie du Palais-Royal avec le duc d'Orléans, les princes, les ducs et pairs et les grands officiers de la couronne. L'arrêt, rendu à la majorité de soixante-dix voix contre cinquante, portait seulement « que la reine serait très- « humblement remerciée du rappel et retour des prisonniers. »

Blancmesnil se montra le soir sur le Pont-Neuf; mais le peuple attendit en armes toute la nuit le retour de Broussel. Le lendemain, il entra dans Paris en triomphe. On le conduisit à Notre-Dame et de là chez lui, où on le força de paraître à sa fenêtre. Le Parlement l'envoya complimenter, et voulut qu'il reprît sa place avant qu'on s'occupât d'aucune affaire. Ces démonstrations séditieuses attristèrent l'âme droite de Molé : « M. Broussel mérite beaucoup sans doute, disait-il, « mais il n'est pas tout dans l'État, et il en faut neuf autres avec lui « pour donner arrêt. »

La reine ne devait plus rester à Paris : depuis la journée des Barricades, elle ne pouvait plus paraître en public sans être outragée; on ne l'appelait plus que dame Anne, et si l'on y ajoutait quelque titre, c'était quelque épithète malveillante. Enfin, dans la matinée du 20 septembre 1648, elle sortit furtivement de Paris, et se retira à Rueil avec ses deux fils, le duc d'Orléans, Mazarin et le prince de Condé. Le lendemain, M. de Châteauneuf fut envoyé en exil, et Chavigny à Vincennes. Les députés du Parlement qui vinrent à Rueil protester contre cet enlèvement furent durement éconduits par le prince de Condé. A leur retour, la compagnie décréta une espèce de formule de salut

public, dans le genre du *caveant consules*. La cour voulut avoir pour elle l'avantage de la modération : elle fit offrir au Parlement une nouvelle conférence au sujet des articles proposés par la Chambre de Saint-Louis. L'orgueil des magistrats ne voulut pas plier ; la reine fut obligée d'accorder l'élargissement de Chavigny, le rappel de Châteauneuf et celui de tous les autres exilés. Peu de jours après, elle rentra dans Paris avec ses fils ; mais il était facile de voir que la prétendue paix que l'on venait de signer n'était qu'une trêve, qui donnait à chaque parti le temps de reconnaître les siens et de se préparer à une lutte plus importante.



Anne d'Autriche

Placé entre la reine et le coadjuteur, qui tenait pour le Parlement, le prince de Condé se trouvait dans une position difficile ; il méprisait également Mazarin et son adversaire ; mais son orgueil, révolté des prétentions de la magistrature, se rendit aux sollicitations de la reine. « Je ne saurais souffrir, disait-il, l'insolence de ces bourgeois, qui « prétendent à gouverner l'État... Ils en veulent à l'autorité royale...

« Il n'est pas un homme sage qui veuille s'engager dans une cohue de « cette nature, et, pour ma part, je ne puis me résoudre à devenir « le général d'une armée de fous... Je m'appelle Louis de Bourbon, « et ne veux pas ébranler l'État... » Le coadjuteur désappointé se retourna vers la cabale des femmes. La duchesse de Longueville stipula pour le prince de Conti, son frère, jaloux de son aîné; pour le prince de Marsillac et le vicomte de Turenne, tous deux ses amants; enfin, pour le maréchal de Lamothe-Houdancourt, fidèle au prince de Conti. Rien ne fut plus facile que de rallier les ducs de Beaufort et de Bouillon; la duchesse de Chevreuse promit l'appui de l'Espagne.

Le prince de Condé, offensé en plein Parlement par le conseiller Quatre-Sous, déclara la guerre à toute l'Assemblée. Le 6 janvier 1649, à minuit, la reine sortit de Paris avec ses fils, le duc d'Orléans, le ministre, et arriva si subitement à Saint-Germain, que toute la cour, et la famille royale elle-même, furent obligées de coucher sur la paille. A cette nouvelle, Paris s'arma; les bourgeois prirent la garde des portes, et tous les magistrats de la ville furent invités à se rendre dans le sein du Parlement. Quelques négociations ayant été inutilement faites de part et d'autre, les magistrats lancèrent, le 8 janvier, un arrêt contre le cardinal Mazarin : « La cour, le déclarant perturbateur du repos « public, ennemi du roi et de son état, lui enjoignit de se retirer de « Saint-Germain dans le jour, du royaume dans huitaine; après ledit « temps, commande à tous les sujets du roi de lui courir sus. » Sur ce, on vit arriver à Paris le jeune prince de Conti, le duc de Longueville, le prince de Marsillac; les ducs d'Elbeuf, de Bouillon, de Beaufort, de Chevreuse, de Luynes, de Brissac, de Retz, et le maréchal de Lamothe-Houdancourt s'y trouvaient déjà réunis. L'enthousiasme du peuple fut porté à son comble quand il vit les duchesses de Longueville et de Bouillon, toutes deux d'une éclatante beauté, traverser à pied la place de Grève et monter à l'Hôtel-de-Ville, où elles déclarèrent « vouloir loger sous la garde des bourgeois comme otages de la fidélité « de messieurs leurs maris et de leur zèle pour le service de la ville et « du Parlement.» Séance tenante, le Parlement nomma généralissime le prince de Conti, que le cardinal de Retz appelle *un zéro qui ne multipliait que parce qu'il était prince du sang*; les ducs d'Elbeuf, de Bouillon et le maréchal de La Mothe, généraux, commandant à tour de rôle pendant vingt-quatre heures; le duc de Beaufort, le prince de Marsillac et le marquis de Noirmoutiers lieutenants-généraux.



Les duchesses de Longueville et de Bouillon se rendent à l'Hôtel-de-Ville.

Alors commença cette parodie de la Ligue qu'on nomme guerre de la Fronde. Pour rendre la comparaison plus facile, Voltaire s'est chargé d'en écrire l'histoire à la manière de la *Ménippée*. « On leva douze mille hommes par arrêt du Parlement ; chaque porte cochère fournit un homme et un cheval. Cette cavalerie fut appelée la *cavalerie des portes cochères*. Le coadjuteur avait un régiment qu'on nommait le *régiment de Corinthe*, parce que le coadjuteur était archevêque titulaire de Corinthe. Le prince de Condé assiégea cent mille bourgeois avec huit mille soldats. Les Parisiens sortaient en campagne ornés de plumes et de rubans; leurs évolutions étaient le sujet des plaisanteries des gens du métier. Ils fuyaient dès qu'ils rencontraient deux cents hommes de l'armée royale. Tout se tournait en raillerie. Le régiment de Corinthe ayant été battu par un petit parti, on appela cet échec *la première aux Corinthiens*. Les vingt conseillers, qui avaient fourni chacun quinze mille livres, n'eurent d'autre honneur que d'être appelés les *Quinze-Vingts*...

« Les troupes parisiennes qui sortaient de Paris, et revenaient toujours battues, étaient reçues avec des huées et des éclats de rire. On ne réparait tous ces petits échecs qu'avec des couplets et des épigrammes. Les cabarets et les autres maisons de débauche étaient les tentes où l'on tenait les conseils de guerre, au milieu des plaisanteries, des chansons et de la gaieté la plus dissolue... Enfin, on vit le coadjuteur, archevêque de Paris, venir prendre séance au Parlement avec un poignard dans la poche, dont on apercevait la poignée, et on criait : *Voilà le Bréviaire de notre archevêque !*

« Il vint un héraut d'armes à la porte Saint-Antoine, accompagné d'un gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, pour signifier des propositions : le Parlement ne voulut point le recevoir; mais il admit dans la Grand'Chambre un envoyé de l'archiduc Léopold, qui faisait alors la guerre à la France. Au milieu de ces troubles, la noblesse s'assembla en corps aux Augustins, nomma des syndics, tint publiquement des séances réglées. On eût cru que c'était pour réprimer la France, et pour assembler les états-généraux ; c'était pour un tabouret que la reine avait accordé à madame de Pons. Peut-être n'y a-t-il jamais eu une preuve plus sensible de la légèreté d'esprit qu'on reprochait aux Français. »

Tous les soirs, dit un autre historien de la Fronde, les personnes les plus considérables du parti venaient conférer ensemble dans les sa-

lons de l'Hôtel-de-Ville, et la frivolité n'avait pas, dans ces assemblées, une moindre part que la politique. On s'y occupait de plaisirs et d'affaires; on entendait les trompettes sur la place, les violons dans les salles. Les manières dégagées des jeunes seigneurs et le maintien sévère des magistrats, objet pour les uns et les autres de ridicule ou de scandale; les cuirasses et les écharpes militaires, les robes longues des conseillers, les frocs des religieux, les manteaux noirs des bons bourgeois, formaient un étrange contraste, et représentaient fidèlement la confusion qui régnait alors dans les conseils de la France. Aussi bien, tout le monde était las de la guerre : le peuple, qui payait, pour la soutenir, plus d'impôts que jamais; le Parlement et la bourgeoisie, qui avaient tous les jours à souffrir les mépris des nobles; ceux-ci, qui croyaient en avoir assez fait pour le prix que la cour devait mettre à leur soumission : de tous les rebelles, il n'y avait que le duc de Bouillon et le coadjuteur qui trouvassent leur intérêt ou leur plaisir à continuer les hostilités. De fait, ces deux hommes étaient puissants; ils avaient décidé Turenne à se déclarer sous peu de jours en leur faveur; d'un autre côté, ils traitaient avec l'Espagne par l'entremise de la duchesse de Chevreuse.

Tout d'un coup, le 19 février, au commencement de l'audience du Parlement, le prince de Conti annonça « que le seigneur don Joseph « Illescas, gentilhomme envoyé par l'archiduc Léopold avec lettres « de créances pour traiter de la paix générale, attendait au parquet « des huissiers et demandait à être introduit et entendu. » Grand débat entre les vieilles robes de la Grand'Chambre et les jeunes conseillers des Enquêtes qui avaient entraîné parmi eux le vieux Broussel; les jeunes triomphèrent, malgré Mathieu Molé, malgré le président de Mesmes, et don Joseph Illescas fut introduit. On entendit ses propositions, mais on n'osa y répondre, et l'arrêt, rendu à l'unanimité, ordonna « que des députés porteraient à Sa Majesté la lettre de créance de « l'archiduc et copie des propositions faites par son envoyé, sur lesquelles le Parlement, par respect, n'avait pas voulu rendre ré- « ponse, ni même délibérer avant que Sa Majesté eût fait connaître sa « volonté. » Les députés nommés furent Mathieu Molé et le président de Mesmes. On voit que l'ardeur des jeunes conseillers s'était bien refroidie. Leur mission faite, les députés eurent une longue conférence avec le duc d'Orléans et le prince de Condé. De part et d'autre on fit des concessions, et enfin il fut convenu que des commissaires de Paris

et de Saint-Germain se réuniraient à Rueil pour accommoder les différends à l'amiable, et que dès l'acceptation des conférences les passages seraient ouverts pour l'approvisionnement de Paris.

Ce n'était là le compte ni du duc de Bouillon ni du coadjuteur : aussi le jour où le premier président se rendit au Palais pour rendre compte de sa démarche, la foule ameutée se rua sur son passage en criant : « Nous sommes vendus, on nous trahit, on veut faire la paix pour « nous sacrifier... Qu'on nous mène à Saint-Germain quérir notre bon « roi... Point de conférences secrètes ! » Mathieu Molé menaça froidement les séditieux de les faire pendre, entra au Parlement et fit son rapport aux Chambres. Aucune opposition ne s'étant manifestée, si ce n'est celle du coadjuteur, des députés furent nommés, à la tête desquels étaient M. de Mesmes et le premier président. Ils trouvèrent à Rueil le duc d'Orléans, le prince de Condé, le cardinal Mazarin, le chancelier Séguier, le maréchal de La Meilleraye et le secrétaire d'état. Un premier incident faillit rompre les conférences avant même qu'elles fussent ouvertes. Les députés du Parlement refusaient de négocier avec Mazarin, et ils se fondaient avec raison sur ce que Mazarin, ayant été déclaré ennemi public, était lui-même en cause, et qu'on ne devait rien préjuger pour ou contre l'arrêt du 8 janvier. Pour couper court aux difficultés, on convint que les députés ne communiqueraient entre eux que par commissaires.

Mais à Paris on se repentait déjà des conférences de Rueil. Le duc de Longueville amenait des troupes de Normandie, le duc de La Trémouille dix mille Poitevins. Turenne annonçait « qu'il avait passé le « Rhin avec son armée, et venait s'offrir au Parlement pour le service « du roi et du public contre l'injuste oppression du cardinal Mazarin. » D'un autre côté, le duc de Bouillon signait avec l'Espagne un traité secret, auquel on doit dire que le coadjuteur ne voulut pas prendre part. Mais déjà Mathieu Molé avait signé la paix à Rueil avec le cardinal Mazarin [11 mars]. Molé avait sauvé la France, mais au préjudice des frondeurs.

Le jour où il se rendit au Parlement au milieu des clameurs d'une multitude furieuse, « on ne vit pas un mouvement sur son visage qui « ne marquât une fermeté inébranlable et une présence d'esprit pres- « que surnaturelle. » Ce sont les propres paroles du cardinal de Retz. Au Parlement, le prince de Conti se leva pour accuser les députés, et surtout le premier président. « Puisqu'il faut tout dire, c'est vous qui

« en êtes la cause, Monsieur, » s'écria Molé plein d'indignation; et comme le prince, interpellé vivement par lui sur son traité avec l'Espagne, lui balbutiait « que lui et ses amis n'avaient pas fait cette dé-« marche sans le consentement de quelques-uns de la compagnie, — « Nommez-les, repartit Mathieu Molé d'une voix assurée, nommez-« les, et nous leur ferons leur procès comme à des criminels de lèse-« majesté. » Cependant la populace avait envahi le Palais. Un avocat nommé De Boisle était à la tête des factieux, qui demandaient avec des cris forcenés qu'on leur livrât *la grande barbe;* c'était ainsi qu'ils appelaient Mathieu Molé. Le président de Norvin ayant prononcé quelques paroles d'indignation contre le peuple : « Qu'est-ce « à dire? lui répondit De Boisle; le peuple n'a-t-il pas fait les rois, qui « ont fait les Parlements? il est donc à considérer autant que les uns « et les autres. » En ce moment, on entendit des voix qui criaient : *République!* (SAINT-AULAIRE.) Le Parlement s'était rallié autour de son chef, qui refusait de se retirer; il descendit par le grand escalier, suivi de tous les magistrats; et, la poitrine menacée par les épées des sédi-



tieux, il se contenta de dire à l'un d'eux : « Mon ami, quand je serai

mort, il ne me faudra que six pieds de terre. » Dès lors le Parlement eut honte de l'abandonner; le traité de Rueil fut adopté, sauf quelques modifications, et l'arrêt rendu contre Mazarin, révoqué.

Mais la guerre n'était pas plutôt terminée sur un point qu'elle se rallumait sur un autre. La noblesse n'était pas contente de la cour, ni celle qui avait tenu pour le Parlement, ni celle même qui s'était déclarée pour la reine, et à la tête de laquelle était le prince de Condé. Aussi bien, le prince se croyait trop grand seigneur pour se mettre à la suite d'un autre, fût-ce même le roi; il lui convenait de se faire un parti. Le lendemain de la paix, il vit à Rueil la duchesse de Longueville, qui lui promit les ducs de Longueville et de Bouillon, le vicomte de Turenne, les princes de Conti et de Marsillac, comme elle les avait autrefois promis au coadjuteur. A tous, pour prix de leur alliance, le prince fit accorder de nouvelles faveurs, entre autres le gouvernement de la Champagne à son frère Conti. Mazarin n'osait rien refuser; il devait tout au prince. Cette reconnaissance, qui se manifestait par des actes, ne toucha pas l'orgueilleux Condé; il allait partout disant qu'il « se repentait de l'avoir soutenu pendant la guerre de Paris, et « donnant à entendre qu'en pareille rencontre il tiendrait une autre « conduite. » On prétendait qu'il écrivait ainsi au cardinal : *all' illustrissimo signor Facchino.* Cependant il ne put se dispenser de ramener la cour de Compiègne à Paris.

L'entrée de Leurs Majestés fut magnifique : on applaudissait au roi, on applaudissait à la régente, on applaudissait au cardinal assis dans la voiture royale, on applaudissait à M. le prince, qui témoignait également de son mépris pour les acclamations populaires et les protestations du ministre. La reine s'en prit à la duchesse de Longueville des hauteurs de son frère. Comme le prévôt des marchands et les échevins lui donnaient un grand bal à l'Hôtel-de-Ville, elle voulut que ce bal eût lieu en plein jour : « N'en déplaise, disait-elle, à ces dames « fardées qui ont été grandes frondeuses, et qui ne gagneront rien à la « clarté du soleil. » Tout à coup, au moment où on croyait le cardinal perdu, au moment où lui-même faisait les préparatifs de son départ pour l'Italie, le prince de Condé fit sa paix avec le cardinal : « Eh « bien! ma sœur, disait-il à la duchesse de Longueville, le Mazarin et « moi ne sommes plus que deux têtes dans un bonnet. — Cela est bien « joli, mon frère, répondit sérieusement la duchesse; je prie Dieu que « vous ne perdiez pas à ce jeu tous vos amis et votre crédit, que l'abbé

« de La Rivière ni M. le duc d'Orléans ne vous rendront pas, et encore « moins le cardinal et la reine. »

Le parti des *petits-maîtres* s'étant ainsi retiré de lui-même, il ne restait plus en présence des *mazarins* que les *frondeurs*, considérablement décimés, après la paix de Rueil, par la défection des partisans de Condé. Le coadjuteur, qui en était toujours le chef, crut l'occasion favorable de relever ce parti, en lui faisant contracter une nouvelle alliance avec le Parlement. Il s'agissait des rentes de l'Hôtel-de-Ville, dont le paiement avait été suspendu par le surintendant des finances. Grande était la rumeur parmi les rentiers. Les fermiers des gabelles, mandés à l'Hôtel-de-Ville, y furent retenus en garantie des sommes dont ils étaient débiteurs, ce qui ne les empêchait pas de faire grande chère à l'Hôtel-de-Ville avec leurs amis, tandis que dans les salles voisines les malheureux créanciers passaient leur temps à délibérer. Enfin, les bourgeois nommèrent pour défendre leurs intérêts douze syndics choisis parmi les notables, mais pour la plupart déterminés frondeurs. Parmi eux se trouvaient le président Charton, qui avait jadis échappé à Comminges lors de l'arrestation de Broussel, et le sieur Joly, conseiller au Châtelet, créature du coadjuteur, et depuis son secrétaire. Ces syndics commencèrent par mettre les assemblées des rentiers sous la protection du duc de Beaufort et des frondeurs, et continuèrent à les présider, malgré les remontrances de Mathieu Molé et les arrêts de la Grand'Chambre.

Mazarin, curieux de savoir ce qui se passait dans ces assemblées, imagina d'y envoyer des gens à ses gages, qui, feignant d'être rentiers, écoutaient tout ce qui se disait, et excitaient même les autres à parler. Ces espions à la mode italienne devinrent bientôt espions en titre d'office, et reçurent des brevets du secrétaire d'état Le Tellier. Mais ils ne purent tout savoir, et le coadjuteur eut bientôt machiné un coup à sa façon : « Le diable monta la tête à nos amis, dit-il; ils crurent qu'il « fallait relever toute cette affaire d'un grain qui fût de plus haut goût « que les formes du palais. » Dans un conseil de la Fronde, il fut convenu que Joly se ferait tirer un coup de pistolet, comme si on avait voulu l'assassiner.

En effet, peu de jours après, Joly, passant à sept heures du matin en carrosse dans la rue des Bernardins, rencontra d'Estanvilles, écuyer du marquis de Noirmoutiers, lequel lui tira un coup de pistolet. Joly s'était fait un trou à la manche de son pourpoint, et une blessure au bras avec

une pierre à fusil. Le peuple s'en émut, et le Parlement eût lancé quelque proclamation séditieuse, sans la fermeté du premier président.

Mais ce qu'il y eut de plus extraordinaire, c'est que Mazarin persuada au prince de Condé que c'était à lui-même que s'adressait ce coup des frondeurs; et le soir, comme le carrosse du prince passait vide sur le Pont-Neuf, on ne sait comment il se fit qu'un certain marquis de La Boullaye, qui stationnait sur la place Dauphine avec sept ou huit hommes, s'approcha, et ne trouvant personne dans le carrosse du prince, tira sur les voitures de la suite et tua un laquais. Ceci s'appela une *Jolyade renforcée*. Beaucoup soupçonnèrent le cardinal; mais le prince, persuadé que les frondeurs en voulaient à sa vie, résolut de porter plainte contre eux au Parlement. Il le fit en effet, mais il ne réussit qu'à se perdre dans l'esprit de la magistrature. Les témoins qu'il produisait n'étaient autres que des espions à brevet du cardinal, tous réputés infâmes : un Canto, condamné par contumace à être pendu; un Pichon, roué en effigie; un Lacomète, un Marcassar, un Gorgibus.

Enfin, le jour du procès étant venu, le coadjuteur parut au Parlement en rochet et en camail, et remporta une victoire éclatante. La foule l'accueillit avec acclamation. Condé ne rencontra que des regards indignés et un morne silence. La procédure n'en continua pas moins, et comme Mathieu Molé voulait qu'elle se fît dans les formes, le vieux frondeur Broussel, impliqué dans l'affaire, imagina de le récuser, comme ennemi de ses coaccusés et de lui-même. A ces mots, on vit le premier président, attaqué dans sa vertu, quitter son siége, venir en pleurant se justifier à la barre, et quitter l'assemblée, plus ému que lorsque des assassins menaçaient sa vie. « Je ne sens rien dans mon « cœur qui m'empêche d'être juge, » avait-il dit en sortant. L'assemblée applaudit à cette noble protestation d'une belle conscience outragée, et un arrêt solennel réintégra dans tous ses droits le premier président.

Quoique ce triomphe de Mathieu Molé en fût aussi un en quelque sorte pour M. le prince, on eût dit qu'il prenait à tâche de nuire lui-même à sa cause. Il avait osé encourager un certain marquis de Jarzay à faire une déclaration d'amour à la reine, et il trouvait mauvais qu'elle s'en offensât. Cette audace un peu trop cavalière jeta la reine et son ministre dans les bras des frondeurs. Anne d'Autriche écrivit de sa main au coadjuteur, à qui Mazarin faisait espérer le chapeau de cardinal, le billet suivant, que lui remit madame de Chevreuse :

« Je ne puis croire, malgré ce qui s'est passé, que M. le coadjuteur « ne soit à moi. Je le prie que je puisse le voir sans que personne le « sache que madame et mademoiselle de Chevreuse; ce nom sera sa « sûreté.

« ANNE. »

Tout fut arrêté dans quelques conférences nocturnes, et, malgré les trembleries de Gaston d'Orléans, malgré les soupçons que put concevoir M. le prince en surprenant M. de Lyonne expédiant des ordres au commandant des troupes, Mazarin lui persuada qu'il ne s'agissait que d'arrêter un des syndics des rentiers, un des fauteurs de la conspiration tramée contre lui. Le prince voulut qu'on n'employât pas à cette affaire d'autres troupes que les siennes. Le soir même, le prince, se trouvant dans une galerie du Palais-Royal avec le duc de Longueville et le prince de Conti, fut arrêté par Guitaut, capitaine des gardes de la reine. Comme il arrivait à son carrosse au milieu d'une haie de gardes, il reconnut quelques-uns de ses vieux soldats, et leur dit : « Mes amis, ce n'est point ici la bataille de Lens. » Tous restèrent



muets, et le carrosse partit au galop pour Vincennes. En chemin, Guitaut crut pouvoir l'assurer « qu'il était le très-humble servi-

« teur de Son Altesse, mais qu'il le poignarderait plutôt que de le « laisser sortir d'entre ses mains, et de ne pas rendre bon compte à Sa « Majesté du dépôt qu'elle lui avait confié [16 janvier 1650]. » « Le « peuple de Paris, qui avait fait des barricades pour un conseiller-« clerc presque imbécile, fit des feux de joie lorsqu'on mena au donjon « de Vincennes le défenseur et le héros de la France. » (VOLTAIRE.)

Le Parlement et les frondeurs ne trouvèrent rien à redire à cet enlèvement illégal; mais la noblesse se disposait à en demander raison les armes à la main. Le vicomte de Turenne se joignit aux Espagnols, en prenant le titre de lieutenant-général du royaume pour la délivrance des princes captifs. Le duc de Bouillon se retira dans sa vicomté de Turenne, le duc de La Force dans ses terres du Périgord, le maréchal de Brézé dans son gouvernement d'Anjou; le prince de Marsillac levait des troupes dans l'Angoumois; mais la Bourgogne était contenue par le duc de Vendôme, à la tête d'une armée royale. La duchesse de Longueville, qui s'était retirée à Dieppe dans l'espoir de soulever la Normandie, se vit sur le point d'être livrée à ses ennemis. Malgré la tempête, elle voulut s'embarquer sur un mauvais bateau. Précipitée dans la mer avec le matelot qui la portait, elle fut ramenée sans connaissance sur le rivage. Pendant quinze jours elle erra dans les bois; enfin, elle parvint à s'embarquer au Havre sous des habits d'homme. Ce fut pour aller retrouver le vicomte de Turenne à Stenay.

Les princesses de Condé, arrivées à Chantilly, ne montrèrent pas moins de courage. Les soupçons du cardinal les poursuivirent dans leur retraite. Forcées de fuir, elles traversèrent Paris déguisées, et s'enfermèrent à Montrond, en Berry. Leur sûreté s'y trouvant encore menacée, à minuit la princesse sortit du château avec son fils, le jeune duc d'Enghien, et monta en croupe derrière le comte de Coligny; elle se dirigeait sur Bordeaux. Sur la route, le comte, reconnu par un gentilhomme qui lui demandait quelle était sa compagne, fut obligé de répondre « que c'était une demoiselle de qualité qu'il enlevait et con-« duisait en Auvergne, où il avait dessein de l'épouser. » Enfin, la princesse se trouva au milieu de gens qui portaient l'écharpe isabelle, couleur de son mari, et put se reposer à Turenne. Aux repas qu'on lui donnait, la santé du prince de Condé se portait à genoux, le chapeau bas, l'épée nue à la main. Le duc de Bouillon buvait ses santés à deux ou trois rasades, dans de grands gobelets à l'allemande.

Pour arriver à Bordeaux il fallut passer sur le ventre au chevalier

de La Valette, et réprimer une sédition royaliste qui avait éclaté dans la capitale de la Guyenne. Le lendemain de son arrivée, la princesse se rendit avec ses fils au Parlement de Bordeaux. Voyant sa mère toute en larmes, le jeune duc mit un genou en terre, et dit : « Servez-moi « de pères, Messieurs ; le cardinal Mazarin m'a ôté le mien. » Le Parlement de Guyenne le prit sous sa protection.

Une scène semblable se passait au Parlement de Paris. La princesse douairière, revenue furtivement dans la capitale, se présenta tout d'un coup à la Grand'Chambre ; mais les menaces du duc d'Orléans et du coadjuteur lui enlevèrent l'appui qu'elle croyait y trouver, et force lui fut de se retirer à Châtillon. La régente avait donné des lettres patentes déclarant perturbateurs de l'État les partisans du prince de Condé. Le maréchal du Plessis-Praslin forçait Turenne à se retirer en Flandre, tandis que Mazarin conduisait le roi en Guyenne ; mais il laissait le Parlement divisé en trois partis peu disposés à s'entendre : les modérés d'abord, qu'on appelait les *mazarins ;* les *anciens frondeurs*, qui ne prêtaient qu'à regret leur appui au ministre, et les *nouveaux frondeurs.* Ces derniers étaient les partisans du prince, et ils étaient soutenus par la population de Paris. La multitude rassemblée autour du Palais faisait retentir le cri de *Vivent les princes, et point de Mazarin!* Elle battait des mains en apprenant que Turenne et l'archiduc Léopold avaient franchi la frontière et marchaient sur la capitale. Le duc de Beaufort et le coadjuteur, jadis les idoles du peuple, faillirent être assassinés. Ce dernier reçut un coup de poignard dans son rochet ; un capitaine aux gardes de M. le prince tira deux coups de pistolet au duc d'Orléans, qui resta caché dans la Grand'-Chambre jusqu'au soir. Sur ces entrefaites, un envoyé de l'archiduc Léopold entre à Paris, et annonce, au milieu des acclamations de la foule, que son maître est décidé à brûler la capitale. Turenne n'en était plus qu'à quelques lieues. Au moment où il paraissait en vue du château de Vincennes, les princes venaient d'en sortir pour être transférés à Marcoussy, château du comte d'Entragues.

Mazarin n'en continuait pas moins sa route vers la Guyenne. Un bourgeois nommé Richon, ayant tenté de défendre contre lui le château de Vayres, fut attaché à un poteau dressé dans la halle de Libourne. Par représailles, les Bordelais allèrent tirer de sa prison un gentilhomme royaliste, le chevalier de Canolles, et, malgré les supplications de la princesse de Condé, le pendirent sur le pont de Bordeaux, en

face de la route de Libourne. Bientôt l'armée royale parut sous les murs de la ville : elle éprouva une résistance opiniâtre. Les princesses elles-mêmes travaillaient à réparer les fortifications, et le soir, le duc de Larochefoucault amenait des violons et faisait distribuer des rafraîchissements aux travailleurs. Mais l'armée royale faisait chaque jour des progrès; d'un autre côté, Mazarin recevait de Paris de tristes nouvelles. On conclut une trêve de dix jours, qui fut suivie d'un traité avantageux pour les Bordelais. La princesse partit avec sa famille et ses partisans, et se rendit auprès de la reine, qui lui pardonna.

« Le prince de Condé arrosait des œillets sur une petite terrasse voisine de sa chambre, dans le donjon de Vincennes, quand il apprit le siége de Bordeaux et le courage que faisait paraître la princesse : « Aurais-tu jamais cru, dit-il à celui de ses serviteurs qui lui donnait « cette nouvelle, que ma femme faisait la guerre pendant que je culti-



« vais mon jardin? » (SAINT-AULAIRE.) Un complot avait été tramé pour le délivrer. L'un des conjurés fit semblant d'aller à confesse à un des

prêtres de la Fronde, et lui glissa un billet qui découvrait tout. Ce fut alors qu'on conduisit les princes à Marcoussy, et de là au Havre. Ils avaient conservé de nombreux amis dans la capitale; Anne de Gonzague, princesse palatine, était du nombre : elle sut attirer le coadjuteur, auquel on remontra l'ingratitude de la cour qui le laissait espérer depuis si longtemps le chapeau de cardinal, et lui imputait devant le peuple et les Parlements les rigueurs exercées contre les princes. Un soir, le carrosse du duc de Beaufort ayant été assailli rue Saint-Honoré, on répandit le bruit que le cardinal était l'auteur de ce guet-apens, et les colporteurs criaient dans les rues : *Voici les dernières finesses du cardinal Mazarin!* En quelques jours, l'ancienne et la nouvelle Fronde se trouvèrent unies et prêtes à recevoir la reine Anne d'Autriche qui rentrait à Paris.

Mazarin était allé prendre le commandement de l'armée royale contre M. de Turenne. En son absence, et malgré les ordres de la régente, le Parlement accueillit la requête de la princesse de Condé contre l'emprisonnement des princes, et conclut à faire des remontrances pour leur liberté. Cet arrêt avait été rendu malgré la nouvelle d'une brillante victoire remportée à Rethel par le cardinal et le maréchal Du Plessis Praslin sur le vicomte de Turenne.

Le cardinal revint à Paris : ne soupçonnant pas les intrigues du duc de Larochefoucault, il eut encore avec lui une conférence secrète. Le duc pressait : Mazarin, ne croyant pas au danger, ne put se déterminer à rien céder. « Vainement le duc, au moment de sortir, lui « répéta qu'il était perdu sans ressource s'il le laissait descendre l'es- « calier; le cardinal le conduisit jusqu'au bas, une lanterne sourde à « la main, et lui dit *adieu* en riant. (Saint-Aulaire.) La même nuit, un traité définitif fut signé chez la princesse palatine par le duc et le coadjuteur, le duc de Beaufort et Gaston d'Orléans lui-même. Le lendemain, le premier président porta à la reine les remontrances du Parlement touchant la requête de la princesse de Condé ; en même temps tous les seigneurs conjurés attaquèrent le ministre auprès de la reine. Mazarin, effrayé, ne voit plus pour salut de ressources que dans les princes mêmes qu'il tenait prisonniers. Il sortit de Paris le 6 février 1651. Le bruit ayant couru que la reine allait le suivre avec son fils, une émeute éclata. Il fallut qu'Anne d'Autriche admît les bourgeois dans sa chambre, et, soulevant elle-même les rideaux, leur fît voir le jeune roi dormant d'un sommeil paisible.



Anne d'Autriche fait voir Louis XIV endormi aux bourgeois révoltés

Pendant ce temps-là, Mazarin était arrivé au Havre et avait rendu la liberté aux princes. Ses services furent mal récompensés : les princes le quittèrent sans mot dire et coururent à Paris. On fit pour leur retour des feux de joie comme on en avait fait le jour de leur arrestation. Le prince de Condé jetait l'or à pleines mains. Il ne lui restait plus que son épée ; il la donna à un jeune officier qui la regardait avidement, lui disant avec bonté : « Mon ami, je souhaite qu'elle vous fasse maréchal de France. » Quelques jours après, Mazarin arrivait à Cologne dans le plus complet dénuement, mais il n'en était pas moins ministre de France; et, soutenue par ses conseils, Anne d'Autriche semait la division parmi ses adversaires.

Le prince de Condé s'était engagé, dans sa prison, à consentir au mariage du prince de Conti avec mademoiselle de Chevreuse, amie particulière du coadjuteur. Devenu libre, il s'opposa à cette union. Mademoiselle de Chevreuse, outrée, se rapproche de la reine. Le coadjuteur, qui semblait s'être retiré des affaires politiques pour ne s'occuper que du gouvernement de son diocèse, visitait la princesse toutes les nuits, et se laissa facilement amener par elle chez la reine en costume de cavalier. La perte du prince de Condé fut arrêtée en conseil secret. Le prince, averti à temps par M. de Chavigny, sortit de Paris, et se disposait à attendre le prince de Conti, lorsqu'il crut entendre derrière lui un bruit de chevaux ; dans la crainte d'être poursuivi et arrêté, il piqua des deux : le vainqueur de Lens fuyait devant des femmes et des enfants montés sur des ânes qui portaient des légumes au marché. La honte l'empêcha de rentrer à Paris; il se retira à Saint-Maur, où vinrent le rejoindre la duchesse de Longueville, le prince de Conti, les ducs de Nemours et de Larochefoucauld. Il écrivit au Parlement pour lui indiquer la cause de sa fuite. La compagnie prit fait et cause pour lui; et le coadjuteur, qui avait besoin de la magistrature, força la reine de sacrifier au Parlement les secrétaires d'état Le Tellier, Servien et de Lyonne, créatures du cardinal. Le prince de Condé revint à Paris, se présenta au Palais-Royal, mais irrité, et disant « que dans des assemblées noc-« turnes, des hommes qu'il nommerait en temps et lieu avaient donné « conseil de le faire arrêter. » Et il jetait les yeux sur le coadjuteur, qui ne se déconcerta pas.

De retour à Saint-Maur, le prince y convoqua les chefs de ses amis pour savoir quels étaient ceux qui avaient fait défection. Il se trouva que de ce nombre étaient la princesse palatine, les ducs de Longue-

ville, de Bouillon, de La Force, et le vicomte de Turenne. Dans cette assemblée, que les Parisiens appelèrent les *États de la Ligue*, la guerre fut décidée contre l'avis du prince. A cette nouvelle, la reine fit porter contre lui plainte au Parlement. Le prince s'y rendit en toute hâte, et y rencontra le coadjuteur. Aux attaques de Gondi, Condé porta la main à la garde de son épée. A ce signal, les gentilshommes des deux partis, qui remplissaient la salle et les galeries du palais, mirent flamberge au vent; le combat semblait inévitable; mais le prince le prévint en se retirant.

Le lendemain, les mêmes scènes se renouvelèrent au palais. Le duc de Larochefoucauld, voyant le coadjuteur donner quelques ordres aux siens, saisit le moment où il voulait rentrer dans le parquet des huissiers. « Le duc alors prit son temps, poussa la porte, et abattit la barre de fer si à propos, que Gondi, serré entre les deux battants,



avait la tête dans le parquet, le corps dans la grande salle, et suffoquait de douleur et de colère. Le duc, occupé à maintenir la barre

de fer, criait à Chavagnac de poignarder le coadjuteur. Chavagnac s'en excusa froidement sur ce qu'il n'avait pas d'ordre de M. le prince, et il restait tranquille spectateur de l'agonie du prélat. Le tumulte ayant enfin été entendu dans la grand'chambre, le premier président envoya au secours M. de Champlâtreux, son fils, qui obligea le duc de La Rochefoucauld à lâcher prise, et sauva la vie au coadjuteur. En sortant du Parlement, M. le prince rencontra la procession, à la tête de laquelle marchait le coadjuteur, en rochet et en camail, au milieu de son clergé ; il fit arrêter son carrosse, et se mit dévotement à genoux pour recevoir la bénédiction du prélat, qui, ôtant ensuite son bonnet, lui fit une profonde révérence. Rentré à l'hôtel de Condé, M. le prince se disposa immédiatement à quitter Paris, et, peu de jours après, il partit pour Chantilly, d'où il comptait se rendre en Guyenne, et commencer la guerre civile. » (Saint-Aulaire.)

Au moment de prendre les armes contre les rebelles, Anne d'Autriche résolut d'assurer à sa cause toute l'autorité du nom royal, en remettant aux mains de son fils la direction des affaires. Louis XIV allait avoir treize ans révolus le 5 septembre 1651 ; c'était l'époque fixée par l'ordonnance de Charles V pour la majorité des rois de France. Tout le cérémonial usité en pareille occasion fut rigoureusement observé. Le jeune roi, précédé, entouré, suivi d'une escorte, la plus belle dont on eût jamais entendu parler, se rendit au Parlement pour y monter en son lit de justice. La reine lui ayant remis le pouvoir dont elle avait usé pour lui en qualité de régente, le roi l'embrassa et lui dit : « Madame, « je vous remercie des soins qu'il vous a plu prendre de mon éducation « et de l'administration de mon royaume ; je vous prie de continuer à me « donner vos bons avis, et je désire qu'après moi vous soyez le chef de « mon conseil. » Puis le serment fut prêté à genoux par les pairs et les gentilshommes ; après quoi, le premier président fit la harangue d'usage, tous les présidents à mortier ayant la tête nue et le genou sur leur banc. Le plus grand événement de ce jour fut la nomination de Matthieu Molé à la charge de garde des sceaux, ce qui ne l'empêcha pas de continuer à présider le Parlement. Pour mettre entièrement le prince de Condé dans son tort, le roi avait fait une déclaration en sa faveur, qui le relevait de toutes accusations, et une autre contre Mazarin, qui confirmait l'édit de bannissement porté contre lui. Il n'est pas besoin de dire que c'était Mazarin lui-même qui, de sa retraite de Cologne, avait habilement suggéré cette idée à la reine mère.

Enfin, pour enlever à la démarche du prince toute apparence de justice, la reine lui dépêcha M. de Croissy, avec des propositions qui devaient l'engager au retour et à la paix. Par une bizarre circonstance, qu'on peut, du reste, croire le résultat d'un habile calcul, M. de Croissy lut mal l'adresse de la lettre dont il était porteur, et fut chercher M. le prince à Augerville, près d'Etampes, pendant que celui-ci se trouvait à Angerville en Gâtinais. La lettre arriva trop tard. Le prince poursuivit rapidement sa route vers le Berri, tandis que Lenet, son ambassadeur à Madrid, signait en son nom un traité d'alliance avec la cour d'Espagne. Puis il partit pour Bordeaux, affectant de dire que « c'était malgré lui « qu'il tirait l'épée. Il ne regardait la qualité de chef de parti que comme « un malheur, et même un malheur qui était au-dessous de lui. » A peine arrivé à Bordeaux, il vit entrer dans la Gironde, toutes voiles au vent, une flotte espagnole à laquelle il livra, en vertu du traité de Madrid, le port et la place de Bourg. Mazarin crut l'occasion favorable pour rentrer dans le royaume. «Connaissant l'état des affaires de France, « et voulant s'acquitter des grandes obligations qu'il avait au roi et à la « reine, il était parvenu à lever une armée de dix mille hommes, et se « préparait à la conduire au secours de Leurs Majestés. Il priait son al- « tesse le duc d'Elbeuf de lui mander son sentiment à ce sujet, et de lui « livrer passage à travers les places de la Picardie. » Aux premières nouvelles de son retour, le duc d'Orléans avait levé des troupes, sans savoir encore à quoi elles seraient employées. De son côté, le Parlement, qui avait déjà lancé contre le prince de Condé un arrêt de proscription, résolut de mettre à prix la tête du cardinal. A cette proposition, le coadjuteur et tous les conseillers clercs se levèrent aussitôt de leurs places et sortirent de la salle. Mathieu Molé refusa de prêter son assistance à cette mesure de rigueur.

La compagnie n'en persista pas moins dans sa résolution. «Il fallut chercher dans les registres quel était le prix d'une tête ennemie du royaume. On trouva que sous Charles IX on avait promis, par arrêt, cinquante mille écus à celui qui livrerait l'amiral Coligny mort ou vif. On crut très-sérieusement procéder en règle en mettant ce même prix à l'assassinat d'un cardinal premier ministre.... Les Blot et les Marigny, beaux-esprits, qui portaient la gaieté dans les tumultes de ces troubles, firent afficher dans Paris une répartition de cent cinquante mille livres, tant pour qui couperait le nez au cardinal, tant pour une oreille, tant pour un œil, tant pour le faire eunuque. Ce ri-

dicule fit tout l'effet de la proscription contre la personne du ministre ; mais ses meubles et sa bibliothèque furent vendus par un second arrêt. » (Voltaire). Mazarin ne se tint pas pour battu. Aussi bien venait-il de marier deux de ses nièces au duc de Mercœur, de la maison de Vendôme, et au fils du duc de Bouillon. Les officiers de son armée, qu'il avait mise sous le commandement du maréchal d'Hocquincourt, portaient ses couleurs, l'écharpe verte, comme ceux du prince de Condé l'écharpe isabelle. Enfin, malgré la déclaration du roi en son lit de justice, il rejoignit la cour dans le Poitou [28 février 1652]. Les hostilités étaient commencées. M. le prince eut d'abord l'avantage. Le duc d'Orléans, ennemi du cardinal, s'était déclaré en sa faveur. Sa fille, mademoiselle de Montpensier, partit avec les comtesses de Fiesque,



Mademoiselle de Montpensier.

de Frontenac, qu'on appelait ses aides-de-camp, et plusieurs autres dames de la cour, habillées en amazones, pour rejoindre les ducs de Nemours et de Beaufort, et entrèrent dans Orléans au moment où l'armée

royale paraissait sous les murs de cette ville. Le roi, ne pouvant en faire le siége, remonta la Loire jusqu'à Gien, serré de près par l'armée des princes, postée près de Jargeau. Le vicomte de Turenne, définitivement allié à la cause royale, se porta rapidement en avant, culbuta sur le pont même l'avant-garde du duc de Beaufort, et chassa l'ennemi de sa position. Le mauvais succès de cette journée excita une violente querelle dans le conseil des princes, entre les ducs de Beaufort et de Nemours; Mademoiselle leur demanda leurs épées, et tout finit par une réconciliation qu'égayèrent les sanglots d'attendrissement du duc de Beaufort. Après quoi, les princes conduisirent leurs troupes aux environs de Montargis, tandis que la cour prenait ses quartiers d'hiver à Gien, Turenne à Briare, distant de deux lieues seulement, et le maréchal d'Hocquincourt à Blesneau, trois lieues en avant de Briare. Une nuit, le maréchal est subitement attaqué ; cinq de ses quartiers sont enlevés à l'improviste. Turenne monte à cheval, examine à la lueur des villages incendiés la disposition de l'attaque, et dit à ceux qui l'entourent : « M. le prince est arrivé, c'est lui qui commande son armée. » C'était bien lui en effet ; il était arrivé de la Guienne à toute bride, déguisé en courrier. Turenne, qui l'avait deviné, réunit quatre mille hommes, accourt à Gien, où tout se disposait pour le départ, et répond froidement à ceux qui l'interrogent : « Que le roi peut demeurer à Gien sans rien craindre ; » seulement il ajoute d'un ton ferme : « Vous le voyez, Messieurs, il faut vaincre ou périr ici. » En effet, le prince, las de poursuivre les fuyards de Blesneau, se portait sur Gien avec toute son armée. Une chaussée étroite entre un bois et un marais pouvait seule y conduire. Turenne laissa s'engager dans ce défilé la cavalerie du prince, et, démasquant tout à coup une batterie qui dominait cette position, paralysa l'effort de ses ennemis. La journée s'acheva à se canonner de part et d'autre. Napoléon, à Sainte-Hélène, se plaisait à étudier la bataille de Gien comme un des plus beaux faits d'armes de Turenne. Condé, jugeant la partie perdue de ce côté, laissa ses troupes observer l'armée royale, et se mit en route pour Paris avec les ducs de Beaufort, de Nemours et de Larochefoucauld.

A leur approche, toute la noblesse ceignit l'écharpe isabelle et les reçut aux cris de « *Vivent les princes! point de Mazarin!* » Mais le Parlement n'était plus si bien de leurs amis qu'il ne fît pas quelques difficultés à les recevoir. Le coadjuteur, devenu cardinal de Retz, avait entièrement rompu avec eux. A la cour des Aides, le prince de Condé fut

obligé d'écouter les sévères remontrances du président Jacques Amelot, et comme il voulait répondre : « Qui ose m'interrompre, reprit le président? le roi ne le ferait pas, ou, s'il le faisait, il ne devrait pas le faire. Mais vous, Monsieur, vous ne le devez ni ne le pouvez, grâce à Dieu. — Monsieur, interrompit encore le prince, la cour ne vous avouera pas sans doute de tout ce que vous me dites. — Mon aveu est dans mon bonnet, repartit Amelot en frappant de la main sa tête ; il n'y a dans cette compagnie que de bons serviteurs du roi, et pas un ne désavouera mes paroles. — Vous deviez m'avertir en particulier et non pas devant



tout le monde, » dit M. le prince, baissant la tête avec confusion. Cela n'empêchait pas les magistrats d'adresser au roi des remontrances contre le retour du cardinal, et de déclarer en même temps ennemi public le duc de Lorraine, qui avait pénétré en France avec une armée pour marcher au secours des princes. A cette nouvelle, Turenne lève le siége d'Étampes qu'il avait commencé, et se présente en face des Lorrains, campés sur la rive opposée de la Seine, près de Villeneuve-Saint-Georges. Au moment où tout le monde s'attendait à une bataille, on

apprit que le pont de Villeneuve était livré à Turenne, et que l'armée lorraine regagnait par journées d'étape la frontière de Flandre.

L'armée des princes arriva une heure après son départ, et, n'osant pas attaquer l'armée royale, se retira à Saint-Cloud par Bourg-la-Reine, tandis que Saint-Denis devenait le quartier-général de Turenne. Un mouvement du maréchal de La Ferté força le prince de quitter sa position, pour se retirer dans la langue de terre formée par le confluent de la Seine et de la Marne. Mais avant qu'il pût y arriver, Turenne atteignit son arrière-garde à la hauteur de la porte Saint-Denis et la culbuta. Le prince, arrêté dans sa marche, prit position en avant de la porte Saint-Antoine, plaça le duc de Nemours dans la rue de Charenton, M. de Vallon dans la grande rue du Faubourg, et M. de Tavanne dans celle de Charonne. A sept heures du matin commença la bataille. Le roi, âgé de 15 ans, s'était placé sur les hauteurs de Charonne, tandis que sa mère était prosternée au pied des autels dans un couvent de Saint-Denis. Turenne donna le signal du combat sans attendre son artillerie ; lui-même conduisait l'attaque dans la Grande-Rue ; la gauche était commandée par M. de Noailles; la droite par le jeune Saint-Mégrin. Le combat fut terrible. M. de Larochefoucauld y reçut un coup qui lui fit perdre la vue pour quelque temps; Saint-Mégrin fut tué avec Mancini, neveu de Mazarin, dans une charge dirigée par le prince de Condé en personne. Le duc de Nemours reçut treize coups dans ses armes. Le prince se trouvait acculé aux portes de la ville, et l'artillerie du maréchal de La Ferté, arrivée à la hâte, commençait à foudroyer, par les trois rues, les débris de l'armée des princes, refoulés sur le carrefour situé en avant des portes, quand une volée de canon, partie de la Bastille, arrêta l'impétuosité des vainqueurs. En même temps on vint avertir le prince que Mademoiselle désirait l'entretenir. C'était elle qui faisait tourner contre l'armée royale l'artillerie de la Bastille.

Condé se présenta devant la princesse l'épée à la main, ses armes brisées, le visage couvert de sang. Elle lui apprit qu'elle avait décidé les bourgeois à ouvrir les portes à son armée, tandis qu'elle protégeait la retraite par son artillerie. « C'est égal, disait Mazarin, debout à côté du jeune roi, ce canon-là vient de tuer son mari. » Elle eut beaucoup de peine à arracher à son père un mot par lequel il avouait sa fille dans tout ce qu'elle voudrait dire ou faire en son nom. Munie de cette pièce importante, la princesse se rendit à l'Hôtel-de-Ville pour engager les magistrats de la ville à secourir le prince. Le soir, à six heures, elle



C'est égal, disait Mazarin, debout à côté du jeune Roi, ce canon-là vient de tuer son mari

alla recevoir, à la porte Saint-Antoine, Condé, qui entrait, lui huitième. Cependant le trouble était dans la capitale ; la présence de l'armée des princes effrayait les bourgeois, qui voyaient sous leurs murs l'armée d'un roi vers lequel ils se sentaient entraînés. Il ne fallut rien moins qu'une émeute sanglante, qu'un siége en règle de l'Hôtel-de-Ville pour vaincre la résistance des esprits sages, qui souhaitaient le retour de la paix et du roi. Enfin, le Parlement, violenté, nomma le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume, « attendu la captivité du roi, » et Condé généralissime des troupes. Les princes ne donnaient pas au peuple l'exemple de la modération. Le grand Condé s'oublia jusqu'à donner un soufflet au comte de Rieux, fils du prince d'Elbeuf, chez le duc d'Orléans. Le comte de Rieux rendit le soufflet au vainqueur de Rocroi, de Fribourg, de Norlingue et de Lens. Cette étrange aventure n'eut aucune suite. Monsieur fit mettre pour quelques jours de Rieux à la Bastille, et il n'en fut plus parlé. «Il était bon, disaient les seigneurs, que MM. les princes du sang ne se crussent point à l'abri de toute atteinte et ne s'élevassent point tant au-dessus des autres» La querelle du duc de Beaufort et du duc de Nemours, son beau-frère, fut sérieuse. Ils s'appelèrent en duel, ayant chacun quatre seconds. Le duc de Nemours fut tué par le duc de Beaufort, et le marquis de Villars, surnommé Orondate, qui secondait Nemours, tua son adversaire, Héricourt, qu'il n'avait jamais vu auparavant. En présence de semblables faits, le roi publiait une déclaration dans laquelle, «après avoir reproché aux princes leurs tyrannies et leurs violences, aux bourgeois leur soumission envers une autorité illégitime, Sa Majesté interdisait le Parlement de Paris, le transférait à Pontoise, et ordonnait à tous les présidents et conseillers de se rendre en ladite ville.» Quinze des principaux magistrats, ayant à leur tête Molé, obéirent, et, avec le concours des pairs laïques et ecclésiastiques, se constituèrent en Parlement à Pontoise. De jour en jour ils devenaient plus nombreux; mais cette assemblée elle-même protesta contre la présence de Mazarin. Le ministre crut devoir encore se sacrifier au bien public : il se retira à Sceaux [19 août], sans cesser néanmoins de diriger les affaires. Sa retraite fit le meilleur effet à Paris. Condé, ne pouvant plus s'y soutenir, en sortit avec ses troupes pour rejoindre le duc de Lorraine, qui était rentré en France. Turenne le tint un mois en échec sur les bords de la Seine, et finit par le repousser en Champagne. Pendant ce temps, le cardinal de Retz, député par les Parisiens près du roi, le suppliait de

rentrer dans sa bonne ville. L'entrée fut solennelle : Turenne la protégeait avec ses troupes victorieuses. Le duc de Beaufort se démit de son office de gouverneur de Paris, et Broussel de celui de prévôt des marchands; le duc d'Orléans reçut l'ordre de quitter Paris et de se rendre à Blois.

Le lendemain de son entrée, Louis XIV parut en lit de justice au Louvre, dans tout l'éclat de la majesté royale. Le Chancelier donna lecture d'une déclaration qui exceptait de l'amnistie générale accordée la veille par le roi : « Les ducs de Beaufort, de La Rochefoucauld, de « Rohan ; les marquis de La Boullaye et de Fontrailles ; le président « Pérault ; les conseillers Broussel, Viole, de Thou, Portail, Ritaut, « Fouquet, de Croissy, Coulon, Machault, Fleury et Martineau ; les « serviteurs des princes et princesses de Condé, de Conti, de Longue-« ville, etc. ; tous lesquels individus devaient incessamment sortir de « Paris, et n'y rentrer qu'avec permission de Sa Majesté. « Enfin la même déclaration portait défense au Parlement de Paris « de prendre « aucune connaissance des affaires générales de l'Etat et de la direc-« tion des finances, comme de rien ordonner ou entreprendre contre « ceux à qui nous en avons confié l'administration, à peine de dés-« obéissance. »

Le Parlement resta muet ; il ne murmura pas même quand, peu de jours après son arrivée, le roi manifesta l'intention de rappeler son ministre ; mais comme on connaissait l'influence du cardinal de Retz sur le peuple, et sa haine personnelle contre Mazarin, malgré les bons services qu'il avait pu rendre à la cour dans ces derniers temps, on le fit arrêter au Louvre et conduire à Vincennes [3 février 1653]. Quelques semaines après, Mazarin rentra triomphalement à Paris. Le roi et la reine avaient été publiquement à sa rencontre jusqu'au Bourget. Il eut le plaisir de trouver en cour, et parfaitement soumis, ceux de ses ennemis qui s'étaient montrés les plus cruels. Le Parlement, humilié, donna une preuve de son obéissance en condamnant à mort, par contumace, le prince de Condé [27 mars 1659]. Madame de Longueville et la princesse Palatine édifiaient la France par les exemples de la plus haute vertu. Le duc de La Rochefoucauld ne prétendait plus qu'au titre de courtisan parfaitement poli. Le cardinal de Retz acheva sa vie dans les exercices d'une piété sincère. La guerre de la Fronde n'était plus qu'un souvenir.

Au milieu des troubles civils, la fameuse paix de Westphalie était

passée inaperçue, et cependant elle est le plus beau titre de gloire de Mazarin. La France, représentée alors sur les champs de bataille par



Mazarin.

Turenne et Condé, dans les cabinets par d'Avaux et Servien, y gagna « la suprême seigneurie sur les trois évêchés de Toul, Metz et Verdun, « et sur Moyenvic. L'empire cédait au roi de France tous ses droits « sur Pignerol, sur Brisach, sur la Haute et Basse-Alsace; enfin « Louis XIV avait le droit d'entretenir une garnison à Philisbourg. »

L'Espagne seule avait refusé d'adhérer à ce traité; successivement elle voyait Turenne, Condé, prêter à ses armes le secours de leur génie. « Le sort de ces deux grands hommes, observe Voltaire, fut d'être toujours vainqueurs quand ils combattaient ensemble à la tête des Français, et d'être battus quand ils commandèrent des Espagnols. » La guerre continua. Les Allemands, à la solde du roi catholique, reprirent Dunkerque; les Espagnols eux-mêmes chassèrent les Français de Barcelonne et de Casal. Condé, devenu généralissime de leurs armées

dans les Pays-Bas, franchit la Picardie avec trente mille hommes, et soutenu de l'archiduc Léopold et du comte de Fuensaldagne, mit le siége devant Arras. Turenne laisse au siége de Stenay le marquis de Fabert, court à l'ennemi avec les maréchaux de La Ferté et d'Hocquincourt, force ses lignes et le met en déroute [15 août]. Il est vrai que l'habileté du prince de Condé ne fut pas moins grande; avec deux régiments il couvrit la retraite, battit d'Hocquincourt, repoussa La Ferté, et mérita que Philippe IV lui écrivît ces mots : « J'ai su que tout était perdu, et que vous avez tout conservé. » Douze jours après cette victoire, Stenay se rendit au roi, qui était venu l'assiéger en personne. Turenne prit le Quesnoy; mais ensuite il fut obligé de lever le siége de Valenciennes. Pour constater les triomphes de la France, il faut porter les yeux d'un autre côté.

Mazarin, disait-on, *cherchait dans le ciel des nids pour ses nièces.* Deux d'entre elles, comme nous l'avons vu, s'étaient alliées aux maisons de Vendôme et de Bouillon. Une troisième, Anne-Marie Martinozzi, épousa un prince du sang, le prince de Conti. Mazarin, tout en se préoccupant des intérêts de sa famille, avait bien mérité de la patrie; et les faiblesses de son népotisme ne doivent pas faire perdre de vue les grands actes de sa politique extérieure. Depuis la guerre de la Fronde, toutes ses démarches diplomatiques furent des triomphes. L'Europe, dans ses habitudes plus puissantes que jamais de despotisme et d'autocratie, offrait une contradiction de fait, une sanglante anomalie. Cromwell, assassin de Charles Ier, protecteur d'une république, régnait paisiblement sur l'Angleterre, et voyait les deux monarques les plus absolus de l'Europe, le roi très-chrétien et le roi catholique, briguer à l'envi son alliance. Mazarin l'emporta sur don Louis de Haro : Cromwell rompit avec l'Espagne, et signa avec la France le traité de Westminster. Le protecteur traitait d'égal à égal avec le roi de France et le forçait de l'appeler son frère. Implacable contre la race des Stuarts, il chassa de la France Charles II et le duc d'York, tous deux cousins germains du roi et petits-fils de Henri IV.

Par un traité subséquent signé à Paris [23 mars 1657], Cromwell promit d'attaquer les Espagnols dans les Pays-Bas, de concert avec la France, et de contribuer à la réduction de Gravelines, de Mardik et de Dunkerque, à condition que ces deux dernières places resteraient à l'Angleterre. La même année, le traité de Paris reçut un commencement d'exécution par la prise de Mardik, dont s'empara Turenne. La

ligue faite avec Cromwell donna enfin à la France une supériorité plus marquée; d'un côté, l'amiral Black alla brûler les galions d'Espagne, auprès des îles Canaries; de l'autre, vingt vaisseaux anglais vinrent bloquer le port de Dunkerque, et six mille vieux soldats, qui avaient fait la révolution d'Angleterre, renforcèrent l'armée de Turenne. Louis XIV et Mazarin voulurent assister de plus près à ce siége, et se rendirent à Calais. « Ce fut là que Cromwell envoya à Louis XIV une ambassade fastueuse, à la tête de laquelle était son gendre, le lord Falcombridge. Le roi lui envoya le duc de Créqui, et Mancini, duc de Nevers, neveu du cardinal, suivis de deux cents gentilshommes. Man-



cini présenta au protecteur une lettre du cardinal. Cette lettre est remarquable : Mazarin lui dit : « Qu'il est affligé de ne pouvoir lui rendre en personne le respect dû au plus grand homme du monde. » [Voltaire]. Il est douteux que Richelieu eût tenu un pareil langage.

Le siége de Dunkerque était poussé avec vigueur : Condé et don Juan d'Autriche, fils de Philippe IV, s'avancèrent pour le faire lever. Sans s'éloigner de la ville, Turenne disposa tout pour combattre. « N'avez-

vous jamais vu perdre une bataille? dit Condé à don Juan; eh bien! vous l'allez voir. » En effet, la bataille des Dunes fut perdue [14 juin 1658] par les Espagnols. Dunkerque se rendit et fut remis à l'Angleterre. Turenne, poursuivant ses conquêtes, prit Bergues le 2 juillet, Furnes le 3, Dixmude le 7, Oudenarde le 9 septembre, Menin le 17. Le 19, il bat le prince de Ligne; le 24, il prend Ypres. Le président Hénault raconte que pendant cette rapide occupation de la Flandre, le roi étant tombé gravement malade à Calais, un médecin d'Abbeville, nommé Du Saussoi, eut grande contestation avec Vallot, premier médecin du roi, et guérit le roi avec du vin émétique, peu connu alors. On croirait lire dans une histoire d'Alexandre la fameuse aventure du Cydnus et du médecin Philippe. On peut s'étonner que les poëtes du temps n'aient pas, dans quelque belle ode, célébré le courage royal. Pendant la maladie du roi, Mazarin négociait avec l'Espagne, fatiguée de ses défaites. Pour hâter les négociations, Mazarin feignait de se rapprocher de la Savoie, et conduisit la cour à Lyon, comme pour hâter le mariage du roi avec la princesse Marguerite. Les irrésolutions de don Louis de Haro cessèrent. Il envoya au cardinal don Antonio Pimentel pour poser les bases d'un traité; l'honneur de la conclusion fut réservé aux premiers ministres des deux couronnes. Le cardinal se rendit à Saint-Jean-de-Luz, et don Louis de Haro à Saint-Sébastien. Alors commencèrent les fameuses conférences de l'île des Faisans, qui durèrent quatre mois. On prétend que le ministre espagnol disait du cardinal : « Il a un grand défaut en politique : c'est qu'il veut toujours tromper. »

Enfin, la paix des *Pyrénées* fut signée le 7 novembre 1659. La France y gagna la ville d'Arras, presque tout le comté d'Artois, plusieurs villes importantes dans le Hainaut et le Luxembourg, Perpignan, le Roussillon et Conflans du côté des Pyrénées. Le rétablissement de M. le prince fit grande difficulté. Cet article n'occupa pas moins de quinze conférences. Enfin, le prince rentra dans sa patrie et reçut sa grâce du roi. Mais ce qu'il y eut de plus important fut le mariage de Louis XIV avec l'infante d'Espagne, Marie-Thérèse, qui dut renoncer à ses droits sur la couronne d'Espagne. On peut juger de la valeur de cette renonciation aux yeux des contractants, par ce mot de Philippe IV : « *Esto es una patitura.* »

La paix des Pyrénées fut le dernier triomphe de Mazarin. Après avoir reconduit à Paris le roi et la nouvelle reine, il mourut à Vincennes, le

9 mars 1661, abandonnant au roi un héritage de cinquante millions. Louis XIV rendit tout à la famille de son ministre. Qu'on ne s'étonne pas de cette générosité! il se crut assez riche du testament politique par lequel Mazarin l'instituait légataire universel du pouvoir souverain. L'héritage de Louis XIV, ce fut la France; et la conduite de toute sa vie prouve assez qu'il la regarda toujours comme un domaine privé dont il était l'inviolable propriétaire. Mazarin mérita les regrets de son maître, et le roi de France ne se crut pas déshonoré pour avoir accordé des larmes à la mort du ministre qui l'avait formé, lui, à gouverner, la France, à se soumettre. Mazarin n'avait essuyé les dégoûts de la Fronde que pour en épargner les dangers à son maître, et tandis qu'il pliait sans murmures aux volontés de ses ennemis, il encourageait l'orgueil du jeune roi; il le faisait spectateur des séditions princières, des prétentions du Parlement, pour l'accoutumer à tenir plus tard la noblesse en bride, à humilier les compagnies. Louis XIV ne pardonna jamais aux magistrats les agitations de son enfance, et on le vit, à l'âge de dix-sept ans, entrer en bottes au Parlement, et dissoudre, un fouet à la main, l'assemblée de ses prétendus tuteurs. N'en déplaise aux détracteurs de Louis XIV, tout son règne fut le développement d'une double pensée politique à lui léguée par Mazarin, à Mazarin par Richelieu, l'abaissement de la maison d'Autriche et l'élévation en France du pouvoir royal, le monopole de l'autorité souveraine. C'est ainsi que pour se rapprocher partout de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne, où régnait la maison rivale, Richelieu s'était emparé de la Lorraine, Mazarin de l'Alsace et du Roussillon; Louis XIV de la Flandre et de la Franche-Comté. La guerre d'Espagne, quelques sacrifices qu'elle ait coûté à la France, n'est pas une faute; c'est le développement malheureux d'une bonne idée. La faute véritable de Louis XIV, c'est la protection trop généreuse accordée aux Stuarts, c'est la guerre contre Guillaume, le premier des princes d'Orange avec qui la France ne se soit pas unie. En cela, Louis XIV ne suivit pas les traditions de ses prédécesseurs: Richelieu avait combattu Charles Ier, Mazarin avait brigué l'alliance de Cromwell.

Quant à la pensée qui présida au gouvernement intérieur, nul ne la conçut plus large, nul ne l'exécuta plus complète. Une loi de 1667 interdit les remontrances au Parlement: la noblesse, toujours occupée de guerres, écartée des gouvernements et des charges publiques, n'eut plus pour titres que des emplois militaires relevant tous

directement du roi, et soumis au contrôle d'un ministre sévère, dont l'orgueil, devenu historique, ne pliait que devant l'orgueil de Louis XIV. Le roi ne pardonna pas au maréchal de Boufflers d'avoir désiré l'épée de connétable, que Turenne, catholique, attendit en vain, et que Villars demanda sans succès. « Il me semble, disait-il, qu'on m'ôte de ma gloire, quand sans moi l'on en peut avoir. » Il n'est pas jusqu'à ce faste de palais, de jardins, d'ambassades, de carrousels, de fêtes, qui n'eut un but politique. Trop longtemps on avait vu la modeste cour de France éclipsée par une foule de cours princières, dont les chefs se trouvaient ainsi, sous un certain point de vue, élevés au-dessus des rois. Louis XIV voulut avoir le monopole du luxe comme il avait celui du pouvoir; c'est ainsi que se trouve vrai dans toute sa rigueur ce mot fameux : *L'État, c'est moi*. Il faut lire le commentaire de cette formule de l'absolutisme écrit de la main même de Louis XIV, pour l'instruction du duc de Bourgogne. « La France est un état monarchique « dans toute l'étendue de l'expression. Le roi y représente la nation « entière, et chaque particulier ne représente qu'un seul individu envers le roi. Par conséquent, toute puissance, toute autorité, résident « dans la main du roi, et il ne peut y en avoir d'autres dans le royaume « que celles qu'il établit. Cette forme de gouvernement est la plus « convenable au génie de la nation, à son caractère, à ses goûts et à « sa situation. Les lois constitutives de l'état ne sont pas écrites, ou du « moins le plus grand nombre ne l'est pas. La nation ne fait pas corps « en France : elle réside tout entière dans la personne du roi, etc. » Nous avons tracé en peu de mots la politique de Louis XIV; elle fut celle de tout son règne, et se manifesta le jour même de la mort de Mazarin. Chacun intriguait à la cour; tous les ministres attendaient la première place. « Sire, à qui nous adresserons-nous désormais? » lui demandèrent-ils en tremblant d'inquiétude et d'espérance. « A moi, » répondit le roi. L'étonnement fut universel : c'était quelque chose de si nouveau qu'un roi gouvernant par lui-même ! depuis cinquante ans on n'avait pas vu chose pareille. Sa résolution une fois prise, Louis XIV y persévéra courageusement. Pendant la première moitié de son règne, il travailla huit heures par jour. « Le roi a changé de conseil, et le ministère de maxime, » avait dit Richelieu en entrant aux affaires; Louis XIV aurait pu dire à peu près la même chose. L'administration un peu molle de Mazarin se trouva tout d'un coup vivifiée, rajeunie; on en eut bientôt des preuves au dedans et au dehors du

royaume. « Si Mazarin laissa en mourant 50 millions à ses héritiers et des coffres vides à la France, dit un écrivain moderne, n'en soyons pas surpris; car cet avare étranger avait laissé les finances du royaume à Fouquet, et confié les siennes à Colbert. » Le premier soin de Louis XIV, dont la rare perspicacité pour découvrir les hommes de génie est une des gloires, fut de remplacer l'un par l'autre. Le surintendant Fouquet, coupable de déprédations, et qui ne doit un peu d'intérêt qu'à la généreuse constance de Pélisson et de La Fontaine, fut arrêté à Nantes, après avoir donné au roi une fête plus que royale dans sa retraite de Vaux. On lui fit son procès, qui dura deux mois, devant une commission. Colbert, qui lui succéda dans le titre de contrôleur-général des finances, ne s'est pas lavé du soupçon d'avoir aggravé la position de son malheureux prédécesseur. On sait qu'à l'occasion de ce procès, M. de Turenne, *qui n'était rien moins qu'un homme à bons mots*, ne put s'empêcher de dire : « Je crois que M. Colbert a plus envie que « Fouquet soit pendu, et que M. Le Tellier a plus de peur qu'il ne le « soit pas. » Toujours est-il que le surintendant, malgré tout ce que purent faire ses ennemis, ne fut pas condamné à mort : on rendit contre lui une sentence de bannissement que le roi eut *la clémence* de commuer en une prison perpétuelle. Louis XIII avait agi pareillement à l'égard de Barbin : « Chose en tout contraire, dit Richelieu lui-même, « à la nature des grâces, qui remettent du châtiment au lieu de l'aug- « menter. » Fouquet fut transporté à la citadelle de Pignerol, où il mourut en 1680. Des historiens ont voulu le charger du personnage du *Masque de Fer*. Plusieurs prétendent que le jeune roi ne se montra si rigoureux envers son ministre que parce que celui-ci avait eu l'audace de lever les yeux jusqu'à mademoiselle de La Vallière, à laquelle il avait fait les honneurs de sa superbe fête de Vaux, et que déjà, dit-on, le roi commençait à *honorer* de son amitié. Voilà pour l'intérieur. Au dehors, même sévérité de formes, même rigueur inflexible.

« Il arriva, dit Voltaire, qu'à l'entrée du comte de Brahé, ambassadeur de Suède à Londres, le comte d'Estrades, ambassadeur de France, et le baron de Watteville, ambassadeur d'Espagne, se disputèrent le pas. L'Espagnol, avec plus d'argent et une plus nombreuse suite, avait gagné la populace anglaise : il fait d'abord tuer les chevaux des carrosses français, et bientôt les gens du comte d'Estrades, blessés et dispersés, laissèrent les Espagnols marcher l'épée nue, comme en triomphe. Louis XIV, informé de cette insulte, rappela l'ambassadeur

qu'il avait à Madrid, fit sortir de France celui d'Espagne, rompit les conférences qui se tenaient encore en Flandre au sujet des limites, et fit dire au roi Philippe IV, son beau-père, que s'il ne reconnaissait la supériorité de la couronne de France, et ne réparait cet affront par une satisfaction solennelle, la guerre allait recommencer. Philippe IV ne voulut pas replonger son royaume dans une guerre nouvelle pour la préséance d'un ambassadeur : il envoya le comte de Fuentes déclarer au roi à Fontainebleau, en présence de tous les ministres étrangers qui étaient en France, « que les ambassadeurs et ministres espagnols « ne concourraient plus dorénavant avec ceux de France. —Vous avez « ouï, dit le roi aux assistants, la déclaration que l'ambassadeur d'Es- « pagne m'a faite ; je vous prie de l'écrire à vos maîtres, afin qu'ils sa- « chent que le roi catholique a donné ordre à tous ses ambassadeurs de



« céder le rang aux miens en toute occasion. » En conséquence, en 1669, le comte de Fuentes s'étant trouvé à Venise dans l'église des Jésuites avec l'ambassadeur de France, il prit place au-dessous de lui. Pareil résultat fut obtenu quelque temps après dans une autre affaire arrivée

en Italie, « lequel pays, dit Voltaire, regardait toutes les nations dont il était entouré comme des Barbares, et les Français comme des Barbares plus gais que les autres, mais plus dangereux, qui portaient dans toutes les maisons les plaisirs avec le mépris, et la débauche avec l'insulte. » Ils étaient craints partout, surtout à Rome. Or, les Français se mettant fort peu en peine de ce que pensaient d'eux les Romains, quelques laquais du duc de Créqui, ambassadeur près le Saint-Siége, s'avisèrent un jour de charger une escouade de gardes corses. Ceux-ci prirent la chose du mauvais côté, ameutèrent le peuple, assiégèrent l'hôtel de l'ambassadeur, tirèrent sur son carrosse, tuèrent un page et blessèrent plusieurs domestiques. Le duc de Créqui sortit aussitôt de Rome et se plaignit au roi, qui exigea du pape toute autre réparation que la pendaison d'un Corse et d'un sbire, sous peine d'assiéger Rome. Alexandre VII voulant résister, on lui saisit le comtat d'Avignon, et force lui fut de s'humilier à la fin. Il exila son frère, envoya son neveu le cardinal Chigi, en qualité de légat *à latere*, demander pardon au roi, exila pour jamais les Corses de l'état ecclésiastique, et fit élever à ses frais, vis-à-vis leur ancien corps-de-garde, une pyramide, avec une inscription qui contenait l'injure et la réparation. Louis XIV ne se tint pas pour content, et fit payer au pape les frais de cette affaire, en faisant accorder aux ducs de Parme et de Modène quelques territoires en contestation.

C'était ainsi que Louis XIV affichait ses prétentions à tenir l'Europe dans son vasselage. Une chose cependant froissait son orgueil. Tandis qu'il imposait sa suzeraineté à des princes comme le roi d'Espagne, comme le souverain pontife, il y avait aux portes de son royaume deux places dont la récente conquête avait illustré les armes de la France, et qui ne reconnaissaient pourtant pas son autorité : c'était Dunkerque et Mardick. Cromwell, s'il eût encore *protégé* l'Angleterre, eût lutté d'orgueil avec le roi de France; mais le faible Charles II, tout occupé à se raffermir sur un trône qui se relevait à peine, vendit pour 5,000,000 de livres la dernière place que les Anglais aient possédée en France. Le peuple de Londres rougit pour son roi d'un pareil marché; le ministre qui l'avait conseillé, le comte de Clarendon, n'échappa que par la fuite à la vindicte nationale. Louis fit travailler trente mille hommes à fortifier Dunkerque du côté de la terre et de la mer. On creusa entre la ville et la citadelle un bassin capable de contenir des vaisseaux de guerre, de sorte qu'à peine les Anglais eurent rendu la ville, qu'elle devint l'objet de leur terreur. Le duc de Lorraine voulut imiter le roi de

France. Un traité, signé l'année précédente à Montmartre, l'avait dépouillé de la plus grande partie de ses Etats; au bout d'un an il réclama, mais trop tard, et Marsal, qu'il voulait retenir sans indemnité, lui fut enlevée par une armée française. On eût dit que Louis XIV ne voulait pas qu'il y eût un seul coin de l'Europe où l'on ignorât son nom et celui de la France. On le retrouve jusqu'en Afrique, où, pour donner une sorte de satisfaction à la cour de Rome, il envoya le duc de Beaufort châtier l'insolence des corsaires de Gigeri et s'emparer de leur retraite. La même année, deux autres gentilshommes français d'un aussi grand nom, le comte de Coligny et le jeune Lafeuillade, prenaient, avec six mille de leurs compatriotes, leur part de la fameuse victoire remportée sur les Turcs au Saint-Gothard, en Hongrie, par Montécuculli et le prince Charles-Léopold, neveu du duc de Lorraine. Enfin, peu content de l'humiliation publique qu'il avait infligée au roi d'Espagne, Louis XIV soutenait en Portugal la maison de Bragance, et, s'inquiétant peu qu'on devinât le roi de France sous l'incognito qu'il affectait de garder, envoyait dans la Péninsule le maréchal de Schomberg gagner la bataille de Villa-Viciosa. Et au moment même où il provoque l'Espagne et l'empire, Louis XIV ne cherche d'alliances que celles de deux petites républiques, l'une décrépite, l'autre encore au berceau: la Suisse et la Hollande. L'Angleterre, gouvernée par un prince faible et malheureux qui retombe dans tous les errements de son père, n'entre pas dans ses projets d'alliance. Tout au contraire, il excite contre elle la Hollande, à qui Tromp et Ruyter assurent la supériorité maritime. Sommé par le grand-pensionnaire de Witt d'accorder son assistance aux Etats-Généraux, le roi de France envoie six mille hommes contre l'évêque de Munster, Christophe-Bernard de Galen, prélat guerrier soudoyé par les Anglais. Mais quand Louis XIV voulut essayer la marine que lui léguaient Richelieu et Mazarin, il se trouva que, tandis que les Anglais et les Hollandais couvraient l'Océan de près de trois cents gros vaisseaux de guerre, la France avait pour toutes forces navales quinze ou seize grandes barques, dont le duc de Beaufort se servait contre les pirates de Barbarie; et lorsque les Etats-Généraux sommèrent Louis XIV de joindre sa flotte à la leur, il n'y eut dans le port de Brest qu'un seul brûlot, qu'on eut honte de faire partir, et qu'il fallut pourtant leur envoyer pour faire honneur aux engagements de la France. Faute de moyens, Louis XIV ne put donc entretenir cette guerre, qui lassait, d'ailleurs,

les deux puissances ennemies. Des conférences s'ouvrirent à Breda, sous la médiation du roi de Suède. Quelques chicanes diplomatiques entravant les négociations, Ruyter trancha les difficultés en brûlant dans la Tamise, à quatre lieues de Londres, les vaisseaux anglais, et la paix fut aussitôt signée. La France fit avec l'Angleterre un échange de colonies : les îles d'Antigoa et de Montsérat pour la fertile Acadie. Ces petites expéditions dans toutes les parties de l'Europe sont les prolégomènes militaires du règne de Louis XIV.

Les Turenne, les Luxembourg, les Condé, attendaient une guerre plus sérieuse pour s'arracher aux délices de la cour de France. Jamais cour, en effet, n'avait été plus brillante. La galanterie, sévèrement bannie, sous Louis XIII, du vieux et triste château de Saint-Germain, avait été gracieusement réinstallée par le jeune roi, qui affichait pour mademoiselle de La Vallière, une passion moins triste et moins grave



que celle de Louis XIII pour Marie de Hautefort ou mademoiselle de Lafayette. Tous les divertissements que le roi donnait étaient autant d'hom-

mages à sa maîtresse. A la naissance du Dauphin il y avait eu des fêtes à Fontainebleau; ce fut là que Lulli fut créé surintendant de la musique. L'année suivante, il y eut une promotion de chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit. Dans une cour où l'orgueil de la naissance était considéré comme un mérite, presque comme une vertu, il faut admirer la noble conduite du maréchal Fabert, qui refusa l'honneur de porter le collier du Saint-Esprit, disant qu'il ne voulait point faire de fausses preuves de noblesse. Cet homme nouveau, comme disaient les anciens, était fier de sa roture : Louis XIV la respecta.

Les souvenirs de la Fronde avaient vieilli de deux siècles : cependant l'on pouvait voir figurer aux ballets de la cour des *importants*, *des petits-maîtres*, jeunes encore et plus galants que jamais; des gens qui avaient tiré l'épée dans la grand'salle contre ceux de M. le coadjuteur, qui avaient chargé avec M. le Prince, ou bien avec M. de Turenne, à la bataille du faubourg Saint-Antoine. Les faits étaient des friperies historiques : les hommes étaient d'hier, mais ils semblaient se chercher dans le passé, comme des personnages d'un autre âge. M. le Prince causait avec M. de Turenne de la bataille de Gien comme ils auraient causé de la bataille de Pavie; le Parlement consultait ses registres pour savoir s'il était bien vrai qu'en l'année 1652 les compagnies eussent mis à prix la tête d'un cardinal premier ministre. Il y avait métamorphose complète dans le caractère, dans les mœurs, dans les vêtements même. « On portait alors des casaques par-dessus un pourpoint orné de rubans, et sur cette casaque passait un baudrier auquel pendait l'épée. On avait une espèce de rabat à dentelles, et un chapeau orné de deux rangs de plumes. » L'Europe entière, excepté l'Espagne et la Pologne, des rivaux et des Barbares, s'empressèrent de se mettre à la mode de France. Louis XIV attachait tant de prix au luxe extérieur, et surtout à celui des vêtements, qu'il fit un ordre de chevalerie d'une nouvelle espèce, dont l'insigne était une casaque bleue brodée d'or et d'argent, ce que les contemporains appellent *justaucorps à brevet*. Il arriva bientôt que cet ordre de nouvelle création fut plus recherché que l'ordre du Saint-Esprit lui-même. C'était ainsi que Louis XIV *faisait son siècle*.

Après les cinq années de ce que nous avons appelé les prolégomènes militaires, politiques, administratifs et littéraires, de sa carrière royale, il commença la série des grands faits de toute sorte qui remplissent encore un règne de cinquante ans.

Avant d'entrer dans l'exécution de ses vastes projets, Louis XIV s'était associé deux hommes dont le nom est invariablement lié au sien, et dans lesquels l'histoire future, traduisant en mythes les hommes et les faits, voudra voir la personnification de son génie guerrier et de son génie administratif : Louvois et Colbert.

A peine entré au Conseil, Louvois eut l'occasion de justifier le choix qui venait d'être fait de sa personne. Le roi d'Espagne, Philippe IV, beau-père du roi de France, était mort le 17 septembre 1665. Marié deux fois, il avait eu du premier lit Marie-Thérèse, la reine actuelle de France ; du second, un fils, enfant encore, Charles II. Sa veuve, Marie-Anne d'Autriche, gouvernait le royaume, en qualité de régente, par les conseils du père Nittard, son confesseur, qui voulait devenir le Mazarin de l'Espagne. Louis XIV avait cru, comme Philippe IV lui-même, que la renonciation de sa femme au trône d'Espagne n'était qu'une convention diplomatique dont il était facile de démontrer la nullité. On pouvait lui supposer le désir de réunir le titre de roi catholique à celui de roi très-chrétien. Telle cependant ne fut pas son intention. Il se contenta de réclamer, au nom de Marie-Thérèse, le duché de Brabant, la seigneurie de Malines, la Gueldre supérieure, Namur, le Limbourg, le Hainaut, l'Artois, le Cambrésis, le duché de Luxembourg, la Franche-Comté, et une partie de la Flandre. A l'appui de ces prétentions, il invoquait la coutume du Brabant, supérieure, dans les Pays-Bas, aux lois espagnoles, laquelle coutume voulait que, si une veuve ou un veuf, ayant des enfants, passait à de secondes noces, la propriété de ses biens immeubles fût de fait *dévolue* aux enfants du premier lit, de manière que ce père ou cette mère n'en conservât que la jouissance sa vie durant, sans pouvoir en disposer en faveur des enfants du second lit : c'était ce qu'on appelait le droit de *dévolution*. Or, Philippe IV étant mort, tous ses biens immeubles sur lesquels s'étendait la coutume du Brabant devaient être dévolus à l'infante Marie-Thérèse.

Après une guerre inutile de plume et d'actes notariés, Louis XIV s'en remit au canon, la dernière raison des rois, *ultima ratio regum*. Trois armées entrèrent en Flandre : lui-même commandait la première avec M. de Turenne ; la seconde était confiée au maréchal d'Aumont, et l'autre à M. de Créqui. « Louvois, nouveau ministre de la guerre, avait fait des préparatifs immenses pour la campagne ; des magasins de toute espèce étaient distribués sur la frontière. Quelque siége que le roi voulût faire, de quelque côté qu'il tournât ses armes, les se-

cours en tout genre étaient prêts, les logements des troupes marqués, leurs marches réglées. »

Louis n'eut qu'à se présenter devant les places de la Flandre espagnole. Il entra dans Charleroi comme dans Paris. Ath, Tournai, furent pris en deux jours, Furnes; Armentières, Cambrai, ne tinrent pas davantage. Il descendit dans la tranchée devant Douai, qui se rendit le lendemain. Lille, la plus florissante ville de ces pays, la seule bien fortifiée, et qui avait une garnison de six mille hommes, capitula après neuf jours de siége. Les Espagnols n'avaient que huit mille hommes à opposer à l'armée victorieuse, encore l'arrière-garde de cette petite armée fut-elle taillée en pièces par le marquis, depuis maréchal de Créqui. Le reste se cacha sous Bruxelles et dans Mons, laissant le roi vaincre sans combattre. Cette campagne, faite au milieu de la plus grande abondance, parmi des succès si faciles, parut le voyage d'une cour. La bonne chère, le luxe et les plaisirs s'introduisirent alors dans les armées en même temps que la discipline s'affermissait. Les officiers faisaient le devoir militaire beaucoup plus exactement, mais avec des commodités plus recherchées. Le maréchal de Turenne n'avait eu longtemps que des assiettes de fer en campagne. Le marquis d'Humières fut le premier au siége d'Arras, en 1657, qui se fit servir en vaisselle d'argent, à la tranchée, et qui fit manger des ragoûts et des entremets.

« Mais dans cette campagne de 1667, où un jeune roi aimant la magnificence étalait celle de sa cour dans les fatigues de la guerre, tout le monde se piqua de somptuosité et de goût dans la bonne chère, dans les habits, dans les équipages. Ce luxe, la marque et l'âme de la richesse d'un grand état, et souvent la cause de la décadence d'un petit, était cependant encore très-peu de chose auprès de celui qu'on a vu depuis. Le roi, ses généraux et ses ministres allaient au rendez-vous de l'armée à cheval, au lieu qu'aujourd'hui il n'y a point de capitaine de cavalerie ni de secrétaire d'un officier-général qui ne fasse ce voyage en chaise de poste, avec des glaces et des ressorts, plus commodément et plus tranquillement qu'on ne faisait alors une visite dans Paris d'un quartier à un autre. » (*Siècle de Louis XIV*.)

Après cette promenade militaire, le jeune roi revint à Saint-Germain célébrer son triomphe par des fêtes, laissant des garnisons dans les villes prises, et, pour les fortifier, un homme de génie, le marquis de Vauban. Louis XIV fit hommage de sa gloire à mademoiselle de La

Vallière, qui venait de lui donner une fille, Marie-Anne, depuis princesse de Conti. La terre de Vaujours fut érigée en duché-pairie en faveur de La Vallière.



Mademoiselle de La Vallière.

Tout à coup au milieu de l'hiver, au milieu des divertissements de la cour de Saint-Germain, trois mois à peine après le retour de Flandre, de nouveaux préparatifs de guerre se font dans le royaume : l'Espagne alarmée ne sait sur quel point de ses vastes frontières porter la défense. « Le secret dans les conspirations, dit Voltaire, n'a jamais été mieux gardé qu'il le fut dans cette entreprise de Louis XIV. » Enfin, le 2 février 1668, le roi s'échappe de la cour avec le jeune duc d'Enghien, et court à franc étrier jusqu'à Dijon. Vingt mille hommes rassemblés sur les frontières de la Franche-Comté, à quelques lieues de Besançon, sous les ordres du grand Condé et de Montmorenci-Boutteville, duc de Luxembourg, son élève, n'attendaient que l'arrivée du roi. La France dut à la jalousie de Louvois et de Condé contre Turenne la conquête d'une province en moins d'un mois. « Le prince de Condé était jaloux de la gloire de Turenne, Louvois de sa faveur auprès du roi ; Condé était jaloux en héros, et Louvois en ministre. » En deux jours Besan-

çon se rend au prince, Salins à Luxembourg. Quatre jours suffirent au roi pour s'emparer de Dôle. Au bout de trois semaines tout était fini en Franche-Comté. Le conseil d'Espagne écrivait au gouverneur : « Que le roi de France aurait dû envoyer ses laquais prendre possession de ce pays, au lieu d'y aller en personne. » (VOLTAIRE.)

L'Europe, qui jusque là s'était contentée de jalouser en secret le roi de France, commençait à s'effrayer d'une ambition qui se satisfaisait avec tant de promptitude et d'habileté. La Suisse, limitrophe de la Franche-Comté, semblait se trouver mal à l'aise du voisinage des Français. La crainte avait gagné jusqu'aux Provinces-Unies, que quelques petits débris de la puissance espagnole aux Pays-Bas séparaient à peine des conquérants de la Flandre.

La Hollande était gouvernée par un homme de tête et de cœur, Jean de Witt, qui à l'âge de vingt-huit ans avait été élu grand-pensionnaire. Cet homme, qui se posait le rival de Louis XIV, ou tout au moins prétendait neutraliser les résultats de ses victoires; cet homme tenait à La Haye une cour moins brillante que celle de Saint-Germain; tandis que le plus mince conseiller au Châtelet avait carrosse et domestiques, Jean de Witt n'avait pour tous chambellans qu'un laquais et une servante, et il allait à pied dans les rues de sa capitale. L'ambition du grand-pensionnaire ne stipula jamais rien pour lui-même, tout pour sa patrie. S'il rompit avec Louis XIV, c'est qu'il crut les intérêts de la Hollande compromis; et quand, plus tard, Guillaume d'Orange voulut faire du stathoudérat un protectorat à la manière de Cromwell, Jean de Witt périt de la main du peuple, dont il défendait les libertés. On est heureux de rencontrer des hommes de cette trempe à une époque où l'absolutisme a partout triomphé, où les résistances de la liberté sont parodiées par les farces de la Fronde.

Jean de Witt s'était fait le chef de l'opposition européenne contre l'ambition menaçante de Louis XIV. L'Angleterre était représentée à La Haye par un homme digne de l'amitié du grand-pensionnaire, le chevalier Temple. Ces deux citoyens, comme les appelle Voltaire, s'unirent avec le comte de Dhona, ambassadeur de Suède, et, le 23 janvier 1668, fut signé à La Haye le traité de *triple alliance* entre les Provinces-Unies, la Suède et l'Angleterre.

Louis XIV, mal conseillé par Louvois, s'indigna qu'un petit état comme la Hollande conçût l'idée de borner ses conquêtes, et, pour venger son orgueil froissé, il aima mieux se rapprocher de l'Espagne.

Aix-la-Chapelle fut choisie pour le lieu des conférences, et le nouveau pape Clément IX pour médiateur. Ceci ne se passait pourtant point sans l'intervention de la Hollande, et son ambassadeur à Paris, Van Benning, échevin d'Amsterdam, faisait ses conditions à M. de Lionne : « Ne vous fiez-vous donc pas à la parole du roi? lui disait le ministre, étonné de ses exigences. — J'ignore ce que veut le roi, répondit Van Benning ; je considère ce qu'il peut. » Enfin la paix fut signée à Aix-la-Chapelle par M. de Croissy, frère de Colbert, et par le marquis de Castel-Rodrigo, gouverneur des Pays-Bas pour le roi d'Espagne. La France, en rendant la Franche-Comté, conserva Charleroy, Binch, Ath, Douai, le fort de Scarpe, Tournai, Oudenarde, Lille, Armentières, Courtrai, Bergues et Furnes.

L'événement le plus grave qui occupa ensuite la cour fut la conversion de Turenne : Bossuet remporta cette éclatante victoire. Turenne,



né protestant, fit son abjuration entre ses mains le 23 octobre 1668. C'en fut assez pour occuper la cour de France jusqu'au moment ou le duc de Guise reçut la permission d'avoir un carreau à la messe du roi, comme l'avait eu son père. Désormais la noblesse n'avait plus d'intrigue à faire que pour obtenir ces minces honneurs. Ceux des

grands qui se sentaient incapables de se plier à ces manières courtisanesques, éloignés par le maître sous prétexte d'étendre au loin la gloire de la France, allaient chercher une mort glorieuse dans un exil honorable.

De ce nombre était le duc de Beaufort, ce petit-fils de Henri IV, l'idole du peuple, qui croyait retrouver en lui les traits du bon roi. La prise et la destruction de Gigeri furent des titres suffisants pour mériter à Beaufort l'estime et la reconnaissance de l'Europe; non pour lui valoir une retraite en France. Louis XIV lui permit d'aller acquérir de la popularité, de la gloire même, loin du royaume, à Candie, assiégée par le grand-vizir Kiuperli. On dit qu'il lui donna sept mille hommes; deux Français l'y avaient déjà précédé, Navaille, et le jeune Lafeuillade, qui entretenait à ses dépens trois cents cadets de bonne maison. Cette jeunesse française fit aussi bien là son devoir qu'elle l'avait fait à Norlingue et à Fribourg; mais elle fut écrasée par le nombre, et Beaufort fut tué dans une sortie [25 juin 1669]. Quand la nouvelle de sa mort arriva à Paris, on ne parlait déjà plus de lui. La cour et la France avaient chacune leur grand événement. On s'attendait à une révolution de faveur et à une guerre européenne. Au delà du Rhin, plusieurs princes avaient trouvé que « l'odeur des lis commençait à devenir trop forte en Allemagne. » Aussi firent-ils en sorte que le prince de Condé échouât dans sa candidature au trône de Pologne, laissé vacant par l'abdication de Casimir. « Il faut, avait dit Colbert à Louis XIV, épargner « cinq sous aux choses non nécessaires, et jeter des millions quand il « est question de votre gloire. Un repas inutile de 3,000 livres me fait « une peine incroyable; et lorsqu'il est question de millions d'or pour « la Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme et mes « enfants, et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir. » Ces belles paroles ne furent pas perdues pour la France. La Pologne était le moindre but des efforts de Louis XIV. Le fier monarque avait à cœur de se venger de la Hollande. Cette fois, c'était une guerre en son nom qu'il voulait faire : il avait à punir une injure personnelle. La triple alliance, l'audacieuse résistance de Van Benning, avaient irrité son orgueil. D'un autre côté, les Hollandais n'avaient pas moins de jactance. Ils se vantaient d'être les arbitres des rois. « A leur aspect, disaient-ils, le Soleil s'était arrêté. » C'en fut trop, la colère de Louis XIV déborda, et la guerre fut résolue, malgré Colbert, malgré Lionne, l'élève et l'ami de Mazarin, qui mourut, et fut remplacé par un habile négociateur, mais

homme sans énergie, M. de Pomponne. Ce fut le triomphe de Louvois. La guerre résolue en dépit des intérêts de la France, Louis XIV se hâta d'enlever à la Hollande ses nouvelles alliances. L'Angleterre était la plus facile et la plus importante à séduire. On connaissait en France la pénurie de Charles II et l'avare économie de son Parlement. Le frère de Colbert, M. de Croissy, fut secrètement envoyé auprès de ses favoris, Clifford, Ashleyn, Buckingham, Arlington et Lauderdale, leur fit des offres d'argent pour eux-mêmes, de plus grandes pour le prince, et parvint à obtenir un demi-consentement. Tout cela s'était fait dans le plus grand secret. Pour décider l'affaire, Louis XIV choisit un négociateur plus habile encore et moins soupçonnable : c'était une femme, une princesse de vingt-six ans, Henriette d'Angleterre, sœur de Charles II et femme du duc d'Orléans. Pour cacher le voyage de la plénipotentiaire, Louis XIV feignit un voyage dans ses nouvelles conquêtes de Flandre. Jamais marche royale ne fut plus éclatante. Trente mille hommes précédaient ou suivaient la cour ; ce fut une fête continuelle depuis Saint-Germain jusqu'à Lille.

L'entreprise de la princesse fut couronnée de succès. Elle eut avec son frère une entrevue à Douvres, et lui fit signer un traité par lequel il s'unissait au roi de France pour détruire la république des Provinces-Unies, promettait le secours de six mille hommes et de cinquante-six vaisseaux. De son côté, le roi de France promettait un subside annuel de trois millions, et la cession de quelques îles de la Hollande et de la Zélande. Le roi de Suède, Charles XI, ne fut pas moins facile à gagner; puis on parvint à séduire l'empereur; on soudoya l'électeur de Cologne, Maximilien de Bavière, et le fameux évêque de Munster, Van Galen, contre qui Louis XIV avait soutenu les Hollandais, l'évêque d'Osnabruck et le duc de Brunswick-Lunebourg. La Hollande fut consternée; elle désavoua Van Benning, offrit de faire toutes les réparations que Louis XIV exigerait. Le roi répondit « qu'il ferait de ses troupes l'usage qui conviendrait à sa dignité, dont il ne devait compte à personne. » De fait, les Provinces-Unies se trouvaient dans une cruelle position. Les deux frères de Witt, Jean et Corneille, avaient entièrement négligé l'armée de terre, dévouée aux Nassau. A peine comptait-on en Hollande vingt-cinq mille hommes de troupes, sans discipline, sans officiers, partisans du stathoudérat et de la maison d'Orange, tandis que la marine, augmentée par les Witt, commandée par Ruyter, pouvait soutenir la lutte avec avantage. La guerre fut un malheur pour les

Witt. Le parti du stathoudérat fit nommer généralissime Guillaume d'Orange, âgé de vingt-six ans.

L'armée française était divisée en trois corps : la maison du roi et la troupe d'élite composaient, au nombre de soixante mille hommes, le corps principal, sous les ordres de Louis XIV et de Turenne; le prince de Condé commandait une avant-garde de trente mille hommes; la troisième division, sous les ordres de Chamilly, stationnait dans la province de Liége, qui dépendait de l'électeur de Cologne, pour assurer la marche des troupes; enfin restaient, sous le commandement de Luxembourg, quelques bataillons qui devaient se joindre aux auxiliaires de Cologne et de Munster. La Hollande ne semblait vulnérable que par deux points : il fallait ou suivre le cours de la Meuse, ou tourner l'Yssel, mal protégé par de faibles places. Maestricht était défendue par une nombreuse garnison; on n'avait rien à craindre de ce côté. Les États-Généraux n'eurent donc qu'à s'occuper de la défense de l'Yssel, derrière lequel se plaça le prince d'Orange avec ses vingt-cinq mille hommes. En même temps, Ruyter sortit de leurs ports avec une flotte de soixante vaisseaux et quarante frégates. Les flottes coalisées de France et d'Angleterre, sous les ordres du duc d'York et du comte d'Estrées, le rencontrèrent à la hauteur de Solebay; le combat fut terrible, mais indécis. Les alliés ne purent opérer leur descente en Zélande. Ce demi-succès enhardit les États-Généraux, qui d'ailleurs voyaient avec confiance les Français s'engager sous les murs de Maestricht. Mais leur sécurité ne fut pas longue. Condé, tournant brusquement à droite, entra dans le duché de Juliers, passa le Rhin et suivit la rive droite du fleuve avec l'avant-garde, tandis que l'armée du roi, forçant le duché de Clèves, côtoyait la rive gauche, et prenait en courant Rhinberg, Orsoy, Buruk, Wesel. Toute l'armée s'étant rassemblée sur la rive droite, s'arrêta bientôt au-dessus de l'endroit où le Wahal se détache du Rhin. Il s'agissait de repasser le fleuve pour la dernière fois. Le prince d'Orange, qui n'était qu'à trois lieues de là, tenu en échec par Luxembourg sur les bords de l'Yssel, détacha cinq ou six mille hommes pour défendre le passage. Déjà l'ingénieur Martinet jetait sur le fleuve un pont de bateaux, quand on vint avertir le prince de Condé qu'il y avait un gué près d'une vieille tourelle qui servait de bureau de péage, *Toll-huyrs, la maison du péage*, laquelle tourelle n'était défendue que par dix-sept soldats. Le roi fit sonder ce gué par le comte de Guiche : il se trouva praticable.

Aussitôt la maison du roi et les cuirassiers, commandés par les comtes de Guiche et de Revel, se jetèrent dans le fleuve, protégés par l'artillerie royale qui foudroyait quatre ou cinq cavaliers et deux faibles régiments d'infanterie sans canon. On eût pu croire que ce simulacre de défense avait été préparé par le roi même pour obtenir un simulacre de victoire. Il fallut toute l'imprudence du duc de Longueville pour se faire tuer par des soldats qui demandaient la vie à genoux. Peu s'en fallut que le prince de Condé lui-même ne fût victime de cette imprudence.



Un capitaine hollandais, nommé Ossembroek, court à lui au moment où il sort du fleuve et lui appuie son pistolet sur la tête ; le prince détourne le coup, qui lui fracasse le poignet. Ce fut la seule blessure que Condé reçut jamais dans toutes ses campagnes [18 juin 1672]. Voilà ce fameux passage du Rhin tant célébré par Boileau ; le grand roi, qui n'y figura point, quoi qu'en dise le poëte, passa le fleuve avec l'infanterie sur un pont de bâteaux. A Paris on cria au miracle ; l'opinion commune était que toute l'armée avait passé le fleuve à la nage en présence d'une armée retranchée et malgré l'artillerie d'une forteresse imprenable, appelée le Tholus. Du reste, le passage, tout paisible qu'il eût été,

eut des résultats magnifiques. Turenne enleva coup sur coup le fort de Skeink, Arnheim, Nimègue. Le roi prit toutes les villes de l'Yssel; les provinces de l'Ower-Yssel et de Groningue furent enlevées par les auxiliaires de Cologne et de Munster. Un officier, nommé Mazel, mandait à Turenne : « Si vous voulez m'envoyer cinquante chevaux, je pourrai prendre avec cela deux ou trois places. On n'était plus qu'à quatre lieues d'Amsterdam. Quatre cavaliers, allant en maraude, s'avancèrent jusqu'à Muyden, où sont les écluses qui peuvent inonder le pays, et à une lieue seulement de la capitale. Les magistrats, effrayés, vinrent présenter les clefs à ces quatre soldats; mais ne voyant pas l'armée derrière eux, ils reprirent leurs clefs et fermèrent leurs portes.

Ce fut le salut de la Hollande. Déjà dans Amsterdam on armait les vaisseaux pour transporter la république à Batavia; cinquante mille familles se préparaient à fuir; le grand-pensionnaire de Witt, menacé par les partisans de la maison d'Orange, engagea les États-Généraux à demander la paix à Louis XIV. Quatre députés vinrent trouver le roi dans son camp, et lui proposèrent la cession de Maestricht, de toutes les places que possédaient les Hollandais hors des sept provinces, et une indemnité de dix millions pour les frais de la guerre. Turenne et le ministre de Pomponne étaient d'avis d'accepter ces propositions pour en revenir au système de Mazarin contre l'Espagne; mais Louvois l'emporta. Louis XIV demanda aux Hollandais la cession du Brabant septentrional et de tout le pays en deçà de la Meuse et du Wahal, vingt millions, le rétablissement de la religion catholique, et, tous les ans, une ambassade qui apporterait une médaille d'or sur laquelle il fût gravé que les Hollandais tenaient leur liberté de Louis XIV. Enfin venaient d'autres stipulations en faveur de Charles II, de l'électeur de Cologne, des évêques de Munster, d'Osnabruck, etc. Ces propositions inacceptables mirent la rage du désespoir au cœur des Hollandais. La populace en furie massacra les deux de Witt à La Haye, menaça la vie même de Ruyter, et força les États-Généraux à rétablir le stathoudérat en faveur de Guillaume d'Orange. Alors, comme on n'avait pas d'autre moyen de défense, on courut à Muyden, on ouvrit les écluses, on perça les digues, et la mer couvrit toute la Zélande; Amsterdam s'éleva seule au-dessus des flots, entourée des vaisseaux de Ruyter. Le roi, arrêté dans ses conquêtes, laissa le commandement à Turenne et à Luxembourg, et ramena la cour à Saint-Germain.

L'Europe s'était aperçue trop tard de la faute qu'elle avait faite en



Louis XIV devant Amsterdam.

laissant la Hollande à la merci de Louis XIV. Si ce roi eût écouté les avis de Turenne, et n'eût pas, sur le conseil de Louvois, disséminé ses troupes dans les places conquises, c'en était fait de la république. Mais le moment du danger passé, l'Europe se montrait peu disposée à laisser Louis XIV recommencer la guerre avec les mêmes chances de succès. La diète de Ratisbonne avait ordonné un armement général pour la sûreté de l'empire. Léopold, en vertu d'un traité signé à La Haye le 25 juillet 1672, avait envoyé sur le Rhin un corps d'observation de dix-huit mille hommes sous le commandement de Montécuculli, avec ordre de rester inactif. Mais le prince d'Orange eut bientôt gagné le général autrichien, qui prit l'offensive et joignit ses troupes aux vingt-cinq mille hommes qu'amenait l'électeur de Brandebourg. Enfin, la cour d'Espagne conclut avec la Hollande un traité d'alliance le 30 août 1673, et ordonna au gouverneur des Pays-Bas d'agir offensivement contre les Français. « Qui aurait dit, en 1609, que ce serait l'Espagne qui défendrait la Hollande contre la France et l'Angleterre? » (Prés. HÉNAULT.) A cette coalition formidable, qui armait quatre-vingt mille hommes contre la France, Louis XIV, entraîné par les conseils intéressés de Louvois, n'avait à opposer que quarante mille hommes; Luxembourg, à Utrecht, devait, avec seize mille, tenir tête au prince d'Orange, tandis que les auxiliaires occuperaient la Frise; Turenne devait couvrir le Rhin avec quinze mille, et Condé l'Alsace avec douze mille hommes. L'électeur de Brandebourg et Montécuculli avaient commencé la campagne et s'étaient dirigés sur les lignes du Rhin. Pendant trois mois, Turenne les suivait de Coblentz à Mayence, et de Mayence à Strasbourg, manœuvrant toujours de façon à leur couper le passage. Enfin, prenant l'offensive, il les repoussa au delà du Wéser jusqu'à l'Elbe, força l'électeur de rentrer dans sa capitale, battit les impériaux en Franconie et les rejeta en Bohême. Le prince d'Orange, qui, de son côté, avait essayé de se rapprocher du Rhin pour opérer sa jonction avec ses alliés, à la nouvelle de leur défaite, se jeta sur Charleroi, qui lui opposa une vigoureuse résistance. L'hiver arriva; les glaces couvrirent les inondations de la Hollande. Une nuit, pendant que le prince d'Orange était occupé au siége de Charleroi, Luxembourg prend douze mille fantassins, leur donne des souliers garnis de crampons, et marche avec eux sur la glace pour tenter un coup de main sur Leyde et La Haye. Le dégel survint, sauva ces deux places, et mit Luxembourg dans une position difficile. La chaussée qui conduisait

de La Haye à Utrecht était défendue par un fort qui était imprenable sans artillerie. Un seul jour de retard, et Luxembourg, enfermé entre les troupes du fort et celles de La Haye, était perdu. La lâcheté du commandant sauva l'armée française, qui vint reprendre sa position à Utrecht au moment où Guillaume d'Orange levait le siége de Charleroi.



Au printemps, Louis XIV entra lui-même en campagne avec trente mille hommes, et se jeta tout à coup sur Maestricht, que défendait une garnison de huit mille hommes. Vauban, qui dirigeait le siége, employa pour la première fois les parallèles, inventées par des ingénieurs italiens au service des Turcs devant Candie. La place ne tint que treize jours. Sur mer, les flottes réunies d'Angleterre et de France, sous les ordres du prince palatin Robert et du comte d'Estrées, livrèrent à Ruyter trois batailles consécutives, toutes les trois indécises comme à Solbay; c'était pourtant un succès pour la marine naissante de Louis XIV. Mais au milieu de ces heureuses nouvelles, on apprit que la ville de Haerden s'était rendue au prince d'Orange. La ville n'avait tenu que quatre jours, mais le dernier assaut avait duré cinq heures. Le commandant de cette place, nommé Dupas, brave et fidèle officier, n'en

éprouva pas moins la colère de Louis XIV, ou plutôt celle de Louvois. Il fut condamné à être traîné dans Utrecht, une pelle à la main, et son épée fut rompue. Dupas se fit tuer l'année suivante au siége de Graves, où il servait en qualité de volontaire.

Du côté du Rhin, Turenne et Condé ne purent empêcher la jonction du prince d'Orange et de Montécuculli, qui s'emparèrent aussitôt de Bonn, envahirent le duché de Juliers, et se rendirent maîtres des deux rives du Rhin. Toute l'Europe était coalisée contre la France. A la première ligue formée entre l'empereur, l'Espagne, l'électeur de Brandebourg, la Hollande, avaient successivement accédé le Danemark, le duc de Lorraine, l'électeur de Saxe, puis les électeurs Palatin, de Trèves et de Mayence. Les alliés de la France étaient forcés de traiter avec ses ennemis; l'évêque de Munster et l'archevêque de Cologne donnèrent l'exemple; enfin, Charles II, violenté par son Parlement, qui lui refusait des subsides pour continuer la guerre, s'accommoda avec les Provinces-Unies, «à son grand regret,» disait-il à Louis XIV, qui ne lui continuait pas moins la pension secrètement stipulée dans le traité conclu par la duchesse d'Orléans. L'Angleterre signa la paix à Westminster le 19 février 1674.

D'offensive, la guerre allait devenir défensive; au lieu de chercher à s'étendre, la France devait se replier sur elle-même pour présenter le moins de front possible à l'ennemi. Les places de la Hollande furent rapidement évacuées, à l'exception de Graves et de Maestricht. «Ce ne fut pas sans les avoir rançonnées : l'intendant Robert tira de la seule province d'Utrecht, en un an, 1,668,000 florins. On était si pressé d'évacuer un pays conquis avec tant de rapidité, que vingt-huit mille prisonniers hollandais furent rendus pour un écu par soldat. L'arc de triomphe de la Porte Saint-Denis et les autres monuments de la conquête étaient à peine achevés, que la conquête était déjà abandonnée.» L'enlèvement du prince Guillaume de Furstemberg, frère de l'évêque de Strasbourg, à Cologne, dans une ville où se tenait un congrès général pour la paix, fut la déclaration de guerre de l'empereur, et par suite, celle de tous les alliés : Louis XIV était mis au ban de l'Europe. Deux grandes armées menaçaient le Hainaut et l'Alsace; la première, composée de Hollandais et d'Espagnols, comptait quatre-vingt mille hommes sous les ordres du prince d'Orange; la seconde, formée de troupes de l'empereur d'Allemagne, devait avoir un contingent de soixante mille hommes; mais l'effectif n'était alors que de douze mille

Allemands, réunis dans la Forêt-Noire, sous le commandement du comte de Caprara ; un troisième corps, purement espagnol, devait envahir le Roussillon. Au prince d'Orange, Louis XIV opposa Condé avec quarante mille hommes; à Caprara, Turenne avec vingt-trois mille hommes; aux Espagnols, Schomberg avec dix mille. Lui-même, au moment où l'Europe entière semblait prête à se ruer sur la France, voulut jouer le rôle d'agresseur ; et, après avoir payé sous main les Suisses pour les décider à refuser le passage aux troupes de l'empire et de l'Espagne, il se jeta sur la Franche-Comté, avec son frère, le fils du grand Condé, et Vauban. En neuf jours Besançon fut pris; en six semaines la Comté fut soumise. Cette fois, Louis était décidé à ne pas la rendre. En Flandre, le prince de Condé avait abandonné la ligne de la Meuse et s'était replié sur celle de la Sambre, près de Charleroi. Guillaume, qui le suivait avec des forces doubles, voulait mettre le siége devant cette ville, mais trouvant le prince bien retranché, il se mit en retraite sur Mons par un chemin coupé de défilés. Condé ne perdit pas de temps, tomba



Condé

sur l'arrière-garde, formée d'Espagnols, dans les bois de Senef [11 août 1674], leur prit ou leur tua dix mille hommes. Entraîné par une

ardeur que son âge ne pouvait plus justifier, Condé ne se tint pas satisfait de cette victoire, et poussa en avant contre le prince d'Orange lui-même. Guillaume avait eu le temps de rallier ses troupes à Fay, derrière des bois et des marais dominés par des hauteurs. Condé ne laissa pas à son armée le temps de se reformer; il la lança contre les retranchements. On se battit à trois reprises; le prince de Condé semblait chercher la mort dans la mêlée : il eut trois chevaux tués sous lui. A minuit seulement il fallut s'arrêter : la position de l'ennemi était intacte. « Alors le prince ordonna qu'on fît avancer des bataillons nouveaux, et qu'on allât chercher du canon pour attaquer les ennemis à la pointe du jour. Tous ceux qui entendirent cette proposition en frémirent; et il parut véritablement qu'il n'y avait plus que lui qui eût envie de se battre encore. » (*Mém. de La Fare.*)

Les deux armées laissaient chacune sur le champ de bataille sept à huit mille hommes. Des deux côtés on chanta le *Te Deum*. Le prince d'Orange, qui prétendait à toute force se donner la victoire, voulut enlever Oudenarde. Condé devina son projet et le coupa; mais il ne put l'empêcher de prendre Graves, que d'ailleurs M. de Chamilly, son commandant, lui disputa vigoureusement pendant quatre-vingt-treize jours.

Au Midi, la campagne fut moins difficile. Les Espagnols, qui s'étaient d'abord emparés de Bellegarde, furent battus dans le Lampourdan par le comte de Schomberg et le maréchal de Navailles. La marine française, cette fois, avait remporté quelques avantages. Messine, impatientée du joug espagnol, avait chassé la garnison et appelé les Français. Une flotte envoyée de Cadix bloquait le port. Le chevalier de Valbelle, avec quelques frégates françaises, rompit la ligne de blocus, et apporta à Messine des vivres, des armes et des soldats. Peu de temps après, parut une autre flotte française composée de sept vaisseaux de 60 et de 80 canons, et de plusieurs brûlots; cette flotte était commandée par un homme de mer que Colbert avait su remarquer, Duquesne. La flotte espagnole fut battue, chassée de ces parages, et Messine, adoptée par la France, eut pour gouverneur le duc de Vivonne, nommé vice-roi de Sicile. Ceci se passait au moment ou deux flottes hollandaises, commandées, l'une par Ruyter, et l'autre par Tromp, tentaient vainement un coup de main sur les Antilles et sur les côtes de France. — A ce sujet, on découvrit une conjuration formée par le chevalier de Rohan, qui avait le dessein de livrer Quillebœuf aux Hol-

landais et de soulever la Normandie en leur faveur. Le chevalier fut condamné à être décapité avec madame de Villiers, sa maîtresse et sa complice. On représenta devant le roi, quelques jours avant l'exécution, la tragédie de *Cinna* pour l'exciter à la clémence; mais le roi fut inflexible, les coupables furent mis à mort.

Ce n'était ni en Flandre, ni en Franche-Comté, ni en Espagne, encore moins en Sicile, que se débattaient les grands intérêts de la France et de l'Europe; c'était en Allemagne. Là, Louis XIV avait confié sa cause à son plus prudent, à son plus habile général, à Turenne. Le duc de Lorraine et le comte de Caprara, qui lui tenaient tête, manœuvraient vers le Necker, pour opérer leur jonction avec Bournonville, qui leur amenait dix mille hommes du Palatinat et de la Franconie. Turenne, qui venait d'envoyer à Condé la moitié de son armée, devait tout mettre en œuvre pour s'opposer à ce dessein. Il passa le Rhin à Philisbourg, attaqua Caprara et les Allemands à Sintzheim sur l'Eslatz, leur tua deux mille hommes, repassa le Rhin, augmenta son armée, rentra dans le Palatinat, et se trouva au bord du Necker, en face de Bournonville, du duc de Lorraine et de Caprara réunis. Quelle que fût la supériorité du nombre, les alliés n'osèrent pas attendre les Français dans leurs lignes, et se retirèrent en désordre derrière le Mein. Le Palatinat, livré à la merci des vainqueurs, fut mis à feu et à sang; vingt-cinq bourgs ou villages furent saccagés et réduits en cendre. Ce n'est pas à Turenne qu'il faut s'en prendre; les ordres venaient de Louvois. L'armée des Cercles avait porté les troupes de Bournonville à trente-cinq mille hommes. Fort de la supériorité du nombre, le général ennemi prit de nouveau l'offensive, et menaça la Lorraine et l'Alsace. En même temps, le bruit courut que l'électeur de Brandebourg arrivait avec vingt-cinq mille hommes. Louis XIV envoya l'ordre à Turenne d'abandonner l'Alsace pour couvrir la Lorraine. « Je suis persuadé, répondit le maréchal, qu'il vaudrait mieux, pour le service de Votre Majesté, que je perdisse une bataille que d'abandonner l'Alsace et de repasser les montagnes. Si je le fais, Philisbourg et Brisach seront bientôt obligés de se rendre; les impériaux s'empareront de tout le pays depuis Mayence jusqu'à Bâle, et transporteront d'abord la guerre en Franche-Comté, de là en Lorraine, et reviendront ravager la Champagne. Si je m'en allais de moi-même, je ferais ce qu'ils auront peut-être de la peine à me faire faire. Quand on a un nombre raisonnable de troupes, on ne quitte pas un pays, encore que l'ennemi en ait beaucoup davantage. Je con-

nais la force des troupes impériales, les généraux qui les commandent, le pays où je suis; je prends tout sur moi. » A force de confiance, Turenne força la main au roi et à son ministre; il eut carte blanche.

Les impériaux avaient eu l'air de violer la neutralité de Strasbourg, qui, sous main, et moyennant finances, leur livra le passage du Rhin. L'ennemi se trouvait donc en Alsace, et s'était retranché à Ensheim, pour attendre les vingt-cinq mille hommes de l'électeur de Brandebourg. Turenne, que l'on croit au pied des Vosges, occupé à faire ses recrues, marche pendant quarante heures, surprend les quartiers ennemis, leur tue sept mille hommes, et les rejette sous le canon de Strasbourg; mais là il rencontre l'électeur, et se retire à Saverne, devant une armée de soixante mille hommes. Il fallut toute la fermeté de Louis XIV pour protéger Turenne contre l'impertinence de Louvois. L'arrière-ban fut convoqué; quatre mille cavaliers de famille furent envoyés à l'armée d'Alsace. « Rien ne ressemblait moins à une troupe guerrière. Tous montés et armés inégalement, sans expérience et sans exercice, ne pouvant ni ne voulant faire un service régulier, ils ne causaient que de l'embarras, et on fut dégoûté d'eux pour jamais. » Turenne les renvoya; il n'avait besoin pour vaincre que de ses vingt mille hommes de vieilles troupes, faits à sa tactique, à la discipline. Retranché dans les Vosges, à Dettweiler, il repoussa pendant un mois les efforts des impériaux, et les laissa prendre leurs quartiers d'hiver sur une ligne immense, de Strasbourg à Altkirch. Le maréchal semblait vouloir en faire autant; il faisait filer ses troupes sur la Lorraine, annonçant son intention de ne reprendre les hostilités qu'au printemps; mais il disait au marquis de La Fare : « Il ne faut pas qu'il y ait un homme de guerre en repos en France, tant qu'il y aura un Allemand en deçà du Rhin, en Alsace. » Le 5 décembre, par un froid de dix degrés, il tourne brusquement au sud, ramasse en passant une division de cavalerie que Condé lui a renvoyée de Flandre, marche pendant vingt jours dans la neige sans écouter les murmures de ses officiers, atteint l'extrême gauche des quartiers ennemis à Belfort, enlève ceux du duc de Lorraine, culbute, à Mulhausen, six mille cavaliers, refoule vers le nord la division de Bournonville, surprend, à Colmar, l'électeur de Brandebourg, au moment où il va se mettre à table, le rejoint à Turkheim, lui tue trois mille hommes, et le rejette derrière le Rhin. Il y avait un mois qu'il avait quitté Saverne. Le 11 janvier, il n'y avait plus un Allemand en Alsace, et, de soixante mille hommes,

il en restait aux alliés trente mille à peine. Les troupes avaient dignement gagné leurs quartiers d'hiver; Turenne revint à Paris jouir de son triomphe. « La gloire de Turenne reçut un nouvel accroissement quand on sut que tout ce qu'il avait fait pendant cette campagne, il l'avait fait malgré la cour et malgré les ordres réitérés de Louvois, donnés au nom du roi. Résister à Louvois tout-puissant, et se charger de l'événement, malgré le cri de la cour, les ordres de Louis XIV et la haine du ministre, ne fut pas la moindre marque du courage de Turenne, ni le moindre exploit de la campagne. »

Le seul désir du maréchal, au milieu de toute sa gloire, était de se retirer. Le roi ne l'en laissa pas le maître. Turenne fut retenu par le roi de France comme l'avait été Jeanne d'Arc, victorieuse comme lui. Turenne quitte la cour le 11 mai 1675, rassemble ses troupes à Schelestadt, et vient camper à une lieue de Strasbourg, pour surveiller la neutralité de cette ville. L'électeur de Brandebourg, inquiété dans ses états par la Suède, qui venait de se rallier à la France par un traité signé à Versailles le 25 avril 1675, s'était tourné contre les nouveaux ennemis. Le reste des troupes alliées s'était divisé en deux corps : l'un de vingt mille hommes, sous les ordres du duc de Lorraine; l'autre de vingt-cinq mille, avait été confié au vainqueur des Turcs, à Montécuculli. Le maréchal de Créqui devait surveiller les mouvements du duc de Lorraine. Turenne passa le Rhin à Altenheim, le 7 juin, pour combattre le général autrichien. Pendant six semaines, ce fut, de la part des deux rivaux, une combinaison de marches, de contre-marches, de campements. Enfin, Turenne accula son ennemi à Saltzback. Les impériaux n'avaient plus qu'à livrer bataille ou à se jeter dans la Forêt-Noire : dans l'un et l'autre cas, la victoire était assurée à Turenne. Lui, ordinairement si calme, si réservé, ne cachait plus sa joie. « Je les tiens, disait-il, ils ne m'échapperont plus. » Le 27 juillet au matin, après avoir entendu la messe et communié, il allait engager la bataille, et se dirigeait vers une batterie que venait d'établir le lieutenant-général d'artillerie Saint-Hilaire. Un boulet perdu le frappa au moment où il donnait des ordres, et emporta en même temps le bras du général. Le fils de celui-ci fondait en larmes : « Ce n'est pas moi, lui dit Saint-Hilaire, c'est ce grand homme qu'il faut pleurer. »

Sa mort fut une calamité publique. Les lettres du temps font foi de la douleur et de l'effroi qui éclatèrent en France à cette nouvelle. Louis XIV ne crut pouvoir mieux honorer un grand et fidèle sujet



Mort de Turenne.

qu'en lui donnant place, à Saint-Denis, à côté des rois de France. On se rappelle qu'il avait défendu l'abbaye, en 1652, contre les Frondeurs du prince de Condé. « Ainsi finit au comble de sa gloire, dit La Fare, non-seulement le plus grand homme de guerre de ce siècle et de plusieurs autres, mais aussi le plus homme de bien, le meilleur citoyen et celui qui a le plus approché de la perfection. C'était un homme, dit Montécuculli, qui faisait honneur à l'homme. Les succès de M. de Turenne ressemblaient à son caractère, ils étaient solides et sans ostentation. Ce n'étaient pas des batailles rangées, qui souvent ne font que du bruit, sans produire aucun avantage; c'étaient des combats utiles qui sauvaient le pays, et où la conduite du général ne mettait rien au hasard. » (HÉNAULT.)

Avec Turenne périt le succès de la journée. Inutilement on avait voulu cacher sa mort aux soldats ; les troupes perdirent confiance. Ses lieutenants eux-mêmes, les comtes de Lorge et de Vaubrun, se disputaient le commandement sur son cadavre. Le premier, qui l'emporta, fit exécuter une retraite « qui parut une victoire dans la consternation où était l'armée. » Montécuculli, qui s'était cru un moment perdu, poursuivit les Français; mais, arrivés au pont d'Altenheim, ils firent volte-face et lui livrèrent un sanglant combat où Vaubrun fut tué et M. de Vendôme blessé. Les impériaux, ne pouvant passer le Rhin de ce côté, se souvinrent de la capitulation qu'ils avaient, l'année précédente, arrachée à Strasbourg. La ville, qui n'avait plus à craindre le voisinage de Turenne, livra le passage sans difficulté. Montécuculli mit le siége devant Saverne et Hagueneau. De son côté, le duc de Lorraine était entré avec vingt mille hommes dans l'électorat de Trèves, et assiégeait cette place. Créqui, son adversaire, se porta témérairement à sa rencontre avec douze mille hommes, lui livra bataille à Consarbruck, et essuya une déroute complète. Créqui résolut de venger sa défaite par une action d'éclat. Il se jeta dans Trèves avec quatre officiers, et jura de s'ensevelir sous les ruines de la place. La brèche était ouverte et praticable. Un capitaine nommé Boisjourdain, à la tête de la garnison mutinée, tint en joue le maréchal pendant qu'on signait la capitulation sur la brèche. Créqui se retira dans une église avec quelques officiers fidèles, et aima mieux être pris que de se rendre. « Boisjourdain, qui s'était sauvé, fut arrêté, et eut la tête tranchée. Ce misérable avait autrefois été condamné à mort pour un assassinat dans la forêt de Senlis; l'évêque de Munster avait obtenu sa grâce, et

son grand-père, sous Charles IX, avait livré la ville du Mans. » (HÉNAULT.)

Turenne mort, Créqui battu et prisonnier, Turin pris, Montécu-



Turenne.

culli faisait contribuer l'Alsace; le roi crut que le prince de Condé pouvait seul ranimer la confiance des troupes, que décourageait la mort de Turenne. Condé laissa le maréchal de Luxembourg soutenir en France la fortune de la France, et alla arrêter les progrès de Montécuculli. Son génie, qui se pliait à tout, déploya le même art que Turenne. Deux seuls campements arrêtèrent les progrès de l'armée allemande, et firent lever à Montécuculli les siéges de Hagueneau et de Saverne. » Les impériaux évacuèrent l'Alsace et se retirèrent sur Spire. Ce fut le dernier exploit de Condé. Tourmenté de la goutte, il se retira dans sa retraite de Chantilly, où il mourut onze ans après. C'est une chose digne de remarque, observe Hénault, que cette année vit finir la carrière des trois plus grands généraux de l'Europe : M. de Turenne fut tué; M. le prince se retira, et Montécuculli en fit de même, disant « qu'un homme qui avait eu l'honneur de combattre contre Mahomet Kouprougli, contre M. le prince et contre M. de Turenne, ne devait

pas compromettre sa gloire contre des gens qui ne faisaient que commencer à commander des armées. » Voltaire a raison de mettre en doute cet orgueilleux dédain.

La mort de Turenne avait entravé les progrès de l'armée du Nord, que le roi commandait en personne; Liége, Dinant et Limbourg avaient été enlevés malgré le prince d'Orange, et par Maestricht on allait tourner la Hollande; il fallut bien s'arrêter. Dans la campagne suivante, le roi, avec cinquante mille hommes, prit Condé et assiégea Bouchain. Le prince d'Orange accourait à la défense de cette ville avec quarante mille hommes : on s'attendait à une bataille; mais ni le roi de France ni Guillaume ne voulurent compromettre leur gloire. La ville fut prise; après quoi Louis XIV s'en revint à Versailles, laissant le commandement à Schomberg. On avait remarqué que peu de jours après la mort de Turenne il avait fait huit maréchaux : MM. d'Estrades, le duc de Navailles, le comte de Schomberg, le duc de Duras, le duc de Vivonne, le duc de La Feuillade, le duc de Luxembourg et le marquis de Rochefort. Madame Cornuel disait de cette promotion, que *le roi avait voulu faire la monnaie de M. de Turenne.*

Après le départ de Louis XIV, Guillaume d'Orange alla mettre le siége devant Maestricht. Le brave Calvo y commandait en l'absence du maréchal d'Estrades. L'histoire a retenu ce mot qu'il dit aux ingénieurs : « Messieurs, je n'entends rien à la défense d'une place; tout ce que je sais, c'est que je ne veux pas me rendre. » En effet, après six semaines d'efforts, l'approche du maréchal de Schomberg fit lever le siége au prince d'Orange. Le désastre fut complet; car les bâtiments de transport où le prince avait chargé son artillerie, ses vivres et tous les débris du siége, furent capturés par le comte Montal et le duc de Villeroi, qui firent remonter ces bâtiments par la Meuse jusqu'à Maestricht. Les choses ne se passèrent pas aussi bien pour la France du côté de l'Alsace. Le nouveau duc de Lorraine, Charles V, avait passé le Rhin avec six mille Allemands. Forcé par le maréchal de Luxembourg de battre en retraite, il se jeta sur Philisbourg, où commandait un émule de Calvo, le brave Dufay. Louis XIV avait dit qu'il y avait quatre hommes que les ennemis respecteraient dans ses places : Montal, Du Fay, Chamilly et Calvo. Cependant, après dix mois de blocus et 70 jours de tranchée ouverte, il fallut capituler. Ce fut la faute du maréchal de Rochefort, qui, campé pendant l'hiver en Lorraine et dans les Trois-Évêchés, laissa l'ennemi se retrancher paisiblement sur la Lauter, et rendit le secours de Phi-

lisbourg impossible. Ce n'en fut pas moins à Luxembourg que Louvois voulut s'en prendre. Ce fut un grave échec : Turenne regardait Philisbourg comme la place de toutes la plus importante à conserver; c'était la clef du Rhin et de l'Alsace.

La fortune, qui semblait trahir les Français sur terre, s'attachait à leur pavillon. Le duc de Vivonne, vainqueur des Espagnols devant Messine, s'était emparé d'Agousta. La cour de Madrid invoqua l'alliance de la Hollande : Ruyter passa dans la Méditerranée avec vingt-trois grands vaisseaux. Duquesne venait d'appareiller à Toulon, escortant un convoi qu'il conduisait à Messine. Le 8 janvier 1676, en vue de cette ville, entre les îles Stromboli et Salini, il rencontra la flotte hollando-espagnole, qui voulait lui fermer le détroit. Le combat fut long et indécis ; Duquesne, laissant la flotte ennemie avariée, tourna la Sicile, pénétra dans le détroit par le sud, et ravitailla Messine. Les alliés, après avoir tenté vainement de bloquer le port, allèrent mettre le siége devant Agousta. Duquesne les suivit et les atteignit par le travers du golfe de Catane ; il avait trente-sept vaisseaux, Ruyter trente-neuf; on se battit dix heures. Enfin, la flotte hollandaise mit toutes voiles au vent et se retira à Syracuse : son amiral avait été frappé à mort. Sept jours après, mourut le plus grand homme de mer qu'ait eu la Hollande ; il fut pleuré par ses vainqueurs. Quand Louis XIV apprit cette nouvelle, il versa des larmes aussi, et, comme on lui représentait qu'il était délivré d'un ennemi dangereux, il répondit « Qu'on ne pouvait s'empêcher d'être sensible à la mort d'un grand homme. » La flotte des alliés, privée de son chef, ne pouvait tenir longtemps encore contre Duquesne. Les Hollandais et les Espagnols firent cependant un dernier effort. Vingt-sept vaisseaux et dix-neuf galères étaient rassemblés à Palerme. Duquesne et le maréchal duc de Vivonne vinrent les attaquer avec vingt-huit vaisseaux et vingt-cinq galères ; les alliés essuyèrent une terrible défaite. Leur ligne de bataille fut enfoncée du premier choc ; la moitié de leurs vaisseaux s'échoua dans le port; vingt-cinq bâtiments périrent avec cinq mille hommes ; le reste fut pris ou dispersé : tout le port de Palerme fut dévasté. Ce fut la victoire navale la plus complète que la France ait jamais gagnée; elle lançait la France dans une voie magnifique, la domination d'une mer qui semble lui appartenir, où il n'y avait plus maintenant un seul vaisseau espagnol, et d'où il était facile d'exclure à jamais les Anglais et les Hollandais (Lavallée). Mais Louis XIV s'inquiétait plus du succès de ses armées de terre en Flandre que de ceux de sa marine. Il avait repris lui-

même le commandement de son armée et mis le siége devant Valenciennes; qui fut emportée d'assaut en plein jour. (17 mars 1677.)

« De là, le roi alla prendre Gand en quatre jours, Ypres en sept et Cambrai en neuf, tandis que le duc d'Orléans, son frère, assiégeait Saint-Omer. A cette nouvelle, le prince d'Orange accourut pour faire lever le siége. Le duc d'Orléans marcha au-devant de lui avec les maréchaux de Luxembourg et d'Humières, et le rencontra près de Mont-Cassel [11 mars 1677]. Guillaume fut battu à plate couture. Monsieur chargea avec une valeur et une présence d'esprit qu'on n'attendait pas d'un prince efféminé. Ce prince, dit Voltaire, qui s'habillait souvent en femme, qui en avait les inclinations, agit en capitaine et en soldat. Il eut un cheval tué sous lui, un coup de mousquet dans ses armes; le chevalier de Lorraine, qui lui parlait, reçut dans son chapeau un coup de feu qui lui effleura le front; le chevalier de Nantouillet eut la cuisse percée à ses côtés, et quelques-uns de ses domestiques furent tués derrière lui. Le roi parut jaloux de sa gloire. Il lui parla peu de sa victoire, et n'alla pas même voir le champ de bataille, quoiqu'il se trouvât tout auprès. Quelques serviteurs de Monsieur, plus pénétrants que les autres, lui prédirent qu'il ne commanderait plus d'armée, et ils ne se trompèrent pas. Saint-Omer s'étant rendu le 20 du même mois, le duc d'Orléans revint avec son frère à Versailles. Ce fut au retour de cette expédition que le roi dit à Racine et à Despréaux, qu'il



avait chargés d'écrire son histoire : «Je suis fâché que vous ne soyez

pas venus à cette campagne, vous auriez vu la guerre, et votre voyage n'eût pas été long. » A quoi Racine lui répondit : « Votre Majesté ne nous a pas donné le temps de faire faire nos habits. » Malgré la retraite du roi, ses lieutenants n'en poursuivaient pas moins leurs succès. Après le désastre de Mont-Cassel, le prince d'Orange voulut attaquer Charleroi, où commandait Montal. Il en fut comme devant Maestricht. De son côté, le duc de Lorraine, enorgueilli de la prise de Philisbourg, avait l'espoir de rentrer dans ses états; il le proclamait sur ses étendards : *Aut nunc aut nunquam*, ou maintenant ou jamais.

Manœuvrant de concert avec le prince de Saxe-Eisenach, qui devait occuper les Français en Alsace, le duc de Lorraine passa la Sarre et s'avança jusqu'à Metz. Il rencontra le maréchal de Créqui, lequel, désireux de venger sa défaite de Consarbruck, le côtoya jour par jour, et lui coupa les vivres de tous les côtés. Il ne fut pas plus heureux sur la Meuse, dont le maréchal défendit les passages, et il se vit contraint de retourner en Alsace, où M. de Créqui le devança, Le baron de Montclar avait tellement resserré les troupes du prince de Saxe, qu'elles furent obligées de capituler près de Strasbourg, dans une île du Rhin. Non loin de là, Créqui battait, dans un combat d'avant-garde, le duc de Lorraine à Kokersberg; mais, ne voulant pas livrer de bataille générale, il repassa sur la rive droite du Rhin et courut assiéger Fribourg, que cinq jours de tranchée ouverte réduisirent à capituler. Quelques jours après, il battit encore un détachement de l'armée de Lorraine à Rheinfeld. Il passa la rivière de Kins en présence du duc Charles, et, ayant immédiatement enlevé le fort de Kehl l'épée à la main, il alla brûler le pont de Strasbourg, par lequel cette ville libre avait tant de fois donné passage aux armées impériales. Cette brillante campagne, où Créqui se montra le digne élève de Turenne, répara l'échec que la journée de Consarbruck avait fait à sa réputation.

Au midi, le maréchal de Navailles gagna sur les Espagnols la bataille d'Espouilles, près du col de Banols. La guerre s'était propagée jusque dans le Nouveau-Monde. Le comte d'Estrées reprit sur les Hollandais le fort et l'île de Cayenne; quelque temps après il battit sur mer l'amiral hollandais Bruck, brûla sa flotte, et reprit l'île de Tabago.

Au milieu des vicissitudes d'une guerre si acharnée, des conférences pour la paix s'étaient ouvertes, dès l'année 1673, à Cologne, sous la médiation de la Suède. Les ministres d'Autriche, de France, d'Angleterre, des Pays-Bas, de Suède, d'Espagne et de Brandebourg, s'y ren-

dirent. Mais l'envoyé de l'empereur ayant fait enlever dans Cologne même, et conduire à Vienne, Guillaume de Furstemberg, ministre de l'électeur de Cologne, dont l'alliance avec Louis XIV avait irrité les confédérés, cette violation du droit des gens avait coupé court aux négociations. L'année suivante, un nouveau congrès fut indiqué à Nimègue, sous la médiation de l'Angleterre. Louis XIV y envoya, comme plénipotentiaires, le maréchal d'Estrades, Colbert, de Croissy et le comte d'Avaux.

Les négociations traînèrent en longueur. La Hollande désirait la paix; mais ce n'était pas là le compte du prince d'Orange. L'empereur prétendait ramener les choses au point où les avait mises le traité de Westphalie. L'Espagne voulait prendre pour base le traité des Pyrénées; le Danemark, regagner ce qu'il avait cédé à la Suède dans les guerres précédentes; l'électeur de Brandebourg, garder la Poméranie, qu'il venait d'enlever aux Suédois; ceux-ci, rentrer en possession de ce qu'on leur avait enlevé. La France, profitant de ces dissensions, pratiquait secrètement la Hollande, et, la prenant par son faible, lui offrait l'appât d'un avantageux traité de commerce, avec la restitution de Maestricht. Les négociations ne paraissaient pas devoir bientôt avoir un résultat, lorsque le mariage du prince d'Orange vint hâter le dénouement.

Charles II, pressé d'argent, et ne pouvant en obtenir de son Parlement qu'à la condition de rompre entièrement avec la France, force lui fut d'écouter alors les propositions de Guillaume d'Orange, qui lui demandait la main de sa nièce, la princesse Marie, fille du duc d'York. Ce mariage fut suivi d'un traité d'alliance entre l'Angleterre et les Provinces-Unies [10 janvier 1678], et de la déclaration de guerre que Charles II fit à la France. Cette démarche produisit un effet tout contraire à celui qu'en avait attendu le prince d'Orange. Au lieu de se réjouir de l'accroissement de la fortune de leur stathouder, les Etats-Généraux en prirent ombrage et commencèrent à s'inquiéter pour leur liberté. Sur ce, les plénipotentiaires français revinrent à la charge, et la paix fut signée le 10 août 1678, entre la France et les Provinces-Unies. Le roi, dans les conditions qu'il leur fit, favorisait leur commerce et leur rendait Maestricht, la dernière place qui lui restât de ses conquêtes sur la Hollande. Irrité de ce traité, dont il venait d'apprendre la conclusion, le prince d'Orange attaqua, quatre jours après, le maréchal de Luxembourg, qui était en pleine sécurité à Saint-Denis,

près de Mons, et qui dînait ce jour-là chez l'intendant de l'armée. Les Français, surpris d'abord, se rallièrent, et repoussèrent les assaillants, après leur avoir tué trois cents hommes. Cette lâche et cruelle trahison mit au plus mal les affaires des alliés.

Le roi prétendit dicter lui-même les conditions du traité. L'Espagne fit la paix la première [15 mai 1678]. Elle recouvra les villes de Charleroi, Ath, Binch, Oudenardes, Courtray, Gand et Limbourg; mais elle abandonna à Louis XIV la Franche-Comté, et, dans les Pays-Bas, Bouchain, Condé, Ypres, Valenciennes, Cambrai, Maubeuge, Aire, Saint-Omer, Cassel, Charlemont, Popering, Bailleul, etc. La base du traité avec l'empereur, qui ne fut signé que le 5 février 1679, fut le traité de Munster. Louis XIV rendit Philisbourg et garda Fribourg. Les deux Furstemberg furent réintégrés dans leurs biens. Quant au duc de Lorraine, il manifesta de si hautes prétentions, que Louis XIV, malgré les sollicitations de l'empereur, refusa nettement de lui faire quelque avantage. Le même jour, le duc de Brunswick signa sa paix; l'évêque de Munster ne tarda pas à suivre son exemple.

Il ne restait plus sous les armes que l'électeur de Brandebourg et le roi de Danemark, qui ne voulaient rien rendre de ce qu'ils avaient enlevé à la Suède. Mais Créqui ayant envahi, avec trente mille hommes, la Westphalie, passé le Wéser, et menacé Magdebourg, tandis qu'un autre corps de troupes, sous les ordres du marquis de Joyeuse, marchait sur le Holstein, les deux récalcitrants s'humilièrent. Par le traité de Saint-Germain [29 juin 1679], l'électeur rendit à la Suède, moyennant trois cent mille écus, la Poméranie, excepté les places situées au delà de l'Oder; le roi de Danemark, par celui de Fontainebleau [2 septembre], restitua aux Suédois, Wismes, l'île de Rugen, et généralement tout ce qu'il avait conquis sur eux.

Louis XIV, maître et pacificateur de l'Europe, à qui il dictait des lois, était parvenu à l'apogée de sa fortune. Pélisson l'appelait « un miracle visible. » On lui rendait à Paris un culte presque divin; on lui élevait des arcs de triomphe, et Le Brun remplissait des monuments de sa gloire le fastueux palais de Versailles. Sur la place des Victoires, le duc de La Feuillade lui fit élever une statue équestre avec quatre esclaves enchaînés aux quatre coins. « Il en fit l'inauguration en faisant trois tours à cheval, avec toutes les prosternations que les païens faisaient autrefois devant les statues de leurs empereurs. » Louis XIV était si pénétré de sa haute majesté, qu'il recevait comme chose due le



Le Château de Versailles

titre de *Grand*, que lui donna solennellement l'Hôtel-de-Ville de Paris. Lui-même applaudissait à son apothéose ; on dit qu'il chantait avec des pleurs d'attendrissement les hymnes composées à sa louange par Quinault. « Il conservait en jouant au billard, dit mademoiselle de Scudéry, l'air du maître du monde. »

Mais toute cette gloire ne s'achetait-elle pas aux dépens de la France? Colbert, avec toute son activité, pouvait à peine suffire aux prodigalités du grand roi. Les dépenses de 1674 s'étaient élevées à quatre-vingt-treize millions, dont soixante-treize pour la guerre; celles de 1677 à cent onze millions. On avait épuisé toutes les ressources, créé tous les impôts possibles. Aussi l'on fut obligé d'ouvrir des emprunts, au grand regret de Colbert. « Connaissez-vous comme moi, dit-il au président Lamoignon, qui avait fait décréter cette mesure, connaissez-vous l'homme à qui nous avons affaire? Vous venez d'ouvrir une plaie que nos petits-fils ne verront pas se refermer. » Toutes les entreprises commencées pour la prospérité et la civilisation de la France continuaient; mais on négligeait celles qui n'étaient qu'utiles sans être brillantes, et les autres prenaient un caractère moins grand que fastueux. Paris s'embellissait; mais, au lieu d'achever le Louvre, selon le conseil de Colbert, Louis, qui n'aimait pas la ville des barricades, aux rues sales et populeuses, bâtissait son Versailles, temple de la royauté absolue, qui devait, avant que le temps eût noirci ses marbres, en être le tombeau. Versailles s'achevait; mais on s'effrayait des trésors dépensés pour ces palais immenses, ces jardins magnifiques, ces eaux venues à force d'art, toute cette nature vaincue ; et à Versailles allait succéder le fastueux Marly. (LAVALLÉE.)

L'histoire de la cour, pendant les dix dernières années, offre peu d'événements remarquables. A mesure qu'on s'éloigne de la Fronde, à mesure que s'éteignent les grands noms des chefs de sédition, l'on n'a plus que le spectacle monotone d'une suite de courtisans ambitionnant des places de laquais royaux, et perpétuellement occupés à chanter les louanges du maître. Quelques femmes apparaissent au premier plan, chacune avec sa cabale. La Vallière, Montespan, Fontange, Maintenon. Seulement, à partir du règne de cette dernière, la galanterie mourante est remplacée à la cour par une sorte de gravité pédantesque et jésuitique, qui attriste les derniers jours du vieux roi.

Mademoiselle de La Vallière, qui avait tenu pendant neuf années Louis XIV aussi fidèle que peut l'être un roi jeune, bien fait, entouré de femmes que la coquetterie offre toutes faites à ses désirs, mademoi-

selle de La Vallière finit par rencontrer une rivale plus dangereuse, madame de Montespan. « Athénaïs de Mortemar, femme du marquis de Montespan, dit Voltaire, le Brantôme de ce siècle, non moins galant que le seizième ; sa sœur, la marquise de Thianges, et sa cadette, pour qui elle obtint l'abbaye de Fontevrault, étaient les plus belles femmes de leur temps ; et toutes trois joignaient à cet avantage des agréments singuliers dans l'esprit. Le duc de Vivonne, leur frère, maréchal de France, était aussi un des hommes de la cour qui avaient le plus de goût et de lecture ; c'était lui à qui le roi disait un jour : « Mais à quoi sert de lire? » Le duc de Vivonne, qui avait de l'embonpoint et de belles couleurs, répondit : « La lecture fait à l'esprit ce que vos perdrix font à mes joues. » Ces quatre personnes plaisaient universellement par un ton singulier de conversation, mêlée de plaisanterie, de naïveté et de finesse, qu'on appelait l'esprit des Mortemar. On voit par là combien était ridicule ce conte, que madame de Montespan était obligée de faire écrire ses lettres au roi par madame Scarron, et que c'est là ce qui en fit sa rivale, et sa rivale heureuse. »

Pendant cinq ans encore mademoiselle de La Vallière attendit le retour des faveurs royales, mais ce fut en vain. Alors, par un mouve-



ment de désespoir ou de résignation, elle prit un parti extrême, et fit

une conversion éclatante. « Elle crut que Dieu seul pouvait succéder dans son cœur à son amant. » C'était flatter d'une manière neuve l'orgueil de Louis XIV. De 1675 à 1710, sœur Louise de la Miséricorde, carmélite à Paris, expia sous le cilice, dans le jeûne, les fautes de la duchesse de La Vallière. On raconte que lorsqu'on lui annonça la mort du duc de Vermandois, qu'elle avait eu de Louis XIV, elle dit : « Je dois pleurer sa naissance encore plus que sa mort. » Il lui restait une fille, celui de tous les enfants du roi qui eût avec lui la ressemblance la plus frappante ; cette fille épousa le prince Armand de Conti, neveu du grand Condé. « Un roi, dit Voltaire en parlant de la duchesse de La Vallière, qui punirait ainsi une femme coupable, serait un tyran, et c'est ainsi que tant de femmes se sont punies d'avoir aimé. Il n'y a presque point d'exemple de politiques qui aient pris ce parti rigoureux. Les crimes de la politique sembleraient cependant exiger plus d'expiations que les faiblesses de l'amour. »

Ce mot est lancé peut-être à l'adresse de Louvois. Ce ministre, « dont le caractère dur semblait peu fait pour l'amour, » voulait avoir, comme son maître, des maîtresses, entre autres une dame Du Frénoi, femme d'un de ses commis, en faveur de laquelle il fit ériger une nouvelle charge chez la reine, celle de dame du lit. Colbert n'eut jamais de ces faiblesses, autorisées par l'exemple d'en haut. Impassible et taciturne, dans la correspondance de madame de Sévigné il est appelé *le Nord* par sobriquet, et un poëte crut l'avoir assez désigné par le nom de *Vir marmoreus.*

« C'est un grand exemple du pouvoir des préjugés et de la coutume, qu'il fut permis à toutes les femmes mariées d'avoir des amants, et qu'il ne le fut pas à la petite-fille de Henri IV d'avoir un mari. » Mademoiselle de Montpensier, cette fille du duc d'Orléans, dont le cardinal Mazarin avait dit, le jour de la bataille du faubourg Saint-Antoine, que « le canon de la Bastille avait tué son mari, » Mademoiselle, après avoir refusé plusieurs souverains et princes, voulut se marier, à quarante-quatre ans, à un simple gentilhomme, Puyguilhem, comte de Lauzun, de la maison de Caumont, le dernier qui ait été capitaine d'une compagnie de cent gentilshommes au bec de corbin, et le premier qui fut colonel général des dragons. Ceci se passait en 1669. L'année suivante, quand la cour conduisit la duchesse d'Orléans à Calais et fit son voyage en Flandre, Lauzun, commandant l'escorte du roi, chevauchait galamment près du carrosse de Mademoiselle.

Le roi avait consenti à ce mariage : Lauzun allait posséder une fortune de vingt millions, quatre duchés, la souveraineté de Dombes, le comté d'Eu, le palais du Luxembourg, appelé alors palais d'Orléans. Pendant un jour il prit le titre de duc de Montpensier. Tout à coup, au moment de signer le contrat, Louis XIV, étourdi par les sollicitations des princes, des ministres, des courtisans, tous ennemis d'une si haute faveur, retira sa parole et défendit cette alliance. On dit aussi que l'orgueil du favori avait osé heurter de front l'orgueil du roi. Un jour Louis XIV, irrité du ton cavalier qu'avait pris dans une discussion le comte de Lauzun, leva sur lui, devant toute la cour, la canne qu'il tenait à la main; mais, arrêté par une réflexion subite, il la jeta par la fenêtre en disant « qu'il ne voulait pas battre un gentilhomme. » Ni l'un ni l'autre ne se pardonnèrent cette scène. Lauzun ayant, malgré



la défense du monarque, épousé en secret mademoiselle de Montpensier, fut enlevé et conduit, en novembre 1670, au château de Pignerol; il y resta dix années entières.

« Lauzun et Fouquet furent étonnés de se rencontrer dans la même prison; mais Fouquet surtout, qui, dans sa gloire et sa puissance, avait

vu de loin Puyguilhem dans la foule comme un gentilhomme de province sans fortune, le crut fou quand celui-ci lui conta qu'il avait été le favori du roi, et qu'il avait eu la permission d'épouser la petite-fille de Henri IV, avec tous les biens et les titres de la maison de Montpensier. Au bout de dix ans, madame de Montespan vendit à Mademoiselle la liberté de son mari pour la principauté de Dombes et le comté d'Eu, qui furent donnés comme apanage au duc du Maine, son fils et celui du roi; encore le mariage ne fut-il pas reconnu. Lauzun n'eut que la permission de se retirer dans ses terres de Saint-Fargeau et de Thiers, avec des revenus qu'il ne trouva pas assez considérables. Il chagrina sa femme, qui, malheureuse chez elle comme à la cour, mourut de douleur en 1693. Lauzun s'était embarqué pour l'Angleterre en 1688. Aventurier par goût autant que par fatalité, ce fut lui qui conduisit en France la femme de Jacques II et son fils encore au berceau. Rentré dans la faveur royale, il fut fait duc : puis après avoir commandé sans succès en Irlande, il revint se fixer en France, où il mourut ignoré.

Madame de Montespan, son ennemie, avait été détrônée par madame de Maintenon en 1681, après onze ans de haute faveur. Son triomphe éclata en 1670, au voyage de Flandre. Ce fut une fête continuelle. Le roi, qui fit tous ses voyages de guerre à cheval, fit celui-ci pour la première fois dans un carrosse à glaces. Les chaises de poste n'étaient point encore inventées. Madame, sa belle-sœur, la marquise de Montespan, étaient dans cet équipage superbe, suivi de beaucoup d'autres, et quand madame de Montespan allait seule, elle avait quatre gardes-du-corps aux portières de son carrosse. Le dauphin arrivait ensuite avec sa cour; Mademoiselle, avec la sienne. On faisait porter dans les villes où l'on couchait les plus beaux meubles de la couronne. On trouvait dans chaque ville un bal masqué ou paré, ou des feux d'artifice. Toute la maison de guerre accompagnait le roi; toute la maison de service le précédait ou suivait. Les tables étaient tenues comme à Saint-Germain. La cour visita dans cette pompe toutes les villes conquises. Les principales dames de Bruxelles, de Gand, venaient voir cette magnificence : le roi les invitait à sa table et leur faisait des présents pleins de galanterie. Tous les officiers des troupes en garnison recevaient des gratifications. Il en coûta quelquefois 1,500 louis d'or par jour en libéralités.

La duchesse d'Orléans s'embarqua à Dunkerque avec une partie de

la cour; elle menait avec elle mademoiselle de Keroual, depuis duchesse de Portsmouth, qui fut au roi d'Angleterre ce que madame de Montespan fut à Louis XIV, mais avec plus de crédit. Madame de Montespan n'avait aucune part aux affaires; il en fut tout autrement de madame de Maintenon. On sait que ce fut à son retour d'Angleterre que Madame mourut subitement à Saint-Cloud, âgée de vingt-six ans, le 30 juin 1670; elle avait débarqué en France le 12 du même mois. La princesse se crut empoisonnée; la cour le crut aussi : « Le poison était de la poudre de diamants mise au lieu de sucre dans des fraises. » D'autres disaient que la princesse avait été empoisonnée dans un verre d'eau de chicorée. Voltaire pense qu'il n'en fut rien, et qu'elle mourut simplement d'un abcès qu'elle avait au foie.

Jusqu'ici nous n'avons trouvé matière qu'à des éloges. Si la guerre de Hollande fut une guerre impolitique, et si elle entraîna par suite un conflit européen, le succès a tout justifié. Les traités de Nimègue ont été l'apogée de la gloire de Louis le Grand. Mais nous entrons dans une période de décadence, et nous allons rencontrer la France dans une situation fatalement mauvaise, et empirée par des fautes. Louis XIV n'a pas changé; son orgueil, au contraire, devient souvent de la grandeur. Mais Turenne est mort, Condé vit solitaire à Chantilly; Colbert, l'indispensable Colbert, va mourir à l'entrée de cette période; Louvois, nécessaire malgré ses défauts, utile par sa persévérance, va bientôt aussi mourir; enfin, à ces brillantes maîtresses qui entretenaient jeune le cœur du roi qui commence à vieillir, vont succéder la sévère Maintenon, et les méticuleux avis des casuistes, et les scrupules d'une dévotion affectée.

Le premier tort de Louis XIV, après la paix de Nimègue, fut de disgracier un homme qui l'avait fidèlement servi, le secrétaire d'état aux affaires étrangères, de Pomponne. « Il a fallu, dit Louis XIV, que j'or-« donnasse à M. de Pomponne de se retirer, parce que tout ce qui pas-« sait par lui perdait de la grandeur et de la force qu'on doit avoir « en exécutant les ordres d'un roi de France qui n'est pas malheu-« reux. » Le prétexte de la destitution du ministre fut de n'avoir pas fait comprendre dans le traité de Nimègue les villages qui sont entre Brisach et Strasbourg, en sorte que depuis, lorsque le roi eut fait son entrée à Strasbourg et qu'il voulut visiter Fribourg, il fallut qu'il y allât dîner sans s'arrêter en chemin, parce que c'était terre de l'empire. Mais il faut dire que Colbert et Louvois avaient envie de sa

place, l'un pour son frère, Colbert de Croissy, l'autre pour M. Courtin. M. de Louvois, dit le président Hénault, fut fort surpris de voir que la préférence fût donnée au président Colbert. M. de Pomponne rentra au conseil après la mort de Louvois, mais sans département. La plus grande de toutes les fautes que puisse commettre un roi, l'intolérance religieuse, signala le commencement de cette nouvelle période, et fut, sinon la cause unique, au moins l'un des motifs des désastres de la France ; nous voulons parler de la persécution subite contre les réformés et de la révocation de l'édit de Nantes. C'est ici que l'on commence à sentir l'influence de madame de Maintenon. Ce n'est plus une maîtresse comme La Vallière, comme Fontanges, comme Montespan, c'est un personnage historique dont il est nécessaire de connaître les antécédents. « Petite-fille de Théodore-Agrippa d'Aubigné, gentilhomme ordinaire de la chambre de Henri IV, son père, Constant d'Aubigné, ayant voulu faire un établissement à la Caroline et s'étant adressé aux Anglais, fut mis en prison au château Trompette ; il en fut délivré par la fille du gouverneur, nommé Carvillac, gentilhomme bordelais. Constant d'Aubigné épousa sa bienfaitrice en 1625, et la mena à la Caroline. De retour en France avec elle, au bout de quelques années tous deux furent enfermés à Niort en Poitou, par ordre de la cour. Ce fut dans cette prison de Niort que naquit, en 1635, Françoise d'Aubigné, destinée à éprouver toutes les rigueurs et toutes les faveurs de la fortune. Menée à l'âge de trois ans en Amérique, laissée, par la négligence d'un domestique, sur le rivage,



près d'y être dévorée par un serpent, élevée avec la plus grande dureté

chez madame de Neuillant, mère de la duchesse de Navailles, elle fut trop heureuse d'épouser, en 1651, Paul Scarron, qui logeait auprès d'elle dans la rue d'Enfer. Scarron était d'une ancienne famille de parlement, illustrée par de grandes alliances; mais le burlesque dont il faisait profession l'avilissait en le faisant aimer. Ce fut pourtant une fortune pour mademoiselle d'Aubigné d'épouser cet homme disgracié de la nature, impotent, et qui n'avait qu'un bien très-médiocre. Elle fit, avant ce mariage, abjuration de la religion calviniste, qui était la sienne comme celle de ses ancêtres. Sa beauté et son esprit la firent bientôt distinguer; elle fut recherchée avec empressement de la meilleure compagnie, et le temps de sa jeunesse fut sans doute le plus heureux de sa vie. Après la mort de son mari, arrivée en 1660, elle sollicita longtemps auprès du roi une petite pension de 1,500 livres, dont Scarron avait joui. Enfin, au bout de quelques années, le roi lui en donna une de 2,000, en lui disant : « Madame, je vous ai fait at-« tendre longtemps, mais vous avez tant d'amis que j'ai voulu en avoir « seul le mérite auprès de vous. » Cependant il est prouvé par les lettres mêmes de madame de Maintenon qu'elle dut à madame de Montespan ce léger secours qui la tira de la misère. On se ressouvint d'elle quelques années après, lorsqu'il fallut élever en secret le duc du Maine, que le roi avait eu, en 1670, de la marquise de Montespan. Elle dit dans une de ses lettres : « Si les enfants sont au roi, je le veux « bien; car je ne me chargerais point sans scrupule de ceux de ma-« dame de Montespan; il faut que le roi m'ordonne, voilà mon der-« nier mot. » Le duc du Maine était né avec un pied difforme; le premier médecin, d'Aquin, qui était dans la confidence, jugea qu'il fallait envoyer l'enfant aux eaux de Barèges. On cherchait une personne de confiance qui pût se charger de ce dépôt. Le roi choisit madame Scarron.

M. de Louvois alla secrètement à Paris lui proposer ce voyage. Elle eut soin, depuis ce temps-là, de l'éducation du duc du Maine, nommée à cet emploi par le roi, non point par madame de Montespan, comme on l'a dit. Elle écrivait au roi directement; ses lettres plurent beaucoup. Voilà l'origine de sa fortune; son mérite fit le reste. Le roi, qui ne pouvait d'abord s'accoutumer à elle, passa de l'aversion à la confiance, et de la confiance à l'amour. « Le caractère de madame de Maintenon, dit Voltaire, paraît à la fois plein d'une ambition et d'une dévotion qui ne se combattent jamais. Son confesseur, Gobe-

lin, approuve également l'une et l'autre; il est directeur et courtisan. Sa pénitente, devenue ingrate envers madame de Montespan, se dissimule toujours son tort; le confesseur nourrit cette illusion; elle fait venir de bonne foi la religion au secours de ses charmes usés, pour supplanter sa bienfaitrice devenue sa rivale. » Madame de Montespan avait mérité sa disgrâce par la hauteur de son caractère; déjà le roi l'avait abandonnée pour mademoiselle de Fontanges, qui reçut le titre de duchesse après lui avoir donné un fils en 1680. Mais elle mourut l'année suivante, et laissa en présence Montespan et Maintenon. « Le duc et pair qui avait négocié la défaite de mademoiselle de Fontanges n'en fut pas moins considéré. Le roi le plaça, pour récompense, à la tête de ses chasses, ce qui donna lieu à une chanson fort agréable, où l'on disait que : « la charge de grand-veneur était bien due à celui « qui avait mis la bête dans les toiles. » (Lemontey.) Le mariage du petit-fils du grand Condé avec mademoiselle de Nantes, fille du roi et de madame de Montespan, fut le dernier triomphe de cette maîtresse, qui ne reparut plus à la cour. Avant la célébration du mariage, le marquis de Seignelay, fils du grand Colbert mort en 1683, donna au roi une fête brillante dans ses jardins de Sceaux, plantés par Lenôtre. Il y eut carrousels, il y eut représentation d'une idylle de Racine. Après le mariage, Louis XIV ne voulut pas demeurer en arrière d'un courtisan, et invita toute sa cour à Marly.

Quatre boutiques, ornées de décorations qui représentaient les quatre Saisons, avaient été dressées dans les salons, remplies de bijoux et d'objets de prix. Madame de Montespan en tenait une avec le dauphin; sa rivale, madame de Maintenon, en tenait une autre avec le duc du Maine; M. le duc, le nouveau marié, avait la sienne avec madame de Thiange; madame la duchesse, « à qui, dit Voltaire, la bienséance ne permettait pas d'en tenir une avec un homme, à cause de sa grande jeunesse, » était avec la duchesse de Chevreuse. Les courtisans tiraient au sort les bijoux qui remplissaient les boutiques. Après cette brillante fête, madame de Montespan se retira de la cour, et vécut grandement à Paris, dépensant mille louis d'or par mois. L'année suivante, le roi, qui se trouvait libre par la mort de la reine Marie-Thérèse, arrivée en 1683, écouta les scrupuleuses admonitions du Père Lachaise, son confesseur, et au mois de janvier 1686 il épousa secrètement, dans une petite chapelle du château de Versailles, madame de Maintenon. Il n'y eut pas de contrat. L'archevêque de Paris, Harlay de Chanvallon,

donna la bénédiction nuptiale. Pour tous témoins il y avait le confesseur du roi, et Bontemps, premier valet de chambre. Louis XIV avait alors quarante-huit ans, et sa nouvelle femme trois années de plus. Ce mariage resta problématique pour la cour. Le seul signe extérieur de grandeur que voulut ou que put avoir madame de Maintenon fut d'occuper, à la messe, une de ces petites tribunes ou lanternes dorées, qui ne semblaient faites que pour le roi et la reine. Elle dissimula toujours son ambition sous une apparence d'humilité religieuse. Tous ses soins semblaient être consacrés à la maison de Saint-Cyr, fondée au bout du parc de Versailles. Le fait est que le roi venait dans le jour chez elle après son dîner, avant et après le souper, et y demeurait jusqu'à minuit ; il y travaillait avec ses ministres, et l'on



peut croire que madame de Maintenon ne faisait pas tenir le conseil dans sa chambre sans y trouver place pour elle-même.

C'est à l'époque de la première entrevue du roi avec cette femme que remontent les premières persécutions contre les huguenots. Col-

bert, qui les savait industrieux, aptes au commerce, les protégea, et en employa un grand nombre dans les arts, dans les manufactures, dans la marine; et, de fait, les huguenots s'étaient montrés fidèles aux roi et au royaume. Paisibles pendant la Fronde, Mazarin disait d'eux : « C'est le troupeau fidèle. » Duquesne, Schomberg, étaient sortis de leurs rangs. Ceci dura jusqu'en 1681, non sans quelques attaques suscitées par Louvois, qui n'avait contre eux d'autre sujet de haine que l'intérêt que leur portait Colbert. Ainsi, on leur défendit d'épouser des filles catholiques; les intendants et les évêques tâchaient, par les moyens les plus plausibles, d'enlever aux huguenots leurs enfants. Enfin, en 1681, l'influence de madame de Maintenon se fit sentir. Des édits du roi furent lancés, qui enlevaient aux réformés leurs pensions et leurs droits de noblesse; on les exclut de la maison du roi, de l'Université, des fonctions municipales; on leur interdit les professions de médecin et d'avocat.

Colbert lui-même se vit forcé de les chasser de l'administration des finances, et, autant que possible, des manufactures. En même temps on semait l'argent; Pélisson, ancien calviniste, devenu ecclésiastique et maître des requêtes, fut chargé de distribuer les revenus des abbayes de Saint-Germain-des-Prés et de Cluny, avec ceux du tiers des économats, pour ramener le plus grand nombre possible de dissidents. Enfin, ces moyens ne paraissant pas assez efficaces, une ordonnance royale déclara les enfants reçus à la renonciation à l'âge de sept ans; ce qui ne voulait pas dire, comme on fit, qu'on enlèverait de force les enfants pour les faire abjurer, et qu'on logerait chez leurs parents des gens de guerre. Alors commença l'émigration : beaucoup de familles du Poitou, de la Saintonge et des provinces voisines allèrent chercher asile en Angleterre, en Danemark, surtout à Amsterdam. Les magistrats de cette ville s'étaient engagés à bâtir mille maisons pour les fugitifs.

Le conseil voulut arrêter l'émigration. «On ordonna la peine des galères contre ceux des artisans et des gens de mer qui tenteraient de s'échapper. On remarqua que plusieurs familles calvinistes vendaient leurs biens territoriaux : aussitôt parut une déclaration qui confisqua tous ces immeubles, en cas que les vendeurs sortissent dans un an du royaume. Alors la sévérité redoubla contre les ministres : on interdisait leurs temples à la plus légère contravention; toutes les rentes laissées par testament aux consistoires furent appliquées aux hôpitaux

du royaume; on défendit aux maîtres d'école calvinistes de recevoir des pensionnaires; on mit les ministres à la taille. Il était enjoint à tout le clergé de faire des prosélytes; il était défendu aux pasteurs réformés d'en faire, sous peine de bannissement perpétuel. » Dans le Languedoc, dans le Vivarais, dans les Cévennes, les huguenots se préparaient à la résistance : le comte de Noailles, gouverneur de Languedoc, marcha contre *cette canaille*, les dispersa et pendit ceux qu'il put prendre. « Le roi ordonne, lui écrivait Louvois qui voulait, à quelque prix que ce fût, mêler du militaire dans la destruction de l'hérésie, le roi ordonne de faire subsister les troupes aux dépens du pays, de raser les maisons de ceux qui ont été tués les armes à la main et de ceux qui ne rentreront pas chez eux; de faire raser les dix principaux temples du Vivarais, en sorte de causer une telle désolation dans le pays, que l'exemple qui s'y fera contienne les autres religionnaires, et leur apprenne combien il est dangereux de se soulever contre leur roi. » Ces orgueilleuses et cruelles paroles furent exécutées à la lettre. Quiconque fut trouvé en possession d'une arme fut envoyé aux galères; l'intendant du Dauphiné fit rouer le petit-fils du pasteur Chamier, qui avait dressé l'édit de Nantes; celui du Languedoc fit rouer vif le prédicant Chomel; treize autres qui avaient été condamnés à la même peine furent exécutés en effigie.

Aux requêtes que de toutes parts lui adressaient les calvinistes, Louis XIV répondait en leur envoyant des missionnaires escortés de dragons. Alors commencèrent ces fameuses exécutions qu'on nomme les dragonnades. Noailles, parcourant sa province à la tête d'un régiment, faisait loger ses soldats, jusqu'à conversion, chez les plus récalcitrants de la réforme. « Cela va si vite, écrivait-il, que tout ce que peuvent faire « les troupes est de coucher une nuit dans les lieux où je les envoie; « demain tout sera expédié. » « Le 2 septembre, disent les *Mémoires* « de Dangeau, tous les huguenots de Montauban s'étaient convertis par « une délibération prise en la maison de ville; le 5 octobre, c'étaient « Montpellier, Castres, Lunel, etc.; puis les diocèses de Gap et d'Embrun; puis tout le Poitou. » L'intendant de Languedoc annonçait soixante mille conversions en un jour, à quoi madame de Maintenon, qui connaissait à fond ses anciens coreligionnaires, croyait devoir répondre : « Je vois bien que toutes ces conversions ne sont pas également « sincères, mais Dieu se sert de toutes voies pour ramener les hérétiques. « Leurs enfants seront du moins catholiques. Si les pères sont hypo-

« crites, leur réunion extérieure les approche du moins de la vérité ; « ils en ont les signes de communs avec les fidèles. »

Les efforts de Colbert pour arrêter les persécutions furent inutiles. Il était évident que Louis XIV s'était dégoûté de lui, et que Louvois avait absorbé toute la faveur royale. « Trop honnête homme pour ne pas gémir, dit un historien de Colbert, et trop ambitieux pour se retirer, il eut la faiblesse de tenter encore la fortune par un effort plus digne d'un courtisan que d'un grand ministre. Il projeta de consacrer au roi une place magnifique sur le terrain de l'hôtel de Soissons, où l'on voit aujourd'hui la Halle aux Blés. Au milieu d'un vaste bassin, un énorme rocher, chargé de quatre statues colossales de fleuves, devait porter Louis XIV terrassant la Discorde et l'Hérésie. Girardon avait fait le plan de cette montagne de marbre et de bronze, où tout devait



Colbert.

être extraordinaire. Mais la mort du ministre nous épargna les frais de cette gigantesque adulation, et les blocs prodigieux qui étaient rassemblés allèrent décorer l'église des Invalides. Usé de travail et de chagrin.

Colbert s'éteignit en peu de jours. Sa main mourante refusa d'ouvrir une lettre du roi. « Je ne veux plus en entendre parler, s'écria-t-il; « qu'au moins à présent il me laisse tranquille. Si j'avais fait pour Dieu « ce que j'ai fait pour cet homme-là, je serais sauvé dix fois, et je ne « sais ce que je vais devenir. » La multitude, pleine de fureur contre lui parce qu'il était contrôleur-général des finances, rugissait à sa porte, attendait son corps pour le mettre en pièces. On ne put l'enterrer que la nuit, et avec le secours de la force armée. La tombe donna seule le repos à cet administrateur célèbre, dont l'âme, troublée à ses derniers moments, sembla fuir, dans le sein du jésuite Bourdaloue, Dieu menaçant, le roi ingrat et le peuple irrité. »

Louvois n'attendait que ce moment pour user des dernières rigueurs contre les protestants. Un homme sage, Gourville, lui avait conseillé de faire enfermer tous les ministres, et de ne relâcher que ceux-là seuls qui voudraient faire abjuration publique. C'était une méthode de conversion plus efficace que les dragonnades et les missions le sabre au poing. Cette politique mi-doucereuse déplut à l'orgueilleux ministre, et dès le commencement de l'année 1685 il écrivit aux intendants des provinces : « Sa Majesté veut qu'on fasse éprouver les dernières ri- « gueurs à ceux qui ne voudront pas se faire de sa religion; et ceux « qui auront la sotte gloire de vouloir demeurer les derniers doivent « être poussés jusqu'à la dernière extrémité. »

Enfin, le 22 octobre de la même année, parut l'édit fameux qui révoqua celui de Nantes. Le père de Louvois, le vieux chancelier Le Tellier, dont le comte de Grammont disait, en le voyant sortir du cabinet du roi : « Je crois voir une fouine qui vient d'égorger des poulets, « en se léchant le museau plein de leur sang ; » le vieux chancelier, en signant l'édit, s'écria plein de joie : « *Nunc dimittis servum tuum, Domine, quia viderunt oculi mei salutare tuum.* » Il était évident qu'il suffirait de quelques fanatiques de cette espèce, soutenus qu'ils étaient par madame de Maintenon et le père Lachaise, confesseur du roi, pour étouffer les avis plus modérés et par conséquent plus sages. « La révocation de l'édit de Nantes, qui ressemble à la Saint-Barthélemy autant qu'un crime français peut approcher d'un crime italien, ouvrit une longue carrière de proscriptions. » (LEMONTEY.) Ce fameux arrêt est composé de onze articles, dont le premier supprime tous les priviléges accordés aux prétendus réformés par Henri IV et par Louis XIII. Les deuxième et troisième interdisent l'exercice de leur religion par tout le

royaume, sans exception; le quatrième ordonne à tous les ministres de sortir de France sous quinze jours; le cinquième et le sixième fixent des récompenses pour ceux qui se convertiront; par le septième il est défendu aux calvinistes de tenir des écoles, et il leur est enjoint par le huitième de faire élever leurs enfants dans la religion catholique; les neuvième et dixième promettent amnistie et restitution de biens à ceux qui, ayant émigré, reviendront dans quatre mois; enfin le onzième menace les relaps de peines afflictives, et permet néanmoins aux calvinistes de demeurer dans leurs foyers, de jouir de leurs biens, de faire leur commerce sans qu'on puisse les inquiéter sous prétexte de religion, pourvu qu'ils ne s'assemblent point pour l'exercer. Ayons bien soin de noter que cette dernière clause, qui laissait une espèce de liberté de conscience, fut violée par le zèle outré des intendants chargés de faire exécuter l'édit d'abolition : « La dernière clause, disait avec regret de « Noailles, va faire grand désordre, en arrêtant les conversions. »

A peine l'édit signé, ce fut, au signal de Lachaise, un concert de louanges et de panégyriques dans les chaires et à la cour, pour étourdir le roi et lui ôter le temps de revenir sur un consentement que les protestants eux-mêmes reconnaissent lui avoir été arraché. Et cependant, à force de s'entendre louer et vanter comme le sauveur de la religion catholique, Louis XIV finit par s'applaudir lui-même d'un acte qu'on lui fit voir comme le plus glorieux de son règne. « On allait donc enfin avoir une seule loi sous un seul roi!... Louis XIV était un nouveau Constantin, un nouveau Théodose... Jamais aucun roi n'avait fait ni ne ferait rien de si mémorable... L'Europe entière était dans l'étonnement de la promptitude et de la facilité avec lesquelles le roi avait anéanti une hérésie qui avait usé les armes de dix rois ses prédécesseurs. » Alors et comme de plus belle recommencèrent les dragonnades. « De la torture à l'abjuration, dit Saint-Simon, et de celle-ci à la communion, il n'y avait pas souvent vingt-quatre heures de distance, et leurs bourreaux étaient leurs conducteurs et leurs témoins. Presque tous les évêques se prêtèrent à cette pratique subite et impie. La plupart animèrent les bourreaux et forcèrent les conversions pour grossir le nombre de leurs conquêtes, dont ils envoyaient les états à la cour afin d'être d'autant plus considérés et approchés des récompenses.

« Le roi recevait de tous côtés les détails et la nouvelle de ces persécutions; c'était par milliers qu'on comptait ceux qui avaient abjuré et communié. Les évêques lui envoyaient des panégyriques; les prêtres

en faisaient retentir les chaires et les missions ; toute la France était remplie d'horreur et de confusion, et jamais tant de triomphes et de louanges! Le monarque ne s'était jamais cru si grand devant les hommes ni si avancé devant Dieu dans la réparation de ses péchés et du scandale de sa vie ; il n'entendait que des éloges, tandis que les bons et vrais catholiques et les saints évêques gémissaient de tout leur cœur de voir les orthodoxes imiter contre les hérétiques ce que les tyrans païens avaient fait contre les confesseurs et les martyrs ; ils ne pouvaient se consoler de cette immensité de parjures et de sacriléges; ils pleuraient amèrement l'odieux durable et irremédiable que de détestables moyens répandaient sur la religion ; tandis que nos voisins exultaient de nous voir ainsi nous affaiblir et nous détruire nous-mêmes, profitaient de notre folie, et bâtissaient des desseins sur la haine que nous nous attirions de toutes les puissances protestantes. »

Jamais victoire ne fit aussi bien l'affaire des ennemis de la France que ce fameux édit. Louvois se trompait en croyant qu'il suffirait d'un ordre de sa main pour garder toutes les frontières et toutes les côtes contre ceux qui se faisaient un devoir de la fuite. Cinquante mille familles sortirent du royaume, emportant avec elles l'industrie, le commerce, les manufactures et les arts. L'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, la Suisse, les reçurent à bras ouverts. Un faubourg entier de Londres fut peuplé d'ouvriers en soie, en cristaux, en aciers. Berlin devint une ville ; la Prusse fut défrichée. C'est à des Français que la maison de Brandebourg a dû son élévation. Amsterdam tint sa promesse et bâtit mille maisons pour les émigrés. Les Etats-Généraux s'en firent des officiers pour discipliner leurs troupes. Ces mêmes souverains de Savoie et de Piémont, qui avaient exercé tant de cruautés contre les réformés de leur pays, soudoyaient ceux de France, et ce n'était pas assurément par zèle de religion que le prince d'Orange les enrôlait. Devenu roi d'Angleterre, Guillaume s'en forma une garde de six cents gentilshommes et quatre régiments. Louvois crut avoir réparé sa faute en confisquant sur les émigrés 17,000,000 de biens-fonds. Trente ans de revers dessillèrent les yeux de Louis XIV. On dit que sur la fin de sa vie il s'écriait, comme Auguste : « Varus, rends-moi mes légions ! »

Pour irriter le peuple contre les protestants, on avait essayé de faire retomber sur eux les soupçons d'empoisonnement qui n'avaient cessé de circuler dans le public depuis le fameux procès de la marquise de



Louis XIV.

Brinvilliers. On y joignait une accusation de magie. Par une criminelle combinaison, les plus grands noms de France se trouvèrent prostitués par de sales incriminations avec des Bohémiens de la plus vile espèce. Nous empruntons encore à Voltaire le récit dramatique de cette mystérieuse affaire.

Ces événements, qui réveillaient les émotions populaires, en faisant descendre sur le banc des accusés des hommes comme Luxembourg, des femmes comme la comtesse de Soissons; ces événements passaient inaperçus sous les yeux du grand roi, qui se croyait aussi bien le maître de l'Europe après le traité de Nimègue qu'après celui d'Aix-la-Chapelle. En ce moment, il méditait d'affermir en Angleterre les Stuart catholiques, et d'humilier à la fois la Hollande et l'Allemagne protestantes : il y avait connexion entre ses démonstrations belliqueuses au dehors et les dragonnades du Languedoc. Aussi, au moment où l'Empire, l'Espagne, la Hollande, licenciaient leurs troupes, il faisait, lui, dans le royaume, des levées extraordinaires. Sans rallumer ostensiblement la guerre, il continuait ses conquêtes sur l'Allemagne. Les traités de Westphalie, d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue avaient donné à la France beaucoup de villes et de districts, « avec leurs dépendances. » Le mot était vague et très-extensible; l'ambition de Louis XIV le fit aussi large qu'elle put. Des Chambres dites de Réunion furent instituées dans les Parlements de Metz, de Besançon, et dans le Conseil souverain d'Alsace, siégeant à Brisach, pour rechercher tous les fiefs qui avaient relevé des trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, et des provinces d'Alsace, de Franche-Comté et de Flandre.

Les arrêts rendus par les magistrats étaient exécutés par un corps de troupes. C'est ainsi que Louis XIV s'empara successivement de Sarrebruck, Saarwerden, Falkenberg, Gemershein, sur l'électeur de Trèves, de Weldentz sur l'électeur Palatin, de Deux-Ponts sur le roi de Suède, de Lauterbourg sur l'évêque de Spire, de Montbéliard sur le duc de Wurtemberg, etc. Mais il y avait en Alsace une ville dont Louis convoitait depuis longtemps la possession; c'était Strasbourg, maîtresse du Rhin et fameuse par son artillerie. Tout à coup, vingt mille hommes parurent sous les murs de la place, commandés par le roi de France, en vertu d'un arrêt de la Chambre de Brisach, qui lui donnait toute l'Alsace en pleine souveraineté. L'on avait gagné les principaux magistrats, il n'y eut pas de résistance; la ville ouvrit ses portes, et Louis XIV y fit une entrée solennelle (30 septembre 1681). En se

retirant, il laissa Vauban pour fortifier cette ville, qui était déjà l'une des mieux bastionnées de l'Europe.

Le jour même de l'occupation de Strasbourg, le marquis de Boufflers entrait dans Casal, vendu au roi par le duc de Mantoue. Dans les années suivantes, les Chambres de Réunion, procédant toujours, à la grande satisfaction du maître, décrétèrent l'occupation de Courtrai, Dixmude et Luxembourg. La diète de Ratisbonne s'était épuisée en protestations inutiles : il était évident que Louis XIV voulait la guerre, et, sans prendre l'initiative, il annonçait assez, par ses armements, que la première déclaration ne le trouverait pas en défaut. Cent cinquante mille hommes bien armés, bien disciplinés, étaient exercés tous les jours dans des camps de manœuvres. Vauban, rénovateur de la science des fortifications, faisait de la France « un vaste camp retranché de vingt millions d'hommes. » Il opposait Huningue à Bâle pour couvrir le midi de l'Alsace, Landau à Philisbourg pour couvrir le nord, Phalsbourg à Bitche pour commander les Vosges, Sarrelouis pour défendre la plaine entre les Vosges et la Moselle. En même temps la France devenait une puissance maritime du premier ordre. Le port militaire de Brest fut agrandi, celui de Toulon fut créé, à frais immenses, pour contenir cent vaisseaux de guerre, avec un arsenal et un matériel considérable; on en fit autant à Dunkerque, plus encore à Rochefort; on créa des compagnies de gardes-marines; soixante mille nouveaux matelots furent levés parmi les marins des côtes. En peu de temps Louis XIV eut deux cents vaisseaux et cent mille hommes pour les monter. Le ministre qui déployait tant d'activité dans une carrière à la fois militaire et commerciale, à laquelle la France avait été si longtemps étrangère, était le fils du grand Colbert, le jeune marquis de Seignelay, nouveau rival de Louvois, qu'il allait attaquer au sein même de ses travaux favoris.

Et pour montrer à l'Europe que cette marine de fraîche date et mise à flot en un jour serait capable de tenir son rang parmi les marines rivales, Louis XIV envoyait ses escadres, sous les ordres de Duquesne, nettoyer la Méditerranée des pirates qui l'infestaient. « Il se vengea d'Alger avec le secours d'un art nouveau, dont la découverte fut due à cette attention qu'il avait d'exciter tous les génies de son siècle. Cet art funeste, mais admirable, est celui des galiotes à bombes, avec lesquelles on peut réduire des villes maritimes en cendres. Il y avait un jeune homme nommé Bernard Renaud, connu sous le nom de petit

Renaud, qui, sans avoir jamais servi sur les vaisseaux, était devenu un excellent marin à force de génie. Colbert, qui déterrait le mérite dans l'obscurité, l'avait souvent appelé au conseil de marine, même en présence du roi. C'était par les soins et d'après les lumières de Renaud que l'on suivait depuis peu une méthode plus régulière et plus facile pour la construction des vaisseaux. Il osa proposer dans un conseil de bombarder Alger avec une flotte. On n'avait pas l'idée que des mortiers à bombes pussent n'être pas posés sur un terrain solide. La proposition révolta. Il essuya les contradictions et les railleries que tout inventeur doit attendre ; mais la fermeté et cette éloquence qu'ont d'ordinaire les hommes vivement frappés de leur invention déterminèrent le roi à permettre l'essai de cette nouveauté: Renaud fit construire cinq vaisseaux plus petits que les vaisseaux ordinaires, mais plus forts de bois, sans pont, avec un faux tillac à fond de cale, sur lequel on maçonna des creux où l'on mit les mortiers. Il partit avec cet équipage, sous les ordres du vieux Duquesne, qui s'était chargé de l'entreprise et n'en attendait aucun succès. Duquesne et les Algériens furent étonnés de l'effet des bombes; une partie de la ville fut écrasée et consumée. Mais



cet art, porté bientôt chez les autres nations, ne servit qu'à multiplier

les calamités humaines, et fut plus d'une fois redoutable à la France, où il fut inventé. » (*Siècle de Louis XIV.*) Trois fois Alger, bombardé par Duquesne et d'Estrées, fut forcé de rendre les prisonniers chrétiens et d'implorer la paix. Mais en même temps Louis XIV, sacrifiant secrètement l'intérêt de la chrétienté à ses projets contre la maison d'Autriche, imitait François Ier, et s'alliait avec la Porte-Ottomane, en lui conseillant sous main de faire une invasion en Autriche pendant que les Hongrois se révolteraient de leur côté. L'empereur venait d'accéder à un traité signé à La Haye avec la Suède, la Hollande et l'Espagne, pour maintenir dans leur intégrité les dispositions des traités de Westphalie et de Nimègue. Docile aux insinuations de la France, une armée de deux cent mille Turcs, sans compter les Hongrois auxiliaires, sous les ordres du grand-vizir Kara-Mustapha, pénétra en Autriche jusqu'aux portes de Vienne. L'empereur Léopold, effrayé, s'enfuit à Lintz, et de Lintz à Passau, laissant sa capitale assiégée par les Barbares et presque sans défense. La présomption du grand-vizir, sa mollesse, son mépris brutal pour les chrétiens, son ignorance, sa lenteur, le perdirent : il fallait l'excès de toutes ces fautes pour que Vienne ne fût pas prise. Jean Sobieski, roi de Pologne, vainquit les Turcs avec le secours du duc de Lorraine.

Léopold rentra dans sa capitale, tandis que le grand-vizir trouvait à Constantinople le cordon pour prix de sa défaite. Louis XIV, qui n'avait fait à l'empereur cette fâcheuse situation que pour lui faire implorer son puissant secours, se trouva désappointé par la victoire de Sobieski; et, ne gardant plus de ménagements, il envoya en Belgique quarante mille hommes qui prirent Dixmude et Courtrai, bombardèrent Oudenarde, et mirent le siége devant Luxembourg, qui avait déjà été bloqué l'année précédente : « tout cela pour remplir, disait à « son tour le roi, l'esprit des traités de Nimègue. »

Louis XIV sentait lui échapper ses espérances de suzeraineté sur l'Europe : il devait voir que la médiation des Provinces-Unies, quelque avantageuse qu'elle lui eût été, avait été proposée tout à l'intention de l'empereur, pour le tirer au meilleur marché possible des mains d'un ennemi puissant, pour lui laisser reprendre haleine de la double étreinte qui avait pressé les flancs de son empire, à l'est et à l'ouest ; mais aux yeux de Louis XIV, comme à ceux de tout homme d'état, il était évident que ces temps de repos seraient courts, et que l'orgueil de l'Europe coalisée allait bientôt heurter de front l'orgueil

du roi de France. La fin de Philippe II avait été triste après son long rêve de monarchie universelle. Louis XIV semble mettre la fortune au défi. Il renouvela, cette année, la fameuse scène jouée au commencement du règne, de la soumission de l'Espagne à la suzeraineté du roi de France. Ce furent d'abord les ambassadeurs d'Alger, de Tunis et de Tripoli, qui vinrent implorer leur pardon au pied du trône.



Duquesne.

Tourville et d'Estrées avaient heureusement poursuivi contre les Barbares les succès de Duquesne. Il était arrivé que, lorsque les Algériens avaient rendu tous les esclaves chrétiens au capitaine de vaisseau d'Amfreville au nom du roi de France, quelques Anglais, qui étaient du nombre, s'étaient avisés de soutenir qu'on ne les mettait en liberté qu'en considération du roi leur maître. Alors le capitaine français avait

fait appeler les Algériens, et, remettant les Anglais à terre : « Ces gens-« ci, avait-il dit, prétendent n'être délivrés qu'au nom de leur roi, le « mien ne prend pas la liberté de leur offrir sa protection ; je vous les « remets, c'est à vous de montrer ce que vous devez au roi d'Angle-« terre. » Tous les Anglais furent remis à la chaîne.

Lorsque la nouvelle du bombardement d'Alger parvint à Tunis, la Porte-Ottomane s'empressa d'accorder à l'ambassadeur de France, M. de Lointel, les honneurs du sofa, que le grand-vizir lui avait jusque là refusés. Duquesne, qu'on pourrait s'étonner de ne plus voir poursuivre ses succès dans une mer où sa gloire s'était produite et développée tout d'abord, avait reçu du roi la mission d'humilier une cité plus importante que les villes africaines. La république de Gênes s'était mise sous la protection de l'Espagne et avait construit des galères pour son service; quatre se trouvaient encore sur le chantier. Elle avait eu le tort plus grand de vendre des munitions aux Algériens. Louis XIV fit défendre aux magistrats par son envoyé Saint-Olon, l'un de ses gentilshommes ordinaires, de lancer une seule des quatre galères que réclamait l'Espagne. Les Génois, comptant sur la protection de cette puissance, ne tinrent aucun compte de l'injonction de l'envoyé français. Aussitôt une flotte de quatorze vaisseaux, vingt galères, dix galiotes à bombes et cent dix bâtiments de transport, montés par quinze mille hommes, sortit du port de Toulon, sous les ordres de Duquesne, du ministre de la marine Seignelay en personne, et du duc de Mortemar. Pendant douze jours la ville fut perpétuellement exposée au feu de la flotte. Les galiotes y jetèrent quatorze mille bombes ; quatorze mille hommes débarqués s'avancèrent jusqu'aux portes et brûlèrent le faubourg de Saint-Pierre d'Arène. La moitié de la ville était réduite en cendres, force fut aux magistrats de s'humilier. Le roi exigea que la république rompît toute relation avec l'Espagne, que le doge lui-même et ses principaux sénateurs vinssent implorer sa clémence au palais de Versailles, et cela malgré la loi qui défendait au doge de quitter la ville confiée à ses soins, sous peine d'être déchu de son rang. « Imperiali Lescari, doge de Gênes, avec les sénateurs Lomellino, Garibaldi, Durazzo et Salvago, vinrent à Versailles faire tout ce que le roi exigeait d'eux. Le doge, en habit de cérémonie, parla, couvert d'un bonnet de velours rouge qu'il ôtait souvent ; son discours, ses marques de soumission, étaient dictés par Seignelay. Le roi l'écouta assis et couvert; mais, comme dans toutes les actions de sa vie il joignait la

politesse à la dignité, il traita Lescari et les sénateurs avec autant de



bonté que de faste. Les ministres Louvois, Croissy et Seignelay leur firent sentir plus de fierté. Aussi le doge disait : « Le roi ôte à nos cœurs « la liberté par la manière dont il nous reçoit, mais ses ministres nous « la rendent. » Tout le monde sait que le marquis de Seignelay lui ayant demandé ce qu'il trouvait de plus singulier à Versailles, il répondit : « C'est de m'y voir. »

Aux hommages de l'Europe et de l'Afrique, Louis XIV voulut joindre ceux de l'Asie ; alors eut lieu la comédie de l'ambassade de Siam. « Cet extrême goût que Louis XIV avait pour les choses d'éclat fut encore bien plus flatté par l'ambassade qu'il reçut de Siam, pays où l'on avait ignoré jusqu'alors que la France existât. Il était arrivé, par une de ces singularités qui prouvent la supériorité des Européens sur les autres nations, qu'un Grec, fils d'un cabaretier de Céphalonie, nommé Phalk Constance, était devenu bascalon, c'est-à-dire premier ministre du grand-vizir du royaume de Siam. Cet homme, dans le dessein de s'affermir et s'élever encore, et dans le besoin qu'il avait de se-

cours étrangers, n'avait osé se confier ni aux Anglais ni aux Hollandais, voisins trop dangereux dans les Indes. Les Français venaient d'établir des comptoirs sur les côtes de Coromandel, et avaient porté dans les extrémités de l'Asie la réputation de leur roi. Constance crut que Louis XIV serait flatté par un hommage venant de si loin sans être attendu. La religion, dont les ressorts font jouer la politique du monde depuis Siam jusqu'à Paris, servit encore à ce dessein. Il envoya, au nom du roi de Siam, son maître, une solennelle ambassade avec de grands présents pour Louis XIV, pour lui faire entendre que le roi indien, charmé de sa gloire, ne voulait faire ce traité de commerce qu'avec la nation française, et qu'il n'était même pas éloigné de se faire chrétien. La grandeur du roi flattée et sa religion trompée l'engagèrent à envoyer au roi de Siam deux ambassadeurs et six jésuites, et depuis il y députa des officiers avec huit cents soldats; mais l'éclat de cette ambassade siamoise fut le seul fruit qu'on en retira. Constance périt quatre ans après, victime de son ambition; quelque peu de Français, qui restèrent auprès de lui, furent massacrés, d'autres obligés de fuir; et sa veuve, après avoir été sur le point d'être reine, fut condamnée, par le successeur du roi de Siam, à servir dans la cuisine, emploi pour lequel elle était née. » (*Siècle de Louis XIV.*)

Après cette magnifique démonstration de son pouvoir et de ses prétentions dominatrices, Louis XIV se crut en droit de rudoyer les princes d'Europe, jusqu'au pape même, Innocent XI, qui s'avisait de blâmer le roi de France de son alliance avec la Turquie. Les ambassadeurs des cours de l'Europe, à Rome, possédaient un droit de franchise et d'asile qu'ils étendaient sur tous les quartiers voisins de leurs hôtels. Le pape avait obtenu de l'empereur, du roi d'Espagne, de celui de Pologne et du nouveau roi d'Angleterre, le catholique Jacques II, leur renonciation à ces droits qui compromettaient la sûreté de Rome en entravant l'action de la police. Le nonce romain avait fait auprès de Louis XIV la même demande. C'était assez que les autres princes eussent cédé aux désirs du pape, pour que Louis XIV refusât; il répondit aux représentations du nonce : « Je n'ai jamais été réglé par l'exemple « d'autrui, et Dieu m'a établi au contraire pour servir d'exemple aux « autres ; » et comme pour effrayer le pontife, à la mort du duc d'Estrées il envoya à Rome un nouvel ambassadeur, le marquis de Lavardin, homme fier et intraitable, qui fit son entrée dans la ville, malgré la défense du pape, escorté de quatre cents gardes de la

marine, de quatre cents officiers volontaires, et de deux cents hommes de livrée, tous armés. A peine eut-il pris possession de son hôtel, qu'il fit placer des sentinelles autour de son quartier en faisant faire des rondes comme dans une place de guerre appartenant au roi. Innocent employa contre lui les armes de l'excommunication. L'ambassadeur résista, le roi de France fit arrêter le nonce à Paris, occuper Avignon, et le pape fut obligé de se soumettre. Enorgueilli de ces triomphes, Louis XIV attendit de pied ferme les attaques de l'Europe, qui se liguait de nouveau contre lui.

Après la trêve de Ratisbonne, Léopold, comme empereur et comme archiduc d'Autriche; le roi d'Espagne, comme prétendant au duché de Bourgogne; le roi de Suède, pour ses possessions en Allemagne; l'électeur de Bavière, en son nom et en celui du cercle de Bavière; le cercle de Franconie, la maison de Saxe et les états ou cercles du Haut-Rhin, avaient projeté, le 9 juillet 1686, à Augsbourg, une ligue dont le but était de maintenir les traités de Westphalie, de Nimègue et la trêve de Ratisbonne. Cette ligue fut définitivement conclue l'année suivante pendant le carnaval, à Venise, où se rendit le duc de Savoie. Le moteur de cette ligue était le prince d'Orange. Louis XIV voulut alors montrer aux confédérés qu'il ne se laissait pas surprendre, et que la prétendue trêve de vingt ans qu'il avait signée à Ratisbonne n'avait jamais été dans ses vues qu'un prétexte pour rassembler ses forces et les lancer sur l'Allemagne. Aux dispositions négatives des princes, il opposait des prétentions offensives fondées sur les deux faits suivants : par sa belle-sœur la duchesse d'Orléans, il prétendait à la succession palatine que lui déniait la coalition; et par l'élévation du cardinal de Furstemberg à l'électorat de Cologne, il voulait renverser le prince Clément de Bavière, soutenu par les confédérés. La duchesse d'Orléans, écartée, par la constitution germanique et la bulle d'Or, du trône électoral, ne pouvait réclamer que la succession allodiale de son frère; cette succession allodiale comprenait la majeure partie du Palatinat. Le nouvel électeur, Philippe Guillaume, de la branche de Neubourg, répondait que ces fiefs, quelle que fût leur origine, une fois incorporés à l'électorat, appartenaient sans partage à l'héritier féodal. Quant au second grief, voici ce qui s'était passé à Cologne. Pendant la maladie du dernier évêque, le roi avait répandu dans le chapitre de l'argent et des promesses, si bien que le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, fut promu par le

chapitre à l'électorat, d'abord comme coadjuteur, puis, à la mort de l'électeur Ferdinand, comme titulaire.

Mais, d'après le concordat germanique, il fallait que le nouvel élu fût confirmé dans son évêché par le pape, dans son électorat par l'empereur; or, ni Léopold ni le pape Innocent XI n'étaient assez les amis du roi de France pour laisser son protégé maître d'une des grandes principautés d'Allemagne. Ils opposèrent au cardinal le prince Clément de Bavière, que le pape déclara éligible, quoiqu'il n'eût pas l'âge voulu, et qu'il n'eût eu dans le chapitre que neuf voix sur vingt-quatre. Innocent passa sur cette difficulté, et le confirma dans une élection très-contestable. Les deux rivaux s'en remirent à la force des armes. Furstemberg reçut garnison française à Bonn, Kaiserwert, Rhinberg et Neuss. Cologne fut occupée par un corps de troupes brandebourgeoises et palatines. Il était de l'intérêt de Louis XIV de soutenir son candidat : « Au moyen de Landau, Sarrelouis et Luxembourg, l'électorat de Trèves, celui de Mayence et le Palatinat étaient sous notre couleuvrine; il nous fallait l'électorat de Cologne pour être maîtres du Rhin. » Le roi publia un violent manifeste contre le pape et l'empereur, et le fit suivre par une armée de quatre-vingt mille hommes, commandée par le dauphin, âgé de vingt-sept ans, accompagné de Vauban et du maréchal de Duras. Après un mois de siége, Philisbourg ouvrit ses portes; en moins de deux mois, Manheim, Keiserlauter, Kreutznach, Worms, Spire, Trèves, Mayence, Heidelberg, Heibronn, tout le Palatinat, les trois électorats ecclésiastiques, furent conquis.

Tout à coup une révolution immense, fameuse dans l'histoire, arrêta les progrès de Louis XIV et le jeta dans cette voie de revers où la gloire seule d'une noble résistance a pu sauver son nom. Guillaume d'Orange, ce hardi stathouder de Hollande, qui déjà s'était élevé sur les ruines des Witt, avait épousé, sous le règne de Charles II, la fille protestante du duc d'York, catholique. La nation anglaise, irritée du triste rôle que Charles II lui avait fait jouer dans les grands débats politiques de l'Europe, n'avait pas vu sans défiance et sans chagrin le trône occupé, après sa mort, par le duc d'York. Jacques II semblait lui-même prendre à tâche de justifier ces défiances et ces craintes. Il recevait publiquement à sa cour le nonce du pape, faisait arrêter les évêques anglicans, , et marchait au rétablissement du catholicisme en Angleterre avec si peu de mesure, que les cardinaux de Rome, essayant de dissimuler leur frayeur sous une plaisanterie, di-

saient «qu'il fallait l'excommunier comme un homme qui allait perdre le peu de catholicisme qui restait en Angleterre.» C'était le moment où Louis XIV publiait sa révocation de l'édit de Nantes. Au milieu des haines soulevées par cet acte contre le roi de France, Jacques II s'unit plus étroitement avec lui, fait brûler par la main du bourreau les pamphlets publiés par les émigrés français, et annonce hautement ses intentions de rétablir dans tous leurs droits les catholiques. Torys et whigs, partisans du trône et du peuple, anglicans et presbytériens, grands et petits, firent cause commune contre ce roi fanatique, et le chef qu'ils choisirent fut l'époux de sa fille Marie, Guillaume d'Orange. Depuis quinze ans, Guillaume était en relation avec les chefs du parti populaire ou whig; rien ne lui fut plus facile, dans la circonstance actuelle, que de se concilier aussi les torys et d'isoler son beau-père au milieu de son royaume. Jacques, tout occupé de Rome, ne se doutait de rien; vainement Louis XIV, plus clairvoyant que lui, épiait les mouvements du prince d'Orange et avertissait Jacques, par les lettres les plus pressantes, de se tenir en garde, en lui dénonçant les armements secrets que son gendre faisait en Hollande; tout fut inutile : Jacques se contentait de répondre «qu'il était sûr de sa fille chérie.»

Louis voulut sauver le malheureux roi malgré lui : il fit avancer des troupes vers la Hollande, en déclarant «que la liaison d'amitié qu'il avait avec le roi de la Grande-Bretagne l'obligeait, non-seulement à le secourir, mais encore à regarder comme une infraction à la paix, et comme une rupture ouverte contre sa couronne, le premier acte d'hostilité qui serait fait par leurs troupes ou leurs vaisseaux contre Sa Majesté Britannique.» Ce fut alors que, pour sauver la Hollande et ses projets, Guillaume fit conclure la ligue d'Augsbourg. L'orgueil de Louis XIV se trouvant dès lors en jeu, il n'était guère probable qu'il le sacrifiât à l'intérêt du royaume, qui réclamait la guerre contre le prince d'Orange. D'ailleurs, Jacques ne venait-il pas de désavouer hautement Louis XIV, qui le prenait, disait-il, sous sa protection comme un petit prince de l'empire? » Ce fut donc en vain que le fils de Colbert, Seignelay, proposa de lancer contre les ports de Hollande une flotte considérable, et cinquante mille hommes sur Maestricht. Le rival de Colbert, Louvois, conseilla la guerre d'Allemagne; il fut écouté. Un mois après le commencement des hostilités, on apprit qu'une flotte de soixante vaisseaux et de sept cents bâtiments de transport, retenue

quelque temps dans les ports de Hollande par les vents contraires, avait débarqué le 15 novembre 1688 à Torbay, en Angleterre, le prince



d'Orange avec quatre mille cinq cents cavaliers, onze mille fantassins, outre un grand nombre de seigneurs anglais et de réfugiés français. Le prince, que Voltaire appelle dédaigneusement « rien autre chose qu'un « particulier illustre, qui jouissait à peine de 500,000 florins de rente, » le prince s'était fait précéder d'un manifeste déclarant que, « appelé par les seigneurs et communes d'Angleterre, il avait acquiescé à leurs vœux, parce que, comme héritier de la couronne, il était intéressé à la conservation des lois et de la religion du pays.... Un Parlement libre est le seul remède qu'on puisse apporter aux maux de la nation, et jamais un Parlement ne sera libre sous un roi qui règne sans égard aux lois...... Nous avons donc pris la résolution de passer la mer avec des forces suffisantes pour appuyer les décrets d'un Parlement rendu à sa liberté.... et aussi afin de pourvoir au maintien de la religion protestante, et à une bonne union tant entre l'église anglicane et les divers protestants, que pour la défense et le repos de tous ceux qui veulent vivre paisiblement sous le gouvernement. » Lorsque Jacques, désabusé trop tard, voulut défendre sa couronne, il ne retrouva pas même l'énergie qui fait gagner de pareilles causes : tout le monde l'abandonna. Anne, sa deuxième fille, et son mari, le prince de Danemark, son favori Churchill lui-même, abandonnèrent son camp. Arrêté

dans sa fuite, il fut reconduit de force à Londres par la populace qu'avaient ameutée quelques-uns de ses partisans ; Guillaume put trembler quelques instants, mais sa fortune et son audace l'emportent : il fait Jacques prisonnier dans son propre palais, et l'envoie sous bonne garde à Rochester, d'où le pauvre roi crut s'enfuir à l'insu de son gendre, qui ne voulait pas autre chose. Cette fuite décida la révolution : une convention nationale déclara déchus Jacques II et sa famille, et déféra la couronne à Guillaume et à Marie. Jacques débarqua en France. La reine, dont Lauzun avait protégé la fuite, s'était retirée à Saint-Germain avec le prince de Galles. Louis XIV était allé à sa rencontre jusqu'à Chatou, et lui avait dit : « Je vous rends, Madame, un triste « service ; mais j'espère vous en rendre bientôt de plus grands et de



« plus heureux. » Jacques, à son arrivée, fut reçu avec tous les honneurs dus à la majesté royale ; mais sa pusillanimité et ses dévotions outrées le rendirent ridicule à la cour de France. L'archevêque de Reims, frère de Louvois, disait tout haut dans son antichambre : « Voilà « un bonhomme qui a quitté trois royaumes pour une messe. »

Quelle que fût sa nullité, Louis XIV voulut s'en servir comme d'un

épouvantail contre Guillaume. A peine le nouveau roi d'Angleterre avait-il pris possession de son trône, qu'il avait formé contre la France une nouvelle coalition. Les bases en furent posées par l'alliance que l'empereur et les États-Généraux conclurent à Vienne le 12 mai 1689, et à laquelle accédèrent d'abord Guillaume III, roi d'Angleterre [20 décembre], et Charles II, roi d'Espagne [6 juin 1690]. Les confédérés convinrent de faire de concert la guerre à la France et de ne conclure la paix avec elle qu'aux termes des traités de Westphalie et des Pyrénées ; ils convinrent aussi de procurer au duc de Lorraine la restitution pleine et entière de ses états. Enfin, il fut arrêté que la succession d'Espagne, que Louis XIV se proposait de revendiquer pour le dauphin en cas de décès de Charles II, serait assurée à l'empereur et à ses héritiers. Le duc Victor-Amédée de Savoie adhéra à la grande ligue par deux alliances signées, l'une à Milan avec l'Espagne, l'autre à Turin avec l'empereur.

Mais déjà Louis XIV avait commencé la guerre. Trois cent cinquante mille hommes, répartis en quatre armées, se présentaient aux frontières de Flandre, du Rhin et des Pyrénées. Une flotte de vingt vaisseaux débarqua Jacques II en Irlande. A son départ, Louis XIV lui avait dit en l'embrassant : « Tout ce que je peux vous souhaiter de mieux est de ne « jamais nous revoir. » Jacques, reçu à Kinsale par le vice-roi Tirconnel, resté fidèle à sa cause, n'eut pas de peine à se faire bientôt reconnaître par l'Irlande catholique. Mais au lieu de passer en Écosse, où les montagnards de race gallique l'avaient proclamé et s'étaient mis en campagne, il perdit un temps précieux au siége de Londonderry, que défendait un presbytérien nommé Walker. Ce retard rendit inutiles les secours que lui envoyait la France. Le chevalier de Château-Renaud, vainqueur de la flotte anglaise commandée par l'amiral anglais Herbert, avait débarqué cinq mille hommes en Irlande, et à son retour il avait capturé cinq vaisseaux hollandais. Un nouveau convoi sortit encore des ports de Brest, de Rochefort et de Toulon. « Les ports d'Irlande et la mer de la Manche étaient couverts de vaisseaux français. » Enfin, une flotte de guerre de soixante-douze grands vaisseaux et de vingt brûlots, commandée par Tourville, vice-amiral de France, ayant sous ses ordres le chevalier de Château-Renaud, rencontra, le 10 juillet 1690, à la hauteur de Beachy-Hyde, dans le comté de Sussex, la flotte hollando-anglaise, forte de soixante vaisseaux et de trente frégates et brûlots, sous les ordres de l'amiral Herbert. On se battit pen-

dant dix heures; dix-sept vaisseaux des alliés, brisés et démâtés, allèrent échouer ou se brûler à la côte. Le reste se réfugia dans la Tamise et dans les bancs de la côte hollandaise. Enhardi par ce succès, Seignelay, « qui osait tout, » fit venir les galères de la Méditerranée dans l'Océan ; c'était un spectacle nouveau pour l'Angleterre. La flotte, ravitaillée au Havre, se partagea en plusieurs escadres de croiseurs; on se servit des galères pour opérer une descente à Tynemouth, où se trouvaient quatre vaisseaux de guerre et plus de trente vaisseaux marchands qui furent livrés aux flammes. Malheureusement, la flotte française n'avait pu prévenir le passage de Guillaume en Irlande. Jacques, après avoir levé le siége de Londonderry, après quatre mois d'obstination, s'était retranché sur la Boyne ; malgré les conseils de ses généraux, il voulut attendre l'ennemi dans son camp; Guillaume, qui avait avec lui l'un des plus célèbres émigrés français de 1685, le maréchal de Schomberg, passa la Boyne près de Drogheda, l'infanterie dans l'eau jusqu'aux épaules, la cavalerie à la nage. C'était le 11 juillet, le lendemain de la défaite que la flotte venait d'essuyer dans la Manche. Les Français combattirent seuls pour Jacques ; les Irlandais prirent la fuite. Le roi déchu ne se montra pas un seul instant au combat. Quant à Guillaume, qui avait vu tomber à ses côtés le vieux Schomberg, et avait eu lui-même l'épaule effleurée d'un coup de canon, il se battit vaillamment ; on le crut mort quelque temps, et le bruit s'en répandit en France. « Cette fausse nouvelle fut reçue à Paris avec une joie indécente et honteuse. Quelques magistrats subalternes encouragèrent les bourgeois et le peuple à faire des illuminations. On brûla dans plusieurs quartiers des figures d'osier qui représentaient le prince d'Orange, comme on brûle le pape à Londres. On tira le canon de la Bastille, non point par ordre du roi, mais par le zèle inconsidéré d'un commandant.» On croirait, sur ces marques d'allégresse et sur la foi de tant d'écrivains, ajoute Voltaire, que cette joie effrénée, à la mort prétendue d'un ennemi, était l'effet de la crainte qu'il inspirait : il n'en était rien. Guillaume, vainqueur de Jacques en Irlande, ne paraissait pas encore, aux yeux des Français, un ennemi digne de Louis XIV. Paris, idolâtre de son roi, le croyait réellement invincible. Les réjouissances ne furent donc point le fruit de la crainte, mais de la haine. La plupart des Parisiens, nés sous le règne de Louis, et façonnés au joug despotique, regardaient alors un roi comme une divinité, et un usurpateur comme un sacrilége. Le petit peuple, qui avait vu Jacques aller tous

les jours à la messe, détestait Guillaume hérétique. L'image d'un gendre et d'une fille ayant chassé leur père, d'un protestant régnant à la place d'un catholique, enfin d'un ennemi de Louis XIV, transportait les Parisiens d'une espèce de fureur ; mais les gens sages pensaient plus modérément. Guillaume, d'ailleurs, s'inquiétait peu de ce qu'on disait à Paris de la nouvelle de sa mort. Il s'affermissait tranquillement dans son nouveau royaume, et ralliait à lui tous les esprits par sa politique à la fois ferme et modérée. Jacques, désespérant de sa cause, s'embarqua à Waterford et retourna en France. Il lui restait cependant en Irlande un grand nombre de partisans et quelques places fortes ; Limerick, entre autres, vaillamment défendue par un capitaine des gardes, nommé Boisseleau, résista au vainqueur de la Boyne.

Louis XIV, dont on ne peut méconnaître d'ailleurs la générosité, avait besoin de tenir perpétuellement Guillaume en haleine dans son royaume. A peine Jacques avait-il mis le pied pour la seconde fois sur le sol français, que le roi de France faisait sortir du port de Brest une flotte de douze vaisseaux de guerre et de quarante bâtiments de transport, destinés à débarquer en Irlande trois mille hommes de troupes réglées, des ingénieurs, des canonniers, des bombardiers, deux cents maçons, des selles, des brides, des housses pour plus de vingt mille chevaux, des canons avec leurs affûts, des fusils, des pistolets, des épées pour armer vingt-six mille hommes, des vivres, des habits, et jusqu'à vingt-six mille paires de souliers. La bataille d'Aghrim ou de Kilkonnel [22 juillet 1691] mit tout ce matériel aux mains des Anglais. Vingt-cinq mille Irlandais, commandés par Saint-Ruth, furent défaits par dix-huit mille Anglais sous les ordres de Ginck. Saint-Ruth fut tué dans la bataille. Limerick ne put resister cette fois aux vainqueurs. Le chevalier de Château-Renaud recueillit sur sa flotte les Français auxiliaires et quinze mille Irlandais, qui préférèrent l'exil à l'*ilotisme* où fut réduite leur patrie, et dont elle peut à peine aujourd'hui se relever.

La révolution d'Angleterre avait arrêté les progrès de la France dans les électorats. En donnant des secours à Jacques II, il était impossible d'entretenir l'armée du Rhin sur un pied aussi formidable qu'aux premiers jours de la campagne, et de conserver tout le pays dont on venait de faire si rapidement la conquête. « Il vint à l'armée un ordre de Louis, signé Louvois, de tout réduire en cendre ; c'était un système d'intimidation familier au ministre. Les généraux français, « qui ne pouvaient qu'obéir, » dit Voltaire, furent donc obligés de pourchasser,

au cœur de l'hiver, les malheureux habitants du Palatinat et des provinces voisines. « C'était pour la seconde fois que ce beau pays était désolé sous Louis XIV; mais les flammes dont Turenne avait brûlé deux villes et vingt villages du Palatinat n'étaient que des étincelles en comparaison de ce dernier incendie. » Spire, Worms, Heidelberg, Manheim, et une multitude de bourgs et de villages furent réduits en cendres. Le Palatinat, l'électorat de Trèves et le margraviat de Bade furent couverts de ruines. Jamais les Vandales, qui à une autre époque avaient passé sur ce pays, n'avaient commis tant d'atrocités. Le principal agent de ces dévastations était un maréchal de camp nommé Méac, créature de Louvois. « Cet homme, disent les Mémoires du temps, avait de la valeur et avait très-bien fait le métier de partisan jusqu'à la dignité de colonel ; mais ces qualités étaient obscurcies par d'extrêmes défauts : entre autres, il avait celui de vouloir passer pour athée, et il soutenait qu'il n'y avait point de diable, parce qu'il avait, disait-il, fait toute chose au monde pour avoir commerce avec lui, sans pouvoir y réussir. Le maréchal de Duras l'avait principalement employé dans ces horribles incendies qui durèrent deux ans; il avait exécuté ces cruelles commissions avec la plus inflexible rigueur ; tous les paysans allemands le croyaient sorcier, et son nom était devenu l'effroi du peuple... Sa



fantaisie était de coucher avec deux grands loups, pour se mieux don-

ner l'air de férocité. » L'Allemagne tout entière se souleva pour protester en armes contre cette barbarie anti-sociale. A peine la diète de Ratisbonne eut-elle déclaré la guerre à Louis XIV, que trois armées menacèrent la France. La première, commandée par le prince de Waldeck, s'unit dans les Pays-Bas aux Hollandais, aux Espagnols et aux Anglais de Churchill, duc de Marlborough, et battit à Valcourt le maréchal d'Humières; la seconde, sous les ordres du duc de Lorraine, assiégea Mayence, où s'était renfermé le marquis d'Uxelles; et la troisième, dirigée par l'électeur de Brandebourg, assiégea Bonn, défendue par le baron d'Asfeld.

Ces deux places firent, pendant trois mois, une résistance opiniâtre; mais l'inertie du maréchal de Duras, qui devait les secourir, les réduisit à capituler. Le maréchal d'Uxelles avait fait vingt et une sorties: ce fut le défaut de poudre qui le força de se rendre. Cependant, «Paris, cette ville immense, pleine d'un peuple oisif qui veut juger de tout, et qui a tant d'oreilles et tant de langues avec si peu d'yeux, » dit Voltaire, se fit un devoir d'insulter le marquis d'Uxelles. « Cet homme, à qui les bons officiers donnaient de justes éloges, étant, au retour de la campagne, à la comédie, sur le théâtre, reçut les huées du public; on lui cria : Mayence. Il fut obligé de se retirer, non sans mépriser, avec les gens sages, un peuple si mauvais estimateur du mérite, et dont cependant on ambitionne les louanges. » Cette campagne avait coûté à la France cent vingt millions, car Colbert n'avait laissé à personne le secret de son génie financier. L'année suivante, Luxembourg, l'accusé de la Chambre ardente, rentré en grâce auprès du roi, remplaça d'Humières aux Pays-Bas, malgré Louvois, dont la faveur baissait singulièrement. « Je vous promets, dit le roi à Luxem-« bourg, qui partait, que j'aurai soin que Louvois aille droit. Je l'o-« bligerai de sacrifier au bien de mon service la haine qu'il a pour « vous : vous n'écrirez qu'à moi, vos lettres ne passeront pas par lui. » La France avait cinq armées faisant toutes la guerre : Luxembourg en Flandre, Boufflers dans la Moselle, de Lorges avec le dauphin en Allemagne, Noailles en Catalogne, et Catinat en Italie.

En Flandre, le prince de Waldeck, vainqueur du maréchal d'Humières, s'était porté sur la Sambre, derrière Fleurus, près de Charleroi, pour attendre la jonction de l'électeur de Brandebourg, qui manœuvrait du côté de la Moselle. Luxembourg résolut de gagner l'électeur de vitesse : il parada sur la Sambre pour occuper l'ennemi, donna à Bouf-

flers le temps de le rejoindre, et enfonça les retranchements du camp de Fleurus; huit mille prisonniers, six mille morts, deux cents drapeaux, toute l'artillerie, furent les trophées de cette belle victoire. Malheureusement, Luxembourg perdit l'occasion d'en profiter; il laissa les fuyards se rallier à Bruxelles derrière l'armée de l'électeur, dont les forces supérieures ne lui permettaient pas de l'attaquer de front. Sur le Rhin, les quatre-vingt-dix mille hommes du dauphin et du maréchal de Lorges restèrent l'arme au bras en présence de l'électeur de Bavière, successeur de Charles de Lorraine, sans risquer la bataille. Il en fut de même en Catalogne; mais l'armée d'Italie se montrait digne de rivaliser avec celle de Luxembourg. Catinat s'était dirigé, avec vingt mille hommes, sur Saluces, tandis qu'un corps de troupes, détaché de l'armée du Rhin, soumettait la Savoie. Le duc de Savoie, qui essayait de couper les communications de Catinat avec Feuquières, qu'il avait laissé derrière lui, s'était maladroitement engagé dans une mauvaise position, près de l'abbaye de Staffarde : il fut complétement battu. Le résultat de cette victoire fut de donner aux Français Suze, Saluces, et, l'année suivante, Villefranche, Nice et Montmélian, réputé imprenable.

Dans les Pays-Bas, le roi avait lui-même repris le commandement de l'armée. Guillaume III, qui avait repassé la mer, et laissé à ses lieutenants le soin de pacifier l'Irlande, ne put l'empêcher de prendre Mons, qui se rendit après neuf jours de tranchée ouverte. Le roi d'Angleterre fut plus heureux devant Liége; le marquis de Boufflers, qui l'assiégeait, fut obligé de se retirer devant lui. La retraite des deux rois, qui crurent avoir assez fait chacun de son côté, ne termina pas la campagne; Luxembourg surprit le prince de Waldeck dans sa retraite, et battit son arrière-garde au combat de Leuze.

La campagne de 1692 s'ouvrit par la prise de Namur, à laquelle assistèrent Louis XIV et Guillaume, le premier, comme acteur principal, le second, comme spectateur forcé; Luxembourg l'avait tenu en échec tout le temps du siége. Guillaume voulut prendre sa revanche avec le malencontreux général. Luxembourg, trompé par de faux avis, s'était tranquillement engagé dans un défilé entre Steinkerque et Enghien. Tout à coup, il apprend que la brigade de Bourbonnais vient d'être mise en déroute par le roi d'Angleterre : Luxembourg, malade, rallie les fuyards, se met à la tête d'une brigade des gardes avec le duc d'Orléans, le prince de Condé, M. le duc, petit-fils du grand Condé,

le duc de Vendôme, et lance M. de Choiseul à la tête de la maison du roi contre une position avantageuse qu'occupaient les Anglais. En peu d'instants la bataille fut rétablie. La cavalerie, qui ne pouvait donner



dans ce terrain montagneux, resta spectatrice du combat; ce fut la première victoire que l'infanterie gagna toute seule; elle eut une immense popularité. « Les princes, s'étant habillés avec précipitation pour le combat, avaient passé négligemment leur cravatte de dentelle autour du cou; les femmes portèrent des ornements faits sur ce modèle : on les appela des *Steinkerques.* Toutes les bijouteries nouvelles étaient à la Steinkerque. » Luxembourg devint l'idole de la nation; on ne l'appelait plus que « le tapissier de Notre-Dame. »

Jusque dans la défaite, la France savait trouver une gloire incontestable. Louis XIV n'avait pas désespéré de rétablir Jacques II au moins en Irlande, et d'enchaîner ainsi, au milieu de ses états, son ambitieux rival, Guillaume d'Orange. Seignelay était mort, mais il avait laissé une florissante marine. Le secrétaire-d'état Pontchartrain se pa-

vana de son héritage aux yeux de Louis XIV, et n'eut pas de peine à rassembler, entre La Hogue et Cherbourg, trois cents vaisseaux de transport laissés tous en état par ses prédécesseurs. Ces bâtiments devaient embarquer quinze mille hommes sous les ordres de Jacques et du maréchal de Bellefond; Tourville et le comte d'Estrées avaient ordre de balayer la Manche, où croisait l'amiral anglais Russel. Tourville louvoyait en attendant l'escadre du comte d'Estrées, forte de trente vaisseaux. Mais le vent changea, le comte ne put rejoindre Tourville. Louis XIV, qui croyait avoir des intelligences sûres dans la flotte ennemie, donne ordre formel à son amiral de livrer bataille. Tourville, dont l'escadre ne se composait que de quarante-quatre vaisseaux et onze brûlots, rencontra près de La Hogue la flotte hollando-anglaise, forte de près de cent voiles et dix-huit brûlots. La supériorité du nombre donna la victoire aux alliés. Mais le combat dura dix heures, et Tourville ne laissa pas à l'ennemi un seul vaisseau. Malheureusement, le port de Cherbourg ne pouvait recevoir ni protéger la flotte française. Trois navires que le vent y retint furent incendiés après une longue résistance; douze autres que Tourville avait échoués dans la rade ouverte de La Hogue, furent aussi livrés aux flammes; le reste se retira à Brest et à Saint-Malo, le seul port fortifié que la France eût sur le canal de la Manche. « Tourville est-il sauvé? » demanda Louis XIV à la nouvelle de la perte de la bataille, « car pour des vaisseaux on en « peut trouver, mais un officier comme lui, on n'en trouverait pas ai- « sément. » L'amiral vaincu reçut le bâton de maréchal.

La défaite de La Hogue ne fut pas, quoi qu'on ait pu dire, la ruine de la marine française. Quelques jours après la bataille, les vaisseaux retirés à Saint-Malo s'étaient emparés de deux flottes marchandes. L'année suivante, les deux escadres de Tourville et d'Estrées formaient ensemble quatre-vingt-quinze vaisseaux. Le 27 juin 1693, Tourville atteignit, entre Lagos et Cadix, un convoi du Levant escorté de vingt-sept vaisseaux de guerre commandés par l'amiral Rook. Il ne s'échappa que quinze navires de l'escorte, le reste fut pris ou coulé avec le convoi de quatre-vingts voiles. Cette victoire coûta aux alliés plus de quarante millions. Mais ce n'étaient pas tant les flottes royales que les corsaires, qui faisaient tort au commerce de l'Angleterre et de la Hollande. Des escadres ou de simples croiseurs, commandés par Duguay-Trouin, Jean Bart, Forbin, Nesmond, Pointis, Ducasse, enrichissaient des dépouilles des marchands de Londres, de Cadix ou d'Amsterdam.

les armateurs de Dunkerque, de Dieppe, du Havre, de Saint-Malo. En neuf ans, cette dernière ville captura deux cent soixante-deux vaisseaux de guerre et trois mille trois cent quatre-vingts bâtiments marchands. Les Anglais crurent avoir bon marché de ces bicoques. Saint-Malo fut attaquée la première; mais la machine infernale qui devait la réduire en cendres manqua son effet; elle éclata à une demi-lieue en mer.

L'année suivante, ce fut le tour des autres villes. Les Anglais tentèrent vainement un coup de main sur Brest : Vauban avait armé la rade de quatre cents bouches à feu; mais Dieppe fut réduite en cendres; le Havre fut inutilement bombardé; deux nouvelles machines infernales échouèrent devant Dunkerque comme la première devant Saint-Malo. Les Hollandais eurent même la douleur de voir sur leurs côtes un corsaire de Dunkerque, Jean-Bart, disperser leur flotte, leur reprendre un convoi de blé que Louis XIV faisait venir de la Baltique, et rentrer à Dunkerque au milieu d'une flotte anglaise qui bloquait le port. Luxembourg, vainqueur à Steinkerque, se rappelait que Guillaume avait tenté de le surprendre; il était d'autant plus désireux de ne pas rester en retour avec lui, que Guillaume venait d'échapper avec quarante mille hommes au roi, qui le tenait enfermé avec cent mille, comme Turenne tenait Montécuculli, dix-huit ans auparavant, à Saltzbach. On se souvient que Louis XIV avait déjà laissé échapper l'occasion de battre Guillaume, en 1676, au siége de Bouchain. Ce fut, du reste, la dernière fois qu'il parut à l'armée.

Au moment où Guillaume croyait Luxembourg occupé sous les murs de Liége, après avoir mis en déroute l'Autrichien Tilly, près de Maestricht, le maréchal attaquait son camp retranché de Nerwinde, garni de cent canons. Trois fois le village fut enlevé et repris. Luxembourg s'était jeté lui-même dans les retranchements. Guillaume, à la tête du régiment français de Ruvigny, formé de gentilshommes protestants, repoussa l'attaque pendant dix heures. Enfin, la maison du roi, qui n'avait pas encore donné, ayant pris Nerwinde à revers, mit définitivement Luxembourg en possession du village. « Oh ! l'insolente nation ! » s'était écrié Guillaume en reculant sous la charge de la cavalerie française. Ce mouvement décida du gain de la bataille; les alliés se mirent en pleine retraite. La perte des ennemis fut considérable; ils laissèrent sur le champ de bataille douze mille morts, deux mille prisonniers, soixante-seize pièces de canon, huit mortiers, neuf pontons, leur

matériel d'artillerie, soixante étendards et vingt-deux drapeaux. Il est vrai que Luxembourg avait perdu huit mille hommes. « C'est à cette occasion qu'on disait qu'il fallait chanter plus de *De profundis* que de *Te Deum*. Si quelque chose, ajoute Voltaire, pouvait consoler des horreurs attachées à la guerre, ce serait ce que dit le comte de Salm, blessé et prisonnier dans Tirlemont. Le maréchal de Luxembourg lui rendait des soins assidus. « Quelle nation êtes-vous? lui dit le prince; il n'y a « point d'ennemis plus à craindre dans une bataille, ni d'amis plus gé- « néreux après la victoire. »

Catinat semblait, lui aussi, ne pas vouloir rester en arrière avec le vainqueur de Fleurus, de Steinkerque et de Nerwinde. Le duc de Savoie, qui, après la bataille de Staffarde, avait reçu du renfort et repris l'offensive, s'était jeté sur les frontières du Dauphiné. Repoussé par Catinat, il s'arrêta au siége de Pignerol. Pour faire diversion, le maréchal feignit de vouloir attaquer Turin, et attira l'ennemi dans un lieu, près la Marsaille, où le duc de Savoie se trouva forcé de combattre. Le gain de la bataille fut décidé par la charge à la baïonnette de vingt bataillons français; c'était encore une victoire d'infanterie. L'ennemi laissa douze mille hommes et toute son artillerie sur le champ de bataille, et abandonna le Piémont aux vainqueurs. Sur le Rhin, la guerre continuait à dévaster le pays; et les généraux qui ravageaient officiellement, qui se souillaient des plus grandes cruautés à Heidelberg, affectaient une extrême sévérité avec les maraudeurs. « Ils faisaient pendre, dit Villain, jusqu'à vingt soldats par jour. »

La campagne de l'année 1694 ne fut signalée par aucun succès remarquable, si ce n'est la victoire de Ter, remportée par Noailles sur les Espagnols; encore échoua-t-il au siége de Barcelonne. Il faut citer seulement comme un chef-d'œuvre stratégique la fameuse marche de Luxembourg, qui, à l'insu de Guillaume d'Orange, franchit quarante lieues en quatre jours, et, par cette rapide manœuvre, couvrit les frontières depuis l'Escaut et la Lys jusqu'à l'Océan, et sauva les villes de la Flandre maritime, que Guillaume voulait resserrer entre son armée et sa flotte.

Ce fut la dernière comme la plus belle campagne de Luxembourg. Ce grand capitaine, digne élève de Turenne et de Condé, mourut à Versailles, le 4 janvier 1695, âgé de soixante-sept ans. Sa charge de capitaine des gardes et son commandement furent donnés au maréchal de Villeroi, courtisan qui ne fit jamais que des fautes.

Luxembourg était mort, Seignelai était mort, Louvois lui-même était mort. Le roi, qui s'était bien trouvé d'avoir confié quelques instants la marine au fils de Colbert, eut aussi quelque espoir dans le fils de Louvois, Barbezieux, jeune homme de vingt-quatre ans. « J'ai



« formé votre père, lui dit-il, je vous formerai de même. » Louis XIV n'allait donc plus avoir sous la main les belles armées que lui donnait Louvois, tout équipées, tout enthousiastes. La marine et les finances réunies accablaient un homme habile peut-être, Pontchartrain; mais ne fallait-il pas le génie de Colbert pour entretenir une marine qui n'avait pas eu d'enfance, née tout en flottes de guerre, et pour trouver, dans la France épuisée, de l'argent comme Louvois y trouvait des hommes? Voltaire résume la situation en quatre phrases : « Il commençait à devenir difficile en France de faire des recrues, et encore plus de trouver de l'argent. La rigueur de la saison, qui détruisit les biens de la terre en ce temps, apporta la famine. On périssait de misère au

bruit du *Te Deum* et parmi les réjouissances. Cet esprit de confiance et de supériorité, l'âme des troupes françaises, diminuait déjà un peu. »

Villeroi n'était pas fait pour l'entretenir. A la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes, il laissa Guillaume III reprendre Namur, où s'était jeté, avec sept régiments de dragons, le maréchal de Boufflers. Au lieu d'agir directement sur les assiégeants, puisqu'il avait la supériorité du nombre, il crut sauver Namur en prenant Dixmude et bombardant Bruxelles : ce fut une cruauté inutile.

Depuis dix ans, la guerre avait absorbé 703,418,000 fr. La refonte et l'altération des monnaies avaient donné 40 millions. La taille avait été doublée, les petites villes érigées en gouvernements; les titres de noblesse, les fonctions municipales vendues; quarante mille officiers nouveaux créés en trente ans. « Pontchartrain, disent les *Mémoires de Choisy*, avait trouvé, en huit ans, 150 millions avec du parchemin et de la cire, en imaginant des charges et en faisant des marottes qui ont été bien vendues. La nécessité fit créer un impôt, le dernier et le plus juste de tous : ce fut la capitation. Tous les chefs de famille, sans distinction d'ordre ni de rang, étaient contribuables et partagés en vingt-deux classes, le roi en tête. Cet impôt rapporta 22 millions. Le peuple s'apercevait de l'embarras du gouvernement; la guerre et l'ambition de Louis XIV étaient devenues impopulaires : on chansonnait, comme c'est l'usage en pareille circonstance, on chansonnait madame de Maintenon, le Père Lachaise, les jésuites, les bâtards. Il y en avait qui osaient attaquer jusqu'au roi, jusqu'à l'appeler le fils de Mazarin. Les pamphlets calvinistes couraient le royaume, et n'épargnaient pas le révocateur de l'édit de Nantes; c'était l'Assuérus de la France qui s'était fait pape, mufti, grand-pontife, et prince absolu sur les choses sacrées. »

Tout annonçait la lassitude de la guerre; Louis XIV lui-même commençait à s'en fatiguer. Il eût été impolitique d'offrir ou plutôt de demander la paix aux alliés en masse : mieux valait, comme on avait fait à Nimègue, séparer les intérêts, faire à chacun sa part de concessions. Dès 1693, Louis XIV avait invoqué la médiation du roi de Suède, et des propositions avaient été communiquées par le médiateur aux Etats-Généraux et à l'empereur. Pendant que toute l'attention était absorbée de ce côté, Louis XIV députa d'abord au duc de Savoie le comte de Tessé, puis le maréchal de Catinat. Un projet de traité fut arrêté d'a-

bord à Notre-Dame-de-Lorette; puis le traité se conclut définitivement à Turin (20 août 1696). Louis XIV rendit au duc toutes ses conquêtes, même Pignerol, dont les fortifications durent être rasées. On stipula le mariage de Marie-Adélaïde, fille de Victor-Amédée, avec le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV; enfin le duc de Savoie dut être dorénavant traité sur le pied des souverains couronnés.

Il arriva ce qu'on avait prévu : chacun fit sa paix à part. L'Espagne, puis l'empereur, souscrivirent à la neutralité de l'Italie, stipulée dans ce traité. Enfin un congrès s'ouvrit à Ryswick, en Hollande, sous la médiation de la Suède. Le roi s'y fit représenter par MM. de Harlay, de Crécy et de Callières.

Les négociations paraissaient devoir traîner en longueur : les armées se mirent en devoir de les hâter. En Flandre, Ath tombe entre les mains du maréchal de Catinat. En Espagne, Barcelone, assiégée par terre et par mer, se rend, après cinquante-deux jours de siége, au duc de Vendôme et au comte d'Estrées. Vendôme fut fait vice-roi de Catalogne, et le comte de Coigny gouverneur de Barcelone. Dans le Nouveau-Monde, le chef d'escadre de Pointis surprend Carthagène, la ville la plus riche du Mexique, fait éprouver aux Espagnols une perte de 30 millions, et retourne en France après avoir évité les croisières anglaises, tandis que Duguay-Trouin enlevait une flotte hollandaise venant de Bilbao.

L'Espagne se hâta de conclure. Le 20 septembre 1697, fut signée la paix entre l'Angleterre, l'Espagne, la Hollande et la France. Toutes les conquêtes faites par Louis XIV depuis le traité de Nimègue furent restituées, et Guillaume III solennellement reconnu comme roi d'Angleterre, à l'exclusion des Stuarts. Le traité avec l'empereur et l'empire ne fut signé que le 30 octobre. Louis XIV garda Strasbourg, mais il rendit toutes les villes acquises depuis le traité de Nimègue, et Fribourg, et Philisbourg, et Brisach. Léopold, fils du duc Charles V, rentra en possession de la Lorraine, sauf Sarrelouis, le roi de France se réservant le droit de libre passage à travers le duché. Clément de Bavière fut reconnu par Louis XIV électeur de Cologne; le cardinal de Furstemberg réintégré dans ses biens, honneurs et dignités, par l'empereur; enfin les prétentions de la duchesse d'Orléans à la succession palatine n'obtinrent qu'une indemnité pécuniaire.

Quelle que fût la bonne volonté des parties qui intervinrent dans tous les traités faits depuis la paix de Westphalie pour maintenir ce que l'on

commençait à nommer l'équilibre européen, ces traités ne furent jamais, ou par la volonté de quelques hommes, ou par la force des choses, que des armistices. A Nimègue, comme à Aix-la-Chapelle, comme à Ratisbonne, c'était Louis XIV qui s'était réservé, *in petto*, le droit et l'occasion de recommencer la guerre; à Ryswick, il voulut la paix comme tout le monde : les circonstances en décidèrent autrement. L'un des contractants, Charles II, roi d'Espagne, de Naples et de Sicile, souverain de la Flandre, d'une partie de l'Italie, de plusieurs îles dans l'Océan, la Méditerranée et la mer des Indes, empereur du Mexique et du Pérou, languissait menacé d'une mort prochaine; il ne laissait pas d'héritiers directs; les prétendants avaient donc beau jeu. Sans parler du roi de Portugal, dont les droits ne reposaient que sur une vieille alliance du XVe siècle, il y avait le dauphin de France, soutenu par Louis XIV, l'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold, et le prince de Bavière, fils de l'électeur, protégés, l'un par la reine d'Espagne, l'autre par la mère de Charles II. Cette dernière princesse avait obtenu de son fils un testament en faveur du jeune prince de Bavière. Après la mort de la reine mère, en 1696, le comte de Harrach, ambassadeur de Léopold à Madrid, avait obtenu l'annulation du testament, et de nouvelles promesses en faveur de l'archiduc Charles. Les intrigues en étaient là quand furent conclus les traités de Ryswick. Guillaume III, qui craignait également de voir passer l'immense succession espagnole aux mains des Bourbons ou de la maison d'Autriche, proposa secrètement à Louis XIV un traité de partage éventuel; ce traité fut signé à La Haye, le 11 octobre 1698, par la France, l'Angleterre et la Hollande. On donnait au dauphin le royaume des Deux-Siciles, les présides de Toscane et le Guipuscoa; à l'archiduc Charles, le Milanais; au prince de Bavière, le reste de la monarchie espagnole en Europe et en Amérique. Le roi moribond, en apprenant qu'on déchirait sa monarchie de son vivant, en fut indigné; il déclara le prince de Bavière son héritier universel; mais le futur roi d'Espagne mourut quelques mois après à Bruxelles.

De nouvelles intrigues agitèrent les cours de Madrid, de Vienne, de Versailles, de Londres et de La Haye. En dépit de Charles II, un nouveau traité de partage fut arrêté à Londres, entre la France, l'Angleterre et les États-Généraux [mars 1700]. L'archiduc Charles eut, cette fois, la part qu'on avait d'abord faite au prince de Bavière; celle du dauphin fut augmentée de la Lorraine, en échange de laquelle le duc

Léopold dut avoir le Milanais. L'empereur fut assez aveugle pour ne pas accepter un traité si avantageux pour la maison d'Autriche ; il voulait tout ou rien : il fut satisfait sur le second point. Charles II, cédant aux sollicitations des grands d'Espagne, gagnés par le marquis d'Harcourt, ambassadeur de Louis XIV, et menacé d'une assemblée des *Cortes*, institua son héritier légitime et universel Philippe, duc d'Anjou, second fils du dauphin de France. Ce fut son dernier testament; un mois après il mourut, le 1er novembre 1700. « Le testament avait été tenu si secret, que le comte de Harrach se flattait encore que l'archiduc était reconnu successeur. Il attendit longtemps l'issue du Grand Conseil qui se tint immédiatement après la mort du roi. Le duc d'Abrantès vint à lui les bras ouverts. L'ambassadeur ne douta pas dans ce moment que l'archiduc ne fût roi, quand le duc d'Abrantès lui dit en l'embrassant : « *Vengo a desperdirme de la casa de Austria*, Je viens prendre congé de la maison d'Autriche. » Louis XIV avait eu si peu d'arrière-pensées en signant le traité de Ryswick, qu'il hésita longtemps avant d'accepter le testament de Charles II. Mais la majorité du Conseil s'étant déclarée en faveur de l'acceptation, ainsi que madame de Maintenon, il se rendit aux vœux des Espagnols. En sortant du Conseil il rencontra les princesses de Conti : « Hé bien ! leur dit-il « en souriant, quel parti prendriez-vous ? » puis, sans attendre leur ré- « ponse : Quelque parti que je prenne, ajouta-t-il, je sais bien que je « serai blâmé. »

Un mois après la mort de Charles II, Louis XIV envoyait son petit-fils en Espagne, en lui disant ce mot fameux : « Il n'y a plus de Pyrénées. » Philippe V avait été proclamé à Madrid le 14 novembre 1700 ; il fit son entrée solennelle dans sa capitale le 14 avril 1701. « L'Europe, dit Voltaire, parut d'abord dans l'engourdissement de la surprise et de l'impuissance, quand elle vit la monarchie d'Espagne soumise à la France, dont elle avait été trois cents ans la rivale. Louis XIV semblait le monarque le plus heureux et le plus puissant de la terre. Il se voyait, à soixante-deux ans, entouré d'une nombreuse postérité. Un de ses petits-fils allait gouverner, sous ses ordres, l'Espagne, l'Amérique, la moitié de l'Italie et les Pays-Bas. » L'Angleterre, la Hollande, le duc de Savoie, l'électeur de Bavière, avaient reconnu le nouveau roi ; l'empereur seul hasardait quelques timides protestations. Une faute pouvait changer les bonnes dispositions de l'Europe : madame de Maintenon exigea que Louis XIV la fît. Jacques II était mort à Saint-Ger-

main. Le Conseil refusait à son fils, connu sous le nom de chevalier de Saint-Georges, le titre de roi d'Angleterre. L'avis de la favorite prévalut : Jacques III fut reconnu le jour même où il avait été décidé au Conseil qu'on ne le reconnaîtrait pas. Guillaume ne s'était facilement plié à l'amitié du roi de France que parce que les torys de son Parlement l'avaient ainsi exigé : l'injure de Louis XIV lui rendit toute la liberté de sa haine, et cela au moment où les Hollandais venaient d'être gravement insultés. Vingt mille Français avaient pris possession des Pays-Bas, et forcé les troupes hollandaises d'évacuer toutes les places où elles tenaient garnison en vertu des conventions passées avec Charles II. Le 7 septembre 1701, fut conclu à La Haye un traité d'alliance entre l'empereur, le roi d'Angleterre, la Hollande, les électeurs Palatin, de Brandebourg et de Hanovre, « afin de procurer à Sa Majesté Impériale une satisfaction raisonnable touchant la succession d'Espagne, à la Grande-Bretagne et aux Provinces-Unies une sûreté satisfaisante pour leurs terres, commerce et navigation. » Guillaume fit ajouter un article spécial par lequel l'empereur s'engagea à ne faire aucune paix avec la France que la Grande-Bretagne n'eût reçu satisfaction de sa récente injure. Successivement la ligue s'accrut du roi de Prusse, Frédéric Ier, de tous les cercles d'Allemagne, du Portugal, de la Suède, de la Savoie. La mort arrêta Guillaume dans l'exécution de ses vastes projets [19 mars 1702]; mais il légua toute sa haine contre la France à sa belle-sœur Anne Stuart, femme du prince de Danemark, et seconde fille de Jacques II. Le ministre anglais Godolphin, et le grand-pensionnaire de Hollande, Heinsius, remplacèrent Guillaume dans le Conseil de la *Grande-Alliance;* Eugène et Marlborough, dans ses armées. Quelle était la situation de la France et de son roi? « Vieillard isolé au milieu des générations nouvelles, privé de ses grands contemporains; réduit à remplacer Colbert et Louvois par Chamillard; Turenne, Condé, Luxembourg, par Marsin, Tallard, Villeroi; croyant que son choix donnait du génie, que ses ordres forçaient la victoire, et laissant diriger son choix et inspirer ses ordres par madame de Maintenon, il était arrivé au déclin de sa fortune et au commencement de ses revers. » (MIGNET.) La « vieille sultane » avait concentré le royaume dans sa chambre : c'était là que se tenaient les conseils, que se nommaient les généraux, que se faisaient les plans de campagne. « Si le général voulait faire quelque grande entreprise, il fallait souvent qu'il en demandât la permission par un courrier, qui trouvait, à son retour, ou

l'occasion manquée, ou le général battu. » Madame de Maintenon vou-



Madame de Maintenon.

lut simuler la reine Anne, mais elle n'avait ni Godolphin pour ministre, ni Marlborough pour général. N'était-ce pas elle qui avait fait à la France un ennemi de ce fameux prince Eugène, fils de la comtesse de Soissons, la coaccusée de Luxembourg dans le scandaleux procès de la Voisin?

Les hostilités avaient commencé en Italie dès l'année 1701. Le prince Eugène était descendu dans la vallée de l'Adige avec trente mille impériaux, et avait battu Catinat près de Carpi, dans le duché de Modène. La faute n'en était pas au général, mais à ses lieutenants, et surtout aux mauvais plans de campagne forgés par Chamillard dans le cabinet de la Maintenon. « M. Catinat sait son métier, disait sèchement la dé« vote; mais il ne connaît pas Dieu, et croit que son orgueilleuse phi« losophie suffit à tout. Le roi n'aime pas à confier ses affaires à des « gens sans dévotion. » Le courtisan Villeroi s'offrit pour remplacer le vainqueur de Staffarde. A son arrivée il reprit follement l'offensive, et lança son armée contre le camp de Chiari, où s'étaient retranchés les

impériaux, en disant à Catinat : « Je n'ai pas la qualité d'être circon-« spect, surtout étant plus fort que l'ennemi. » Catinat donna lui-même l'exemple de la subordination : « Allons, Messieurs, dit-il aux « officiers qui hésitaient, il faut obéir. » Tout blessé qu'il eût été dans cette attaque, il dirigea la retraite de l'armée battue, et quand il eut pourvu à sa sûreté, il alla se justifier à Versailles. Villeroi, resté seul et plein de sécurité, avait transporté son quartier d'hiver à Crémone. Un matin, il fut réveillé par le bruit de la mousqueterie : c'était Eugène qui pénétrait dans la ville; le malheureux général fut fait prisonnier, mais le marquis de Praslin réussit à sauver Crémone.

A ce sujet, les Parisiens firent une chanson que répétèrent la cour et l'armée :

Français, rendez grâce à Bellone :
Votre bonheur est sans égal;
Vous avez conservé Crémone,
Et perdu votre général.

« On se déchaîne contre lui parce qu'il est mon favori, » dit un jour Louis XIV; termes, dit Voltaire, dont il ne se servit jamais pour personne que cette seule fois en sa vie. Le duc de Vendôme alla prendre le commandement de l'Italie. Petit-fils de Henri IV, il était brave, doux et populaire comme lui; on lui reprochait seulement de ne pas tenir à la discipline, et de consacrer trop de temps à la table et au lit. Son début fut très-heureux : après avoir fait lever le siége de Mantoue et balayé les impériaux de tout le Mantouan, il battit le général Visconti à Santa-Vittoria, et, quinze jours après, soutint habilement le choc d'Eugène à Luzzara. La perte, de chaque côté, fut de trois à quatre mille hommes. On chanta le *Te Deum* à Paris et à Vienne; mais les Français restèrent maîtres du terrain : Eugène se retira derrière le Mincio. La guerre n'avait pas tardé à s'allumer dans les Pays-Bas et en Allemagne. Sur le Bas-Rhin, Marlborough, généralissime des troupes d'Angleterre et de Hollande, s'était emparé de Venloo, Ruremonde, et de la citadelle de Liége; il est vrai que son adversaire, le comte de Tallard, avait pris Trèves et le château de Trarbach. Sur le Haut-Rhin, le margrave de Bade et l'archiduc Joseph, roi des Romains, emportèrent Landau, sous les yeux de Catinat, trop faible pour prendre l'offensive. Villars, son lieutenant, « qui avait résolu d'être maréchal de France ou de périr, » obtint carte blanche de la cour, attaqua l'ennemi retranché à Fridlingen,

au sommet d'une montagne couverte de bois, et gagna la bataille au



cri de *Vive le roi!* Son armée le proclama maréchal de France sur le champ de bataille : quinze jours après, le roi avait confirmé cette élection militaire. Catinat était en pleine disgrâce. Dans cette campagne, les beaux succès étaient pour la France; les bons résultats pour ses alliés. Les opérations maritimes furent encore moins heureuses pour Louis XIV. Le 22 octobre, le duc d'Ormond et l'amiral Rook bloquèrent dans le port de Vigo la flotte du comte de Château-Renaud, qui servait d'escorte aux galions du Mexique. L'amiral français fit brûler quinze vaisseaux et douze galions; mais vingt autres furent capturés par l'ennemi, qui fit un butin de 8,000,000 de piastres.

L'électeur de Bavière, dont Louis XIV avait payé l'alliance en lui concédant, au nom de Philippe V, la souveraineté des Pays-Bas espagnols, avait battu les impériaux à Scharding, à Amberg, et s'était emparé d'Ulm; mais la Bavière était envahie. Villars, qui voulait à tout prix prévenir une défection, forma le projet de le rejoindre. Il ne fallait pas songer à forcer les lignes de Stolhofen, où s'était retranché le prince

de Bade : le maréchal, changeant de plan, remonte la Kinsig, et rejoint, après une marche forcée, l'électeur à Dutlingen. Un mois après, ils se séparèrent, Villars, pour tenir tête au prince de Bade, en Souabe; l'électeur, pour donner, par le Tyrol, la main à Vendôme, dans le Milanais. L'insurrection du Tyrol entrava l'exécution de ce hardi projet, et rejeta sur Villars l'électeur découragé. Le maréchal l'entraîna, malgré lui, au-devant du comte de Styrum, qui menaçait d'opérer sa jonction avec le prince de Bade, et le força de partager avec lui la victoire d'Hochstedt. Augsbourg se rendit; Vienne fut menacée. Léopold voulut un moment quitter sa capitale; il était battu partout. Sur le Bas-Rhin, Boufflers avait mis en déroute les Hollandais à Eckeren; en Italie, Vendôme avait pénétré dans le Milanais, et, tandis que le duc de Savoie traitait avec l'empereur, le maréchal de Tessé lui enlevait tout son duché de Savoie, et Vendôme lui désarmait six mille hommes. Enfin, sur le Haut-Rhin, le duc de Bourgogne avait pris le Vieux-Brisach. Deux mois après, Tallard défit à Spire le prince de Hesse; il écrivait au roi : « Sire, votre armée a pris plus d'étendards et « de drapeaux qu'elle n'a perdu de simples soldats. » Louis XIV le chargea de justifier ses hautes prétentions militaires en l'envoyant remplacer en Allemagne Villars, dégoûté des incertitudes et de l'arrogance du duc de Bavière. Chamillart, qui n'aimait pas le maréchal, l'envoya dans le fond des Cévennes, réprimer des paysans fanatiques.

Depuis 1685, les dragonnades n'avaient pas cessé dans le Languedoc. Des *prophètes* et des *apôtres* parcouraient les montagnes et encourageaient la résistance; l'un d'eux, nommé Claude Brousson, roué vif à Montpellier, devint pour la secte un martyr. Enfin, en 1703, la révolte éclate : les Camisards, comme ils s'appellent, descendent dans la plaine, incendient les églises, égorgent les prêtres. Trois chefs principaux, Laporte, Roland, Cavalier, les organisent en troupes, et se mettent en relation avec les protestants d'Allemagne et d'Angleterre. Le maréchal de Montrevel fut envoyé contre eux avec quatre bataillons, trois régiments de cavalerie et huit régiments de milice, formés au ravage par l'intendant Basville; la croisade est prêchée par les évêques; Clément XI accorde indulgence plénière à ceux qui veulent y prendre part. D'un autre côté, une escadre anglaise débarque en Languedoc des armes et des munitions; les Hollandais envoient des subsides; la révolte des Cévennes s'étend jusqu'aux Alpes. Ce fut de part et d'autre une guerre

atroce : Montluc et le fameux baron des Adrets étaient dépassés par leurs successeurs catholiques et protestants. Montrevel parut « trop bon homme » à la cour : on envoya Villars pour le remplacer. Après avoir battu plusieurs fois les rebelles, il leur fit proposer une amnistie; quelques-uns l'acceptèrent, Cavalier, entre autres; il demanda des otages, on lui en donna. Il obtint que le roi formerait des insurgés quatre régiments à sa solde, qui conserveraient leur liberté de conscience; lui-même fut colonel d'un de ces régiments. L'ancien garçon boulanger se rendit à Versailles : « Le roi le vit, dit Voltaire, et haussa les épaules. »

On ne sait si le geste échappa à Cavalier, mais peu de temps après il passa au service des alliés. Tous les insurgés ne s'étaient pas soumis avec leur chef. Villars, rappelé du Languedoc, fut remplacé par le maréchal de Berwick. Le nouveau général faillit être enlevé à Nîmes avec l'intendant Basville. Il y avait mille conjurés. Un seul eut la lâcheté de tout révéler. On en fit périr immédiatement deux cents dans les supplices. Berwick étouffa la révolte dans le sang.

La campagne de 1704 avait été malheureuse pour la France. L'empereur, qui avait cru un moment tout perdu, pressé qu'il était entre les Bavarois et les Français d'une part, et les Hongrois révoltés de l'autre, fut sauvé par Eugène et Marlborough. L'Anglais avait quitté la Flandre avec l'élite de ses troupes, rejoint le margrave de Bade et forcé les lignes des Bavarois, commandés par le comte d'Arco, à Donawerth, sur le Schellemberg. Les Français et l'électeur se replièrent sur Augsbourg. L'arrivée de Tallard avec trente mille hommes leur permit de reprendre l'offensive; mais, pendant leur retraite, Marlborough avait opéré sa jonction avec Eugène. Le 13 août 1704, les deux armées se trouvèrent en présence dans les plaines d'Hochstedt, sur le champ de bataille que Villars avait illustré l'année précédente par une éclatante victoire. Cette fois les alliés prirent leur revanche. Marlborough coupa en deux l'armée franco-bavaroise, rejeta l'aile gauche sur le Danube, et fit prisonnier douze mille hommes de vieilles troupes enfermées dans le village de Bleinheim. Les alliés eurent cinq mille morts et près de huit mille blessés; mais l'armée française laissa douze mille hommes sur le champ de bataille; aux mains des ennemis, quatorze mille prisonniers, un nombre prodigieux d'étendards et de drapeaux, les équipages et tout le matériel de l'artillerie, le maréchal de Tallard et douze cents officiers de marque. Marsin et l'électeur, rejetés dans la Forêt-

Noire, ne se crurent en sûreté, malgré leur jonction avec Villeroi, que de l'autre côté du Rhin, dans les défilés des Vosges. L'électrice, voyant la Bavière envahie de toutes parts, conclut avec l'empereur la convention d'Illersheim. Elle rendit toutes les villes conquises sur l'Autriche, livra les places fortes de la Bavière, licencia ses troupes, et ne se réserva que sa capitale, qui fut démantelée. Les hésitations du prince de Bade sauvèrent la France d'une invasion. Les alliés restèrent deux mois occupés au siége de Landau, tandis que Marlborough s'emparait de Trèves. En Italie, le départ d'Eugène avait permis au duc de Vendôme de s'emparer de Verceil, Yvrée, Suze, Pignerol; mais le contre-coup de la bataille d'Hochstedt se fit sentir jusqu'au delà des Alpes. Les impériaux reprirent le Mantouan et le Modenais. Dans la Péninsule, une flotte anglaise avait débarqué à Lisbonne, avec dix mille hommes, l'archiduc Charles, reconnu roi par tous les membres de la grande-alliance. Vingt mille Portugais se joignirent à lui; mais le maréchal de Berwick les empêcha de franchir la frontière. La flotte anglaise, après avoir inutilement tenté un coup de main sur Barcelone, réussit mieux à Gibraltar, que ne put reprendre le comte de Toulouse. Le combat naval de Malaga, dont le succès fut incertain, n'en fut pas moins un revers pour la flotte française; ce fut le dernier effort de la marine de Louis XIV. La bataille de Hochstedt et la prise de Gibraltar avaient jeté l'alarme au cœur de la France. On convoqua l'arrière-ban; on leva trente mille hommes de milice. Villars fut rappelé du fond des Cévennes. « Servez-vous de moi, disait-il au roi; car je suis le seul général de l'Europe dont le bonheur à la guerre n'ait jamais été altéré. Dieu me conserve cette fortune pour le service de Votre Majesté ! »

Les alliés avaient ouvert la campagne de 1705 par le siége de Sarre-louis, dans le dessein de pénétrer en Champagne. Villars les força de renoncer à leur projet d'invasion. Le premier vainqueur de Hochstedt avait fait reculer l'autre : c'était une sorte d'avantage moral pour le peuple. Marlborough, qui estimait assez Villars pour vouloir en être estimé, lui écrivit en décampant : « Rendez-moi la justice de croire que ma retraite est la faute du prince de Bade, et que je vous estime encore plus que je ne suis fâché contre lui. » Les alliés espéraient avoir meilleur marché de l'électeur de Bavière et de Villeroi dans les Pays-Bas. En effet, Marlborough les força dans leurs lignes d'Illersheim et les rejeta sous le canon de Louvain, derrière la Dyle. L'année suivante,

Villeroi, entraîné par le désir de réparer son échec et de reprendre Tirlemont, franchit la Dyle et alla se ranger en bataille en face de Marlborough, à Ramillies [13 mars 1706]. Il fit, à ce qu'on prétend, ses dispositions de manière qu'il n'y avait pas un homme d'expérience qui ne prévît le mauvais succès. M. de Gassion, lieutenant-général, accourt et crie au maréchal : « Vous êtes perdu si vous ne changez pas votre ordre de bataille. Dégarnissez votre gauche pour vous opposer à l'ennemi à nombre égal; faites rapprocher vos lignes davantage. Si vous tardez un moment, il n'y a plus de ressources. » Villeroi ne voulut rien écouter, aussi bien Marlborough ne lui en laissa pas le temps. Les Français ne tinrent pas deux heures; ils perdirent vingt mille hommes, leur artillerie, leurs bagages, et toute la Flandre espagnole jusqu'aux portes de Lille. Villeroi n'osa écrire au roi cette défaite que cinq jours après. Quand il reparut à la cour, Louis XIV se contenta de lui dire : « Monsieur le maréchal, on n'est plus heureux à notre âge. » Vendôme, qui continuait de soutenir en Italie l'honneur des armes françaises, qui venait de repousser Eugène lui-même à Cassano, fut rappelé pour tenir tête à Marlborough victorieux. Le duc d'Orléans fut envoyé en Piémont à sa place, avec le duc de La Feuillade, que son beau-père Chamillart envoyait chercher en Italie son bâton de maréchal. Il ne restait plus au duc de Savoie que Turin, dont le siége, vivement poussé, paraissait devoir assurer la conquête. Eugène parut tout à coup devant la place. Le duc d'Orléans voulut combattre hors des lignes, où l'on ne pouvait mettre que huit mille hommes en bataille. Le maréchal de Marsin, soutenu par les ordres de la cour, fut d'un avis contraire. Eugène attaqua; au bout de deux heures les lignes furent forcées. Soixante mille hommes s'enfuirent, sans que personne les ralliât, jusqu'en Dauphiné. Le maréchal de Marsin, blessé à la cuisse, avait été fait prisonnier. Il ne put survivre à l'amputation que lui fit un chirurgien du duc de Savoie.

« Le matériel de siége, dont s'emparèrent les vainqueurs, était immense : cent quarante pièces de canon, cent dix mille boulets, cent six mille cartouches d'une façon et trois cent mille d'une autre, vingt-un mille bombes, vingt-sept mille sept cents grenades, quinze mille sacs à terre, trente mille instruments de pionniers, douze cent mille livres de poudre, etc. » Il restait dans le Milanais un petit corps de troupes commandées par le comte de Médasy. Incapable de se défendre après la déroute de Turin, le comte signa à Milan une capitulation par

laquelle il acheta le libre passage de ses troupes en France. Le nouvel empereur, Joseph I[er], fils de Léopold, accepta la capitulation, et le duc de Savoie rentra en possession de ses états.

Philippe V était aussi malheureux que son aïeul. En 1705, l'armée anglo-portugaise, commandée par le marquis de Las-Minas et le Français Ruvigny, protestant, devenu pair d'Angleterre sous le nom de Galloway, avaient pris Saltavierra, Valence, Alcantara et Albuquerque. En Catalogne, les succès de l'archiduc ne furent pas moins rapides; il avait avec lui le comte Péterboroug, « homme qui ressemblait en tout à ces héros dont l'imagination des Espagnols a rempli tant de livres. Il faisait la guerre en Espagne presque à ses dépens, et nourrissait l'archiduc et toute sa maison. » La prise de Barcelone décida toute la Catalogne et l'Aragon en faveur de l'archiduc. L'année suivante, Philippe V et le maréchal de Tessé se mirent en devoir de réduire la province rebelle. Le siége fut mis devant Barcelone, pendant que le comte de Toulouse la bloquait par mer avec vingt-cinq vaisseaux, débris de la marine française; mais l'arrivée subite de la flotte du vice-amiral Leake sauva la ville. Tandis que Philippe perdait inutilement son temps à ce siége, les Portugais, conduits par Galloway, s'étaient emparés de Madrid et y avaient proclamé Charles V; mais l'attachement des Espagnols pour Philippe sauva le petit-fils de Louis XIV. Les Portugais furent repoussés de Tolède aux cris de « Vive Philippe! » et bientôt Berwick, après les avoir chassés de Madrid, les mena battant jusqu'à leurs frontières, et remporta sur Galloway et Las-Minas la fameuse victoire d'Almanza : les ennemis furent balayés de la Péninsule. L'archiduc ne conserva qu'une petite partie de la Catalogne. Dans les Pays-Bas on se tint des deux côtés sur la défensive. Villars, sur le Rhin, força les lignes de Stolhofen sans perdre un seul homme, refoula en Allemagne le margrave de Bayreuth, successeur de Louis de Bade, et mit à contribution les pays de Bade, de Wurtemberg, de Franconie jusqu'à Nuremberg. Le duc de Hanovre, qui avait remplacé le vieux margrave, ne put l'entamer dans sa retraite, malgré la supériorité de ses forces. En Italie, les impériaux s'emparèrent du royaume de Naples, tandis qu'Eugène et le duc de Savoie, ayant pénétré en Provence, assiégeaient Toulon par terre et par mer. L'habile défense du maréchal de Tessé sauva cette place importante.

Fatigué de cette guerre qui ruinait la France, Louis XIV voulut tenter un dernier et grand effort. Les recruteurs allèrent « à la chasse

aux hommes, » et parvinrent à créer une armée de 190 mille hommes.



qui fut envoyée en Flandre sous les ordres du duc de Bourgogne et de Vendôme; vingt vaisseaux de guerre et soixante-dix bâtiments de transport furent à grand' peine rassemblés à Dunkerque. Il ne s'agissait de rien moins que de transporter en Ecosse, où il avait des amis, le prétendant, fils de Jacques II ; six mille hommes furent embarqués. Le chevalier Forbin-Janson conduisit le prince à l'embouchure du Forth. Au lieu d'amis, on ne vit paraître qu'une flotte anglaise de cinquante voiles, devant laquelle il fallut bien se retirer : c'était une partie manquée. En Flandre, des succès avaient signalé l'entrée en campagne de la nouvelle armée. Des intelligences secrètes avaient ouvert au duc de Bourgogne les portes de Gand et d'Ypres ; mais près d'Oudenarde les Français rencontrèrent Eugène et Marlborough (11 juillet 1708). Ce ne fut pas une bataille, ce fut une déroute. Les fuyards se retirèrent en désordre sous Gand, sous Ypres, sous Tournai, laissant le prince Eugène assiéger Lille avec un faible corps de troupes. L'armée vaincue, qui était de beaucoup supérieure à celle d'Eugène, ne fit pas la moindre démonstration en faveur de la place assiégée. L'héroïque

défense du maréchal de Boufflers retarda de quatre mois la prise de la ville. « Les habitants s'accoutumèrent tellement au fracas du canon et à toutes les horreurs qui suivent un siége, qu'on donnait dans la ville des spectacles aussi fréquents qu'en temps de paix, et qu'une bombe qui tomba près de la salle de la Comédie n'interrompit point le specta-



cle. » (Voltaire.) Il fallut pourtant songer à se rendre. Les courtisans, qui n'osèrent accuser le duc de Bourgogne, s'en prirent à Vendôme. « Voilà ce que c'est que de n'aller jamais à la messe, lui dit un jour un « dévot à la Maintenon ; aussi vous voyez quelles sont nos disgrâces. « — Croyez-vous, lui répondit Vendôme, que Marlborough y aille « plus souvent que moi ? » La prise de Lille ouvrait la route de la capitale. Un parti hollandais avait eu l'audace de pénétrer jusqu'auprès de Versailles.

La terreur était dans Paris. On apprenait en même temps que le pape Clement XI, qui avait déclaré la guerre à l'empereur, avait été forcé de se soumettre aux conditions que lui dicta la cour de Vienne. Il consentit à écrire à l'archiduc : « A notre très-cher fils, roi catholique en « Espagne. » Une flotte anglaise dans la Méditerranée, et les troupes allemandes sur ses terres, le forcèrent bientôt d'écrire : « A notre très-« cher fils, roi des Espagnes. » L'empereur mit au ban de l'empire le duc de Mantoue, allié de la France, confisqua son duché, et ne laissa

à sa famille que quelques petites principautés. Le duc de Savoie reçut l'investiture du Montferrat, des provinces d'Alexandrie et de Valence, etc., pour les posséder, lui et ses descendants mâles, à titre de fiefs impériaux. Le grand effort de Louis XIV avait échoué ; ses armées désorganisées n'offraient plus un effectif capable de soutenir la guerre ; le trésor était obéré de dettes ; ajoutez à cela le rigoureux hiver et la famine de 1709 ; à Versailles même on se nourrissait de pain d'avoine. Il fallut bien s'humilier devant l'Europe et demander la paix comme une grâce. Déjà quelques tentatives de négociations avaient été faites après la bataille de Ramillies ; mais Eugène et Marlborough les avaient rendues inutiles. Cette fois, Louis XIV envoya à La Haye [1er mai 1709] le marquis de Torcy, son ministre des affaires étrangères, et le président Rouillé. Rien n'égale la fierté avec laquelle les commissaires hollandais traitaient leurs alliés : « Qu'on fasse venir Holstein ! qu'on dise à Hesse « de venir nous parler ! » C'est que « ces marchands de poissons » tenaient dans leurs mains l'or qui faisait mouvoir toute l'Europe contre la France. Les alliés furent intraitables : ils cachèrent à peine « que leur dessein tendait à une destruction générale de la France. » Voici quel fut leur ultimatum : reconnaître Charles V ; restituer Strasbourg, Landau, Brisach et Kehl à l'empire ; Lille, Condé, Maubeuge, Furnes, Menin, Ypres, à la Hollande ; raser les fortifications de l'Alsace, de Bâle et Philisbourg ; combler le port de Dunkerque ; reconnaître la reine Anne, le roi de Prusse, l'électeur de Hanovre ; et si dans deux mois Philippe d'Anjou n'avait pas accédé à ces conditions, Louis XIV devait exécuter lui-même la décision prise contre lui par les alliés. « Puisqu'il faut faire la guerre, dit Louis XIV en recevant ces propo« sitions, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants. » Ce n'était plus l'ambition seule du roi, c'était l'honneur du pays qui était en cause ; Louis XIV lui témoigna tant de confiance en publiant une lettre où il rendait compte de tous ses efforts pour la paix et des réponses des alliés, que la France ne lui fit pas défaut. Cent mille hommes furent envoyés en Flandre sous les ordres de Villars, vingt mille dans la Haute-Alsace pour surveiller les mouvements de l'électeur de Hanovre, qui voulait par la Franche-Comté tendre la main au duc de Savoie. L'électeur fut battu à Rumersheim, par le comte Du Bourg, et l'Alsace fut sauvée.

Villars s'était avancé contre Eugène et Marlborough, qui assiégeaient Menin après avoir enlevé Tournai. Les armées se rencontrèrent près

du village de Malplaquet. Deux cent-dix mille hommes couvraient le champ de bataille; des deux côtés on comptait deux cent quarante bouches à feu. Cette bataille fut la plus terrible de toute la guerre. Les soldats français, qui manquaient de pain depuis deux jours, jetèrent celui qu'on venait de leur donner, pour courir au combat. Villars fut blessé au milieu de la mêlée. Boufflers, qui avait sollicité comme une grâce de servir sous lui, quoiqu'il fût plus ancien, rallia les troupes qui commençaient à s'ébranler sous le feu du canon, et fit une retraite justement admirée, sans laisser à l'ennemi ni artillerie, ni prisonniers, ni drapeaux, tandis que les Français emportaient plusieurs étendards pris aux Anglais. Dans cette terrible journée, huit mille Français étaient morts, les alliés avaient perdu dix-sept mille hommes. Menin fut obligé de se rendre; l'attitude imposante de Boufflers sous les murs du Quesnoy et de Valenciennes sauva la Picardie et la France.

En Espagne, Philippe V avait repris le dessus. Le marquis Du Bay défit Galloway à Badajoz et prit Alicante aux Portugais. Pourtant l'archiduc, qui avait reçu des renforts, battit, l'année suivante, Philippe à Almanza, puis à Saragosse. L'Aragon se souleva de nouveau en faveur de Charles et lui ouvrit ses portes. Le vainqueur, au lieu de poursuivre son rival et de le rejeter en France, préféra les vains honneurs d'une entrée triomphale à Madrid, où il n'avait pas un seul partisan.

Philippe, retiré à Valladolid, avait levé une nouvelle armée et trouvé un habile général, le duc de Vendôme. Chassé à son tour de Madrid, Charles fit sa retraite vers Barcelone. Cinq mille hommes d'avant-garde, commandés par l'Anglais Stanhope, furent surpris par les Espagnols près de Brehuga; le comte de Starhemberg, qui accourait avec le reste de ses troupes pour les dégager, rencontra l'armée de Vendôme près de Villa-Viciosa, et fut entièrement défait. Philippe V était pour jamais affermi sur le trône d'Espagne. Deux villes, Tarragone et Barcelone, restaient seules à son rival. En Flandre, les événements militaires s'étaient bornés à quelques villes prises de part et d'autre.

Villars se contentait d'observer Eugène et Marlborough, qui, de leur côté, manœuvraient avec la même circonspection. Nous n'avons à citer, en 1711, qu'un fait qui rompt la monotonie de cette guerre de tactique. Une flotte armée par des marchands avait été mise sous les ordres du fameux Duguay-Trouin. Cette expédition, dirigée contre le

Brésil, força l'entrée de Rio-Janeiro, brûla une flotte portugaise, et tira de la ville une rançon de plus de huit millions.

Après la bataille de Malplaquet et avant celle de Villa-Viciosa, les négociations rompues à La Haye avaient été reprises à Gertruydemberg; Louis XIV y avait envoyé le maréchal d'Uxelles et l'abbé de Polignac. Il offrait de reconnaître Charles V et de fournir même de l'argent pour détrôner son petit-fils; l'orgueil des alliés fut inflexible; il fallait qu'il fît lui-même la guerre.



Au moment où Louis XIV, désespéré, allait sacrifier le dernier homme et le dernier écu de la France, et *s'ensevelir sous les ruines de la monarchie*, des événements imprévus ramenèrent quelque espoir de pacification. La reine Anne, fatiguée de l'insolence de Marlborough et des whigs, favorisa leur renversement. Les dispositions de l'Angleterre pour la France changèrent avec le ministère. Les deux cours entamèrent des négociations privées que vint activer la mort de Joseph Ier. L'archiduc Charles, devenu empereur, ne pouvait plus prétendre, sans violer les lois de l'équilibre européen, à la succession espagnole. L'Angleterre demanda que Louis reconnût Anne et sa succession dans la ligne protestante, qu'il abandonnât les Pays-Bas, Naples et le Milanais à l'Autriche, qu'il démolît le port de Dunkerque, qu'il prît enfin les mesures nécessaires pour empêcher la réunion des couronnes d'Espagne et de France sur une même tête. Louis accepta ces

propositions, et un traité préliminaire fut signé à Londres entre Torcy et le ministre Bolingbroke, le chef des torys [8 octobre 1711]. La Hollande voulut réclamer; ce fut en vain. Marlborough, disgracié, fut remplacé, à la tête des troupes anglaises, par le duc d'Ormond, qui, le 17 juillet 1712, se sépara de l'armée des alliés. Sous l'influence de l'Angleterre, un congrès général s'était ouvert le 29 janvier de la même année à Utrecht. L'empereur, et surtout la Hollande, émirent des prétentions inconciliables avec la nouvelle situation de la France. La menace que fit l'Angleterre de traiter séparément parut faire peu d'impression sur les commissaires des Provinces-Unies. L'attitude d'Eugène, qui avait passé la Sambre, pris Bouchain, Le Quesnoy, et investi Landrecies, maintenait leur insolence à ce diapason. Les partis couraient jusqu'à Reims et Soissons. On savait aussi que le vieux roi de France, âgé de soixante-quatorze ans, ne devait pas tarder à mourir. « La mort de son fils unique, arrivée depuis un an; le duc, la duchesse de Bourgogne, leur fils aîné, enlevés rapidement dans quelques mois, et portés dans le même tombeau; le dernier de leurs enfants, moribond: toutes ces infortunes domestiques, jointes aux étrangères et à la misère publique, faisaient regarder la fin du règne de Louis XIV comme un temps marqué pour la calamité, et l'on s'attendait à plus de désastres que l'on n'avait vu de grandeur et de gloire. » (VOLTAIRE.)

Villars se chargea de démentir les espérances de la Hollande. Eugène faisait toujours le blocus de Landrecies; d'un moment à l'autre la ville pouvait tomber entre ses mains. « Un curé et un conseiller de Douai, nommé Lefevre-d'Orval, se promenant ensemble vers les quartiers du prince, imaginèrent les premiers qu'on pouvait aisément attaquer Denain et Marchiennes, comme pour prouver par quels secrets et faibles ressorts les grandes affaires de ce monde sont souvent dirigées. » Lefèvre donna son avis à l'intendant de la province, celui-ci au maréchal de Montesquiou, qui commandait sous le maréchal de Villars; le général l'approuva et l'exécuta. La bataille de Denain fut livrée et gagnée par Villars, qui reprend Douai, Le Quesnoy et Bouchain, tandis qu'Eugène lève le siége de Landrecies. De cinquante bataillons qui restaient à Eugène, quarante furent pris depuis le combat de Denain jusqu'à la fin de la campagne. Cette journée fit singulièrement baisser le ton aux Hollandais et à l'empereur. Les troupes impériales évacuèrent la Catalogne; il ne resta plus à soumettre que Barcelone, dont s'empara le maréchal de Berwick. Enfin la paix

fut signée le 11 avril 1713 à Utrecht : 1° avec la Grande-Bretagne, aux conditions dont nous avons parlé ; 2° avec la Prusse : l'électeur de Brandebourg est reconnu roi et acquiert la Haute-Gueldre ; 3° avec le duc de Savoie : il obtient la Sicile avec le titre de roi et une partie du Milanais ; il cède à la France la vallée de Barcelonnette, en échange de Fenestrel et d'Exiles ; 4° avec la Hollande : elle restitue à la France plusieurs villes, entre autres Lille, mais obtient, comme barrière, Tournai, Ypres, Menin, Furnes et plusieurs autres places. L'empereur seul avait refusé de traiter. Villars sut l'y contraindre par la prise de Landau et de Fribourg. Le vainqueur s'aboucha avec Eugène, au château de Radstadt, et conclut avec lui la paix de l'empereur [6 mars 1714]. Enfin fut signée à Bade, avec les députés de l'empire, la paix définitive [7 septembre]. La possession de Naples, de Milan, de Mantoue, de la Sardaigne et des Pays-Bas fut garantie à l'empereur, à condition qu'il ratifierait le traité de barrière conclu avec la Hollande. La France rendit le Vieux-Brisach, Fribourg et Kehl ; mais garda Strasbourg, Landau, Neuf-Brisach et Huningue. Louis XIV semblait attendre la grande pacification de l'Europe pour mourir. « Il avait été précédé dans la tombe par presque tous les génies, ses contemporains, et, avant d'y descendre, il avait pour ainsi dire mené le deuil de son siècle. Selon le précepte de Vespasien, Louis était resté debout jusqu'à la fin ; mais on peut voir, dans les lettres de sa compagne de pouvoir et d'ennuis, madame de Maintenon, combien la vieille cour, en pesant sur tout le monde, était lasse d'elle-même, et combien ces dernières années d'une époque si brillante furent ternes et sombres. Les persécutions tracassières du confesseur Le Tellier, les lettres de cachet multipliées pour jansénisme, avaient attristé au dedans ce règne humilié par des revers et des défaites. Le poids du pouvoir absolu, qui, allégé par le goût des arts, ennobli par la gloire ou excité par l'indépendance religieuse, n'avait pas gêné, dans les beaux jours du dix-septième siècle, les Molière, les Boileau, les Racine, les Fleury, les Bossuet, était devenu plus lourd en même temps que les talents devenaient plus rares et plus faibles. » (Villemain).

Louis XIV allait laisser le trône à un enfant de cinq ans ; par conséquent une nouvelle régence de huit années allait s'ouvrir. La Fronde n'était plus possible ; le vieux roi ne craignait rien de son côté : mais il redoutait, on ne sait pourquoi, le duc d'Orléans. Cherchant autour de lui quels rivaux assez influents il pourrait lui adjoindre pour contre-

balancer son autorité dans le Conseil, il ne trouva que ses deux bâtards, le duc du Maine et le comte de Toulouse. Le 11 juillet 1714, il fit paraître un édit qui leur conférait un honneur de princes du sang et les appelait au trône à défaut de la ligne légitime. « C'était violer à la fois toutes les lois divines et humaines, et sceller, par un dernier scandale, le scandale de la naissance doublement adultère de ces princes, que le vieux roi eut dû à jamais cacher. » Louis XIV tomba malade le 25 août 1715, au retour de Marly. « Le comte de Stair, ambassadeur d'Angleterre, paria, *selon le génie de sa nation*, que le roi ne passerait pas le mois de septembre. » (VOLTAIRE.) Il gagna : cinq jours après, le roi fit appeler auprès de son lit l'enfant qui allait lui succéder, et lui dit ces dernières paroles qui condamnent toute une vie consacrée au faste et à la gloire militaires : « J'ai trop aimé la guerre ; « ne m'imitez pas en cela, non plus que dans la trop grande dépense « que j'ai faite... Prenez conseil en toutes choses..., soulagez vos peuples



« le plus tôt que vous pourrez, et faites ce que j'ai eu le malheur de ne « pouvoir faire moi-même. » Dès lors il ne s'occupa plus que de ses devoirs de religion, et mourut le 1er septembre 1715, âgé de soixante-

dix-sept ans. Madame de Maintenon s'était renfermée depuis trois jours à Saint-Cyr ; elle n'en sortit plus. Le peuple, à qui n'imposait déjà plus la majesté royale, les insulta tous les deux dans leurs dernières retraites. Les récents désastres de la France avaient fait oublier cinquante ans de victoire : il ne restait plus de souvenirs que ceux du bon temps d'Anne d'Autriche et de Mazarin, plus d'espérances que celles de la régence qui commençait.

« Le dix-huitième siècle va commencer avec la régence. Louis XIV est mort, et tout aussitôt, par une réaction subite contre le despotisme de son règne, le Parlement s'est assemblé ; d'une voix unanime il a cassé le testament du grand roi, pendant que la populace insultait à ses funérailles. Le régent est le duc d'Orléans, au lieu d'être le duc du Maine.

« Il y a loin de l'un à l'autre de ces deux princes. Le dernier était l'élève de la Maintenon, le courtisan assidu des dernières années de Louis XIV, et par conséquent l'ami de ses vieux amis, Villeroi, d'Harcourt, d'Uxelles, de Villars. Le régent, lui, ne tenait au passé que par des souvenirs de défaveur et de persécution. Il respire, enfin ; il est libre, il est maître. La transition de la vertu hypocrite au vice éhonté fut brusque : grands et petits jettent le masque, et du jeûne passent à l'orgie.

« La délivrance des jansénistes, le changement de fond et de forme dans l'administration, le renouvellement du personnel, la Chambre Ardente contre les traitants, enfin la rupture de l'alliance avec l'Espagne, tout cela était dirigé contre la politique de la France au dix-septième siècle.

« A part la vie privée, et il n'en est point pour les gouvernants, en vue qu'ils sont des gouvernés, le duc d'Orléans tient une place honorable dans l'histoire; et quand Louis XV, devenu homme et roi, se rappela son enfance chétive et souffreteuse, grande dut être sa reconnaissance pour le tuteur, pour l'oncle qui l'avait rendu au trône et à la vie, en dépit de la nature. Dubois, malgré sa trivialité, pour ne pas dire plus, ne se montra point indigne de son étrange élévation. » (*Cahiers d'Histoire.*)

Musicien, peintre, médecin, chimiste, parfumeur, mosaïste, homme ennuyé avant tout, fanfaron de vices, comme disait Louis XIV, grand buveur qui portait mal le vin, et libertin plutôt par insouciance de toutes choses que par tempérament ; avec cela, spirituel et bon, ayant

toutes les grâces et tous les défauts de la faiblesse, le Régent offrait à l'Europe émerveillée un singulier contraste avec cette grande, calme et



Philippe d'Orléans, régent.

froide figure qui venait de descendre du trône. A un tel homme il ne fallait pas un ministre ordinaire, et la fortune le servit bien en lui donnant Dubois. Fils d'un apothicaire de Brives-la-Gaillarde, et ancien précepteur de Philippe d'Orléans, celui-ci avait bien réellement l'instinct des vices dont son élève s'était donné l'habitude; on dit même qu'il était pour beaucoup dans cette dépravation artificielle, et que son enseignement s'était surtout porté de ce côté. Mais, en revanche, actif, souple, intelligent, travailleur au besoin, et toujours prêt à se dépenser au dehors, rendant avec usure à ses contemporains le mépris dont on l'écrasait, Dubois possédait à un degré éminent toute la puissance d'action qui manquait entièrement au Régent. Unis de goûts, d'intérêts et d'idées, connaissant réciproquement le fort et le faible de chacun d'eux et tenant l'un à l'autre par une sorte de camaraderie qui n'était pas sans affection ni sans dévouement, ces deux hommes se comprenaient

à merveille, et jamais souverain et ministre ne suivirent la même ligne d'un pas plus égal.

Les uns applaudissaient à cette métamorphose bizarre de la royauté en France, les autres criaient au scandale, et parmi ceux-là criait plus haut que tous le roi d'Espagne, Philippe V, qui, en sa qualité de fils de Louis XIV, pouvait se croire obligé à maintenir les traditions du dernier règne. Un abbé de fortune, l'Italien Alberoni, devenu cardinal et ministre au service de l'Espagne, génie actif et décidé, mais avec plus de hardiesse que de force, avait pris en main la cause des vieilles idées, et, dans ses rêves gigantesques, voulait en quelque sorte se poser en continuateur du grand roi. Le premier acte du pouvoir nouveau avait été de s'allier avec la Hollande et l'Angleterre, ces deux ennemies constantes de la France au dix-septième siècle [traité de La Haye, 4 janvier 1717]. On était las de la Suède, habituée depuis Gustave-Adolphe à vendre ses services à la France, et que Charles XII entraînait alors au gré de ses fougueux caprices. Pierre-le-Grand, qui venait de faire une seconde apparition à Paris, avait offert au Régent de se mettre à sa solde, en remplacement d'un allié si difficile, et, le 15 août 1716, un *traité de correspondance et de bonne amitié* avait été signé entre la France, la Prusse et la Russie. Alberoni voulut bouleverser tous ces rapports nouveaux. Ralliant à lui, par l'entremise du comte de Goertz, Charles XII, sur l'épée duquel il fondait les plus chimériques espérances, il le lançerait sur l'Allemagne, pendant qu'il enverrait le prétendant en Écosse, reprendrait Naples à l'Autriche, la Sicile à la Savoie, et, renverserait en France le gouvernement du Régent, par la conspiration de Cellamare, la plus maladroite peut-être de toutes ses conceptions.

Depuis qu'Alberoni avait précipité son maître dans une voie d'opposition si violente contre le pouvoir qui venait de s'élever en France, il semblait, à la cour, qu'on fût transporté aux temps de Cinq-Mars et du cardinal de Retz, où quiconque se croyait mécontent avait toujours en poche un projet de traité avec l'Espagne. Le Napolitain Cellamare, alors ambassadeur d'Espagne, homme indolent et voluptueux, auquel les instructions d'Alberoni avaient imposé un rôle qui n'allait pas à sa taille, voyait chaque jour son hôtel assiégé par la foule des mécontents et des aventuriers qui venaient lui proposer leurs bras et leur influence, conspirateurs isolés dont le langage ne trahissait que trop l'impuissance. Un Sabran de Beaudisnar, à défaut d'autre recomman-



La duchesse du Maine feuilletant de vieilles chroniques.

dation, s'était prévalu de ce qu'il y avait dans le paradis un saint de sa famille (saint Elzéar), «dont la protection ne manquerait pas aux rois qui emploieraient son parent. »

La duchesse du Maine donnait le branle à tout ce mouvement. Non content d'enlever à son mari la régence que lui destinait le testament de Louis XIV, Philippe l'avait frappé d'un coup plus sensible encore par le procès intenté aux fils naturels de Louis XIV, qu'il s'agissait de dépouiller des prérogatives dont leur père les avait comblés en les légitimant. « Au bruit de l'attaque, les Muses de Sceaux se dispersèrent. Bénédicte de Condé, duchesse du Maine, régnait dans cette petite cour, dont les nuits ingénieuses ne sont pas encore oubliées. Conservant à quarante ans la stature d'un enfant qui en compte à peine dix, perdue de mollesse et de flatterie, assez semblable, au milieu de sa magnificence, de ses fêtes et de ses théâtres, à ces fées, petites et fantasques, qui font le charme de nos premières lectures, elle pétillait d'esprit, de caprices et de vanité, désolait son mari par ses mépris et ses dépenses, et cherchait dans des plaisirs singuliers à émouvoir une imagination éteinte. Son esprit avait, au reste, une telle activité et une tournure si particulière, qu'elle fut peut-être moins indignée de l'outrage dont sa maison était menacée, que flattée des rôles extraordinaires qu'elle allait jouer pour la défendre. Sa première métamorphose fut de devenir le principal avocat de ce grand procès. Dès ce moment, les poëtes et les comédiens firent place, dans son palais, aux jurisconsultes et aux érudits. On vit la princesse elle-même, cachée dans son lit sous des amas d'in-folio, compulser de poudreuses chroniques et mettre en ordre les innombrables citations dont les jésuites lui envoyaient le tribut. » (LEMONTEY, *Hist. de la Régence.*) Ce qui sortit de ces études de boudoir fit peu de sensation dans le Conseil de Régence, où, par un édit du 2 juillet 1717, le duc du Maine et son frère, le comte de Toulouse, furent rendus à leur bâtardise et déchus du rang de princes du sang.

« Il ne me reste donc plus que la honte de vous avoir épousé ! » s'écria la fille du grand Condé, quand son mari reparut devant elle, après cette mémorable séance. Bientôt le duc de Bourbon, qui avait enlevé au duc du Maine la charge de *surintendant de l'éducation* du jeune roi, voulut avoir aussi l'appartement, aux Tuileries, qui dépendait de la charge. Quand on apporta l'ordre à la duchesse du Maine, elle répondit avec fureur : « Oui, je le céderai. » En même temps elle ordonna

qu'on le démeublât, et pour qu'on eût plus tôt fait, elle brisa elle-même les glaces, les porcelaines et tout ce qui lui tomba sous la main. DANGEAU, *Mém. de la Rég.* Depuis ce temps, Bénédicte ne cessait



de rêver à sa vengeance. De comédienne elle s'était faite érudite, d'érudite elle se fit chef de complot. C'était elle qui soudoyait cette armée de pamphlétaires sous les coups desquels la réputation du Régent est tombée pour ne plus se relever. Il est vrai qu'il prêtait étrangement à la satire par le cynisme qu'il affectait, lui et ses *roués*. « On savait que chaque soir ramenait à sa cour l'heure des saturnales. Les portes se fermaient jusqu'au lendemain sur le Régent de la France et sur ses conseillers de débauches, avec un tel soin que le salut de l'Etat n'aurait pu en faire violer la clôture. L'imagination du peuple, irritée par le mystère, exagérait la licence de ces orgies; de là sont venus tant de contes fabuleux sur les convives du Régent, hommes vicieux sans doute, mais qu'un âge mûr, une naissance illustre, un esprit distingué, et des goûts élégants, rendaient bien incapables des grossières turpitudes qu'on leur attribuait généralement. Le Palais-Royal, sourd et impénétrable, apparaissait comme une île infâme, retranchée au milieu des misères publiques :

véritable Caprée, où cependant manquait un Tibère. » (Lemontey). La conjuration s'avançait cependant, lentement et sans enthousiasme, si ce n'est de la part de la *reine du grand roman* (madame du Maine), qui avait au moins la ferveur du dépit. « Je continue à cultiver notre vigne, écrivait Cellamare à Alberoni; mais je ne veux pas tendre la main pour cueillir les fruits avant leur maturité. » Le Napolitain s'entendait si mal au métier qu'on lui faisait faire, qu'il avait été ramasser au hasard un vieux copiste de la Bibliothèque Royale pour mettre au net sa correspondance. Cet homme, qui se nommait Buvat, eut à peine commencé sa tâche, qu'il alla tout révéler à Dubois. Il ne s'agissait de rien moins que de s'emparer de la personne du jeune roi, et de reléguer Philippe d'Orléans dans son Palais-Royal. Quant au fils de l'apothicaire, s'il conservait sa tête, un bon cachot en faisait justice pour le reste de ses jours. Comme tout cela n'existait encore que sur le papier, l'abbé laissa *mûrir les grappes* de Cellamare. Enfin, au mois de décembre 1718, il se décida à couper court à cette innocente conspiration. Deux jeunes Espagnols, qui s'en retournaient à Madrid avec une cassette de Cellamare pour Alberoni, passaient le 5 à Poitiers. Dumesnil entra dans leur chambre avec une compagnie de grenadiers, pendant qu'ils étaient encore au lit, et enleva la cassette, qui fut sur-le-champ expédiée à Paris. L'ambassadeur avait été averti à temps ; mais il n'eut pas même la présence d'esprit de faire disparaître une seule des pièces, et les mousquetaires qui se présentèrent le 9 à son hôtel y trouvèrent l'atelier du complot encore en activité. Buvat, à son poste, copiait un libelle. Des feuilles, fraîchement sorties de dessous une presse clandestine établie dans l'hôtel, étaient étalées. On trouva en original les instructions séditieuses apportées par Cellamare, la correspondance secrète, autographe et sans interruption, entre lui et Alberoni ; les lettres pour Louis XV et le Parlement de Paris, tracées de la main de Philippe V, sur les mémoires de la duchesse du Maine; enfin les divers mémoires signés par des Français qui demandaient du service et offraient des levées d'hommes et de déserteurs. Ces papiers furent enfermés dans des caisses et portés au Louvre. En quelques jours, la Bastille, la Conciergerie, Vincennes, furent remplis d'une foule de prisonniers de toute condition. Madame du Maine fut conduite au château de Dijon par son neveu, le duc de Bourbon. Le duc, qui était resté étranger à tout ceci, et qui traduisait les vers latins du cardinal de Polignac pendant que sa femme travaillait à le faire régent, le

duc se crut perdu quand on vint l'arrêter. On l'emmena le teint pâle, l'œil égaré, récitant des prières, et se couvrant de signes de croix. Cellamare lui-même, en dépit de son titre d'ambassadeur, fut laissé à la garde des mousquetaires, et transféré ensuite à Blois, protestant *devant Dieu et devant les souverains* contre la violence qui lui était faite. Mais il n'entrait pas dans la nature bienveillante du Régent de tenir longtemps rigueur à des ennemis qui avaient si peu de portée. Dans un dernier billet d'Alberoni, en date du 14 décembre, le ministre mandait à son ambassadeur de ne point quitter Paris «avant d'avoir mis le feu à toutes les mines. —Mines sans poudre!» dit Cellamare, quand Dulybois, qui l'emmenait hors de France, lui montra le billet. Quelques mois après, toute cette nuée de captifs était envolée; il ne restait plus qu'un pauvre et vieux militaire, nommé le marquis de Bon-Repos, que le lieutenant de police d'Ombreval découvrit cinq ans après à la Bastille, où il avait été oublié. Il trouvait, au reste, sa prison si douce, qu'il pensa se formaliser quand on vint lui en ouvrir les portes, et ce ne fut pas sans regret qu'il la changea pour les Invalides.

Heureusement sorti de ce simulacre d'orage, le Régent songea à rendre la pareille au ministre espagnol, et le duc de Saint-Aignan, qu'il avait envoyé à Madrid, s'occupa aussitôt, comme avait fait Cellamare, de rassembler autour de lui tout ce qu'Alberoni avait d'ennemis à la cour. Laure Piscatori, la nourrice de la reine, sur quelques signes de mécontentement que celle-ci laissa échapper contre le ministre, lui dit un jour qu'elle n'avait qu'à venir à la messe, un ruban vert au bras, et que des hommes de résolution l'en délivreraient à jamais. Mais Philippe ne poussait pas si loin sa haine. Il défendit à son ambassadeur de donner suite à de pareils projets, et bientôt, ennuyé des plans, des mémoires, de la correspondance verbeuse et fanfaronne dont les conjurés espagnols inondaient ses bureaux, il envoya ordre à Saint-Aignan de tout brûler. La fortune allait le débarrasser de son ennemi à moins de frais. Rien de ce qu'avait tenté Alberoni ne lui avait réussi. Charles XII, qui devait bouleverser l'Europe à son profit, venait de se faire tuer obscurément au fond de la Norwège [1718]. Sa formidable expédition de Sicile se réduisit à la prise de Palerme, et l'amiral Byng détruisit la flotte espagnole à Messine. L'expédition qu'il envoyait en Écosse fut obligée de regagner les ports d'Espagne sans avoir tenté seulement un débarquement, dispersée par la

tempête, comme autrefois l'*invincible Armada;* et le chevalier de Saint-George, qui avait voulu auparavant recommencer Charles-Édouard, s'était à peine montré aux montagnards, qu'il avait repris brusquement le chemin de la France, n'emportant de sa royauté éphémère que le souvenir de s'être fait servir à table par des hommes à genoux, et d'avoir donné lui-même des soins puérils aux apprêts de son couronnement. Tant d'entreprises mal combinées ébranlaient chaque jour davantage le crédit d'Alberoni. Mais lui, s'obstinant dans ce rôle de *démon du Midi*, qu'il semblait vouloir voler à Philippe II, continuait à tout brouiller chez les autres, et comme si quelque vertige se fût emparé de cet esprit si fin et si délié, on le voyait se jeter à l'aventure dans les desseins les plus insensés, prenant au sérieux tous les rêves qui lui arrivaient de l'étranger, et se faisant volontairement la dupe de quiconque l'appelait au secours d'un complot. Depuis le commencement de la Régence, par je ne sais quel esprit d'opposition maladroite et sans motif, la noblesse bretonne s'était mise en lutte ouverte avec le pouvoir nouveau. Quelques lettres de cachet, distribuées dans la province pour étouffer la révolte, ne firent que l'accroître. Des écrits séditieux circulaient dans les petits manoirs. Un *acte d'union* fut dressé, par lequel les gentilshommes bretons menaçaient de se former en une sorte de république militaire, à la manière de la noblesse polonaise; menace impuissante qui ramenait le peuple de la province à la condition précaire des vilains du moyen-âge, et qui répugnait trop aux mœurs du dix-huitième siècle pour être suivie d'un résultat.

« Le printemps de 1719 vit se former quelques rassemblements, d'abord timides et dans des lieux écartés. Deux gentilshommes qui s'y rendaient, étant entrés dans une auberge, crurent s'apercevoir que les valises de quelques marchands qui prenaient leur repas étaient remplies de chaînes et de cadenas. On répandit le bruit que des soldats de maréchaussée parcouraient le pays déguisés, et cette terreur panique dissipa les confédérés. Cependant on se rassure. Des chefs s'annoncent en divers lieux. Les principaux sont Bonnamour, Montlouis, Pontcallet, Dugroesquar, Rohan-Polduc. D'autres, tels que Lambilly, conseiller au Parlement, Coetivy-le-Borgne, et l'abbé Dugroesquar, tâchent de diriger vers un but commun ces mouvements épars. Les gentilshommes qui avaient commencé à se fortifier dans leurs châteaux, sentant bientôt que c'est resserrer le filet qui les enveloppera, vont, au contraire, camper dans les bois avec leurs petites troupes. Bonnamour

donne à la sienne le nom de *soldats de la liberté.* Pontcallet commande sous sa hutte de feuillage avec une morgue impolitique; et Dutourdre, capitaine réformé des dragons de Bellabre, figure auprès de lui comme son général de cavalerie. Chaque confédéré change de nom. Lambilly devient *maître Pierre*, et Dugroesquar *le chevalier de Bon-Sens.* L'uniforme est une veste de coutil, et un chapeau de paille d'où pend un ruban noir. L'expression *entrer dans la forêt* signifie embrasser la guerre civile. Cette vie nomade ne tente point les habitants. En vain les confédérés, imitant le stratagème des oiseleurs, font porter à leurs valets des habits de paysans; en vain ils arment leurs vassaux pour des chasses de loups; en vain ils enrôlent des bûcherons pour travailler



dans la forêt, l'autorité ne leur réussit pas mieux que la ruse. Ils invoquent le secours des milices bourgeoises, les capitaines le refusent; ils veulent sonner le tocsin dans Guérande, les magistrats s'y opposent. Quelques sénéchaux, poussés par la crainte du Parlement, intriguent sans succès. Deux seuls prêtres paraissent à la tête d'une poignée de mendiants. »

On dirait une page anticipée de l'histoire de la chouannerie, mais de la chouannerie réduite à l'élément nobiliaire, telle qu'elle a fait mine de renaître il y a quelques années. Comme pour ajouter à la ressem-

blance, c'était une femme qui tenait le bureau des correspondances: une autre, la dame Kauken, était dépositaire de l'*acte d'union*. Ce fut pourtant à de pareils conspirateurs qu'Alberoni fit écrire par son roi : « Je les assure ici moi-même que je leur sais moi-même un très-bon « gré du glorieux parti qu'ils prennent, et que je les soutiendrai de « mon mieux, ravi de pouvoir leur marquer l'estime que je fais de su- « jets aussi fidèles du roi mon neveu, dont je ne veux que le bien et « la gloire. Au camp de Saint-Estevan, ce 22 juin 1717. PHILIPPE. » 30,000 livres furent envoyées en même temps en Bretagne, avec la promesse d'une flotte destinée à rendre au Régent l'invasion que lui-même venait de faire porter en Espagne. L'assurance de ce royal protectorat enfla le cœur aux conjurés, qui, croyant avoir désormais gain de cause, commencèrent à fabriquer des armes, à forcer les caisses publiques, à prendre toutes les allures de l'insurrection déclarée. Mais la trahison, qui avait déjà livré à Dubois la conspiration de Cellamare, lui avait livré aussi le secret de celle-ci. L'abbé était depuis longtemps sur la trace des conjurés bretons. Un chirurgien, nommé Plauraux, le mettait à mesure au courant de leurs plans. Le marquis de Langey manqua surprendre tous les chefs dans une réunion au château de Rohan-Polduc. Un grand rassemblement fut indiqué quinze jours après dans la forêt de Nocé. Il devait y venir cinq cents nobles, chacun avec deux chevaux et un valet armé; dix hommes seulement se trouvèrent au rendez-vous. Ce fut alors que parut la flotte espagnole; mais il n'était plus temps : tout avait été dispersé sans qu'on eût eu même besoin de tirer un coup de fusil; et les étrangers, que les gens du roi attendaient en bon ordre, furent trop heureux que les vents se fussent opposés à leur débarquement. Toute la peine de cette échauffourée tomba sur quatre malheureux gentilshommes: Pontcallet, Montlouis, Le Moine et du Coëdic, qui furent jugés à Nantes par une chambre royale, et décapités à la lueur des flambeaux, dans un appareil terrible. Mais le Régent n'avait prêté la main à cette fastueuse exécution que pour frapper de terreur une population encore à demi sauvage, et dès que sa rigueur eut produit l'effet désiré, il se radoucit tout à coup. « Il en fut de ceux-ci comme des complices de Cellamare; et quand on « fut las de payer les commissaires, dit Lemontey, le crime, les accu- « sés, le tribunal, tout s'évanouit. »

On dit que Philippe V versa des larmes quand il apprit la mort des quatre Bretons, dont lui-même avait été fait le complice par Alberoni.

La vue de quelques-uns des principaux chefs qui avaient pris la fuite et étaient venus à Madrid, dut lui faire regretter plus amèrement encore de s'être laissé engager dans cette folle entreprise. « Il y a ici de « pauvres Bretons, écrivait le maréchal de Tessé au Régent ; ils sont « d'une figure à faire croire qu'ils ne feront pas révolter la Bretagne. « Qui les déchausserait les trouverait chèvre-pieds. » Les malheurs de la guerre avec la France ajoutaient au désappointement de la cour. Fontarabie avait été enlevé sous les yeux du roi par le maréchal de Berwick, celui-là même qui l'avait placé autrefois sur le trône d'Espagne. Les Français venaient de brûler ses vaisseaux dans les ports de Centena et de Vigo. En Sicile, le marquis de Leyde, chassé de Messine après neuf assauts, se tenait retranché à la tête d'une poignée de braves dans les laves de l'Etna, où il dépensait une valeur sans espoir, non plus à attaquer, mais à se défendre. Le cri public qui accusait Alberoni de tous ces désastres se fit jour enfin jusqu'aux oreilles royales. « On avait répandu en Espagne une estampe satirique. Le roi était représenté sur un âne, la reine tirait l'animal par la bride, et Alberoni le chassait à coups de fouet. On lisait au bas : *Anda, animal ; que lo manda el cardinal* (Marche, animal; c'est l'ordre du cardinal). » Le ministre ne pouvait plus se faire illusion sur sa chute prochaine. Un jour qu'il entrait dans la chambre du roi, ayant porté la main par mégarde sur du linge que Laure Piscatori préparait pour Philippe, elle jeta au feu ce qu'il avait touché. Déjà il avait mis en lieu sûr une partie de ses richesses, et songeait à se ménager une retraite à Rome ; mais le coup le frappa si brusquement qu'il se trouva pris au dépourvu. Le 5 novembre 1719, il reçut un billet du roi qui lui ordonnait de quitter Madrid dans huit jours, l'Espagne dans trois semaines. On ne le laissa pas même fuir en repos. Deux fois il tomba entre les mains des partis qui couraient la campagne, et, arrêté au défilé de Trenta-Palos par deux cent cinquante miquelets, il fut obligé de charger lui-même le sabre à la main, à la tête de sa petite troupe. Quand il mit le pied sur la terre de France, il ne lui restait plus que quatorze domestiques, tous en si mauvais équipage, qu'on l'eût pris pour un chef de Bohémiens. « Grâces au ciel ! s'écria-t-il, me voici sur une terre de chrétiens. » Après avoir remué le monde, Alberoni alla se cacher dans la légation de la Romagne, où, sur ses vieux jours, il se mettait en devoir, pour occuper à quelque chose l'inquiète oisiveté de son esprit remuant, de réunir au Saint-Siége l'imperceptible république de Saint-Marin.

« donnant ainsi, dit un contemporain, la parodie des *comédies héroïques* « qu'il avait jouées vingt ans auparavant. »

La chute d'Alberoni fut le signal de la paix. Philippe, n'étant plus pressé par *le fouet* du cardinal, retomba dans son apathie naturelle; il accéda à la quadruple alliance, et l'Espagne, abandonnant comme par enchantement tant de prétentions ambitieuses qui ne tendaient à rien moins qu'à la constituer l'arbitre de tout ce qui se faisait en Europe, remit à son tour ses destinées entre les mains des nations alliées [17 février 1730]. On donna au roi Parme et Plaisance pour son fils Carlos, sous la condition qu'il renoncerait à ses droits sur la Sicile et la Sardaigne. La première fut réunie, par l'empereur, à son royaume de Naples, et le duc de Savoie, qui l'avait possédée d'abord, eut en échange la Sardaigne. L'année suivante, Dubois essaya de cimenter l'union entre la France et l'Espagne, en négociant par l'entremise du confesseur de Philippe V, le jésuite d'Aubenton, le mariage du jeune roi Louis XV avec l'infante d'Espagne, qui fut échangée dans l'île des Faisans avec mademoiselle de Montpensier, destinée au prince des Asturies. L'infante, qui n'avait encore que quatre ans, fut conduite à Paris, où le peuple pouvait la voir chaque jour dans un des jardins du Louvre. Cette alliance précoce ne devait point avoir de suites, et le successeur du Régent allait bientôt défaire ce que le précepteur de Philippe d'Orléans avait regardé comme le chef-d'œuvre de sa politique.

L'agitation venue du dehors se trouvait apaisée; depuis bientôt trois ans, il en régnait une autre au dedans du royaume qui atteignait en ce moment toute sa force, agitation financière seulement en apparence, mais au fond de laquelle se trouvaient impliquées de graves perturbations dans l'état social, et qui allait donner le branle, en quelque sorte, au mouvement révolutionnaire du dix-huitième siècle; je veux parler du fameux système de Law.

Louis XIV avait laissé le pouvoir endetté de plus de deux milliards, et le Régent s'épuisait vainement en combinaisons pour couvrir ce déficit : lui-même s'aperçut bientôt qu'il se laissait arriérer dans ses propres comptes. Saint-Simon, à l'entrée de la Régence, avait brutalement proposé la banqueroute; mais les instincts timides de Philippe répugnaient à cette honte avouée : il préféra se jeter entre les bras d'un aventurier qui parlait d'un remboursement, illusoire, il est vrai, mais qui déguisait au moins l'odieux de la mesure sous un étalage de

mots nouveaux. « Jean Law était Écossais, fils d'un orfèvre d'Edimbourg. Jamais homme ne posséda en un degré aussi parfait l'esprit de calcul et de combinaison. Il étudia profondément tout ce qui concernait les banques, les loteries, les compagnies de commerce de Londres, les moyens de les soutenir, d'animer l'espérance et la confiance du public, de le tenir en haleine et d'accélérer son mouvement. Il en pénétra les secrets les plus intimes; il tira encore plus de connaissances de la nouvelle compagnie établie par M. Harley, comte d'Oxford, pour acquitter les dettes de l'Etat. Ayant ensuite obtenu un emploi de secrétaire auprès de quelque agent du résident en Hollande, il s'instruisit sur les lieux de la fameuse banque d'Amsterdam, de son capital, de son produit, de ses ressources, des comptes que les particuliers avaient sur elle, des variations de l'intérêt, de la manière de le faire hausser et baisser pour retirer ses fonds, pour les distribuer et les répandre, de l'ordre qu'elle tenait dans ses registres et dans ses bureaux, de ses dépenses même et de la forme de son administration...... Dans l'épuisement où la guerre avait réduit toutes les puissances de l'Europe, il prévit qu'elles devaient nécessairement travailler à rétablir leurs finances, et il conçut plus que jamais l'espoir de réussir par l'appât de son système, propre à séduire celle qui préférerait le moyen le plus prompt au plus honnête...

« Il consistait en une Banque, dont le fonds réel serait le revenu de l'État, et le fonds accessoire quelque commerce inconnu. Ce bénéfice pouvant croître selon l'imagination, devait merveilleusement exciter les joueurs qui voudraient y participer au moyen d'actions qu'on créerait successivement en raison de leur ardeur.

« En effet, ces actions, d'abord en petit nombre, ne pouvaient, par leur rareté et la rapidité de leur circulation, manquer d'acquérir un prix énorme, ce qui donnerait la facilité et produirait même la nécessité d'en fabriquer d'autres à un taux plus élevé.

« Ce nouveau papier, décréditant l'ancien, ce serait un excellent véhicule pour son débit, puisqu'on prendrait l'ancien au pair, mais toujours avec certaine mesure, pour de l'argent.

« Afin d'engager à se défaire de celui-ci, on rendrait, par de fréquents changements, sa valeur incertaine; on ferait ainsi craindre aux propriétaires qu'il ne dépérît entre leurs mains. Quand il serait haut, on voudrait, pour s'en assurer le bénéfice, le convertir en actions; quand il baisserait, on appréhenderait qu'il ne baissât encore plus.

« La Banque, au contraire, effectuerait tous ses paiements en billets dont la valeur invariable perpétuerait la confiance, et les rendrait plus commerçables et préférables aux espèces.

« Le décri de l'argent en ferait réduire l'intérêt, et le prince profiterait de cette réduction pour faire des emprunts et s'acquitter ainsi d'une partie de ses dettes sans rien débourser; car les particuliers, ne sachant qu'en faire, le lui rapporteraient.

« Que cette erreur s'entretienne seulement quelques années, et le souverain aura éteint toutes ses créances et attiré dans ses coffres la plus grande partie du numéraire de son royaume et même de l'étranger.

« Tels étaient les axiomes et les corollaires du système de Law. » (*Vie privée de Louis XV*. Londres, 1788.)

Law avait colporté son système en Europe avant de venir l'appliquer en France, et partout il avait été repoussé. « Je ne suis pas assez puissant pour me ruiner, » lui avait répondu le roi de Sardaigne, Victor Amédée. On dit même qu'il vint s'offrir à Louis XIV dans ses dernières années; mais le grand roi rejeta bien loin tout ce tripotage de marchand aux abois, et, sur la seule exposition du système, il défendit d'un ton indigné qu'on lui en parlât jamais. Plus bourgeois que son oncle, Philippe d'Orléans laissa faire l'Ecossais. Il lui permit d'abord d'établir une modeste banque de commerce avec un capital de six millions, où l'on escomptait aux négociants leurs billets à un taux modéré. L'utilité reconnue de cette institution l'ayant mise en faveur, un arrêt du Conseil [10 avril 1717] ordonna aux employés des finances de recevoir et d'acquitter sans escompte les billets de la Banque. La même année vit la création de la fameuse Compagnie d'Occident ou du Mississipi, à laquelle on donna le monopole de l'exploitation de la Louisiane, et qui réunit bientôt à ce privilége la ferme générale des revenus de l'État. Le 4 décembre 1718, nouvelle ordonnance qui déclarait la Banque *Banque royale*, et nommait Law directeur « sous l'autorité et les ordres du Régent. » Tant de faveurs accumulées coup sur coup précipitèrent le succès du système. Les actions de la Compagnie montèrent en peu de temps de 500 livres à 18,000 livres. Il y eut alors des jeux de fortune inouïs. Les millions semblaient pleuvoir de tous côtés. L'opulence se déplaçait avec une rapidité effrayante. Tel était venu *agioter* (c'était le mot nouveau inventé pour désigner le commerce des billets) derrière le carrosse de son maître, qui s'en retournait dedans. Les grands sei-

gneurs se ruaient comme les autres à ce jeu terrible qui semblait donner le vertige à toutes les têtes, et venaient se coudoyer avec les portefaix qui assiégeaient les bureaux de la Banque. Le duc de Bourbon refit là sa fortune ; il y gagna de quoi mettre Chantilly sur ce pied de magnificence royale qu'il garde encore de nos jours. Law, qui était à la source, amassa en un clin d'œil des sommes incalculables. On le vit dans une semaine donner 800,000 livres au comte d'Evreux pour le comté de Tancarville en Normandie, offrir au prince de Carignan 1,400,000 livres de l'hôtel de Soissons, 500,000 livres à la marquise de Beuvron de sa terre de Lillebonne, 1,700,000 livres au marquis de Sully de son marquisat de Rosny. Tout cela était dépassé de bien loin par les gains de madame de Chaumont de Prie, la maîtresse du duc de Bourbon, dont on évaluait le chiffre à la somme incroyable de 127 millions.

« C'était dans la rue Quincampoix que s'était établi le théâtre du commerce des actions, car il n'y avait pas encore de Bourse. Heureux ceux qui y avaient des maisons! Une chambre s'y louait jusqu'à dix li-



vres par jour. Mais la grande multitude n'avait pas besoin d'asile. Dès

la pointe du jour, le passage de cette rue étroite était engorgé de joueurs: leur fureur ne faisait que s'accroître durant la journée. On sonnait le soir une cloche, et il fallait les expulser de force. Il fut, dans le temps, frappé une estampe en forme de caricature, qui, sous une allégorie grossière, mais juste, peint au naturel les ravages de cette frénésie épidémique. Elle est considérée par les amateurs comme un monument historique précieux; elle a pour titre : *Véritable portrait du seigneur Quincampoix.* On voit, en effet, au centre, le tableau en buste de ce seigneur, qui a pour devise : *Aut Cæsar*, *aut nihil.* Il est surmonté d'une couronne de plumes de paon et de chardons que lui offre la *Sottise*, avec cette autre inscription : *Je suis le jouet du sage et du fou.* Au-dessous du portrait fume une chaudière, qu'un diable chauffe avec du papier. Un agioteur jette dans la chaudière, à pleines mains, son or et son argent, qui se fondent et ne rendent que des papiers nouveaux. Le *Désespoir*, derrière ce malheureux, semble attendre pour s'en emparer après cette opération. » (*Vie privée de Louis XV.*)

La fureur était allée loin, à en juger par cette phrase du temps, qui était passée en usage dans le style des hommes d'affaires : *Avez-vous de l'or? Rien de fait.* Quand Law vit que ses idées faisaient fortune à ce point, involontairement il se laissa prendre lui-même à cette confiance qui était son ouvrage. Trente millions de papier avaient été enlevés en une semaine ; les demandes se succédant sans cesse, d'émissions en émissions, il se trouva qu'on avait jeté dans la circulation pour deux milliards six cents millions de papier, et la valeur fictive que l'agio lui donnait faisait monter le capital représenté par cette masse énorme de billets, à près de six milliards, c'est-à-dire à plus du double qu'on ne pouvait en payer en réunissant tout l'or et tout l'argent contenus dans le royaume. Law se vit entraîné. « On l'a forcé, disait un contemporain, d'élever sept étages sur des fondements qu'il avait posés pour trois. » Ne sachant plus comment arrêter la baisse qui commençait à se faire sentir, il arracha du Régent une ordonnance qui proscrivait l'usage des monnaies d'or et d'argent, et défendait aux particuliers de garder chez eux plus de 500 livres en espèces. Cette mesure odieuse fit affluer en un mois 40 millions d'espèces à la caisse de la Banque. Mais ce n'est pas ainsi qu'on rappelle un crédit qui s'en va. La défaveur allant toujours croissant, et chacun ne cherchant plus qu'à réaliser ses billets, un arrêt du 21 mai 1720 réduisit leur valeur de moitié et suspendit le remboursement. Ce fut alors un cri de rage contre le système et

contre son auteur, et contre ceux qui l'avaient pris sous leur patronage. On avait maintenu le remboursement pour les billets de 10 livres. Les hommes des halles et les mariniers les achetaient à vil prix, et, se pressant aux portes de la Banque, ils se frayaient un chemin vers la caisse à coups de poing. Nul autre qu'eux ne pouvait en approcher. Le 17 juillet, trois hommes furent assommés dans cette cohue, et le peuple porta leurs cadavres au Palais-Royal : lugubre leçon qu'il donnait au Régent! On avait entendu des voix sinistres s'écrier dans la foule : « S'il y a des gens las de vivre, qu'ils nous suivent. » Le carrosse de Law fut mis en pièces par la populace. On eût dit qu'elle voulait s'essayer aux scènes de désordre qui devaient signaler la fin du siècle. Des billets tels que celui-ci couraient depuis deux mois de maison en maison : « Monsieur et Madame, on vous donne avis qu'on doit faire une « *Saint-Barthélemi* samedi ou dimanche, si les affaires ne changent « point de face. Ne sortez, ni vous ni vos domestiques. Dieu vous pré- « serve du feu. Faites avertir vos voisins. Ce 25 mai 1720. » (*Mémoires de la Régence.*) Le Parlement, qui n'avait jamais vu dans les troubles populaires qu'une occasion de se donner de l'importance, tenta de se créer un rôle dans ceux-ci, et refusa d'enregistrer les édits. Mais Dubois n'était pas homme à plier comme avait fait autrefois Mazarin. Il exila toutes les Chambres à Pontoise, et les mousquetaires qu'il envoya prendre possession du palais, s'installant dans les greffes et sur les siéges des conseillers, s'amusèrent à instruire solennellement le procès criminel d'un chat. La chute du papier allait toujours se précipitant au milieu de ces violences mutuelles; il cessa à la fin d'être regardé comme une monnaie. Au mois de septembre, on avait pour un marc d'or dix-huit mille livres de billets qui, dix mois auparavant, valaient 160,000 livres en espèces. On appelait cela le *Missipipi renversé*. Enfin, le 14 décembre, Law s'enfuit de Paris, poursuivi par les imprécations universelles, et courut se cacher à Venise, où il mourut huit ans après dans un état voisin de la misère. On simula une sorte de remboursement des actions de la Compagnie, après les avoir soumises à un *visa* qui en annula les deux tiers; le reste fut réduit des neuf dixièmes de son ancienne valeur, et converti en rentes d'un taux désavantageux. Un immense discrédit se trouva jeté alors sur des idées qui n'avaient rien au fond que d'utile et de raisonnable, et qui devaient, avant qu'il fût soixante-dix ans, reparaître un jour, pour essuyer, il est vrai, un nouvel affront. Lemontey rapporte qu'on lui cita un conseiller du Parlement

de Toulouse dont la charge, payée par lui en billets de banque, fut remboursée en assignats.

La Régence approchait cependant de son terme à travers toutes ces secousses. Le jeune roi avait été introduit au Conseil de Régence en 1720; deux ans après, il fut sacré à Reims [26 octobre], et, le 22 février 1723, le Parlement le déclara majeur; mais le pouvoir n'en resta pas moins aux mains qui l'avaient reçu à la mort de Louis XIV. Son fils ne paraissait que pour la forme au Conseil; loin de parler, il écou-



tait à peine, et il passait le temps des séances à jouer avec un jeune chat, qu'il apportait dans ses bras. Fatigué bientôt des soucis que lui donnaient les affaires, le Régent abdiqua en quelque sorte entre les mains de Dubois, qu'il déclara premier ministre, le 22 août 1722. L'adroit abbé n'avait pas attendu jusque là pour se faire donner la récompense des services qu'il avait pu rendre à l'Etat. En outre des riches abbayes qu'il accumulait sur sa tête, il s'était fait nommer, en 1720, archevê-

que de Cambrai. « Ce fut alors que, demandant à celui qui le sacrait, préalablement la prêtrise, le diaconat, le sous-diaconat, les quatre ordres mineurs et la tonsure, le célébrant, impatienté, s'écria : « Ne vous faudra-t-il pas aussi le baptême ? » On dit du moins que c'était *le jour de sa première communion*. Ce fut Massillon qui eut la tâche pénible de le sacrer. » L'année suivante, Dubois ajouta à toutes ses dignités ecclésiastiques le chapeau de cardinal, qu'il arracha de la cour de Rome à force d'or et d'obsessions. C'est une curieuse histoire que celle de la promotion de Dubois au cardinalat. Toute la diplomatie européenne en fut occupée pendant deux ans. Les Stuarts, refugiés à Rome, furent impliqués dans la négociation, ce qui, par parenthèse, pensa bouleverser la nouvelle marche politique de la France. Pour arriver à ses fins, Dubois sacrifia au pape Innocent XIII les jansénistes dont il avait d'abord pris la cause en main, par esprit d'opposition aux tendances du dernier règne. Il fit même servir à ce dessein les troubles soulevés dans le royaume par la débâcle du *Missipipi renversé*; et l'adoption de la fameuse bulle *Unigenitus*, qui donnait gain de cause aux ultramontains, fut le prix dont il fit acheter au Parlement rebelle son rappel de Pontoise. Il faut lire, pour se faire une juste idée de cette scandaleuse affaire, la correspondance de Dubois avec l'abbé Tencin et le jésuite Lafitau, qui menaient tout à Rome. « M. le cardinal de Rohan a été obligé « de faire ses billets, écrivait Tencin, et nous avons engagé jusqu'à « nos breloques. Faites vos efforts pour nous envoyer de nouveaux « fonds, au moins dix mille pistoles. On ne fait rien ici sans argent. » Dubois lui répondait : « Le prêt des troupes a manqué net. Cependant « dès qu'il s'agit d'engagement pris par M. le cardinal de Rohan, je « voudrais pouvoir me vendre moi-même, fussé-je acheté pour les ga- « lères. » Il résulte de divers états du trésor, que le chapeau de Dubois coûta environ huit millions à la France ; celui de Mazarin en avait coûté douze. Ce fut un grand scandale dans le Conseil-d'État quand le fils de l'apothicaire de Brives-la-Gaillarde vint y prendre le pas sur tous les membres laïques, en vertu de sa nouvelle dignité de prince de l'Église. Les pairs et les maréchaux de France manquaient tous à l'appel. « Mon- « sieur, lui dit le maréchal de Noailles, cette journée sera fameuse « dans l'histoire ; on n'oubliera pas de marquer que votre entrée dans « le Conseil en a fait déserter tous les grands du royaume. » Dubois fit envoyer les mécontents dans leurs terres, et supprima leurs pensions. Le cercle même des *roués* voyait de mauvais œil cette prodigieuse élévation

du *drôle*, comme Philippe appelait quelquefois son ancien précepteur. « Votre altesse royale en peut faire tout ce qu'elle voudra, dit Nocé au « Régent, à l'un des soupers qui suivirent l'ordonnance du 22 août ; « mais elle n'en fera jamais un honnête homme. » Il fut exilé le lendemain. Sans s'inquiéter de ces mauvais vouloirs impuissants, le cardinal-ministre poursuivait hardiment sa route. Il avait mis la main sur la feuille des bénéfices, et renouvelant, au dire d'Anquetil, un projet de Richelieu, « il se proposait de joindre à ses nombreuses abbayes celles de Prémontré, de Cîteaux, de Cluny et des autres chefs d'ordres, et de devenir par là une espèce de patriarche en France. » Il n'avait pas dédaigné un fauteuil à l'Académie, et ce fut lui qui présida l'assemblée du clergé de 1723. Si ses rêves d'ambition étaient allés jusqu'à la place qu'avait su se faire Richelieu, il ne s'en fallut de guère qu'il n'y arrivât, au moins dans ce qui concernait les petites choses. Ayant témoigné son mécontentement, à l'époque du sacre, d'un petit voyage que le jeune roi devait faire à Corbeny, près de l'Aisne, il reçut la lettre suivante : « J'ai l'honneur de prévenir votre éminence que le voyage de « sa majesté n'aura pas lieu. Le pont qui a été construit pour son pas- « sage sera emporté par la rivière dans la nuit du 27 de ce mois. La « faute retombera tout entière sur l'intendant de la province. *L'inten-* « *dant Orry.* » Les pères Daniel et Tournemine avaient mis leur érudition au service de sa vanité, et s'évertuaient à retrouver dans l'histoire la série des prérogatives du *ministre principal* ; ils parlaient déjà de la garde de sa personne. La mort vint mettre un terme à cette grandeur impossible, dont le Régent s'amusait comme d'une réjouissante comédie. Le 9 août 1723, il fallait faire au vieux cardinal l'opération d'un abcès dans le col de la vessie, triste souvenir de ses anciennes débauches ; et le lendemain il mourut, toujours impie et spirituel. Sous le prétexte qu'il y avait un cérémonial particulier pour administrer les sacrements à un cardinal, et qu'il fallait consulter là-dessus ses confrères, il arriva au terme sans avoir reçu le viatique. Sa dernière confession, qu'il fit la veille à un récollet, fut l'affaire d'un quart d'heure. Philippe d'Orléans, dont la vie entière avait été mêlée à celle de cet homme, se montra bien, en cette circonstance, le *fanfaron de vices* dont parlait Louis XIV. Il ne lui trouva pas d'autre oraison funèbre que ce billet qu'il écrivit à Nocé, dont l'exil durait encore : « Morte la « bête, mort le venin. Je t'attends ce soir à souper, au Palais-Royal. » Mais l'opinion vengea bien Dubois de cette cruelle affectation d'indiffé-

rence. Les actions de la Compagnie des Indes baissèrent, à sa mort, de 300 francs.



Le cardinal Dubois

Philippe, resté seul, montra, pendant les quatre mois qu'il vécut encore, qu'il n'aurait eu besoin de personne s'il l'eût voulu. Ramassant d'une main assurée les rênes de l'État que laissait échapper Dubois, il garda pour lui la conduite des affaires, abandonna le séjour du Palais-Royal pour celui de Versailles, et les rires joyeux de ses soupers pour les études silencieuses du cabinet. Mais son organisation, usée de bonne heure par des excès pour lesquels elle n'était pas faite, ne se trouva point en état de suffire aux travaux qui fondirent tout à coup sur lui. Bientôt tous les signes précurseurs de l'apoplexie se firent apercevoir. Chirac, son médecin, se décida enfin à l'avertir; mais cet avis fut reçu comme une bonne nouvelle par un homme las de tout. Philippe, qui se savait menacé d'une hydropisie de poitrine, accepta avec plaisir la forme plus douce sous laquelle la mort se présentait à

lui, et, loin de chercher à prévenir la crise, il s'étudia à la provoquer : elle ne trompa point son attente. «Ce prince venait de donner audience. En rentrant dans son cabinet, il trouva madame la duchesse de Phalaris, sa maîtresse; il lui dit : « Entrez, je suis bien aise de vous voir, « vous m'égayerez avec vos contes; j'ai grand mal à la tête. » A peine furent-ils seuls ensemble, qu'il se trouva mal, et resta sans mouvement et sans connaissance. Cette dame, effrayée, appela du secours : on ne put lui en administrer aucun efficacement; il expira dans ses



bras, ce qui fit dire malignement, dans une gazette étrangère, *que le duc d'Orléans était mort assisté de son confesseur ordinaire* [2 décembre 1723]. »

Il y avait longtemps que ce *coup de foudre* était prévu, et l'on se tenait prêt à la cour. Le Régent vivait encore, que son ami, le duc de Saint-Simon, était venu proposer au précepteur du roi, à l'ancien évêque de Fréjus, d'imiter Dubois, et de se faire nommer ministre par son élève, sur lequel il avait su se ménager un ascendant irrésistible. « Fréjus écouta ces réflexions avec une paix profonde, et les paya de l'aménité d'un sourire tranquille et doux ; » mais il répondit « que de M. le duc d'Orléans à un particulier la chute était trop grande, et qu'elle écraserait ses épaules, » et déclara qu'il appuierait le duc de

Bourbon. « Je m'en retournai bien persuadé, dit Saint-Simon dans ses « Mémoires, que Fréjus n'était arrêté que par sa timidité, qu'il n'en « était pas moins avide du souverain pouvoir, et qu'il voulait se rendre « maître de tout, à l'aide d'un prince du sang inepte, premier minis- « tre de nom et d'écorce. »

Fréjus, comme l'appelle ici Saint-Simon avec cette familiarité impertinente de grand seigneur, n'était pas autre que le célèbre abbé de Fleury, qui cheminait alors tout doucement vers le poste et le chapeau de Dubois, et qui allait se voir en quelque sorte l'arbitre de l'Europe pendant dix-sept ans. Doux et timide, toujours à la fois convenable et complaisant, Fleury avait traversé les orgies de la Régence, s'enveloppant de je ne sais quelle atmosphère placide et vertueuse, et s'abritant à l'ombre de son royal élève, qu'il élevait en enfant gâté bien plutôt qu'en roi. Profitant des scandales du Palais-Royal, et des défiances injurieuses que l'esprit de parti soulevait contre le Régent, le précepteur avait tracé en quelque sorte autour de son élève un cercle qu'on ne franchissait pas sans sa permission; et, pour mieux assurer son ascendant sur lui, il l'avait abandonné avec une indulgence intéressée aux instincts paresseux de sa nature débile. Louis XV avait marché



jusqu'à sept ans à la lisière; à douze ans il portait un corps de baleine pour se soutenir. Fleury le laissa au moral dans cette impuissance souffreteuse. « Les études du roi furent molles et presque mécaniques; il reçut la religion et la morale, comme il convient aux enfants du peuple, sous forme de préjugés. On l'isola de tout ce qui pouvait élever l'âme ou l'esprit, et la défiance du précepteur s'étendit jusqu'aux mystères de la confession. Le roi l'écrivait de sa main, et lorsqu'elle avait

été revue par l'évêque de Fréjus, il la récitait au confesseur; celui-ci prononçait quelques mots d'exhortation, et le renvoyait aussitôt, *sans oser lui adresser une question.* « J'eus l'imprudence, dit Voltaire, de de-« mander un jour au cardinal de Fleury s'il faisait lire au roi *le Télé-*« *maque :* il me répondit qu'il lui faisait lire de meilleures choses, et « ne me le pardonna jamais. » L'idole était ainsi façonnée au profit du statuaire. Hors du cercle de ses familiers, l'enfant se montrait muet et fâcheux. » (LEMONTEY.) On avait pu voir, aux séances du Conseil, quel cas faisait le jeune roi de ceux qui gouvernaient son royaume en son nom. En 1722, Philippe d'Orléans ayant fait enlever, par une fenêtre de la cour, et conduire à Lyon, entre deux rangs de mousquetaires, Villeroy, le gouverneur de Louis XV, qui affectait de trancher du despote et refusait de laisser le Régent seul avec le roi, Fleury crut devoir s'attacher, du moins en apparence, à la fortune d'un rival qu'il détestait, et disparut de Versailles à quatre heures du matin. Cet enfant apathique et maussade entra tout à coup dans un accès effroyable de colère, et donna des preuves d'une tendresse à laquelle personne ne s'attendait. Il pleurait, il cassait les vitres, il ne voulait plus ni manger ni dormir; force fut au Régent alarmé de faire courir de tous côtés après le fugitif, et quand on eut découvert le lieu de sa retraite, à six lieues de là, Louis XV lui écrivit de sa main : « J'ai besoin de vous, venez au plus vite. »

Philippe d'Orléans rendait à peine le dernier soupir, que le duc de Bourbon entra dans le cabinet du roi, et demanda hardiment la place que la mort du Régent laissait vacante. Louis regarda fixement l'évêque de Fréjus, qui baissa modestement les yeux, en approbateur indigne. La Vrillière, qui était du complot, tenait prêtes la formule du serment et la patente de nomination. L'enfant signa sans oser rien dire, et le royaume changea de maître une troisième fois. Moins diffamé que ses deux prédécesseurs, le nouveau ministre ne valait guère mieux. C'était un homme « livré à la débauche, grand, maigre, d'une figure peu revenante, d'une humeur brusque et peu commode, curieux et aimant les choses rares et précieuses; possesseur d'une très-belle femme dont il ne connaissait pas tout le prix, cherchant ailleurs des plaisirs qu'il était peu en état de goûter, faisant une belle et grande dépense....... » (*Mémoires secrets.*) Cette *belle et grande dépense*, c'était, comme on l'a vu, les jeux de hausse et de baisse qui l'avaient mis en état d'y suffire. La chose était si notoire, qu'aux fêtes splendides qu'il

donna au roi à son retour du sacre, on avait entendu un plaisant s'écrier *qu'il fallait que le fleuve du Mississipi eût passé par là.* Sans ressort et sans valeur personnelle, n'ayant qu'une sorte d'énergie capricieuse et brutale, le duc de Bourbon vivait sous l'empire absolu de la marquise de Prye, de cette dame de Chaumont qui avait su se faire une si large part dans les bénéfices de l'*agio.* Ce fut elle qui gouverna réellement pour lui, à l'aide du ministre qu'elle lui avait imposé, Pâris Duverney, sa créature, qui essaya, mais en vain, par des innovations malheureuses, de remettre à flot les finances, et ne réussit qu'à faire perdre trente-cinq millions de plus à l'État. On conçoit bien que Fleury n'avait pas laissé sans restriction le pouvoir tomber en de pareilles mains. Tout se décidait en petit comité entre le roi, le duc et lui. Le vieux maréchal de Villars était appelé quelquefois à ce conseil intime, mais on s'y inquiétait peu de lui. Abandonnant au premier ministre tout l'honneur et le poids des dehors du gouvernement, Fleury se contentait de le surveiller sous main, et attendait tranquillement que le temps eût fait un homme de l'enfant qu'il avait élevé. Rien de grand ne signala ce ministère de passage; le seul événement de quelque importance qui s'accomplit sous les auspices du duc de Bourbon, fut le mariage du roi avec Marie Leczinska, et le renvoi de l'infante d'Espagne, destinée par Dubois à Louis XV.

« L'Espagne, écrivait Alberoni du fond de sa retraite, est un cadavre que j'avais animé, mais, à mon départ, il s'est recouché dans sa tombe. » Philippe V, privé de l'homme qui avait su lui donner quelque apparence de virilité, était retombé dans une sorte d'abrutissement moral, auquel venait ajouter encore une piété inintelligente dont l'excès approchait de la monomanie. Il ne voyait plus que par les yeux de son confesseur, le jésuite Bermudez, dont le zèle mal entendu avait arraché de lui, sous le titre de *pragmatique*, une sorte de loi somptuaire qui donnait à l'Espagne entière l'apparence d'un vaste couvent. Heureusement que la reine avait la taille bien prise, les épaules très-belles et très-blanches, et le visage marqué de la petite-vérole. Elle rejeta bien loin, pour sa part, l'espèce de sac monastique dont Bermudez avait imaginé d'affubler les Espagnoles, et la *pragmatique* fut ruinée en naissant. Bientôt Philippe V, comme s'il eût eu la conscience de son impuissance, prit en dégoût la couronne qui l'écrasait, et abdiqua, le 10 janvier 1724, en faveur de son fils, Louis Ier. Celui-ci était un véritable enfant du pays, *un roi nourri au chocolat*, comme disaient les Es-

pagnols; il avait sucé avec le lait la vieille haine nationale contre la France, et les allures qu'il prit dès le commencement jetèrent l'alarme à Versailles. « L'on est plus Autrichien à cette cour que les bourgeois de la rue Saint-Denis ne sont Parisiens, écrivait de Tessé au duc de Bourbon ; il ne me reste qu'à répéter ce que le maréchal de Créqui disait en mourant au père de Mouchy, son confesseur : « *Je vois bien, mon père, qu'il faut que je me jette à bride abattue dans les ténèbres de la Providence.* » On sortit de là en faisant travailler en sous-œuvre le faible et superstitieux Philippe, qui, après être descendu du trône pour mériter *un royaume plus durable*, craignait de se damner en y remontant, et céda enfin à la décision de quatre théologiens, dans laquelle il était dit qu'il devait reprendre le sceptre, *sous peine de péché mortel.* Ces fluctuations insensées du pouvoir achevaient d'avilir l'Espagne aux yeux de tous. La mère du duc de Bourbon entreprit, à la faveur de ce discrédit où était tombé le royaume de Philippe V, de faire renvoyer l'infante, et de lui substituer une de ses filles. Mais la marquise de Prye, craignant pour son influence si l'altière duchesse parvenait à s'attacher par un lien pareil la personne du roi, laissa d'abord partir l'infante, et persuada ensuite au duc lui-même de diriger hors de sa famille le choix du roi. Fleury se prêta de bonne grâce à cette combinaison de la marquise, si favorable à ses projets. Il y avait alors en Europe quatre-vingt-dix-neuf princesses à marier. Dans les vingt-huit portraits que rapportait le chevalier envoyé en mission pour aller à la recherche d'une reine de France, ce fut à celui de Marie Leczinska que s'arrêtèrent les conseillers égoïstes de Louis XV. Celle-là ne pouvait inquiéter aucune ambition. Son père, Stanislas Leczinski, porté autrefois au trône de Pologne par un caprice de Charles XII, et chassé bientôt par le client de Pierre le Grand, Auguste de Saxe, vivait obscur en Alsace, se consolant sans faste de sa grandeur perdue, dans les exercices d'une piété tranquille et éclairée. Douce et modeste fille, rompue par son père à toutes les habitudes de la résignation, et trop pieuse pour se préoccuper vivement de la terre, Marie était bien la reine qu'il fallait à Fleury. Il n'y avait là à craindre ni famille avide, ni entourage insolent. Marie était fille unique ; Stanislas avait été trahi par ses parents en Pologne ; toute sa cour, composée de six à sept gentilhommes et de deux prêtres, tenait avec lui dans une espèce de masure, et il était convenu que personne ne suivrait sa fille. Le 4 septembre 1725, Louis XV épousa solennellement la fille du proscrit. On traîna son effigie dans les rues de Madrid, et quelques bergers

des Pyrénées vinrent furtivement dans les vallées françaises couper les jarrets des bestiaux. Là se borna la vengeance de l'Espagne. Plus tard, Philippe V fit mine de s'allier à l'Autriche ; mais une simple ambassade suffit pour conjurer l'orage.

Cependant Louis XV avançait en âge; quoiqu'il n'eût encore que dix-sept ans à peine, son mariage semblait l'avoir fait entrer dans l'époque de la virilité. Fleury crut enfin le moment venu. Aussi bien le duc de Bourbon commençait-il à se lasser de cette influence sourde et mystérieuse qui tenait la sienne en respect. Il témoignait assez ouvertement son opposition aux désirs du précepteur, qui voulait troquer sa mitre d'évêque contre le chapeau de cardinal, cette grande ambition de tous les abbés hommes d'état. Bientôt il essaya de traiter sans lui les affaires avec le roi, et le fit attendre un jour dans le cabinet royal, pendant que lui-même, par une sorte de surprise, retenait Louis XV dans la chambre de la reine, où il était survenu tout à coup, le portefeuille sous le bras. Fleury ne le laissa pas aller plus loin. Sans attendre un nouvel affront, il disparaît de nouveau de la cour, et va se retirer à Issy, dans la maison des Sulpiciens. Mais il laissait à Versailles des amis qui avaient le mot, et qui s'étaient chargés de lui envoyer des courriers d'heure en heure. Les courriers qui arrivèrent à Issy ne laissèrent bientôt plus à Fleury de doute sur son triomphe. « La reine, lui écrivait de Prezé, a fait inviter le roi, par M. de Nangis, à passer chez elle; mais il n'y est resté que trois minutes. De là il est revenu se mettre sur sa chaise, tout seul, où il est depuis plus de trois quarts d'heure, sans avoir proféré une seule parole [19 décembre 1725]. » A peine sorti de cet abattement, Louis XV envoya Mortemart, le gentilhomme de service, ordonner au duc de Bourbon de rappeler lui-même son rival, et cette leçon apprit pour toujours aux courtisans qu'il fallait renoncer à chasser le vieux précepteur de son poste. Six mois après, le duc porta la peine de son impuissante fantaisie. Le matin du 11 juin 1726, Louis XV, partant pour chasser à Rambouillet, quitta son ministre avec un sourire gracieux. « Mon cousin, lui dit-il, ne me faites pas attendre pour souper. » Quelques heures après, Bourbon reçut un billet sec et impérieux, dans lequel *son cousin* le remerciait de ses services, et l'envoyait se reposer à Chantilly. Une lettre de cachet confina, le même jour, la marquise de Prye dans sa terre de Normandie. Il n'y eut pas jusqu'à la reine qui, pour s'être prêtée au complot du premier ministre, ne reçut le contre-coup de sa chute. Le maréchal de Villars, qui vint la

voir, la trouva baignant de ses larmes une lettre qu'elle venait de rece-



voir du roi : « Madame, lui disait-il, ne soyez pas surprise des ordres « que je donne. Faites attention à ce que M. de Fréjus vous dira de ma « part ; je vous en prie et vous l'ordonne.

« LOUIS. »

Non moins timide qu'obstiné dans son ambition, Fleury n'osa point paraître recueillir l'héritage du duc de Bourbon, et, se dissimulant plus que jamais derrière la personne royale, il dicta à son obéissant élève une sorte de proclamation dans laquelle Louis XV supprimait la charge de premier ministre, et déclarait qu'il gardait désormais pour lui-même l'administration de son royaume. *Lui-même*, c'était son hypocrite mentor, et personne n'y fut trompé. La cour de Rome envoya sur-le-champ au tout-puissant Fleury le chapeau de cardinal, et, malgré le *Te Deum* chanté solennellement dans toutes les églises de Paris, pour remercier Dieu qui replaçait le pouvoir entre les mains du maître légitime, Louis XV n'en continua pas moins à vivre, pour ainsi dire, en dehors de son règne.

Fleury avait soixante-treize ans quand il arriva enfin au but qu'il convoitait depuis si longtemps. L'ambition, qui chez lui n'était, à vrai dire, que de la vanité, l'abandonna tout à coup dès qu'il eut écarté tous ses rivaux. Dès lors, se laissant aller aux besoins de repos de sa nature molle et peureuse, il ne songea plus qu'à s'arranger pour mourir en paix sur les marches du trône. Les débats du congrès de Soissons, où il s'agissait de sauver la France d'une coalition déjà formée entre l'Autriche, l'Espagne, la Prusse et la Russie, le tinrent encore quelque temps en haleine. La difficulté se compliquait des prétentions de l'empereur Charles VI, qui menaçait les Hollandais d'une concurrence commerciale par l'établissement d'une compagnie des Indes à Ostende, et qui, dans sa pragmatique, bouleversait toute la constitution germanique en appelant sa fille Marie-Thérèse à lui succéder à l'empire. Il y avait aussi des négociations entamées pour la succession des Médicis, dont la maison s'éteignait, et que Philippe V réclamait pour son fils don Carlos. Fleury eut l'art de tout amortir, et de faire manœuvrer à sa guise ce congrès difficile.

« Les députés de presque toutes les puissances de l'Europe s'y étaient rendus avec empressement ; on donna à l'ouverture beaucoup de solennité. Le cardinal y parut comme un arbitre investi de la confiance générale, arbitre dont l'habileté et la prudence allaient concilier tous les intérêts et calmer toutes les passions. Il distribua des compliments et en reçut. Les plénipotentiaires l'imitèrent entre eux ; les harangues, les visites, on pourrait dire les repas et les plaisirs, firent presque l'unique occupation de cette assemblée. Elle dura un an, languissante, incertaine autant sur les matières à traiter que sur l'ordre et la forme à leur donner. L'inaction la tua, et elle se sépara en juin 1729, un an juste après son ouverture. Elle était devenue parfaitement inutile : en effet, pendant que le prélat fixait l'attention des peuples sur le congrès de Soissons, livré avec affectation à leurs regards, il s'occupait secrètement de moyens plus efficaces de procurer une paix générale. Le principal obstacle qui s'y opposait était l'obstination de l'empereur à mettre en activité sa compagnie d'Ostende, malgré ses anciens engagements, et à faire garantir sa pragmatique. En même temps qu'il exigeait ces avantages, il suscitait des difficultés par lesquelles il paraissait vouloir éloigner l'établissement solide de don Carlos dans les États d'Italie, qui lui étaient cédés. La reine d'Espagne, née Farnèse, et nièce du duc de Parme, qui n'avait pas d'enfant, était passionnée pour cet

établissement. Le cardinal saisit avec habileté cette occasion de réconcilier tout à fait la cour de France avec celle d'Espagne : il offrit à la reine de faire concourir l'Angleterre à sa satisfaction. Des soins qu'il se donna provint entre les trois couronnes un traité d'alliance qui fut signé à Séville en novembre 1729. Il garantissait à don Carlos le droit de succession aux duchés de Parme et de Plaisance après la mort du dernier souverain, qui ne pouvait tarder. Pour assurer ce droit, les Anglais s'obligeaient à favoriser le passage d'un corps de troupes espagnoles qui devaient tenir d'avance garnison dans les principales villes de ces duchés. Enfin, les Hollandais accédèrent au traité de Séville, sous la promesse qui fut faite par les alliés de leur procurer une entière satisfaction touchant la révocation de la compagnie d'Ostende. Un second traité fut signé à Vienne en mars 1731. Les États-Généraux garantirent la pragmatique ; l'empereur s'engagea à faire cesser le commerce des Pays-Bas autrichiens aux Indes, souscrivit à tous les engagements pris à Séville pour la succession des duchés de Parme et de Plaisance, qui était ouverte, et pour celle du duché de Toscane, qui ne tarderait pas à s'ouvrir, et dont le traité de Vienne promettait l'investiture aux enfants de la princesse Farnèse, reine d'Espagne. Le grand-duc, quoique peu content de voir disposer si impérieusement de ses États, lui vivant, confirma ces arrangements par un acte particulier signé à Florence la même année 1731. Il y reconnut don Carlos pour son successeur. » (ANQUETIL, *Histoire de France*.)

Cette paix si longue à conquérir, le ministre en jouissait à peine depuis deux ans, quand elle lui échappa tout à coup. Quand on avait pris à Stanislas Leczinski sa fille pour la marier au roi de France, l'ex-roi de Pologne avait déclaré solennellement qu'il renonçait pour toujours au trône où l'avait placé Charles XII, et cette déclaration n'avait pas été sans influence pour déterminer Fleury à laisser s'accomplir cette union disproportionnée. Mais ils avaient compté tous les deux sans la fortune. « A la mort d'Auguste II (1733), le parti de Stanislas se réveilla en opposition à celui d'Auguste III, électeur de Saxe, fils du feu roi. Stanislas réunit jusqu'à soixante mille suffrages. Villars et les vieux généraux poussaient à la guerre ; ils prétendaient qu'on ne pouvait se dispenser de soutenir le beau-père du roi de France. Fleury se laissa forcer la main. Il en fit trop peu pour réussir, assez pour compromettre le nom français. Il envoya trois millions et quinze cents hommes contre cinquante mille Russes. Un Français qui se trouvait par hasard à l'ar-

rivée de nos troupes, le comte de Plélo, ambassadeur en Danemark, rougit pour la France, se mit à leur tête, et se fit tuer.

« L'Espagne s'était déclarée pour Stanislas contre l'Autriche, qui soutenait Auguste. Cette guerre lointaine de Pologne était pour elle un prétexte pour recouvrer ses possessions d'Italie ; elle y réussit en partie par le secours de la France. Pendant que Villars envahissait le Milanais, les Espagnols reprenaient les Deux-Siciles, et y établissaient l'infant don Carlos [1734-5]. Ils gardèrent cette conquête au traité de Vienne [1738]. Stanislas, en dédommagement de la Pologne, reçut la Lorraine, qui, à sa mort, dut passer à la France; le duc de Lorraine, François, gendre de l'empereur, époux de la fameuse Marie-Thérèse, eut en échange la Toscane, comme fief de l'empire. Le dernier des Médicis étant mort sans postérité, Fleury s'empressa de traiter pour assurer les Deux-Siciles aux Bourbons d'Espagne, malgré la jalousie des Anglais. Ajoutez que dix mille Russes étaient parvenus jusqu'au Rhin. On s'aperçut, pour la première fois, que cette Asie européenne pouvait, par-dessus l'Allemagne, étendre ses longs bras jusqu'à la France.

« Ainsi, la France décrépite, avec Fleury et Villars, avec un ministre octogénaire et un général octogénaire, avait pourtant gagné la Lorraine. L'Espagne, renouvelée par la maison de Bourbon, avait gagné deux royaumes sur l'Autriche. Celle-ci, encore sous la maison de Charles-Quint, représentait le vieux principe européen destiné à périr pour faire place au principe moderne. L'empereur Charles VI, inquiet comme Charles II d'Espagne, en 1700, avait, au prix des plus grands sacrifices, essayé de faire garantir ses États à sa fille Marie-Thérèse, épouse du duc de Lorraine, devenu duc de Toscane,

« En face de la vieille Autriche s'élevait la jeune Prusse, État allemand, slave, français, au milieu de l'Allemagne ; aucun n'avait reçu plus de réfugiés après la révocation de l'édit de Nantes. La Prusse était destinée à renouveler l'ancienne opposition saxonne contre les empereurs. Cet État, pauvre et sans barrière naturelle, qui n'oppposait à l'ennemi ni les canaux de la Hollande, ni les montagnes de la Savoie, n'en a pas moins cru et grandi, pure création de la politique, de la guerre, c'est-à-dire de la volonté, de la liberté humaine triomphant de la nature. Le premier roi, Guillaume, dur et brutal soldat, avait passé trente ans à amasser de l'argent et à discipliner ses troupes à coups de canne ; ce fondateur de la Prusse conçut l'État comme un ré-

giment. Il craignait que son fils ne continuât pas sur le même plan, et il eut la tentation de lui faire couper la tête, comme fit le czar Pierre pour son fils Alexis. Ce fils, qui fut Frédéric II, plaisait peu à un père qui n'estimait que la taille et la force, qui faisait enlever partout des hommes de six pieds pour composer des régiments de géants. Le jeune Frédéric était petit, avec de grosses épaules, un gros œil dur et perçant, quelque chose de bizarre. C'était un bel esprit, un musicien, un philosophe avec des goûts immoraux et ridicules, grand faiseur de petits vers français; il ne savait pas le latin et méprisait l'allemand; pur logicien, qui ne pouvait saisir ni la beauté de l'art antique, ni la profondeur de la science moderne. Il avait pourtant une chose par laquelle il a mérité d'être appelé le Grand : *il voulait.* Il voulut être brave, il voulut faire de sa Prusse l'un des premiers États de l'Europe, il voulut être législateur, il voulut que les déserts de la Prusse se peuplassent. Il vint à bout de tout. Il fut un des fondateurs de l'art militaire, entre Turenne et Napoléon. Quand celui-ci entra à Berlin, il ne voulut voir que le tombeau de Frédéric, prit pour lui son épée, et dit : « Ceci est à moi. »

« La Prusse, état nouveau, qui devait ses plus industrieux citoyens à la révocation de l'édit de Nantes, devait tôt ou tard devenir le centre du philosophisme moderne. Frédéric II comprit ce rôle; il se déclara en poésie, en philosophie, disciple de Voltaire; c'était faire sa cour à l'opinion; les goûts futiles de Frédéric servirent en cela ses projets les plus sérieux. L'empereur Julien avait été le singe de Marc-Aurèle, Frédéric fut celui de Julien. D'abord, en l'honneur des Antonins, que Voltaire lui proposait pour modèle, il écrit un livre sentimental et vertueux contre Machiavel. Il ne régnait pas encore. Voltaire, dans son naïf enthousiasme, revoit les épreuves, exalte le royal auteur, et promet au monde un Titus. A son avénement [1740], Frédéric voulut faire détruire l'édition. » (MICHELET.)

Pendant que l'Europe moderne s'organisait ainsi de toutes parts, et qu'en France le mouvement philosophique achevait de rompre avec les traditions religieuses et monarchiques du passé, au moment où tout semblait se préparer pour cette grande crise qui de Paris à New-York allait changer la face du monde, Fleury s'endormait tranquille à l'ombre du trône et de l'autel. Sa grande, son unique sollicitude était pour les misérables querelles qui se prolongeaient toujours à propos des futilités théologiques du jansénisme. Le grand débat de Luther avec la

papauté n'avait pas remué plus de passions que n'en soulevait dans certains esprits la lutte sans portée de la bulle *Unigenitus*, avec le livre des *Réflexions morales* du père Quesnel, dont le nom servait maintenant de ralliement à la secte. A défaut de l'éclat que les plumes illustres de Port-Royal avaient jeté dans le dernier siècle sur le parti de Jansénius, les partisans du père Quesnel se soutenaient à force d'entêtement et de ridicule importance. L'évêque de Sènez, Jean Loanen, un des quatre prélats qui s'étaient élevés avec le plus de force contre cet édit d'enregistrement de la bulle qui avait servi à payer le chapeau de Dubois, ayant été cité devant le concile d'Embrun, « comme auteur d'une instruction pastorale entachée d'erreurs capitales, injurieuses à la bulle *Unigenitus*, et recommandant la lecture des *Réflexions morales* du père Quesnel, » comparut devant ses juges du même air qu'il eût pu garder au temps de la persécution de Dioclétien. Condamné, il en appela au futur concile, et exilé, malgré son appel, dans l'abbaye de la Chaise-Dieu, où il vécut jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, entouré de toutes les jouissances de la vie ; il ne signait plus ses lettres que « Jean, évêque de Sènez, prisonnier de Jésus-Christ. » Les appelants à la bulle recevaient ses lettres comme celles d'un martyr.

Bientôt Paris tout entier fut mis en rumeur par les rêveries de quelques fanatiques du parti. Il s'agissait de prouver, par quelque signe visible de l'approbation divine, que le ciel était pour le père Quesnel. « Un diacre de la paroisse de Saint-Médard, nommé Pâris, fils d'un conseiller de grand'chambre, et frère d'un conseiller aux requêtes, esprit faible et étroit, mort appelant et réappelant, fut le héros que l'on choisit. Un historien zélé pour le jansénisme a écrit sa vie, où, entre autres traits édifiants, on lisait qu'il était quelquefois deux ans entiers sans faire ses pâques; que dans un codicile signé peu de temps avant sa fin, il avait fait part de ses biens à de pauvres prêtres, pour leur ôter la tentation de dire souvent la messe ; que, dans son enfance, il se réjouissait à brûler de la paille dans une cheminée, pour mettre le feu au collége de Nanterre ; qu'à dix ans il commença à donner beaucoup d'exercice à ses maîtres, dont la patience se dédommagea à exercer la sienne ; qu'il fut ensuite chassé deux fois de la maison paternelle, puis déshérité en partie ; qu'il avait appris à faire des bas au métier ; qu'il s'était tenu loin des autels et de tout ministère ecclésiastique ; qu'il s'était borné à faire le catéchisme aux enfants et la conférence aux jeunes clercs ; qu'il haïssait surtout cordialement les jésuites, et peu

de temps avant sa mort avait prononcé ces paroles prophétiques : *On ne peut trop les démasquer.* Tel était le nouveau sujet qu'on voulait canoniser, et comme les miracles sont la pierre de touche de la sainteté, on ne tarda pas à en faire imprimer la liste. Un magistrat célèbre du parti, M. Carré de Montgeron, conseiller au Parlement, dans un volume qu'il présenta lui-même au roi, réunit les témoignages qui prouvaient la certitude de ces prodiges, et peu après fut enfermé pour cette extravagance..... Il est vrai que les miracles de M. Pâris étaient d'une espèce particulière. Ceux qui l'invoquaient sur sa tombe étaient tourmentés d'agitations horribles, et pires que les maladies dont ils pouvaient demander la guérison, d'où est venu



le nom de *convulsion*, pour les distinguer des anciens miracles, et de *convulsionnaires* à ceux qui éprouvaient l'état dont il est question. Ce n'aurait sans doute été rien, si les cures eussent été réelles ; mais les adversaires ne manquèrent pas de les contester, et même de plaisanter amèrement sur le moderne Thaumaturge. « Là, dirent-ils, c'est une fille tourmentée d'hydropisie que le cours ordinaire de neuf mois fait disparaître sans miracle. Ici, c'est un œil recouvré qu'un oculiste s'offrait de

guérir, mais avec la perte de l'autre œil, dont le même oculiste n'avait osé promettre la guérison. Ailleurs, c'est un chanoine impotent qui peut aller partout, excepté à l'office, où on ne le voit jamais. Plus loin, c'est un fourbe maladroit qui vient au tombeau, boiteux d'une jambe, et, à force de contorsions, retourne boiteux des deux. » (*Vie privée de Louis XV.*)

En dépit des railleurs, les jansénistes continuèrent pendant cinq ans leurs représentations au petit cimetière de Saint-Médard, où était le tombeau miraculeux. L'archevêque de Paris eut beau les poursuivre de ses mandements, ils en appelèrent au Parlement, où ils étaient en force, et bravèrent jusqu'à l'intervention royale. Leurs docteurs avaient pris fait et cause en faveur des miracles du diacre appelant; la controverse qu'ils soulevèrent remplit douze à quatorze volumes in-4°. En attendant, la foule se pressait aux abords du cimetière Saint-Médard; les curieux attirant les filous, ce coin obscur de Paris était devenu le rendez-vous de tout ce que la ville renfermait de suspect. La débauche vint s'y établir à son tour, et le scandale alla si loin, que Fleury se décida enfin à un coup d'autorité. Le 27 janvier 1732, il fit signer au roi une ordonnance qui fermait le cimetière au public, avec défense d'en ouvrir les portes autrement que pour cause d'inhumation. Mais il n'en fut pas quitte à si bon marché : il fallut qu'une compagnie de gardes vînt écarter, l'arme au bras, la foule des dévots et autres, qui pensèrent se mutiner en se voyant enlever le théâtre de leurs exercices. Le lendemain, on trouva affichée sur le mur de clôture cette inscription pleine de dépit :

De par le Roi, défense à Dieu
De plus opérer en ce lieu.

Les adeptes ne voulurent pas en avoir le démenti; ils poursuivirent, dans les maisons voisines, le cours de leurs prodiges; toujours traqués par la police, et réduits, pour faire leurs miracles, à employer toutes les ruses des malfaiteurs, mais toujours fermes dans leur foi, et lassant, par leur obstination, « la force de leurs persécuteurs, » pour emprunter le style des *Nouvelles ecclésiastiques.* C'était leur journal de chaque semaine; il s'imprimait dans les caves, et se vendait sous le manteau, et pourtant il ne put être interrompu qu'à l'époque même de la révolution, où il disparut avec le parti lui-même dans le tourbillon; et en-

core, n'est-il pas bien sûr que Jansénius et le père Quesnel soient, à l'heure qu'il est, oubliés partout.



A part les graves soucis que lui donnaient les martyrs et les saints jansénistes, Fleury voyait les années de son ministère s'écouler dans une paix profonde. Pendant que son maître, insoucieux des affaires d'état, vivait bourgeoisement en famille, dans son petit cercle de Rambouillet, où sa constitution, si frêle d'abord, achevait de se fortifier au milieu des exercices violents de la chasse, lui-même, caché à tous les yeux, au fond de son ermitage d'Issy, d'où il ne sortait que pour faire ses apparitions à Versailles, semblait prendre plaisir à écarter plus loin de lui le bruit des choses du monde, à mesure que son action sur le monde devenait plus immédiate et plus puissante. « Plus son royal pupille croissoit en âge, et plus il lui étoit soumis. A l'éclat du trône, à la représentation près, on l'eût pris pour le premier sujet de Son Éminence, qui elle-même étoit gouvernée par deux hommes très-obscurs. L'un étoit l'abbé Couturier, supérieur du séminaire de Saint-Sulpice, qui, sans être le confesseur en titre du ministre souverain, dirigeoit en grand sa conscience, et, sans avoir la feuille des bénéfices, étoit à la tête du département de toutes les affaires ecclésiastiques Ce personnage grossier, sans éducation, sous un air de balourdise, avoit eu assez de dextérité pour manier l'esprit de son pénitent, l'assouplir, et se rendre, sous lui, distributeur de toutes les grâces de l'Église. Le chef

couvert d'un vaste chapeau, dont les ailes rabattues ombrageoient ses larges épaules, en rabat blanc, en soutane de bure, il voyoit son antichambre remplie des plus grands seigneurs du royaume. Sa maison étoit devenue la pépinière de tous les abbés de qualité aspirant à la prélature, et comme il étoit voué aux jésuites, ce fut lui qui dicta au cardinal la plupart de ses mesures de rigueur contre les jansénistes. L'autre étoit Barjac, valet de chambre du cardinal, et conséquemment le ministre de ses plaisirs et le confident de ses peines. Il connoissoit à merveille les foibles de son maître et savoit les saisir; il le caressoit de la façon la plus adroite. Ce fut lui qui, peu de temps avant la mort de ce nonagénaire, eut la galanterie recherchée de le faire dîner, un jour des Rois, avec douze convives de la cour, en hommes et en femmes plus âgés que lui; en sorte que, comme le plus jeune, il fut obligé de tirer le gâteau. Barjac était le canal de toutes les grâces intérieures, et principalement de celles de la finance, dont une partie refluait sur lui, en sorte qu'il se trouva puissamment riche à la mort de son protecteur. »

En outre de ces deux favoris subalternes, on comptait encore la princesse de Carignan, à laquelle on donnait le titre un peu dérisoire de maîtresse du cardinal, mais dont l'empire moral sur le vieux ministre n'était pas moins solidement établi que si les sens eussent été de la partie. Ce fut elle, assure-t-on, qui, pour mieux assujettir encore les lisières par lesquelles son ami retenait le roi, eut la funeste idée de donner à Louis XV une maîtresse de la main même de Fleury. Richelieu, le plus jeune et le plus aimable des *roués* de la Régence, fut chargé de la négociation : il proposa au roi madame de Mailly. Ainsi le comportait la morale de la cour, si facile et si large toutes les fois que la personne royale était en jeu. Bossuet lui-même, dans un siècle plus sévère que celui-ci, avait bien pu donner les mains à une réconciliation entre Louis XIV et madame de Montespan! La favorite qu'on mettait en avant était du nombre des femmes qu'on appelait vertueuses. Elle se prêta de bonne grâce aux combinaisons de la Carignan, et la reine en favorisa le succès par une dévotion mal entendue. Son confesseur, qu'on avait fait entrer dans le complot, lui persuada qu'elle ferait une chose agréable à Dieu, après avoir donné au roi, son mari, un héritier et plusieurs filles, d'exercer désormais la chasteté, la plus excellente des vertus, et il devint facile de faire tomber le roi dans les piéges qu'on lui tendait. Alors commencèrent ces

scènes déplorables qui devaient se terminer d'une façon si honteuse, et qui donnent en quelque sorte, à une histoire de Louis XV, l'air et la tournure d'un mauvais livre. Avec son éducation manquée et son indifférence profonde de toutes choses, Louis n'avait rien qui pût le soutenir dans cette voie glissante où l'engageaient d'hypocrites amis. Le sentiment de la dignité royale, qui donnait encore un vernis de grandeur aux fantaisies amoureuses de son grand-père, n'était rien pour lui, qui ne put jamais prendre sa royauté au sérieux, et qui détestait surtout du trône le *decorum* et la gêne personnelle. Ni jeune, ni belle, ni même jolie, madame de Mailly n'avait dû l'honneur de sa présentation qu'à ses manières caressantes, propices à un début, et surtout à son caractère désintéressé, à son dévouement au cardinal. Mais après avoir passé par le choix de ses courtisans, Louis XV fit le sien à son tour, et s'arrêta juste à la sœur de sa maîtresse, madame de Vintimille. Puis, celle-ci étant morte en couches, madame de Mailly reprit le dessus jusqu'à ce qu'elle fut supplantée par une autre de ses sœurs, la marquise de La Tournelle, si célèbre sous le nom de duchesse de Châteauroux. A la faveur de cette vie nouvelle du roi, les courtisans ramenaient peu à peu les mœurs décriées de la Régence. Louis, toujours timide et *cachottier*, avait imaginé *les petits appartements*, où il mettait les verroux entre la cour et lui, et où l'on ne reconnaissait plus d'autre roi que le roi du festin. Les orgies du Palais-Royal se reproduisaient à Versailles. Madame de Mailly, qui aimait le champagne, en avait inspiré le goût au roi; les convives se portaient de si nombreux défis, qu'il fallait à la fin les retirer de dessous la table. Pendant ce temps, l'opinion s'irritait; les vers satiriques couraient de café en café, le peuple s'apprenait à répéter d'ignobles chansons où la *conduite licencieuse* du roi était décrite en termes plus licencieux encore; la vénération traditionnelle pour la personne royale, qui soutenait encore l'édifice menacé de la vieille société, s'en allait de jour en jour; mais Fleury avait atteint son but : Louis XV était moins roi que jamais. Poussant l'hypocrisie jusqu'au bout, il feignit de vouloir s'opposer au mal après l'avoir fait, et adressa des remontrances au roi; mais il n'y mit pas de chaleur. « Je vous ai abandonné la conduite de mon royaume, s'écria Louis au premier mot qu'il en toucha : j'espère que vous me laisserez maître de la mienne. » Le tout-puissant cardinal n'insista plus. Les choses en étaient là, quand l'empereur Charles VI vint à mourir d'une indigestion [10 octobre 1740], l'année même où

commençait le règne de Frédéric II. Il fallut aussi dire adieu à ce calme commode et laisser là les doctes conférences avec les théologiens de Saint-Sulpice, pour se jeter, à quatre-vingt-huit ans, dans les embarras inextricables d'une guerre pour ainsi dire universelle.

L'Europe, tout à l'heure si mollement endormie, semblait se réveiller à l'improviste aux cris de guerre qui s'élevaient de toutes parts. L'espèce d'acharnement avec lequel l'empereur défunt était revenu sans cesse à la charge pour faire accepter partout la *Pragmatique Caroline*, indiquait assez d'avance quels obstacles devaient s'opposer à ce qu'elle fût exécutée à sa mort. Si Marie-Thérèse avait espéré recueillir tranquillement la succession de son père, elle fut cruellement désabusée. On se présenta en foule pour la lui disputer : l'électeur de Bavière réclamait la dignité impériale; le roi de Sardaigne se contentait du Milanais; le roi de Prusse de la Silésie; l'électeur de Saxe, Auguste III, et le roi d'Espagne, demandaient tout. Il était difficile à Fleury de rester neutre au milieu de cette cohue de prétentions rivales. Les deux frères de Belle-Isle le décidèrent à prendre parti pour l'électeur de Bavière; mais il refusait de se laisser mettre les armes à la main, et d'interminables négociations s'échangeaient encore entre toutes les cours intéressées à la querelle, quand le nouveau roi de Prusse, impatient d'arriver à une solution, prit tout à coup son parti, et donna le signal aux autres en se jetant sur la Silésie. « Je vais, je crois, jouer votre jeu, dit-il au marquis de Beauveau, en partant pour son expédition; si les as me viennent, nous partagerons. » La conquête de la Silésie fut pour Frédéric l'affaire d'une campagne, et la victoire qu'il remporta à Molewitz, sur le baron de Newperg [9 avril 1741], y avait déjà affermi sa domination, que l'on délibérait encore à Issy. De guerre lasse, Fleury, toujours pressé par les comtes de Belle-Isle, donna enfin le signal des hostilités; mais, au lieu de cent quarante mille hommes qu'on lui demandait, et qui eussent tranché d'un coup la question, il n'envoya que quarante mille hommes. Louis XV le laissait faire à sa guise. Forcé par l'étiquette de paraître au Conseil, il prenait bien part à la discussion, mais sans avoir la prétention de la diriger. On prétend qu'après avoir donné son avis, il lui arrivait parfois de s'écrier en riant : « Vous verrez qu'ils prendront le plus mauvais. »

Malgré la froideur du ministre et l'indifférence du roi pour cette guerre, la fortune pourtant sembla d'abord favoriser nos armes. Les quarante mille hommes confiés à Belle-Isle firent leur jonction à Nas-

sau avec l'électeur de Bavière, et vinrent camper sous les murs de Vienne, pendant que Frédéric entrait en Autriche par la Moravie, et que les Saxons envahissaient la Bohême. Bientôt de Broglie, qui avait succédé à Belle-Isle, vint rejoindre ceux-ci aux portes de Prague, dont la prise ne coûta pas cinquante hommes, et le 19 décembre [1741] l'électeur de Bavière y fut couronné roi de Bohême. Un mois après, la diète de Francfort le proclamait empereur sous le nom de Charles VII. Il ne restait plus à Marie-Thérèse que la Hongrie, où ses ennemis allaient bientôt la poursuivre. L'infortunée était alors enceinte. « J'ignore aujourd'hui, écrivait-elle à la duchesse de Lorraine, sa belle-mère, s'il me restera une ville pour faire mes couches. » Dans cette extrémité, Marie-Thérèse convoqua les quatre ordres de l'État à Presbourg, et parut dans l'assemblée tenant entre ses bras son fils, encore à la mamelle, celui qui devait être Joseph II. « Je mets entre vos mains, dit-elle, la fille et le fils de vos rois, qui attendent de vous leur salut. » Un cri d'enthousiasme répondit à ces paroles. Les magnats hongrois



tirent leur sabre en s'écriant dans le langage des diètes du pays : *Moriamur pro rege nostro Mariâ-Theresâ* (mourons pour notre roi

Marie-Thérèse) [18 mai 1742]. En quelques semaines, cent mille Hongrois, Croates, Talpaches et Pandours se répandent dans la Bavière et la Bohême, sous les ordres du fameux partisan Mentzel, qui renouvelle dans les campagnes allemandes toutes les scènes sanglantes de l'ancienne guerre des Hussites. Bientôt la Bohême est reconquise; Belle-Isle, acculé derrière les murs de Prague, en sort à la dérobée par une nuit du mois de décembre, avec douze mille fantassins et trois mille chevaux, et regagne Egra en dix jours, au milieu d'une nuée de ces sauvages soldats, accourus des bords de la Save et de la Drave, et par un froid si rigoureux, qu'il laissait derrière lui la route toute jonchée de corps gelés. «Belle-Isle, dit Michelet, en fut quitte pour se comparer à Xénophon. »

Il est vrai que la comparaison avec des souvenirs de fraîche date détruit pour nous tout le merveilleux de cette retraite de trente-trois lieues, faite en dix jours. Les douze cents hommes que le froid enleva pendant la route à Belle-Isle sont peu de chose pour nous, après les histoires de la Grande-Armée; c'était beaucoup pour les administrés de Fleury. De quelque éclat que l'orgueil national s'efforçât au reste d'entourer cette retraite tant vantée, ce n'était jamais qu'une fuite, et la cause que nous défendions n'était pas plus heureuse ailleurs. Les Suédois, nos alliés, étaient battus en Finlande par les Russes, qui leur tuaient douze mille hommes à Willamstrend. Le comte de Ségur mettait bas les armes à Lintz, avec six mille Français. Frédéric, maître une fois de la Silésie, s'était retiré *de notre jeu*, et avait fait sa paix avec Marie-Thérèse. Bientôt celle-ci rentre dans Prague, défendue en vain par le brave Chevert, qui n'obtient une capitulation honorable qu'en menaçant de mettre le feu aux quatre coins de la ville [2 janvier 1743]. Enfin l'Angleterre, qui jusqu'alors avait été retenue par Walpole dans une pacifique réserve, s'élance dans la lice, sous le fougueux Carteret, qui arrache le pouvoir des mains du ministre temporiseur. Trente vaisseaux de ligne sont dirigés sur Carthagène; la flotte de la Méditerranée réduit don Carlos, le nouveau roi de Naples, à une neutralité forcée, et une armée de Hanovriens, de Hollandais et d'Anglais vient se former au printemps à Bruxelles, commandée par milord Stairs, l'élève de Marlborough. La position devenait critique. Fleury, *entraîné*, selon son expression, *si loin hors de ses mesures*, ne put suffire longtemps aux soucis et aux tracas qui le forçaient de rompre si brusquement à cette heure avec les molles habi-



Le Gâteau des Rois du cardinal Fleury.

tudes de toute sa vie. D'ailleurs il avait alors quatre-vingt-dix ans. Sa santé s'altérait de jour en jour ; ses facultés l'abandonnaient par intervalle; déjà les médecins lui avaient interdit le travail. Si bas tombé qu'il était, il resta le maître jusqu'au dernier moment. Chaque jour il fallait que les ministres vinssent à Issy prendre les ordres du moribond.



Le cardinal de Fleury.

Il s'éteignit enfin le 29 janvier, ne laissant, à vrai dire, de regrets que dans l'esprit du roi, qui pleura sa mort à chaudes larmes, et, non content de lui faire célébrer un service funèbre à Notre-Dame, honneur réservé aux têtes couronnées, commanda pour lui un mausolée dans l'église de Saint-Louis-du-Louvre. Mais les leçons d'égoïsme que Louis XV avait reçues de son maître n'avaient pas été perdues. Fleury, mort, fut bientôt oublié, et son monument serait resté inachevé dans l'atelier du sculpteur, si sa famille ne s'était enfin décidée à en payer les frais.

Cependant la mort du cardinal-ministre n'avait pu arrêter le mouvement dans lequel il s'était vu emporté malgré lui. Le vieux maréchal

de Noailles, chargé de défendre la frontière du Nord contre l'armée anglo-hollandaise, refoula cette armée entre le Mein et le village de Dettingen, où il touchait à une victoire certaine, fruit de ses habiles combinaisons, quand le duc de Grammont, son neveu, s'engagea tout à coup dans un ravin, par où il fallait que l'armée ennemie passât sous le feu des batteries françaises, et changea le sort de la bataille. Les Anglais, assaillis avec désavantage, repoussèrent pendant quatre heures et demie toutes les attaques, et forcèrent enfin le passage. On vit dans cette journée tout un régiment d'élite, celui des gardes-françaises, saisi d'une terreur panique au milieu du combat, repasser le Mein à la nage, ce qui fit donner aux gardes le sobriquet de *canards du Mein*. Le dépit national s'exerça aux dépens de Noailles lui-même. On le chansonna dans les vaudevilles du temps, et des plaisants attachèrent, une nuit, une épée de bois à la porte de son hôtel. Mais ces injustes railleries ne changeaient rien aux affaires. De Broglie, qui commandait sur le Danube, forcé de reculer devant Charles de Lorraine, se laissa poursuivre jusque sur les bords du Rhin, qui fut bientôt franchi. Charles entra en Alsace. Mentzel, le farouche partisan hongrois, pénétra jusqu'en Lorraine, et vint se faire tuer d'un coup de fusil sous les murs de Saarbruck. Pendant ce temps, l'électeur de Bavière, poursuivi jusque dans ses États héréditaires, se voyait obligé de mendier un traité honteux qui faisait justice de ses prétentions sur l'Autriche, et laissait la Bavière elle-même entre les mains de Marie-Thérèse, jusqu'à la conclusion de la paix générale. L'année suivante fut plus heureuse [1744]. Menin, Ypres, Furnes, la Renoque. tombèrent au pouvoir des Français dans les Pays-Bas. Sur le Rhin, le comte de Saxe repoussa en Allemagne le prince Charles de Lorraine, qui s'était emparé des lignes de Weissembourg et de Saverne; en Bavière, l'empereur Charles VII avait repris Munich; en Italie, l'infant don Philippe, duc de Parme, s'était emparé de la Savoie, avait rejoint le prince de Conti, et tous deux venaient de battre le roi de Sardaigne à Coni. Sur mer, les flottes réunies de France et d'Espagne avaient dispersé, dans la Méditerranée, celle de l'amiral anglais Matthews [1744], et en Amérique, l'amiral Vernon, le conquérant de Porto-Bello, avait essuyé, sous les murs de Carthagène, une semblable défaite. Cette année, Louis s'était mis en route pour entamer au moins la partie la plus attrayante de son métier de roi, *pour aller se mettre à la tête de la noblesse*, comme on disait encore en style de cour. La maladie qui l'arrêta à Metz en che-

min, et qui mit ses jours en péril, est devenue célèbre par les transports de douleur et d'enthousiasme qu'excitèrent tour à tour ses différentes périodes. Le courrier qui porta à Paris la nouvelle de sa guérison pensa être étouffé par le peuple, qui baisait son cheval et ses bot-



tes. Une évacuation survenue à temps sauva le roi. Il se trouva un homme pour bâtir tout un poëme, avec des détails plus que domestiques, sur cet effort heureux de la nature. Il est vrai que le poëte s'appelait Piron; mais, en dépit du sujet, le livre fit fureur. Ce fut alors que Louis XV reçut le nom de *Bien-Aimé*, qu'on s'empressa trop de lui donner. Dans le plus fort du mal, cédant aux terreurs religieuses, il avait renvoyé sa maîtresse, la duchesse de Châteauroux, la seule femme qui sut se faire aimer de lui, comme il l'avouait plus tard, et l'accueil que les populations firent à la favorite sur son passage avait pu apprendre au roi quelle haine le peuple gardait à ces demi-reines de la main gauche, non point tant, à vrai dire, par rigorisme, qu'à cause de l'empire révoltant qu'elles s'arrogeaient sur tout. L'amour reprit ses droits quand le danger fut loin, et la duchesse reparut triomphante à la cour, après avoir failli être mise en pièces par les paysans lorrains et champenois. Mais le peuple prit mal ce nouveau scandale du *Bien-Aimé*. On entendit une poissarde s'écrier en pleine foule, dans

l'énergie brutalement pittoresque de son langage : « Puisqu'il a repris sa C...., il ne trouvera plus un *pater* sur le pavé de Paris. »

Les préoccupations de la guerre, qui se prolongeait toujours, faisaient pourtant diversion aux sourdes rumeurs d'un mécontentement si facile à renaître. Charles VII était mort en 1745, et sa mort semblait devoir terminer les hostilités dont il avait été la cause première; mais les prétextes ne manquaient pas : le roi de Prusse était intéressé à la conservation de la Silésie; l'Angleterre voulait l'abaissement de la France. Le nouvel électeur de Bavière, Maximilien-Joseph, fit sa paix avec Marie-Thérèse, et l'armée française envahit de nouveau les Pays-Bas, où l'attendaient les Hollandais et les Anglais du duc de Cumberland. Cette fois, rien n'empêcha le roi de venir se mettre à la tête de sa noblesse. Il rejoignit l'armée à Tournai, accompagné du dauphin, quatre jours avant la fameuse bataille de Fontenoi. Tous deux étaient en habit militaire, et Louis XV faisait sonner bien haut cette apparition guerrière : « Depuis la bataille de Poitiers, disait-il, jamais roi de France n'a combattu avec son fils contre les Anglais. » Mais ils n'étaient là que pour la forme ; le véritable général était le maréchal de Saxe, qui, désigné pour commander aux Pays-Bas, alors qu'il était mourant dans son lit, avait répondu aux médecins alarmés : « Il ne s'agit pas de vivre, mais de partir, » et qui, épargnant au roi toutes les fatigues de la campagne, lui écrivit de venir, juste au moment de livrer bataille. La journée de Fontenoi [11 mai] est célèbre dans nos annales. Elle a été racontée d'une façon trop curieuse, dans une lettre qui peint trop bien l'époque, pour ne pas la reproduire ici :

Lettre de M. le marquis d'Argenson, ministre des affaires étrangères, à M. de Voltaire, nommé historiographe du roi.

« Monsieur l'historien, vous auriez dû apprendre dès mercredi au soir la nouvelle dont vous nous félicitez tant : un page partit du champ de bataille, le mardi, à deux heures et demie, pour porter les lettres. J'apprends qu'il arriva le mercredi, à cinq heures du soir, à Versailles. Ce fut un beau spectacle que de voir le roi et le dauphin écrire sur une caisse, entourés de vainqueurs et de vaincus, morts, mourants et prisonniers. Voici des anecdotes que j'ai remarquées.

« J'eus l'honneur de rencontrer le roi, dimanche, tout près du champ de bataille ; j'arrivois de Paris au quartier de Chin ; j'appris



Louis XV à la bataille de Fontenoy.

que le roi étoit à la promenade, je demandai un cheval; je joignis S. M. près d'un lieu d'où l'on voyoit le camp des ennemis. J'appris pour la première fois de S. M. de quoi il s'agissoit tout à l'heure (à ce qu'on croyoit). Jamais je n'ai vu d'homme si gai de cette aventure, qu'étoit le maître. Nous discutâmes justement ce point historique que vous traitez en quatre lignes, quels de nos rois avoient gagné les dernières batailles royales. Je vous assure que le courage ne faisoit point tort au jugement, ni le jugement à la mémoire. De là on alla coucher sur la paille : il n'y a point de nuit de bal plus gaie, jamais tant de bons mots. On dormit tout le temps qui ne fut pas coupé par des courriers, des grassins et des aides-de-camp; le roi chanta une chanson qui a beaucoup de couplets et qui est fort drôle. Pour le dauphin, il étoit à la bataille comme à une chasse de lièvre, et disoit presque : *Quoi! n'est-ce que cela?* Un boulet de canon donna dans la boue et crotta un homme près du roi; nos maîtres rirent de bon cœur du barbouillé. Un palefrenier de mon frère a été blessé à la tête d'une balle de mousquet. Ce domestique étoit derrière la compagnie.

« Le vrai, le sûr, le non-flatteur, c'est que c'est le roi qui a gagné lui-même la bataille par sa volonté, par sa fermeté. Vous verrez des relations et des détails. Vous saurez qu'il y a eu une heure terrible, où nous vîmes le second tome de Dettingen; nos François humiliés devant cette fermeté angloise; leur feu roulant qui ressembloit à l'enfer, qui, je l'avoue, rend stupides les spectateurs les plus oisifs. Alors on désespéra de la république. Quelques-uns de nos généraux, qui ont moins de courage de cœur que d'esprit, donnèrent des conseils fort prudents. On envoya des ordres jusqu'à Lille; on doubla la garde du roi; on fit emballer, etc. A cela, le roi se moqua de tout, et se porta de la gauche au centre, demanda le corps de réserve et le brave Lowendhal; mais on n'en eut pas besoin. Un faux corps de réserve donna : c'étoit la même cavalerie qui avoit d'abord donné inutilement, la maison du roi, les carabiniers, ce qui restoit tranquille des gardes-françoises, des Irlandois, excellents surtout quand ils marchent contre des Anglois et des Hanovriens. Votre ami, M. de Richelieu, est un vrai Bayard. C'est lui qui a donné le conseil, et qui l'a exécuté, de marcher à l'infanterie comme des chasseurs ou comme des fourrageurs, pêle-mêle, la main baissée, le bras raccourci, maîtres, valets, officiers, cavaliers, infanterie, tout ensemble. Cette vivacité française, dont on parle tant, rien ne lui résiste. Ce fut l'affaire de dix minutes que de

gagner la bataille avec cette botte secrète. Les gros bataillons anglois tournèrent le dos, et, pour vous le faire court, on a tué huit mille hommes.

« Il est vrai que le canon a eu l'honneur de cette affreuse boucherie. Jamais tant de canons, ni si gros, n'ont tiré dans une bataille générale qu'à celle de Fontenoi. Il y en avoit cent, Monsieur; il semble que ces pauvres ennemis aient voulu, à plaisir, laisser arriver tout ce qui leur étoit le plus malsain, canon de Douai, gendarmerie, mousquetaires.

« A cette charge dernière, dont je vous parlois, n'oubliez pas une anecdote. M. le dauphin, par un mouvement naturel, mit l'épée à la main de la plus jolie grâce du monde, et voulut absolument charger ; on le pria de n'en rien faire. Après cela, pour vous dire le mal comme le bien, j'ai remarqué une habitude trop tôt acquise de voir tranquillement, sur le champ de bataille, des morts nus, des ennemis agonisants, des plaies fumantes. Pour moi, j'avoue que le cœur me manqua et que j'eus besoin d'un flacon.

« Sur la fin du triomphe, le roi m'honora d'une conversation sur la paix : j'ai dépêché des courriers.

« Le roi s'est fort amusé hier à la tranchée. On a beaucoup tiré sur lui, il y est resté trois heures. Je travaillois dans mon cabinet, qui est ma tranchée; car j'avouerai que je suis bien reculé de mon courant par toutes ces dissipations. Je tremblois de tous les coups que j'entendois tirer. J'ai été avant-hier voir la tranchée en mon petit particulier. Cela n'est pas fort curieux de jour. Aujourd'hui, nous aurons un *Te Deum* sous une tente, avec une salve générale de l'armée, que le roi ira voir du mont de la Trinité. Cela sera beau. »

Du maréchal de Saxe pas un mot, et pourtant ce fut lui qui mena toute l'action, se traînant comme il pouvait, à cheval, à pied, en litière, exposé partout au feu de l'ennemi; et quand on agita auprès du roi s'il ne fallait pas battre en retraite, ce fut encore lui qui arrêta les trembleurs, et en termes d'une énergie que le style du ministre courtisan rend encore plus piquante. Maurice de Saxe avait toutes les allures d'un soldat de fortune, en dépit du grand nom qu'il portait; il était *mal embouché*, et la langue qui se parlait à la cour lui était peu familière. « Quel est le j...f..... qui donne ce conseil à Votre Majesté ? » s'écria-t-il, en tombant au milieu de la délibération ; et personne n'osa plus insister. Pour ce qui est de la part que Louis XV peut re-

vendiquer au gain de la bataille, *le vrai*, *le sûr*, *le non-flatteur* se trouve dans une lettre du dauphin, celui qui se croyait là *à une chasse de lièvre*, et qui avait mis l'épée à la main *de la plus jolie grâce du monde.* « Le « roi, écrivait-il à sa femme, fut obligé de quitter sa petite hauteur, « parce que le canon des ennemis y donnoit en plein. Il ne put jamais « faire revenir au combat des fuyards, dont une grande partie étoient « des valets, qui donnoient l'épouvante au reste. Pendant cette re- « traite qui lui perçoit le cœur de douleur, son visage ne changea pas, « et il donna ses ordres avec une tranquillité que tout le monde ad- « mira. Quand les ennemis eurent abandonné le champ de bataille, le « roi y vint, et fut reçu avec des cris de joie incroyables. » Il n'est pas jusqu'à ce *vrai Bayard*, l'entremetteur ordinaire des amours du roi, qui n'usurpe ici la gloire de *cette botte secrète* avec laquelle on gagna la bataille en dix minutes. L'idée en appartenait à l'Irlandais Lally, qui entra le premier, l'épée à la main, dans les carrés anglais.

« La même année, la France lançait sur l'Angleterre son plus formidable ennemi, le prétendant. Les highlanders de l'Écosse l'accueillirent, fondirent des montagnes avec un irrésistible élan, enlevant les canons à la course et démolissant les escadrons à coups de poignard. Il eût



fallu que ces succès fussent soutenus par la France. Notre marine était

réduite à rien. Lally obtint quelques vaisseaux ; mais les Anglais gardaient la mer, ils empêchèrent les Écossais de recevoir aucun secours. Ils avaient sur les Écossais l'avantage du nombre, de la richesse, une bonne cavalerie, une bonne artillerie. Ils vainquirent à Culloden [1745-6.] Cependant les Espagnols se retirent de l'Italie. Les Français en sont chassés. Ils avancent dans les Pays-Bas. L'Angleterre craint pour la Hollande, et y rétablit le stathouderat. Les succès de la France contre la Hollande servirent du moins à décider la paix. Elle avait perdu sa marine, une partie de ses colonies ; les Russes paraissaient pour la seconde fois sur le Rhin. La paix d'Aix-la-Chapelle rendit à la France ses colonies, assura la Silésie à la Prusse, Parme et Plaisance aux Bourbons d'Espagne. Contre toute espérance, l'Autriche subsista [1748].

« La France avait fait une dure expérience de sa faiblesse, mais elle n'en pouvait profiter. Au gouvernement du vieux prêtre avait succédé celui des maîtresses. Mademoiselle Poisson, marquise de Pompadour,



régna vingt années. Née bourgeoise, elle eut quelques velléités de patriotisme. Sa créature, le contrôleur Machaut, voulait imposer le

clergé; d'Argenson organisait l'administration de la guerre avec le talent et la sévérité de Louvois. Au milieu de la petite guerre du Parlement et du clergé, le philosophisme gagnait. A la cour même, il avait des partisans; le roi, tout ennemi qu'il était des idées nouvelles, avait sa petite imprimerie, et imprimait lui-même les théories économiques de son médecin, Quesnay, qui proposait un impôt unique portant sur la terre; la noblesse et le clergé, qui étaient les principaux propriétaires du sol, eussent enfin contribué. Tous ces projets n'aboutissaient qu'à de vaines conversations; les vieilles corporations résistaient; la royauté, caressée par les philosophes, qui auraient voulu l'armer contre le clergé, éprouvait un vague effroi à l'aspect de leurs progrès. Voltaire préparait une histoire générale anti-chrétienne (*Essai sur les Mœurs*, 1756). Peu à peu la philosophie nouvelle sortait de cette forme polémique à quoi Voltaire la réduisait. Dès 1746, le président de Montesquieu, fondateur de l'Académie des Sciences naturelles à Bordeaux, donna, sous forme décousue et timide, il est vrai, une théorie matérialiste de la législation, déduite de l'influence des climats; telle est du moins l'idée dominante de l'*Esprit des Lois*, ce livre si ingénieux, si brillant, quelquefois si profond. En 1749 apparut la colossale histoire naturelle du comte de Buffon; en 1751, les premiers volumes de l'*Encyclopédie*, monument gigantesque où devait entrer tout le dix-huitième siècle, polémique et dogmatique, économie et mathématiques, irréligion et philanthropie, athéisme et panthéisme, d'Alembert et Diderot. Le tout fut dit par Condillac en un mot, qui contint le siècle : *Traité des Sensations*, 1754. Cependant la guerre religieuse était continuée par Voltaire, qui venait de se poster en observation au point central de l'Europe, entre la France, la Suisse et l'Allemagne, aux portes de Genève, au chef-lieu des anciens Vaudois, d'Arnaldo de Brescia, et de Zwingle et de Calvin.

«C'était l'apogée de la puissance de Frédéric. Depuis sa conquête de Silésie, il avait perdu tout ménagement. Dans son étrange cour de Postdam, ce bel esprit guerrier se moquait de Dieu, des philosophes et des souverains, ses confrères; il avait maltraité Voltaire, le principal organe de l'opinion; il désolait de ses épigrammes les rois et les reines; il ne croyait ni à la beauté de madame de Pompadour, ni au génie poétique de l'abbé de Bernis, principal ministre de France. L'occasion parut favorable à l'impératrice pour recouvrer la Silésie; elle ameuta l'Europe, les reines surtout; elle entraîna celle de Pologne et

l'impératrice de Russie; elle fit sa cour à la maîtresse de Louis XV. La monstrueuse alliance de la France avec cette vieille Autriche, contre un souverain qui maintenait l'équilibre de l'Allemagne, réunit contre lui toute l'Europe. L'Angleterre seule l'aida, et lui donna des subsides. Elle était gouvernée alors par un avocat goutteux, le fameux William Pitt, depuis lord Chatam, qui s'éleva à force d'éloquence, à force de haine contre les Français. L'Angleterre voulait deux choses : le maintien de l'équilibre européen, et la ruine des colonies françaises et espagnoles. Ses griefs étaient graves : les Espagnols avaient maltraité ses contrebandiers, et les Français voulaient l'empêcher au Canada de bâtir sur leur territoire. Aux Indes, La Bourdonnaie et son successeur Duplex menaçaient de fonder une grande puissance en face de la puissance anglaise. Les Anglais, pour déclaration de guerre, nous confisquèrent trois cents navires [1755.] » (Michelet.)

Tels furent les débuts de cette célèbre guerre de Sept Ans, au sortir de laquelle l'Angleterre allait se trouver pour longtemps la première puissance navale du monde. La guerre de Sept Ans eut deux théâtres bien distincts, les colonies et la Prusse; ce fut sur le premier un combat corps à corps entre la France et l'Angleterre; sur l'autre, une mêlée confuse, où Français, Autrichiens, Russes, Saxons, Suédois, étaient tenus à la fois en échec par un seul homme, qui, vainqueur ou vaincu, et plus souvent vainqueur que vaincu, trouvait encore le secret de faire trembler ses ennemis. Ces deux moitiés de la guerre ne se rattachent l'une à l'autre que par les liens d'intérêt des nations mises en jeu. Pour plus de clarté, nous les raconterons à part.

Un refus formel de faire rendre à la France ses trois cents navires, signifié le 13 janvier 1756 par Henri Fox, depuis lord Holland, fut le signal de la guerre maritime. L'état nominatif de notre marine se montait alors à soixante-trois vaisseaux de ligne; mais il n'y en avait de fait que quarante-cinq qui pussent tenir la mer. Toute la côte de Normandie fut bientôt couverte de troupes; une flotte fut armée dans le port de Brest, et tandis que les Anglais, trompés par ces préparatifs simulés, ne songeaient qu'à se tenir en garde contre une descente, Montcalm mettait à la voile pour le Canada, une flotte sortie de Toulon débarquait à l'improviste, sous les murs de Minorque, douze mille hommes commandés par Richelieu. On venait à peine d'établir les batteries d'attaque, quand Byng, le fils du vainqueur de Messine, parut avec quatorze vaisseaux de ligne. Il fut battu le 20 mai par le marquis

de La Galissonnière, et paya de sa tête une défaite qualifiée de trahison par l'orgueil national. Un mois après, Minorque était emportée par un assaut terrible.

Quand on fut descendu dans les fossés, qui avaient vingt pieds de profondeur, les échelles se trouvèrent trop courtes. On vit alors officiers et soldats, parvenus aux derniers échelons, s'élancer à l'envi sur les épaules les uns des autres pour atteindre au sommet des murailles, et ce fut ainsi qu'on enleva trois des cinq forts extérieurs, dont la prise entraîna la reddition de la place.

Au Canada, Moncalm avait signalé son arrivée par d'éclatants succès. Il s'empara d'abord du fort d'Oswego sur le lac Ontario, et du fort Saint-Georges sur le lac du Saint-Sacrement. Mais, l'année suivante, l'amiral Boscawen débarque seize mille hommes près de Louisbourg, et Moncalm, enfermé avec quatre mille hommes dans le fort du Carillon, y soutient, derrière un retranchement fait de troncs d'arbres entrelacés, l'effort d'une armée cinq fois plus forte que la sienne [1758].



Forcés d'abandonner la place avec une perte de quatre mille hommes, les Anglais se vengent de cet échec par la prise de Louisbourg, des forts Duquesne et de Frontenac, et viennent enfin mettre le siége de-

vant Québec, le chef-lieu des possessions françaises. Là s'engagea l'action qui décida du sort de cette guerre. Montcalm, accouru avec trois mille cinq cents hommes au secours de la place, veut déloger les Anglais d'une hauteur qui dominait la ville, et tombe au pied d'une ceinture de rochers derrière laquelle ils s'étaient retranchés. Les Français s'enfuient, emportant le corps de leur général; mais Wolf, le général anglais, demeurait « enseveli dans son propre triomphe. » Tous deux quittèrent la vie en prononçant des mots qui rappellent ceux de l'antiquité. « Qui a vaincu? demande Wolf expirant. — Les Anglais. — Je meurs content. » Montcalm, porté dans sa tente, apprend que sa blessure est mortelle : « Tant mieux ! dit-il, je ne verrai pas la prise de Québec » [10 septembre 1759]. Québec se rendit, en effet, six jours après la bataille, et la poignée de braves qui restait à Vaudreuil et à Levis pour disputer le Canada aux Anglais, ne put prolonger longtemps une lutte disproportionnée. Cernés à Montréal vers la fin de 1760, et ne voyant arriver aucun secours de la métropole, ils se résolurent enfin à capituler pour la colonie tout entière. La perte d'une partie des Antilles françaises avait précédé celle du Canada.

Mêmes revers dans les Indes. Là, les deux peuples s'étaient déjà mesurés du temps de la guerre de succession, et la domination anglaise avait trouvé un rude adversaire dans la personne de Dupleix, le gouverneur de Pondichéry. Dans l'intervalle qui sépara la paix d'Aix-la-Chapelle de la reprise des hostilités, Dupleix s'était hâté de mettre à profit la réputation militaire que les Français venaient de conquérir dans ces contrées. Imposant en quelque sorte son autorité au grand-Mogol, toujours tremblant devant les étrangers, au milieu des pompes de Delhy, il avait nommé lui-même à la soubabie du Décan et à la nababie du Carnate, deux provinces dont l'une était la première de l'empire, et l'autre, le Carnate, intéressait surtout les Français, parce que Pondichéry y était situé. Pour prix de leur élévation, Dupleix avait obtenu de ses protégés Seringham, l'île sacrée de l'Indostan, où les pèlerins nourrissaient quarante mille personnes du fruit de leurs offrandes; quelques terres autour de Karical et de Pondichéry, et plus de six cents lieues de côtes vers le nord. L'ambition de Dupleix ne s'arrêtait pas là; il rêvait pour la France l'empire que l'Angleterre a su depuis se créer dans l'Indostan; mais les réclamations jalouses de celle-ci avaient obtenu son renvoi peu de temps avant la déclaration de guerre, juste au moment où la compagnie anglaise envoyait lord Clive aux

Indes avec une nouvelle armée. Dupleix quittait à peine Pondichéry, quand les hostilités éclatèrent. Clive s'empare de Chandernagor en cinq jours, malgré cent soixante bouches à feu, cinq cents Français et sept cents Cipayes. L'escadre du comte d'Aché débarque bientôt à Pondichéry deux mille hommes avec Lally, cet Irlandais qui avait si bravement payé de sa personne à Fontenoy. Mais cette fougue emportée, précieuse sur un champ de bataille, devait mal le servir dans son nouveau poste. Dur, violent, absolu, rendu plus brutal encore par la haine aveugle qu'il portait aux Anglais, Lally se fit détester partout, et l'ennemi profita des ressentiments que le gouverneur avait soulevés contre lui. Dès les premiers jours il rompit avec le comte d'Aché, jusque là qu'il le menaça des fers s'il refusait de plier. D'Aché ayant mis à la voile, et à l'abri de toute voie de fait, ne tint plus compte des ordres de l'Irlandais. Commandé pour soutenir l'attaque que Lally méditait contre Madras, il alla établir une croisière inutile aux attérages de Ceylan, et après avoir livré deux combats indécis à l'amiral Pococke dans la rade de Karical, il abandonna brusquement la partie, et fit voile pour l'Ile-de-France, laissant l'impérieux gouverneur se débattre sans flotte contre un ennemi maître de la mer. D'Aché revint à l'Ile-de-France, après une courte et infructueuse apparition dans les mers de l'Inde, et ne voulut plus en bouger, quelques fâcheuses nouvelles qui arrivassent de l'Indostan.

« Forcé de se renfermer dans les murs de Pondichéry, le seul des établissements indiens qui restât à la France sur la côte, M. de Lally se vit entouré de tous les ennemis que l'odieux de sa mission comme successeur du grand Dupleix, l'âpreté de son commandement, la dureté de ses propos ironiques lui avaient suscités, et qui étaient intéressés à le faire échouer. Il demanda des vivres, et chacun cacha les siens; de l'argent, il n'y en avait point dans les caisses; du soulagement pour ses soldats excédés de gardes et de corvées, et personne des habitants ou des employés de la compagnie ne se prêtait à les suppléer, ou ne s'y prêtait qu'à regret et à force de contraintes. Un secours, négocié chez les Marattes par le marquis de Bussy, manqua faute d'argent, en sorte qu'il ne resta d'espoir que dans les pluies abondantes de l'arrière-saison, et la violence des orages dans ces mers à la même époque. Mais ni les pluies ni les orages ne purent vaincre l'obstination des Anglais, qui étaient soutenus par la perspective d'anéantir sans retour, dans l'Inde, avec un peu de constance, la domination des Français. Ils persistèrent

sept mois dans un blocus incommode pour eux, par l'intempérie des saisons, mais cent fois pire pour les assiégés, par les horreurs de la disette. La garnison, exténuée par la faim, n'avait pas la force de tenter des sorties, et elle était découragée encore par l'impossibilité de réparer ses pertes. Le général, aigri par les contrariétés qu'il éprouvait au dedans et au dehors, et également prévenu contre le citoyen et contre l'ennemi, n'attendait aucun secours du premier, qu'il taxait de malveillance, et refusait de traiter avec le second, qu'il accusait de mauvaise foi. Il arriva ainsi, sans avoir pu s'arrêter à aucune détermination avec les uns ou avec les autres, jusqu'à l'époque où il n'y eut plus de vivres dans la ville que pour un jour. Sommé alors par le conseil souverain de demander une suspension d'armes, il persista à ne vouloir point capituler en forme, et se borna à ne pas s'opposer à l'occupation de la place, qui, le 15 janvier 1771, fut ainsi livrée comme à discrétion. Le vainqueur, au reste, ne prétendait pas lui faire d'autres conditions; il abusa de sa fortune d'une manière déplorable. Non-seulement les fortifications furent rasées, mais les magasins, les églises et le palais du gouverneur, l'édifice le plus magnifique de l'Inde, furent encore abattus. On prétend que ce fut une espèce de représailles, et que les instructions données par la compagnie aux comtes de Lally et d'Aché, interceptées par l'ennemi, défendaient à ces généraux d'accorder aucune composition aux établissements anglais dont ils pourraient s'emparer. » (ANQUETIL).

On sait quelle fut la récompense dont la France paya le dévouement inintelligent et malheureux de Lally. Les haines qu'il avait inspirées étaient si violentes qu'elles le poursuivirent jusqu'en Europe. Apprenant dans sa prison de Londres qu'il courait en France des bruits injurieux à son honneur, Lally demanda et obtint la permission de venir à Paris, où il offrit de se constituer prisonnier à la Bastille. On l'y oublia pendant quinze mois, puis on le traîna de tribunaux en tribunaux jusqu'à la Grand'Chambre, qui le condamna à être décapité, «comme dûment atteint et convaincu d'avoir trahi les intérêts du roi, de l'État et de la compagnie des Indes, d'abus d'autorité, de vexations et concussions. » [6 mai 1766]. L'Irlandais, devenu furieux à la lecture de l'arrêt, apostropha en termes sanglants ses juges, qui se vengèrent en l'envoyant à l'échafaud, bâillonné et dans un ignoble tombereau. Lally avait reçu dix blessures au service de la France; sans parler de Fontenoy, il s'était trouvé dans nos rangs à sept batailles, à la tête du

régiment de son nom, et l'opinion n'attendit pas l'éloquent plaidoyer de son fils pour le réhabiliter. « C'était un homme, dit Voltaire, sur lequel tout le monde avait le droit de mettre la main, excepté le bourreau. »

Mais, en dépit de cette odieuse contrefaçon du procès de Byng, la France n'en avait pas moins perdu ses colonies, et la réputation de sa marine. Les succès douteux, entremêlés de revers, qu'elle remportait en si nombreuse compagnie sur le continent, n'étaient pas de nature à la consoler de si grands désastres.

Quand Frédéric se vit attaqué par tant d'ennemis à la fois, il se crut à la veille de son dernier jour; mais il voulut succomber avec éclat. S'étant mis en garde contre l'invasion probable des Suédois et des Russes, il envahit tout à coup la Saxe, s'empare de Dresde, bloque le camp de Pirna où vingt mille Saxons s'étaient renfermés, et bat à Lovositz l'armée autrichienne qui venait les secourir [1756]. L'armée saxonne capitula et fut faite prisonnière de guerre. Puis, enhardi par ce succès, Frédéric pénétra en Bohême, malgré le prince Charles de Lorraine; et, dans une seconde bataille sous les murs de Prague, il défit encore les Autrichiens, et leur tua vingt-quatre mille hommes; un de ses plus vieux et de ses meilleurs généraux, Schwerin, y fut tué; dix-huit mille Prussiens y périrent; ce fut là le terme de ses succès. Au moment où il allait marcher sur Vienne, le maréchal Daun, encore un temporiseur, l'arrêta dans le village de Kolin, où de savantes dispositions rendaient sa position formidable; le roi de Prusse voulut attaquer, malgré les représentations de ses généraux : l'artillerie autrichienne foudroya son armée, et la força à une retraite précipitée [1757]. L'Europe se remuait enfin à ces bruits lointains de combats; les quatre-vingt mille Russes avançaient, la Suède descendait par la mer Baltique, l'armée française envahissait à la fois le Hanovre contre l'Angleterre, l'Allemagne contre le roi de Prusse. Le maréchal d'Estrées commença la campagne par la prise de Clèves, Wesel et Cologne, battit à Hastembeck, derrière le Weser, le duc de Cumberland et le prince de Brunswick; puis, le maréchal de Richelieu, qu'une intrigue de cour appelait au commandement de cette armée, vint achever la destruction de l'armée anglaise, et força le duc de Cumberland à l'ignominieuse capitulation de Clostersevern [1757]. Les troupes de Hesse, de Brunswick et de Gotha devaient rentrer dans leur pays; les Hanovriens, rester dans des quartiers désignés.

Après la capitulation de Clostersevern, le roi de Prusse avait désespéré de son salut; la Suède, la Russie, l'Autriche, la France, tout allait fondre sur ses États, et à peine avait-il cent cinquante mille hommes. Aussi écrivait-il à son ami Voltaire avec l'intention du suicide; ce roi poëte chantait son hymne de mort en médiocres vers français, qu'en cette crise même il soumettait à la censure du philosophe. Sa fortune l'emporta; l'orage alla se dissipant peu à peu: il en fut quitte



Frédéric II, roi de Prusse.

pour quelques défaites et quelques victoires, pour un peu de sang. A la nouvelle de l'entrée des Français en Allemagne, Frédéric laissa son armée en Silésie au duc de Bevern, et avec vingt mille hommes s'en vint attaquer l'armée combinée des princes de Soubise et de Saxe-Hildburghausen. La bataille se donna à Rosbach, près de Gotha [1757]. « On trouva dans le camp, dit Michelet, une armée de cuisiniers, de comédiens, de perruquiers, quantité de perroquets, de parasols, je ne sais combien de caisses d'eau de lavande, etc. Le roi de Prusse, vainqueur, reprit aussitôt la route de la Silésie, laissant les vaincus opérer précipitamment leur retraite vers le maréchal de Richelieu, mais il

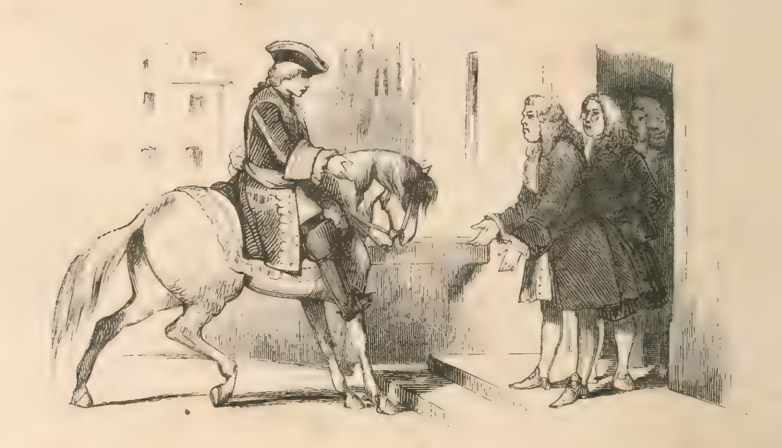
n'arriva que pour sauver les débris de son armée détruite à Breslaw par le prince de Lorraine et le feld-maréchal Daun; quelques jours après il prit sa revanche à Lissa, où la témérité du prince Charles l'emporta sur la sage lenteur du feld-maréchal [6 décembre 1757]. La conquête de la Silésie suivit de près cette seconde victoire. La Prusse était sauvée, l'armée française avait été refoulée vers le Rhin, les Autrichiens vers la Bohême; un vieux général, Lewald, avec vingt-quatre mille Prussiens, avait chassé les quatre-vingt mille Russes de la Prusse orientale, et forcé les Suédois à évacuer la Poméranie, et à se réfugier sous le canon de Stralsund, puis enfin dans l'île de Rugen.

L'abbé de Bernis, secrétaire des affaires étrangères, conseilla la paix à Louis XV dans ces moments de revers; il fut disgracié : toute l'Europe était à la guerre. En Angleterre, le duc de Cumberland venait d'être éloigné du commandement des armées, et le fougueux Pitt avait remplacé le pacifique Fox au ministère; son premier acte fut de rompre la capitulation de Clostersevern, dont tout le blâme retomba alors sur le maréchal de Richelieu. On envoya, pour le remplacer, le comte de Clermont, général inhabile, qui n'avait que sa bravoure contre l'habileté du chef des ennemis, le prince Ferdinand de Brunswick. Une manœuvre hardie de ce dernier, qui n'avait guère que trente mille hommes, fit abandonner l'Allemagne aux quatre-vingt mille hommes du comte de Clermont; Brême, Brunswick, Hanovre, Minden, toutes nos places fortes en Allemagne furent évacuées : le comte de Clermont ne se crut en sûreté que quand il eut mis le Rhin entre lui et l'ennemi [1758].

Le roi de Prusse volait toujours d'un endroit à l'autre pour la défense de ses États ou l'envahissement de l'Autriche. Il avait déjà pénétré en Moravie, après avoir délivré la Silésie et formé le siége d'Olmutz, quand l'arrivée de cent mille Russes, sous les ordres de Fermor, le rappela entre la Vistule et l'Oder. Une bataille sanglante se livra à Zorndorf, près de Custrin : les Prussiens avaient à venger le sang de leurs frères et le ravage de leur pays par les Cosaques; vingt mille Russes y périrent, car leurs ennemis ne faisaient point de quartier. Fermor se retira en Pologne, et Frédéric, toujours infatigable, alla délivrer, en Saxe, son frère le prince Henri, que le feld-maréchal Daun pressait sous les murs de Dresde. Surpris par les Autrichiens dans le village d'Hockirch, il essuya à son tour une défaite meurtrière; deux de ses meilleurs généraux, Keith et le prince de Brunswick, y furent

tués; le prince Maurice d'Anhalt, fait prisonnier, mourut de ses blessures [14 octobre 1758].

La persévérance de Frédéric et la lenteur habituelle de Daun rendirent cette victoire inutile; Neiss, assiégé par l'armée victorieuse, fut délivré par les Prussiens, et le feld-maréchal ne put s'emparer de Dresde. Sur le Rhin, même physionomie de guerre : des succès, des revers, beaucoup de fautes et quelques ridicules, comme fut celui du comte de Clermont, vaincu à Crevelt, et arrivant à Nuys, au milieu de sa fuite. Il demande aux magistrats de la ville s'il est déjà arrivé beaucoup de fuyards : *Non, Monseigneur, vous êtes le premier.* En revanche



de la défaite de Crevelt, Soubise battit le prince d'Isembourg à Saugerhausen et à Lutzelberg, dans la Hesse [1758].

La Russie laissait toujours sa formidable armée dans la lice, et l'Autriche renouvelait sans cesse ses réserves; Soltikoff avait remplacé Fermor, et battu à Palzig le général Wedel, auquel Frédéric avait conféré le singulier titre de *Dictateur*. Le roi de Prusse, en voulant venger la défaite de son lieutenant, fut battu comme lui près de Francfort, dans la forêt de Kanesdorf; mais le général russe n'osa pas profiter de sa victoire, pour ne pas encourir la disgrâce du futur empereur, Pierre III, admirateur passionné de Frédéric. Une dernière défaite à Maxen, où un corps de douze mille hommes se laissa prendre tout entier par les Autrichiens, acheva la ruine des Prussiens du côté de la Russie et de l'Autriche. Sur le Rhin, le prince Ferdinand se maintenait toujours;

repoussé à Bergen par le maréchal de Broglie, il prit sa revanche à Minden sur le maréchal de Contades [1759].

La France était épuisée; la pénurie du trésor était extrême, et, pour piquer l'amour-propre de ses sujets, Louis XV avait fait porter sa vaisselle à la Monnaie. Mais l'état des autres puissances n'était pas moins déplorable. La Prusse surtout n'avait plus ni hommes ni argent, et ses victoires achevaient de l'affaiblir. Frédéric n'avait pu reprendre le château de Dresde; le général autrichien Laudon avait battu un de ses lieutenants, Fouquet, à Landshut; les Autrichiens réunis avec les Russes avaient pris Glatz en Silésie, et marchaient sur Berlin, qu'ils mirent bientôt à contribution. Le prince ne s'en émut pas; rôdant toujours autour de l'armée autrichienne, il écrasa le corps de Laudon à Lignitz, puis le feld-maréchal lui-même à Torgau [1760], pendant que sur le Rhin le prince héréditaire de Brunswick battait le maréchal de Broglie à Warbourg, et se laissait vaincre à Clostercamp, après le célèbre dévouement du chevalier d'Assas [1760].

Le roi d'Espagne, Ferdinand VI, venait de mourir [1761]. Le duc de Choiseul, successeur de l'abbé de Bernis, plus décidé que jamais à continuer la guerre, afin de faire sa cour à la Pompadour, fit conclure avec le nouveau roi d'Espagne, don Carlos, déjà roi des Deux-Siciles, le fameux pacte de famille spécialement dirigé contre la puissance maritime de l'Angleterre. L'article secret du traité, qui se dévoila plus tard [1762], fut la cession d'une partie de la Louisiane à l'Espagne; cette alliance n'amena que des revers aux deux marines réunies. Sur terre, la haine durait encore contre le malheureux Frédéric; Laudon s'emparait de Schweidnitz; en Silésie, les Russes de Colberg, les Prussiens, évacuaient la Saxe. Le prince Ferdinand remporta sur de Broglie la bataille de Firligshausen, qui causa la disgrâce du maréchal [1761]; mais le prince de Condé se chargea de la revanche au combat de Johannisberg, où Ferdinand fut battu à son tour [1762]. La bataille de Greyberg, où le prince Henri de Prusse vainquit le feld-maréchal Daun, fut le dernier fait d'armes de la guerre de Sept Ans. L'Europe entière était aux abois, à l'exception de la seule Angleterre, qui avait constamment grandi aux dépens de tous. La perte des colonies françaises avait été consommée par la prise de la Martinique; l'Espagne aussi avait perdu Cuba, les îles Philippines, la Havane et Manille [1761]. Des négociations s'ouvrirent à Paris, et la lassitude des puissances ennemies fit presser la conclusion de la paix [10 février 1763]. La France céda à

l'Angleterre l'Acadie, le Canada, l'île du cap Breton, Grenade, Saint-Vincent, Saint-Dominique et Tabago en Amérique, la rivière du Sénégal en Afrique, l'île de Minorque et le fort Saint-Philippe; elle recouvra Saint-Pierre, Miquelon, la Guadeloupe, la Désirade, et Sainte-Lucie, dans les Antilles, Belle-Isle sur les côtes de France, Gorée sur celles d'Afrique, et tout ce qu'elle possédait dans l'Inde. Elle dut restituer toutes ses conquêtes d'Allemagne; à l'article de l'Espagne, l'Angleterre rendit Cuba, la Havane, et garda les Florides, ainsi que la baie de Pensacola; le Portugal, son allié, et l'Espagne, se restituèrent réciproquement toutes leurs prises sur les frontières.

Dans le traité entre le roi de Prusse et Marie-Thérèse, il fut stipulé que Frédéric II garderait la Silésie, et rendrait le comté de Glatz avec toutes les places qu'il occupait en Saxe. La Suède et la Pologne avaient déjà fait leur paix avec la Prusse. Ainsi finit la fameuse guerre de Sept Ans [1763].

A partir de ce moment, rien de grand dans la politique extérieure ne signala plus le règne de Louis XV, jusqu'à sa mort, arrivée onze ans après. De maîtresse en maîtresse, le petit-fils de Louis XIV avait fini par tomber aux bras de la Dubarry, sa dernière et sa plus honteuse liaison. Ce n'était plus cette fois une grande dame dont il faisait une courtisane, c'était une courtisane dont il faisait une grande dame. La royauté alla loin à ce coup dans les écarts. Entre un vieillard usé et une ancienne fille perdue, ce n'était plus qu'une question de débauche, et, ne pouvant réveiller à elle seule les sens usés du roi, la Dubarry ne rougit pas de s'associer des troupeaux d'insignifiantes rivales dont les jeux obscènes ont donné une triste célébrité à ces bosquets du *Parc-aux-Cerfs*, destinés d'abord à protéger de leur ombre les amours élégantes du grand roi. C'était là que devaient venir s'éteindre dans la boue les derniers rayons de cette auréole imposante qui avait entouré si longtemps aux yeux du peuple la personne royale. L'idole, une fois discréditée, ne pouvait plus rester debout longtemps, et cette foule avilie d'abbés de cour, de ducs et de marquis qui s'en étaient faits les grands-prêtres complaisants, allaient tomber avec elle, entraînant dans leur chute les institutions mêmes dont ils n'étaient que les représentants infidèles. Les philosophes avaient beau jeu avec de pareils adversaires. Ils prêchaient, aux noms magiques de liberté et d'égalité, contre un pouvoir corrompu et des privilégiés qu'écrasait le mépris, et l'opinion marchant toujours en avant, l'instant appro-

chait où de la théorie l'on allait passer à l'acte. Avec l'intelligence perspicace des âmes indifférentes, Louis XV avait deviné de bonne heure sur quelle pente fatale glissait la vieille société religieuse et monarchique; mais Fleury avait trop bien su le rendre inaccessible aux alarmes qui ne lui étaient pas personnelles. « Tout cela durera bien autant que moi! » l'entendit-on s'écrier un jour, et il demeurait tranquillement enveloppé dans son égoïsme, cédant, résistant aux idées nouvelles, selon le caprice de ses favoris et de ses maîtresses. Sous l'influence de Choiseul, l'ami des philosophes, Louis XV s'était laissé arracher une immense concession le jour où il signa la fameuse ordonnance qui chassait du royaume cette milice infatigable des jésuites que l'esprit novateur rencontrait partout sur son chemin. Mais Choiseul ne se cachait pas du mépris qu'il portait à la Dubarry. Elle s'en débarrassa sur les genoux du roi, avec des oranges qu'elle faisait sauter dans sa main : *Saute, Choiseul! saute, Praslin!* Choiseul et Praslin, son col-



lègue, cédèrent le pouvoir au chancelier Maupeou [1701]. Dans ses principes populaires, le ministre disgracié s'était déclaré hautement le protecteur des Parlements, et, fidèles à leurs vieilles habitudes d'oppo-

sition, ceux-ci se laissaient aller volontiers au mouvement des esprits. La réformation sociale pouvait se faire par là sans secousse et sans désastre, si la royauté avait voulu s'y prêter. Maupeou entendit maintenir intacte la succession de Louis XIV. Depuis cinq ans, le Parlement de Paris était en lutte avec la cour, à l'occasion du duc d'Aiguillon, gouverneur de Bretagne, qui, de son autorité privée, avait cassé le Parlement de Rennes, et que toutes les Chambres du royaume poursuivaient de leurs arrêts en dépit de la protection royale. Maupeou cassa le Parlement de Paris, et, plus hardi que Dubois, qui s'était contenté d'un exil, il en refit lui-même un autre, bientôt flétri du nom de *Parlement Maupeou*. Les orages que souleva la mesure hardie du chancelier ne purent détruire ce qu'il avait fait; mais, pour soutenir ce coup d'état, peut-être hors de saison, il avait fallu prodiguer les *lits de justice*, la ressource dernière de la royauté dans ses querelles parlementaires, et ce grand moyen d'intimidation, s'affaiblissant par l'abus, allait se trouver insuffisant pour la protéger dans des dangers plus sérieux.



Louis XV

Mais, comme avait dit Louis XV, « cela devait durer autant que lui. » Tout se tut jusqu'à sa mort, dans les provinces aussi bien qu'à Paris.

La royauté, délivrée du frein du Parlement, n'avait jamais eu d'allures plus despotiques. Maupeou gouvernait à l'aise, se laissant complaisamment mettre en ligne avec Richelieu; et l'abbé Terray, chargé du maniement des finances, multipliait sans contrôle ses spéculations éhontées, quand, le 10 mai 1774, la petite-vérole vint emporter à temps le roi *bien-aimé*. Il eut des funérailles dignes de sa vie. Son cadavre était entré en décomposition si rapide, qu'on ne pouvait en supporter l'odeur. Il fut conduit, au galop de chaise de poste, à Saint-Denis, et le peuple, qui bordait par curiosité le chemin, le vit passer, muet et indifférent.

L'année précédente, avait été signé sans lui le traité qui partageait le tiers des provinces polonaises entre l'Autriche, la Prusse et la Russie. La France, qui n'avait point été appelée au conseil des trois puissances, laissa se consommer sans mot dire cette grande iniquité, par laquelle le nom de la Pologne était déjà à moitié rayé de la liste des nations. Louis XV avait fait mine cependant, au commencement de la lutte, de prendre parti pour les anciens sujets de son beau-père. Mais, comme autrefois Fleury, il n'avait pas su en faire assez. Tout ce que les Polonais purent obtenir de lui fut un subside de soixante mille francs par mois, et quinze cents hommes commandés par un jeune officier qui se nommait Dumouriez.

Hommes et choses, tous les éléments de la Révolution étaient rassemblés quand arriva celui qui devait porter la peine de ce que la vieille monarchie avait eu jusqu'alors de coupable et d'odieux. A l'opposé de son grand-père, car le dernier règne avait vu deux générations de dauphins, le nouveau roi prenait au sérieux tous les devoirs, et apportait sur le trône un dévouement véritable à la chose publique. Malheureusement, Louis XV, dans son incurie universelle, n'avait pas songé qu'une couronne si légère à sa tête pourrait bien s'alourdir un jour sur celle de son successeur. A son exemple, il l'avait fait élever dans l'ignorance absolue des affaires. A vingt ans, Louis XVI ne savait encore rien du rôle qu'il allait avoir à jouer. A peine un faible écho de ce tumulte immense qui grondait à deux pas de lui avait pu parvenir à ses oreilles, et le peu qu'il avait recueilli, comme par hasard, des idées nouvelles, ne devait servir qu'à l'embarrasser encore plus dans sa marche. Nature honnête et bornée, Louis XVI s'était laissé de bonne grâce enseigner qu'il y avait quelque chose à faire pour le bonheur de ses sujets; mais son éducation politique en était restée là. Il en savait assez pour faire des concessions aux clameurs de l'opinion, trop peu

pour se mettre à la tête du mouvement et le dominer en le dirigeant. Une bonne et franche haine, une guerre ouvertement déclarée à la révolution naissante eût mieux valu pour lui, peut-être aussi pour tous, que ce bon vouloir inintelligent et passif, sans résolution prise, sans ligne de conduite arrêtée, tout au plus bon pour une époque de tâtonnement et de calme, où les expériences manquées se recommencent impunément, fatal dans les grandes crises qu'il précipite en aveugle.

Tel était l'homme auquel avait été réservé le règne le plus difficile de notre histoire. «Beaucoup de gens avaient conçu de tristes présages à l'occasion des fêtes de son mariage, où plusieurs centaines de personnes furent étouffées. Cependant l'avénement de l'honnête jeune roi, s'asseyant avec sa gracieuse épouse sur le trône purifié de Louis XV, avait rendu au pays un immense espoir. Ce fut pour cette vieille société une époque de bonheur et de naïf attendrissement; elle pleurait, s'admirait dans ses larmes, et se croyait rajeunie. Le genre à la mode était l'idylle; d'abord les fadeurs de Florian, l'innocence de Gessner, puis l'immortelle églogue de Paul et Virginie. La reine se bâtissait dans Trianon un hameau, une ferme. Les philosophes conduisaient la charrue par écrit :

« Choiseul est agricole et Voltaire est fermier. »

« Tout le monde s'intéressait au peuple, aimait le peuple, écrivait pour le peuple. La bienfaisance était de bon ton; on faisait de petites aumônes et de grandes fêtes. » (MICHELET.)

Le premier édit de Louis XVI fut la suppression du droit de *joyeux avénement*, débris suranné des coutumes féodales, qui traînait encore dans les bagages de la monarchie. Ce n'était pas le seul; et les tailles, les corvées, le servage même, rappelaient encore dans les campagnes des institutions et des mœurs que l'opinion jugeait alors de si haut. L'usage barbare et stupide de la question judiciaire s'était conservé dans les tribunaux; il fut aboli. Ce qui restait de serfs dans les domaines royaux fut affranchi; les corvées disparurent. Turgot, le chef des *Économistes*, appelé dès l'abord au conseil du roi, présidait à cette réformation pacifique de l'État, qui, continuée de la sorte, eût tout sauvé. Il voulait aller plus loin encore, et parlait déjà de jeter à terre toute l'ancienne législation financière, si exceptionnelle et si compliquée, par l'établissement de l'impôt uniforme et impartial, tel qu'il existe

aujourd'hui, ne portant que sur la consommation et la propriété, abstraction faite des personnes. Ce n'était pas le compte des classes privilégiées, et la cour se mit en révolte ouverte. Jusque là Louis XVI s'était laissé conduire par la main sans résistance. Il avait rappelé le Parlement cassé par Maurepas. Voltaire rentrait triomphant à Paris, relevé par le roi de son exil de Ferney. Mais ces sages améliorations, cette tolérance philosophique, étaient chez Louis XVI le résultat d'un sentiment bienveillant plus que d'une conviction sérieuse. Son ministre de confiance n'était pas Turgot, « le seul qui aimait le peuple avec moi, » disait-il plus tard; c'était Maurepas, vieux courtisan qui datait de la Régence, spirituel et cynique comme toute cette génération de cour du dix-huitième siècle, esprit frivole et sans portée, qui ne comprenait pas la gravité de la situation, et paradait avec son portefeuille comme une duchesse du temps de Louis XIV avec son tabouret. Maurepas s'unit à tous ces intérêts vaniteux d'abbés et de gentilshommes que froissaient les plans de Turgot.

La reine elle-même, pauvre étrangère, ignorante et rieuse, qui ne songeait guère à l'avenir au milieu des douces causeries de son petit cercle d'amies intimes, toutes jeunes, belles et légères comme elle, la reine se déclara contre Turgot, dont les grands mots et la tournure de puritain l'ennuyaient : il venait au château en souliers à boucles. Bientôt ce fut autour du roi un bruit sans fin de plaintes et de moqueries à l'adresse de l'économiste, et, bien qu'il fût *le seul qui aimât le peuple*, Louis XVI n'était pas un philanthrope assez obstiné pour y tenir longtemps. Le *Paysan du Danube* fut renvoyé. L'intendant de Bordeaux, M. de Clugny, qui lui succéda, débuta au ministère par le rétablissement des corvées, et fut remplacé à sa mort par un autre intendant, Taboureau des Réaux, attaché comme lui aux errements de l'ancienne finance. Mais les réminiscences administratives de ces deux ministres demeuraient impuissantes à combler le déficit dans les coffres de l'État. Louis XVI, toujours flottant entre le passé et le présent, revint à sa première marche, et se laissa imposer un nouveau ministre par l'opinion. Celui-ci était un banquier genevois, nommé Necker, qui s'était fait une réputation en finances la plume à la main, et qui semblait promettre à la France un nouveau Colbert. Il venait de faire paraître un *Éloge* du Mécène de Louis XIV, et l'Académie-Française, en le couronnant, avait attiré sur lui l'attention générale [1777]. Mais pendant que le banquier homme de lettres s'essayait à cette lutte désespérante

avec un déficit qui grandissait malgré tout, de nouveaux événements survinrent qui vinrent accroître encore le mal, et exalter d'autre part l'enthousiasme fiévreux qui commençait à s'emparer des esprits.

Les embarras de la dette avaient fait payer cher à l'Angleterre ses immenses succès de la guerre de Sept Ans. Obligée de battre monnaie quand même, elle voulut étendre son régime fiscal sur ses colonies de l'Amérique septentrionale. Mais celles-ci accueillirent mal les prétentions de la métropole. La révolte éclate à Boston, et, gagnant de proche en proche, devient universelle. Bientôt reparaissent au jour les théories républicaines importées sur les rivages de l'Amérique par tous ces enfants perdus de la Réforme, venus là pour y croire en paix. Les provinces se coalisent et forment un comité général sous le nom de *Convention*, qui prend en main le pouvoir. En 1775, les Américains avaient mis sur pied une armée de vingt-cinq mille hommes, avec laquelle ils entament une guerre en règle avec les Anglais. L'année suivante, la Convention se constitue puissance libre et indépendante, et envoie des agents diplomatiques en Espagne et en France. L'arrivée à Paris de Benjamin Franklin, déjà connu dans le monde savant par ses inventions en physique, fit une sensation profonde. On semblait voir en lui la réalisation vivante des utopies philosophiques. Le patriarche de Ferney fraternisa avec le républicain du Nouveau-Monde. Les sympathies de la foule, qui se pressait partout sur ses pas, ne se trahissaient pas seulement par de vaines démonstrations. D'immenses approvisionnements d'armes et de munitions se faisaient dans nos ports au compte des insurgés, et le gouvernement fermait bénévolement les yeux. Puis un essaim de jeunes gens enthousiastes, sortis la plupart des rangs de la noblesse, s'échappa sans mystère de la cour et des armées pour aller mettre leur épée au service de la République américaine.

Louis XVI les laissa faire, subjugué lui-même, ou peut-être intimidé par cet élan de l'opinion. A la fin, il se mit aussi de la partie, non sans avoir tergiversé longtemps, et envoya à New-York une flotte de douze vaisseaux de ligne, commandée par le comte d'Estaing. Les dernières guerres avaient fait à la marine anglaise une réputation d'invincible; le combat d'Ouessant [28 juillet 1778], où, pendant un jour entier, le comte d'Orvilliers soutint la lutte, à forces égales, avec la flotte de l'amiral Keppel, et se retira du combat sans avoir perdu un seul vaisseau; le combat d'Ouessant ranima tout à coup l'ardeur natio-

nale; l'île de la Dominique, Saint-Vincent, la-Grenade, sont conquis par d'Estaing; le Sénégal est enlevé aux Anglais. L'Espagne, qui s'était déclarée de son côté, bloque Gibraltar par terre et par mer; soixante-six vaisseaux de ligne, espagnols et français, viennent croiser dans l'Océan; quarante mille hommes, rassemblés sur les côtes de Bretagne et de Normandie, menaçaient l'Angleterre d'un débarquement; les vents la sauvèrent encore cette fois. Mais une coalition tout en dehors de la guerre vint en même temps couper court aux prétentions despotiques qu'elle affichait dans toutes les mers. « Sous prétexte que les neutres transportaient chez ses ennemis des munitions prohibées, ou qu'ils se rendaient dans des ports qu'elle déclarait bloqués sans qu'ils le fussent effectivement, elle s'arrogeait le droit de visiter leurs bâtiments, et le plus souvent de les confisquer. Fatiguées de ces vexations, les puissances du Nord crurent les circonstances favorables pour s'en affranchir, et, sous le nom de *neutralité armée*, elles formèrent une ligue pacifique destinée à protéger leur commerce. Elles armèrent en effet, sans dessein hostile, mais avec celui de repousser par la force les perquisitions insolentes que se permettaient à leur égard les moindres bâtiments de guerre. Elles déclarèrent d'ailleurs ne reconnaître pour munitions prohibées que les objets, moyens immédiats d'attaque ou de défense, mais nullement les madriers, planches, poutres, cordages, fers et goudrons, matières ordinaires de leur commerce. » Malgré les exploits de l'amiral Rodney et les victoires remportées par eux dans les Indes sur les Hollandais, les Anglais furent forcés à la fin de céder à tant d'attaques. Le 3 septembre 1784, fut signé le traité définitif qui reconnaissait l'indépendance des États-Unis, et cédait à la France le Sénégal, avec le droit d'envoyer ses pêcheurs au banc de Terre-Neuve. Il lui en avait coûté cent millions.

La guerre terminée, toute l'attention se reporta à l'intérieur. Les embarras financiers étaient toujours la question à l'ordre du jour. Necker, avec la permission du roi, avait publié son *compte-rendu* du mois de janvier 1781, qui offrait un excédant de 10 millions de la recette sur la dépense. Maurepas fut jaloux des succès de l'homme qu'il avait élevé lui-même au ministère, et qui l'éclipsait maintenant. Bientôt Necker voit tous ses plans accueillis dans le Conseil avec une défiance systématique. Comme protestant, l'entrée lui en était interdite; il demanda à venir s'y défendre, et répondit à un refus par l'envoi de sa démission [25 mai]. Cette retraite habile, au moment où sa popula-

rité était au comble, ne servit qu'à augmenter encore sa réputation d'homme nécessaire, réputation confirmée par les efforts impuissants de ses successeurs. Joly de Fleury se soutint à force d'emprunts pendant près de deux ans. « Fatigué d'une administration qui avait épuisé tous ses moyens, le 29 mars 1783 il en résigna la direction, mais, d'ailleurs, après avoir atteint heureusement le terme honorable de la paix. M. d'Ormesson, qui succéda à M. de Fleury, ne put gagner celui de l'année. Un embarras qu'il ne sut pas prévenir dans les paiements de la caisse d'escompte, subitement assaillie de demandes en remboursement de ses billets, décela son insuffisance, et le 4 novembre on lui substitua M. de Calonne, intendant de Metz, dont personne ne contestait les talents. Il eut en effet celui de trouver encore des appâts pour amorcer les prêteurs et grossir le capital de la dette. Il en combla la mesure. Le jeu de la machine s'arrêta entre ses mains, et il fut contraint de découvrir le mal.... Trois ans après le commencement de son administration, il portait lui-même à 110 millions la différence de la recette à la dépense. » (Anquetil.)

Ce fut alors que Calonne proposa au roi de convoquer l'Assemblée des *Notables*, dont les séances commencèrent à Versailles le 22 février 1787. Là, il revint aux idées de Turgot, et fit entendre ce grand mot d'*abus*, tant de fois répété déjà dans les assemblées, et au fond duquel était cette fois une révolution. Mais ce n'était pas aux *notables* qu'il appartenait d'en donner le signal. A vrai dire, il n'y avait plus de *notables*, politiquement parlant. Les théories d'égalité sociale avaient fait justice, dans l'opinion, de ces ducs, de ces comtes, de ces archevêques et de ces abbés, puissances mêlées dont le prestige tombait pièce à pièce.. D'ailleurs, eux-mêmes étaient ces privilégiés dont les intérêts étaient en cause. Ils renversèrent Calonne comme on avait fait de Turgot, et se séparèrent le 25 mai sans avoir rien décidé. La crise devenait imminente. Loménie de Brienne, qui remplaça Calonne aux finances, retombe forcément dans le système de l'impôt territorial; mais l'aveugle et impitoyable opposition du Parlement vient encore une fois se mettre en travers. Il refuse d'enregistrer l'édit, et déclare que les États-Généraux sont seuls compétents pour le faire.

Tous les rouages de la vieille constitution étaient mis en jeu l'un après l'autre, mais rien n'y pouvait plus. Louis XVI recula devant les États-Généraux, et préféra renouveler l'expérience de Maupeou. Le Parlement est exilé à Troyes, puis rappelé, et l'irritation des jeunes

conseillers ne faisant que s'accroître par cette résistance timide, Loménie décide le roi à la création d'une assemblée « composée des princes, des pairs, des maréchaux de France, et de personnages distingués choisis dans le clergé, la noblesse, la magistrature, avec toute l'autorité dont jouissaient les *cours plénières de Charlemagne.* » L'exhumation de ces gothiques traditions ne put même être menée à terme. Un conseiller du Parlement se procure une épreuve des circulaires qui se fabriquaient à l'imprimerie royale, et la lit en plein Parlement. Loménie essaie en vain d'un lit de justice. Il tombe à son tour, et Louis XVI, en désespoir de cause, rappelle enfin Necker [14 septembre 1788]. Quinze jours après, le Parlement enregistrait l'édit qui convoquait les États-Généraux à Versailles. L'heure dernière de l'ancienne monarchie avait sonné.





CHAPITRE IX.

Révolution. — Empire. — Restauration



proprement parler, ce qu'on appelle l'histoire de France s'arrête à l'entrée de la Révolution. Là commence une ère nouvelle : la France change si complétement de face, qu'il semble que ce ne soit plus le même peuple ni le même pays. En même temps le cours des événements, tout à l'heure si lent et si tranquille, se précipite avec une sorte de furie. Ce n'est plus d'année en année, mais de mois en mois, de jour en jour, que devrait marcher le récit. Puis un élément inconnu s'est introduit dans notre histoire. Avec des assemblées souveraines, la parole est devenue la première puissance de l'Etat. Il y a là des discours qui sont des faits, et des faits plus importants que

bien des batailles. En outre, cette action si pressée, si abondante, si verbeuse, se brise et se multiplie en quelque sorte à chaque pas. Il faut suivre pied à pied les mille personnages qui occupent la scène à la fois; et dans ce conflit tumultueux d'acteurs qui se heurtent, de voix qui se confondent, de têtes qui tombent, et de combats qui s'entassent les uns sur les autres, le récit incertain, retardé, tiraillé de tous côtés par l'anecdote, ne saurait conserver une marche ferme et rapide s'il veut aborder le détail. Ajoutez à cela que les cendres de l'incendie sont encore chaudes; que ce passé-là est, jusqu'à un certain point, du présent pour nous; que tous les hommes qui ont joué dans ce drame glorieux et sanglant ne sont pas encore morts, et que le drame lui-même n'est peut-être pas terminé, et l'on comprendra pourquoi nous racontons d'une autre manière une époque placée dans d'autres conditions.

Toute neuve d'aspect que nous apparaisse la Révolution de 89, elle avait eu pourtant ses antécédents, et ce n'était pas la première fois que les idées d'égalité sociale et de liberté se faisaient jour dans les esprits. Le système de privilége tel que l'avaient importé les Barbares, combiné plus tard avec les traditions romaines du despotisme impérial, n'avait pas manqué de contradicteurs depuis le jour où Marcel avait levé l'étendard de la révolte, et ce jour-là même avait dû être préparé de longue main. Les prédications démocratiques des moines du moyen-âge, les énergiques protestations renouvelées dans tous les États-Généraux, en font foi. Toute cette courageuse bourgeoisie, qui avait conquis ses chartes de commune les armes à la main; toutes ces corporations remuantes, toujours prêtes à sonner le beffroi et à tendre les chaînes de fer dans les rues; toutes ces générations mécontentes, qui, tour à tour, avaient enfanté la Jacquerie, les Maillotins, les Cabochiens, la Ligue du bien public, la Sainte-Ligue et la Fronde; et ces révoltes des provinces, ces émeutes des grandes villes, cette république protestante dont les convictions politiques n'étaient pas moins exaltées que les convictions religieuses; cette opposition moqueuse des esprits d'élite dont Rabelais avait donné le signal bien avant Voltaire : tout cela, certes, a le droit de compter pour quelque chose. Marcel n'est point un réformateur moins fougueux que Mirabeau; Caboche et les frères Legoix ne parlaient pas au peuple une langue plus douce qu'Henriot, Santerre et les autres; et Bussy le Clerc, malgré son cilice et son grand chapelet, eût bien pu venir avec ses Seize frapper à la porte de la municipalité

parisienne. Aussi est-ce à tort que la Révolution française a semblé faire honneur à l'antiquité de ses théories et de ses actes. Elle eût été bien mieux dans le vrai en invoquant les vieux souvenirs nationaux; et, puisqu'on voulait des saints nouveaux, il n'était pas nécessaire de réveiller la cendre des Brutus et des Scévola. L'ignorance de l'histoire du pays et le mépris profond affecté par les philosophes pour tout ce qui avait appartenu aux siècles proscrits du moyen-âge, expliquent assez le malentendu. Peut-être aussi l'orgueil des hommes de la Révolution y trouvait-il son compte. En faisant ainsi table rase dans l'histoire du passé, la gloire de ces vengeurs de l'humanité grandissait de toute l'apathie de leurs devanciers. Eux seuls avaient inventé la liberté, l'égalité, la fraternité; eux seuls avaient osé secouer le joug; ils oubliaient que la voix de leurs chefs n'était que l'écho des vieilles plaintes, et que 500 ans avant eux l'Anglais Wiclef avait donné toute une déclaration des droits de l'homme dans cette petite phrase biblique : « Du temps qu'Eve filait et qu'Adam bêchait, on ne connaissait ni rois ni seigneurs. »

Mais au fond il importait peu que l'on sût d'où l'on venait, et cette ingrate ignorance n'ôtait rien à la force irrésistible du mouvement. Dès l'ouverture des États-Généraux de 1789, il fut facile de prévoir que la royauté n'aurait pas aussi bon marché de ceux-ci qu'elle l'avait eu des autres. L'attitude menaçante du Tiers-État décelait des projets hostiles, et déjà se dessinaient des hommes qui devaient le mener loin. Le premier jour [5 mai], le Tiers fait cause à part, et foule aux pieds l'ancien cérémonial qui le remorquait à la suite des deux ordres privilégiés. Parmi les plus violents se faisait remarquer Honoré Riquetti de Mirabeau, un de ces hommes aux passions puissantes qui s'enivrent aux luttes de tribunes, et entraînent à eux seuls les assemblées. Repoussé par les nobles de sa province, le comte Riquetti s'était audacieusement improvisé membre du Tiers, en faisant écrire sur l'enseigne d'une boutique d'Aix : *Mirabeau, marchand de draps*. Sous l'influence irrésistible de sa parole, soutenu d'ailleurs par le peuple, qui l'attendait aux portes pour le saluer de ses vivats, le Tiers tint bon contre la résistance de ses rivaux. Bientôt trois curés du Poitou donnent l'exemple de la défection [11 juin]; une partie du bas clergé vient prêter serment entre les mains de Sylvain Bailly, le nouveau président des communes. Le 17, sur la motion de l'abbé Sieyès, la majorité démocrate rompt définitivement avec les traditions du passé, et se donne le nom d'*Assemblée Nationale*. La guerre était déclarée à la royauté. Le troisième jour

après cette séance mémorable, les députés, arrivant aux portes de la salle, les trouvèrent fermées. Bailly les emmène dans un jeu de paume, et là commence à la hâte une délibération tumultueuse qui se termine par un serment solennel de ne se retirer qu'après avoir donné une nouvelle constitution à la France. L'alarme gagnait la cour. Le 23, Louis XVI risqua un coup d'état. Dans une séance royale, où il s'efforça de parler en maître, il cassa tout ce qu'avait fait l'Assemblée, et sortit en ordonnant aux trois ordres de se séparer. La noblesse et le haut clergé suivirent le roi ; le reste demeura immobile. Quand de Brezé, le grand-maître des cérémonies, vint réitérer la sommation royale, Mirabeau se leva, et de ce ton emphatique qui était à l'ordre du jour, il lui cria de sa place : « Vous qui n'avez ici ni place, ni voix, ni droit de parler, vous n'êtes pas fait pour nous rap-



peler le discours du roi. Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple, et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » A ces paroles étranges pour un vieux courtisan, de Brezé se retira consterné, et sur-le-champ les députés se déclarèrent inviolables.

Cette journée décida la question. Le parti qui triomphait n'aurait pu dire au juste quel était son programme. Beaucoup voulaient établir en France la constitution anglaise avec son roi pour la forme, ses Communes et sa Chambre haute. Plusieurs, à la tête desquels une sourde rumeur plaçait Mirabeau, travaillaient à un changement de dynastie, et penchaient pour la maison d'Orléans, qui offrait peut-être plus de garanties à l'esprit nouveau. Les autres allaient à l'aventure, s'essayant à mettre en œuvre leurs doctrines philosophiques, excités par le peuple qui grondait à leurs côtés, et s'éloignant chaque jour du malheureux Louis XVI, qui, tremblant, indécis, atteint lui-même du vertige général, résistait mollement et cédait de mauvaise grâce. A la suite de cette séance royale, dont l'effet avait été si cruellement manqué, lui-même avait ordonné au clergé et à sa fidèle noblesse de se joindre aux rebelles de l'Assemblée Nationale. Il revint ensuite sur ce premier mouvement, et chassa Necker, son ministre populaire. L'émeute se mit alors de la partie. Des bruits sinistres circulent dans la ville, que la cour veut, dit-on, mettre à feu et à sang. Les harangueurs en plein vent ameutent le peuple dans le jardin du Palais-Royal. Une troupe de jeunes gens promène dans les rues les bustes de Necker et du duc d'Orléans, couverts de crêpes en signe de deuil, et tombe, en passant sur la place Louis XV, dans le régiment de Royal-Allemand, qui la disperse avec effusion de sang [12 juillet]. Le 14, la populace avait ramassé des armes dans toutes les boutiques d'armuriers, et se ruait sur la Bastille, traînant avec elle les canons enlevés, avec trente mille fusils, aux Invalides. Ce fut l'affaire de quelques heures. Delaunay, le gouverneur de la Bastille, forcé de capituler, est traîné par les vainqueurs tout le long de la rue Saint-Antoine, et massacré sur le perron de l'Hôtel-de-Ville. La vieille citadelle, que la cour avait si souvent mise en jeu dans les derniers temps, avec ses lettres de cachet, est renversée de fond en comble, et sur les décombres de ce *repaire du despotisme*, on établit un bal avec cet ironique écriteau : *Ici l'on danse*.

Les événements se précipitaient avec une effrayante rapidité. La souveraineté nationale, établie en principe par le triomphe parlementaire du 23 juin, venait d'être consacrée en fait par les vainqueurs de la Bastille. Dès lors le temps des pourparlers et des discussions était passé. Tout le pouvoir passait aux mains des hommes d'action. La garde nationale, formée le 16 à Paris, est organisée en un clin d'œil par tout le royaume, met subitement une milice innombrable et dévouée à la dis-



Bal national sur les debris de la Bastille

position des municipalités communales, qui reprennent tout à coup l'importance qu'elles avaient eue jadis dans les grandes crises du moyen-âge, avec cette différence, toutefois, qu'il n'y avait plus rien maintenant pour la contre-balancer. La France était en pleine révolution. On élevait déjà drapeau contre drapeau, et la cocarde tricolore, empruntée aux armes de la famille d'Orléans, était devenue le signe de ralliement des ennemis de la royauté. Déjà aussi la réaction prenait un caractère plus grave. Enhardi par l'exemple du peuple de Paris, le peuple des provinces se soulevait de toutes parts et se mettait à traquer les nobles et à brûler leurs châteaux. D'un bout à l'autre du royaume, ce n'étaient plus qu'attroupements populaires et tumultes sanglants, provoqués la plupart du temps par des bandes hideuses qui couraient les campagnes et prêchaient le pillage et l'assassinat au nom de la liberté. La famine venait encore ajouter à la confusion générale. Elle fut si grande, si générale, qu'on la crut factice, et chacun s'en rejetait l'accusation. Les uns l'attribuaient à la cour, dont elle augmentait pourtant le danger; d'autres n'y voyaient qu'une infernale combinaison du duc d'Orléans, qui voulait réaliser par l'anarchie son rêve d'un changement de dynastie. Peut-être l'or de l'étranger jouait-il aussi son rôle dans cette désolation universelle, au milieu de laquelle la France semblait devoir s'abîmer. Il n'y avait pas longtemps que Pitt avait obtenu du Parlement anglais un million sterl., avec le droit de ne pas en rendre compte.

L'Assemblée Nationale, tout à l'heure si fière de quelques mesquins avantages, se voyait subitement débordée par cette brutale intervention de la populace. Le roi de France n'était plus Louis XVI; c'était, pour le moment, le maire de Paris, le vertueux Bailly, comme on l'appelait alors. Bailly partageait sa royauté provisoire avec Lafayette, le commandant de la milice parisienne, l'un de ces jeunes nobles qui avaient conquis leur popularité sous les drapeaux de Washington, et qui s'étaient familiarisés en Amérique avec cette idée de république déjà présente à tous les esprits. Contraint de s'humilier devant ses nouveaux rivaux, Louis XVI vient à Paris, où il reçoit de leurs mains la cocarde tricolore, à l'Hôtel-de-Ville. Il rappelle en même temps Necker et renouvelle tout son ministère. Mais ces concessions forcées ne pouvaient plus contenter ni le peuple auquel on avait laissé faire l'essai de ses forces, ni ses chefs qui avaient goûté du pouvoir. En vain l'Assemblée Nationale, pressée d'en finir avec les insurrections, se

hâte-t-elle de jeter en pâture aux exigences populaires les derniers débris de l'ancien régime : droits féodaux, corvées seigneuriales, servitudes, main-mortes, prestations et redevances, dîmes ecclésiastiques, droit de chasse et de pêche ; tout ce qui restait de la société du moyen-âge est aboli en une nuit [4 août]. Au matin, l'Assemblée en corps décerne au roi, qui n'en peut mais, le titre républicain de ***Restaurateur de la Liberté française***, et vote un *Te Deum*. Puis elle active les travaux de son comité de Constitution, et présente à Louis, par avance, le premier chapitre de la loi nouvelle, rédigé en phrases du *Contrat Social*, avec ce titre ambitieux : ***Déclaration des droits de l'homme.***

Les législateurs avaient conclu tout à l'aise tant qu'il ne s'agissait que des droits de l'homme en général ; mais arrivés aux applications particulières, il leur fut moins facile de s'entendre. Les partisans de la constitution anglaise mirent en avant leur système des deux chambres, et furent repoussés dès l'abord. L'on s'arrêta au principe d'une seule assemblée, électorale et souveraine, et toute l'autorité royale se trouva réduite à l'exercice du *veto* des tribuns de l'ancienne Rome, droit négatif qu'on ne lui laissa pas même sans restriction. Plusieurs voulaient que le *veto* royal fût absolu : l'Assemblée décréta qu'il ne serait que suspensif. Un député s'avança même jusqu'à déclarer que « quand le peuple avait parlé, la sanction royale était inutile. » On était déjà bien loin du point de départ. Ceux qui avaient dirigé le premier élan se sentaient dépassés, et quelques-uns pensaient déjà à revenir en arrière. Lors de la discussion du *veto*, on avait entendu Mirabeau s'écrier que « si le roi ne l'avait pas, il aimerait mieux, lui, vivre à Constantinople qu'en France, » et dès ce moment ses efforts n'eurent plus d'autre but que de rétablir l'équilibre au profit de la royauté. Mais il était trop tard ; l'impulsion ne partait plus d'en haut, et quand on apprit à Paris que le roi hésitait à sanctionner les derniers décrets de l'Assemblée, une foule furieuse, partie de la place de Grève, envahit tout à coup Versailles, amenant ses canons et proférant les plus horribles menaces [5 octobre]. La famille royale faillit être massacrée dans la nuit, et fut ramenée à Paris en triomphe ; mais quel triomphe ! A l'avant-garde du cortége, on portait, plantées à la pointe des piques, les têtes de deux gardes-du-corps massacrés à la porte de la chambre à coucher de la reine ; et derrière le carrosse du roi, un groupe de femmes avinées, qui entourait cinquante à soixante voitures de fa-

rine, hurlait dans les rues : « Victoire, citoyens ! nous vous ramenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron ! »



En présence de pareils faits, la discussion légale devenait dérisoire. Forcée moralement de suivre le roi à Paris, l'Assemblée Nationale elle-même n'avait plus le droit d'hésiter, et bientôt les nouvelles mesures qu'elle adopta coup sur coup la lancèrent plus avant que jamais dans la voie révolutionnaire, que peut-être elle eût voulu quitter. Le 2 novembre, les biens du clergé sont déclarés propriété de l'État, et servent d'hypothèque pour quatre cents millions de billets, qui sont lancés dans la circulation sous le nom d'assignats. Puis on suspend, jusqu'à nouvel ordre, tous les Parlements du royaume. Il ne reste plus en activité qu'une seule Cour de justice, celle du Châtelet, qui demeure chargée de connaître des crimes de *lèse-nation*. Cependant l'émigration avait commencé; le comte d'Artois, menacé par les agitateurs, avait pris la fuite le premier, et chaque jour quelque famille noble, se détachant à son tour pour échapper aux dangers toujours croissants qui planaient sur les représentants de l'ancienne société, allait épouvanter les cours allemandes du récit des scènes étranges dont la France était le théâtre. En même temps, la contagion de l'exemple se faisait déjà sentir au dehors. L'insurrection des Brabançons et des Belges, qui,

dirigés par l'avocat Vandernot, avaient secoué le joug autrichien et s'organisaient déjà en république, donnait à penser aux souverains, et appelait d'avance les armes de l'Europe sur les hommes nouveaux qui portaient un si audacieux défi aux institutions et aux idées monarchiques. Ce fut sous ces auspices alarmants que s'ouvrit l'année 1790.

Elle ne changea rien à la situation. La révolution, passée à l'état de fait accompli, étendait partout son impitoyable niveau. Fidèles disciples de l'école philosophique du dix-huitième siècle, dont ils exagéraient encore l'esprit et les principes, les réformateurs n'avaient garde de reculer devant la question difficile des corporations religieuses, qui tenaient une si grande place dans l'ancien ordre de choses. Après avoir enlevé au clergé ses domaines, on lui porta un coup plus sensible encore en l'attaquant dans sa constitution. D'abord, un décret du 13 février vint supprimer les vœux monastiques, et rejeter dans le monde une foule de moines et de religieuses, qui, rendus violemment à la liberté, en firent, la plupart, un déplorable usage. Le scandale fut plus grand encore quand parut le décret du 12 juillet, qui, réduisant le clergé aux proportions d'une institution civile, créait, taillait, supprimait, bouleversait toute l'ancienne hiérarchie, reconstituait les provinces ecclésiastiques sur le modèle de la nouvelle division par départements, et brisait enfin les liens de la discipline catholique en plaçant l'Église gallicane en dehors de la suprématie pontificale. Ce fut ce qu'on appela la constitution civile du clergé. Deux jours après ce vote, par lequel la Révolution rompait définitivement avec les idées chrétiennes, eut lieu, au Champ-de-Mars, la fameuse fête de la Fédération nationale, où l'on vit l'évêque d'Autun, le fameux Talleyrand Périgord, célébrer la messe sur l'autel de la Patrie, assisté de deux cents prêtres en aubes blanches avec des écharpes tricolores. Au mois d'octobre, un nouveau décret enjoignit à tous les ecclésiastiques du royaume de prêter serment à la constitution que le roi, vaincu par la peur, se décide enfin à sanctionner, malgré ses répugnances religieuses. Dès lors la guerre éclate. Ceux qui prêtent le serment sont mis au ban de l'Église par le pape, et flétris du nom de *prêtres assermentés*. Les autres sont mis hors la loi comme réfractaires, et désignés aux fureurs de l'émeute, en attendant la persécution légale des tribunaux de la terreur.

La fatale époque approchait. Déjà le tribunal du Châtelet était entré en exercice, et le marquis de Favras, convaincu du crime de *lèse-nation*, avait été pendu en place de Grève, aux acclamations frénétiques

de tout un peuple (18 janvier). Le garde-des-sceaux ayant appelé l'attention de l'Assemblée sur les agitations populaires qui ensanglantaient Marseille, Bordeaux, toutes les grandes villes du Midi, Lafayette avait proclamé à la tribune le grand principe révolutionnaire : « L'insurrection est le plus saint des devoirs. »

L'élan avait été si rapide et la tendance des convictions à se traduire en actes devenait si violente, qu'il n'y avait plus de sûreté pour ceux-là même qui étaient les rois de la foule il y avait à peine un an. Mirabeau, accueilli par des rumeurs de mauvais augure à la porte de l'Assemblée, tandis que son adversaire habituel, l'avocat Barnave, était porté en triomphe par le peuple, Mirabeau faisait entendre ces fières et douloureuses paroles, triste prophétie qui devait bientôt s'accomplir : « Et « moi aussi, on voulait, il y a peu de jours encore, me porter en « triomphe ; et l'on crie maintenant dans les rues : *La grande trahison* « *du comte de Mirabeau!* Je n'avais pas besoin de cette leçon pour sa- « voir qu'il n'y a qu'un pas du Capitole à la roche Tarpéienne. » Dix mois après, Mirabeau s'écriait sur son lit de mort : « J'emporte avec moi le deuil de la monarchie. » Heureusement pour le grand orateur qu'il mourait à temps. Les choses n'en étaient pas encore venues là, que l'ingrate Révolution eût perdu déjà tout souvenir de ce qu'il avait fait pour elle, et ses restes, accompagnés d'un cortége qui avait une lieue de long, eurent les honneurs du Panthéon. Necker, cette autre idole de la faveur populaire, sentit bientôt que son règne avait fini, et donna sa démission, que l'Assemblée reçut froidement (4 septembre 1790). Lui aussi se retirait à temps de l'arène où tant de sang allait couler tout à l'heure. En regagnant sa terre de Coppet, le financier suisse ne rencontra que des visages ennemis sur la route, et le peuple, qui commençait à s'habituer à ne plus connaître de milieu entre le meurtre et l'adoration, faillit le mettre en pièces plus d'une fois.

Si la révolution traitait ainsi ses anciens favoris, c'était bien pis encore pour ses ennemis naturels. Aussi l'émigration redoublait-elle chaque jour. Les tantes du roi avaient fui à Rome (21 février 1791.) Le bruit courut bientôt que le roi lui-même voulait en faire autant. Le 18 avril, au moment où il partait pour aller faire ses pâques à Saint-Cloud, le peuple entoura sa voiture, et la voix de Lafayette (encore un roi destiné à tomber) fut impuissante pour ouvrir un passage à Louis XVI. La position n'était plus tenable. Deux mois après, l'infortuné s'arrête sérieusement à la résolution qu'on lui avait gratuitement

prêtee. Il part au milieu de la nuit, déguisé en valet de chambre, et se disant au service de la reine, qui prend le nom de la baronne de Koorpf. Mais arrivé à Sainte-Menehould, à quelques lieues de la frontière, il est reconnu par le maître de poste Drouet, qui envoie couper le chemin au pont de Varennes, et le fait ramener à Paris, escorté de toute la population. L'entrée de Louis XVI dans sa capitale rappela celle du 6 octobre. Trois gardes-du-corps, qui l'avaient accompagné dans sa fuite, étaient garrottés sur le siége de la voiture; Pétion et Barnave, envoyés par l'Assemblée, étaient assis entre lui et la reine. La garde nationale l'attendait aux Tuileries, et quand il eut mis le pied dans le jardin, on ferma les portes sur lui. Ce n'était pas tout encore. Le club des cordeliers, qui était alors à la tête du mouvement, avait décidé que l'Assemblée déclarerait la déchéance du roi fugitif. Elle résista, et se contenta de le suspendre de ses fonctions jusqu'à ce qu'il eût juré la constitution. Aussitôt les clubs crient à la trahison; quatre à cinq mille hommes se rassemblent au Champ-de-Mars, et vont jurer, sur l'autel où avait officié Talleyrand, de ne plus obéir au roi tant qu'il n'aura pas été reconnu par les départements. Dans le feu de leur patriotisme, les membres de ce rassemblement arrivent bientôt à des protestations plus significatives. Ils ne veulent plus de Bourbons, plus de rois, plus d'Assemblée Nationale. En vain Lafayette et Bailly se présentent avec le drapeau rouge au Champ-de-Mars, pour dissiper le rassemblement. Reçus à coups de pierres, ils voient massacrer, comme espions, deux malheureux qu'on trouve blottis sous l'autel de la patrie, et finissent par faire tirer sur les patriotes, qui ne leur pardonnèrent jamais.

Au milieu de ces convulsions intérieures, la question étrangère devenait chaque jour plus menaçante. Le 27 août, parut la célèbre déclaration de Pilnitz, signée de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse, qui promettait au captif de Varennes l'appui des souverains de l'Europe, et dans laquelle on parlait déjà de faire avancer des troupes contre la France insurgée. Le malheureux roi est forcé de repousser le secours qu'on lui montre de loin. On lui fait signer des décrets qui condamnent à mort les émigrés, des notes diplomatiques qui menacent d'une guerre les signataires de la déclaration de Pilnitz s'ils continuent à encourager les désertions, qui augmentaient dans une proportion effrayante : le ministre de la guerre venait d'annoncer à l'Assemblée Législative, entrée en fonctions le 1er octobre, que plus de deux mille officiers avaient

passé à l'étranger. Le 11 novembre, Louis XVI écrit à ses frères qu'il



est parfaitement libre ; et le même jour, à neuf heures du soir, un factionnaire lui barre la porte de son appartement.

Cependant la physionomie révolutionnaire achevait de se dessiner. La Vendée avait commencé à remuer, et l'on envoyait des troupes contre les *Chouans*. Dans le Midi, Jourdan venait de gagner son atroce surnom de *coupe-têtes*, au massacre de la glacière d'Avignon. A Paris, le bonnet rouge se montra dans les rues au commencement de 1792, et fut bientôt l'ornement indispensable du *sans-culotte*. La machine du docteur Guillotin, « avec laquelle, disait-il dans son rapport à l'Assemblée, je vous fais sauter la tête d'un clin d'œil, et vous ne souffrez point, » la guillotine, installée maintenant dans tous les départements, fonctionna pour la première fois le 25 avril, en place de Grève, sur l'assassin Pelletier. Lassée des menaces de l'empereur d'Autriche, l'Assemblée prend elle-même l'initiative, et commence les hostilités sur la frontière flamande. Les soldats, battus devant Tournay, rentrent à Lille en criant à la trahison, et pendent leur général, Théobald Dillon. Lafayette et Luckner obtiennent quelques succès à Maubeuge,

à Menin, à Ypres et à Courtray; mais cette guerre, tout offensive et sans danger sérieux, occupe à peine les esprits : la véritable guerre se faisait alors à Paris. Tout majestueusement faible qu'il était devant cette féroce populace, qui recevait son mot d'ordre du club des Cordeliers et de celui des Jacobins, Louis XVI résistait encore aux mesures violentes qu'on voulait le forcer à couvrir de son nom. Le 19 juin, il refuse de signer le décret qui condamnait les prêtres réfractaires à la déportation. Le 20, une bande de plus de vingt mille *sans-culottes*, armés de toutes sortes d'instruments bizarres, envahit les Tuileries, et traîne un canon dans la salle des Cent-Suisses. Poursuivi jusque dans la chambre à coucher de la reine, où il s'était réfugié avec ses enfants, le roi vient se livrer lui-même à ces forcenés, qu'il désarme par sa patience et son sang-froid. Il boit un verre de vin à leur santé, et place sur sa tête un de leurs bonnets rouges; mais, soutenu en quelque sorte par l'excès même du danger, il répond à leurs cris de mort par un refus formel de sanctionner le décret. Pétion, le nouveau maire de Paris, paraît enfin après trois heures de cette lutte affreuse, et fait retirer la foule, déjà lasse de cris et de menaces. Epouvantée de cette domination brutale d'une populace déguenillée, l'opinion proteste en vain contre les excès du 20 juin. A Paris, vingt mille signatures couvrent une adresse envoyée à l'Assemblée pour demander la punition des meneurs. Des plaintes arrivent de tous les départements. Lafayette se dérobe un instant au commandement de son armée, et vient sommer l'Assemblée de détruire ces clubs, éternels foyers d'agitation, avec lesquels tout gouvernement sera bientôt impossible. Mais à peine le général a-t-il hasardé cette audacieuse démarche, qu'il recule devant les haines qui le menacent; il abandonne la partie, et court se cacher dans son camp, pendant que l'on brise son buste à l'Hôtel-de-Ville, et que les Jacobins brûlent son effigie au Palais-Royal, sous les yeux de son ancien protégé, le duc d'Orléans.

Ces démonstrations augmentaient encore les ressentiments de l'émigration et les alarmes de l'étranger. Bientôt on apprend que cinquante-deux mille Prussiens sont en marche sur les frontières de France. Puis paraît le manifeste signé par le duc de Brunswick, au nom des puissances coalisées, qui déclarent solennellement la guerre à la France révolutionnaire. Les sections de Paris se constituent en permanence; les bandes de sans-culottes qui parcourent les rues en tous sens demandent à grands cris la déchéance du roi, et comme l'Assemblée ne pa-

raît pas y prêter l'oreille, le parti se détermine enfin à invoquer *le plus saint des devoirs.* Tout se combine dans des réunions secrètes tenues à Charenton, entre Danton, Robespierre, Marat, Camille Desmoulins, Westermann, Santerre, Barbaroux, qui venait d'amener à Paris trois mille Marseillais, Collot d'Herbois, Tallien, tous ceux qui devaient jouer les premiers rôles dans le drame de 93.

Le 10 août, à huit heures du matin, la bande des Marseillais débouche sur la place du Carrousel, où Westermann la range en bataille. L'Hôtel-de-Ville avait envoyé de son côté les hommes du faubourg Saint-Antoine, qui assiégeaient la terrasse des Feuillants. Louis XVI avait avec lui trois cents gentilshommes, neuf cents Suisses et dix-huit cents gardes-nationaux. Il ne voulut pas courir les chances d'une lutte avec cette foule sauvage, et donna ordre à sa famille de le suivre à l'Assemblée. En vain Marie-Antoinette s'écria-t-elle qu'elle se ferait clouer plutôt aux murs du château; en vain présenta-t-elle un pistolet au roi, en lui disant : « Allons, Monsieur, voilà le moment de vous



montrer! » Louis XVI, enfermé dans les limites étroites de son courage passif, entraîne la reine avec lui, et, traversant tranquillement les rangs des rebelles qui le couchent en joue deux fois, il entre dans la salle de l'Assemblée en disant : « Je suis venu ici pour éviter un grand

crime qui allait se commettre. » Mais le peuple, une fois amassé et les armes à la main, ne pouvait s'en aller ainsi. Il envahit le jardin des Tuileries, traîne ses canons jusque sous le vestibule du château, et massacre sans pitié les Suisses, restés seuls pour le défendre. Pendant ce temps, la famille royale, entassée dans une loge de dix pieds carrés, derrière le fauteuil du président, assistait muette et immobile à de fougueux débats, à la suite desquels ce qui restait de l'ancienne monarchie fut renversé séance tenante. Un décret, rendu au bruit des cris de mort qui retentissaient encore dans les rues, déclara le roi suspendu de ses fonctions, et invita le peuple à former une *Convention nationale*.

La République existait enfin; mais il fallait maintenant la défendre. Quand on eut enfermé Louis XVI dans le Temple, et brisé toutes les statues des rois, même celle de Henri IV, les regards se reportèrent effrayés à la frontière, où Longwy et Verdun venaient de tomber entre les mains des Prussiens. Déjà le roi de Prusse marchait sur Paris; Lafayette et ses amis, décrétés d'accusation par les héros des clubs, avaient abandonné l'armée du Rhin et passé le fleuve. L'alarme était à son comble dans la ville, encore tout émue de la grande secousse du 10 août. Les chefs de l'insurrection ne se dissimulaient pas l'horreur soulevée, par tant de violences, chez les partisans de la royauté, et un tribunal extraordinaire institué par eux avait prodigué les arrestations. L'échafaud avait fait justice d'un certain nombre de royalistes, quand on reçut la nouvelle de l'approche des Prussiens; mais les prisons regorgeaient encore, et ceux qui avaient conservé leur liberté parlaient tout haut de représailles. Tout à coup le bruit se répand que les royalistes vont livrer Paris à l'ennemi, qu'un complot s'ourdit dans les prisons, et que l'assassinat plane sur les hommes du 10 août. Soit peur, soit calcul, ceux-ci ont bientôt pris leur parti, et, renvoyant la terreur à leurs ennemis, ils lâchent les bandes d'égorgeurs dont les exploits barbares ont attaché une si triste célébrité aux premières journées du mois de septembre 1792. Quand ils eurent fait place nette dans les prisons encombrées, les *septembriseurs* se crurent quittes en répétant partout qu'ils avaient sauvé la patrie; et, de fait, à la fin du mois les Prussiens battaient en retraite, mais ce n'était pas dans les cours ensanglantées de la Force et de l'Abbaye qu'ils avaient été vaincus; la France ne devait guère de reconnaissance qu'à Kellermann, qui venait d'arrêter les étrangers par la canonnade de Valmy (20 septembre). Le lendemain de cette bataille, par où commence l'illustra-

tion militaire du drapeau tricolore, l'Assemblée Législative cédait la salle du Manége à la Convention nationale, et le 22 l'on publiait dans Paris le décret suivant :

« La Convention nationale décrète, à l'unanimité, que la royauté est abolie en France.

« Au nom de la nation.

« *Signé* : MONGE.

« *Contre-signé* : DANTON. »

A partir de ce moment, la lutte avec les anciennes institutions se trouvait définitivement terminée. Bientôt les victoires de Dumouriez achevèrent de calmer les inquiétudes que donnaient les armées étrangères. Du champ de bataille de Jemmapes [6 novembre], où il a taillé en pièces l'armée du prince de Cobourg, Dumouriez entre dans la Belgique, dont la conquête morale était faite depuis longtemps. Le 13, il est à Bruxelles; Gand, Malines, Ostende, Liége, Anvers, tombent, dans l'espace de quelques jours, en notre pouvoir. Le 28, Paris voit arriver une députation de la Savoie, qui demande à être réunie à la France. Enhardie par tant de succès, la Convention fait comparaître, au nom de la République, *Louis Capet* devant elle (11 décembre). Quarante jours après, *le fils de saint Louis montait au ciel*. A côté de cette poésie religieuse et monarchique, si toutefois elle n'a pas été faite après coup, vient le prosaïsme révolutionnaire des registres de l'état-civil :

« Acte de décès de Louis Capet, du vingt-un janvier dernier, dix « heures vingt-deux minutes du matin. *Profession*, dernier roi des « Français; *âgé* de trente-neuf ans; *natif* de Versailles, paroisse Notre-« Dame; *domicilié* à Paris, Tour du Temple; *marié* à Marie-Antoinette « d'Autriche : ledit Louis Capet, exécuté sur la place de la Révolution, « en vertu des décrets de la Convention nationale des quinze, seize, « dix-neuf et vingt dudit mois de janvier, etc.

« Ledit procès-verbal déposé aux archives de l'état-civil.

« Pierre-Jacques LEGRAND, *officier public*. »

Quand la tête de Louis XVI avait roulé sur l'échafaud, le bourreau, la ramassant pour la montrer au peuple, avait crié de toute sa voix : *Vive la nation !* Le cri ne trouva pas d'écho dans la foule, qui se retira silencieuse et morne. Louis XVI prisonnier n'était qu'un roi déchu par sa faute, honnête homme sans grandeur, avec l'inutile courage de

la résignation pour toute auréole : l'échafaud en faisait un martyr. Ce coup hardi était l'œuvre de Robespierre et de Danton, des jacobins et des cordeliers, de tout ce parti des clubs qui siégeait au sommet des gradins de l'Assemblée, et que l'on appelait *la Montagne*. Trop compromis par les journées d'août et de septembre pour compter sur le bénéfice d'une amnistie dans le cas où les armes étrangères détermineraient une crise en sens inverse, ils avaient forcé la main à la Convention, et l'avaient contrainte, bien à contre-cœur, de brûler avec eux ses vaisseaux. Après une discussion orageuse où les menaces n'avaient pas été épargnées, ils n'avaient pu lui arracher qu'une majorité de cinq voix [17 janvier], et l'on savait à quoi s'en tenir sur la portée de certains votes, comme celui de Vergniaud, par exemple, qui, après avoir remué toute l'assemblée en plaidant pour la vie de l'accusé, avait fini par voter la mort. Ce qui rendait la Montagne si terrible, au point de faire tout plier devant ses volontés, c'était cette populace des faubourgs qu'elle lançait partout en avant, et qui, du fond des tribunes hérissées de bonnets rouges, venait prêter à sa voix, souvent contredite, l'appui de ses mille voix rauques et furieuses. Par elle, la députation de Paris, appuyée sur les autorités municipales de l'Hôtel-de-Ville, entraînait violemment dans sa marche audacieuse les convictions tièdes, les âmes timides, les hommes timorés qui se souciaient peu de sauver la patrie *per fas et nefas*, mais qui redoutaient encore plus d'entendre crier « A la lanterne ! » en sortant dans la rue. Ceux-là formaient ce qu'on appelait *la Plaine* ou *le Marais*. Véritables esclaves courbés sous le joug, ils faisaient de la tyrannie en tremblant, et gardaient à leurs maîtres la rancune de la peur, la plus implacable de toutes.

Par-de-là *le Marais* se dressait *la Gironde*, jusqu'alors intrépide alliée du parti jacobin, et ne discutant guère plus que lui la question du juste et de l'honnête, mais qui, blessée dans son orgueil, attaquée dans ses intérêts, allait bientôt devenir pour lui une ennemie acharnée et pudibonde, se passionnant pour la morale dans une affaire d'amour-propre. L'existence politique de la Gironde date, à proprement parler, des massacres de septembre. Jusqu'à cette heure, les membres qui la composaient avaient marché en tête du mouvement ; personne n'avait montré plus de vigueur au combat du 10 août, et Barbaroux, l'un d'eux, le commandant de la bande des Marseillais, ne s'était vu disputer les honneurs de la journée que par le Prussien Westermann. Quand la royauté eut disparu, les Girondins, qui disposaient des bureaux mi-

nistériels par leurs amis Roland, Lebrun, Clavières, et qui venaient d'envoyer Dumouriez, un des leurs, pour hériter du commandement de Lafayette; les Girondins, qui comptaient dans leurs rangs Vergniaud, le maître de la tribune depuis Mirabeau, s'imaginèrent que le pouvoir allait passer dans leurs mains. Arrivant tous de leurs provinces, encore gonflés de leurs petites dominations locales, tout pleins des idées de souveraineté nationale proclamées si hautement par Mirabeau, ils ne purent voir sans dépit et sans indignation que les députés de Paris l'emportassent sur eux tous, et que les sans-culottes des faubourgs s'arrogeassent le droit de contrôle sur les représentants de la nation. Lassés de cette humiliante contrainte, ils réclamèrent pour la France contre la tyrannie de la capitale. Dès lors commença à la tribune et dans les journaux une polémique désespérée, au bout de laquelle était la mort pour les vaincus.

Les Girondins avaient pour eux toute la partie élégante et éclairée de la population révolutionnaire, qui ne pouvait se prêter à ces mœurs féroces et grossières, à cette langue de la rue, dont le parti jacobin avait fait le gage et l'auxiliaire obligé du patriotisme. Déjà l'opinion s'était déclarée nettement sur ce point. Au mois de janvier 1793, une foule innombrable avait couvert d'applaudissements, à la Comédie-Française, la pièce du *citoyen* Laya, intitulée l'*Ami des Lois*, où Robespierre et Marat étaient mis en scène sous les noms burlesques de *Nomophage* et *Duricrâne*. Le premier fut accusé dès l'abord par les Girondins d'aspirer à la dictature. Le second ne jouait qu'un faible rôle à l'Assemblée, où souvent il ne paraissait pas; mais son action était immense au dehors. Tous les matins il montait à une tribune bien autrement retentissante que celle de la salle du Manége, et les petites feuilles de son *Ami du Peuple*, sales et laides, écrites en mauvais français sur papier gris, étaient l'oracle du peuple, qui retrouvait là ses habitudes, son langage, l'intelligence de tous ses instincts. Ce qui faisait la force de Marat, c'est que du premier coup il avait poussé le principe révolutionnaire à ses dernières conséquences, et qu'il avait marché droit au but, tandis que les autres tâtonnaient encore. A l'époque où les hommes avancés de la Constituante s'étonnaient de leur courage à se présenter la tête droite en face de la royauté, Marat la foulait tranquillement aux pieds, et proclamait sans peur la souveraineté absolue du peuple. Par le peuple il n'entendait pas précisément la nation, comme Lafayette, Mirabeau et tous ceux qui rêvaient pour la

France une constitution à la mode anglaise ; son peuple, à lui, c'était le petit peuple, les ignorants, les gens mal vêtus, ceux qui travaillent ou qui meurent de faim, ce que les riches, dans leur jargon dédaigneux, ont appelé la *canaille*. Pour ceux-là travaillait Marat. Le problème



qu'il poursuivait était bien plutôt social que politique, et ce n'était pas aux institutions seulement qu'il faisait la guerre. Platon chassait les poëtes de sa république; dans celle de Marat, les riches étaient proscrits, les savants, les voluptueux, les puissants, tous ceux qui insultaient à la classe pauvre et souffrante par quelque avantage hors de sa ligne. L'*Ami du Peuple* déclare mauvais patriotes ceux qui ont des voitures, des terres, des domestiques, même ceux qui vont au spectacle : et aux mauvais patriotes il n'a qu'un argument à opposer, la mort. Aussi Marat avait-il dit un jour qu'il y avait de par la France deux cent

soixante mille têtes à couper; et, interpellé violemment à la tribune sur cette parole atroce, il osa la maintenir, répétant qu'il fallait *purger la République*. La devise de Marat était celle de tous les jacobins, plus ou moins; son journal, le dernier mot du parti; et si les *modérés* de l'Assemblée n'étaient pas encore à la hauteur de ses théories, le peuple se chargeait volontiers de les mettre en pratique. « Marat, le matin, » s'écriait un jour Barrère, lors des soulèvements contre les prétendus accapareurs, « Marat, le matin, a prêché le pillage, et le soir le pillage a eu lieu. »

Oratoirement parlant, les Girondins avaient beau jeu avec de tels hommes; mais pendant qu'ils les écrasaient de leurs foudres parlementaires, pendant qu'ils soulevaient à la fois contre eux l'indignation paresseuse des *honnêtes gens* et les lointaines jalousies de la province, les autres ameutaient le peuple, toujours prêt à frapper, et, retranchés derrière les piques des sections, se riaient des menaces de ces ennemis impuissants qu'ils tenaient pour ainsi dire entre leurs mains. Les hommes de la Gironde sentirent bientôt que la partie n'était pas égale. En vain appelèrent-ils au secours leurs frères des départements, et proposèrent-ils à la Convention d'échapper à l'esclavage en se transportant sur la Loire; Paris gardait à vue son Assemblée, et ne lui aurait pas permis une contre-épreuve de la fuite de Varennes. La proposition d'une garde provinciale que les Girondins demandaient pour l'Assemblée, dans le genre de celle que s'étaient donnée les États-Généraux du temps de Marcel, fut repoussée à force de cris et d'injures, et traitée de trahison dans le club des Jacobins. Dumouriez voulut alors renouveler la tentative de Lafayette, et vint à Paris, d'où Marat l'eut bientôt chassé avec ses déclamations furibondes contre les *épauletiers*. De retour à l'armée, le général girondin est battu à Nerwinde [18 mars] par les Autrichiens, et, entendant gronder les dénonciations de l'*Ami du Peuple*, il prend un parti extrême, traite avec l'ennemi, et propose à ses officiers d'entraîner l'armée sur Paris. La Convention envoya quatre de ses membres, Camus, Quinette, La Harpe, Bancal, pour saisir le rebelle au milieu de ses soldats. Dumouriez conserve assez d'autorité pour les faire arrêter eux-mêmes par les hussards de Berchini, mais ses autres troupes l'abandonnent. Il est obligé de chercher un refuge dans le camp autrichien, emmenant avec lui le fils de Philippe-Égalité, le duc de Chartres, qui avait vaincu avec lui à Jemmapes, et dont il avait voulu, dit-on, faire un roi de France [3 avril].

La stérile trahison de Dumouriez porta le dernier coup aux Girondins. En même temps les dangers de la République, qui croissaient de jour en jour, affermissaient encore le pouvoir entre les mains hardies qui s'en étaient emparées. L'exécution du 21 janvier avait mis la France au ban de l'Europe; aux Alpes, aux Pyrénées, en Flandre, sur le Rhin, Italiens, Espagnols, Prussiens, Autrichiens, Anglais, tous l'attaquaient à la fois. Son plus habile général passait à l'ennemi, et, pour surcroît de maux, les paysans vendéens, soulevés par le parti vaincu, choisissaient ce moment pour venger le trône et l'autel, et allumaient dans l'Ouest une guerre plus terrible pour la République qu'aucune de celles



qu'elle avait sur les bras à la frontière. Non moins implacables dans leur ambition déçue que ceux-ci dans leurs pieux regrets, les Girondins viennent ajouter à tant d'embarras ceux des luttes parlementaires, et veulent organiser l'émeute à leur compte dans les rues de Paris. Marat est dénoncé de nouveau et accueilli avec de tels cris de rage, qu'il monte à la tribune avec un pistolet chargé dans sa poche, pour se brûler la cervelle au besoin. Les fédérés des départements, sollicités par des lettres et des émissaires, se mettent en route de tous côtés, et bientôt vont inonder Paris.

Au dedans comme au dehors, la furie de la défense dépassa en-

core celle de l'attaque. Le *Comité de Salut public*, établi trois jours après la défection de Dumouriez, oppose à l'ennemi dix armées improvisées au moyen d'un emprunt forcé d'un milliard [20 mai]. Le tocsin sonne le 31 mai à Notre-Dame, et cent quatre-vingt mille hommes demeurent trois jours sous les armes, jusqu'à ce que la Convention, contre qui Henriot a fait pointer ses canons, leur abandonne enfin ses Girondins [2 juin]. La plupart des vaincus allèrent attendre en prison qu'on les envoyât à l'échafaud; mais quelques-uns avaient réussi à s'échapper; ils vinrent chercher vengeance chacun dans sa province, et peu s'en fallut que l'unité territoriale ne fût à jamais brisée. A Lyon, on venait de chasser les Jacobins et de rompre avec la Convention. A Marseille, Rebecqui formait une armée de dix mille hommes, prête à marcher sur Paris. Dans la Guyenne, la patrie des Girondins, Bordeaux se proclamait indépendant, et son exemple était suivi par ceux de Toulon, de Nîmes, de Montauban. Une réunion de députés normands et bretons, convoqués à Caen par Buzot, prenait le nom d'*Assemblée des départements réunie à Caen*. Ce fut de cette ville que partit Charlotte Corday, jeune fille exaltée par les harangues des Girondins, qui se dévoua pour venger le parti, et vint à Paris poignarder Marat dans son bain [14 juillet]. L'ennemi triomphait à l'Est et au Nord. Il prenait Mayence et repoussait Custine jusque derrière la Scarpe. Les Vendéens s'étaient emparés de Saumur, ils avaient descendu la Loire jusqu'à Angers, et campaient aux portes de Nantes. Enfin, l'Espagnol Ricardos avait passé les Pyrénées et occupé Bellegarde. Ce fut alors que Barrère vint dire à la tribune : « La République n'est plus qu'une grande ville assiégée, il faut que la France ne soit plus qu'un vaste camp. » Un décret du 23 août met en réquisition tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans. Cartaux taille en pièces les Marseillais, et soumet le Midi, pendant que les fédérés de Caen, battus à Vernon, acceptaient avec empressement la Constitution de 93, qui établissait le système républicain sur les bases les plus larges, et attribuait tout le pouvoir aux assemblées primaires, mais dans l'avenir seulement, car, en attendant que l'on eût mis la patrie hors de danger, il demeurait concentré entre les mains des comités de la Convention. Les Vendéens, rejetés par Kléber et Marceau de l'autre côté de la Loire, perdent tous leurs chefs les uns après les autres, Cathelineau, Lescure, Bonchamp, d'Elbée, Larochejacquelein; Charrette, resté seul avec Stofflet, l'ancien garde-chasse, ne peut, avec sa

bande, entreprendre de lutter contre les *colonnes infernales* envoyées par la Convention, qui traite la Vendée comme Louvois avait traité le Palatinat. Pendant ce temps, l'ère des grands généraux et des grandes victoires avait commencé; Hoche, Pichegru, Jourdan le montagnard, commandaient nos armées et repoussaient partout l'ennemi. Carnot venait d'entrer au Comité de Salut Public, et, pour nous servir de l'expression consacrée, il *organisait* déjà la victoire. Lyon, forcé d'ouvrir ses portes à l'armée de la Convention après un siége de soixante-dix jours, porte la peine de sa témérité. La guillotine ne suffisant plus, on mitraille ses citoyens par milliers. Son plus beau quartier est démoli, et son nom est changé en celui de *Ville-Affranchie*. Barrère voulait plus encore. Il monta à la tribune pour demander qu'on ne fît de la ville qu'un monceau de ruines, surmonté d'un monument avec cette inscription : « Lyon fit la guerre à la Liberté, Lyon n'est plus. » Toulon, pour se mettre à l'abri de cette terrible réaction, avait appelé les Anglais. Il fut repris, le 19 décembre, par Dugommier, qui dut en partie ce succès aux savantes dispositions d'un jeune officier d'artillerie, nommé Bonaparte.

Toute cette gloire était cruellement expiée à l'intérieur. Les doctrines de Marat lui avaient survécu, et la guillotine était établie en permanence sur la place de la Révolution. Marie-Antoinette y monta le 16 octobre; puis le duc d'Orléans, Philippe-Joseph Égalité, qui sauta dans la charrette côte à côte d'un pauvre serrurier, au sortir même de la fatale audience; puis Bailly, qui marcha à la mort en tremblant *de froid*; puis madame Élisabeth, la sœur de Louis XVI, douce et pieuse femme qui se laissa mener à la boucherie sans dire un mot; puis, un à un, tous ceux qui offusquaient d'une manière ou d'une autre ces terribles dominateurs; des nobles, des prêtres, des savants, des poëtes, des enfants, des vieillards, de jeunes filles, André Chénier avec madame Roland, la Dubarry avec Malesherbes, le courageux défenseur de Louis XVI. Malesherbes avait avec lui, dans sa *charretée*, sa fille et sa petite-fille. Quand il fallut faire le relevé des victimes de la guillotine, on en trouva dix-huit mille six cent treize, et, dans le nombre, les nobles, hommes et femmes, comptaient à peine pour un huitième.

Cependant le danger se passait. Les hommes énergiques, qui, faisant du patriotisme à leur manière, n'avaient pas reculé devant les mesures les plus brutales pour sauver, comme ils disaient, la patrie, peut-être bien pour se sauver eux-mêmes, Danton, Camille Desmoulins, Wes-



1793.

termann, l'intrépide chef de l'insurrection du 10 août, étaient arrivés au dégoût, plus encore qu'à la haine de la *Terreur*, qu'eux-mêmes avaient provoquée. Les espèces de proconsuls que la Convention maintenait dans les départements, Lebon à Arras, Tallien à Bordeaux, Carrier à Nantes, exagérant encore, s'il était possible, les atrocités dont la capitale était le théâtre, faisaient de la France entière un séjour de deuil et de désolation. Camille Desmoulins, l'intime ami de Danton, commença la guerre aux *terroristes* dans son journal du *Vieux Cordelier*, qui eût assuré la victoire à son parti si c'était avec de l'esprit que la victoire s'obtient dans les temps de révolution. Robespierre et ses jacobins se trouvèrent à ce moment dans une position critique. Pendant que les pages mordantes du *Vieux Cordelier* soulevaient un rire amer et plein de menaces à leurs dépens, ils se voyaient débordés par la faction du *Père Duchêne*, espèce de feuille ignoble, continuant, en langage des halles, les injures et les dénonciations de Marat contre tout ce qui avait pris rang au pouvoir. Hébert, qui la rédigeait, avait pour lui Chaumette, le procureur de la Commune, Ronsin, Vincent, Momoro, tous orateurs de bas étage, qui faisaient retentir les clubs de leurs déclamations furibondes contre le *dictateur*. C'était sous leur influence que venaient de s'imaginer les folies qui sont, pour ainsi dire, la partie comique de ce drame sanglant. Dans leur manie de révolution, ils avaient révolutionné jusqu'à l'almanach, changé la semaine en décade, janvier en nivôse, saint Pierre, saint Paul, saint François, et tous les saints de l'ancien paradis, en *choux*, *navet*, *potiron*, *justice*, *cheval*, *humanité*, et autres patrons puisés au hasard dans la *Maison Rustique* et dans Rousseau. Dieu lui-même avait été déclaré *suspect*, comme disait Camille. Un décret enlevé par la Commune institua le culte de la *déesse Raison*, qui, représentée par une belle fille, fut promenée en chair et en os à travers les rues de son nouvel empire.

Robespierre avait laissé ses ennemis se fourvoyer dans ces ridicules et inoffensives parades. Quand il les jugea assez déconsidérés, il fit arrêter et juger ces fougueux tribuns, qui moururent en lâches, le 4 germinal an II [24 mars 1794]. Six jours après on arrêtait, avec ses amis, Danton, qui, renonçant à la partie, se laissa faire par lassitude et par dégoût. Averti de ce qui le menaçait, Danton avait répondu : « J'aime mieux être guillotiné que guillotineur. L'humanité m'ennuie! » En entendant prononcer son arrêt, il s'écria : « J'entraîne Robespierre ; Robespierre me suit! » [5 avril].

Le règne du vainqueur n'avait plus que trois mois à durer. Plus que jamais, Robespierre était le maître dans la République. Cette terrible magistrature, sans attributions et par cela même sans limites, qui se résumait en un droit de vie et de mort exercé sans mesure et sans pitié, ne pouvait cependant mener loin le dictateur. Son pouvoir manquait de base. Il ne reposait que sur les votes peureux d'une assemblée où ses ennemis étaient en majorité; et le club des Jacobins, son seul soutien au dehors, n'était pas une armée qu'on pût essayer sans danger d'enrôler au service d'un seul homme. Parvenu à ce faîte effrayant, Robespierre se sentit pris d'une espèce de vertige. Tout retour à la vie privée lui était interdit par son passé, et il n'était pas homme à se laisser tenter par l'exemple de Sylla. Lui-même s'était débarrassé de tous ceux qui faisaient autrefois la phalange autour de lui; il restait seul avec un paralytique et un chercheur d'utopies, Couthon et Saint-Just, et le mot de Danton le poursuivait comme une sentence prophétique. De désespoir, Robespierre voulut appeler au secours je ne sais quel mysticisme philosophique et patriotique : de dictateur il se fit grand-prêtre. Il se faisait appeler aux Jacobins *le bon génie de la République.* On le voyait fréquenter les réunions d'une vieille inspirée, Catherine Théot, qui le nommait *mon fils*, réunions où se groupait une poignée de fanatiques dévoués à la personne de l'ancien tribun comme à celle d'un Dieu. Bientôt Robespierre entama son rôle de fondateur de religion. La déesse Raison fut renvoyée à son boudoir, ou ailleurs; Dieu, rappelé à son poste par un nouveau vote de la Convention : mais ce n'était plus le même Dieu ; celui-ci procédait en ligne directe de l'école des déistes du dix-huitième siècle : il avait nom l'*Etre suprême.* Au jour choisi pour la fête mémorable de l'*Etre suprême*, Robespierre se montra au peuple dans un costume merveilleux, des fleurs et des épis plein les mains, et marchant seul, quinze pas en avant de ses collègues de la Convention [18 floréal—7 mai].

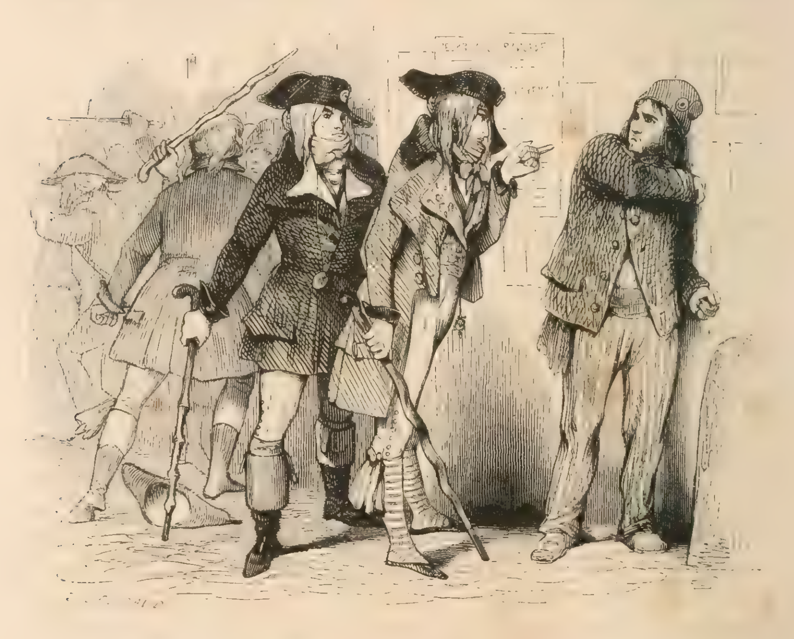
Le moment était mal choisi pour affermir la tyrannie avec des cérémonies religieuses. Bientôt les dissensions éclatent à la Convention. Le bruit court que de nouvelles listes de proscription s'apprêtent. Les amis d'Hébert et de Danton, avertis par leur exemple, se décident enfin à courir au-devant du danger qui les menace; les peureux se comptent et se rassurent. Enfin, le 9 thermidor, la lutte s'engage à l'improviste, sans préparation, sans prétexte, en véritable révolte d'esclaves. La peur qu'on avait du *tyran*, du *nouveau Cromwell*, augmenta encore la

brutalité de l'attaque. Tallien brandissait un poignard contre Robespierre et ses amis; le boucher Legendre défendait les abords de la tribune à coups de poing. Les cris tumultueux de l'assemblée et la sonnette retentissante du président ne permirent pas même d'établir un simulacre de discussion. L'arrestation fut décrétée d'enthousiasme; mais tout n'etait pas encore fini. Les Jacobins insurgés délivrent leur chef, qu'ils conduisent à l'Hôtel-de-Ville. La Commune rassemble ses canons et ses soldats : les *Thermidoriens* allaient payer cher leur facile triomphe, si les bataillons des sections n'étaient intervenus, commandés par Barras et Fréron. Robespierre, tombé une seconde fois entre les mains de ses ennemis, se tire d'une main mal assurée un coup de pistolet qui lui fracasse la mâchoire. Le lendemain, escorté de soixante et onze de ses partisans, il monta sur l'échafaud, aux acclamations banales de la foule, qui applaudissait cette fois à la dernière de ces sanglantes hécatombes, auxquelles elle n'avait jamais fait faute [28 juillet].



De la journée de thermidor date une période nouvelle dans l'histoire de la Révolution. La Vendée se calmait, et le massacre de Quiberon allait bientôt enlever ses dernières chances à l'insurrection. A la frontière, plus de danger : les émigrés de l'armée de Condé battaient en

retraite devant nos généraux ; la Belgique et les Pays-Bas autrichiens, envahis par nos armées, étaient sur le point d'être réunis au territoire français, qu'ils devaient agrandir de neuf départements. Les exagérations forcenées du patriotisme révolutionnaire en avaient dégoûté les esprits. Le *Vieux Cordelier* portait son fruit, quoiqu'il eût coûté la vie à cet infortuné Camille Desmoulins, et ce républicanisme farouche et grossier, qui était venu heurter si brusquement les molles et élégantes traditions du dix-huitième siècle, se trouva mis à son tour à l'index. Le règne de la *jeunesse dorée* succéda à celui des sans-culottes. Le bonnet rouge que Louis XVI avait porté fut hué dans les rues. Les Jacobins, poursuivis jusque dans leur club par la *jeunesse dorée*, veulent en vain repousser par la force les insolents qui tout à l'heure tremblaient devant eux. Bâtonnés par leurs adversaires, ils s'enfuient en désordre



[20 brumaire]. Le lendemain, la Convention envoya saisir leurs registres et mettre les scellés sur les portes de leur salle ; et tout à coup tomba, comme par enchantement, au sortir d'un combat à coup de cannes, ce pouvoir étrange, sans armée, sans budget, sans existence légale, reposant tout entier sur deux bases qui ne sauraient trouver place dans un code, l'émeute et la guillotine [21 brumaire].

La réaction qui s'exerçait avec une sorte de rage sur les hommes et les costumes de la Terreur n'épargnait pas plus ses lois et ses mesures. L'*Être suprême* allait rejoindre la déesse Raison, et la vieille religion, réduite à cacher dans les bois et les grottes ses cérémonies proscrites, reparaissait enfin à ciel ouvert. La loi des suspects, la loi du *Maximum*, celle des assignats, sont abolies coup sur coup, et entraînent dans leur ruine toute cette législation exceptionnelle qui s'attaquait à la fois aux droits les plus sacrés et les plus jaloux de la société, à la sécurité des personnes et à celle des propriétés. En même temps, l'on commence à restreindre l'usage illimité de la liberté politique, qui n'avait pu consoler de la perte de toutes les autres. Un décret de la Convention ordonne la dissolution des clubs [6 fructidor]. La veille, on avait décrété une constitution nouvelle qui changeait la forme du gouvernement et le ramenait à des proportions moins démocratiques. Le pouvoir exécutif était confié à cinq membres nommés directeurs; le pouvoir législatif à deux conseils, celui des *Anciens* et celui des *Cinq-Cents*. On ajoutait à l'ancienne déclaration des *Droits de l'homme*, un corollaire oublié dans le premier élan des esprits, la déclaration des devoirs. Tout cela, cependant, ne pouvait s'exécuter sans soulever d'énergiques réclamations. Le peuple de Marat et des Jacobins, celui qui avait pris la Bastille et fait la révolution du 10 août, n'était pas disposé à se laisser enlever ainsi cette souveraineté sans contrôle dont ses flatteurs l'avaient investi de leur chef. Il conservait encore ses piques redoutées, au bout desquelles avaient été plantées tant de têtes d'aristocrates; et le souvenir de ces mémorables luttes, dont il avait fait tous les frais, ajoutait à son mépris pour les restes impuissants d'une assemblée qui n'avait régné que par lui, pour cette poignée de législateurs avilis, dressés de longue main à l'obéissance passive par les grands, les vrais patriotes, et qui venaient de s'en débarrasser à l'aide d'une espèce d'assassinat. Deux fois déjà les soulèvements populaires avaient protesté contre la marche nouvelle de la Convention, quand éclata la formidable insurrection du 1[er] prairial [20 mai 1795]. Dans cette crise de stupeur et de désolation universelle qui avait accompagné la Terreur, les campagnes avaient été laissées sans culture; la famine rendait le peuple plus accessible encore aux idées de révolte. Soixante mille hommes, vomis par les faubourgs, se ruent en désordre le long des quais, et viennent cerner la Convention dans la salle des Tuileries. Ils portaient sur leurs chapeaux ces mots écrits à la craie : *Du pain, et la Constitu-*

tion de 93. En vain le député Féraud veut-il faire un rempart de son corps à l'Assemblée. Il est foulé aux pieds par ces furieux, atteint d'un coup de pistolet dans l'épaule, et sa tête, placée au bout d'une pique, est portée en triomphe jusqu'au fauteuil du président de la Convention, Boissy-d'Anglas, qui, couché en joue de tous les côtés à la fois, et les pointes des piques à deux pouces de sa poitrine, se découvre, et salue avec respect cette tête souillée de sang. Dans ce moment, les derniers débris du parti terroriste, ceux qu'on nommait les *crétois*, parce qu'ils siégeaient sur la crête de la Montagne, se présentent pour faire sanctionner par un vote les volontés de la populace, et déjà un décret improvisé ramenait la Révolution à ses premiers errements, quand les tambours des sections se font entendre au Carrousel. Legendre arrive avec la garde nationale des sections, qui entre dans la salle au pas de charge et met les patriotes des faubourgs en déroute. Le faubourg Saint-Antoine, cerné bientôt par vingt mille hommes, se laisse désarmer sans résistance, et abdique enfin ce rôle d'épouvantail populaire qu'il jouait depuis 89. A cette occasion, la Convention se défit encore de quatorze de ses membres. Six *crétois* jugés par commission, Goujon, Bourbotte, Romme, Duroy, Duquesnay et Soubrani, se frappent, l'un après l'autre, avec un mauvais couteau de poche qui passe de main en main, et tombent sans vie au pied du tribunal.

A force de se décimer et de s'*épurer*, cette assemblée célèbre arrivait au terme de ses travaux, épuisée, déconsidérée, réduite à l'ignoble parti de la plaine, assez semblable au *long Parlement* anglais de 1648, alors qu'il était devenu le *croupion*. Les conventionnels hésitaient néanmoins au moment de se retirer. Il était si peu de *thermidoriens* qui n'eussent commencé par être *terroristes!* et qui savait où s'arrêterait la réaction, une fois commencée? Pour parer le coup, ils ajoutèrent à la constitution de l'an III un décret qui imposait aux électeurs l'obligation de renvoyer dans les assemblées nouvelles les deux tiers des anciens députés. Les assemblées primaires de la province acceptèrent le décret; mais à Paris, maintenant le centre du mouvement contre-révolutionnaire, il fut repoussé bien loin. Menacée à son tour par les sections qui l'avaient deux fois défendue contre Robespierre et contre les patriotes des faubourgs, la Convention termine dignement sa carrière politique par un dernier revirement. Elle met en liberté dix-huit cents jacobins retenus depuis plusieurs mois dans les prisons, et les arme publiquement dans le jardin des Tuileries. Aux troupes qui se

rassemblent près du couvent des Filles-Saint-Thomas, le chef-lieu des insurgés, elle oppose le camp des Sablons, que le général Menou a conduit dans Paris. Le combat dura deux heures à peine. Barras avait été nommé général des troupes de la Convention; mais celui qui gagna la bataille fut Bonaparte, l'obscur officier d'artillerie, qui paraît ici pour la seconde fois. Celui-là était l'homme qu'il fallait; nature impérieuse et méprisante, ennemi du laid et du désordonné avant tout, il était au-dessus des scrupules de Menou, qui avait transigé et quasi fraternisé avec l'émeute. Les sectionnaires s'avançaient à peine à l'attaque des Tuileries, commandés par Duhoux, Danican et l'ex-garde du corps Lafon, que Bonaparte les mitraille sans pitié sur les marches de Saint-Roch, et les met en déroute [13 vendémiaire an IV, 1er octo-



bre 1795]. Vingt-six jours après, à deux heures après midi, tout étant prêt pour l'avénement du nouveau gouvernement, et les directeurs Barras, Rewbel, Laréveillère-Lépeaux, Letourneur et Carnot étant nommés, la Convention résigna ses fonctions entre leurs mains, après avoir gouverné la France trois ans, un mois et quatre jours.

« Lorsque les directeurs entrèrent dans le Luxembourg, il n'y avait pas un meuble. Dans un cabinet, autour d'une petite table boiteuse (l'un des pieds était rongé de vétusté) sur laquelle ils déposèrent un cahier de papier à lettre et une écritoire à calumet, qu'heureusement ils avaient eu la précaution de prendre au Comité de Salut Public, assis sur quatre chaises de paille, en face de quelques bûches mal allumées, le tout emprunté au concierge Dupont, qui croirait que c'est dans cet équipage que les membres du nouveau gouvernement, après avoir examiné toutes les difficultés, je dirai plus, l'horreur de leur situation, arrêtèrent qu'ils feraient face à tous les obstacles, qu'ils périraient ou qu'ils sortiraient la France de l'abîme où elle était plongée? Ils rédigèrent, sur une feuille de papier à lettre, l'acte par lequel ils osèrent déclarer qu'ils étaient constitués, acte qu'ils adressèrent aussitôt aux Assemblées législatives. » (Charles Bailleul). Les quatre hommes qui s'inauguraient ainsi au pouvoir devaient cependant marcher de front avec les plus fières royautés de l'Europe. Au milieu de ces agitations intérieures et de ces proscriptions sans fin, la République française avait fait son chemin; elle traitait maintenant d'égale à égale avec les puissances étrangères, qui niaient d'abord son existence politique et ne voulaient voir dans ses chefs qu'un ramas de révoltés et de brigands. Le grand-duc de Toscane l'avait reconnue le premier dans le traité de paix signé le 5 février 1795, puis la Prusse [5 avril], puis la Hollande [16 mai], puis l'Espagne [22 juillet], et enfin le petit prince de Hesse-Cassel, que l'approche de l'armée du Rhin avait facilement décidé à faire bon marché de la question de principe. Cependant la partie n'était pas encore gagnée. Les misères matérielles de la première séance du Directoire peuvent donner une idée du vide qui existait dans les coffres de l'État. Le dénuement des armées était effroyable. En Italie, Scherer et Kellermann menaient au combat leurs soldats, pieds nuds et mourant de faim. Pichegru, qui commandait sur le Rhin, poursuivait la chimère de Dumouriez, et complotait une restauration militaire, de concert avec l'armée de Condé. Le Directoire fit face à tout. L'établissement des *mandats territoriaux*, destinés à remplacer les assignats discrédités, permit de suffire aux besoins du moment. Pichegru fut remplacé par Moreau, qui reçut ordre de se porter en avant et de marcher sur Vienne avec Kléber et Jourdan. Barras, pour récompenser les services de l'habile lieutenant qui avait si hardiment combattu pour lui à la journée du 13 vendémiaire, lui confia, par faveur, le comman-



Les Directeurs au Luxembourg.

dement de l'armée d'Italie; il ne se doutait guère du présent qu'il faisait à la République.

A l'arrivée de Bonaparte en Italie commence une troisième période de l'histoire de la Révolution française. Dès lors, tout ce mouvement vague et inquiet, disséminé sur tant de points à la fois, se fixe et se concentre; un seul homme attire à soi l'intérêt et le porte à l'extérieur. D'éminemment politique qu'elle a été jusqu'à présent, l'histoire de la Révolution devient surtout militaire, et l'organisation de la société nouvelle, le fait le plus important du Consulat et de l'Empire, s'opère en silence à l'ombre des lauriers du législateur : elle n'apparaît pour ainsi dire que comme un fait à la suite. Je ne sais quel instinct semblait avoir averti, dès le commencement, les généraux de la République que c'était par là qu'elle devait finir ; les essais d'intervention du pouvoir militaire, si timidement tentés par l'honnête Lafayette, repris en sous-œuvre par Dumouriez et maintenant encore par Pichegru, devaient naturellement se reproduire tant que le pouvoir resterait aux mains décriées des anciens conventionnels. Comme pour porter le défi à la réaction contre-révolutionnaire, les quatre directeurs avaient été choisis parmi les députés régicides ; on pouvait donc se croire encore sous le gouvernement des hommes du 10 août, quoiqu'ils fussent déjà bien loin de la voie où les avaient entraînés Robespierre et Marat. Or, on chercherait en vain à le nier, le gros de la nation avait été en souffrance sous ce gouvernement. Un peuple ne change pas ainsi d'un jour à l'autre ses croyances, ses mœurs, ses habitudes de vie publique et privée. On avait bien pu prêter l'oreille aux éloquentes déclamations de l'opposition philosophique, qui toutefois n'empêchait pas Voltaire de dédier *Mahomet* au pape, et *Tancrède* à la Pompadour; mais il y avait loin de cette guerre de plume aux fêtes de la déesse Raison, au meurtre du 21 janvier ; et Diderot lui-même, le brave et digne bourgeois, eût reculé d'horreur si on l'eût mis en demeure d'exécuter sa trop fameuse sentence : « Qu'il fallait étrangler le dernier des prêtres avec les boyaux du dernier des rois. » Condorcet périt en luttant contre la Terreur. La Harpe, arrêté sous le règne de Robespierre, sort de sa prison, royaliste et chrétien. Beaucoup d'autres en étaient là. On regrettait tout bas le fond des vieilles institutions ; et la société sans roi, sans Dieu, sans législation précise, suspendue comme au hasard entre le mépris du passé et la haine du présent, demeurait dans un état de malaise qui devait faire la fortune du premier qui oserait.

L'homme appelé à terminer la crise ne manqua pas à ses destinées. Dès les premiers pas qu'il fait en Italie, Bonaparte culbute quatre-vingt mille Autrichiens et Piémontais à Montenotte [11 avril 1796], et sépare en deux l'armée ennemie. A huit jours de distance, il est trois fois vainqueur, à Millésimo, à Dégo, à Mondovi [22-24 avril], et le mois suivant, le roi de Sardaigne se retire effrayé de la lice, abandonnant à la France la Savoie, les comtés de Nice, de Tende et de Beuil. Pendant que le Directoire luttait péniblement à Paris, à la fois contre les royalistes du club de Clichy, et les démagogues du club du Panthéon, où, sous la présidence de Gracchus-Babœuf, on délibérait, le poignard à la main, sur les moyens d'établir le *bonheur commun*, son général entassait victoires sur victoires. Le 11 mai [22 floréal], le jour même fixé par Babœuf pour l'entrée en exercice du *Comité insurrecteur de salut public*, Bonaparte, un drapeau à la main, enlevait, à la tête de ses troupes, le pont de Lodi, sous la mitraille de l'artillerie autrichienne, et gagnait en un jour le Milanais. Masséna, qu'il envoie à Vérone, en chasse devant lui le prétendant de la maison de Bourbon, Monsieur, comte d'Artois, qui, depuis le 8 juin de l'année précédente, se faisait appeler Louis XVIII, comme le successeur de son neveu Louis XVII, autre roi par fiction, mort au Temple, entre les bras d'Étienne Lasne et de Remi Bigot, « dont le premier a dit être voisin, et le second a dit être ami. » (Acte de décès de l'an III, prairial.) Bientôt Milan, Crémone, Pavie, Cassano, ouvrent leurs portes aux vainqueurs; Gènes, Naples et Rome font leur soumission, et les Autrichiens, chassés des lignes du Tyrol, sont bloqués dans Mantoue, leur dernier asile en Italie. Jourdan, Kléber et Moreau soutenaient dignement, de l'autre côté des Alpes, l'honneur du drapeau qui flottait déjà du Tyrol aux Apennins. Suivant le plan de Carnot, ils s'avançaient tous trois à la fois en Allemagne. Kléber avait gagné, sur le prince Ferdinand de Brunswick, la bataille d'Alten-Kirchen. Déjà Moreau, maître d'Ulm et d'Augsbourg, après quatre victoires, avait passé le Leck et touchait presque aux lignes établies par Bonaparte dans le Tyrol; une faute de Jourdan, qui marchait parallèlement avec Moreau, le long de la vallée du Necker, fit perdre tout le fruit de cette grande campagne. Ayant trop pressé sa marche, Jourdan est attaqué à l'improviste par l'archiduc Charles, qui le force à rétrograder, et Moreau, resté seul, est obligé de battre en retraite devant une armée deux fois plus forte que la sienne. Mais sa réputation n'en souffrit pas : cette retraite, qui se

prolongea à travers cent lieues de pays ennemi, depuis le Leck jusqu'à Fribourg, fut regardée comme son plus beau fait d'armes, et les praticiens l'opposent encore aux manœuvres les plus brillantes de l'heureux général qui devait absorber à son profit toute la gloire militaire de l'époque.

Cependant Bonaparte, ne voyant pas arriver les armées qui lui venaient de l'Allemagne, se décide à passer les Alpes avec la sienne, et vient camper à Léoben, jusque sous les murs de la capitale de l'Autriche. Moreau se préparait à reprendre la route qu'il avait si glorieusement parcourue deux fois; Hoche allait s'ébranler, de son côté, avec l'armée de Sambre-et-Meuse : la cour de Vienne était consternée. Les fâcheuses nouvelles survenues d'Italie, où Joubert venait d'essuyer un échec, décidèrent Bonaparte à conclure l'armistice de Léoben [18 avril 1797], en attendant la fin des négociations pour la paix avec l'Autriche. De retour en Italie, le général français tranche partout en maître. Venise, qui a soulevé ses anciens sujets contre la domination des français, et permis le massacre de trois cents de leurs soldats dans les hôpitaux de Vérone, Venise est occupée militairement par un corps de six mille hommes; sa vieille constitution aristocratique est brisée, et Bonaparte, fidèle soldat de la Révolution à l'étranger, fait revivre dans la ville les traditions démocratiques des premiers temps du Moyen-Age.

L'établissement des deux Républiques Ligurienne et Cisalpine, proclamées à Gènes et à Milan [14 juin–19 juillet], et reconnues toutes deux par le traité de Campo-Formio [17 octobre], vient consacrer cette politique habile qui entourait la France d'un réseau de républiques amies, et reportait au sein des puissances alliées la terreur qu'elles-mêmes avaient inspirée quelques années auparavant. Ces deux républiques, ainsi que la République Batave, déjà fondée depuis deux ans, et la république lémanique, qui s'établit en Suisse au commencement de 1798, avaient en quelque sorte calqué leur constitution sur la Constitution française. Le *Directoire* du Luxembourg envoyait partout ses agents avec des missions de propagande dans les pays monarchiques, de surveillance sur les *directoires* dans les petites républiques voisines, qu'il avait eu soin de tenir sous sa dépendance immédiate. Son rêve était de faire de l'Europe une vaste république dont la France serait le noyau, et Paris le chef-lieu. Mais lui-même n'était pas dans des conditions assez viables pour avoir le droit de faire partager sa vie à tant de nations. Les contre-révolutionnaires du club de Clichy avaient réussi,

aux élections de 1797, à remplir de leurs partisans les deux conseils des Anciens et des Cinq-Cents. D'orageuses discussions s'entamaient chaque jour à la tribune, sur toutes les questions jugées par la Révolution, et le parti ne se cachait plus de ses espérances; il rappelait à haute voix le rétablissement de la royauté et du culte catholique, et menaçait déjà les hommes de la Révolution, au nom des émigrés et de Louis XVIII. C'était trop oser à la fois. Le Directoire appelle à son secours les armées, où le feu sacré du patriotisme s'était conservé intact, loin du spectacle démoralisant de la mise en œuvre républicaine. Bonaparte fait jurer sur les drapeaux, à ses soldats, d'exterminer les ennemis de la Constitution. Le général Augereau va chercher un corps de troupes, détaché par Hoche de l'armée de Sambre-et-Meuse, et l'introduit dans Paris, au milieu de la nuit du 17 au 18 fructidor [4 septembre]. Les membres du Corps-Législatif, en arrivant aux Tuileries, les trouvent entourées de douze mille hommes et de quarante pièces de canon. Une liste de proscription était dressée: quarante et un membres du conseil des Cinq-Cents et douze de celui des Anciens sont arrêtés par les soldats, avec Brothier, La Ville-Heuzenois, les agents royalistes et les écrivains du parti, sans que personne ose remuer dans Paris. Barras, qui avait tout mené, profite de la circonstance pour épurer le Directoire lui-même. Barthélemy et Carnot, soupçonnés d'intelligence avec le club de Clichy, paraissent en tête de l'arrêt de déportation, qui envoie à Cayenne toutes les victimes de la journée du 18 fructidor. L'abus de la guillotine, comme moyen politique, l'avait rendue trop odieuse pour qu'un gouvernement de transition tel que le Directoire osât s'en servir; mais un arrêté, en date du 18 fructidor, vient ordonner de fusiller à l'instant même quiconque se permettrait de rappeler, soit la royauté, soit la Constitution de 93.

C'était la première fois qu'une armée républicaine franchissait le rayon constitutionnel tracé à onze lieues de Paris. La merveilleuse facilité avec laquelle l'espèce de révolution du 18 fructidor s'était opérée par les soldats de Hoche, avait donné à penser au général de Sambre-et-Meuse, qui, atteint à son tour par la maladie de Pichegru et de Dumouriez, songeait peut-être à faire travailler pour son compte les troupes qu'il avait si complaisamment prêtées au Directoire. Jeune, beau, spirituel, adoré du soldat, qui, dans ce bouleversement pour ainsi dire périodique de tous les pouvoirs, n'apercevait plus la patrie qu'à travers son général, Hoche avait montré dans la Vendée qu'il entendait aussi bien

la science du gouvernement que l'art de la guerre ; c'était un homme taillé pour jouer le rôle de Bonaparte, avec moins de grandeur peut-



Hoche.

être, et plus d'habileté. Déjà même Hoche s'était en quelque sorte prononcé; on l'avait entendu dire un jour : « Un général en chef ne doit compte de ses actions à personne. » La mort vint couper court aux rêves d'ambition que pouvait former le *Bonaparte du Rhin*, non sans que des soupçons d'empoisonnement vinssent planer sur le Directoire, menacé par son général. « Suis-je donc vêtu de la robe empoisonnée de Nessus? » s'écriait avec désespoir l'infortuné jeune homme, dans les derniers jours d'une vie si malheureusement arrêtée.

Mais le crime, s'il y en avait eu un, ne faisait que reculer le danger. Bientôt le traité de Campo-Formio met fin à la guerre d'Italie, et le héros d'Arcole et de Rivoli vient se montrer à Paris, où il écrase de sa gloire les tristes vainqueurs du 18 fructidor. Forcés par l'enthousiasme général de recevoir en triomphateur celui qu'ils regardent déjà comme leur ennemi, les directeurs, qu'il offusque de sa popularité toujours croissante, veulent s'en débarrasser par une expédition lointaine : le 19 mai 1798, Bonaparte mettait à la voile à Toulon, et emmenait trente mille hommes en Egypte..

De tous les anciens ennemis de la République, il ne lui restait plus à combattre que les Anglais, maintenus dans leur ligne hostile par William Pitt, qui poursuivait, avec toute l'opiniâtreté de sa politique inflexible, une lutte au bout de laquelle il voyait le triomphe des intérêts commerciaux et maritimes de son pays. Barras avait proposé d'abord à Bonaparte de mettre à exécution le plan de Hoche, qui voulait transporter sur les bords de la Manche les armées de la Meuse et du Rhin, et frapper au cœur les ennemis de la République en les attaquant dans leurs propres foyers. Une conception plus grandiose séduisit le général, qui, à force de s'entendre mettre en parallèle avec les plus grandes figures de l'antiquité, souriait à l'idée de soutenir la comparaison sur le même terrain, et d'aller poser le pied sur les traces d'Alexandre et de César. Il s'agissait de porter à l'Angleterre un coup plus sensible encore que n'aurait pu l'être une invasion, et de mettre la main sur ses comptoirs de l'Inde en passant par l'Égypte. Le passage aux Indes par l'isthme de Suez et la mer Rouge une fois rétabli, la Méditerranée, *le lac français*, redevenait la route du commerce européen, et l'orgueilleuse Angleterre, reléguée dans les flots abandonnés de l'Atlantique, descendait au rang de puissance de second ordre.

La fortune sembla se prêter d'abord à la réussite de ce plan gigantesque. Bonaparte fait, en passant, la conquête de l'île de Malte, rocher presque inattaquable, qui lui arrache cette plaisanterie plus que mortifiante pour les chevaliers : « Il est fort heureux qu'il se soit trouvé ici quelqu'un pour nous ouvrir les portes. » Débarqués en Égypte le 1er juillet, les Français entrent dans Alexandrie le lendemain. Rosette et Damiette tombent en leur pouvoir ; puis le Caire, la capitale du pays, dans la nuit qui suivit la fameuse journée des Pyramides. La harangue du général fit plus de bruit que la victoire elle-même. « Soldats, s'était écrié Bonaparte, du haut de ces Pyramides quarante siècles vous contemplent ! » Pendant que Desaix poursuivait le chef des Mamelucks, Mourad-Bey, dans la Haute-Égypte, Bonaparte, fixé au Caire, organisait le pays à la française, tout en affichant le plus grand respect pour les mœurs et les coutumes des habitants. Il allait à la mosquée, lançait des proclamations en style oriental, remplies de citations du Coran, et se laissait appeler le *Sultan du Feu*. Peut-être que Bonaparte, qui toute sa vie rêva, dit-on, de l'Orient, s'était laissé prendre un instant à la poétique idée de planter là sa tente et de fon-

der un empire dans la patrie de Sésostris. Mais ses destinées l'appelaient ailleurs, et l'Angleterre, qui savait bien quel ennemi les Français étaient allés chercher en Égypte, n'était pas disposée à les laisser s'y établir ainsi sans combat. Le 1er août, un mois juste après le débarquement, la flotte française, mouillée à Aboukir, est assaillie par Nelson et exterminée après deux jours de combat. « Nous n'avons plus de flotte, dit froidement Bonaparte à cette fatale nouvelle, eh bien! il faut rester ici, ou en sortir grands comme les anciens. » On ne fit, à vrai dire, ni l'un ni l'autre. L'expédition traîna encore un an, pénible, et plus glorieuse que décisive. Bonaparte, pour agrandir les proportions de sa conquête, s'avance, au commencement de 1799, en Syrie, et commence par s'emparer de Gaza et de Jaffa; mais la peste se déclare dans son camp sous les murs de cette dernière ville, et décime son armée, qui, après le brillant combat du Mont-Thabor, vient échouer devant Saint-Jean-d'Acre.

Pendant ce temps, les événements suivaient leur cours en Europe. L'Angleterre, alarmée par les envahissements de la domination française en Orient, ameute une seconde fois l'Europe contre la République. Aux puissances italiennes, allemandes, espagnoles et anglaises de la première coalition se joignent cette fois la Russie, gagnée par l'or de William Pitt, la Turquie et les États barbaresques, dont les intérêts ont été mis en jeu par l'expédition d'Egypte. On imagina à cet amalgame bizarre un prétexte plus bizarre encore : ce fut le rétablissement sur son siége du *chef de l'Eglise catholique*, dont la souveraineté temporelle avait été bouleversée au mois de février 1798 pour faire place à la *République Romaine*. Le vieux pape Pie VI, enlevé dans son palais par un escadron de cavalerie, vivait prisonnier à Valence, où le scandale de sa captivité affectait peu, sans aucun doute, le roi protestant de Prusse, l'empereur schismatique de Russie et le Grand-Turc. Toutefois, personne ne s'y trompait : le vrai motif de la guerre était cette propagande révolutionnaire dont le Directoire faisait parade, et qui menaçait d'une ruine commune toutes les monarchies, sans qu'on pût prévoir où s'arrêterait le mouvement. Il n'y avait pas trois mois encore que Championnet venait d'ajouter la *République Parthénopéenne* à la liste de toutes celles qui existaient déjà, et les essais du *Sultan du Feu* n'indiquaient que trop la prétention d'étendre aux populations étonnées de l'Orient l'application des théories françaises. Les commencements de la nouvelle guerre furent malheureux pour la France. Malgré les

deux cent mille hommes envoyés par le Directoire aux frontières, l'armée austro-russe culbuta partout les Français. Les républiques Parthénopéenne, Romaine, Cisalpine, Cispadane, Ligurienne, tombent de toutes parts. Jourdan se fait battre sur le Rhin par l'archiduc Charles; celui-ci se dirige sur la Suisse pour y faire sa jonction avec le général russe Suwarow, qui, vainqueur de Macdonald et de Moreau, s'enfonçait dans les montagnes, à la tête de vingt mille hommes destinés à entamer le territoire ennemi par la Franche-Comté. Au milieu de ces désastres, l'intrigue et l'indécision continuaient de travailler le gouvernement du Directoire. Le parti républicain semblait reprendre le dessus; il envahissait les Conseils, et renouvelait le personnel du Directoire lui-même [30 prairial—18 juin]. Tous étaient las de cette administration sans vigueur et sans unité, et les malheurs de la guerre, au lieu de rallier à elle les sympathies et de lui attirer un concours plus loyal, ne faisaient qu'ajouter au mal par les récriminations et les éternels reproches d'incapacité qui pleuvaient de tous côtés sur les chefs de l'État.

Les choses en étaient là quand Bonaparte se décida à revenir en



France. Les opérations languissantes de la campagne d'Égypte ne l'intéressaient plus guère, au bruit de toutes les choses qui se faisaient

sans lui là-bas. Vingt mille Turcs débarqués à Aboukir lui barraient le chemin de la France. Il les taille en pièces avec six mille hommes et une poignée de cavalerie, et s'embarque presque seul sur la frégate *la Muiron*, au risque d'être enlevé par les escadres anglaises qui sillonnent la Méditerranée [23 août]. Débarqué le 9 octobre à Saint-Rapheau, sur la côte de Provence, Bonaparte marche droit à Paris. Un mois après, jour pour jour, la révolution du 18 brumaire (9 novembre) commençait son règne.

L'enthousiasme qui s'attachait partout aux pas de l'heureux guerrier lui avait monté à la tête. Celui auquel Kléber avait dit, en le serrant dans ses bras sur le champ de bataille d'Aboukir : « Général, vous êtes grand comme le monde, » ne pouvait plus rester le citoyen Bonaparte. Ainsi adulé, choyé, gâté par l'adoration, le héros d'Egypte et d'Italie revenait en France plein de son importance personnelle, persuadé qu'il était l'homme nécessaire, et bien loin de ses souvenirs d'officier d'artillerie, du temps qu'il s'était fait destituer comme terroriste. Dans les proclamations qu'il lança aussitôt après son arrivée à Paris, il demandait compte, au Directoire, de la France, avec l'aplomb d'un maître qui parle à ses valets : « Qu'avez-vous fait de cette France que je vous ai laissée, etc. ? » Le 19 brumaire, se promenant dans les cours de Saint-Cloud après le décret du Conseil des Anciens qui lui donnait à moitié gain de cause, Bonaparte le prit sur un ton plus impératif encore : « Je ne veux plus de factions, s'écriait-il, il faut que cela finisse, je n'en veux plus absolument ! » Toutefois, avant de pouvoir lâcher la bride à cette indomptable volonté qui s'annonçait déjà si méprisante et si ferme, il eut à livrer un combat plus redoutable pour lui que tous ceux qu'il avait gagnés sur d'autres champs de bataille. En entrant dans la salle des Cinq-Cents pour y faire accepter le décret des Anciens, Bonaparte est accueilli par des huées et des vociférations furieuses. Il arrivait entre quatre grenadiers : « Des sabres ici ! s'écrie-t-on de toutes parts, des hommes armés ! A bas le dictateur ! à bas le Cromwell ! Hors la loi ! hors la loi ! » L'assemblée entière se lève et se précipite sur lui : « Que faites-vous, téméraire ? lui dit Bigonnet en le « saisissant par le bras ; retirez-vous, vous violez le sanctuaire des « lois. » Le Corse Aréna lui porte un coup de poignard, que Thomé, l'un des grenadiers, reçoit dans le bras. Bonaparte pâlit, lui si calme en présence des boulets ; il balbutie quelques mots entrecoupés, recule, et sort, enlevé de la salle par un piquet de grenadiers que Lefebvre

amène à son secours. Tout semblait perdu. Bonaparte, tremblant encore de peur et de colère, restait indécis et timide à cette porte qu'il venait de repasser si honteusement. En ce moment paraît Lucien, le président du conseil des Cinq-Cents, qui, ne pouvant rétablir l'ordre dans l'assemblée, soulevée comme la mer dans un orage, avait quitté son fauteuil et venait rejoindre son frère : « Ils vont me mettre hors la loi, lui crie Bonaparte avec terreur! — Ils vont te mettre hors la loi? répond brusquement Lucien; eh bien! mets-les hors la salle. » Ce



mot décida la question. Une compagnie de grenadiers rentre au pas de charge dans la salle, et s'avance entre les bancs, la baïonnette en avant, chassant devant elle les députés, qui, tombant tout à coup des hauteurs de leur patriotisme, s'enfuient, comme une bande d'écoliers surpris, par les fenêtres, heureusement fort basses, et, pour se sauver plus vite, laissent derrière eux les manteaux et les toges romaines dans lesquels ils se drapaient en sénateurs qui vont égorger César. Cette risible *échappade* fut la dernière des scènes révolutionnaires. Le règne des assemblées finissait par où il aurait pu être prévenu, peut-être, si Louis XVI

avait osé prendre au mot le tribun de 89, « par la force des baïonnettes. »

A partir de ce moment Bonaparte fut maître en France, quoiqu'il n'eût pas encore le droit de dire : *Mon royaume, et mes sujets.* Pour assurer le succès de son audacieuse entreprise il s'était associé Sieyes, l'homme le plus influent du Directoire et des deux Conseils, en se présentant à lui comme un instrument docile, tout prêt à le servir dans l'établissement de cette fameuse constitution à la rédaction de laquelle Sieyes travaillait depuis l'Assemblée des Notables. L'amour-propre de l'inventeur n'avait pas tenu, chez le directeur républicain, à cette proposition séduisante; mais quand on eut jeté à bas la constitution de l'an III, et qu'il s'agit d'en rebâtir une autre, Bonaparte, qui avait été nommé provisoirement consul avec Sieyes et Roger-Ducos, fut le premier à rire des théories de son collègue. Sieyes avait pris la forme générale de la constitution anglaise, avec son chef supérieur irresponsable, ses ministres responsables, désignés à son choix par l'opinion, et ses assemblées électives chargées de discuter et de voter les lois. Mais il y avait chez lui plus du conventionnel que du député des États-Généraux : l'élément populaire recevait dans son code une part mille fois plus large que tous les autres pouvoirs réunis; c'était sur les listes de candidature, dont la base s'élaborait dans les assemblées primaires telles que les avaient conçues les législateurs de 93, que le chef de l'État devait choisir tous ses fonctionnaires, et encore ce choix ne s'étendait-il pas au delà des places du gouvernement central et des siéges de la Cour de Cassation. Tout le reste, municipalités, préfectures, tribunaux de paix, de première instance et d'appel, tout ce qui comprenait la distribution journalière de la justice et l'administration locale, était du ressort de la province et de la commune, qui pouvaient en outre enlever au chef de l'Etat les hommes de son choix en les rayant de leurs listes, celle-ci tous les deux ans, l'autre de cinq en cinq ans. De plus, il était formellement déclaré qu'il serait « incapable de gouverner. » C'était, en un mot, l'idéal du roi constitutionnel, avec l'hérédité et le titre de moins, car le législateur, encore sous l'impression de ses séances aux Jacobins, avait reculé devant ce mot de roi, qui réveillait en lui trop de haine et de colère, n'eût-ce été que le souvenir de son vote du 17 janvier. Dans une circonstance pareille, Auguste avait imaginé pour lui-même le titre d'empereur : Sieyes trouva pour son roi celui de *Proclamateur-Electeur*; et, à vrai

dire, c'était bien assez pour un monarque dont toute la royauté consistait dans un revenu de six millions, un logement au palais de Versailles, et une garde d'honneur de trois mille hommes. Bonaparte, à qui la place revenait de droit, paraissait s'en soucier fort peu. « Et « comment avez-vous pu imaginer, dit-il au faiseur de constitution, « qu'un homme de quelque talent et d'un peu d'honneur voulût se « résigner au rôle d'un cochon à l'engrais de quelques millions? » Lui-même en fit une autre à sa manière. Il se fit nommer premier consul, avec l'usage du pouvoir exécutif et l'initiative des lois, et se donna le droit de choisir, dans une liste de candidats nationaux, quatre-vingts sénateurs chargés d'élire les trois cents membres de l'Assemblée Législative, et les cent membres du Tribunat. Comme il fallait trois consuls, il s'adjoignit pour seconds deux hommes sans conséquence, Cambacérès, un des anciens *crapauds du Marais*, selon l'énergique expression montagnarde, et Lebrun, l'une des créatures du chancelier Maupeou. Sieyes fut relégué dans un fauteuil de sénateur, et prit gaiement son parti. « Que voulez-vous! disait-il en riant, je me suis trompé; j'ai mis un clou où je ne croyais planter qu'une cheville. »

Ce fut le 24 décembre 1799 que fut proclamée la *constitution de l'an VIII*, soumise préalablement à la sanction des assemblées primaires, qui la renvoyèrent confirmée par trois millions onze mille sept suffrages. Toutes les opinions moyennes s'étaient réunies en faveur de cet homme nouveau, qui faisait son entrée sur la scène politique, « étranger à la Révolution, » comme il le dit lui-même dans ses *Mémoires* de Sainte-Hélène; mais les vieilles tendances de l'esprit républicain se conservaient encore dans une foule d'esprits, peut-être autant à l'état d'habitude qu'à celui de conviction. Bonaparte devait s'attendre à une opposition tenace et implacable de ce côté. Déjà le gouvernement anglais lui avait perfidement remis l'ordre du jour de l'armée d'Egypte, intercepté par ses croiseurs, dans lequel le premier consul put lire la condamnation du 18 brumaire énergiquement formulée par ses anciens compagnons d'armes. Sans donner aux rancunes du parti le temps de fermenter à l'aise, il se hâta d'appeler à son secours les distractions violentes de la guerre, qui devaient dérober à l'opinion surprise la vue du *tyran* pour ne plus laisser voir que le héros. La Russie s'était retirée du champ de bataille par suite des sympathies de l'empereur Paul Ier pour le nouveau maître de la France; mais l'Angleterre et l'Autriche persistaient à combattre la Révolution, toute transformée qu'elle avait

été par la constitution de l'an VIII. La dernière surtout gardait rancune au fondateur de la République Cisalpine, et prétendait faire reprendre le joug à l'Italie, où elle avait sur pied cent trente mille hommes. Les vingt-cinq mille hommes de Masséna ne pouvaient tenir tête à cette formidable armée. Bonaparte franchit en vingt heures le mont Saint-Bernard avec soixante mille hommes [23 mai 1800], et entre le 2 juin à Milan, où la République Cisalpine est proclamée de nouveau. La victoire de Montebello [9 juin], qui commence la grande réputation militaire du général Lannes, n'est que le prélude d'une journée plus célèbre encore. Mélas, battu par les Français dans la plaine de Marengo [14 juin], se trouve engagé entre l'armée victorieuse et la division de Suchet, et achète, dans les conférences d'Alexandrie, sa retraite, au prix de toute l'Italie, qu'il évacue aussitôt. Desaix, *le Sultan le Juste*, comme on l'avait appelé en Égypte, était resté à Marengo, atteint d'une balle dans la poitrine au moment où il venait de décider la victoire. Sa dernière pensée fut pour l'homme qui devait recueillir le fruit de tant d'exploits : « Allez dire au premier consul, s'écria-t-il en tombant, que je meurs avec le regret de n'avoir pas assez fait pour vivre dans la postérité. » Ce jour-là même le poignard du fanatique Soleyman frappait Kléber au milieu



de ses soldats. Chaque jour voyait s'éclaircir les rangs des illustrations

républicaines, et les gloires nouvelles qui commençaient à briller, écloses pour ainsi dire sous l'influence de l'heureux Bonaparte, n'étaient pas de nature à porter ombrage à la sienne, qu'elles allaient entourer comme autant de rayons. Restait encore Moreau, le grand capitaine de l'armée du Rhin. Moreau, envoyé encore cette année dans l'Allemagne, son champ de bataille ordinaire, y soutenait glorieusement la lutte de gloire établie entre Bonaparte et lui. Il couronne une série de huit victoires consécutives par la fameuse journée de Hohenlinden [3 décembre], qui a arraché cette phrase au général Dumas : « Elle fut complétement gagnée par l'exécution la plus rigoureuse et la plus littérale du plan arrêté, exemple bien rare dans les fastes de la guerre! » La paix signée à Lunéville [8 janvier 1801], et dont les préliminaires sont dictés par Moreau sous les murs mêmes de Vienne, vient mettre un terme à cette concurrence, la seule qui pût donner à penser au premier consul. Naples, le Portugal, la Porte-Ottomane, l'Angleterre elle-même, qui a secoué le ministère belliqueux de Pitt, font entendre à leur tour des paroles de paix (Traités de Florence, de Madrid, de Badajoz; traité d'Amiens, 25 mars 1802).

Bonaparte, vainqueur de l'Europe entière, concentre alors à l'intérieur toute sa puissance d'action, et ne songe plus qu'à se préparer un règne moins précaire, à se ménager un titre plus positif que ce titre d'emprunt de premier consul, avec lequel son autorité restait dans le vague d'une institution républicaine, soumise, du moins en apparence, au vote populaire qui l'avait sanctionnée. Deux conspirations à trois mois de distance, dans le fort même de la guerre, l'avaient averti du danger de cette domination ambiguë, moitié dictature et moitié royauté, ayant tout l'odieux du pouvoir sans en avoir les garanties. D'abord, le 10 octobre 1800, on découvrit un complot républicain dirigé contre la vie du *tyran*. Les conjurés, à la tête desquels étaient le sculpteur italien Ceracchi, et Joseph Arena, le frère du député des Cinq-Cents, devaient poignarder Bonaparte dans sa loge à l'Opéra, au milieu de la première représentation des *Horaces*. Trahis par Harel au moment de l'exécution, on les arrête dans les couloirs mêmes de l'Opéra, et leur procès traînait encore, quand un nouvel attentat vient mettre une seconde fois en péril les jours de l'*usurpateur*; c'était ainsi que le parti royaliste, toujours sur pied malgré la dissolution du club de Clichy, appelait le premier consul. Le 24 décembre 1800, Bonaparte monta le soir en voiture pour aller entendre à l'Opéra l'*Oratorio* de Haydn. Les chevaux,

lancés au galop par le cocher pris de vin, dit-on, débouchaient à peine dans la rue Saint-Honoré, qu'une effroyable explosion se fit entendre dans la rue Saint-Nicaïse, qu'ils venaient de quitter. C'était la *machine infernale*, à laquelle Saint-Régent avait mis le feu trop tard. La rue entière fut comme bouleversée, et il y eut une quarantaine de personnes tuées ou blessées; mais Bonaparte ne perdit pas un des siens. Joséphine, qui le suivait à quelque distance, le rejoignit à l'Opéra, en faisant passer sa voiture à travers les débris amoncelés. Ce fut une occasion de décimer par la déportation les rangs des jacobins, soupçonnés dès l'abord d'avoir machiné le crime; puis on découvrit les vrais coupables, qui furent jugés et exécutés en vingt jours. Du reste, le danger passé, Bonaparte se trouva plus fort que jamais. Les partis se suicident, pour ainsi dire, quand ils invoquent pour auxiliaires les moyens que réprouve la morale, et l'indignation publique livra pieds et poings liés au premier consul des ennemis qui lui faisaient une guerre si déloyale. Cependant Bonaparte avançait dans son œuvre de pacification. Il s'était annoncé comme devant fermer toutes les plaies ouvertes par la Révolution, consoler toutes les sympathies froissées par elle; l'effet suivit de près la promesse. Pendant qu'il ralliait à lui les intérêts matériels, qui ne savent pas faire acception de partis; pendant que, de toutes parts, les ports et les canaux se creusaient, les routes s'alignaient, le commerce et l'industrie renaissaient, une loi d'amnistie rappelait en France à la fois et les émigrés, et les victimes de toutes ces révolutions des derniers temps de la république, qui avaient peuplé les solitudes malsaines de la Guyane. En même temps des négociations s'entamaient avec le saint-siége, si durement traité par le Directoire, pour l'affaire délicate du rétablissement officiel de la religion catholique en France. Toujours entier et personnel jusque dans ses concessions les plus larges, Bonaparte fit acheter à l'autorité de l'Eglise le triomphe qu'il offrait à son culte et à ses doctrines. Lui-même se réserva de nommer aux siéges pontificaux, et, pour avoir plus beau jeu, il força d'abord tous les anciens prélats à donner leur démission. Satisfait alors d'avoir fait plier l'orgueil ecclésiastique devant le sien, il signa à Paris le fameux concordat du 26 messidor [15 juillet 1801], qui rétablissait le clergé dans l'Etat et replaçait la France catholique sous la dépendance spirituelle du Saint-Siége. Une violente opposition se préparait dans le Corps-Législatif et le Tribunat contre cet acte, qui attendait plutôt sa popularité des masses que des fonctionnaires de

l'État, tous plus ou moins acteurs dans cette révolution dont on détruisait une des mesures les plus décisives : le Sénat se laissa dicter un décret d'*épuration* qui retranchait quarante-quatre membres des deux assemblées, et la loi passa sans objection. Le 18 avril 1802 eut lieu, à Notre-Dame, le premier essai solennel de cette restauration du culte catholique. « Comment avez-vous trouvé la cérémonie? disait Bonaparte au général Delmas en revenant du *Te Deum*, entonné, au bruit des salves d'artillerie, par le cardinal-légat Caprara.—C'était une belle capucinade, répondit brusquement Delmas ; il n'y manquait qu'un million d'hommes qui ont été tués pour détruire ce que vous rétablissez.»

Les anciens soldats de la République, encore sous l'influence des chants patriotiques qui les avaient aidés à gagner leurs premières victoires, ne dissimulaient point leur antipathie pour tant d'actes contre-révolutionnaires. L'ordre du jour de l'armée d'Égypte, après le 18 brumaire, l'avait assez fait voir, et les vieilles troupes de l'armée du Rhin, qui semblaient prendre parti pour leur général dans sa bouderie jalouse contre le premier consul, commençaient à murmurer tout haut. Les Turcs et les Anglais débarrassèrent celui-ci des soldats qu'il avait laissés à Kléber. A peine en revint-il quelques-uns, ramenés dans nos ports par les vaisseaux anglais. Les soldats de Moreau furent envoyés à Saint-



Domingue sous la conduite du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, à qui celui-ci donna quarante mille hommes pour reconquérir l'île

sur le fameux Toussaint-Louverture. Le roi nègre ne put résister; il fut pris et conduit en France, où il fut tué par le froid dans les cachots du fort de Joux ; mais le sort des vainqueurs ne fut pas plus heureux. Les maladies qui se mirent dans les rangs en enlevèrent plus de trente mille : les autres, chassés de Saint-Domingue par Dessalines [30 novembre 1803], ne revirent la France que pour assister à l'arrestation de leur ancien général et au couronnement de Napoléon Ier. Pendant que Bonaparte abandonnait ou envoyait la partie remuante et mécontente de l'armée dans les régions insalubres de l'Égypte et du Nouveau-Monde, il ne négligeait rien pour s'attacher de plus en plus les troupes dévouées à sa personne. Ce fut dans ce but qu'il imagina la fameuse institution de la Légion-d'Honneur, moyen de séduction commode et populaire, avec lequel il eut bientôt fait perdre de vue au soldat tous ses vieux souvenirs. *Honneur et patrie*, telle fut la devise du nouvel ordre, devise monarchique encore plus que républicaine, et qu'on dirait prise au *roi chevalier*. Elle fut bientôt celle de la France quand Bonaparte devint Napoléon, et que les derniers vestiges des mœurs républicaines disparurent, en présence des aigles, de la couronne et du manteau impérial. En politique adroit, Bonaparte avait ménagé la transition. Le 2 août 1802, un sénatus-consulte l'avait proclamé consul à vie de la République Française. Par une sorte de déférence hypocrite aux volontés nationales, il exigea d'abord que le vœu formulé par le Sénat fût sanctionné par le peuple. « Vous jugez, écrivit-il aux séna-« teurs, en réponse aux premières propositions qui lui en furent « faites; vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice; je le « ferai si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage auto-« rise. » En conséquence, des registres furent ouverts dans toutes les communes de France, et chacun vint y signer un *oui* ou un *non*. On ne pourrait dire jusqu'où serait allée la comédie si l'épreuve avait été défavorable; mais qui songeait alors dans les masses à refuser quelque chose au héros, au sauveur de la France? Sur plus de trois millions cinq cent mille votes, il y en eut à peine neuf mille de négatifs. Ceci était pour les républicains. Pour apaiser les scrupules des consciences royalistes, Bonaparte, qui se sentait déjà toucher presque au but, entama des négociations avec le frère de Louis XVI pour lui acheter ce droit de légitimité, si peu de chose alors entre les mains de son possesseur, et qui se trouvait d'une si grande importance, passant à celles du futur empereur. Celui-ci offrait, en échange, un établissement en

Italie, et un traitement considérable : il reçut du prétendant cette réponse fière et loyale, sous la forme ambitieuse d'une phraséologie de convention dont se moquait le premier ce prince spirituel et quelque peu voltairien, qui n'affectait pas moins un grand respect pour ses *devoirs de chrétien* et pour sa qualité de *fils de saint Louis* :

« Je ne confonds pas M. Bonaparte avec ceux qui l'ont précédé; « j'estime sa valeur, ses talents militaires; je lui sais gré de quelques « actes d'administration, car le bien que l'on fera à mon peuple me « sera toujours cher. Mais il se trompe s'il croit m'engager à renoncer à « mes droits; loin de là, il les établirait lui-même, s'ils pouvaient « être litigieux, par la démarche qu'il fait en ce moment. J'ignore les « desseins de Dieu sur moi et sur mon peuple; mais je connais les obli- « gations qu'il m'a imposées. Chrétien, j'en remplirai les devoirs jus- « qu'à mon dernier soupir; fils de saint Louis, je saurai, comme lui, « me respecter jusque dans les fers; successeur de François I[er], je « veux toujours pouvoir dire avec lui : *Tout est perdu, fors l'honneur.*

« Mittau, 1802.

« LOUIS. »

Bien loin de songer à rien céder de ses droits, Louis XVIII, puisqu'il s'intitulait ainsi, avait pensé, dit-on, que le rôle de Monck était encore assez beau pour un ancien lieutenant d'artillerie, et, s'il faut en croire quelques Mémoires, on avait fait briller aux yeux du premier consul l'épée de connétable, le terme extrême de l'ambition d'un sujet, aux anciens temps de la monarchie. Cette fois, le sujet eût perdu au change : il ne vit dans la proposition qu'une plaisanterie de mauvais goût, et passa outre. Une nouvelle conspiration tramée contre ses jours, au nom de l'opinion royaliste, acheva de lui ouvrir les yeux sur l'impossibilité d'un accommodement avec un parti qui, reposant tout entier sur un principe, ne pouvait transiger sans périr. N'espérant plus en Bonaparte, le prétendant avait reporté ses vues sur Pichegru. Moreau, entraîné par sa femme qu'il adorait, se laissa mettre du complot, bien plus par jalousie contre le premier consul, que par sympathie pour l'exilé de Mittau. Un homme de tête et d'exécution, Georges Cadoudal, avait le mot d'ordre d'en haut, et s'était chargé du coup de main. Il fut trahi, et arrêté par un garçon boucher dans le carrefour Bussy, au moment où il venait d'étendre à ses pieds deux agents de police qui avaient mis la main sur lui. Pichegru s'étrangla dans sa prison du Temple, et son corps, porté au Palais de justice (5 avril), demeura

exposé deux jours dans la salle des Pas-Perdus, le cou serré encore du lien fatal; mais cet excès de précaution pour écarter l'idée d'un meurtre ne servit qu'à la faire entrer plus avant dans les esprits; Bonaparte, qui s'en défendait encore à Sainte-Hélène, resta sous le coup de l'accusation. Au surplus, coupable ou non, il venait de montrer qu'il n'était pas homme à reculer devant l'odieux d'une mesure. Piqué au vif du ton solennel avec lequel la maison de Bourbon avait repoussé ses avances, le premier consul se laissa entraîner, lors du procès de Cadoudal, à un acte de vengeance qui le jeta violemment hors de la ligne qu'il avait tenue jusqu'alors, côtoyant les partis, et se présentant comme un conciliateur entre l'ancien et le nouvel ordre de choses. Sur le fait seul de l'apparition mystérieuse, au milieu des conjurés, d'un homme semblable au duc d'Enghien, résidant alors au château d'Ettenheim, dans le grand-duché de Bade, au point le plus rapproché de la frontière française, Bonaparte le fait enlever, au milieu d'une nuit, par un détachement de cavalerie. Conduit en cinq jours à Vincennes, d'Enghien est jugé et condamné, séance tenante, par une commission militaire, qui le fait descendre aussitôt dans les fossés du château et



fusiller sur la place, une lanterne attachée sur la poitrine (nuit du 20

au 21 mars]. « C'est pis qu'un crime, c'est une faute, » dit froidement Fouché en apprenant cette espèce d'assassinat juridique. Dès ce moment, Bonaparte rompait pour toujours avec le personnel du parti monarchique, et se mettait à dos les écrivains et les journalistes, presque tous anciens affiliés du club de Clichy. D'un autre côté, c'était une garantie donnée aux hommes de la Révolution, toujours en alarme d'une Restauration qui compromettait leurs positions et leurs personnes. Ce grand coup frappé, Bonaparte n'hésita plus; il lâcha la bride au Sénat, et bientôt on vit arriver aux Tuileries une députation conduite par François de Neufchâteau, qui s'exprima ainsi : « Citoyen premier consul, vous « fondez une ère nouvelle, mais vous devez l'éterniser ; l'éclat n'est rien « sans la durée. — Je vous invite, dit Bonaparte, à me faire connaître « votre pensée tout entière. » Et Neufchâteau reprit : « Le Sénat pense « qu'il est du plus grand intérêt du peuple français de confier le gou- « vernement de la République à Napoléon Bonaparte, empereur héré- « ditaire. » On alla encore aux voix dans le peuple, qui donna trois millions cinq cent vingt-un mille six cent soixante-quinze votes affirmatifs contre deux mille cinq cent soixante-dix-neuf votes négatifs.

Le 18 mai 1804 (28 floréal an XII), Napoléon I[er] fut enfin proclamé seigneur et maître de cette fière république qui avait appelé Lafayette un tyran, et Danton un aristocrate. Aussitôt reparut dans ces appartements des Tuileries, où les hommes de la Convention venaient autrefois gouverner la France en gros souliers et en vestes râpées, tout le cérémonial proscrit de l'ancienne cour, les chambellans, les pages, les voitures armoriées, les escortes royales. Les frères de l'empereur, Joseph et Louis, furent nommés princes français. Berthier, Murat, Masséna, Augereau, Ney, Lannes, Mortier, Soult, Jourdan, Bernadotte, toute cette pléiade de guerriers illustres, la plupart anciens soldats des armées d'Egypte et d'Italie, qui se pressaient autour du premier consul, leur chef et leur ami, quittent la ceinture tricolore et le grand sabre républicain pour le bâton couvert de velours et le manteau brodé de maréchal. En même temps, le dernier contre-poids de l'absolutisme, la haute surveillance du Conseil-d'État et du Tribunat est retranchée de la constitution nouvelle. La presse, bâillonnée par des lois exceptionnelles, devient l'auxiliaire contraint et servile d'un pouvoir qui froisse tous ses instincts. Le clergé, enchaîné par le concordat, mêle sa voix mystique à l'hymne de commande qui s'entonne de toutes parts, et célèbre dans ses mandements le *Nouveau Cyrus*, le *Nouveau Machabée*,



Depart de l'Armee pour la campagne d'Autriche

l'*Elu du Ciel*. Enfin, le pape vient à Paris [2 décembre] pour couronner l'empereur, qui se couronne lui-même sous ses yeux, montrant ainsi que s'il exhume tous les vieux souvenirs, il le fait pour lui et non pour eux, et qu'il n'accepte du passé que ce qui peut servir à sa grandeur.

Toute cette révolution, préparée de longue main, s'était accomplie, pour ainsi dire, d'enthousiasme; mais il était dangereux de laisser venir la réflexion. De tous ces fougueux tribuns qui tonnaient naguère avec tant de verve et de conviction parlée contre tous les tyrans, même les plus inoffensifs, Carnot seul avait osé élever la voix pour conjurer la servitude; mais c'était un sentiment endormi, qui, tôt ou tard, menaçait de se réveiller; il fallait diriger sur un autre point ce reste de mouvement inquiet qui suit toujours une grande commotion : la guerre absorba le dernier élan des esprits.

Néanmoins, les hostilités nouvelles n'étaient pas seulement dictées par les intérêts de la domination impériale; il y avait un an déjà que les Anglais avaient recommencé la lutte, et les deux cent mille hommes du camp de Boulogne n'attendaient qu'un signal pour exécuter enfin cette fameuse descente en Angleterre, le rêve malheureux de tous les gouvernements qui héritèrent de 93. L'Angleterre était bien gardée par ses flottes, mais il suffisait d'une nuit pour qu'elle vît arriver sur ses côtes ces terribles soldats qui, depuis plus de dix ans, tenaient tête à l'Europe entière. Dans son effroi, elle eut recours à son expédient ordinaire : l'or coula à flots sur le continent, et le 16 août 1805 l'Autriche lança deux cent vingt mille hommes à la fois dans la Bavière, le Tyrol et la Lombardie. La Russie, qu'un crime avait fait passer sous les lois d'Alexandre, le fils de Paul Ier, la Russie se déclara pour son ancienne alliée.

Il fallut renoncer aux projets de descente. En un mois, cent cinquante mille hommes, avec tout le matériel et l'artillerie, avaient passé du rivage de la Manche aux bords du Rhin; chariots, fourgons et jusqu'à des fiacres, tout avait été mis en réquisition pour transporter plus rapidement les soldats. La campagne dura trois mois à peine. Le 1er octobre 1805 Napoléon passe le Rhin, et, sept jours après, le Danube. De victoires en victoires il arrive à Vienne [13 novembre], dont les portes lui ont été ouvertes par la capitulation d'Ulm, qui lui livrait trente-neuf mille prisonniers. Du palais de Schœnbrunn, où il a déjà pris possession du cabinet de Marie-Thérèse, Napoléon dissémine ses généraux dans les provinces de l'empire, Augereau en Hongrie,

Murat en Moravie, Marmont en Styrie. Partout la victoire suivait ses aigles, et de tout ce vaste empire autrichien il n'allait bientôt plus rester que quelques débris épars, quand les Russes arrivent enfin, conduits par Alexandre. L'armée austro-russe, ses deux empereurs en tête, vient attaquer les Français dans la plaine d'Austerlitz le 2 décembre, jour anniversaire du couronnement. Une fausse manœuvre, exécutée la veille pour tourner la droite des Français, décida la défaite des ennemis. « Avant demain au soir, s'était écrié Napoléon, toute cette armée est à moi. » Et de fait, le lendemain soir, de cent mille hommes elle se trouvait réduite à vingt-cinq mille. Vingt mille Russes avaient disparu d'un coup, avec tous leurs bagages et cinquante pièces de canon, au milieu des glaces des lacs d'Angezd et de Monitz, entr'ouvertes, après une heure de canonnade, par le feu des batteries françaises. De ce jour date la popularité du *soleil d'Austerlitz*.

Après un tel désastre, toute résistance devenait impossible. L'empe-



reur François vint lui-même demander la paix au vainqueur, qu'il trouva dans une pauvre chaumière dont il avait fait son quartier-gé-

néral. Il obtint d'abord un armistice qui accordait aux Russes *la permission de se retirer dans leur pays.* Enfin, le 26 décembre, fut signé le traité de Presbourg, dans lequel le saint-empire romain, s'humiliant devant son rival de fraîche date, cédait Venise, l'Albanie et la Dalmatie au royaume d'Italie, fondé le 18 mars en faveur de Napoléon, et partageait le Tyrol et la Souabe avec Augsbourg et la principauté d'Eichstadt entre les électeurs de Wurtemberg et de Bavière, qui furent nommés rois, et le margrave de Bade, tous nouveaux alliés de la France. La Prusse, forcée de renoncer à la neutralité, céda au vainqueur d'Austerlitz Clèves, Berg, Anspach et Neufchâtel. Le roi de Naples, enhardi par la coalition de 1805, s'était déclaré hardiment pour l'Angleterre. Une armée française, envoyée contre lui, le détrôna sans combattre, et ses États furent donnés à Joseph Bonaparte [15 février 1806]. L'Angleterre avait soutenu la lutte avec plus de bonheur de son côté. Le 21 octobre 1805, Nelson avait achevé, à Trafalgar, aux dépens de sa vie, l'œuvre entamée par lui à Aboukir, l'extermination de la marine française. Trois de nos derniers vaisseaux furent encore enlevés à Saint-Domingue par Cochrane et Duckworth [6 février 1806]. Pitt était mort sur ces entrefaites [27 janvier], et Fox, son successeur, faisait entamer des négociations de paix à Paris; mais il n'était plus temps. Napoléon avait enfin commencé à mettre à exécution sa grande idée du blocus continental; désormais c'était guerre à mort entre les marchands anglais et lui.

A voir la tournure que prenait alors la fortune de l'empereur, l'issue du combat ne paraissait pas douteuse. Plus puissant que jamais, Napoléon s'entoure de princes et de rois choisis parmi les siens, comme autrefois le Directoire s'était entouré de républiques. Déjà Joseph était roi de Naples; Louis-Jérôme, son frère, est nommé roi de Hollande; Murat devient grand-duc de Clèves et de Berg; Berthier, prince de Neufchâtel. Tout l'état-major impérial est appelé à partager le butin. Les noms plébéiens, les noms historiques s'en vont avec les dénominations passées de mode du calendrier républicain, qui a fait place enfin à la vieille ère chrétienne; les grenadiers d'Italie, les grognards d'Égypte sont maintenant des ducs de Dalmatie, de Vicence, de Conégliano, de Trévise, de Massa-Carrara, de Ponte-Corvo, aristocratie marquée au coin de la victoire, vassaux dociles de l'empereur Napoléon Ier. Comme si ce n'était pas assez à ce *soldat heureux* de grandir ainsi de toute la hauteur où il a élevé ses anciens camarades de tente.

il voit à la diète de Ratisbonne l'Allemagne entière, avec son armée de potentats, s'agenouiller devant lui. Là, deux illustres colléges, l'un de six rois, l'autre de huit princes, se réunissent pour proclamer solennellement leur séparation d'avec le vieux corps germanique et leur réunion en *Confédération du Rhin*, sous le protectorat de l'empereur Napoléon [12 juillet 1806]. François voyait tomber d'eux-mêmes son titre et ses priviléges d'empereur d'Allemagne en présence de la *Confédération du Rhin*, qui devait plus tard se recruter de plus de vingt autres petits états; il y renonce, et s'intitule plus modestement empereur d'Autriche.

La Prusse était alors en guerre avec l'Angleterre, à laquelle elle disputait l'électorat de Hanovre : le développement prodigieux de la puissance française lui fit tourner ses pensées de guerre d'un autre côté. Frédéric-Guillaume essaie d'opposer à la *Confédération du Rhin* une *Confédération des Etats du Nord*, et, sur la défense intimée par Napoléon à la Saxe, à la Hesse, aux villes anséatiques, d'entrer dans la ligue de leurs voisins, une quatrième coalition se forme contre lui entre l'Angleterre et la Prusse réconciliées, la Suède et la Russie. Frédéric-Guillaume, animé par la jeune reine de Prusse, qui parcourait à cheval, en costume d'amazone, les rues de Berlin, et appelait ses sujets aux armes, Frédéric-Guillaume envoie à Napoléon un *ultimatum* menaçant (26 septembre), dans lequel il le somme de faire repasser le Rhin aux bataillons français, et demande une réponse pour le 8 octobre.

En recevant le message, Napoléon se tourna du côté du prince de Neufchâtel, son cher Berthier : « Maréchal, dit-il, on nous donne un « rendez-vous d'honneur pour le 8; jamais un Français n'y a manqué; « mais comme on dit qu'il y a une belle reine qui veut être témoin « des combats, soyons courtois, et marchons sans nous coucher jus- « qu'en Saxe. »

Le 8 octobre, Lannes mettait en déroute, à Saelsfeld, l'avant-garde prussienne; le 14, on gagnait la grande bataille d'Iéna; le 26, Napoléon entrait à Berlin, et venait coucher à Postdam, dans le palais du grand Frédéric. Puis ses généraux, comme dans la guerre précédente, s'abattent sur tous les points du royaume, qu'ils dépècent à l'envi. Le roi de Prusse, chassé en six semaines de ses états, se retire derrière la Vistule, où il est rejoint par les Russes, que met toujours en retard l'incroyable rapidité des Français. Sans laisser aux alliés le temps de respirer, l'empereur envoie en Pologne Murat, le beau



Napoleon

soldat d'avant-garde, qui balaie tout devant lui, et va droit à Varsovie, dont il s'empare en quelques jours. Bientôt la *grande armée* passe la Vistule à son tour. Le 8 février, cent soixante mille Russes lui barraient le chemin dans la plaine d'Eylau. On se battit tout un jour sous la neige, et la victoire fut si bien disputée, qu'on fit chanter, dit-on, le *Te Deum* des deux côtés. Mais le champ de bataille resta aux Français, qui entrèrent deux mois après à Dantzick, la dernière place forte du roi de Prusse. C'est en vain qu'Alexandre accourt avec une seconde armée au secours de l'infortuné Guillaume; elle est battue comme la première, et d'une manière plus décisive encore. La victoire de Friedland (14 juin) amène les Français sur les bords du Niémen, sur les frontières de la Russie, qui craint de se voir entamée à son tour. Alexandre et Guillaume plièrent alors. Dans la célèbre entrevue de Tilsitt, qui eut lieu sur un radeau au milieu du fleuve (25 juin), avec un luxe de précautions que rien ne justifiait dans le caractère des trois princes, Napoléon arracha à la Russie le grand-duché de Varsovie, dont il fit présent au roi de Saxe, créa pour son frère Jérôme un royaume de Westphalie, formé des états de Hesse-Cassel, de Brunswick et de toutes les possessions prussiennes entre l'Elbe et le Rhin, et entraîna dans son système politique la Prusse et la Russie, qui accédèrent enfin au blocus continental.

L'Angleterre s'agitait en efforts impuissants pour secouer l'anathème commercial qui devait la tuer. Le 20 février elle avait envoyé une escadre dans les Dardanelles afin d'obliger la Porte à se déclarer en sa faveur. Sébastiani, alors ambassadeur à Constantinople, fit improviser des batteries sur le rivage, et rehaussa si bien le cœur aux Turcs, tremblants déjà, que les Anglais, se tenant pour avertis, n'osèrent pas même tenter un débarquement, et repassèrent le détroit. La dernière campagne avait fermé à l'Angleterre l'entrée de la Baltique; la Suède, son alliée, qui essaie une démonstration maladroite à l'issue même de l'entrevue de Tilsitt, est rappelée à l'ordre en quelques jours; elle veut imposer au roi de Danemark une alliance proscrite, et, pour se venger d'un refus, ordonne le bombardement de Copenhague, mesure injuste et barbare qui ne fait qu'enfoncer plus avant le Danemark dans le système du blocus. Une seule nation s'obstinait à maintenir aux Anglais l'entrée de ses ports, c'était ce petit royaume du Portugal, qui, jeté bien loin du théâtre de la guerre, croyait passer inaperçu à l'abri des provinces espagnoles derrière lesquelles il était caché. La haine impé-

riale poursuivit jusque là les ballots anglais. Le prince régent de Portugal ne se pressant pas d'obéir, l'empereur lui envoie Junot, qui passe les Pyrénées le 26 octobre, et entre à Lisbonne le 30 novembre. La veille, toute la cour portugaise s'était embarquée pour le Brésil, sans avoir eu seulement une pensée de résistance. Bientôt une proclamation de Junot vient annoncer au Portugal que *la maison de Bragance a cessé de régner.*

La proie avait été partagée d'avance à Fontainebleau avec le roi d'Espagne, Charles IV; mais le don des Algarves, qu'on faisait au prince de la Paix, ne valait pas la peine qu'on laissât passer les Pyrénées aux Français. Une fois qu'il eut le pied dans la Péninsule, Napoléon, qu'enivrait sa fortune toujours croissante, ne se contenta plus de cette mesquine conquête du Portugal, à moitié absorbée par les cessions faites à la cour de Madrid et au roi d'Etrurie, qui échangeait son royaume pour celui de la *Lusitanie septentrionale.* Il y avait lutte, à la cour de Madrid, entre Ferdinand, le fils de Charles IV, et le favori du roi, Manuel Godoï, prince de la Paix. Napoléon, appelé sous main par les deux partis, se laisse prier quelque temps, puis il ordonne à Murat d'occuper militairement la Navarre et la Catalogne, et de faire filer ses troupes jusque sur les bords de l'Èbre. Godoï eut peur, et voulut décider son maître à fuir en Amérique comme avait fait la cour de Lisbonne. Mais le prince des Asturies arme à la hâte une foule de mécontents, et vient au palais d'Aranjuez où se préparait la fuite de son père, qu'il force à abdiquer en sa faveur. De retour à Madrid (24 mars 1808), Ferdinand y trouve les Français, arrivés de la veille; bientôt un message impérial le mande à Bayonne avec son père, pour soumettre à Napoléon le différend. Ce fut une cruelle dérision que ce jugement. Napoléon replace la couronne sur la tête de Charles IV, puis il le force à la déposer en faveur de Joseph, le roi de Naples. Le père est envoyé à Compiègne, le fils à Valençay, dans le château de Talleyrand, et Murat fait proclamer Joseph par une poignée de grands, qui signent en vain une adresse au peuple pour l'inviter à la soumission.

C'était là que la fortune attendait Napoléon. L'Espagne entière se soulève et dévore les armées de l'usurpateur. Dupont, battu à Andujar, signe la honteuse capitulation de Baylen, qui livre ses vingt-six mille hommes au pouvoir de l'ennemi (22 juillet 1808). Wellington débarque en Portugal et bat Junot, qu'une escadre anglaise ramène en France. Vainement Duhesme, Moncey, Lefèvre, Lasalle, multiplient leurs exploits

en Catalogne, en Aragon, dans la Castille et le royaume de Valence. Joseph, que Bessières a conduit l'épée haute dans sa nouvelle capitale, s'y maintient à peine huit jours, et reprend le chemin des Pyrénées. Le bruit de ces désastres arrive à l'oreille étonnée de Napoléon, qui ne veut pas abandonner ainsi la partie. Au sortir de la conférence d'Erfurth (octobre), où le sort du monde s'est débattu entre Alexandre et lui, sous les yeux d'un peuple de souverains, il marche sur Bayonne, entraînant avec lui ses légions invincibles de l'Elbe, du Niémen et du Danube. Tout se disperse devant lui, et de victoire en victoire il ramène les Français à Madrid. Renonçant à la grande guerre, les troupes espagnoles s'éparpillent dans les campagnes, et se mettent à combattre en *guerilleros*, jusqu'à l'arrivée de Wellington, qui débouchait du Portugal.



tugal. Déjà Napoléon se portait en avant de son côté; il allait se mesurer avec le capitaine dont le nom devait lui être si fatal un jour; la nouvelle d'une cinquième coalition le rappelle sur son ancien terrain de manœuvres.

L'Autriche et l'éternelle Angleterre composaient à elles seules cette nouvelle ligue; car il ne faut pas compter l'inoffensive intervention du pape Pie VII, qui ne fournit d'autre contingent qu'une excommunication lancée contre Napoléon. Pour faire face à l'orage qui allait fondre sur lui, le cabinet de Vienne avait ordonné une levée en masse des populations. Quatre cent mille hommes étaient sous les armes, trois cent mille restaient en réserve pour remplir les cadres. Rien ne put tenir contre la *grande armée*, accourue en un clin d'œil du fond de l'Espagne. Ce fut encore cette fois une série de victoires remportées coup sur coup, sur mille points à la fois. Lannes, Oudinot, Bessières, Davoust, gagnent tour à tour sous les yeux du maître les batailles de Pfaffenhofen, d'Abensberg, de Landshut, d'Eckmulh; Ratisbonne ouvre ses portes, devant lesquelles la balle d'un Tyrolien faillit interrompre tout à coup ce grand poëme épique en action, qui reposait tout entier sur une seule tête.

L'on arrive à Vienne, où les bombes françaises vont éclater au pied du palais qu'habitait la jeune Marie-Louise. La ville se rend en deux jours [13 mai 1809]. Pendant ce temps, le prince Eugène culbutait les troupes de l'archiduc Jean, sur l'ancien territoire de Venise, et tenait en respect l'Italie, où la vengeance impériale allait s'exercer en grand sur le faible ennemi qui avait osé affronter le périlleux honneur de lui déclarer la guerre. Napoléon vint à songer à l'excommunication du pape Pie VII, et lui répondit par un décret en date de Schœnbrunn [17 mai], qui le rayait de la liste des princes temporels, et réunissait ses États à l'empire français. Pie VII, menacé du sort de son prédécesseur, avait fait murer les portes du Quirinal; le général Radet en escalada les murs dans la nuit du 5 au 6 juillet, et l'emmena en France sans autre forme de procès. Eugène n'avait pas attendu l'exécution de ce coup de main. Le 25 mai il avait fait, près du Sommering, sa jonction avec la grande armée, décimée par la sanglante victoire qu'elle venait de remporter trois jours auparavant à Essling. Sans donner ni à l'ennemi ni à ses soldats le temps de prendre haleine, l'empereur s'enfonce dans la Hongrie, et remporte la victoire de Raab, bientôt suivie de la fameuse journée de Wagram, après laquelle l'Autriche, aux abois, demande grâce. Metternich, envoyé par le cabinet de Vienne pour traiter d'une paix définitive, traînait la négociation en longueur, attendant des nouvelles de la formidable diversion que l'Angleterre avait promis de faire sur les côtes de Flandre et de Hollande. En effet, lord Chatam débarque

avec cinquante mille hommes à l'embouchure de l'Escaut, s'empare de Flessingue, qui lui ouvre la Zélande. Mais le duc d'Otrante oppose aux envahisseurs une levée en masse de la garde nationale; Bernadotte, et après lui Bessières, viennent les attaquer dans leurs positions et les rejettent à la mer [24 décembre]. Du premier coup d'œil Metternich avait jugé l'expédition manquée. Le 15 octobre, il fit signer à son maître le traité de Vienne, qui dépouillait l'Autriche au profit de tous, des Français, des Russes, du roi de Saxe, de la Confédération du Rhin. Le traité de Presbourg avait réduit la population des États autrichiens de vingt-cinq millions d'hommes à vingt-deux millions; le traité de Vienne la fit tomber à dix-neuf millions.

Sans s'épouvanter du fracas de tant de victoires, l'Espagne s'obstinait dans sa lutte, et les succès de Soult, d'Augereau, de Suchet, ne pouvaient triompher de la résistance de cette indomptable nation, qui se consolait de ses revers sur les champs de bataille avec les joies barbares de sa guerre à elle, *la guerre au couteau* (guerra à cuchillo). Il ne fallait pas s'attendre là à ces marches rapides, à ces victoires fabuleuses, à tout ce prestige des campagnes de la *grande armée* dans les molles contrées de l'Elbe et du Danube, où les soldats seuls combattaient. La seule ville de Sarragosse avait arrêté les Français pendant trois mois; les retranchements forcés, le combat avait continué de rue en rue, de maison en maison; hommes, femmes, enfants, vieillards, tous se faisaient tuer sur les débris de leurs habitations. Peu curieux peut-être de se compromettre avec de pareils ennemis, Napoléon abandonnait à ses lieutenants la conduite de cette guerre sauvage, et jouissait de sa gloire à Paris. D'ailleurs, il avait alors en tête un grand projet qu'il ne tarda pas à mettre à exécution. Jamais fondateur de dynastie n'avait pu se croire à meilleur droit assuré de son œuvre; mais, pour fonder une dynastie, il lui manquait un héritier, et Joséphine ne pouvait lui en donner. Ni les souvenirs de leur ancien amour, ni le charme d'une liaison toujours tendre et facile, ne purent protéger l'infortunée contre les arrêts inflexibles d'une orgueilleuse ambition qui ne voulait pas avoir tant conquis en pure perte. Le 16 décembre 1809, Napoléon retire sa couronne et sa main à celle que la voix du peuple avait proclamée *son étoile* et *son bon génie*, et va chercher de nouvelles alliances dans cette cour impopulaire de Vienne, qui avait donné Marie-Antoinette à la France. Des pompes inouïes accueillirent Marie-Louise dans son nouvel empire, et les bravos ne manquèrent pas sur son passage; mais c'était

la fête et l'empereur que le peuple applaudissait, plutôt que l'Autrichienne, et, dès ce moment, la popularité de Napoléon commença à baisser [30 mars 1810].



Joséphine — Marie-Louise

Rien ne présageait pourtant encore à quels terribles revers allait aboutir tant de gloire et de puissance. Mécontent de son frère Louis, qui fermait les yeux sur la contrebande anglaise et permettait à ses sujets d'encombrer leurs magasins de marchandises prohibées, l'empereur laisse tomber ce roi de sa façon du trône où sa main le soutient, et réunit la Hollande à la France. La Suède, qui voit s'éteindre la dynastie de ses rois, vient en chercher un dans le camp impérial; mais son choix est tout fait, elle veut Bernadotte. Napoléon le lui donna presque à contre-cœur, car Bernadotte avait été l'homme de confiance du Directoire, et le 18 brumaire restait toujours entre l'empereur et lui. Toutefois, l'élévation d'un Français sur le trône de Suède achevait, du moins en apparence, d'entraîner le Nord dans le système du blocus continental; l'occupation des villes anséatiques, par lesquelles les

marchandises anglaises trouvaient toujours à s'écouler sur le continent, vint arrondir encore ce vaste empire français, qui, de Rome à Hambourg, comptait bientôt 43,000,000 d'habitants. Enfin, le 20 mars 1811, la dynastie napoléonienne se trouva, pour ainsi dire, définitivement établie par la naissance du roi de Rome, de cet enfant qui entra dans la vie aux acclamations du monde entier, et qui devait mourir silencieusement dans un palais étranger.

L'année 1811 fut une année de repos. La France n'avait plus d'autre ennemie sur pied que l'Espagne, où la guerre était pour ainsi dire en permanence. Mais les haines sourdes grondaient de toutes parts. L'Europe s'indignait de ployer sous un seul homme, et l'incessante tyrannie du blocus continental maintenait les populations dans un état de gêne et de souffrance qui, tôt ou tard, devait amener une explosion. La Russie se lassa la première, et rouvrit tout à coup ses ports aux Anglais. La Suède en fit autant, malgré Bernadotte, qui, sous l'influence de ses vieilles rancunes, résista mal aux vœux de ses nouveaux sujets. Ce fut alors que se décida cette grande et fatale campagne de Russie, où Napoléon joua et perdit son va-tout. De tous les points de l'empire s'ébranlent à la fois, et les carrés invincibles de la vieille garde, toujours serrés autour de la personne impériale, et les légions disparates de conscrits espagnols, italiens, allemands, hollandais, belges, français, retrouvant tous la même langue pour crier *Vive l'empereur!* Six cent mille hommes allaient en avant, protégés par douze cents pièces de canon. Forcée de donner les mains à une expédition dont le succès devait river à jamais ses fers, l'Allemagne avait prêté son matériel et ses soldats au vainqueur de Wagram et d'Iéna. De toutes les nations germaines, une seule osa se rallier à la Russie, ce fut celle qui obéissait à Bernadotte. Sommé d'un ton impératif d'entrer dans la grande alliance contre la Russie, le roi de Suède avait relevé la tête devant son ancien compagnon d'armes. Napoléon voulut parler en maître : « Bernadotte, s'écria-t-il, n'est que mon lieutenant; s'il hésite, qu'on ne me parle plus de cet homme. » Bernadotte ne s'appartenait pas à lui-même ; il était roi de Suède, et la Suède se donna à la Russie; mais c'était un faible appui dans un danger si pressant. « La Russie est entraînée par la fatalité, ses destins doivent s'accomplir, » s'écriait Napoléon dans sa triomphante proclamation du 22 mai. Le lendemain il passe le Niémen, et s'empare, l'épée dans le fourreau, de la Lithuanie, abandonnée par les Russes à son appro-

che. Tout répond d'abord à cet heureux commencement. Alexandre n'ose pas même attendre les Français derrière ses retranchements du camp de Drissa, et fuit à Saint-Pétersbourg, laissant la conduite de la guerre à ses généraux Barclay de Tolly et Bagration. Chassés de poste en poste, d'Ostrowno à Smolensk, de Smolensk au plateau de Valontina, *le champ sacré*, de Valontina à la Moscowa, les Russes incendiaient eux-mêmes le pays qu'ils quittaient, et ne laissaient à leurs ennemis qu'un désert. Smolensk, Mojaisk, étaient en flammes quand les Français y entrèrent. Ce sauvage moyen de défense fut poussé jusqu'au bout. Le 14 septembre, l'armée russe, battue une dernière fois à une demi-lieue de Moscou, défila à travers *la ville sainte*, qu'elle mit entre elle et les vainqueurs. Deux heures après, Murat entrait avec ses cavaliers dans Moscou et venait prendre possession du Kremlin, le vieux palais des empereurs, où Napoléon établit son quartier-général. Déjà les soldats préparaient leurs logements; l'armée, épuisée par les fatigues d'une si dure campagne, allait passer là l'hiver : la belle saison verrait la chute de cet immense empire russe, et Napoléon, maître et seigneur de l'Europe entière, étouffait enfin l'Angleterre sous le poids de son universelle domination; par le Caucase il descendait en Asie, et se retrouvait à portée de ces colonies indiennes qu'il voulait attaquer par l'Égypte quatorze ans auparavant : il ne tenait qu'à lui de rêver l'empire du monde. Tout à coup Moscou retentit de ces cris sinistres : Le feu est à la Bourse, au Bazar, à l'Hôpital, partout! Le Kremlin s'incendie à son tour; quelques centaines de forçats, lâchés, en partant, dans la ville par le gouverneur Rotopschin, couraient par les rues, armés de torches, et mettaient le feu dans les maisons. L'incendie dura dix jours et dévora tout. Cependant l'hiver approchait; l'armée se trouvait comme perdue dans ces campagnes désolées, sans abri, sans magasins : il fallut songer au retour. Napoléon ne pouvait se résoudre à perdre ainsi le fruit de ce gigantesque effort. Il négociait, et voulait au moins signer la paix sur les ruines de Moscou. Mais les Russes n'avaient garde d'accepter : « Votre guerre est finie, disait à nos envoyés leur général « Kutusoff, votre guerre est finie, la nôtre commence. » Le 13 octobre, les premiers froids se faisant déjà sentir, l'ordre de départ est enfin donné. Mais l'on était encore à trois journées de Smolensk, que la neige se met à tomber tout à coup; l'hiver, précipitant sa marche, déjoue tous les calculs du grand capitaine. En quelques nuits le froid a tué les chevaux; plus de cavalerie, plus d'artillerie, plus de vivres;

tout manque à la fois au soldat, qui se débande et n'a plus la force de tenir son fusil. A Smolensk, on trouve les magasins pillés; il faut aller toujours en avant. Ce fut alors que la retraite se changea en véritable déroute; le héros devait en être le maréchal Ney. Une nuée de Cosaques voltigeait sur les flancs de l'armée, et massacrait sans pitié les traînards. Après vingt jours de souffrances infinies, on arrive sur les bords de la Bérésina, toujours poursuivi par l'ennemi, dont les batteries plongeaient sur le fleuve quand le passage s'exécuta. Puis, pour que rien ne manquât au désastre, les ponts croulèrent tout à coup sous cette masse confuse d'hommes et de chariots, qui s'entassaient sur eux [28 novembre]. Napoléon n'avait plus avec lui que soixante mille hommes, qu'il fait entrer le 3 décembre à Molodelschno. Ce fut de là que partit pour Paris ce *vingt-neuvième* bulletin de la grande armée, qui vint tirer si brusquement la France de ses rêves de gloire et de domination. L'empereur le suivit de près. Le 5, il part sur un traîneau, abandonnant à Murat le commandement de l'armée; il traverse en courant la Pologne et l'Allemagne, arrive à Paris dans la nuit du 18



au 19 décembre, vingt-quatre heures après la publication du fatal bulletin. Les quatorze estafettes qu'il avait trouvées à Molodelschno

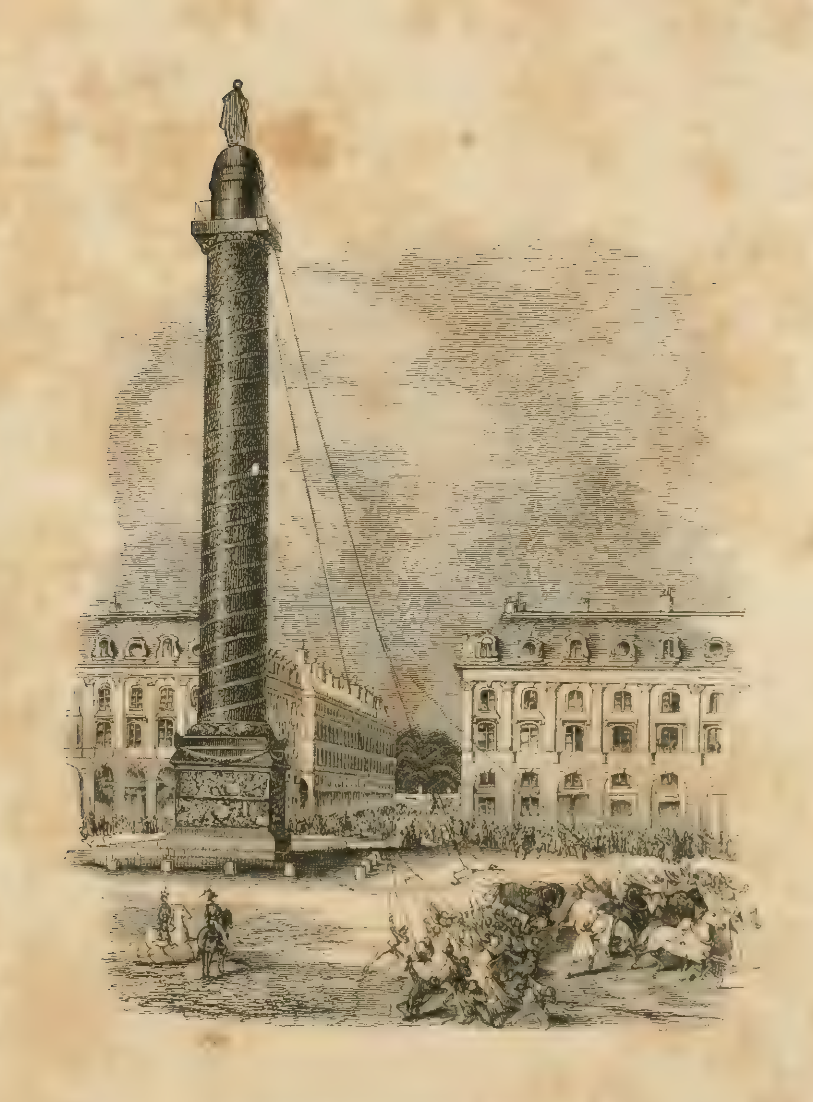
étaient la cause de ce retour précipité. Pendant que la grande armée campait encore à la lueur des flammes qui dévoraient Moscou, un homme, à Paris, avait failli renverser le gouvernement impérial [23 octobre]. Trahi par la fortune au moment où la partie était à moitié gagnée pour lui, Mallet avait été fusillé avec ses complices dans la plaine de Grenelle; mais c'était une leçon et une menace, et les malheurs de la retraite de Moscou étaient de nature à ébranler au dedans, comme au dehors, cette autorité de despote que l'empereur exerçait partout. Pour la première fois Napoléon douta de sa fortune. Une réaction terrible se préparait contre lui; d'un bout à l'autre de l'Allemagne, un cri de liberté s'était fait entendre à l'apparition des bandes russes victorieuses de la grande armée. La Prusse se déclara la première, et rappela ses troupes des camps français. L'on croyait la France hors de combat; Napoléon reparaît tout à coup avec trois cent mille hommes. Il bat les Russes et les Prussiens à Lutzen [30 avril]; il les bat à Bautzen, à Wurschen, et se pose encore en maître au congrès qui s'ouvre à Prague. Mais l'Autriche descend à son tour dans la lice; Bernadotte amène trente mille Suédois aux confédérés. Tous les peuples tombent à la fois sur l'armée française, qui ne peut prolonger longtemps une lutte inégale. Moreau, de retour à peine des États-Unis, gagné par les offres et les caresses d'Alexandre, avait consenti à mettre au service des ennemis les ressources de son admirable tactique. C'était lui qui devait guider en France l'invasion si vaillamment repoussée par lui autrefois. Un boulet de canon, qui lui fracassa les deux jambes à Dresde [27 août], sauva cette honte au vainqueur de Hohenlinden. Outre Moreau, cette journée coûta quarante mille hommes à la *Sainte-Alliance*, tel était le nom que se donnait à Tœplitz la coalition nouvelle; mais là se déroulent nos revers.

Repoussé jusque sous les murs de Leipsick, Napoléon veut réparer, par un coup d'éclat, l'impression des défaites successives des quatre corps d'armée qu'il a confiés à Ney, à Lauriston, à Macdonald, au duc de Reggio. L'on se battit trois jours. Vainqueurs le 16 octobre à Wachau, les Français allaient encore battre les confédérés le 18, qui fut le grand jour, quand les Saxons et les Wurtembergeois, nos alliés, abandonnèrent tout à coup leurs rangs et passèrent en corps d'armée à l'ennemi. Il fallut alors songer à la retraite. Déjà les deux tiers de l'armée avaient défilé par le pont de Lindenau, jeté sur l'Elster, quand Napoléon le franchit au galop, faisant faire place à sa voiture

par un peloton de cavalerie. A peine avait-il passé que le pont sauta. Poniatowski restait de l'autre côté avec vingt mille hommes et quatre-vingts canons; il poussa son cheval dans l'Elster, et fut englouti. Le duc de Tarente, plus heureux, passa la rivière à la nage. Les autres furent pris ou noyés. Avant de remettre le pied en France, les débris de Leipsick eurent encore assez de force pour battre soixante mille Autrichiens et Bavarois à Hanau; mais tout ce courage se dépensait en vain. Les destinées de l'empereur allaient s'accomplir. Les Russes arrivaient par la Suisse; les Prussiens s'échelonnaient sur le Rhin avec toutes les troupes saxonnes, suédoises, bavaroises; les Autrichiens entraient par le Tyrol en Italie; l'Espagne venait enfin de rejeter les Français hors de son territoire, et Wellington se tenait prêt à franchir les Pyrénées, conduisant au combat, derrière ses Anglais, les Espagnols et les Portugais. Le total de toutes les troupes dont disposait la coalition se montait à un million quatre-vingt-cinq mille hommes. Napoléon voulut opposer à cette masse effrayante une levée en masse de la population, et redemander à la France les prodiges d'héroïsme patriotique que lui avait arrachés la Convention. Mais, grâce à lui, ces temps étaient loin. La population, décimée par vingt-cinq années de guerre, se refusait à de nouveaux sacrifices, et s'indignait de l'orgueilleuse constance de l'empereur, qui refusait d'accepter la paix qu'on lui offrait au prix de toutes ses conquêtes. L'infortuné se piquait au jeu; son amour-propre de tacticien exigeait une revanche. Peut-être bien éprouvait-il aussi lui-même le besoin de la paix, mais il lui fallait auparavant des victoires; il voulait la donner, et non l'accepter. Le Corps Législatif fit entendre de sévères et menaçantes paroles : il fut brisé.

Napoléon vaincu n'avait plus le droit d'être despote; un sourd murmure de mécontentement accueillit ce coup d'état imprudent. Les sympathies populaires se retiraient de lui à ce moment critique; mais, dans la fièvre militaire dont il était consumé, il n'avait pas le temps d'y prendre garde. L'ennemi avait paru sur la frontière; il courut à son armée. Au dire de tous ses généraux, jamais Napoléon ne se montra plus grand capitaine que dans cette malheureuse campagne de 1814. Quand il rejoignit sa vieille garde, Blücher était déjà au milieu de la Champagne. Il est culbuté à Saint-Dizier, puis à Brienne, et recule jusqu'à Bar-sur-Aube; mais les Autrichiens, les Bavarois, les Russes, arrivaient de toutes parts. Le rendez-vous général était fixé sous les murs de Paris. Napoléon se décida enfin à donner *carte blanche* au duc

de Vicence pour traiter de la paix ; mais, au moment de conclure, une combinaison stratégique s'empare tout à coup de lui. « Ah ! c'est vous, « dit-il au duc de Bassano qui vient chercher la dépêche définitive. Il « s'agit d'autre chose : je suis dans ce moment à battre Blücher de « l'œil. Il marche sur Montmirail ; je pars ; je le battrai demain, je le « battrai après-demain. Si je réussis, l'état des affaires va changer, et « nous verrons. » En effet, la garde impériale débouche à Champ-Aubert après douze lieues de marche à travers des marais impraticables ; elle écrase un corps de Russes, et coupe en deux l'armée prussienne, qui est battue à Montmirail. Schwartzemberg, qui accourait avec ses Autrichiens sur Paris, est taillé en pièces à Nangis. Les Wurtembergeois sont défaits à Montereau ; Napoléon, qui est partout à la fois, manœuvre avec l'audace du désespoir au milieu des masses ennemies renouvelées sans cesse par les recrues du Nord et de l'Est. Mais la partie était trop inégale ; pendant que la garde impériale poursuit en Champagne un corps d'Autrichiens, Blücher et Schwartzemberg doublent le pas, et arrivent en même temps sous les murs de Paris [29 mars]. Deux jours après, Marmont et Mortier, qui défendaient la capitale avec trente mille hommes, avaient signé la capitulation ; la cocarde blanche avait paru dans les rues, où l'on criait : « *Vive Louis XVIII, vive le roi de France !* » et une foule, égarée par la haine, s'attelait, sous les yeux des alliés, à la corde qui devait précipiter la statue de l'empereur du haut de la colonne Vendôme. Napoléon, qui arrivait en ce moment avec cinquante mille hommes, se replie, morne et abattu, sur Fontainebleau, où le poursuit le décret du Sénat, qui, mené par Talleyrand, le déclare déchu du trône, lui et sa postérité [3 avril]. Trois jours après, le gouvernement provisoire (Talleyrand, Beurnonville, Jaucourt, Dalberg et Montesquiou), que le Sénat proclame avec un aplomb merveilleux en présence des soldats de la Sainte-Alliance, appelle au trône LOUIS-STANISLAS-XAVIER DE FRANCE. Le duc d'Angoulême n'avait pas attendu l'invitation pour venir à Bordeaux, où le peuple l'avait reçu avec enthousiasme [12 mars]. Dispersés loin de l'œil du maître, tous les généraux font leur paix l'un après l'autre ; Soult est le seul qui combatte jusqu'au bout. Il attaque, sous les murs de Toulouse, l'armée de Wellington et lui tue vingt-six mille hommes ; mais cette courageuse protestation demeure impuissante. Le vaincu entre dans Toulouse, qui reconnaît les Bourbons [10 mars]. Ce jour-là, la garde nationale de Paris prenait la cocarde blanche ; le



Les Royalistes à la Colonne Vendôme en 1814.

surlendemain, le comte d'Artois fait son entrée à Paris. Napoléon n'a-



vait plus d'espoir; il signe enfin l'acte de son abdication [13 mars], et fait en pleurant ses adieux à sa vieille garde : « Je ne puis vous em-
« brasser tous, mais j'embrasse votre général : venez, général Petit,
« que je vous presse sur mon cœur. Qu'on m'apporte l'aigle, que je
« l'embrasse aussi! Ah! chère aigle, puisse le baiser que je te donne
« retentir dans la postérité! Adieu, mes enfants, mes vœux vous ac-
« compagneront toujours; gardez mon souvenir [20 mars]. » Treize jours après, il débarquait à l'île d'Elbe, sorte de royaume en miniature que lui avait jeté la Sainte-Alliance, avec une armée de quatre cents hommes et un budget de deux millions.

Il y eut un moment d'immense allégresse dans le camp royaliste. La révolution était enfin vaincue; les serviteurs dévoués arrivaient de l'exil où ils avaient vieilli; l'autel se relevait avec le trône : une ère nouvelle allait commencer. Dans certaines parties du Midi, la joie bruyante du peuple faisait écho aux acclamations du parti; mais la masse de la nation regardait avec je ne sais quelle indifférence soupçonneuse ces nouveaux venus, dont elle avait presque oublié les noms.

représentants suspects d'un passé détruit, qui venaient ainsi s'installer sans transition, avec la troupe affamée de leurs fidèles, sur les ruines du monde impérial, si grand encore dans sa chute. Pourtant il fallait bien convenir qu'ils arrivaient à propos, si peu attendus qu'ils fussent. La Sainte-Alliance n'avait pas cru travailler pour les Bourbons en faisant marcher ses soldats sur Paris; mais, l'ennemi commun renversé, la France et elle se trouvaient en présence, toutes deux, à coup sûr, fort embarrassées l'une de l'autre. Par bonheur que Louis XVIII se rencontra là avec ses vieilles prétentions, qui avaient au moins l'avantage d'être légitimes : sa présence concilia tout. Il ramassa les rênes



flottantes au hasard, que le gouvernement provisoire avait bien pu escamoter pour un instant, mais qui étaient trop lourdes à ses mains impuissantes, et renvoya les alliés, enchantés, malgré leurs victoires, de se voir enfin hors de cette terre redoutée qui menaçait de les engloutir à chaque instant. Il est vrai qu'il fallut acheter leur retraite. La France abdiquait sa suzeraineté sur l'Allemagne; elle rendait l'Italie, la Hollande, cinquante-trois forteresses ou ports de mer, avec douze mille bouches à feu, des magasins immenses, douze frégates et trente-trois vaisseaux de haut bord; au moins demeurait-elle intacte derrière

sa grande frontière du Rhin, que les vainqueurs avaient respectée, et elle se retirait encore, à tout prendre, avec les honneurs de la guerre. La maladresse de ses nouveaux souverains vint tout remettre en question.

On eût dit d'abord que les Bourbons comprenaient le danger d'une position si délicate; ils avaient des mots flatteurs pour tout ce qui les approchait, des caresses pour toutes les opinions. « Il n'y a rien de changé en France, avait dit le comte d'Artois; il n'y a qu'un Français de plus. » A Compiègne, Louis XVIII avait fraternisé avec la grande cohorte des maréchaux de l'Empire, et, leur faisant verser de son vin favori de Wermouth, il avait bu avec eux : *A l'armée française!* La déclaration de Saint-Ouen, bientôt développée dans la fameuse *Charte constitutionnelle*, mettait enfin la France en possession de cette fameuse constitution anglaise après laquelle on courait depuis 89. L'oubli du passé avait été solennellement juré, et les phrases paternelles n'étaient pas épargnées. Mais en même temps la composition du nouveau ministère, formé presque tout entier d'hommes de l'*ancien régime*, Dambray, Blacas, l'abbé de Montesquiou, trahissait les intentions secrètes de la maison de Bourbon, et les efforts du roi pour rester populaire étaient neutralisés par les exagérations en sens inverse de son frère, le comte d'Artois, esprit honnête et borné, qui en était encore aux traditions du camp de Condé, et qui affichait les plus étranges prétentions. Déjà la vieille noblesse traitait de haut les nobles de l'Empire, et faisait sonner le mot odieux de privilége. Le clergé redemandait ses dîmes, et protestait contre l'abandon de ses domaines aux acquéreurs de biens nationaux. La Chambre nommée sous l'impression du premier enthousiasme était toute dévouée aux vieilles idées, et chaque jour les hommes de la Révolution se voyaient menacés à la tribune. Dans le Midi, la réaction se faisait d'elle-même. Là, des bandes d'assassins s'étaient organisées au nom de Dieu et du roi, et massacraient sans pitié bonapartistes et jacobins. Trois partis se présentaient pour combattre les tendances de l'ultra-royalisme : les vieux républicains, ayant à leur tête Fouché, Grégoire, Barras et Carnot, songeaient à profiter du malaise général pour ramener le peuple aux tendances révolutionnaires, et rêvaient de leur chère Convention au milieu des cérémonies expiatoires ordonnées par la cour en l'honneur des victimes de 93; puis venaient les constitutionnels, dirigés par Benjamin Constant, Lafayette, et deux anciens membres de la Plaine, Boissy-d'Anglas

et Lanjuinais. Ceux-ci se serraient autour de la Charte et de son fondateur, qu'ils voulaient défendre de ses imprudents amis. C'étaient les gens que Bonaparte avait flétris du nom d'*idéologues*, et qui, plus tard, sous celui de *libéraux*, devaient attirer à eux l'opinion. Mais leur voix, timide alors et modérée, avait peu d'influence dans ce moment d'exaltation universelle ; personne n'était disposé non plus à recommencer l'expérience de 93. L'ennemi le plus dangereux du pouvoir nouveau était le parti bonapartiste, qui conspirait à Paris sous la direction de la reine Hortense. Il avait pour lui l'armée entière, qui perdait d'un coup son bien-être et ses habitudes, et qui ne pouvait accepter l'échange de ses trois couleurs et de ses aigles contre le drapeau blanc fleurdelisé. Henri IV faisait triste figure sur l'étoile de la Légion-d'Honneur, où il avait remplacé Napoléon. Une foule d'officiers avaient été mis à la demi-solde, autant pour épurer les cadres que pour faire place à des protégés *bien pensants*. Ils se posaient en victimes dans les cafés, l'injure et la menace, encore plus que la plainte, à la bouche. Une correspondance



active s'entretenait entre l'île d'Elbe et les mécontents. Le rétablissement de la censure (21 octobre), puis les humiliations du congrès de Vienne (3 novembre), où tout ce que Napoléon avait fait en Europe fut impitoyablement bouleversé, sans qu'on daignât seulement prendre conseil de la France, tout préparait les esprits à quelque révolution

nouvelle, quand un bruit étrange se répand à l'improviste : Napoléon est débarqué dans le golfe Juan avec son bataillon de l'île d'Elbe; il a rallié à lui la garnison de Grenoble et le régiment de Labédoyère; il est aux portes de Lyon, et prétend ne s'arrêter qu'à Paris. « La victoire marchera au pas de charge, s'écriait-il dans sa proclamation datée du golfe Juan; l'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. »

Louis XVIII était pris au dépourvu. Tous les commandements militaires étaient encore aux mains des maréchaux de l'Empire, qui peut-être ne voyaient pas sans chagrin le retour du maître qu'ils avaient abandonné, mais que leurs antécédents condamnaient d'avance à la soumission. En vain Soult publie un ordre du jour foudroyant contre l'*usurpateur*; en vain Ney, partant pour rassembler les troupes de la Franche-Comté, baise la main du roi, et lui dit d'un air exalté : « Sire, Napoléon paiera cher son audace; je veux vous l'amener, pieds et poings liés, dans une cage de fer! » Les soldats n'écoutent plus rien dès qu'ils revoient leur Empereur. Ils déchirent à Lyon la *bannière des lis*, comme leur disait Soult dans son nouvel ordre du jour; le comte d'Artois, *ce modèle des chevaliers français*, s'enfuit de la ville avec un seul cavalier pour escorte. Ney barrait le chemin à Napoléon, près d'Auxerre, et, le matin du 12 mars, il faisait crier encore *Vive le Roi* à ses soldats. Il publie, le lendemain, une proclamation qui débutait ainsi : *Officiers, sous-officiers et soldats!* « la cause des Bourbons est à jamais perdue! etc. » Déjà l'armée arrivait sur Paris, se grossissant en chemin de tous les régiments qu'elle rencontrait. La Chambre des Députés, dont personne ne s'occupe, renforce sa voix pour se donner un rôle, et déclare nationale la guerre contre Napoléon [18 mars]. Mais Louis XVIII, qui passe en revue les troupes restées à Paris, ne peut leur arracher seulement un cri de *Vive le Roi!* Il monte en voiture le 19, à minuit, et prend la route de Lille, d'où il pousse bientôt jusqu'à Gand.

Le lendemain, à quatre heures du matin, Bonaparte entrait à Fontainebleau. Son avant-garde arrive aux barrières à midi; à deux heures, le drapeau tricolore flottait sur les Tuileries; à neuf heures du soir Napoléon descendait à la porte de son palais, enveloppé de la fameuse redingote grise, et ses officiers le transportaient sur leurs bras, à la lueur des torches, dans l'appartement que Louis XVIII occupait il n'y avait pas encore vingt-quatre heures. Tout n'était pas fini ce-

pendant : les armées de l'Angleterre et de la Prusse étaient encore en Belgique ; la Vendée avait levé l'étendard de la révolte, et le duc d'Angoulême parcourait le Midi à la tête des bandes de *Verdets* ; d'un moment à l'autre, on devait s'attendre à voir reparaître les armées de la *Sainte-Alliance*, qui avait répondu par un cri de guerre à la nouvelle que le proscrit de l'île d'Elbe avait rompu son ban. Enfin, il fallait satisfaire l'exigence de l'opinion, que la déclaration de Saint-Ouen avait mise en goût de liberté. En se présentant à la France, Napoléon avait fait bon marché de ses anciennes maximes : « Je veux « régner, disait-il à Grenoble, pour rendre notre belle France libre, « heureuse et indépendante. Je veux être moins son souverain que le « premier et le meilleur de ses *citoyens.* » Le mot était lâché. Napoléon avait débuté dans sa carrière politique par réagir contre la Révolution ; il la représentait, à cette heure, vis-à-vis des tendances rétrogrades de la Restauration ; forcé de s'appuyer sur elle, il appelle au ministère Carnot et Fouché, dont les noms étaient assez significatifs ;



on le voit passer en revue un corps de *fédérés*, composé d'ouvriers des

faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, et crier à plusieurs reprises, devant eux, *vive la Nation!* En même temps Murat, qui, lors de la grande déroute, s'était réfugié dans son royaume de Naples, où les alliés n'avaient pas eu le temps de l'aller chercher, Murat, si absolu jusqu'alors, redevient tout à coup l'homme de la propagande révolutionnaire, et cherche à secouer l'Italie aux noms de *patrie* et de *liberté*, comme autrefois les agents du Directoire. Mais il était trop visible que le génie impérial se faisait violence. Napoléon n'avait pu se défendre de froncer le sourcil aux allures populaires des fédérés, et toutes ses protestations patriotiques ne pouvaient triompher des justes préventions que donnait son passé. Bientôt il se trahit lui-même dans son fameux *acte additionnel aux Constitutions de l'Empire*, qui devait donner une base plus large encore aux libertés *octroyées* par la Charte, et qui se trouva n'être autre chose qu'une reproduction stérile d'anciens sénatus-consultes décriés, laissant au fond toutes ses coudées franches au despotisme [22 avril]. Le peuple, consulté comme aux premiers temps de l'Empire, sanctionne l'acte additionnel de son suffrage banal; mais il fut mal accueilli à la Chambre des Députés, où la majorité était franchement patriote, et qui avait mis à sa tête Lafayette et Lanjuinais. Murat n'avait pas mieux réussi, de son côté, à donner le change aux populations de l'Italie. Elles étaient restées froides devant ses proclamations républicaines, et quelques jours avaient suffi aux Autrichiens pour le chasser lui-même de son royaume.

Toutefois, ce n'était pas le moment des polémiques de principes et des discussions parlementaires. L'ennemi arrivait à grands pas; les Russes étaient en Suisse; le rivage allemand du Rhin se couvrait d'hommes et de chevaux; Blücher et Wellington manœuvraient avec cent quatre-vingt mille hommes en Belgique. Napoléon se hâte d'en finir avec les tracasseries intérieures. Les Vendéens, battus sur tous les points par Travot, n'étaient plus dangereux; le duc d'Angoulême, fait prisonnier au Pont-Saint-Esprit, avait été jeté dédaigneusement hors de France; sa femme, après avoir vainement essayé, par ses larmes et ses harangues, de rallier à la cause de sa famille la garnison de Bordeaux, s'était embarquée sur un sloop anglais. Tout le parti royaliste avait mis bas les armes. Le 1er juin, Napoléon monte, en pompeux appareil, dans la grande solennité du Champ-de-Mai, à un autel élevé sur l'emplacement du fameux autel de la Patrie. « Je viens, dit-il, commencer la monarchie constitutionnelle. » Puis, le 12, délivré enfin des républi-

cains et des *idéologues*, il quitte Paris avec cent dix mille hommes, et court au-devant de Blücher et de Wellington.

Ce fut l'affaire de six jours. Le 16, l'empereur était à Fleurus, et tuait vingt-deux mille hommes aux Prussiens. Le 18, il livrait à Wellington la grande bataille de Waterloo. L'action s'engage à onze heures du matin, sur la lisière de la forêt de Soignies, où les Anglais se tenaient retranchés. Wellington, attaqué avec furie dans ses positions de la Haie-Sainte et du Mont-Saint-Jean, résiste toute la journée aux charges meurtrières des cuirassiers de la garde, qui hachent ses carrés sans pouvoir les faire plier. Des deux côtés on était dans l'attente, Wellington de Blücher, Napoléon des trente mille hommes de Grouchy, détachés la veille à la poursuite des Prussiens. La nuit venait; les lignes anglaises, rompues par une dernière charge de la cavalerie française, se repliaient en désordre sur la forêt de Soignies; déjà Wellington parlait de fuite et faisait préparer ses voitures. Dans ce moment on entend une fusillade sur la gauche. «Enfin, s'écrie Napoléon, voilà Grouchy! la victoire est à nous!» C'était Blücher avec ses quatre-vingt mille Prussiens. La vieille garde donne alors pour la dernière fois, et ne peut entamer les colonnes anglaises, ranimées à la vue du renfort qui vient de leur arriver. Alors commence la déroute. Tout se débande à la fois; le flot des fuyards entraîne Napoléon lui-même, qui, l'épée à la main, se jette en vain sur leur passage, et veut les ramener au combat. Il ne reste bientôt plus sur le champ de bataille que quelques carrés de la vieille garde, qui refusent de survivre à ce terrible désastre. Ici vient le mot de Cambronne, trivialement héroïque, que l'on a traduit par « *La garde meurt et ne se rend pas!* » Ah! que Wellington doit un beau cierge au vieux Blücher! disait Napoléon à Sainte-Hélène; sans celui-là, je ne sais pas où serait *Sa Grâce*, comme on l'appelle; mais moi, bien sûrement, je ne serais pas ici. »

A Waterloo se termine la grande épopée révolutionnaire dont l'Empire n'est que la continuation glorieuse et transformée. Ce qui suit n'est plus de l'histoire, si l'on veut; c'est le récit d'une lutte contemporaine qui a pris rang, il est vrai, dans le passé, puisque nous en avons vu la fin, mais dont les acteurs sont encore sur pied, dont les haines et les colères conservent leurs représentants avoués. Les quinze années de la Restauration n'échappent point encore, quoi qu'on fasse, au pamphlet; elles sont pour nous ce qu'était la Fronde au siècle de Louis XIV; capables peut-être d'être prises pour texte d'une histoire à part, du

point de vue d'une histoire de France, elles se confondent avec le présent, et n'ont pas besoin d'être racontées.

Pendant que le *Bellérophon* emportait à Sainte-Hélène le vaincu de Waterloo, Louis XVIII rentrait triomphant dans sa capitale, et recommençait son règne, interrompu par l'épisode des Cent-Jours. Malgré cette leçon menaçante, les premiers actes qui suivirent le retour des Bourbons furent donnés à la vengeance. Le Midi, peu sensible à la honte d'une invasion qui n'était pas allée jusqu'à lui, retombe dans ses transports d'enthousiasme frénétique; les égorgeurs royalistes immolent le maréchal Brune, à Avignon; Ramel, à Toulouse; Masséna, l'*Enfant chéri de la victoire*, échappe à peine au poignard; tout un corps des mamelucks de la garde est massacré dans les rues de Marseille. Bientôt le gouvernement lui-même s'associe à ces cruelles représailles.

Le premier ministère que s'était donné Louis XVIII, en arrivant de Gand, se ressentait des appréhensions de l'exil. Talleyrand, Fouché, Pasquier, Jaucourt, Gouvion-Saint-Cyr, tous hommes de l'Empire, sinon de la Révolution, n'étaient pas dans les conditions voulues pour présider à une réaction. Mais les élections de 1815, d'où devait sortir la *Chambre introuvable*, envoient au ministère une majorité si compacte d'ultra-royalistes, qu'il se retire devant elle [25 septembre]. Richelieu et Decazes, qui prennent en main le pouvoir, s'entourent d'hommes dévoués à la coterie du comte d'Artois, au pavillon Marsan, comme on disait, et les meurtres juridiques commencent par toute la France. Labédoyère est livré à un conseil de guerre et fusillé; La Vallette, condamné à mort par la cour d'Assises, n'échappe au supplice que grâce au dévouement de sa femme, qui vient jeter je ne sais quelle teinte romanesque et touchante sur cette page sanglante de l'histoire de la Restauration. Elle entre dans sa prison en longs habits de deuil, le force à s'en revêtir, et reste à sa place. La trahison de Ney était sans excuse, et ses rodomontades de dévouement la rendaient plus odieuse encore; mais, aux termes de la capitulation de Paris, il avait par-devers lui une absolution en bonne forme. La Chambre des Pairs n'en jugea pas ainsi, et l'envoya à la mort [7 décembre]; sentence impopulaire qui pèse encore sur elle. A Lille, à Lyon, à Bordeaux, les exécutions militaires venaient aigrir encore les ressentiments du parti vaincu. Confondant dans une haine commune et les soldats de l'Empire et les *idéologues*, qui avaient mis pourtant si mauvaise grâce à servir le gouverne-

ment des Cent-Jours, le pavillon Marsan poursuit le cours de ses vengeances jusqu'au sein de l'Académie, dont il élimine les membres mal pensants, et à leur tête Arnauld et Étienne, qui se jettent à la tête de l'opposition. Dès ce moment, constitutionnels, républicains, bonapartistes, tout se confond dans un seul et vaste parti. Ces ennemis implacables, que tant de rancunes séparaient encore la veille, deviennent tout d'un coup frères en *libéralisme;* Lafayette devient le héros des colonels de l'ex-garde; Benjamin-Constant fraye avec Grégoire le régicide; l'effort se met en commun, sans récriminations, sans injures, sans retour sur le passé; c'est à peine si les oppositions les plus tranchées se maintiennent à l'état de nuances en présence de cette formidable attaque des ultras, qui, eux aussi, ont tout confondu dans leur proscription.

En vrai roi constitutionnel, Louis XVIII n'avait eu garde de se ranger sous l'une des deux bannières. La Révolution avait trop à compter avec lui pour qu'il pût s'engager franchement dans la ligne du parti qui plaidait la cause révolutionnaire. Mais, d'un autre côté, le scepticisme en matière politique de ce roi quasi-philosophe, le mépris qu'il faisait des idoles adorées au pavillon Marsan, sa haute et calme intelligence des besoins contemporains, tout, jusqu'à ses souvenirs de 89, devait lui inspirer un éloignement profond pour les mesures rétrogrades que son ministère et la *Chambre introuvable* lui imposaient en quelque sorte. Au reste, ce qui le préoccupait surtout pour le moment, c'était de régulariser sa position avec la Sainte-Alliance, qui semblait le tenir encore en tutelle, et qui, dans le traité de Paris [20 octobre 1815], non contente de mutiler son royaume sur le Rhin, avait laissé en France une immense garnison de cent cinquante mille hommes, non moins odieuse au roi qu'à la nation. L'action royale était gênée par ces dangereux auxiliaires, placés là soi-disant pour prévenir la nécessité d'une troisième restauration, et Louis XVIII sentait bien qu'il ne pouvait aspirer à la popularité derrière les baïonnettes étrangères qui le gardaient encore de ses sujets.

En attendant, la *Chambre introuvable* obéissait à l'impulsion donnée. Elle rétablissait la censure, abolie à la rentrée du roi; instituait les cours prévôtales chargées de connaître, sans appel, des délits politiques et des crimes de lèse-majesté; décrétait la suspension des priviléges de journaux. Dans l'armée, dans les tribunaux, dans la marine, dans tous les bureaux de l'administration, de longues listes de desti-

tutions venaient bouleverser toutes les positions acquises, et porter le trouble dans les familles. Le ministre de la guerre, Clarke, dressait jusqu'à douze *catégories de suspects* dans son département seulement.

La résistance libérale, encore mal organisée, ne pouvait opposer aux progrès des ultras que des mouvements sans portée, ou que d'impuissantes diatribes, prétextes de nouvelles violences. Babœuf, le fils du fameux Gracchus, fut condamné à la déportation, avec plusieurs rédacteurs du *Nain tricolore.* Dans la nuit du 4 au 5 avril 1816, un ancien professeur de droit, nommé Didier, réunit cinq à six cents paysans dans les montagnes du Dauphiné, et marche avec eux sur Grenoble, aux cris de *Vive l'Empereur !* Cette entreprise insensée, sur laquelle plane encore aujourd'hui quelque honteux mystère, n'a d'autre résultat que le supplice du chef de l'insurrection et de vingt et un de ses complices, condamnés à mort en une seule séance par un conseil de guerre. Le 27 juillet 1816, un corroyeur, un maître d'écriture et un ciseleur, Pleignier, Carbonneau et Tolleron, subissaient, en place de Grève, le supplice des parricides. Ils avaient comploté de faire sauter les Tuileries, en introduisant *dix-huit à vingt barils de poudre* dans l'aqueduc qui aboutit au bas du Pont-Royal.

Tout cela n'était pas de nature à faire rentrer la Chambre dans une voie plus douce et plus modérée. Les lois votées par elle n'étaient rien encore en comparaison de celles qui lui étaient présentées et qu'elle prenait en considération, s'en faisant une réserve pour l'avenir. La Chèze-Murel était venu redemander à la tribune qu'on rendît au clergé la tenue des registres de l'état-civil; Castel-Bajac et Piet parlaient de ramener les grandes propriétés ecclésiastiques; d'autres demandaient le rétablissement des maîtrises et jurandes, l'abolition du partage égal des héritages entre les enfants.

On faillit rétablir la confiscation; la loi des *catégories* de M. de Labourdonnaye, qui frappait de proscription des corps entiers de fonctionnaires, ne fut rejetée qu'à une majorité de huit voix. Le bannissement des régicides passa à l'unanimité sans satisfaire encore les ressentiments des exaltés, qui voulaient une sentence de mort. L'intention avouée de la Chambre était le retour à la monarchie absolue, en dépit des répugnances du roi lui-même, qui tenait à sa Charte, n'eût-ce été que dans les intérêts de son amour-propre de législateur. Sur ces entrefaites, Villèle et Corbière firent passer à la Chambre leur projet de

loi électorale, qui établissait l'élection à deux degrés. Les colléges de cantons, presque semblables aux assemblées primaires de la république (il suffisait, pour être électeur, de payer cinquante francs de contribution; Corbière avait proposé de réduire le cens à vingt-cinq francs), les colléges de cantons nommaient les électeurs départementaux, qui choisissaient les députés. Ce projet, démocratique en apparence, n'avait d'autre but que de placer les élections sous l'influence immédiate de la grande propriété, et, comme tel, il avait été combattu par les libéraux. Le roi fit casser la loi par la Chambre des Pairs; mais la *Chambre introuvable* n'en rabattit rien de ses prétentions. Elle avait décrété, en terminant la session [4 mai 1816], qu'on ne pourrait procéder à aucune élection tant qu'elle n'aurait pas été dissoute. Decazes détermina le roi à relever le défi, et, le 5 septembre, parut l'ordonnance royale qui prononçait la dissolution de la Chambre des Députés. Les élections, surveillées avec soin, renvoyèrent une majorité constitutionnelle qui, dès le début de la session, se rallia au projet du ministère dans la discussion de la loi électorale. Tout contribuable payant trois cents francs à l'État fut électeur de droit, sans avoir besoin du suffrage des colléges cantonnaux [5 février 1817].

La classe moyenne l'emportait définitivement sur la grande propriété, dont les partisans s'étaient lancés, au nom de la royauté elle-même, dans une polémique ardente dirigée contre le roi lui-même et contre les doctrines qu'il professait. Chateaubriand, Fiévée, Lamennais, avaient pris la conduite de cette guerre de plume dans *le Conservateur*, le principal organe du parti, auquel les libéraux opposaient *la Minerve*, rédigée par Jouy, Benjamin-Constant, Etienne, l'exilé de l'Académie. Sans s'inquiéter des clameurs qui s'élevaient de part et d'autre, Louis XVIII se maintenait dans sa ligne. Il venait de retirer à son frère le commandement de la garde nationale du royaume, dont il abusait pour séduire les esprits étroits par l'appât des grades. Il cassait les cours prévôtales, et abrogeait les lois odieuses par lesquelles la dernière Chambre avait suspendu la liberté individuelle. Tout alla bien jusqu'au mois d'octobre de 1818. D'après la nouvelle loi électorale, la Chambre des Députés devait être renouvelée chaque année par cinquième. Le pavillon Marsan frémit de rage en apercevant, sur la liste du renouvellement, des noms tels que ceux de Lafayette, de Manuel, de Benjamin-Constant, le chef du libéralisme. Il s'écria que l'on retournait à la Révolution, et, dans ses ter-

reurs, fit entendre le mot de trahison. Le duc de Richelieu, alors dans toute la popularité de sa fameuse négociation d'Aix-la-Chapelle [9 octobre], qui avait enfin délivré de l'occupation militaire nos campagnes du Nord et de l'Est, le duc de Richelieu eut peur comme les autres, et donna sa démission.

Le 29 décembre, Decazes, le ministre libéral, le favori de Louis XVIII, qui commentait Horace avec lui, se trouva définitivement à la tête des affaires, et organisa lui-même le nouveau ministère, dont il laissa la présidence nominale au général Dessoles. La Chambre des Députés était pour lui; mais une opposition formidable l'attendait au Luxembourg. Désespérant d'en triompher, et sur le point de lui voir mutiler la loi du 5 février par l'adoption de la proposition Barthélemy, qui rayait la patente du rôle de la contribution électorale, Decazes rétablit l'équilibre par un coup d'état. Une fournée de soixante nouveaux pairs [5 mars 1819] lui refit une majorité artificielle, et l'année s'écoula tranquille jusqu'à la crise du renouvellement, dont le sens, trop franchement libéral, lui donna à réfléchir à son tour. Toutes les élections étaient hostiles à la maison de Bourbon; une d'elles surtout inspirait d'insurmontables répugnances : c'était celle du conventionnel Grégoire, l'ancien évêque constitutionnel de Blois, qui réveillait toutes les antipathies de la cour, au double titre de prêtre renégat et de républicain. Les nouveaux élus arrivaient avec d'immenses prétentions; ils ne demandaient rien moins qu'une réforme générale de l'administration; Dessole et Louis les appuyaient vigoureusement dans le conseil. Le roi et son ministre eurent alors recours à ce système de *bascule* dont on avait eu un exemple sous le Directoire. Voyant que la balance penchait trop ouvertement en faveur des libéraux, ils se reportèrent du côté des ultras, qui ne virent en eux que des transfuges, et perdirent la confiance des uns sans gagner celle des autres. Ce revirement fut fatal au ministre. Il avait à peine signalé ses premiers pas dans sa marche nouvelle par l'exclusion de Grégoire, chassé de la Chambre comme indigne, quand arriva l'attentat du 13 février 1820. Ce ne fut qu'un cri dans le camp royaliste pour accuser l'opinion libérale d'avoir armé le bras de Louvel, et l'accusation rejaillit sur le ministre qui l'avait favorisée. En vain Decazes, pour conjurer la tempête, se présente-t-il à la Chambre des Pairs [15 février] avec un cortége de lois exceptionnelles qui rétablissaient la censure, suspendaient de nouveau la liberté individuelle, et modifiaient tout le système électoral. « Le

pied lui a glissé dans le sang, s'était écrié Chateaubriand; il chancelle, il tombe.... » Cinq jours après, Louis XVIII, cédant aux obsessions de



sa famille, acceptait la démission de son favori, et Richelieu rentrait au ministère, suivi de Siméon, de Portalis et du baron Mounier.

Alors commença la grande agitation libérale. Foy, Lafayette, Royer-Collard, Benjamin-Constant, faisaient entendre à la tribune d'éloquentes protestations contre l'aveugle réaction déterminée par l'assassinat du duc de Berri, et leurs paroles, mal écoutées à la Chambre, allaient soulever dans les masses d'énergiques colères, qui se traduisaient déjà en soulèvements tumultueux. Les sociétés secrètes s'organisaient par toute la France, et les habitudes perdues des clubs reparaissaient dans les *ventes* du carbonarisme; à Paris, les élèves des Écoles de droit et de médecine firent du patriotisme dans les rues, et se battirent à coups de pierre avec les gendarmes. Les ouvriers des faubourgs s'attroupèrent sur les boulevards. Il fallut faire des charges de cavalerie dans la rue Saint-Denis, et la vue des morts et des blessés ne fit qu'accroître encore les ressentiments populaires. Louvel, en poignardant

le duc de Berri, avait cru étouffer le dernier espoir de reproduction de la maison de Bourbon; mais la duchesse portait déjà un enfant dans son sein. La haine alla l'y poursuivre. Dans la nuit du 6 au 7 mai, Gravier, un ancien officier de l'Empire, dépose sous les fenêtres de la duchesse de Berri un petit baril de poudre, dont l'explosion pouvait provoquer un avortement. Le complot échoue, et, le 29 septembre 1820, une salve de vingt-quatre coups de canon annonce à la France la naissance du duc de Bordeaux. Elle venait à propos pour couper court aux rêves que l'on formait déjà au Palais-Royal, dans cet asile discret des sommités libérales, où le duc d'Orléans, mal reçu à la cour, qui ne pardonnait pas au soldat de Jemmapes, au fils de Philippe-Égalité, se tenait prudemment à l'écart, caressant de loin l'opinion, et attendant les événements.

Mais la joie causée dans le parti par un événement si opportun était bien contre-balancée d'autre part. Une fièvre démocratique semblait s'être emparée de tous les peuples à la fois. En Espagne, en Portugal, à Naples, en Piémont, en Allemagne, en Angleterre, les questions d'émancipation politique soulevaient partout les esprits. La propagande révolutionnaire portait enfin ses fruits, et maintenant que la France vaincue se taisait, les nations instruites par elle s'avançaient toutes seules sur cette route une fois tracée, et s'agitaient pour leur propre compte. On put croire un moment que l'on allait assister à un bouleversement universel; pendant que l'Angleterre s'acheminait vers son *bill de réforme*, et que les universités allemandes se constituaient en révolte ouverte avec les gouvernements du pays, les carbonari d'Italie révolutionnaient toute la Péninsule, et forçaient le roi de Naples de jurer la constitution. Déjà le Piémont s'était insurgé; la Lombardie n'attendait qu'un signal; Rome, Florence, Parme, Modène, tous les petits États du centre étaient prêts; sans l'arrivée des Autrichiens, qui firent tout rentrer dans le devoir, on revoyait les jours des Républiques Cispadane, Ligurienne, Romaine, Parthénopéenne. L'Espagne était allée plus loin. Lassée du régime monacal qui pesait sur elle depuis la retraite des Français, elle avait chassé les jésuites, aboli l'inquisition, et forcé les cachots du Saint-Office. Ferdinand VII, tremblant devant l'émeute, avait convoqué les Cortès et juré la constitution. Les mêmes scènes avaient eu lieu en Portugal, où Jean VI, cédant à la volonté nationale, était revenu exprès du Brésil pour prêter, lui aussi, le serment constitutionnel.

Timide et modéré dans sa politique, le ministère Richelieu avait paru s'émouvoir à peine de ce grand mouvement. La mort de Napoléon, arrivée le 5 mai 1821, en réveillant toutes les douleurs de ses



partisans, désormais sans espoir, venait encore d'irriter les colères de l'armée, et les complots se tramaient à l'envi dans toutes les villes de garnison. L'opinion royaliste, alarmée de tous ces symptômes, réclama à grands cris un ministère plus fort et plus décidé, et dans l'adresse qui ouvrit la session de 1821, le prit avec la couronne sur un ton presque menaçant. Louis XVIII souffrait impatiemment ces démonstrations importunes d'un dévouement maladroit; mais la vieillesse et la maladie commençaient à abattre cet esprit si ferme et si entier dans son intelligente modération; il se fatiguait, à la fin, de la lutte avec tous les membres de sa famille, qui ne lui laissait ni repos ni trêve; la *congrégation*, cette puissance nouvelle, éclose au pavillon Marsan, l'obsédait de ses pieuses lamentations; les caresses de madame Du Cayla firent le reste. Le 14 décembre, les hommes de 1815 ressaisirent enfin le pouvoir avec Villèle et Corbière, qui débutèrent par une loi sur les délits de la presse, loi dont les rigueurs dépassaient tout ce qui avait été imaginé

jusqu'alors en ce genre. Le carbonarisme, attaqué de front, voulut riposter par des conspirations militaires; mais les meneurs, obéissant plutôt aux conseils de la haine qu'à ceux de la prudence, échouèrent tous dans leurs projets, et payèrent de leur tête des tentatives insensées. Toutefois, leur mort ne fut pas inutile au parti. L'opinion, se prenant à tout, fit un crime à la Restauration de ses moyens de défense. Berton, Caron, Vallée, les quatre sergents de La Rochelle, devinrent autant de martyrs, comme il arrive toujours aux victimes politiques, et l'opposition ne fit que s'enflammer encore contre leurs bourreaux.

Cependant l'insurrection constitutionnelle prenait de nouvelles forces en Espagne. La Sainte-Alliance s'en émut enfin. Au congrès de Vérone, qui s'assembla sur la fin de 1822, l'on avisa aux moyens de comprimer sérieusement la propagande, toujours plus menaçante, du carbonarisme. Chateaubriand, notre représentant, demanda pour la France, au nom de son parti, le droit d'aller le combattre au delà des Pyrénées; il l'obtint sans peine, et la guerre d'Espagne fut résolue. A cette nouvelle, l'opposition libérale jeta les hauts cris à la Chambre; mais elle n'était pas en force. Manuel, qui, pour faire ressortir les dangers de l'intervention étrangère, veut en appeler aux souvenirs de la Convention, est interrompu par les cris *A l'ordre!* et chassé honteusement de la Chambre par le côté droit, qui abuse de sa majorité. Pour plus de scandale, Manuel ne veut céder qu'à la force. Mercier, le sergent du poste de garde nationale, refuse de porter les mains sur le député, et devient un héros; on fait venir de Foucault, le commandant de la gendarmerie, qui met fin à la scène par ce cri anticonstitutionnel : « Gendarmes, empoignez-moi cet homme-là. »

La guerre d'Espagne remplit toute l'année 1823. Malgré son impopularité, elle n'en fut pas moins glorieuse pour la France, qui n'essuya pas une défaite. Le 23 avril, l'armée passe la Bidassoa, sous le commandement du duc d'Angoulême, qui, juste un mois après, faisait son entrée à Madrid. Battues sur tous les points, les troupes constitutionnelles sont acculées enfin dans l'Andalousie, et l'Espagne fait justice elle-même du parti. Grâce aux violences des *soldats de la Foi*, qui, enrôlés par les moines, font entendre dans toutes les villes des cris de mort contre les *negros* (libéraux), les choses en viennent bientôt à ce point, que le duc d'Angoulême se voit obligé de prendre sous sa protection les ennemis qu'il est allé combattre. Par l'ordonnance d'Andujar, il essaie de soustraire les *negros* aux vengeances des *soldats de la Foi*; mais

ceux-ci n'en tiennent compte, et la Congrégation fait si bien manœuvrer en France le comte d'Artois, qu'on envoie l'ordre au duc de retirer son ordonnance. Un parti qu'il fallait retenir n'avait plus besoin du secours de l'étranger. Tout espoir de résistance est enlevé aux constitutionnels. La prise du Trocadéro fut le plus brillant fait d'armes de cette campagne, que rendaient bien pâle, au reste, les souvenirs de l'Empire. Ferdinand VII est enfin délivré des mains des rebelles, et le *héros du Trocadéro* retourne triomphant en France, où on lui fait les honneurs de l'Arc-de-l'Étoile, encore inachevé, honneurs que Napoléon s'était destinés à lui-même [8 décembre 1823].

Villèle ne s'endormait pas sur les lauriers du duc d'Angoulême. Surveillées avec plus de soin que jamais, les élections de 1823 lui assurent une influence sans contre-poids à la Chambre. A peine seize à dix-sept membres viennent-ils s'asseoir sur les bancs déserts de la gauche. Il donne un caractère de durée à son triomphe en faisant passer la loi qui déclare la Chambre actuelle septennale, c'est-à-dire élue pour sept ans. Mais bientôt une scission éclate au sein de cette majorité si compacte. Villèle fait paraître son projet de loi sur la conversion des rentes, qui met en émoi les intérêts privés, et lui suscite dans le conseil même une violente opposition. Chateaubriand, qui est entré au ministère à son retour du congrès de Vérone, se déclare contre la loi, et la fait rejeter à la Chambre des Pairs. Lui-même paie ce triomphe d'une disgrâce [6 juin], et, de dépit, se jette dans les rangs de l'opposition, entraînant avec lui la foule de ses amis, que les ministériels flétrissent du nom de *parti de la défection*. La lutte était dans toute sa violence, Villèle redoublant de rigueur contre la presse, et la presse s'acharnant contre lui, quand celui qui jouait le rôle de modérateur au milieu de toutes ces passions ardentes vint à manquer tout à coup. Le 16 septembre 1824, à quatre heures du matin, la France changea de maître. Louis XVIII n'était pas tranquille en mourant. Il laissait le pouvoir au pavillon Marsan, la pierre d'achoppement de tout son règne, et craignait tout de son futur successeur. « Mon frère, lui « dit-il, j'ai louvoyé entre tous les partis, comme Henri IV, et j'ai « par-dessus lui, que je meurs dans mon lit, aux Tuileries. Agissez « comme je l'ai fait, etc. » Mais lui-même semblait avoir peu de confiance dans l'efficacité de sa leçon. Quand on lui amena le petit duc de Bordeaux, on l'entendit s'écrier : « Que Charles X ménage bien la « couronne de cet enfant ! »

Le roi est mort, vive le roi! Enfin on allait voir à l'œuvre Charles-Philippe de France, comte d'Artois, ce champion du passé, qui n'avait guère profité à l'école des révolutions. C'était un gentilhomme d'autrefois, dont le bagage biographique ne promettait pas un roi intelligent. Son avénement fut tout semé de mots heureux et de gracieusetés. Charles X avait un immense avantage sur son frère, c'était de ne pas être impotent; il en profita, et se montra à cheval. La joie fut grande



pour tous; et le roi, pressé, foulé, applaudi, se trouva bien sans *hallebardes*. Son premier acte, l'abolition de la censure, surprit étrangement l'espèce anormale de royalistes plus royalistes que le roi, qui assiégeaient les marches du trône et soufflaient tout haut les plus étranges conseils. Le ministère était le même, mais derrière lui grondaient l'ancienne cour et la congrégation. Tous les partis étaient en présence, se faisant bonne mine, et attendant l'ouverture de la session législative [22 décembre 1824]. Le discours du roi ne laissa pas de doute sur ses intentions. Le sacre va rendre à sa dynastie le principe d'hérédité par *la grâce de Dieu*, et l'indemnité, expiation tardive, doit être le baiser de paix entre le passé et le présent. Les plus farouches et les plus riches

ramassent en toute hâte cette fiche de consolation pour ce qu'ils avaient perdu au grand jeu de 93. Le trois-pour-cent faisait à la Bourse une apparition victorieuse, greffé sur les signatures les plus recommandables de la Banque. Mais l'opinion marchait toujours, sceptique et ricaneuse; *Tartufe* devenait une pièce politique, et le commerce ne vit dans la cérémonie du sacre [29 mai 1825] qu'une occasion de lucre, qui ne lui ôta rien de son respect pour la philosophie et les doctrines du *Constitutionnel*. Le retour de Charles X à Paris fut une belle fête où l'on s'occupa beaucoup de la magnificence du duc de Northumberland, et fort peu du *Pharamond*, pièce allégorique qui donne assez la mesure de l'enseignement historique à la cour. Bientôt cette *trêve du sacre*, suivant l'expression d'un écrivain, est rompue, et les hostilités recommencent. Lafayette, ce grand acteur républicain des deux mondes, retrouve son public de France [5 octobre 1825], et il faut la gendarmerie et la garde royale pour arrêter son succès. Le 28 novembre, le général Foy meurt, et la reconnaissance envers lui prend le caractère d'opposition. La mort de l'empereur Alexandre fit moins de bruit: il ne se profilait dans les souvenirs du peuple qu'à côté de Napoléon. L'année 1826 semblerait un anachronisme à cette époque de doute religieux et de fièvre politique. Le jubilé, dont on attendait des effets merveilleux, rencontre sur sa route M. de Montlosier, qui lance son premier manifeste contre les jésuites, et M. de Lamennais, que la police correctionnelle réclame déjà pour *avoir considéré la religion dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*. D'une part, c'est la *Congrégation*; de l'autre, le *Comité Directeur*, la société des Bonnes-Études, *ad majorem Dei gloriam*, la société *Aide-Toi*, les francs-maçons, les carbonari, les bonapartistes, les républicains, les mécontents, sont tous confondus sous le nom de libéraux.

Le roi en est encore au dieu de Clovis et de Charlemagne; il prend à tâche de convertir les infidèles, et commence par l'armée, qui n'en peut mais; la communion est à l'ordre du jour, et les soldats se présentent à la table sainte par escouade ou par compagnie; mais ce n'est point encore là l'armée de la Foi. Et au milieu d'une société ainsi divisée, la loi du sacrilége passe la tête haute, et la loi sur la police de la presse est stigmatisée ironiquement sous le nom de *loi de justice et d'amour*. M. de Chateaubriand l'appelle loi vandale, et le voilà populaire. L'Académie fait de l'opposition, et n'est pas écoutée. Les destitutions pleuvent de droite et de gauche. M. Michaud ne compte plus

parmi les fidèles; M. Lacretelle passe à l'état de suspect. La Chambre des Pairs défait l'œuvre de la Chambre des Députés [17 avril 1827]. Un immense cri de joie trouble la sécurité du trône, et les rues Saint-Denis et Saint-Martin, théâtre populeux de manifestations bruyantes, sont mises en état de siége. La situation s'aggrave, et le roi, toujours bien intentionné, veut se trouver face à face avec la garde nationale. Une grande revue est indiquée pour le 29 avril au Champ-de-Mars; mais cette solennité fut un jour néfaste pour la monarchie.

La garde nationale licenciée, le roi reste livré à lui-même et aux siens. La clôture de la session des Chambres [22 juin 1827] ne précède que de deux jours l'ordonnance qui rétablit la censure. Le 6 juillet, une convention diplomatique est signée à Londres entre la France, la Russie et l'Angleterre, pour assurer la pacification et l'indépendance de la Grèce; la bataille de Navarin [20 octobre] en fut le résultat. Mais la gloire militaire n'est déjà plus une distraction suffisante. Les funérailles de Manuel [24 août 1827] avaient été le pendant des funérailles du duc de Larochefoucauld de Liancourt [30 mars même année]. Les hostilités contre le dey d'Alger avaient précédé la bataille de Navarin [4 octobre 1827]. La victoire navale remportée par l'escadre du capitaine Collet ne fit pas grand bruit. Le dedans était si bruyant, qu'on pouvait à peine entendre au dehors. Le 5 novembre, la Chambre des Députés est dissoute, et le même jour, l'ordonnance qui rétablissait la censure est rapportée. Une promotion de soixante-seize nouveaux pairs doit briser l'opposition de la Chambre héréditaire; mais quelles mesures prendre avec la Chambre élective? Ici véritablement commence la révolution; elle va vite; l'armée a fait feu sur le peuple. M. de Villèle se retire du combat [5 janvier 1828] avec les honneurs de la pairie, ainsi que MM. de Corbière et de Peyronnet. M. de Chabrol et M. l'évêque d'Hermopolis restent seuls de l'ancien ministère, l'un à la marine, l'autre aux affaires ecclésiastiques. M. de Martignac, qui donne son nom au cabinet nouveau, rallie pour quelque temps l'opinion, et la transition au libéralisme aurait pu s'opérer sans effusion de sang; mais le roi contre-mine l'action du ministère, et ne se croit sauvé que le jour où le prince de Polignac est annoncé à la France.

Ce fut sa perte. L'expédition du général Maison dans la Morée, en 1828, n'était qu'un souvenir sans portée politique. La prise d'Alger [5 juillet 1830] ne put réhabiliter M. de Bourmont, créé maréchal [18 juillet 1830]. Son nom reste attaché à la dernière victoire de la

Restauration, et celui du maréchal Marmont à la grande défaite des trois jours. Les fatales ordonnances avaient paru le 26 juillet, et le 29 tout était dit. Le 9 août, Louis-Philippe était proclamé roi de France, et après la déclaration des deux Chambres, le nouveau roi jurait d'observer fidèlement la charte constitutionnelle avec les modifications exprimées dans la déclaration, de ne gouverner que par les lois et selon les lois, de faire rendre bonne et exacte justice à chacun selon son droit, et d'agir en toute chose dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français.

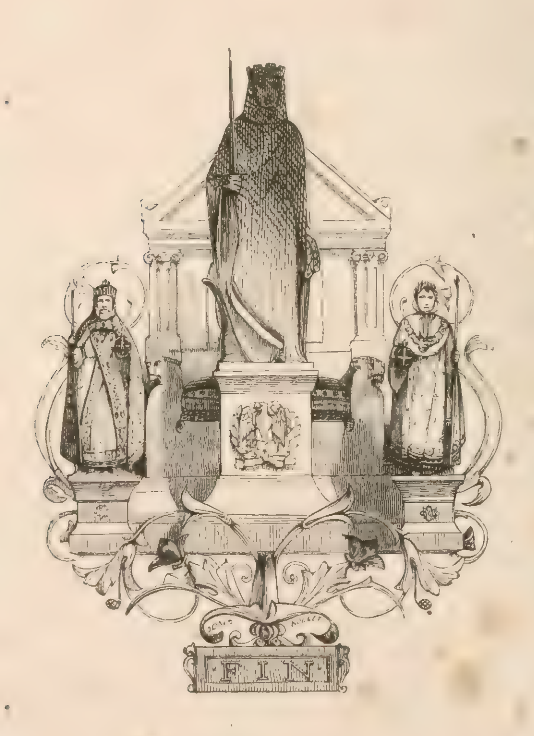


TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE.

SOMMAIRES DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Premier volume.

FIN.

